



3 1761 11972909 3

DOCUMENT: 830-462/020

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

Protocole d'entente sur les mesures visant à supprimer
ou à réduire les entraves interprovinciales au commerce
des produits agricoles et alimentaires

Fédéral

TORONTO (Ontario)
Les 16 et 17 novembre 1992

PROTOCOLE D'ENTENTE SUR LES MESURES VISANT À SUPPRIMER OU À RÉDUIRE LES ENTRAVES INTERPROVINCIALES AU COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

I CONTEXTE

Le 11 décembre 1989, les ministres chargés de l'agriculture ont signé un protocole d'entente confirmant leur engagement à réduire les entraves au commerce interprovincial. Dans ce protocole, les ministres ont reconnu que les politiques et les pratiques qui nuisent au commerce ont pour effet de fragmenter le marché intérieur et de compromettre la compétitivité du secteur agro-alimentaire canadien sur le marché international. De même, il a été reconnu que, en règle générale, l'intensification du commerce interrégional entraînera des gains de productivité et le remplacement des importations, ce qui profitera à toutes les régions du pays.

Sur cette toile de fond, il a été convenu que les gouvernements fédéral et provinciaux :

- a) prendront des mesures collectives visant à réduire ou à supprimer les entraves au commerce des produits agricoles et alimentaires entre les provinces;
- b) établiront de bonne foi un vaste moratoire touchant l'introduction de nouvelles entraves au commerce;
- c) offriront à l'avance de l'information et une possibilité de consultation lorsqu'ils envisageront tout nouveau règlement susceptible d'influer sur le commerce interprovincial;
- d) définiront les entraves qui se prêtent le mieux à la poursuite des travaux, l'objectif étant d'en faire des priorités supplémentaires;
- e) établiront un mécanisme officiel pour supprimer ou réduire les entraves au commerce interprovincial des produits agricoles et régler les différends de façon exécutoire.

Le Comité d'Action pour la Défense de la Vieillesse (C.A.D.V.) a été créé en 1971, à l'initiative de la Fédération Française des Associations de Retraités (F.F.A.R.), pour défendre les intérêts des personnes âgées et lutter contre la pauvreté.

Le C.A.D.V. a pour but de défendre les intérêts des personnes âgées et de lutter contre la pauvreté. Il a pour objectif de faire connaître les besoins des personnes âgées et de les faire valoir auprès des pouvoirs publics. Il a également pour but de défendre les intérêts des personnes âgées et de lutter contre la pauvreté.

Le C.A.D.V. a pour but de défendre les intérêts des personnes âgées et de lutter contre la pauvreté. Il a pour objectif de faire connaître les besoins des personnes âgées et de les faire valoir auprès des pouvoirs publics. Il a également pour but de défendre les intérêts des personnes âgées et de lutter contre la pauvreté.

Le C.A.D.V. a pour but de défendre les intérêts des personnes âgées et de lutter contre la pauvreté. Il a pour objectif de faire connaître les besoins des personnes âgées et de les faire valoir auprès des pouvoirs publics. Il a également pour but de défendre les intérêts des personnes âgées et de lutter contre la pauvreté.

II ENGAGEMENTS

En vertu du présent protocole, les ministres établissent les méthodes à suivre pour mettre en oeuvre ces engagements.

1. Cadre pour la suppression ou la réduction des entraves

Les ministres reconnaissent que les entraves au commerce interprovincial peuvent être techniques ou non techniques. Les entraves techniques peuvent être due à des différences dans les normes de classement et de qualité des produits, les règlements phytosanitaires et zoosanitaires et les lois sur les transports et autres textes législatifs qui s'appliquent au transport des produits d'une province à l'autre. Les entraves non techniques peuvent résulter de politiques et de programmes des gouvernements, comme la stabilisation des prix et des revenus, la gestion de l'offre, l'aide au crédit et les autres programmes d'assistance financière.

Dans un premier temps, en ce qui touche les entraves techniques, les ministres conviennent, compte tenu que la prolifération de normes techniques différentes peut nuire sérieusement au commerce, de travailler à l'adoption de normes nationales communes d'ici cinq ans. On négociera des normes techniques nationales acceptables aux gouvernements provinciaux en tenant compte des considérations à la fois intérieures et internationales. Cela éliminerait les obstacles techniques qui nuisent au commerce interprovincial dans le secteur agro-alimentaire.

Les ministres conviennent que les fonctionnaires dresseront un plan d'implantation des normes techniques nationales, après consultation avec les organismes agricoles et les associations de l'industrie.

Pour ce qui est des entraves non techniques au commerce interprovincial, bon nombre d'entre elles découlent de programmes et de pratiques gouvernementales qui sont actuellement réévalués dans le cadre de l'Examen de la politique agro-alimentaire.

En vertu de l'article 1er de la loi du 10 août 1920, le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la loi.

Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la loi.

Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la loi.

Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la loi.

2. Échange d'information et consultation

Les ministres conviennent que les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral fourniront de l'information au Comité fédéral/provincial des politiques de commerce agricole (CFPPCA) sur toute disposition législative ou réglementaire nouvelle ou modifiée susceptible de faire obstacle au commerce interprovincial. La personne-ressource de chaque province ou son représentant sera le représentant provincial au sein du Comité. Une période de 20 jours ouvrables sera prévue pour permettre aux intéressés de réagir au projet d'adoption ou de révision d'une disposition législative ou réglementaire.

Les ministres conviennent de tenir compte des répercussions sur le commerce interprovincial de toute modification qu'ils envisagent d'apporter aux lois ou règlements relevant d'eux.

3. Règlement des différends

Les ministres conviennent que tout gouvernement puisse demander des consultations sur toute mesure existante ou proposée qu'ils jugent de nature à entraver le commerce interprovincial. Les gouvernements en cause feront tout en leur pouvoir pour en arriver à une solution mutuellement satisfaisante sur toute question ainsi soulevée. Advenant qu'il soit nécessaire de recourir à un règlement du différend, le mécanisme à utiliser devra être crédible, transparent, efficace, accessible, opportun et public.

On incitera également les intérêts commerciaux en cause du secteur privé à faire part aux gouvernements fédéral ou provinciaux de leurs inquiétudes sur des entraves précises au commerce interprovincial.

Considérant la demande des premiers ministres, auprès du Comité des ministres du Commerce intérieur, afin de développer un mécanisme de soutien pour la réduction des barrières commerciales interprovinciales, les ministres s'entendent à ce que ce mécanisme soit utilisé pour résoudre les disputes qui ne peuvent être réglées par consultation entre les gouvernements une fois que celui-ci aura l'approbation de tous les gouvernements.



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119729093>

III EXAMEN DE L'ENTENTE

L'entente exposée dans le présent protocole fera l'objet d'un examen général chaque année, et le CFPPCA fera rapport sur les progrès et les améliorations nécessaires dans le cadre du processus d'examen à la conférence annuelle des ministres de l'Agriculture.

DOCUMENT: 830-462/020

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

Memorandum of Understanding on Procedures for the Elimination
or Reduction of Interprovincial Barriers to Trade
in Agricultural and Food Products

Federal

TORONTO, Ontario
November 16-17, 1992

**MEMORANDUM OF UNDERSTANDING
ON PROCEDURES
FOR THE ELIMINATION OR REDUCTION
OF INTERPROVINCIAL BARRIERS TO TRADE
IN AGRICULTURAL AND FOOD PRODUCTS**

I BACKGROUND

On December 11, 1989, Ministers responsible for Agriculture signed a Memorandum of Understanding (MOU) confirming their commitment to the reduction of barriers to interprovincial trade. In the MOU, Ministers recognized that policies and practices, which hinder trade, fragment the domestic market and adversely impact on the international competitiveness of the Canadian agri-food sector. Similarly, it was recognized that, as a general rule, increased interregional trade will lead to productivity improvements and import substitution and thereby benefit all regions of the country.

Against this background, it was agreed that the federal and provincial governments will

- a) undertake collective action with the intent of reducing or eliminating barriers to trade in agricultural and food products among provinces;
- b) establish a broad, best effort Moratorium on the introduction of new barriers to trade;
- c) provide information and the opportunity for consultation, in advance, when any new regulation is under consideration which might affect interprovincial trade;
- d) identify barriers as prime candidates for further work with a view to developing them as additional priorities;
- e) establish a formal mechanism to eliminate/reduce barriers to interprovincial trade in agricultural products as well as a binding dispute mechanism.

II UNDERSTANDINGS

With this Memorandum, Ministers establish the procedures to be followed in order to implement these undertakings.

1. Framework to Eliminate/Reduce Barriers

Ministers recognize that interprovincial trade barriers may be classified as technical or non-technical. Technical barriers can arise because of differing product and grade standards, plant and animal health regulations, transportation and other legislation affecting the movement of products between provinces. Non-technical barriers can result from government policies and programs such as price and income stabilization, supply management, credit and other financial assistance programs.

As a beginning, with regard to technical barriers, and recognizing that the proliferation of different technical standards and norms can constitute significant impediments to trade, Ministers agree to work towards the adoption of common national standards within the next five years. National technical standards acceptable to provincial governments will be negotiated taking into account both domestic and international considerations. This would remove technical barriers to interprovincial trade in the agri-food industry.

Ministers agree that officials will draw up an implementation plan for the establishment of national technical standards, in consultation with farm organizations and industry associations.

With respect to non-technical barriers to interprovincial trade, many of these relate to government programs and practices which are currently being addressed within the framework of the Agri-food Policy Review.

2. Information Exchange and Consultation

Ministers agree that provincial governments as well as the federal government will provide information to the Federal-Provincial Agricultural Trade Policy Committee (FPATPC) on new or revised legislation or changed regulations which could adversely affect interprovincial trade. The provincial contact point will be the provincial Committee member or a designate. A period of 20 working days will be allowed for reaction to the new or revised legislation or proposed changes in regulations.

Ministers agree to consider the interprovincial trade implications of any changes in legislation or regulations when these are being contemplated.

3. Dispute Settlement

Ministers agree that any government may request consultations regarding any actual or proposed measure that it considers to impair interprovincial trade. The governments involved will make every effort to reach a mutually satisfactory solution of any issue raised. In the event it is necessary to resort to dispute settlement, such a mechanism should be credible, transparent, effective, accessible, timely and public.

Affected trade interests in the private sector will also be encouraged to indicate their concerns on specific barriers to interprovincial trade to the federal or provincial governments.

In view of First Ministers request to the Committee of Ministers on Internal Trade to develop a compliance mechanism to support the reduction of interprovincial barriers to trade, Ministers agree that this mechanism should be used to settle disputes that cannot be settled by consultations between governments, once the mechanism has been approved by all governments.

III REVIEW OF AGREEMENT

The Agreement represented by this Memorandum of Understanding will be subject to a general review each year and the FPATPC will report on progress and necessary improvements as part of the review process at the annual Conference of Agriculture Ministers.

DOCUMENT: 830-462/021

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

Communiqué

TORONTO (Ontario)
Les 16 et 17 novembre 1992

FEDERAL-PROVINCIAL COMMUNIQUÉ COMMUNIQUÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL

LES MINISTRES DE L'AGRICULTURE SE PRÉPARENT À ÉLIMINER LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ

Les ministres fédéraux et provinciaux de l'Agriculture, réunis à Toronto les 16 et 17 novembre, se sont entendus sur un ensemble de mesures destinées à aider le secteur à tirer parti des débouchés et des possibilités commerciales de l'avenir.

En particulier, les ministres se sont mis d'accord pour réduire les obstacles qui nuisent au commerce interprovincial de produits agro-alimentaires. Ils ont approuvé le protocole d'entente ci-joint qui réduira les obstacles techniques au commerce par l'adoption de normes nationales.

Les ministres ont aussi décidé d'examiner les effets qu'auront les règlements nouveaux ou révisés sur le commerce interprovincial et d'avertir les autres provinces avant toute modification de la réglementation.

Les différends sur des questions particulières qui ne pourront être résolus par la concertation entre gouvernements seront soumis à la procédure de conformité qui sera mise en oeuvre par les ministres fédéral et provinciaux responsables du commerce intérieur.

Ramsay Withers a déposé un rapport sur le transport des grains qui définit le cadre d'une réforme stratégique du transport du grain de l'Ouest, faisant suite à la décision des ministres lors de leur réunion de Halifax, en juillet. Les ministres ont discuté des mesures mises de l'avant dans ce rapport pour en préciser certains éléments.

L'option discutée vise la mise au point d'un système de manutention et de transport du grain plus efficace, tout en donnant au secteur agro-alimentaire la souplesse requise pour s'adapter aux nouvelles possibilités du marché.

Les ministres se sont mis d'accord pour discuter plus avant de cette option et d'autres façons de réformer le système de transport du grain et de transmettre aux ministres fédéraux au cours des prochaines semaines leurs recommandations sur les prochaines étapes de cette réorientation stratégique.

En ce qui concerne le commerce international, les ministres ont réaffirmé leur soutien à la position du Canada dans les négociations du GATT. Ils travailleront de concert avec le secteur pour évaluer les effets éventuels des différentes options qui se présentent au GATT afin de s'assurer que l'agro-alimentaire canadien saura tirer parti des occasions créées par un accord.

Les ministres ont donné leur appui à une proposition de stratégie à long terme sur les programmes de sécurité du revenu qui sera révisée de concert avec le secteur et permettrait de passer du régime de protection existant à un système de sécurité du revenu plus complet, équitable et abordable qui soit compatible avec les règles du commerce international.

Dans un exposé aux ministres, le Conseil national de l'industrie laitière, la Fédération canadienne des producteurs de lait, la Commission canadienne du lait et le Bureau laitier du Canada ont fait valoir la nécessité d'une plus grande souplesse dans la réglementation gouvernementale. À la lumière des résultats du processus d'examen de la réglementation, ils ont affirmé leur intention de continuer de travailler avec le gouvernement à alléger la réglementation.

DOCUMENT: 830-462/021

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

Communiqué

**TORONTO, Ontario
November 16-17, 1992**

FEDERAL-PROVINCIAL COMMUNIQUÉ COMMUNIQUÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL

FOR IMMEDIATE RELEASE

AGRICULTURE MINISTERS MOVE TO ELIMINATE TECHNICAL BARRIERS TO TRADE AND COMPETITIVENESS

TORONTO, Nov. 17, 1992 -- Federal and provincial ministers met in Toronto on Nov. 16 and 17 and agreed to a number of initiatives to assist the industry to adapt and take advantage of market and trade opportunities in the future.

Specifically, ministers agreed to reduce inter-provincial barriers to trade in agricultural and food products. Ministers endorsed the attached Memorandum of Understanding which will reduce technical trade barriers through the adoption of common standards across the country.

Ministers also agreed to consider the inter-provincial trade implications of new or revised regulations and to notify other provinces in advance of any regulatory changes.

Disputes over specific barriers that cannot be settled through consultation between governments will be referred to the compliance mechanism being developed by federal and provincial ministers responsible for domestic trade.

In the area of grain transportation, Ramsey Withers presented a proposed framework for western grain transportation policy reform, following up on decisions made by Ministers in Halifax in July. Ministers discussed the framework to clarify various elements.

The option discussed endeavors to develop a more efficient grain handling and transportation system while allowing the agri-food sector the flexibility to adapt to new market opportunities.

Ministers agreed to further consider this and other options for western grain transportation reform and to inform the federal Ministers in the coming weeks on what they feel the next steps should be in this policy area.

On the international trade front, Ministers reconfirmed their support for Canada's negotiating position with respect to the current GATT discussions.

Ministers will work collectively with industry to assess the potential implications of several GATT options to ensure that industry is well prepared to take advantage of potential market and trade opportunities.

Ministers endorsed a proposal for a long-term strategy for farm income safety net programs, to be reviewed with industry, that would allow for a transition from existing coverage into a more comprehensive, equitable and affordable safety net system that is compatible with international trade rules.

Ministers also reviewed a presentation by the National Dairy Council, Dairy Farmers of Canada, the Canadian Dairy Commission and the Dairy Bureau of Canada, which indicated the need for more flexibility in government regulations. They noted the results of the regulatory review process and indicated that they will continue to work with government to reduce regulatory burden.

INTERNAL TRADE MINISTERS PROPOSE AN ACCELERATED AND COMPREHENSIVE NEGOTIATION PROCESS FOR REMOVAL OF BARRIERS

Toronto, Ontario - December 4, 1992 — The Committee of Ministers on Internal Trade (CMIT) took a major step today toward the removal of interprovincial barriers to trade.

In order to follow up in the most effective manner on the commitment of First Ministers to remove interprovincial barriers, Ministers agreed to recommend to their governments, the commencement of a comprehensive negotiating process to achieve a broad agreement by June 30, 1994 for a more open and efficient internal market. Legislation and other changes required to implement this would follow within the subsequent year.

The Committee will meet again at the beginning of March 1993 to confirm the commitment of their governments to this process, to establish the comprehensive negotiation framework and to agree on the sectors and issues to be included.

Ministers agreed on the need to strengthen the Canadian common market and the benefits that this will have for the well-being of Canadians.

All governments recognize the strong desire by the business community in all jurisdictions to increase the openness of the internal market. Leading Canadian business organizations have advocated the elimination of interprovincial trade barriers as a key to Canada's industrial competitiveness.

The CMIT, the committee of federal, provincial and territorial ministers responsible for internal trade issues, co-chaired by the Honourable Michael Wilson, Minister of Industry, Science and Technology Canada and the Honourable Eric Stefanson, Manitoba Minister of Industry, Trade and Tourism was meeting in Toronto to discuss internal trade and competitiveness matters.

Speaking on behalf of the committee, Ministers Wilson and Stefanson said, "There was a strong sense of collaboration and cooperation among governments to ensure that Canada's market is more open and integrated. This is a key economic issue for Canadians as they face a new and more competitive global market."

Implementation of the existing agreements on beer marketing and government goods procurement will be completed by April 1993. Negotiations currently underway in the areas of services and construction procurement are already well advanced and will continue as part of this new comprehensive negotiating framework.

Ministers had a broad-ranging discussion on competitiveness issues and identified a number of areas where there is opportunity for future collaboration and exchange of information. These include international trade, science and technology, the impacts of regulations, and developing common analyses of strategic issues in forest products, information technologies and environmental services.

- 30 -

For further information, please call:

R.H. Knox
Industry, Science and Technology Canada
(613) 954-3555

or

Neill Allison
Manitoba Department of Industry, Trade and Tourism
(204) 945-2018

POUR ÉLIMINER LES OBSTACLES, LES MINISTRES DU COMMERCE INTÉRIEUR PROPOSENT UN PROCESSUS DE NÉGOCIATION GLOBAL ACCÉLÉRÉ

Toronto (Ontario) - Le 4 décembre 1992 -- Le Comité des ministres sur le commerce intérieur (CMCI) a franchi aujourd'hui une étape importante dans l'élimination des obstacles interprovinciaux au commerce.

Pour donner suite le plus efficacement à la détermination des premiers ministres d'éliminer les obstacles interprovinciaux, les ministres ont convenu de recommander à leurs gouvernements le début d'un processus de négociation global pour parvenir, d'ici au 30 juin 1994, à un accord général visant un marché intérieur plus ouvert et plus efficace. Dans les délais d'un an, suivront les changements législatifs et autres à opérer pour mettre en oeuvre cet accord.

Le Comité se réunira de nouveau au début de mars 1993 pour confirmer l'engagement des gouvernements à ce processus, établir le cadre de négociation global et convenir des secteurs et des questions à aborder.

Les ministres sont tombés d'accord sur la nécessité de renforcer le marché commun canadien et sur les avantages qu'une telle mesure signifiera pour le bien-être des Canadiens.

Tous les gouvernement sont conscients du fait que, dans chacune des provinces, le monde des affaires est très désireux de trouver un marché intérieur plus ouvert. Les principales organisations d'entreprise canadiennes ont préconisé l'élimination des obstacles interprovinciaux, facteur clé de la compétitivité industrielle du Canada.

Le CMCI, comité composé du ministre fédéral ainsi que des ministres provinciaux et territoriaux chargés des questions de commerce intérieur et conjointement présidé par l'honorable Michael Wilson, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie du Canada et par l'honorable Eric Stefanson, ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Manitoba, se réunissait à Toronto pour examiner les questions de commerce intérieur et de compétitivité.

Prenant la parole au nom du Comité, les ministres Wilson et Stefanson ont déclaré : "Les gouvernements ont fait preuve, d'un grand esprit de collaboration et de coopération pour faire en sorte que le marché canadien soit plus ouvert et plus intégré. Il s'agit d'une question économique clé pour les Canadiens au moment où ils font face à un marché global nouveau et plus compétitif".

La mise en oeuvre des accords actuels sur la commercialisation de la bière et sur les marchés publics sera complétée d'ici à avril 1993. Les négociations en cours dans les domaines des marchés de services et de la construction sont déjà bien avancées et se poursuivront dans le cadre du nouveau processus de négociation global.

Les ministres ont eu une discussion étendue sur les questions de compétitivité tout en identifiant plusieurs domaines qui se prêtent à une collaboration et à des échanges de renseignements ultérieurs. Il s'agit entre autres des domaines suivants : commerce, sciences et technologie, effet des règlements, élaboration d'analyses communes des questions stratégiques en matière de produits forestiers, de technologies d'information et de services dans le secteur de l'environnement.

- 30 -

Fonctionnaire à qui téléphoner pour obtenir de plus amples renseignements :

R.H. Knox
Industrie, Sciences et Technologie Canada
(613) 954-3555

ou

Neill Allison
Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Manitoba
(204) 945-2018

DOCUMENT: 830-465/009

TRI-COUNCIL MEETING
PARKS, WILDLIFE AND ENVIRONMENT MINISTERS

Special Places 2000:

Alberta's Natural Heritage

AYLMER, Québec
November 25, 1992



Special Places 2000: Alberta's Natural Heritage

Completing Alberta's Endangered Spaces Network

Towards 2000 - Together

Draft

November 20, 1992



The Vision	1
The Framework	5
The Strategy	15

The Vision

Progressing Together

The vision of Special Places 2000 is to complete a protected areas system that achieves the goals of protection, outdoor recreation, heritage appreciation and tourism.

The story of protected areas as Alberta's *special places* is an emerging one, and closely reflects the relationship Albertans have with the land. Just as our society and lifestyles have been shaped by the natural resources of the province, Alberta's landscapes and resource base have been altered by our activities through the years. In particular, agriculture, forestry, mining and urban development have changed the landscape, forever. Our economic activities are intrinsically linked to the natural environment, with its ecological processes. Our continued prosperity — even our survival — is dependent upon striking a balance between the economy and the environment.

"Sustainable development must be our future, a future in which we concentrate on our quality of life by paying careful attention to both the environment and the economy at the same time." This vision articulated by the Alberta Round Table on Environment and Economy was shared by many of the participants of Toward 2000 Together - The Premier's Conference on Alberta's Economic Future (1992).

Sustainable development will be achieved through an integrated resource management philosophy. The protection of species and ecosystems, opportunities for natural heritage appreciation and some forms of recreation and tourism depends on their integration into the management of all lands in the province. Management of commercial activities, such as forestry, oil and gas and tourist resorts must include conservation and sustainable development as a basic philosophy. A complimentary and equally essential element of sustainable development is the establishment of a network of protected areas. Protected areas are not merely a bridge between the economy and the environment; they are our lifeline to an ecologically sustainable future.

Implementation of the vision, framework and strategy outlined in *Special Places 2000* will ensure that Alberta's natural heritage is retained as a legacy to be passed on to future generations. Together we can achieve the vision of *Special Places 2000* - to complete a protected areas system that achieves the goals of protection, outdoor recreation, heritage appreciation and tourism.

Goals for a Completed System of Protected Areas

Protection	To protect the full range of landscapes, environmental diversity and special natural features of Alberta.
Outdoor Recreation	To protect natural landscapes throughout Alberta for a variety of resource-based, dispersed recreation pursuits.
Heritage Appreciation	To protect landscapes that ensure, for Albertans and visitors, the opportunity to explore, understand and appreciate the full range of Alberta's natural heritage.
Tourism	To protect areas capable of sustaining adventure travel and ecotourism, including extended tours, and enable visitors to experience the unspoiled landscapes and abundant wildlife representative of Alberta's natural regions.

Together, protected area programs form a "bridge" from the past into the future, a "bridge" which conveys our hopes and desires for a sustainable environment and economy. The "bridge" relies on all its supports — ecological reserves, provincial parks, natural areas, wilderness, heritage rivers and others — which together form the solid support to ensure the protection of our special places - Alberta's natural heritage.

Together, Albertans will build this bridge by developing partnerships between all levels of government, with industry, with non-government organizations and with the general public. Protected area programs within government will be coordinated. The strengths and successes of existing programs will provide the basis for immediate action. Alberta will build on its past accomplishments. By the year 2000, Alberta will have in place a comprehensive network of protected areas.

Special Places 2000: Alberta's Natural Heritage is a foundation document. The document is a starting point from which to move forward ultimately leading to a Government plan of action. All Albertans along with industry, non-government organizations and other levels of government are invited to respond. Response is invited with regard to the scope of Special Places 2000 as well as to how the initiative should be implemented. Albertans views on which areas should be protected and how these special places should be managed is critical. Sufficient technical detail has been incorporated into Special Places 2000 so that those who have an expressed interest in protected areas can provide detailed responses. A summary document will be prepared for individuals and groups who have a general interest in protecting Alberta's natural heritage.

An Awareness

With recent and ongoing land allocation decisions for resource use, Albertans are expressing an increasing sense of urgency in getting on with the task of completing a comprehensive network of protected areas. The call for action is repeated at public forums dealing with parks, the environment and resource management.

Foundations for Action, Corporate Aims for the Ministry of Recreation and Parks (1988) was developed with extensive, province-wide public input. The framework for a system of protected areas representing Alberta's natural heritage while catering to societal needs for outdoor recreation, heritage appreciation and tourism, has strong public support.

Forest Management in Alberta, the report of the Expert Panel Review (1990), recommends that: "The selection process for new reserves and Natural Areas should be formalized immediately to ensure that significant ecosystems are represented in appropriate categories...rapid development could result in the loss or compromise of important candidate sites." The report further recommends: "The possibility and location of a boreal wilderness area should be investigated. All the provincial wilderness areas are located in foothill or mountain terrain."

Tourism 2000: A Vision for the Future (1991 Backgrounder), recognizes that "the tourism industry in Alberta has been built on the province's natural resource assets." In 1991 revenues from the tourism industry were in the order of \$2.77 billion. These revenues are continuing to grow both in terms of total dollars and as a percentage of Alberta's gross

Alberta's leisure industry generates revenues over \$6 billion per year with tourism contributing almost \$3 billion and growing

Alberta's provincial parks attract 8.5 million user-days per year.

The tourism industry in Alberta has been built on the province's natural resource assets.

If we are successful in protecting our parks and reserves, we could become a global destination - eternally.

Public sentiment clearly supports the need for a comprehensive system of protected areas.

domestic product. Reflecting on the importance of protected areas to Alberta's growing tourism industry, participants at the Edmonton Regional Workshop (1991) noted: "that we are rapidly losing inventory and the integrity of our natural environment. This maintenance of inventory and integrity is critical, for if we are successful in protecting our parks and reserves, we could become a global destination - eternally. Otherwise, we are risking what is a leading role and leading position in the world." Delegates concluded "that we need to be more aggressive in the protection of our natural attractions."

Four reports, developed by the public and published by the Environment Council of Alberta as a public service make a strong case for protected areas. *People, Parks and Preservation* (1991) recognizes the need for a range of protected environments and concludes that the province's system of protection-oriented parks is only forty percent complete.

Saving the Strands of Life - Alberta's Biodiversity (1992) makes a strong case for conserving Alberta's biological resources. The report concludes that "protection of adequate parcels of natural habitat is the most effective strategy for preserving Alberta's biological diversity. These parcels must be large enough and diverse enough to maintain viable populations of all the species in the ecosystem."

Wild Alberta (1992) recommends that the province adopt an approved policy or program for completing the systematic protection of wilderness and ecological resources.

Protecting Ecosystems in Alberta - A Survey of Government Mechanisms (1992) concludes that there is a need for "a strong, long-term protection and conservation strategy that ensures adequate

representation of the natural diversity of each of the natural subregions."

In March of 1992, the Canadian Council of Forest Ministers endorsed *Sustainable Forests*, which was signed by Alberta's Minister of Forestry, Lands and Wildlife. Sustainable Forests commits that "all members of the forest community will work toward completing, by the year 2000, a network of protected areas representative of Canada's forests, to provide ecological benchmarks, protect areas of unique ecological value and ensure wilderness experience."

The 1992 province-wide volunteer steward survey *Natural Areas 2000* re-confirmed the public's desire to see more and larger protected areas established throughout the province.

These calls to action are not unique to Alberta. The Federal Government's *Green Plan*, the Canadian Environmental Advisory Council's *Protected Areas Vision for Canada*, the World Wildlife Fund's *Endangered Spaces* and the Brundtland Commission's *Our Common Future* all express similar needs.

This new awareness is linked to the concept of sustaining natural resources and is based on the premise that a harmonious balance be struck between natural resource protection and utilization.

The public have repeatedly stated that they want to see action on the ground. Future public input should focus on which areas should be designated and how these should be managed.

On March 11, 1992 the Government of Alberta attended a joint press conference with His Royal Highness The Duke of Edinburgh, in his capacity as the

Public input should focus on the designation and management of new protected areas.

Benefits of Protected Areas

International President of the World Wildlife Fund. At this event and subsequently, the Premier and the Government of Alberta, in recognition of the importance of protected areas, reaffirmed its commitment to protected areas and to Alberta's participation in the Canadian Heritage Rivers program. *Special Places 2000* is the "bridge" that joins a vision, framework and strategy to establish a network of protected areas in Alberta by the year 2000.

What are Protected Areas?

Protected areas are special places that are explicitly legislated and managed to protect Alberta's natural heritage. Protected areas include biophysical features, processes and systems. More specifically, these areas include geological features and landforms, terrestrial and aquatic ecosystems, plant and animal species, populations and habitats as well as the environments that sustain them. Protected areas vary in significance from local through regional, provincial, national and international.

Alberta's view of protected areas is shared by others. The World Commission on Environment and Development referred to protected areas as being "... managed explicitly to conserve species and ecosystems." The Task Force on Northern Conservation referred to protected areas as being "... designated in order to preserve their primary use for ... scientific, educational, aesthetic, recreational or

biological purposes, so as to maintain natural conditions or to preserve certain features." The Canadian Environmental Advisory Council, in its 1991 report *A Protected Areas Vision for Canada* defines a "network" of protected areas as a collection of natural areas that includes ecological reserves, national, provincial and territorial parks, wildlife refuges and other designated areas, including private landholdings. This network would protect a complete range of natural regions, and wilderness landscapes and ensure the protection of flora and fauna within their natural habitat.

Central to all accepted protected area definitions are three basic criteria:

- The site must be legislated.
- The protection of natural heritage values must be a fundamental reason for the site's establishment.
- Management guidelines and monitoring programs must be instituted to ensure the site's long term protection.

Special Places 2000 has been developed consistent with the philosophy of these definitions. *Special Places 2000* builds on past accomplishments in Alberta and is based on the practicality of using a variety of designations to complete a comprehensive network of protected areas.

Ecological

Preserve genetic and biological diversity.

Maintain essential ecological processes and life support systems.

Retain future options.

Economic

Contribute to sustainable use and economic diversification through activities such as ecotourism.

Preserve biological diversity for development of economic products.

Recreation and health

Provide opportunities for a distinctive range of outdoor recreation.

Important component of our quality of life.

Scientific

Provide benchmarks for research and monitoring.

Study places for naturally occurring ecosystems.

Integrate environmental and economic decisions.

Education

Develop and promote an environmental consciousness

and provide outdoor environmental classrooms.

Direct contact with nature.

Cultural and spiritual

Help to strengthen our cultural identity.

Provide places for aesthetics and for survival of species and ecosystems.

Places of spiritual renewal and inspiration.

Protect our natural heritage. Respect the philosophy that all life has a right to exist and evolve.

The Framework

An Evolving Legacy

Albertans have traditionally had a love for their rich natural heritage.

Protected areas celebrate the beauty and the infinite variety of our land and its life. They are havens not only for wild species and wild spaces, but also for the human spirit.

Direct involvement of the Alberta Government in protected areas did not occur until after the control and administration of natural resources was vested with the province in the 1930s. Previously, the Canadian Government had established Banff (1885), Waterton Lakes (1895), Jasper (1907), Elk Island (1913) and Wood Buffalo (1922) national parks. From the 1930s and continuing to this day, about 8.2 percent of Alberta's land area has existed within national parks, a proportionate figure far higher than for other Canadian provinces.

Citizen groups such as the Alberta Audubon Society, the Alpine Club, the National Parks Association and the Alberta Fish and Game Association were formed before 1930. These and other groups were early advocates for protected areas.

Eight provincial parks were established in 1932. Although the 1932 legislation authorizing the designation of provincial parks included as one of its goals the establishment of large parks, none were created until Cypress Hills in 1951 and Dinosaur in 1955. By 1960, there were 34 provincial parks, about half the number in existence today. With a few notable exceptions such as Dinosaur and Writing-on-Stone, most of these parks were selected more for recreation than to protect our natural heritage.

Wilderness areas/parks were designated later, with Willmore in 1959, White Goat and Siffleur in 1961 and Ghost River in 1967.

In the 1960s, there was growing recognition of the need for a more comprehensive and systematic approach to the selection and management of protected areas.

In the 1960s and early 1970s, there was a tremendous growth in non-government organizations, related to environmental protection, including the Alberta Wilderness Association, Federation of Alberta Naturalists, Sierra Club of Alberta, and local clubs.

The efforts of the International Biological Program of the International Union for the Conservation of Nature resulted in the Alberta Government designating its first 96 natural areas in 1971 and the first 10 ecological reserves in 1987. In 1987, Canada's Wildlife Centennial, many new natural areas were also designated.

The most recent significant designations of protected areas were Lakeland Provincial Park and Suffield National Wildlife Area in 1992.

Albertans can be proud of past accomplishments relative to protecting our natural heritage. Albertans, however, should not be complacent. A systematic approach combined with immediate action is required if a comprehensive network of protected areas is to be passed on as a legacy to future generations.

An Integrated Context

Alberta's network of protected areas has evolved to include all three levels of government as well as the private sector. Various provincial agencies are responsible for provincial parks, natural areas, ecological reserves and recreation areas. The federal government manages five national parks and four national wildlife areas. Local governments operate municipal and urban parks and public interest groups are involved in setting aside protected areas.

Legislatively protected areas that are explicitly managed to conserve species and ecosystems provide the main supports that ensures the long-term retention of our natural heritage. They are a crucial component of a sustainable future. Legislatively protected areas, however, cannot be sustained in

isolation. Their ecological integrity can only be ensured if they are integrated into the larger landscape.

Varying levels of protection on much of the 60 percent of the province that is under public ownership are afforded by government. *The Public Lands Act, Wildlife Act, Forests Act, Environment Act* and the *Planning Act* are used to ensure the retention of natural resource values within a philosophy of sustainability and wise-use. Policies and programs including integrated resource planning and management, policy zoning and operational safeguards help integrate protection into the larger landscape.

The following table lists special places that may contribute to protected area objectives. Many of the sites that are included in the table are not actually considered protected areas because they are

Protected areas are our lifeline to an ecologically sustainable future.

Crown Lands that May Contribute to Protected Area Objectives

Type	Number	Area (Km ²)	% of Alberta
Legislated-Federal			
National parks	5	54,084	8.18
National historic parks	1	2	<0.01
National wildlife areas	4	424	0.06
Migratory bird sanctuaries	4	141	0.02
Legislated-Provincial			
Willmore Wilderness Park	1	4,597	0.70
Wilderness areas	3	1,010	0.15
Ecological reserves	13	271	0.04
Natural areas	118	355	0.05
Provincial parks	63	1,424	0.22
Historic sites	2	5	<0.01
Provincial wildlife areas	2	191	0.03
Provincial game bird sanctuaries	7	722	0.11
Wildlife habitat development areas	3	31	<0.01
Forest land use zones	10	5,120	0.77
Provincial recreation areas	126	597	0.09
Forest recreation areas	173	1,214	0.18
TOTAL	535	70,188	10.62
Unlegislated Protective Zoning	N/A	15,850	2.40
Unlegislated Reservations / Notations	511	4,286	0.66
GRAND TOTAL ALL CATEGORIES	90,324	13.66	

not explicitly managed to conserve species and ecosystems. For example, Forest Land Use Zones should probably not be included as they do not restrict industrial or consumptive uses. They only control public access. Similarly, reservations may or may not become established sites. Lands in all categories will be examined for their protection values as part of the Special Places 2000 initiative.

Alberta compared with other jurisdictions

Alberta has an inequitable distribution of protected areas with most protected land in the Rocky Mountains.

To compare Alberta to the rest of Canada and the world is difficult because of differences in legislation and policy, inconsistent reporting mechanisms and a wide diversity of protected area types. For example, the World Resources Institute reported in 1990 that Canada affords strict protection to 3.7 percent of its land area, compared with an average of 4.0 percent for all nations of the globe. In the same year, World Wildlife Fund Canada reported that 6.3 percent of Canada's landscape was legally protected but added that only 2.6 percent can be considered protected if one excludes areas where logging, mining, or hunting are permitted. Canada's Green Plan reported that 6.9 percent of the country is protected. Environment Canada's National Conservation Data Base identifies about 7.4 percent as protected.

Even with these inconsistencies some general comparisons can be made.

Although one can debate the types of areas to include within a grand total, there is no doubt that Alberta exceeds all other jurisdictions in Canada and ranks fairly high with the rest of the

world, in terms of total and proportional area dedicated as protected areas. This is a result of the large area in Alberta that is designated as national parks — 5 408 400 ha or about 8.2 percent of the province. In terms of protected areas designated by the province, Alberta ranks behind British Columbia, Saskatchewan, Manitoba, Ontario and Quebec.

Alberta has an inequitable distribution and representation of protected areas. Most protected land is in the Rocky Mountains and the northern Boreal Forest. There are large gaps when compared with a comprehensive protected areas network. It is not known how this corresponds to all other Canadian jurisdictions; however, Alberta is well behind Ontario and proposed initiatives in British Columbia, the Yukon and the North West Territories in protecting its full range of natural heritage diversity.

Size of protected areas

How large a protected area should be depends on its purpose. Some small protected areas can have considerable ecological value. To protect a fossil site, the area needs to be only as big as the fossil site itself. To protect large carnivores, such as grizzly bears and wolves, areas of 1000 square kilometres and more are required. To provide complete ecosystem protection, there is no upper limit to size.

The World Conservation Union had recommended a size of at least 10 km² and only includes sites of this size and larger in their official listings. For sites protecting representative ecosystems, the Canadian Council on Ecological Areas recommends "large, intact" ecosystems are

The World Conservation Union recommends a size of at least 10 km² for protected areas.

preferable because they have more ecological value. Protected areas surrounded by highly developed/altered lands need to be larger to ensure long-term protection than protected areas surrounded by relatively natural landscapes.

Special Places 2000 is predicated on meeting the goals expressed for protection, outdoor recreation, heritage appreciation and tourism. Sometimes sites need to be quite large to satisfy these goals. To attract national and international adventure and ecotourism markets, for example, protected areas may need to be large enough to permit visitors to escape the influence of civilization for at least several days.

Legislation

Alberta has an adequate legislative base to implement Special Places 2000. The Provincial Parks Act, the Wilderness Areas, Ecological Reserves and Natural Areas Act and the Willmore Wilderness Park Act will continue to be the primary provincial legislation used for protected areas. Other acts such as the Wildlife Act with its bird and wildlife sanctuaries and the Historic Resources Act will be used, where appropriate.

Although no new legislation is required, amendments to the Wilderness Areas, Ecological Reserves and Natural Areas Act are currently being considered to address public concerns. The roles played by many areas established under Alberta's various pieces of protection legislation are poorly defined. Some provincial parks and natural areas, along with many recreation areas, such as highway campsites, play an almost negligible role in protecting species and ecosystems. The roles of various

categories of protected areas need to be clarified.

Global Classification

Internationally, protected areas are ranked in terms of the amount of human alteration to the natural environment that is sanctioned within such areas. The World Conservation Union and its Commission on National Parks and Protected Areas identify categories of protected areas. The categories are generally arranged in order of increasing human intervention. This classification aims to discourage the narrow view that protected areas are single-purpose areas. Instead, it promotes a broader concept of varying degrees of conservation and use. No single World Conservation Union category is more important than another. Each offers a different level of protection depending on how much is required to maintain the natural heritage features and the desired values associated with the site.

International classifications recognize that protected areas fulfil the need to conserve species and ecosystems in a wild state while also fulfilling the need for certain sustainable economic and social returns such as recreation, heritage appreciation and tourism. For example, although all provincial tourism needs can not and should not be met within a system of protected areas, the need for tourism can be partially achieved in protected areas through ecotourism. Ecotourism acts as a powerful force for conservation as well as being a contributor to economic diversification. Similarly, all recreation and heritage appreciation needs can not and

Ecotourism

Ecotourism is a nature travel experience which contributes to the understanding and conservation of the natural and cultural environment.

Characteristics of Ecotourism

It must promote positive environmental ethics.

It is centered on the natural and cultural resource and does not degrade the resource.

It must benefit wildlife and the environment.

It provides benefits to participants through education and interpretation.

It is a first-hand experience with the natural environment.

It is characterized by experiences that increase awareness or stir emotions.

There are varying degrees of conservation and use within protected areas.

should not be met within a system of protected areas.

At the same time, international classifications recognize that large protected land bases are required for heritage appreciation, wildland recreation and a range of nature-oriented tourist pursuits.

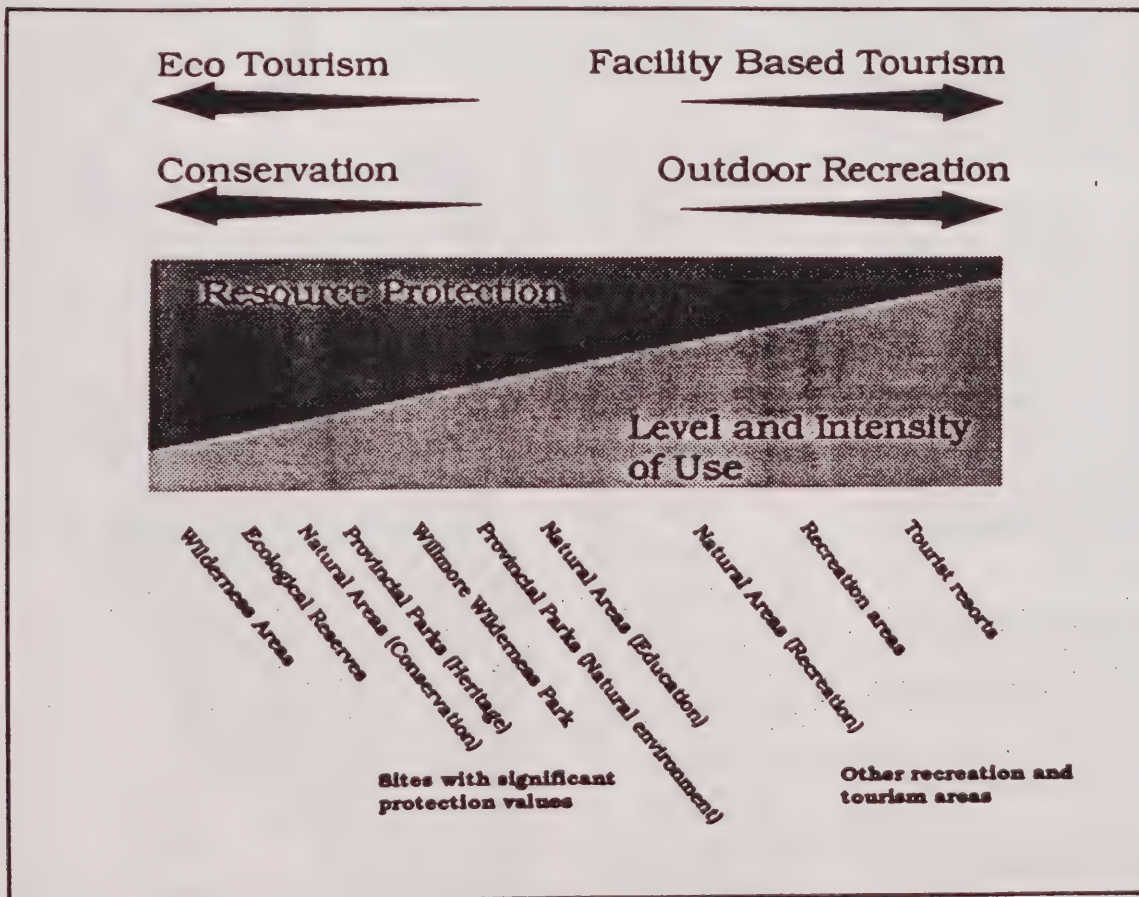
Today, recreation, education and economic return through tourism are internationally recognized as legitimate goals for protected areas along with the conservation of species and ecosystems. All four are important aspects of a sustainable future.

Classification in Alberta

A hypothetical example of the spectrum of conservation and outdoor-recreation lands in Alberta is shown below. Within this spectrum, sites on the left-hand side contribute to the Special Places 2000 initiative while those on the right do not. For example, tourist resorts, on the right-hand side, only consist of the facilities themselves and not the surrounding lands. Therefore, they cannot be considered

Today, recreation, education and economic return through tourism are internationally recognized as legitimate goals for protected areas along with the conservation of species and ecosystems.

Hypothetical Spectrum of Conservation and Outdoor - Recreation Lands



protected areas, even though they are part of the spectrum of outdoor-recreation lands.

The spectrum also reflects the reality that some protected area categories almost totally exclude competing resource uses while others permit varying degrees of resource exploitation. Wilderness Areas, for example, preclude oil and gas exploration and development while activities related to this industry are permitted under controlled conditions in recreation areas and most natural areas and provincial parks.

Protected areas in Alberta can be classified in terms of the contribution they make to the four system objectives: protection, outdoor recreation, heritage appreciation and tourism. Based on the capability of the resources of an area to sustain use and on the sensitivity and significance of the species and ecosystems it protects, each individual site contributes to the four goals to varying degrees.

Sites can be grouped into classes based on similar contributions to these objectives. Such a classification will result in a spectrum of protected areas from those that are highly protected, thus strongly contributing to the protection goal but make only modest contributions to outdoor recreation and tourism goals, to those whose resources are less stringently protected and outdoor recreation and tourism play a dominant role.

Such a classification will assist:

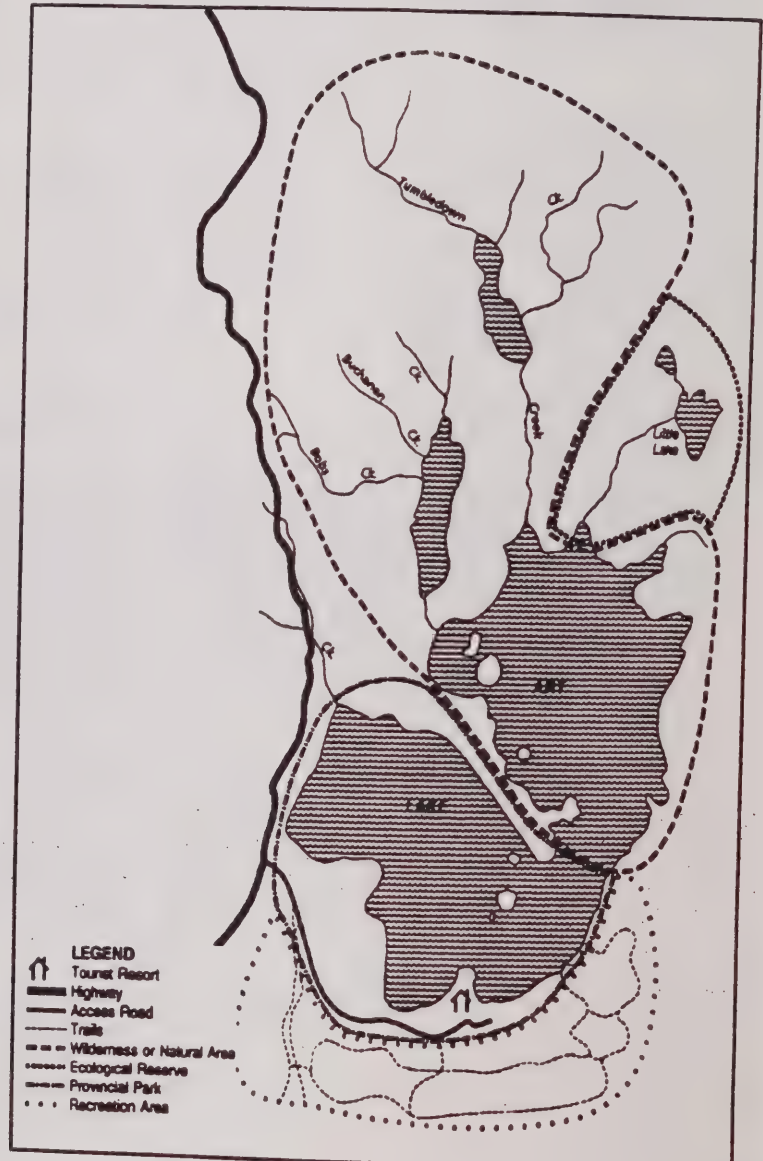
- the public in monitoring progress towards completing a comprehensive network of protected areas;
- site users in selecting appropriate areas to satisfy their needs;
- managing agencies in establishing guidelines that ensure appropriate levels of site management and facility development;

- commercial tourism and recreation interests in responding to market demands in appropriate locations; and
- resource users to understand the management parameters of different areas.

Another advantage is that the various classes of protected areas

can be established in different combinations (see figure below). In this diagram a wilderness area encompassing much of the drainage basin north of Art Lake is abutted on the south by a provincial park which will provide a balance of outdoor recreation and protection. Further south a provincial recreation area has been designated to permit more intensive

Hypothetical Use of Classes to Ensure a Balance Between Protection and Use



Classes of protected areas can be established in combination to satisfy a range of needs.

recreational activities such as off-highway vehicles. This approach results in the establishment of larger protected areas with greater overall ecological integrity. At the same time, the management flexibility created by using the classes in combination can enable the larger protected areas to satisfy a wide range of public demands. The various classes of protected areas can also be used in any combination with non-protected areas.

Using a protected areas classification will help participants to design appropriate management of sites that balances resource protection with resource use.

Natural regions and natural history themes

Alberta's systems planning for protected areas, based on the hierarchy of natural regions and natural history themes, is among the most progressive in all of Canada. This work has been recommended as a model for all other Canadian jurisdictions by the Canadian Council on Ecological Areas.

Within Alberta, physical landscapes and biological features tend to be regionally oriented, thereby providing an opportunity to divide the province into different units (see map below). The ecological diversity of the province can be described within this hierarchy.



	Mixedgrass	Grassland
	Northern fescue	
	Foothills fescue	
	Central parkland	Parkland
	Foothills parkland	
	Peace River parkland	
	Lower foothills	Foothills
	Upper foothills	
	Montane	Rocky Mountains
	Supalpine and alpine	
	Dry mixedwood	Boreal Forest
	Central mixedwood	
	Wetland mixedwood	
	Boreal highlands	
	Peace River lowlands	
	Subarctic	Canadian Shield
	Athabasca plain	
	Kazan upland	

This hierarchy serves all four protected area goals of protection, outdoor recreation, heritage appreciation and tourism. It helps to refine these goals and helps in setting targets. The hierarchy has been in place since the 1970s and was revised in 1992 to include the most up-to-date information.

At its broadest level are six natural regions: Grassland, Parkland, Foothills, Boreal Forest, Rocky Mountain and Canadian Shield. The natural regions reflect the recurring,

distinctive landscape patterns of vegetation, soils, and landforms. Each natural region is further subdivided into subregions based on recurring landscape patterns. This subdivision has resulted in 19 subregions that represent the broad diversity of Alberta.

Within each subregion, there is still considerable landscape diversity. For example, there may be uplands (both sandy and non-sandy), rivers, different types of wetlands and other features. The most prominent landscape features are identified as level I

There are 6 natural regions and 19 subregions in Alberta. Within each subregion, there are a variety of natural history themes.

Alberta Natural History Theme Matrix (Level I)

Theme Groups	Level 1 Themes	Natural Regions & Sub-regions					
		Grassland Foothills Fescue Northern Fescue Mixed	Parkland Peace River Foothills Central	Foothills Lower Upper	Rocky Mountains Alpine Subalpine Montane	Boreal Forest Peace River Lowlands Boreal Highlands Wetland Mixedwood Central Mixedwood Dry Mixedwood	Canadian Shield Kazan Uplands Athabasca Plain
NonSandy Upland	Glacial Lake Bed	.	.			.	
	Ground Moraine	.	.			.	
	Hummocky Moraine	.	.			.	
	Bedrock	.	.			.	
Sandy Upland	Sandy Plain	.	.			.	
	Dune Field	.	.			.	
	Kame Moraine/Complex	.	.			.	
Valley Ridge	Exposed Slope	.	.			.	
	Protected Slope	.	.			.	
	Floor/Stream	.	.	.	.	.	.
	Ridge/Valley Wall	.	.	.	.	.	.
Wetland	Springs	.	.	.	.	.	.
	Wet Meadow	.	.	.	.	.	.
	Shallow Marsh	.	.	.	.	.	.
	Deep Marsh	.	.	.	.	.	.
	Alkali Wetland	.	.	.	.	.	.
	Mineral	.	.	.	.	.	.
Glacier Snowfield	Organic	.	.	.	.	.	.
	Lake	.	.	.	.	.	.
	Glacier/Snowfield	.	.	.	.	.	.

The hierarchical natural regions and natural history themes allows for a systematic and comprehensive selection of protected areas.

natural history themes, for each region.

Level I themes have been determined based on existing information sources. For the province as a whole, 20 level I natural history themes have been identified. These are grouped into five major categories: non-sandy upland, sandy upland, valley/ridge, wetland, and glacier/snowfield. Within any one of the 19 subregions, level I themes have been identified where they occupy more than 1 percent of the landscape within one of the five major categories. The result has been the identification of 155 level I natural history themes from 19 subregions, within 6 natural regions for the entire province of Alberta. The matrix on the previous page displays Alberta's natural history themes.

Level I themes can be further subdivided into level II themes,

level III themes and so on to give finer levels of resolution. Level II themes are the landform and lifeform components that are typically found within level I themes. Level III themes are those features that are typical within level II themes, etc.

For example, organic wetlands are identified as a level I theme in the subarctic subregion of the Boreal Forest Natural Region. These organic wetlands can be separated into a number of types including Black Spruce Forest, which is considered a level II theme. At level III, black spruce forests can be further subdivided into black spruce - peat moss - lichen communities and black spruce - cloudberry communities, etc. Level III themes are also useful for identifying special features such as the Plateau Mountain ice cave.

The hierarchy and accompanying examples are shown below.

Hierarchy for Protected Areas in Alberta



Current Commitments and Future Implementation Initiatives

General Initiatives									
Public Involvement	Release position paper		→	Develop public involvement plan		→	Implement public involvement		→
Hierarchical Framework Update	Update natural regions and natural history theme matrix	→	Evaluate protected areas against matrix and identify gaps	→	Refine level II and III natural history themes	→	Evaluate protected areas against matrix and repeat	→	Ongoing
Environmentally Significant Areas Inventories	Identify areas requiring ESA inventories	→	Complete ESA for NE Alberta	→	Complete ESA study for Clear Hills	→	Complete ESA study for Special Areas	→	New ESAs
Protected Areas Information Management	Prepare implementation recommendations	→	Approve implementation	→		→	Secure nongovernment funding	→	Implement
Revolving Fund for Land Acquisition	Prepare background paper	→	Approve implementation	→	Implement revolving fund	→			
Legislation	Review existing protected areas legislation	→	Amend legislation	→	Review and amend as necessary	→			

Current Program Initiatives									
Ecological Reserves	Establish sites in progress (Ross Lake, Egg Island, Prairie Coulee)	→	Reappoint Advisory Committee	→	Identify candidate sites for Advisory Committee	→	Establish new reserves	→	
Provincial Parks/ Recreation Areas	Prepare classification	→	Reassign parks and recreation areas to classification	→	Determine recreation, heritage and tourism opportunities	→	Determine priority Crown land additions	→	Determine private land needs
Natural Areas	Establish sites in progress	→	Prepare classification	→	Establish long-term targets	→	Establish new natural areas	→	
Wilderness/ Wildland	Identify candidate boreal wilderness	→	Identify legal designation	→	Review and recommend designation	→	Identify candidate sites for new wilderness	→	Establish new wilderness
Heritage Rivers	Decision to participate in program	→	Undertake systems feasibility study	→	Identify first river and do background study	→	Undertake management plan	→	First river designated
									Undertake other background studies

Emerging Protection Issues	
Wetlands	As strategies for these issues evolve they will be evaluated in terms of their relationship to <i>Special Places 2000</i> .
Old-growth forests	
Special Species	
Others	

The Strategy

There is a sense of urgency in getting on with the task of completing a comprehensive network of protected areas.

Alberta's first nomination of a river under the Canadian Heritage Rivers program could take place as early as 1994.

Wilderness in the boreal forest could be established by 1994.

Immediate Action

The Premier and the Government of Alberta have reaffirmed their commitment to a network of protected areas that represents the environmental diversity of the province. *Special Places 2000* will provide the direction to honour this commitment. The initial steps have been taken to capitalize on protected areas legislation and programs that already exist in Alberta. Ongoing efforts will rely on a systematic approach, close coordination, up-to-date information and progressive partnerships. Initiatives and programs where immediate actions will be taken are shown on the table on the left page. New programs, consistent with societal demands expressed through ongoing public involvement, will be initiated as *Special Places 2000* is implemented.

Existing Sites

Classification of all existing legislatively protected areas in Alberta is a high priority. Existing sites will be examined to determine their contribution to the four broad objectives: protection, outdoor recreation, heritage appreciation and tourism. Sites that are inappropriately categorized cause confusion for decision makers, site managers and the public. These will be re-classified. For example, a number of existing provincial parks have minimal natural history values worthy of protection and would be more appropriately designated as recreation areas. Similarly, Natural Areas need to be classified and managed according to their resource values, with some being reclassified or de-designated.

Existing protected areas will be evaluated for possible boundary adjustments. The contribution of several sites to achieving the goals of *Special Places 2000* can be significantly enhanced by additional lands. Although private lands may seem costly to purchase they can be a good investments especially where facilities and programs already exist and no new staff are required. Adjacent lands, both private and Crown will be evaluated and considered for incorporation when they accomplish the following:

- add significantly to natural history theme representation of the overall network;
- include significant features;
- enhance opportunities for heritage appreciation and outdoor recreation;
- improve resource management integrity and capability, for example, by including an entire wetland;
- serve as buffers to protect the overall integrity and serve as a transition to more intensive land uses;
- consolidate existing protected areas into natural corridors that can be used to provide for trails and to protect wildlife travel patterns.

In some instances, lands already legislated as protected areas might have little protection value. Innovative exchanges of these lands and other acquisition alternatives will be investigated to ensure that the best lands are included in the protected areas network.

Systematic approach

Alberta's network of protected areas will be shaped according to the ecological diversity of the province as described by the hierarchy of natural regions and natural history themes. This systematic approach will guide protected area selection in a rational manner. All of Alberta's existing protected areas will be analyzed to determine those themes that are well represented and to identify gaps in the present coverage. Potential sites in various natural regions are being identified through regional reconnaissance studies and some detailed inventories.

Selection criteria will consider existing resource commitments and future potentials. For example, where choices exist, land with low sub-surface potential for oil and gas and other minerals will be favoured over lands with high potential.

Preliminary work has identified many sites with significant natural heritage values. These include sites in the Canadian Shield, the Boreal Forest and the Grassland regions where current representation is poor. Known important sites will be considered for designation as soon as possible. Site selection will take into account current issues such as protection of wetlands, old growth forests and special species.

New candidate sites, including those with a high priority based on protection issues, will be evaluated within the hierarchical system. Once sites are identified and boundaries determined, appropriate classification and legislative programs will be selected. Determining the appropriate legislative designation for a particular site is crucial. The

level of protection afforded must ensure that the site and its resource values will be retained in perpetuity. Where appropriate, sites will serve multiple goals including protection, outdoor-recreation, heritage appreciation and tourism. For example, a provincial park and an adjacent ecological reserve may serve the goals of protecting an area of high biological diversity while providing the public the opportunity to appreciate Alberta's unspoiled natural landscapes. As well, a protected area such as a natural area, may be established in conjunction with a Canadian Heritage River designation. Such combinations will depend on a number of factors such as land use conflicts, historical uses and existing legislation and policy.

Combinations of protected area categories will also minimize conflicts with other resource industries such as oil and gas. Core ecological reserves, for example, may preclude further development while surrounding natural areas may permit controlled exploration under stringent conditions.

Setting Targets

Goals for the four broad systems objectives — **protection, outdoor recreation, heritage appreciation and tourism** — were stated at the beginning of this position paper. To guide selection of sites and to monitor progress toward achieving these goals, targets need to be established for each of these goals.

Protection: To protect the full range of landscapes, environmental diversity and special natural features of Alberta.

Alberta's network of protected areas will include the full range of environmental diversity in the province.

Alberta's existing protected areas are being analyzed to determine those themes that are well represented and to identify gaps in present coverage.

Site selection will take into account current issues such as protection of wetlands, old growth forests and special species.

To guide selection of sites and to monitor progress toward achieving these goals, targets need to be established for each goal.

There will be effective involvement of the public, industry and non-government organizations in all aspects of protected areas including the setting of targets.

Outdoor recreation: To protect natural landscapes throughout Alberta for a variety of resource-based, dispersed outdoor recreation pursuits.

Heritage appreciation: To protect landscapes that ensure that Albertans and visitors have the opportunity to explore, understand and appreciate the full range of Alberta's natural heritage.

Tourism: To protect areas capable of sustaining adventure travel and ecotourism, including extended tours that enable visitors to experience unspoiled landscapes and abundant wildlife representative of Alberta's natural regions.

The involvement of all Albertans, industry and non-government organizations is a crucial component for the setting of targets. The public will assist in refining the targets for the four goals and in recommending sites and how they should be managed. This input will also help weigh selection criteria, such as protection values versus competing uses.

To meet the protection goal, reasonable targets will be established based on the hierarchy — the natural regions and natural history themes.

Level I themes are useful for identifying gaps in the existing coverage of the protected areas system and can be used as a yardstick against which to measure progress. Level II themes are extremely useful in comparing sites under consideration for achieving the level I targets.

Both level I and level II theme totals are easily kept up-to-date as new sites are added to the protected area system.

Protected area targets to serve the outdoor recreation goal will be set in the context of the broader spectrum of outdoor recreation programs provided throughout Alberta. These targets will focus on natural environments capable of meeting public demand for wilderness, wildlife viewing and other nature-oriented extensive recreational activities (e.g., hiking, cross-country skiing, equestrian riding). Outdoor recreation targets will include locations both in remote areas and in areas close to population centres.

Protected area targets to meet the heritage appreciation goal will ensure that present and future generations have the opportunity to experience and appreciate the full range of Alberta's natural landscapes. Targets will include at least one protected area in each of the subregions. These protected areas must be large enough to encompass the diversity of level I and level II natural history themes in the subregion. This will enable educational and interpretive programs to enhance visitor knowledge and understanding of Alberta's environmental diversity, ecological processes and life support systems. These programs will foster better stewardship and a sustainable environmental ethic among Albertans. Smaller protected areas for educational and research purposes will be established to meet user needs.

Protected area targets for tourism will be set in recognition of the dependence of ecotourism and some adventure tourism pursuits on unaltered landscapes. The targets will ensure that Alberta's natural landscapes continue to act as major tourism attractions for provincial, national and international markets. In this way protected areas will play an increasingly important role in Alberta's economy. Wilderness/wildland areas may be established in each of the six natural regions. Large protected

areas are necessary to attract international tourist markets dependent on wilderness tours that last from a few days to more than week. Consideration could also be given to designating at least one Heritage River in each of the six natural regions.

Information

Committing to a comprehensive system of protected areas requires an extensive, sophisticated and up-to-date information base and information management system. Such information is required to select appropriate new protected areas, to determine boundaries, to manage existing sites and to monitor changes. At least some of the data collection and its management should be compatible with that of other jurisdictions at the provincial, national and international levels in order to ensure that there is national and global monitoring of protected areas issues.

As a minimum, the following information requirements will be considered for early implementation: environmentally significant areas inventories for the province; information collection and management system for elements of natural heritage; and information management system for administrative items.

Partnerships

The issues confronting protected areas in Alberta need to be addressed through a multi-sectoral, multi-jurisdictional and multi-disciplinary approach. No single agency, organization or individual has the ability or power to deal adequately with protected areas. There is a need for coordination in planning, site

selection, management and monitoring. All avenues of creative partnerships will be explored. At the same time, existing protected area programs, such as natural areas and ecological reserves, will continue.

Existing public involvement programs can continue. For example, Alberta Forestry, Lands and Wildlife's Advisory Committee will continue to provide public input at the departmental level. As well, the important role of the Wilderness Areas and Ecological Reserves Advisory Committee will be ongoing. Processes for establishment of sites, policy formulation and management planning for specific programs such as ecological reserves and natural areas will continue to provide public input opportunities at program levels.

Coordinated public involvement is also essential to ensure effective communication. There will be effective involvement of the public in all aspects of protected areas to ensure that present and future values are maintained. Individuals and groups will be encouraged to take an active role in becoming wise stewards of our protected areas. The involvement of people living near protected areas will be especially encouraged.

Partnerships will be strengthened with conservation organizations. The Park Ventures Fund of the Recreation, Parks and Wildlife Foundation will be considered for administering a revolving fund for land acquisitions when private lands are offered for sale. Such a fund could, for example, apply proceeds from the sale of low priority conservation lands to the acquisition of lands higher in biophysical value.

Partnerships within and among all levels of government in Alberta will be encouraged. Coordination

Committing to a comprehensive network of protected areas requires an extensive, sophisticated and up-to-date information base and information management system.

All avenues of creative partnerships will be explored.

Alberta's comprehensive network of protected areas will be forged through the cooperation of Albertans.

and cooperation will be increased between provincial agencies and with local and regional governments.

New partnerships with industry will be built. Industry has a prominent role to play in protected areas ranging from management of existing protected areas that are close to their operations, assisting in the identification of new protected areas and incorporating protected areas into their overall corporate strategies.

Ecological Management

Greater emphasis will be placed on the ecological management of Alberta's protected areas. Management plans, guidelines and monitoring programs will be prepared and implemented for all protected areas. Plans will be based on ecological objectives that clearly define the role of the specific area in the overall network.

It is recognized that the ability of protected areas to function as viable units over the long term cannot be guaranteed simply by legislating boundaries. As much as possible, the management of protected areas will be integrated with the management of surrounding lands. In the preparation of future integrated management plans for Crown lands, close attention will be placed on minimizing external threats to protected areas. Greater efforts will be placed on developing partnerships and cooperative management with surrounding landowners and stakeholders for research, monitoring and public education.

Coordination and Reporting

Coordination of the implementation of *Special Places 2000* will continue to be an interdepartmental responsibility of the Deputy Ministers of Tourism, Parks and Recreation, Environment and Forestry, Lands and Wildlife. The Minister of Tourism, Parks and Recreation will play a lead role to ensure that the program is implemented. Annual progress toward achieving the goals of *Special Places 2000* will be summarized in the annual report of the Advisory Committee on Wilderness Areas and Ecological Reserves. This advisory committee's role may be expanded to deal with public input on the protected areas strategy for Alberta.

Continuing the Legacy

There is tremendous opportunity for further protected area initiatives under existing legislation and programs. New approaches are necessary to meet the increasing challenges facing protected areas. These challenges include responding to increasing public concern for protected areas, establishing critically needed areas, managing and monitoring existing sites, coordinating existing programs and agencies that deal with these areas, and many others.

An expanded and comprehensive network of protected areas will soon exist in Alberta, to adequately protect examples of the full environmental diversity of the province.

Immediate action is required because recent and on going

The ability of protected areas to function as viable units over the long term cannot be guaranteed simply by legislating boundaries.

Natural resources, ecological processes and our use of species and ecosystems are all interconnected. Our continued prosperity, even survival, is dependent upon striking a balance between the environment and economy. Protected areas play a vital role in this symmetry. They are the link.

land-allocation decisions will foreclose some remaining protected areas options.

To achieve this network of protected areas, a diversity of approaches is needed. A full range of categories of protected areas is needed, ranging from strictly protected ecological reserves to sites with more flexible management regimes. This network of protected areas will include the full range of ecological resources in Alberta and will be managed to prevent any threat to the ecological integrity of the values of these precious sites.

This comprehensive network of protected areas must be forged through the cooperation and concerted efforts of all levels of government, the private sector, non-government organizations, individual landowners — all Albertans. The efforts of all must merge to form a single, coordinated effort, rather than occur as unsystematic, distinct and separate initiatives.

There is a sense of urgency in getting on with the task of completing a comprehensive network of protected areas. We must commit ourselves to our responsibility to past, present and future generations of Albertans to ensure the integrity of our natural heritage is protected. As the pace of human activity and resulting landscape change in the province quickens and intensifies, new approaches and action are immediately needed to respond to the challenge of protected areas.

A comprehensive network of protected areas is only one component of wise environmental management, but it is an essential and irreplaceable component. Protected areas are our bridge to an ecologically sustainable future.

Special Places 2000 will stimulate action, on-the-ground. By the year

2000, we will be able to take pride in our comprehensive network of protected areas. The ecological diversity of our province will have been protected as a legacy for future generations of Albertans.

Special Places 2000: Alberta's Natural Heritage is a foundation document. The document is a starting point from which to move forward ultimately leading to a Government plan of action. All Albertans along with industry, non-government organizations and other levels of government are invited to respond. Response is invited with regard to the scope of *Special Places 2000* as well as to how the initiative should be implemented. Albertans views on which areas should be protected and how these special places should be managed is critical. Sufficient technical detail has been incorporated into *Special Places 2000* so that those who have an expressed interest in protected areas can provide detailed responses. A summary document will be prepared for individuals and groups who have a general interest in protecting Alberta's natural heritage.

By the year 2000, we will be able to take pride in our comprehensive network of protected areas.

The preparation of this document was coordinated by Alberta Tourism Parks and Recreation, Forestry Lands and Wildlife, and Environment.

If you would like further information or if you wish to provide initial comments, please write to:

**Mr. Bruce Duffin
1600 Standard Life Centre
Alberta Tourism, Parks and Recreation
10405 Jasper Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 3N4**

DOCUMENT: 830-465/012

TRI-COUNCIL MEETING
PARKS, WILDLIFE AND ENVIRONMENT MINISTERS

Action Plan for Completion of a
Newfoundland and Labrador
Protected Areas Network

AYLMER, Québec
November 25, 1992

**ACTION PLAN
FOR COMPLETION
OF A
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR
PROTECTED AREAS NETWORK**

**TABLED BY THE HONOURABLE JAMES P. WALSH
MINISTER OF TOURISM AND CULTURE
GOVERNMENT OF NEWFOUNDLAND AND LABRADOR
AT THE
TRI-COUNCIL MEETING**

Aylmer, Quebec

November 25, 1992

**ACTION PLAN
FOR COMPLETION OF A
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR PROTECTED AREAS NETWORK**

The Government of Newfoundland and Labrador has committed to make every effort to complete the system of protected areas in the province by the year 2000. At present, approximately 7% of the island portion of the province is protected, with minimal protection in Labrador.

To meet this objective, we will endeavour to:

1. **Adopt a Natural Regions Plan for the Province**

The Protected Areas Association, in consultation with government, contracted a study to identify the province's natural regions. The consultant's report is under review by the Parks Division, and it is expected that it will form the basis of the plan on which our protected areas network will be established. **Target date is June, 1993.**

2. **Define criteria for judging adequate representation**

Our objective is to establish an area of high level protection representative of each of the province's natural regions. Criteria for defining "adequate representation" will be developed by **December 1993.**

3. **Identify candidate areas to complete the protected areas network**

It is our expectation that by **December, 1994**, we will have targeted for protection, sufficient areas to adequately represent each natural region in the province.

4. **Initiate required action to implement a protection regime for selected areas**

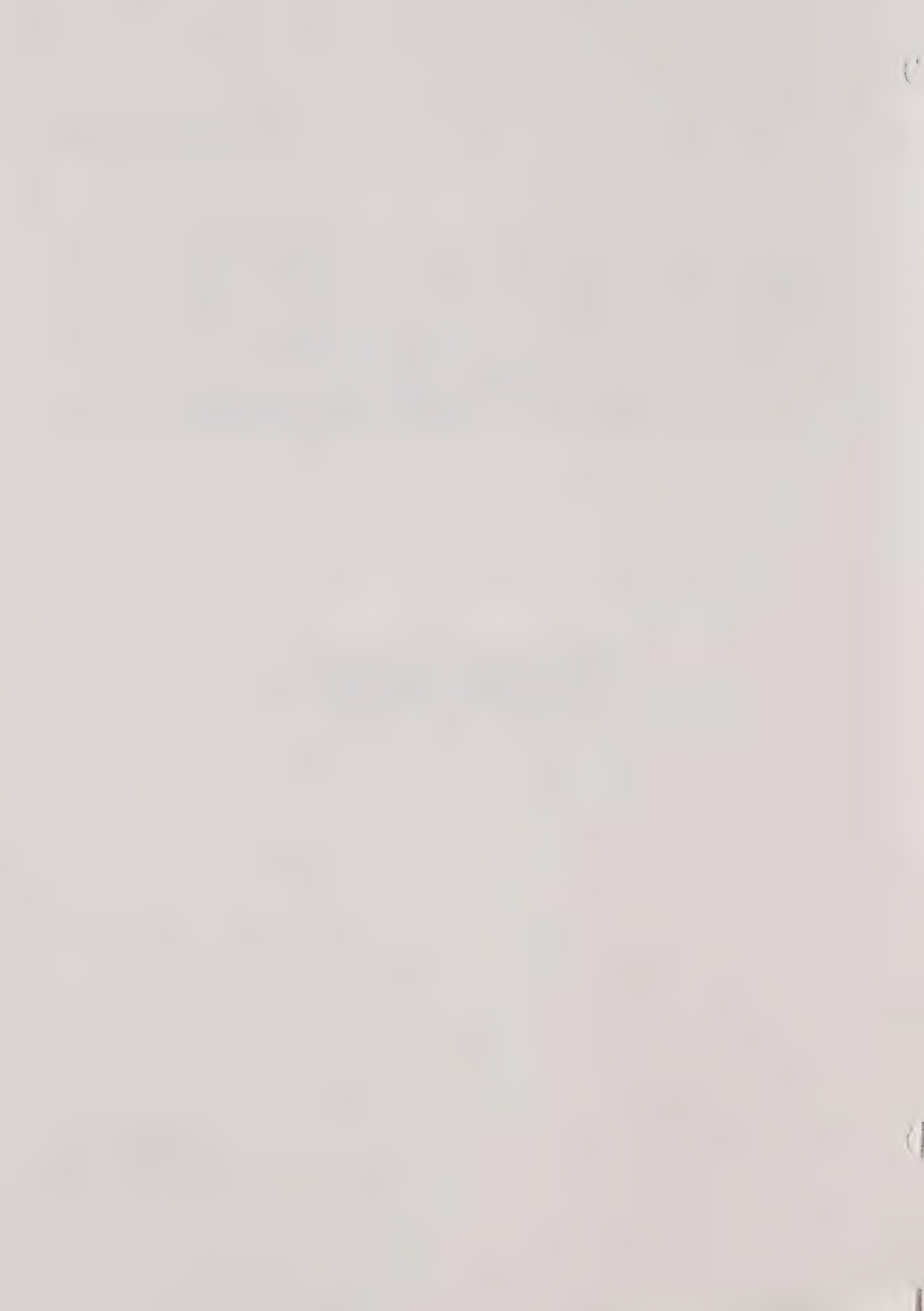
The main vehicle for protection will be the Wilderness and Ecological Reserves Act, however, we anticipate further protection under the Provincial Parks Act and the National Parks Act.

It is not proposed that further protection will await completion of steps 1, 2, and 3. Some actions are already underway. At present four areas are under consideration by the Wilderness and Ecological Reserves Advisory Council as wilderness reserves - two on the island and two in Labrador. Also, studies have commenced on the feasibility of establishing two national parks in Labrador. It is understood, however, that completion of the first three steps of the action plan is fundamental to our goal of completing the Newfoundland and Labrador Protected Areas Network by the year 2000.

TRI-COUNCIL MEETING
PARKS, WILDLIFE AND ENVIRONMENT MINISTERS

Recent and Ongoing Developments
Associated with Protected Areas in
Newfoundland and Labrador

AYLMER, Québec
November 25, 1992



**RECENT AND ONGOING DEVELOPMENTS
ASSOCIATED WITH
PROTECTED AREAS
IN
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR**

**TABLED BY THE HONOURABLE JAMES P. WALSH
MINISTER OF TOURISM AND CULTURE
GOVERNMENT OF NEWFOUNDLAND AND LABRADOR
AT THE
TRI-COUNCIL MEETING**

Aylmer, Quebec

November 25, 1992

(

(

(

**RECENT AND ONGOING DEVELOPMENTS
ASSOCIATED WITH
PROTECTED AREAS IN NEWFOUNDLAND AND LABRADOR**

1. **National Parks for Labrador**

On Monday of this week the federal government, the province, and the Labrador Inuit Association announced commencement of a study to determine the feasibility of establishing a national park in the Torngat Mountains area of northern Labrador. Talks have also been held with federal government and the Innu Nation toward establishment of a national park in the Mealy Mountains area of southern Labrador.

2. **Ecological Reserves at West Brook, Fortune Head, and Hawke Hills**

In 1990, Cabinet approved establishment of three provisional ecological reserves to protect rare or endangered areas, as follows:

1. **West Brook** - a rare red pine stand.
2. **Fortune Head** - A representation of the geological boundary between the pre-cambrian and cambrian eras, and a fossilized record of the first skeletal organisms.
3. **Hawke Hills** - a rare example of arctic and alpine flora in eastern Newfoundland.

Management plans for the three areas are now complete, and I anticipate that within the next two weeks they will receive full protection under the Wilderness and Ecological Reserves Act.

3. **Proposed Reserve at Lewis Hills**

In September, Cabinet requested that the Wilderness and Ecological Reserves Advisory Council carry out an assessment of the Serpentine Lake/Lewis Hills areas as a potential wilderness reserve. This is an area of spectacular and unique serpentine landforms, and contains the highest point of land on the island part of the province. The newly appointed council will meet for the first time on December 4, and this matter is on the agenda.

4. **Bay du Nord Heritage River**

In October, 1991, cabinet approved nomination of the Bay du Nord River to the Canadian Heritage Rivers System. On October 9, 1992 the province was informed that the nomination had been accepted by the Canadian Heritage Rivers Board.

The province will now prepare a management plan which, if accepted, will see the Bay du Nord River designated as a Canadian Heritage River.

5. **Big Barasway Wildlife Reserve**

On July 15, 1992 the Government of Newfoundland and Labrador announced the establishment of a wildlife reserve at Big Barasway to protect the endangered piping plover. The piping plover is found only in North America, and 1991 estimates put the total population at approximately 4,600.

Big Barasway is the only known nesting site for the piping plover in Newfoundland, thus protection of this site is extremely important.

6. **Proposed Lac Joseph Wilderness Reserve**

The Wilderness and Ecological Reserves Advisory Council has proposed a wilderness reserve on a 17,000 sq. km. area in western Labrador. The area is representative of two natural regions, and is home to the Lac Joseph caribou herd. Requests for comments have been sent to all government departments, and the process will proceed to the next stage when replies have been received.

7. **Baccalieu Island Ecological Reserve**

In February, 1991, the province created a 12 sq. km. provisional reserve at Baccalieu Island. This island is the nesting site for eleven species of seabirds, but is best known for the largest nesting population of Leach's storm petrel in the world.

A management plan is being prepared for Baccalieu, preparatory to giving the island full reserve status.

DOCUMENT: 830-465/014

**TRI-COUNCIL MEETING
PARKS, WILDLIFE AND ENVIRONMENT MINISTERS**

Communiqué

AYLMER, Québec
November 25, 1992

NEWS RELEASE

Tri-Council Meeting

FOR IMMEDIATE DISTRIBUTION

CANADA'S PARKS, WILDLIFE, AND ENVIRONMENT MINISTERS SUPPORT PROTECTED AREAS, BIODIVERSITY CONVENTION

AYLMER, QUE. -- 25 NOVEMBER 1992 -- Canada's Parks, Wildlife, and Environment Ministers today together made a formal commitment to complete the country's networks of Protected Natural Areas, and launched Canada's follow-up action on the global Convention on Biological Diversity, signed by the Prime Minister at the "Earth Summit" in Rio de Janeiro last June. They were joined by the Canadian Council of Forest Ministers.

Federal Minister of State (Environment) Pauline Browes, on behalf of the Canadian Council of Ministers of the Environment, Manitoba's Minister of Natural Resources Harry J. Enns, on behalf of the Council of Federal-Provincial Parks Ministers, and Northwest Territories' Minister of Renewable Resources Titus Allooloo, on behalf of the Wildlife Ministers Council of Canada, endorsed a public Statement of Commitment at the first ever joint meeting of the three councils.

The Statement calls on provinces, territories and the federal government to make every effort to:

- ° complete networks of protected areas representative of Canada's land-based natural regions by the year 2000 and accelerate the protection of areas representative of Canada's marine natural regions;

- accelerate the identification and protection of critical wildlife habitat;
- adopt frameworks, strategies and time frames for the completion of protected areas networks;
- continue to co-operate in the protection of ecosystems, landscapes, and wildlife habitat;
- ensure that protected areas are integral components of all sustainable development strategies.

At the United Nations Conference on Environment and Development (UNCED) this spring, Canada was in the vanguard of more than 150 countries in support of the international Convention on Biological Diversity.

All Canadian jurisdictions will play an important role in the implementation of the Convention. In recognition of its global importance, the three councils support the Prime Minister's commitment to ratify the Convention by year end.

The three councils also adopted a process that would ensure the completion of a Canadian Biodiversity Strategy within two years. The strategy will be developed co-operatively among all jurisdictions and will set out the way Canada will respond to the challenges of the Convention.

Ministers emphasized the need to form partnerships with all relevant stakeholders to achieve conservation and sustainable use goals.

The Canadian Council of Forest Ministers also expressed its support for the establishment of a network of protected areas. This commitment was detailed in the national forest strategy, Sustainable Forests, A Canadian Commitment, released earlier this year.

Canada has almost 20 per cent of the planet's wilderness (excluding Antarctica), 20 per cent of its freshwater, 10 per cent of its forests and 24 per cent of its remaining wetlands.

Minister Browes, host for the unique joint meeting of the three councils, said "As recognized in Canada's Green Plan, we have a special global responsibility to protect our wealth of natural heritage. We are one of the few nations that still has this opportunity."

Ministers also recognized that we cannot rely upon protected areas alone to maintain the biological diversity of Canada's ecosystems. The Biodiversity Strategy will be critical to ensure that resource harvesting that takes place outside of our protected areas is done in a sustainable manner.

"Expanding Canada's networks of protected areas -- national and provincial parks, ecological reserves, wildlife management areas and migratory bird sanctuaries -- is essential to ensure the planet's environmental health," she said.

During the meeting, the federal government and a number of other governments tabled action plans for the completion of networks of protected areas within their jurisdictions.

The three councils of ministers also held joint discussions on protected areas with representatives of Canada's national aboriginal organizations -- The Assembly of First Nations, Inuit Tapirisat of Canada, the Metis National Council and the Native Council of Canada.

-30-

Further information:

Hugues Lacombe
Director General, Communications
Environment Canada
(819) 997-6820

(Également disponible en français)

DOCUMENT: 830-465/014

RÉUNION DES TROIS CONSEILS
MINISTRES DES PARCS, DE LA FAUNE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Communiqué

AYLMER (Québec)
Le 25 novembre 1992

COMMUNIQUÉ

Réunion du Conseil Tripartite

DIFFUSION IMMÉDIATE

LES MINISTRES DES PARCS, DE LA FAUNE ET DE L'ENVIRONNEMENT DU CANADA DONNENT LEUR APPUI AUX AIRES PROTÉGÉES ET À LA BIODIVERSITÉ

AYLMER (Québec), le 25 novembre 1992 -- Les ministres des Parcs, de la Faune et de l'Environnement du Canada se sont engagés collectivement et formellement aujourd'hui à compléter les réseaux des aires naturelles protégées du Canada et ont donné le coup d'envoi aux mesures que le Canada compte prendre pour donner suite à la Convention mondiale sur la diversité biologique, que le premier ministre a signée au ' Sommet Planète Terre ', à Rio de Janeiro, en juin dernier. Le Conseil canadien des ministres des forêts s'est joint aux ministres.

La ministre d'État fédérale à l'Environnement, Mme Pauline Browes, au nom du Conseil canadien des ministres de l'environnement, le ministre des Ressources naturelles du Manitoba, M. Harry J. Enns, au nom du Conseil fédéral-provincial des ministres des Parcs, et le ministre des Ressources renouvelables des Territoires du Nord-Ouest, M. Titus Allooloo, au nom du Conseil des ministres de la Faune du Canada, ont appuyé un Engagement formel qu'ils ont rendu public au cours de la réunion, la première qu'ait jamais tenue ensemble les trois conseils.

Cet engagement enjoint les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral à faire tous les efforts requis afin :

- de compléter, d'ici l'an 2000, les réseaux d'aires protégées qui sont représentatives des régions terrestres naturelles du Canada et d'accélérer la protection des aires représentatives des régions marines naturelles du pays;

- de hâter l'identification et la protection des principaux habitats fauniques du Canada;
- d'adopter des structures, des stratégies et des échéanciers pour le parachèvement des réseaux d'aires protégées;
- de continuer de collaborer à la protection des écosystèmes, des lieux naturels et des habitats fauniques;
- de veiller à ce que les aires protégées fassent partie intégrante de toutes les stratégies de développement durable.

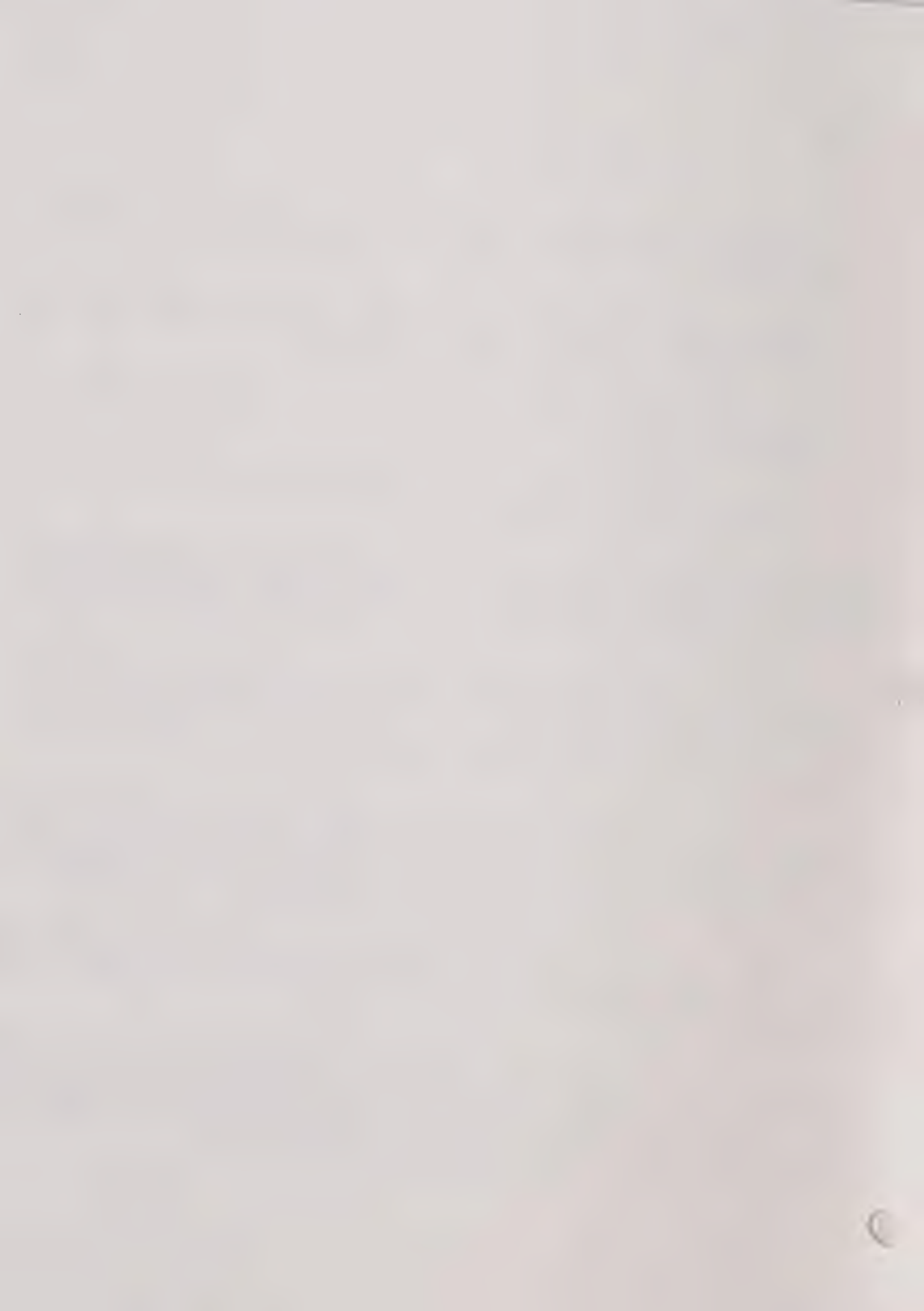
À la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui a eu lieu au printemps, le Canada s'est placé à la tête de quelque 150 pays pour appuyer la Convention internationale sur la diversité biologique.

Tous les ordres de gouvernement du Canada joueront un rôle important dans la mise en oeuvre de la convention. En raison de l'importance qu'elle revêt pour l'ensemble de la planète, les trois conseils ont convenu d'appuyer l'engagement du Premier ministre de la ratifier avant la fin de l'année.

Les trois conseils ont également adopté un mécanisme devant assurer la mise au point, d'ici deux ans, d'une stratégie canadienne sur la biodiversité. Tous les ordres de gouvernements contribueront à l'élaboration de cette stratégie, qui constituera la réponse du Canada aux défis posés par la Convention.

Les ministres ont souligné la nécessité de créer des partenariats avec tous les groupes d'intérêt pertinents pour atteindre les objectifs de conservation et de développement durable.

Le Conseil canadien des ministres des forêts a également exprimé son appui à la création d'un réseau d'aires protégées. Cet engagement a été exprimé dans la stratégie nationale sur les forêts, intitulée Durabilité des forêts: Un engagement canadien, rendue publique cette année



Environ 20 p. 100 des terres vierges de la planète, (mis à part l'Antarctique), 20 p. 100 de ses nappes d'eau douce, 10 p. 100 de ses forêts et environ 24 p. 100 des terres humides qui y subsistent se trouvent au Canada.

"Comme le mentionne le Plan vert du Canada, nous avons une responsabilité toute particulière, envers le reste du monde, de protéger notre riche patrimoine naturel. Nous sommes l'un des rares pays qui aient encore cette possibilité", a déclaré Mme Browes, qui accueille cette réunion mixte extraordinaire des trois conseils.

Les ministres ont également reconnu que nous ne pouvons compter uniquement sur les aires protégées pour conserver la diversité biologique des écosystèmes au Canada. La stratégie sur la biodiversité sera d'une importance cruciale pour s'assurer que l'exploitation des ressources à l'extérieur de nos parcs se fait de manière durable.

"Il faut absolument, a-t-elle ajouté, élargir nos réseaux d'aires protégées -- parcs nationaux, parcs provinciaux, réserves écologiques, zones d'aménagement pour les espèces sauvages, refuges d'oiseaux migrateurs -- pour assurer la santé de l'environnement de la planète."

Au cours de la réunion, le gouvernement fédéral et plusieurs autres gouvernements ont déposé des plans d'action pour le parachèvement de leurs propres réseaux d'aires protégées sur leurs territoires respectifs.

Les trois conseils de ministres ont également délibéré sur la question des aires protégées avec les représentants des organisations autochtones nationales du Canada -- l'Assemblée des Premières Nations, l'Inuit Tapirisat du Canada, le Ralliement national des Métis et le Conseil national des autochtones du Canada.

- 4 -

- 30 -

Renseignements :

Hugues Lacombe
Directeur général, Communications
Environnement Canada
(819) 997-6820

(Also available in English)

DOCUMENT: 830-466/026

1992 ANNUAL MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL
OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT (CCME)

Communiqué

AYLMER, Québec
November 26, 1992

COMMUNIQUÉ

ENVIRONMENT MINISTERS MEET

UNCED FOLLOW-UP KEY TOPIC

AYLMER, November 26, 1992 -- At its meeting today in Aylmer, Quebec, the Canadian Council of Ministers of the Environment approved a three-point action plan for CCME, as follow-up to the United Nations Conference on Environment and Development, held in Brazil in June. Ministers also reviewed new data on greenhouse gas emissions and agreed to meet next year with energy ministers on air-related issues.

Follow-up to UNCED

In determining CCME's priorities post-UNCED, the Council said the organization would take a lead or partnership role in three key areas:

- 1 Support for early ratification and implementation of the Framework Convention on Climate Change and the Convention on Biological Diversity.

The Council noted that CCME support is important since provinces have jurisdiction over many of the key elements of the conventions.

- 2 Immediate follow-up action on specific Agenda 21 recommendations.

From among hundreds of recommendations in Agenda 21, CCME has selected the following areas for priority action: sustainable human settlements, freshwater, toxic chemicals, hazardous wastes, partnership with indigenous peoples, and the link between the environment and human health.

- 3 Integration of the environment and economy in decision-making.

This item will include greater harmonization of sustainable development strategies among jurisdictions.

The Council of Ministers noted that in addition to these three key areas, CCME will adopt an active monitoring role with respect to foreign overfishing on the East coast.

Air Issues

(a) Climate Change

The ministers noted that progress is being made on the Quick Start Agenda and on stabilization of greenhouse gas emissions, but that much work remains to be done. Current actions by governments and the private sector are expected to result in considerable reductions in the growth of greenhouse gas emissions, now estimated to grow by 12% between 1990 and 2000.

Current best estimates of Canada's greenhouse gas emissions in 1990 suggest there were 461 million tonnes of carbon dioxide emissions, 3.7 million tonnes of methane, and .09 million tonnes of nitrous oxide. Canada accounts for approximately two percent of global emissions of greenhouse gases.

(b) Cooperation with Energy Ministers

CCME plans to meet with the Council of Energy Ministers (CEM) as early as possible in 1993 to move towards adopting a national agreement on the management of air issues. CEM supports ratification of the climate change convention by the end of 1992.

(c) Montreal Protocol

The Council noted that changes in the phase-out, capturing and recycling of ozone-depleting substances, as adopted by CCME last spring and proposed by Canada internationally were adopted this week in Copenhagen by the parties to the Montreal Protocol. All provinces have in place or are developing regulations to deal with the capture and recycling of ozone-depleting substances.

Trade, Competitiveness and the Environment

Issues of trade, competitiveness and environment have become closely linked and a major item on the international agenda, as was recently seen during negotiation of the North American Free Trade Agreement. The Council of Ministers discussed and supported the creation of a North American Commission on the Environment that would take a broad view of trade, competitiveness, and environmental issues. If the NAFTA is ratified, the commission should also play a key role in monitoring the environmental effects of the NAFTA and in resolving disputes where environmental factors are an issue. CCME will continue to contribute to discussions on the role and make-up of the commission.

Environmental Assessment

Also in Aylmer, the Council of Ministers approved a framework agreement for harmonizing environmental assessments. Intended to provide some consistency in environmental assessments in Canada, the framework prepares the way for bilateral agreements to coordinate environmental assessments. This coordination between the two levels of government will help avoid duplication, will establish clear and consistent procedures, will provide a single window for business and industry and reduce regulatory red tape. The framework agreement will ensure each of the bilateral agreements incorporates the same basic principles.

Contaminated Sites Liability

Representatives from the federal and provincial governments and about 30 business and environmental organizations are working to develop common principles on liability issues surrounding the clean-up of contaminated sites. The council acknowledged the importance of this work and will continue to treat it as a priority item.

Contaminated Sites Remediation

The Council of Ministers received the second annual report of the National Contaminated Sites Remediation Program--a five-year, \$250 million program initiated by CCME in 1989 to deal with properties polluted with hazardous materials. The program pays for the clean-up of high-risk properties when a responsible party cannot be found or is unable to pay.

Twenty-four site remediation projects and 21 projects to develop new clean-up technology are currently completed, approved or in the design phase across the country, representing a cost commitment of close to \$62 million. Costs are shared between the federal and provincial/territorial governments.

New CCME President

At the conclusion of today's meeting, Saskatchewan Environment Minister Bernhard Wiens assumed the presidency of CCME, taking over from federal Environment Minister Jean Charest. The presidency of CCME rotates annually amongst its members.

-30-

For further information contact:

Barbara Czech
Director, Communications
CCME
Ph (204) 948-2090
Fax (204) 948-2125

Hugues Lacombe
Director General, Communications
Environment Canada
Ph (819) 997-6820
Fax (819) 953-6789

FOLLOW-UP ACTION PLAN TO THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT

- 1 Early ratification and implementation of the Framework Convention on Climate Change and the Convention on Biological Diversity.

CCME will propose a joint meeting of environment and energy ministers to assess progress and review next steps in implementing the climate change convention.

CCME will propose a meeting, by 1994, of relevant councils of ministers to review Canada's progress on implementing the biodiversity convention.

2 Action on Agenda 21

In selecting six program areas for priority action, CCME focused on activities which call for concerted national action, which affect several provinces and regions, which require a fundamental reassessment of current environmental policies, and which have international implications. Based on those criteria, the following priority areas have been identified:

Sustainable Human Settlements

Developing sustainable human settlements could be the most effective way to anticipate and prevent future climate change and loss of biodiversity. CCME will, in partnership with municipalities, developers, planners, etc., promote sustainable development approaches to human settlements.

Freshwater

CCME is already doing significant work on water quality guidelines. Further work will assess what still needs to be done in both surface water and ground water and will build on what has already been accomplished by CCME in this area.

Toxic Chemicals

CCME will build on current initiatives to develop a pro-active program for toxic chemical education and substitution, in partnership with other relevant national organizations.

Hazardous Wastes

CCME will build on current initiatives to develop a pro-active program for reducing hazardous wastes and substituting alternative chemicals, in partnership with other relevant national organizations.

Indigenous Peoples

CCME will undertake a study to identify opportunities for partnerships with indigenous people in the work of CCME. This is consistent with recent efforts to enhance partnerships with the many stakeholders interested in the work of CCME.

Human Health/Environment Links

Recognizing wide public concern about the effects of the environment on human health, CCME will propose a joint meeting of health and environment ministers to examine areas for joint action.

3 Integration of the environment and economy in decision-making

CCME will accelerate its efforts to meet the information needs of decision-makers on environment/economy issues to include data on changing consumption patterns and information on new economic instruments, such as emission permit trading, etc.

CCME will also prepare a framework document to contribute to harmonization of federal, provincial and territorial sustainable development initiatives.

CCME will be a full participant in the multistakeholder process to develop a plan for a sustainable future for Canada. This process was begun at a meeting held in early November, chaired by the National Round Table on Environment and Economy and attended by virtually all national organizations concerned with follow-up to UNCED. The participants agreed to work together for a sustainable future.

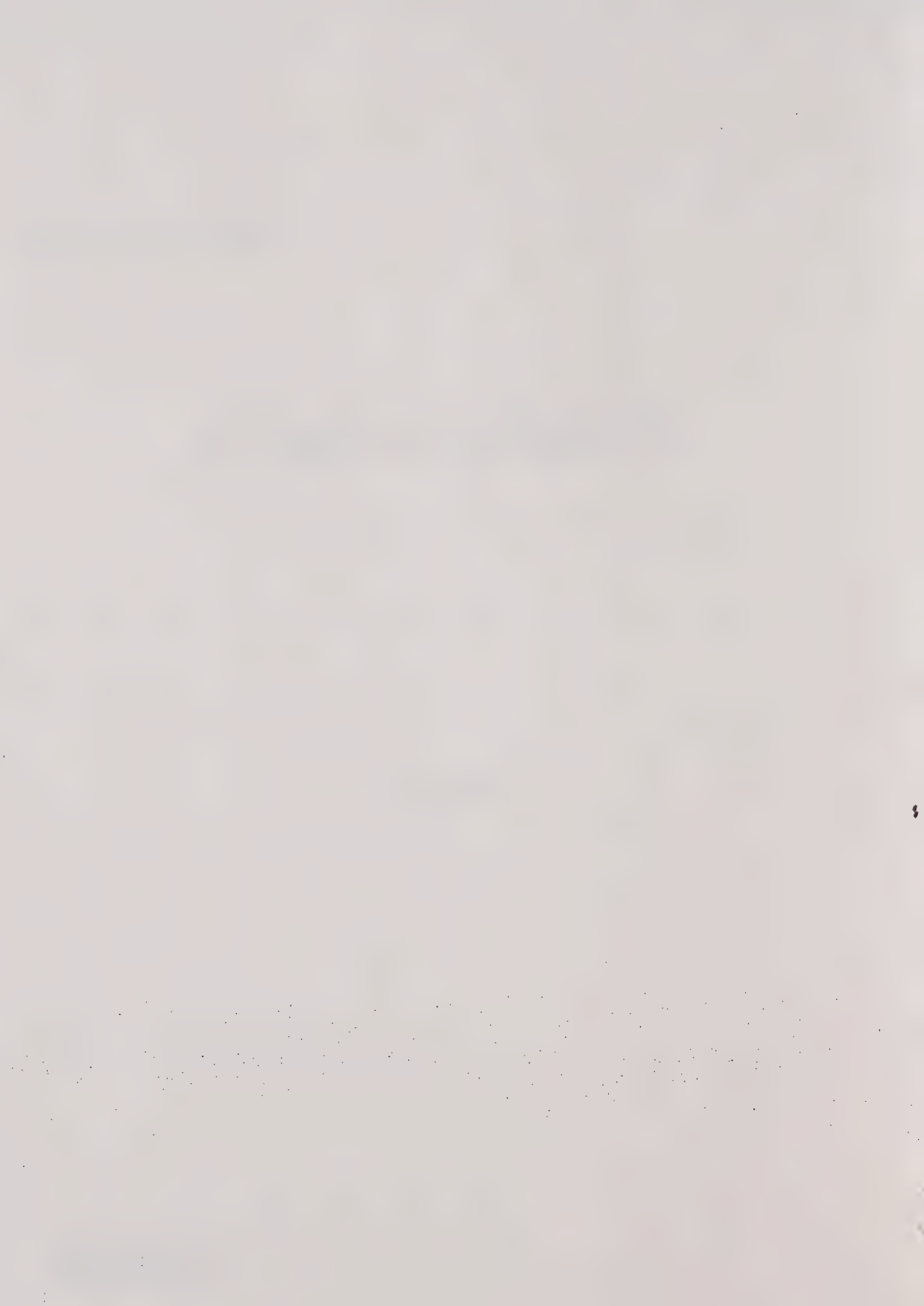
CCME will adopt an active monitoring role with respect to foreign overfishing on the East coast. The Council will receive periodic reports on the status of the issue, including the conference on high seas fisheries to be held next year.

DOCUMENT: 830-466/026

**RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN
DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT - 1992**

Communiqué

AYLMER (Québec)
Le 26 novembre 1992



COMMUNIQUÉ

RÉUNION DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT

SUIVI DE LA CNUED - POINT CLÉ

AYLMER (Québec), le 26 novembre 1992 -- Lors de sa réunion d'aujourd'hui à Aylmer (Québec), le Conseil canadien des ministres de l'environnement a approuvé un plan d'action en trois points pour le CCME en guise de suivi de la Conférence des nations Unies sur l'environnement et le développement, qui s'est tenue au Brésil en juin. Les ministres ont également examiné de nouvelles données sur les émissions de gaz à effet de serre et ont convenu de rencontrer les ministres de l'Énergie au sujet des questions atmosphériques.

Suivi de la CNUED

En définissant ses priorités à la suite de la CNUED, le CCME a signalé qu'il assumerait un rôle de chef de file ou de partenaire dans les trois grands domaines suivants :

- 1) Appui de la ratification et de la mise en oeuvre hâtives de la Convention-cadre sur le changement climatique et de la Convention sur la diversité biologique.

Le CCME estime que son appui est important dans ce domaine en raison du fait que beaucoup des éléments clés des conventions relèvent de la compétence des provinces.

- 2) Mesures immédiates pour donner suite à des recommandations précises d'Action 21.

Le CCME a choisi six domaines d'action prioritaire parmi les centaines de recommandations formulées dans Action 21, soit : les établissements humains durables, l'eau douce, les produits chimiques toxiques, les déchets dangereux, les partenariats avec les peuples autochtones, et le lien entre l'environnement et la santé humaine.

- 3) L'intégration de l'environnement et de l'économie dans le processus décisionnel.

Ce domaine englobera une plus grande uniformisation des stratégies de développement durable des différents ordres de gouvernement.

Le Conseil des ministres a ajouté qu'en plus de ces trois domaines prioritaires, le CCME effectuera une surveillance dynamique de la surpêche par les étrangers sur la côte Atlantique.

Questions atmosphériques

a) Changement climatique

Les ministres ont pris acte des progrès accomplis en ce qui concerne les mesures de coup d'envoi et la stabilisation des émissions de gaz à effet de serre, mais ils ont constaté qu'il reste encore beaucoup de travail à faire à ce sujet. On prévoit que les mesures prises actuellement par les gouvernements et le secteur privé réduiront considérablement l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre qui, selon les prévisions actuelles, atteindrait 12 p. 100 entre 1990 et l'an 2000.

Les meilleures estimations actuelles des émissions canadiennes de gaz à effet de serre pour l'année 1990 sont les suivantes : 461 millions de tonnes de dioxyde de carbone, 3,7 millions de tonnes de méthane et 0,09 million de tonne d'oxyde nitreux. Le Canada contribue dans une proportion d'environ 2 p. 100 aux émissions mondiales de gaz à effet de serre.

b) Coopération avec les ministres de l'Énergie

Le CCME prévoit rencontrer dès que possible le Conseil des ministres de l'Énergie (CME) en 1993 dans le but de conclure un accord national sur la gestion des questions atmosphériques. Le CME appuie la ratification de la convention sur le changement climatique avant la fin de 1992.

c) Protocole de Montréal

Le Conseil a remarqué que des changements à l'élimination progressive, à la récupération et au recyclage des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adoptés par le CCME et proposés par le Canada à l'échelle internationale, ont été adoptés cette semaine à Copenhague par les signataires du Protocole de Montréal. Toutes les provinces appliquent ou élaborent des règlements qui visent récupérer et à recycler les substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Le commerce, la compétitivité et l'environnement

Les questions du commerce, de la compétitivité et de l'environnement sont devenues étroitement liées et sont maintenant un élément important du programme international, comme les négociations de l'Accord nord-américain de libre-échange l'ont démontré. Le Conseil des ministres a appuyé la création d'une commission nord-américaine de l'environnement qui se pencherait sur les questions du commerce, de la compétitivité et de l'environnement. Si l'ALENA est ratifié, la commission devrait également jouer un rôle de premier plan en matière de surveillance des répercussions de l'Accord sur l'environnement et de règlement des litiges liés à l'environnement. Le CCME continuera de participer aux discussions sur le mandat et la composition de la commission.

Évaluation environnementale

Le CCME a aussi préparé à Aylmer un accord-cadre pour uniformiser les évaluations environnementales. Cet accord, qui vise à assurer une certaine uniformité dans les évaluations environnementales au Canada, prépare la voie à des ententes bilatérales de coordination de ces évaluations. Cette coordination entre les deux ordres de gouvernements aidera à éviter le double emploi, établira des procédures claires et uniformes, permettra de centraliser les services destinés aux entreprises et à l'industrie et réduira la paperasserie réglementaire. L'accord-cadre garantira que chaque entente bilatérale comportera les mêmes principes de base.

Responsabilité des lieux contaminés

Des représentants de tous les gouvernements fédéral et provinciaux et de quelque 30 entreprises et organismes environnementaux cherchent à définir des principes communs sur la responsabilité du nettoyage des lieux contaminés. Le Conseil des ministres a reconnu l'importance de ce travail qui demeurera l'une des priorités du CCME.

Dépollution des lieux contaminés

Le CCME a reçu le deuxième rapport annuel relatif au Programme national d'assainissement des lieux contaminés. Ce programme quinquennal doté d'un budget de 250 millions de dollars a été mis en train par le CCME en 1989. Il permet de financer le nettoyage de propriétés à risque élevé, contaminées par des substances dangereuses, dans les cas où le responsable de la pollution est introuvable ou incapable de payer.

Vingt-quatre projets de décontamination de lieux et 21 projets axés sur la mise au point de nouvelles techniques de dépollution sont actuellement parachevés, approuvés ou en voie de conception dans différentes régions du pays. Les dépenses engagées à ce titre s'élèvent à près de 62 millions de dollars. Ces coûts sont partagés entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Nouveau président du CCME

Au terme de la réunion d'aujourd'hui, le ministre de l'Environnement de la Saskatchewan, l'honorable Bernhard Wiens, assumera la présidence du CCME, fonctions qui étaient occupées par le ministre fédéral de l'Environnement, l'honorable Jean Charest. La présidence du CCME est confiée à tour de rôle à un ministre pour une période d'un an.

Pour renseignements complémentaires:

Barbara Czech
CCME

Tél. : (204) 948-2090

Téléc. : (204) 948-2125

Hugues Lacombe

Environnement Canada

Tél. : (819) 997-6820

Téléc. : (819) 953-6789

(Also available in English)

Plan d'action consécutif à la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

1. Ratification et mise en oeuvre hâtives de la Convention-cadre sur le changement climatique et de la Convention sur la diversité biologique.

Le CCME proposera la tenue d'une réunion conjointe des ministres de l'Environnement et de l'Énergie pour évaluer les progrès accomplis et examiner les prochaines mesures à prendre pour appliquer la Convention sur le changement climatique.

Le CCME proposera la tenue, d'ici 1994, d'une réunion des conseils des ministres compétents pour examiner les progrès accomplis par le Canada dans la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique.

2. Suivi d'Action 21

Dans le choix des six domaines d'action prioritaires, le CCME s'est attaché aux activités exigeant un effort national concerté, touchant plusieurs provinces et régions, nécessitant un réexamen fondamental des politiques environnementales actuelles et ayant des répercussions internationales. Il a donc retenu les secteurs d'intervention suivants :

Les établissements humains durables

La création d'établissements humains durables pourrait offrir le moyen le plus efficace de prévoir et de prévenir le changement climatique futur et la réduction de la biodiversité. Le CCME encouragera les formules d'aménagement d'établissements humains, en collaboration avec les municipalités, les promoteurs, les planificateurs, etc.

L'eau douce

Le CCME accomplit déjà des travaux importants touchant les lignes directrices sur la qualité de l'eau. D'autres travaux serviront à évaluer ce qu'il reste à faire en ce qui concerne les eaux souterraines et de surface et consolideront ce que le CCME a déjà accompli dans ce domaine.

Les produits chimiques toxiques

Le CCME s'appuiera sur les initiatives en cours pour élaborer un programme proactif de sensibilisation aux produits chimiques toxiques et de remplacement de ceux-ci, en collaboration avec d'autres organismes nationaux compétents en la matière.

Les déchets dangereux

Le CCME s'appuiera sur les initiatives en cours pour élaborer un programme proactif de réduction des déchets dangereux et d'utilisation de produits chimiques de remplacement, en collaboration avec d'autres organismes nationaux compétents en la matière.

Les peuples autochtones

Le CCME entreprendra une étude pour cerner les possibilités de création de partenariats permettant d'associer les peuples autochtones à ses travaux. Cette étude s'inscrit dans la foulée des efforts récents en vue d'améliorer les partenariats conclus avec le grand nombre de groupes qui s'intéressent aux travaux du CCME.

Les liens entre la santé humaine et l'environnement

Conscient de l'inquiétude générale du public au sujet de l'incidence de l'environnement sur la santé humaine, le CCME proposera la tenue d'une réunion conjointe des ministres de la Santé et de l'Environnement pour examiner les domaines d'action communs.

3. Intégration de l'environnement et de l'économie dans le processus décisionnel

Le CCME accélérera ses travaux pour répondre aux besoins d'information des décideurs en matière d'environnement et d'économie et leur fournira des données sur l'évolution des habitudes de consommation et sur les nouveaux instruments économiques, comme l'échange de permis d'émissions, etc.

Le CCME rédigera en outre un document-cadre dans le but de contribuer à l'uniformisation des initiatives de développement durable des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

De concert avec de nombreux intéressés, le CCME participera à part entière au mécanisme d'élaboration d'un plan de développement durable pour l'avenir du Canada. Ce mécanisme a été mis en train lors d'une réunion tenue au début du moins de novembre sous la présidence de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. Presque tous les organismes nationaux qui s'intéressent au suivi de la CNUED ont participé à la réunion. Ils ont convenu de collaborer pour garantir un avenir marqué par le développement durable.

Le CCME effectuera une surveillance dynamique de la surpêche par les étrangers sur la côte Atlantique. Il recevra des rapports périodiques sur l'état de la situation, y compris la conférence sur la pêche hauturière qui se tiendra l'an prochain.

DOCUMENT: 830-467/004

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR LABOUR MARKET MATTERS**

Quebec's Position on Labour Force Development Issues

Quebec

TORONTO, Ontario
January 19 and 20, 1993

QUÉBEC'S POSITION ON LABOUR FORCE DEVELOPMENT ISSUES

QUÉBEC STRUCTURES

Over the years, Québec has developed various labour force management tools. As of 1969, the government began to put in place an administrative infrastructure, programs, and joint mechanisms with the private sector to provide a framework for dealing with labour force and employment development issues. More recently, the government adopted legislation creating the Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (SQDM), a joint corporation, controlled by the private sector, whose role is to manage Québec's labour force policy.

In many respects, Québec's labour force mechanisms are unique in Canada, as other provinces do not have a network of manpower vocational training commissions to estimate training and employment development needs and establish joint priorities with employers and worker representatives. Also, there is no provincial network to manage labour force policy elsewhere.

Québec's investments in labour force development have been authorized by successive governments to support provincial prerogatives in this area. Their goal was also to harmonize labour force development programs with the programs of other provincial regulatory bodies, particularly those concerned with education, skills development, labour legislation, industrial health and safety, trade qualifications, and labour standards.

Québec has never denied the substantial impacts of the federal government's macroeconomic policies on workers and employments. In the current context, it is absolutely essential that the federal government assume its responsibilities, particularly those linked to its larger economic policies (curbing inflation, monetary policy, interest rates, international commerce and policies for important sectors such as transport and agriculture). What Québec and its labour force partners have always insisted on is the harmonization of federal and Québec labour force development initiatives.

IMPOSSIBLE HARMONIZATION

Over the years, various attempts have been made to combine Québec and federal programs; however, the success of these efforts has always been a subject of much debate, even during times of intense cooperation between both levels of government. Indeed, federal-provincial coordination mechanisms have not always served our labour force objectives adequately and can act as a barrier to training, making it more complex and more difficult.

Today, the whole area of labour force development in Québec has become an example

of the inefficiency and complexity that can result when two networks operate on the same territory with the same clientele. All labour market players agree on this fact, regardless of current trends in the field or the political options they espouse.

This consensus is easy to understand, particularly when the problems created for workers who must cope with the redtape imposed by two networks are examined. Consider, for example, the company faced with imminent technological changes that needs help to retrain its workers.

This company will be visited by a representative of the Canada Employment and Immigration Commission (CEIC) and a Québec representative from a manpower vocational training commission. Both will attempt to promote the programs of their respective agencies. In many instances, the analysis of worker and company needs will be done twice, and federal financial assistance will be forthcoming only after the retraining plan presented by the Québec Manpower Vocational Training Commission is approved. Also, the commission will want to consider any federal assistance before deciding on Québec's contribution. It is certainly not difficult to imagine the flow of documents and the paperwork that the entire process will unleash.

Once assistance is authorized, each agency will have the company sign a contract. The CEIC will exercise the usual controls for the payment of subsidies and the commission will do the same for the training phase. Finally, each will have to certify that the actions of the company are in compliance with their respective program criteria.

In short, even with the best of intentions, numerous instances exist where there are two procedures, two civil servants, two series of controls and two sets of administrative forms. If we multiply this duplication by the thousands of financial assistance applications filed each year, the end result is unacceptable redtape for clients and large amounts of wasted tax dollars the same clients could benefit from.

Harmonization, and this is not an attempt to minimize the problem, is possibly less of an issue in other provinces, as they do not have provincial labour force management infrastructures. Also, most provinces have chosen to leave the management of their labour force programs chiefly to the federal government. And Québec does not question that choice.

Viewed from outside Québec, one could conclude that harmonization of Québec's labour force policy could be achieved by abolishing Québec's labour force management structure. This would be possible, if labour force development were not so closely interwoven with other spheres of activity that are clearly identified as provincial jurisdictions; education is an example. Also, this solution overlooks the fact

that Québec's labour market is fairly different from other labour markets in Canada. And to respond to this difference, it is important that labour force policies be defined in Québec with the strong support of employers and worker representatives. The truth is that Canada has several labour markets, a fact that provinces and territories recognized in the document "Partners for People," published in 1989.

The Québec government and its labour market partners have concluded that the real solution to the problems of overlapping, duplication, and lack of coordination is to combine the management of all labour force programs, and to confer this responsibility to an agency that will establish priorities and act upon them, design and implement programs and control funds targeted for labour force development.

AGREEMENT ON FEDERAL OBJECTIVES

The unified management sought by Québec, however, does not prevent it from sharing Canada's larger objectives as defined in the federal labour force development policy. The Québec government subscribes completely to the following principles:

- greater involvement by the private sector in human resource development;
- deployment of labour market policy funds to more active measures;
- utilization to more productive ends of unemployment insurance benefits;
- additional training efforts and the need to seek higher standards;
- a Canadian economic union to be realized through a skilled and mobile work force.

A TWO-PRONGED APPROACH

Québec's labour market partners position has two inseparable aspects. The first is to channel the federal funds targeted for labour force development through a structure involving the private sector, including unemployment insurance funds for the same purpose. The term "labour force development" is used to cover occupational training, placement, labour force adjustments to changing economic conditions, assistance to maintain and develop jobs, local job creation and assistance to organizations committed to employment development.

The second aspect concerns the management of the Unemployment Insurance program, which can be summarized as follows:

- (a) Québec continues to belong to the Canada Unemployment Insurance program;
- (b) the federal government retains responsibility for the Unemployment Insurance Act and its regulations (it is the federal government that establishes unemployment insurance eligibility criteria, contribution rates and national standards);
- (c) the Québec government negotiates an agreement to manage the Unemployment Insurance program on its territory.

Québec's position is based on the undisputed new direction of the program. Since the 1989 federal reform, UI funds have been used more and more to finance labour force development initiatives while funding from the federal Treasury is declining. Today, labour force programs are part of the fabric of the unemployment insurance program, and it is now almost impossible to separate them.

THE NEED FOR EFFICIENCY

Since services to businesses and workers must be improved and made more efficient, economical and coherent, Québec, with the accord of its economic partners, wants a single labour force development network (instead of the two existing networks). By channelling through the SQDM the funds targeted for labour force development, both governments will have taken an important step towards reaching it. Their objective of developing efficient and coherent programs. It will not, however, have solved the problem of a dual network. To administer UI benefits, the federal government must maintain its employment centres -- in many ways parallel to Québec's centres. Unemployed workers must visit these centres to obtain answers to their questions about unemployment insurance and then travel to Québec centres for their questions on labour force programs.

Certainly, the existence of a federal network has a greater impact than just the problem of client traffic. Canadian Employment Centres now managing unemployment insurance cannot limit their role to just issuing UI cheques. They must also offer unemployment workers programs and activities to facilitate their reintegration into the labour market. And these are the very programs that Québec labour market partners want to offer through a one-stop shopping.

It should be noted that a single network already exists to administer the Canada

Assistance Plan (CAP). Under this Canadian plan, each province makes its own social assistance legislation and regulations which, while respecting the larger national goals of the federal government, vary substantially from one province to another. In other words, even if the federal government, through CAP, spends more than 1.3 billion dollars per year in Québec, it has not established its own social assistance network.

Due to the fact that labour force and unemployment insurance programs will be linked in the future, it has become necessary, even inevitable, to unify these programs. In the first instance, the SQDM could ensure program delivery and, in the case of unemployment insurance, the federal government would retain responsibility for the plan, delegating only the administration.

The Québec government wants to SQDM, which is managed mainly by employer and union representatives, to be responsible for developing and managing labour force programs (based on the orientations and policies adopted by the government) and administering UI contributions. We are convinced that our labour market partners will propose programs better adapted to changing labour market conditions and will seek to make programs more efficient, and keep operating costs of the Société to a minimum.

The question of operating costs is very important. When the operating costs of Québec and Canada's labour force policy are examined in light of the costs of OECD countries that have an economy comparable to ours, the conclusion is that our yearly administrative and operating costs are more expensive (approximately 250 million dollars more Québec alone).

IMPACT ON OTHER PROVINCES

First, let us say that Québec will not receive less or more from the UI program than it does at the present time. Québec is not positioning itself to obtain more from the program. What Québec wants is to use these funds more effectively. When funds targeted for labour force programs are combined with Québec's funds, the effectiveness of our programs will be increased, as these monies will be channelled towards our economic priorities and managed jointly by our labour force partners. As for unemployment insurance, management by the SQDM will simplify administration, will mean important savings at the administrative level and will clearly improve customer services.

Other provinces that do not conclude similar agreements have nothing to fear from these arrangements. The Canadian UI program remains intact, and it is in no way threatened or changed by the arrangements that Québec hopes to conclude.

In the proposed plan, Québec and its partners will not be in a position to extract more than their share of federal credits and UI funds. What Québec proposes is to involve partners in the management of their own funds (monies from contributions). Who would want to suggest that labour market partners will not manage their own funds at least with the same rigor as that of employees in a federal agency?

Also of first importance is our concern for quality customer services. This implies eliminating duplication and simplifying the procedures and steps that individuals and businesses must take to benefit from services and programs. Quality will also depend on our ability to adapt to the special situation of clients and to regional diversity, and also on the timely manner in which administrative changes are made to meet the changing needs of workers, unemployed persons and businesses.

CONCLUSION

It has always been clear that the arrangements sought by Québec are possible in the current constitutional context. Québec's proposals do not require a constitutional amendment. What is important is that the federal system not remain static. It must and should be able to adapt to today's changing conditions and demonstrate some degree of flexibility when faced with the imperatives of efficiency and economic viability. The current economic context and the deep restructuring taking place in our industries have obliged the federal and provincial governments to become more efficient. Finally, the most expensive solutions, because they will be the least troublesome, are no longer acceptable. If consideration is given only to principles of efficiency and the good management of labour market programs, and also the need to reduce unemployment rates, then it is important in the near future for Québec and Canada to conclude new arrangements.

DOCUMENT: 830-467/004

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES QUESTIONS RELATIVES AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

La position du Québec dans le domaine de la main-d'oeuvre

Québec

**TORONTO (Ontario)
Les 19 et 20 janvier 1993**

LA POSITION DU QUÉBEC DANS LE DOMAINE DE LA MAIN-D'OEUVRE

Les structures québécoises

Depuis de nombreuses années, le Québec s'est doté de divers instruments pour gérer sa politique du marché du travail. Le gouvernement a en effet mis en place, à compter de 1969, une infrastructure administrative, des programmes et des mécanismes de partenariat avec le secteur privé pour traiter des questions relatives au développement de la main-d'oeuvre et de l'emploi. Plus récemment, il a adopté une politique de développement de la main-d'oeuvre et il a créé, par législation, la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, une structure de partenariat contrôlée par le secteur privé à qui il confie la gestion de cette politique.

À plusieurs égards, les structures et les mécanismes implantés au Québec dans le domaine de la main-d'oeuvre sont uniques au Canada. Il n'existe pas ailleurs au Canada un réseau provincial de commissions de formation professionnelle chargé d'estimer les besoins de formation et de développement de la main-d'oeuvre et d'établir, en partenariat avec les employeurs et les représentants des travailleurs, les priorités de ce développement. Il n'y a pas non plus ailleurs, un réseau provincial de gestion des programmes de main-d'oeuvre.

Les investissements du Québec dans le domaine de la main-d'oeuvre ont été consentis par les divers gouvernements qui se sont succédés à Québec pour soutenir les prérogatives provinciales dans ce domaine. Ils avaient aussi pour but d'arrimer les interventions gouvernementales en main-d'oeuvre avec celles découlant d'autres compétences provinciales, notamment l'éducation, la qualification professionnelle, la législation du travail, la santé et la sécurité au travail, l'exercice des professions et les normes du travail.

Le Québec n'a jamais contesté que les politiques macro-économiques du gouvernement canadien ont des effets considérables sur la main-d'oeuvre et l'emploi. Dans ce contexte, il est absolument essentiel que le gouvernement fédéral assume, notamment dans le domaine de la main-d'oeuvre, les responsabilités qui découlent de ses grandes politiques économiques (lutte à l'inflation, politiques monétaires, fixation des taux d'intérêt, commerce international et diverses politiques sectorielles comme celle du transport, de l'agriculture). Mais le gouvernement du Québec et ses partenaires du marché du travail ont toujours insisté sur l'harmonisation des interventions fédérales avec celles du Québec.

L'impossible harmonisation

Au fil des ans, divers efforts ont été déployés de part et d'autres pour atteindre cet objectif d'harmonisation. Les succès de ces tentatives ont toujours été très mitigés, même pendant les périodes de grande coopération entre les deux ordres de

gouvernement. Les mécanismes de coordination fédérale-provinciale ont contribué eux-mêmes à rendre la gestion des programmes de main-d'oeuvre, sur le territoire du Québec, plus lourde et plus complexe encore. Des ressources importantes sont en effet consacrées au fonctionnement de divers comités fédéraux-provinciaux opérant dans chaque région et à l'échelle de tout le Québec de même qu'au double contrôle des activités et des dépenses.

Aujourd'hui au Québec, le domaine de la main-d'oeuvre est devenu l'illustration par excellence de confusion, de lourdeur et de l'inefficacité engendrées par la présence sur un même territoire de deux réseaux opérant auprès d'une même clientèle. Ce constat fait l'unanimité dans les milieux concernés, par delà les tendances idéologiques et les options politiques des uns et des autres.

On comprend aisément ce consensus, compte tenu de la lourdeur qu'impose aux clientèles le double réseau de main-d'oeuvre. Prenons l'exemple d'une entreprise qui désire obtenir de l'aide pour recycler sa main-d'oeuvre en prévision d'un changement technologique imminent.

Cette entreprise va recevoir la visite d'un représentant de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada (CEIC) et d'un représentant d'une commission de formation professionnelle du Québec (CFP), chacun exposant les programmes de son organisation. Dans bien des cas, on fera en double le diagnostic de la situation de la main-d'oeuvre et l'identification du besoin de formation. L'aide financière fédérale sera accordée conditionnellement à l'approbation du plan de formation par la CFP. De même, la CFP tiendra compte de l'aide financière octroyée par la CEIC avant de décider de la contribution financière du Québec. On imagine aisément la chassé-croisé de formulaires et de documents auxquels ce processus donne lieu.

Une fois l'aide autorisée, chaque organisation fera signer un contrat à l'entreprise. Puis la CEIC exercera les contrôles d'usages pour le versement des subventions et la CFP fera de même au regard du volet de formation. Enfin, chaque administration attestera de la conformité des actions de l'entreprise avec les normes spécifiques des programmes fédéraux d'une part et québécois d'autre part.

Bref, même avec les meilleurs intentions, il y a simultanément dans de nombreuses situations, deux démarches, deux fonctionnaires, deux séries de contrôles et deux procédures administratives. En multipliant ces dédoublements par des milliers d'interventions en matière de main-d'oeuvre, on aboutit à une complexité administrative inacceptable pour le client et à un gaspillage important de ressources dont le client lui-même aurait pu bénéficier.

Le problème de l'harmonisation, sans être anodin, est probablement moins aigu dans

les autres provinces canadiennes, en raison de l'absence d'infrastructures provinciales de gestion en matière de main-d'oeuvre. La plupart des autres provinces ont, dans une large mesure, confié la gestion des programmes de main-d'oeuvre au gouvernement fédéral. Le Québec ne conteste aucunement ce choix.

Vu de l'extérieur, on pourrait penser que la réponse du Québec au problème de l'harmonisation en matière de main-d'oeuvre pourrait passer par l'abolition de la structure québécoise de gestion des programmes de main-d'oeuvre. Cette solution pourrait être envisagée si le domaine de la main-d'oeuvre n'était pas à ce point imbriqué à d'autres sphères d'activités qui sont du ressort incontestable des provinces, comme celui de l'éducation. Cette solution irait aussi à l'encontre de la réalité voulant que le marché du travail au Québec diffère passablement de plusieurs autres marchés du travail au Canada et que pour répondre à cette spécificité relative, il faut que les orientations des politiques de main-d'oeuvre soient définies au Québec, avec le maximum d'engagement des employeurs et des représentants des travailleurs. Cette réalité de plusieurs marchés du travail au Canada a d'ailleurs été reconnue par les gouvernements provinciaux et territoriaux dans le document "partenaires pour l'avenir" publié en 1989.

Le gouvernement du Québec et ses partenaires du marché du travail en sont venus à la conclusion que la vraie solution aux problèmes de chevauchement, de dédoublement et de manque d'harmonisation consiste à unifier la gestion de tous les programmes de main-d'oeuvre et de la confier à la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre. Celle-ci sera chargée d'établir les priorités, de définir et mettre en application les programmes et de contrôler l'utilisation des fonds destinés au développement de la main-d'oeuvre.

Accord sur les grands objectifs

La gestion unifiée que recherche le Québec ne l'empêche cependant pas de partager les grands objectifs que poursuit le gouvernement du Canada dans sa politique de développement de la main-d'oeuvre. Le gouvernement du Québec souscrit entièrement aux principes:

- de l'implication accrue du secteur privé dans le développement des ressources humaines;
- du redéploiement vers les mesures actives des budgets consacrés à la politique du marché du travail;
- de l'utilisation de l'assurance-chômage à des fins productives;

- d'efforts additionnels en matière de formation et de la nécessité de rechercher les plus hauts standards;
- d'une union économique canadienne qui passe notamment par une main-d'oeuvre plus compétente et plus mobile.

Une position en deux volets

La position de l'ensemble des partenaires québécois comporte deux volets indissociables. Il s'agit en premier lieu de canaliser, à l'intérieur d'une structure contrôlée par le secteur privé, les budgets fédéraux consacrés au développement de la main-d'oeuvre, y compris ceux puisés à cette fin à même le compte d'assurance-chômage. Par "développement de la main-d'oeuvre", on couvre la formation professionnelle, le placement, l'adaptation de la main-d'oeuvre aux changements de l'environnement économique, l'aide au maintien et au développement de l'emploi, la création locale d'emplois et l'aide aux organismes du milieu engagés dans le développement de l'emploi.

L'autre volet a trait à la gestion de l'assurance-chômage. Il peut se résumer ainsi:

- a) le Québec continue d'adhérer au régime canadien d'assurance-chômage;
- b) le gouvernement fédéral demeure responsable de la Loi sur l'assurance-chômage et de sa réglementation (c'est lui qui fixe les critères d'admissibilité à l'assurance-chômage, les taux de cotisation et les normes nationales du régime);
- c) le gouvernement du Québec négocie une entente en vertu de laquelle, il gérera sur son territoire le régime d'assurance-chômage.

La position québécoise est motivée par une réalité incontournable du régime d'assurance-chômage. Depuis la réforme fédérale de 1989, le compte ou la caisse d'assurance-chômage sert de plus en plus à financer les mesures de développement de la main-d'oeuvre alors que le financement provenant du Trésor fédéral diminue. Maintenant, il y a une imbrication des programmes de main-d'oeuvre avec le régime d'assurance-chômage. Il devient quasi-impossible de les dissocier.

Des impératifs d'efficacité

Pour des raisons d'efficacité, d'économie, de cohérence et d'amélioration des services aux entreprises et à la main-d'oeuvre, le Québec, avec l'appui de ses partenaires économiques, réclame la mise en place d'un seul réseau de main-d'oeuvre (au lieu des deux réseaux actuels). En canalisant vers la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre les budgets consacrés au développement de la main-d'oeuvre, les deux gouvernements franchiraient un pas important vers ces objectifs d'efficacité et de cohérence, mais ils n'auraient pas réglé le problème du double réseau. Pour administrer les prestations d'assurance-chômage, le gouvernement fédéral devrait maintenir ses bureaux fédéraux pour les questions relatives à l'assurance-chômage et au réseau québécois pour les programmes de main-d'oeuvre.

En réalité, la présence du réseau fédéral a des conséquences nettement plus grandes que le va-et-vient des clientèles. Les centres d'emploi du Canada qui gèrent actuellement le régime d'assurance-chômage, ne peuvent pas limiter leurs interventions à l'émission des chèques d'assurance-chômage. Ils doivent aussi offrir aux chômeurs des programmes et activités qui facilitent leur réintégration au marché du travail. Or, ce sont exactement les programmes que les partenaires québécois veulent offrir par le biais d'un guichet unique.

Il convient de dire que l'idée d'un seul réseau existe déjà dans le cadre du régime d'assistance publique du Canada. En vertu de ce régime canadien, chaque province élabore sa législation et sa réglementation en matière d'aide sociale qui, tout en respectant les grands objectifs nationaux définis par le gouvernement fédéral, varie substantiellement d'une province à l'autre. Autrement dit, même si le gouvernement fédéral dépense plus de 1,3 milliard \$ par année au Québec dans le cadre du RAPC, il n'a pas mis en place son propre réseau d'aide sociale.

Compte rendu des liens qui unissent désormais les programmes de main-d'oeuvre et l'assurance-chômage, il devient nécessaire et inévitable d'unifier à la fois la gestion des programmes de main-d'oeuvre et celle de l'assurance-chômage. Dans le premier cas, la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre assure la maîtrise d'oeuvre; dans le cas de l'assurance-chômage, c'est le gouvernement fédéral qui conserve la responsabilité du régime, ne déléguant que la gestion ou l'administration.

Le gouvernement du Québec veut confier à la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, dirigée majoritairement par les partenaires patronaux et syndicaux, la responsabilité d'élaborer les programmes de main-d'oeuvre (en fonction des orientations et des politiques adoptées par le gouvernement) et de gérer ces programmes et le régime d'assurance-chômage. Les partenaires du marché du travail vont certainement proposer des programmes mieux adaptés à la réalité changeante

du marché du travail et ils vont se soucier de l'efficacité des interventions de la Société et de la réduction des frais administratifs.

Cette question des frais d'administration est très importante. Lorsque l'on compare les frais d'administration de la politique du marché du travail au Québec et au Canada avec celle des pays de l'OCDE qui ont une structure économique comparable à la nôtre, on en arrive à la conclusion que les dépenses d'administration et de fonctionnement coûtent environ 250 \$ millions de plus par année chez-nous, au Québec.

L'impact pour les autres provinces

Disons tout d'abord que le Québec ne retirerait pas plus ni moins du régime d'assurance-chômage que dans la situation actuelle. Le Québec ne se positionne pas pour accroître sa part du budget de l'assurance-chômage. Il veut utiliser le même argent à meilleur escient. En unifiant les budgets fédéraux consacrés aux programmes de main-d'oeuvre à ceux du Québec, il sera possible d'accroître l'efficacité des interventions en affectant ces budgets aux priorités de l'économie québécoise et en gérant ces budgets en partenariat. Quant à l'assurance-chômage, la gestion par la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre a pour but de simplifier l'administration, de réaliser d'importantes économies au plan de l'administration et d'améliorer nettement le service à la clientèle.

Les autres provinces qui ne concluraient pas des ententes comparables à celle du Québec n'ont rien à craindre de ces arrangements. Le régime canadien d'assurance-chômage demeure intact. Il n'est aucunement menacé ou altéré par les arrangements souhaités par le Québec.

Dans l'organisation proposée, le Québec ou ses partenaires ne sera pas en position de retirer plus que sa part des crédits fédéraux et des fonds de l'assurance-chômage. En matière d'assurance-chômage, ce sont les partenaires qui vont participer à la gestion de leur propre argent, celui de leurs cotisations. Qui osera soutenir que les partenaires du marché du travail n'auront pas, dans la gestion de leurs propres fonds, une rigueur administrative au moins comparable à celle que peuvent assurer des employés d'une agence fédérale?

Il faut aussi placer aux premiers rangs des préoccupations, la qualité du service à la clientèle. Cela implique l'élimination des doublages et la simplification des procédures et des démarches que doivent entreprendre les individus et les entreprises pour bénéficier des services et des programmes. La qualité des services requiert aussi l'adaptation des mesures au contexte particulier des clientèles et des régions, de

même que la rapidité avec laquelle l'administration procède aux ajustements pour répondre aux besoins changeants des travailleurs, des chômeurs et des entreprises.

En conclusion, il fut toujours clairement établi que les arrangements auxquels le gouvernement du Québec souhaite en arriver peuvent être réalisés dans le cadre constitutionnel actuel. Le système fédéral ne doit pas être figé; il doit pouvoir évoluer, s'adapter aux réalités changeantes de notre temps et faire preuve de flexibilité lorsque les impératifs d'efficacité et de rentabilité économique le commandent. L'état de notre économie et l'ampleur des changements structuraux qu'on y observe obligent les gouvernements à rechercher la plus grande efficacité. On ne peut plus retenir les solutions les plus coûteuses sous prétexte qu'elles sont moins dérangeantes. Il importe donc que du strict point de vue de l'efficacité et de la rentabilité des interventions gouvernementales dans le domaine de la main-d'oeuvre, notamment afin de réduire le taux de chômage, le Québec puisse conclure à brève échéance, un nouvel arrangement entre les deux ordres de gouvernement.

MMSRFP
93-01-19

DOCUMENT: 830-467/005

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR LABOUR MARKET MATTERS**

Communiqué

Quebec

**TORONTO, Ontario
January 19 and 20, 1993**

TRANSLATION
FROM FRENCH

PRESS RELEASE

"THE FEDERAL GOVERNMENT MUST NEGOTIATE WITH QUEBEC IN THE NAME OF EFFECTIVENESS AND COHERENCE"

Minister André Bourbeau

Toronto, January 20, 1993. André Bourbeau, the Quebec Minister of Manpower, Income Security and Skills Development, asked the federal government to promptly reconsider its decision not to undertake negotiations with Quebec leading to the creation of "one-stop shopping" for all manpower programs and services.

At the conclusion of the Federal-Provincial Conference of Ministers Responsible for Labour Market Matters, Mr Bourbeau deplored the fact that Manpower and Immigration Canada continues to maintain two manpower networks in Quebec, resulting in duplication of services, costly and burdensome administration, a very complex and involved organization and ineffective government initiatives.

The minister from Quebec said that the area of manpower in Quebec, which is crucial for economic development, represents one of the most striking examples of the ineffectiveness and complexity created by federal-provincial overlapping. "These problems must be dealt with. We can no longer afford to waste our energy and resources in unproductive squabbling," he added.

Mr Bourbeau pointed out that the two orders of government are spending \$9.6 billion this year to redress imbalances in the labour market. This represents close to 6% of the Gross Domestic Product. "It is absolutely imperative that this considerable investment be better directed toward the priorities of the partners in Quebec's labour market and be used to reduce the unemployment rate and improve workers' skills. If we do not solve the problems of federal-provincial management or fail to involve employers and unions in managing the funds available, we will have to put up with high levels of unemployment," the Quebec minister maintained.

Mr Bourbeau insisted that the unified management that the Government of Quebec is calling for, with the unanimous support of its partners in the labour market, is completely practicable under the current constitutional system. Those who bring up the results of the autumn referendum to argue for the status quo must realise that Quebec and the rest of Canada did not vote for a federalism set in amber on October 26. We must make the federal system effective and learn to adapt it to the economic challenges

of today and tomorrow. Quebec's aspirations represent no threat to the integrity of federal institutions or to the Canadian Parliament's responsibilities for unemployment insurance and the operation of the Canadian economic union.

"The federal government must promptly reconsider its position and agree to shortly begin discussions with Quebec leading to the creation of "one-stop shopping", an arrangement that guarantees the maximum effectiveness of labour-market initiatives," Mr Bourbeau concluded.

TRANSLATION
FROM FRENCH

EXCHANGE OF CORRESPONDENCE ON "ONE-STOP SHOPPING"

Minister's statement in the National Assembly on
December 13, 1990:

"The Government of Quebec thus intends to undertake discussions with the federal government with the clear objective of creating "one-stop shopping" in Quebec for all matters relating to labour adjustment. . . I want to make it clear that gaining control of all the tools of a labour adjustment and skills development policy is wholly practicable within the existing constitutional framework."

Letter of December 13, 1990, from
André Bourbeau to
Barbara McDougall:

"This essential rationalization will not work if both governments continue to operate in this area in Quebec."

Response from Barbara McDougall
January 14, 1991:

"Nevertheless, our government has made it very clear that we are not prepared to negotiate piecemeal and that we are waiting for the emergence of an overview of the division of responsibilities between the two levels of government. I must, therefore, inform you that I am not able to undertake discussions concerning a possible transfer of responsibilities in the field of manpower training and labour adjustment, or the transfer of related funds, including a transfer by administrative agreement."

Reply from André Bourbeau
January 21, 1991:

"It is inaccurate to call our labour initiative a "piecemeal" approach within the context of a broader strategy on the division of responsibilities between the two orders of government. Our sole concern remains that government labour adjustment initiatives be effective and that they complement private sector initiatives. It is in the name of this effectiveness and

coherence that we continue to call for a single manpower network in Quebec.

The new arrangement that we seek is essentially administrative and can be concluded within the existing constitutional framework."

Letter of March 12, 1991, from
Barbara McDougall

"Nevertheless, I must remind you that I have neither the authority nor the mandate to discuss a transfer of responsibilities. That is a matter that must be discussed within the overall framework of the division of responsibilities between the federal government and the provincial and territorial governments. I must thus advise you that I cannot discuss the federal government's withdrawal from labour market programs or the possible transfer of responsibilities through an administrative agreement."

Letter of September 20, 1991, from
André Bourbeau to
Bernard Valcourt:

"Ms Barbara McDougall informed me that the federal government linked Quebec's requests to the constitutional review process. I deplore this approach because, even if perfect constitutional harmony reigned in the country, Quebec would formulate the same demands with respect to the labour market; it is that urgent for Quebec's economic development that manpower programs be made effective and adapted to the priorities of the labour market in Quebec."

Response from Bernard Valcourt
October 23, 1991:

"You broached this point with my colleague, Barbara McDougall, by talking about a possible administrative agreement. She informed you that she had neither the authority nor the mandate to discuss a transfer of responsibilities and that this question would have to be considered within the overall framework of constitutional discussions. I am of the same opinion."

Letter from André Bourbeau
November 5, 1991:

"The proposal for repatriation is now part of the constitutional discussions and we have agreed that it will proceed within the context of the constitutional review already under way. The need for such a repatriation has existed for a long time, and I have always been prepared, while awaiting the outcome of constitutional talks, to discuss an administrative arrangement with your government that might give it concrete form."

1992.10.06

DOCUMENT: 830-467/005

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES QUESTIONS RELATIVES AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

Communiqué

Québec

**TORONTO (Ontario)
Les 19 et 20 janvier 1993**

COMMUNIQUÉ

"LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DOIT NÉGOCIER AVEC LE QUÉBEC AU NOM DE L'EFFICACITÉ ET DE LA COHÉRENCE."

Le ministre André Bourbeau

Toronto, le 20 janvier 1993. Le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle du Québec, monsieur André Bourbeau, demande au gouvernement fédéral de réviser dans les meilleurs délais, sa décision de ne pas entreprendre des négociations avec le Québec sur la création d'un guichet unique pour tous les programmes et services de main-d'oeuvre.

Au terme de la conférence fédérale-provinciale des ministres responsables de la main-d'oeuvre au Canada, monsieur Bourbeau déplore que le ministre canadien de l'Emploi et de l'Immigration persiste à maintenir au Québec deux réseaux de main-d'oeuvre, entraînant des doubléments de services, une lourdeur administrative fort coûteuse, une organisation très complexe et enchevêtrée de même que l'inefficacité des interventions des gouvernements.

Le ministre québécois a rappelé qu'au Québec, le domaine de la main-d'oeuvre, pourtant crucial pour le développement économique, représente l'une des pires illustrations de l'inefficacité et de la complexité engendrées par les chevauchements fédéraux-provinciaux. "Il faut s'attaquer à ces problèmes. Nous n'avons plus les moyens de gaspiller nos énergies et nos ressources dans des querelles improductives," a-t-il ajouté.

Monsieur Bourbeau a souligné que les deux ordres de gouvernement consacrent cette année 9,6 milliards \$ pour atténuer les effets des déséquilibres que l'on observe sur le marché du travail. Cela représente presque 6% du Produit intérieur brut. "Il est absolument impératif que ces investissements considérables soient davantage canalisés vers les priorités des partenaires du marché du travail québécois et qu'ils servent à réduire le taux de chômage et à accroître les compétences de la main-d'oeuvre. Si nous ne réglons pas nos problèmes de gestion fédérale-provinciale et si nous ne réussissons pas à faire participer les employeurs et les syndicats à la gestion des budgets disponibles, nous allons devoir tolérer des taux de chômage élevés," a souligné le ministre du Québec.

Monsieur Bourbeau a insisté pour dire que la gestion unifiée que réclame le gouvernement du Québec, avec l'appui unanime de ses partenaires du marché du travail, peut parfaitement se réaliser dans le régime constitutionnel actuel. Ceux qui invoquent les résultats du référendum de l'automne pour maintenir le statu quo devraient réaliser que les Canadiens et les Québécois n'ont pas voté, le 26 octobre dernier, pour un fédéralisme figé. Il faut rendre le système fédéral efficace et savoir le faire évoluer pour répondre aux défis économiques d'aujourd'hui et de

demain. Les attentes du Québec ne menacent en rien l'intégrité des institutions fédérales et les responsabilités que doit assumer le Parlement canadien à l'égard de l'assurance-chômage et du fonctionnement de l'union économique canadienne.

"Le gouvernement fédéral doit donc réviser rapidement sa position et engager à brève échéance avec le Québec des discussions menant à l'instauration d'un guichet unique, arrangement qui garantit la plus grande efficacité des interventions dans le domaine de la main-d'oeuvre," a conclu monsieur Bourbeau.

L'ÉCHANGE DE CORRESPONDANCE AU SUJET DU «GUICHET UNIQUE»

Déclaration ministérielle à l'Assemblée nationale le 13 décembre 1990 :

«Le gouvernement du Québec entend donc entreprendre avec le gouvernement fédéral des négociations dont l'objectif clair consiste à créer un guichet unique au Québec pour toutes les questions relatives à l'adaptation de la main-d'oeuvre»... «Je tiens à préciser que la maîtrise d'oeuvre de tous les outils d'une politique d'adaptation de la main-d'oeuvre et de formation professionnelle peut se réaliser dans le cadre constitutionnel actuel».

Lettre du 13 décembre 1990 de
monsieur André Bourbeau à
madame Barbara McDougall :

«Cette rationalisation indispensable ne peut pas s'opérer en maintenant au Québec, la présence de deux administrations dans ce champ de compétence».

Réponse de madame Barbara McDougall
le 14 janvier 1991 :

«Cependant, notre gouvernement a bien précisé que nous ne sommes pas prêts à négocier à la pièce et que nous attendons qu'une vue d'ensemble puisse se dégager concernant le partage des responsabilités entre les deux paliers de gouvernement. Je dois donc vous informer que je ne suis pas en mesure d'entreprendre des discussions concernant un transfert éventuel de responsabilités dans le domaine de la formation et de l'adaptation de la main-d'oeuvre, ni des fonds y afférents, y compris un transfert par entente administrative».

Réplique de monsieur André Bourbeau
le 21 janvier 1991 :

«Il n'est pas exact de qualifier notre démarche dans le domaine de la main-d'oeuvre de geste «à la pièce» dans le cadre d'une stratégie plus large portant sur le partage des responsabilités entre les deux ordres de gouvernement. Notre seule préoccupation demeure l'efficacité des interventions du gouvernement en matière d'adaptation de la main-d'oeuvre et la complémentarité de ces actions avec celles du secteur privé. C'est au nom de cette efficacité et de cette

cohérence que nous revendiquons fermement la présence au Québec d'un seul réseau de main-d'oeuvre.

Le nouvel arrangement que nous recherchons est essentiellement administratif et il peut être conclu dans le cadre constitutionnel actuel».

**Lettre du 12 mars 1991 de
madame Barbara McDougall :**

«Cependant, je dois vous rappeler que je n'ai ni l'autorité ni le mandat pour discuter d'un transfert de responsabilités. Il s'agit d'une question que l'on doit aborder dans le cadre global de la répartition des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux. Par conséquent, je dois vous prévenir que je ne peux discuter le retrait du gouvernement fédéral des programmes du marché du travail ni aborder la question du transfert éventuel de responsabilités par le biais d'une entente administrative».

**Lettre du 20 septembre 1991 de
monsieur André Bourbeau à
monsieur Bernard Valcourt :**

«Madame Barbara McDougall m'a fait savoir que le gouvernement fédéral associait les demandes du Québec au processus de révision constitutionnelle. J'ai déploré cette orientation parce que, même si la plus grande harmonie constitutionnelle régnait au pays, le Québec formulerait les mêmes demandes dans le domaine de la main-d'oeuvre, tant est urgente pour le développement économique du Québec la nécessité de rendre les programmes de main-d'oeuvre efficaces et dessinés à partir des priorités du marché du travail propre au Québec».

**Réponse de monsieur Bernard Valcourt
le 23 octobre 1991 :**

«Vous aviez abordé ce point avec ma collègue, Barbara McDougall, en parlant d'entente administrative possible. Elle vous avait fait part qu'elle n'avait ni l'autorité ni le mandat pour discuter d'un transfert de responsabilités et que cette question devrait s'inscrire dans le cadre global des discussions constitutionnelles. Je partage son avis...»

**Lettre de monsieur André Bourbeau
le 5 novembre 1991 :**

«Ce projet de rapatriement fait maintenant partie des discussions constitutionnelles et nous avons convenu qu'il suivrait son cours dans le processus de révision constitutionnel qui est déjà engagé. La nécessité d'un tel rapatriement s'impose toutefois depuis fort longtemps et j'ai toujours été prêt, en attendant l'aboutissement des pourparlers constitutionnels à discuter avec votre gouvernement un arrangement administratif qui aurait pu lui donner une forme concrète».

DOCUMENT: 830-467/006

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR LABOUR MARKET MATTERS**

Federal-Provincial-Territorial Joint Communiqué

**TORONTO, Ontario
January 19 and 20, 1993**

Federal-Provincial-Territorial Joint Communiqué

Ministers with Responsibility for Labour Market Matters agreed today to take steps together to enhance the skill levels of Canadians.

Governments will focus on improving the way programs and services are delivered to clients and on simplifying the entry process of publicly-funded labour force development programs. Different approaches will be necessary to meet the range of labour force development needs which prevail across Canada. Governments undertook to meet on a bilateral federal-provincial/territorial basis to explore issues of concern to each jurisdiction.

Provincial/territorial governments adopted the following principles to guide new cooperative arrangements:

- the need for a flexible and equitable approach that meets economic development and labour market needs and circumstances of each jurisdiction
- more effective use of public funds in support of service to clients
- the need for a fair allocation of resources to accompany any negotiated reallocation of responsibilities
- terms and conditions of the arrangements should be secure
- an open process
- a strong national UI system

Intergovernmental co-operation

Ministers reaffirmed the importance of intergovernmental co-operation in the area of labour force development. Accordingly, provinces, territories and the federal government established the Forum of Labour Market Ministers, which will set and implement an annual agenda of intergovernmental labour market projects. Ministers agreed to meet at least annually to ensure the effective co-ordination of federal, provincial and territorial efforts. Ministers agreed that because of the pivotal role of the structures being established by many governments to give a leadership role to the labour market partners, governments will examine ways to foster linkages and improved national dialogue among these structures and between boards and governments.

It was agreed, in light of this being the first meeting of Ministers in four years, that at least over the next year more meetings would be desirable. Ministers expressed their commitment to meet again to share progress in an early meeting of the Forum of Labour Market Ministers.

Occupational standards

Ministers welcomed the steps being taken to expand the Interprovincial Standards or "Red Seal" Program in Apprenticeship. The Red Seal program allows workers in the skilled trades to write a single exam, and obtain a credential which is recognized beyond their home province.

Ministers noted the work of Internal Trade Ministers in follow-up to the commitment of First Ministers to remove barriers to internal trade, and agreed to take leadership in meeting joint commitments with respect to labour mobility. They directed Deputy Ministers to develop plans to follow up on this work.

Private sector investment in training

Ministers agreed that employers should have primary responsibility for training their employees, and reviewed means of increasing levels of private sector investment in training. Ministers endorsed a number of principles to guide the efforts of governments in this area, including the fostering partnerships, portability of credentials, and equitable access to training.

Barriers to work and training for social assistance recipients, the unemployed and the working poor

Ministers noted that a number of factors combine to make it difficult for those who are unemployed or receiving social assistance to enter or re-enter the labour force, and for the working poor to remain in the labour force. Governments are committed to taking action to redress these barriers.

DOCUMENT: 830-467/006

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES QUESTIONS RELATIVES AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

Communiqué conjoint fédéral-provincial-territorial

**TORONTO (Ontario)
Les 19 et 20 janvier 1993**

Communiqué fédéral-provincial-territorial

Les ministres responsables des questions relatives au marché du travail ont convenu aujourd'hui de mesures communes visant à accroître le niveau de compétence des Canadiens.

Les gouvernements veilleront tout spécialement à améliorer la façon dont les programmes et les services sont offerts aux clients ainsi qu'à simplifier le mécanisme d'admission des programmes de mise en valeur de la main-d'oeuvre, financés à même les deniers publics. Il faudra adopter des démarches différentes pour répondre à l'éventail de besoins dans ce domaine au Canada. Les gouvernements s'engagent à tenir des réunions fédérales-provinciales-territoriales afin d'étudier les points qui préoccupent chacun des gouvernements.

Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont adopté les principes suivants qui régiront la nouvelle collaboration :

- . la nécessité d'une démarche souple et équitable qui tient compte des besoins et des conditions du marché du travail ainsi que du développement économique au sein de chaque province ou territoire;
- . une utilisation plus efficace des fonds publics consacrés au service à la clientèle;
- . la nécessité de consacrer de manière équitable des ressources dans le contexte d'une redéfinition négociée des responsabilités respectives;
- . les modalités des accords doivent être arrêtées;
- . un mécanisme transparent;
- . un régime d'assurance-chômage national fort.

Coopération intergouvernementale

Les ministres ont réitéré l'importance de la coopération intergouvernementale dans le domaine de la mise en valeur de la main-d'oeuvre. En conséquence, les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral ont créé le Forum des ministres responsables du marché du travail qui réalisera un programme annuel de projets intergouvernementaux en matière de marché du travail. Les ministres ont convenu de se réunir au moins annuellement pour garantir la coordination efficace des efforts fédéraux, provinciaux et territoriaux. Ils ont également décidé qu'en raison du rôle primordial des appareils que créent actuellement bon nombre de gouvernements afin de confier un rôle de chef de file aux partenaires du marché du travail, les

gouvernements étudieront des façons de favoriser des liens et un meilleur dialogue national au sein de ces appareils et entre les commissions et les gouvernements.

Compte tenu du fait qu'il s'agit de la première réunion des ministres en quatre ans, ils ont convenu qu'il serait souhaitable de se réunir plus fréquemment, du moins au cours de la prochaine année. Les ministres s'engagent à se réunir de nouveau et à présenter les progrès accomplis lors de l'une des premières réunions du Forum des ministres responsables du marché du travail.

Normes professionnelles

Les ministres se réjouissent des mesures qui sont prises pour étendre la portée des normes interprovinciales ou du Programme du Sceau rouge en matière d'apprentissage. En vertu de ce programme, un travailleur d'un métier spécialisé peut passer un seul examen et obtenir une accréditation reconnue à l'extérieur de sa province.

Les ministres ont souligné les travaux des ministres du Commerce intérieur, exécutés en guise de suivi à l'engagement des Premiers ministres, visant à lever les obstacles au commerce intérieur, et ont décidé de jouer un rôle de chef de file en ce qui concerne le respect des engagements communs sur le plan de la mobilité de la main-d'oeuvre. Ils ont demandé aux sous-ministres de dresser des plans pour effectuer un suivi.

Investissements du secteur privé dans la formation

Les ministres conviennent qu'il incombe essentiellement aux employeurs de former leurs employés, et ils ont examiné des moyens permettant d'encourager le secteur privé à investir davantage dans la formation. Les ministres ont souscrit à un certain nombre de principes dans le but d'orienter les efforts des gouvernements dans ce domaine, y compris la création de partenariats, la transférabilité de l'accréditation et l'accès équitable à la formation.

Obstacles à l'emploi et à la formation pour les bénéficiaires de l'aide sociale, les chômeurs et les travailleurs à faible revenu

Les ministres ont constaté que les chômeurs ou les bénéficiaires de l'aide sociale éprouvent de la difficulté à se joindre à la population active, ou à y retourner, en raison d'un certain nombre de facteurs et aux travailleurs à faible revenu de demeurer au sein du marché du travail. Les gouvernements s'engagent à prendre des mesures pour supprimer ces obstacles.

DOCUMENT: 830-473/016

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR SPORT AND RECREATION**

Communiqué

**REGINA, Saskatchewan
March 9, 1993**

March 9, 1993

Regina -- The annual Conference of Canada's Ministers Responsible for Sport and Recreation was held in Regina today. Ministers agreed on a framework and the basic elements for a Sport Plan for Canada and on a set of goals and values that should guide their work in the planning process. A widely based examination of Sport in Canada has been undertaken, involving consultation with the sport community and intergovernmental workshops. The needs that emerged from these consultation processes, as reflected in the Minister's Task Force Report on Federal Sport Policy - "Sport: The Way Ahead.", will be addressed in the Sport Plan for Canada.

Conference Co-Chairs, Saskatchewan Minister Carol Carson and Federal Minister Pierre H. Cadieux, emphasized that a new sport planning approach must respond to the interests at all levels of sport in Canada. Minister Cadieux stated: "Our agreements today represent significant progress in the development of a collaborative agenda in sport between the two levels of government for the next 12-18 months."

Minister Carson noted that "federal and provincial/territorial governments will work together to chart a path for collaborative action for the development of the Plan and to approach its implementation, respecting the circumstances of each jurisdiction, and commensurate with resources."

Among others, key areas identified for collaboration are:

- o the values and actions which place primary emphasis on consideration of athletes' needs;
- o the efforts toward equity and access in sport, including management, policy formulation, programming and promotion;
- o the effective use of resources and the development of a variety of means to promote the support of sports; and
- o leadership development.

The Ministers noted that it will be important to all partners in sport - such as the new National Sport Coalition which is holding its inaugural meeting in the Summer of 1993, and the many federal, provincial/territorial and municipal stakeholders - to become fully aware of this framework for a national plan.

Ministers reconfirmed the values of Active Living as expressed in the Fall 1992 Forum on Active Living. They agreed to advance the Active Living concept within their respective jurisdictions in a manner that is consistent with available resources. Ministers expressed their support for the report of the Federal Minister's Steering Committee on Active Living, and its call for consolidation of the national Active Living infrastructure.

There was general support for the importance of daily physical activity. Ministers agreed to bring to the attention of their colleagues in education the importance of the role of the school system in relation to physical activity and sport.

The Ministers received a report from Dr. Andrew Pipe, Chairman of the Canadian Centre for Drug-Free Sport on the progress made to date on doping control in Canada. The Ministers reconfirmed their unequivocal opposition to the use of performance enhancing substances in sport.

Minister Cadieux emphasized the commitment to eradicate the use of all such substances and pointed to the successes achieved through the establishment of the Centre, the introduction of a new penalty framework and the implementation of new offences under the Food and Drugs Act related to the production, trafficking and import of steroids for other than medical/scientific purposes.

"At the same time", said Minister Carson, "we are concerned about the use of performance enhancing drugs by our youth in settings such as schools, and fitness clubs. We agreed to discussions with our respective legal authorities on this serious problem, and to work to raise awareness in this area."

Ministers encouraged the Canadian Centre for Drug-Free Sport to work with international sport groups to strengthen and harmonize doping control procedures and to assist in educating health/fitness clubs on legal and ethical implications of steroid use and trafficking. They called on the Centre and on the Commission for Fair Play to build upon their highly successful national workshop on drugs and sport last October and to advance the cause of educating all participants about the importance of fair and equal competition in sport.

Ministers also received a variety of reports and instructed their officials to pursue activities in a number of areas.

Contacts:

Gail Russel
Ministerial Assistant to Minister Carson
(306) 787-0622

Michele La Roche
Press Attache to Minister Cadieux
(819) 994-2424

Lyle Makosky
Assistant Deputy Minister
Fitness and Amateur Sport
(613) 992-9217

FOUNDATION THEMES OF AN EMERGING SPORT PLAN FOR CANADA

1. SPORT PLAN FOR CANADA - National Goal Statement

To develop a Sport Plan for Canada, based on Canadian Goals, which will advance the development of sport in Canada and will appropriately reflect the roles and responsibilities of the partners.

Belief Statement

- A Sport Plan for Canada will provide co-ordinated direction to the development of sport in Canada, and a sense of purpose and of collective achievement to Canadian sport.
- There will be more effective and efficient use of human and financial resources.
- Gaps and overlaps in system development can be identified and resolved.
- A co-ordinated sport plan will best serve the interests and needs of the participant in sport.
- Collaborative planning will enhance communication and break down barriers which have traditionally hampered the development of sport.

2. ATHLETE CENTRED SYSTEM - National Goal Statement

To ensure that the Canadian Sport System, at all levels, is athlete centred.

Belief Statement

- The term "athlete" refers to anyone who participates in sport.
- Athletes are the *raison d'être* for the sport system and should be the primary focus in the development of policies, programs and procedures for sport.
- Athletes should be involved throughout the system in decisions that directly relate to them.
- The physical and psychological health of athletes should be protected.
- Sport system partners should collaborate in the delivery of a more effective system which is better integrated and free of barriers.
- Athletes share responsibility for participating fairly within an ethical framework.

3. LEADERSHIP - National Goal Statement

To provide quality volunteer and professional leadership in sport.

Belief Statement

- Qualified leaders are required at all levels of the sport system, from the local to the international level.
- Current sport leaders should be recognized and valued, and there is a need to recruit and develop additional leaders.
- Properly trained coaches are an essential element of the sport system and ultimately determine the quality of the sport experience for many participants.
- Committed, dedicated, and properly trained volunteers and professionals are essential to the sport system in Canada.
- Sport leadership, particularly at the volunteer level is fluid and changing, and therefore presents additional challenges in the development of quality leadership.
- Canada has both the capacity and the responsibility to play a leadership role in international sport, generally and on a sport-specific basis.

4. VALUES AND ETHICS - National Goal Statement

To strive to ensure that the sport system in Canada is values-based, and the practice of sport is based on fair play and ethical standards.

Belief Statement

- Because of the impact that sport has on young people, sport leaders have a responsibility to ensure that it is practised fairly, and that the experience is a positive one.
- The core values which should underpin the Canadian sport system include: equity and access, fairness, athlete-centred, respect for the linguistic duality of Canada, shared leadership and responsibility, and excellence.

5. EQUITY AND ACCESS - National Goal Statement

To strive to ensure that opportunities in sport are equitable, and accessible to all Canadians.

Belief Statement

- Barriers to participation in sport still exist and should be removed.
- Canadians should have access to affordable sport opportunities which are appropriate to the individual's choice of level on the sport continuum and which provide quality experience and opportunity for personal achievement.
- Sport should provide an environment where participants are free from exploitative gender stereotyping.
- Sport should be responsive to the changing needs of its participants.
- Sport system should reflect the diversity of the Canadian population.
- Principles and practices of allocation of resources, programs and decision making must reflect equity and access goals.

6. SPORT DEVELOPMENT - National Goal Statement

To strive to ensure that all aspects of the development of sport at the domestic level in Canada are in place and are working together in partnership.

Belief Statement

- Broad based sport in Canada can best be developed and promoted at the community level. Within a community, sport participation opportunities may be provided through a wide variety of sport organizations, schools, post-secondary institutions, municipal recreation centres, and other community organizations.
- Sport development should be based on a holistic approach which ensures that all individuals have access to opportunities for basic skill development, co-ordinated support services and appropriate training and competition in a variety of sports according to their needs, interests and stage of growth and development.
- The sport experience for young people will be enhanced if there is greater collaboration and joint programming between the education system and the sport system. Although there is an abundance of facilities for most sports across Canada, access to these facilities is limited; facilities would be better utilized through collaborative planning.

7. PURSUIT OF HIGH PERFORMANCE ATHLETIC EXCELLENCE - National Goal Statement

To support the pursuit of excellence, through fair and ethical means, by athletes who have the desire, ability and commitment to achieve at the highest levels of athletic competition.

Belief Statement

- The attainment of world class levels of excellence is worthy of support in and of itself and, as a source of national pride, and as an inspiration for athletes at every level to strive toward their own high level of personal achievement.
- In order for world class levels of excellence to be attained, leading edge integrated technical support services must be in place for the athlete and coach.
- Opportunities to achieve excellence in sport must be available in all regions of the country.

8. PUBLIC INTEREST IN SPORT - National Goal Statement

To strive to ensure that key partners in Canadian sport (governments, NSOs, PSOs etc) review their policies, practices, accountability systems, and structures to ensure that they are well positioned to implement actions supportive of the goals set through the national planning process.

Belief Statement

- If the Sport Plan for Canada is to be successfully implemented, there must be a system-wide commitment and key institutions must assume responsibility and take the lead in its implementation.
- Commitment to implementing the Plan on a "best efforts" basis from various sectors must be obtained.
- Organizational excellence from all partners is important to the success of the Plan.

9. PARTNERS, ACCOUNTABILITY, POLICY - National Goal Statement

To strive to ensure long-term financial stability for sport, a broad base of financial support, and efficient management of resources.

Belief Statement

- Sport is a powerful vehicle through which enhanced population health, welfare and community development can be achieved.
- Sport needs to explore alternative economic models for securing the resources necessary for organizational growth and well being.
- Stakeholders in sport delivery need to commit to collaborative planning and delivery of programs and services so that the sport system serves the participant as cost effectively and efficiently as possible.

DOCUMENT: 830-473/016

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DU SPORT ET DES LOISIRS**

Communiqué

RÉGINA (Saskatchewan)
Le 9 mars 1993

Le 9 mars 1993

Regina -- La conférence annuelle des ministres responsables du sport et des loisirs s'est déroulée aujourd'hui à Regina. Les ministres ont convenu d'un cadre ainsi que des thèmes fondamentaux en vue de l'élaboration d'un plan sportif pour le Canada, ainsi que d'un ensemble d'objectifs et de valeurs qui devrait orienter leur travail. On a déjà entrepris un examen approfondi du sport au Canada incluant des ateliers intergouvernementaux et des consultations avec les intervenants. Le plan sportif pour le Canada servira à répondre aux besoins exprimés lors de ces processus de consultation et dont fait état le rapport du groupe de travail ministériel sur la politique fédérale en matière de sport, intitulé "Le sport, un pas d'avance".

La ministre de la Saskatchewan, Carol Carson, et le ministre fédéral, Pierre H. Cadieux, co-présidents de la conférence, ont souligné que dans l'élaboration d'un nouveau système de planification du sport, il fallait traiter des questions touchant le sport à tous les niveaux au Canada. Le ministre Pierre H. Cadieux a déclaré : "Grâce à notre concertation, nous venons de réaliser aujourd'hui des progrès importants en vue de l'élaboration, au cours des 12 ou 18 prochains mois, de mesures concertées pour les deux ordres de gouvernement."

La ministre Carol Carson a fait remarquer que "le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux chemineront ensemble en vue de déterminer les mesures communes à prendre quant à l'élaboration du plan et de le mettre en oeuvre tout en tenant compte de la situation et des ressources de chacun des gouvernements. Voici quelques-uns des domaines de concertation clés qui doivent faire l'objet de collaborations :

- * les mesures et les valeurs axées avant tout sur les besoins des athlètes;
- * les efforts en vue d'atteindre l'équité et l'accessibilité dans le milieu du sport, notamment aux chapitres de la gestion, de l'élaboration de politiques, des programmes et de la promotion;
- * l'utilisation efficace des ressources et élaboration de divers moyens pour promouvoir l'appui accordé aux sports;
- * la formation de chefs de file.

Les ministres ont souligné qu'il est important que tous les partenaires du monde du sport - telles la nouvelle coalition sportive nationale qui tiendra sa première réunion à l'été de 1993 et les nombreuses associations sportives provinciales et territoriales - soient bien informés du présent canevas pour un plan sportif national.

Les ministres ont à nouveau entériné les valeurs associées à la vie active définies dans le cadre du Colloque sur la vie active qui s'est déroulé à l'automne 1992. Les ministres ont également convenu de promouvoir le concept de la Vie active dans leurs domaines de compétence respectifs, tout en tenant compte des ressources à leur disposition. Ils ont également exprimé leur appui au rapport du Comité directeur sur la vie active relevant du ministre fédéral, dans lequel on propose de consolider l'infrastructure nationale de Vie active.

On s'est entendu sur l'importance de l'activité physique quotidienne. Les ministres ont convenu de porter à l'attention de leurs collègues de l'éducation l'importance du rôle du système scolaire au chapitre de l'activité physique et sportive.

Les ministres ont reçu un rapport du docteur Andrew Pipe, président du Centre canadien sur le dopage sportif sur les progrès réalisés à ce jour au chapitre de l'antidopage au Canada. Les ministres ont réitéré leur opposition ferme à l'usage de drogues améliorant la performance dans le sport.

Le ministre Pierre H. Cadieux a souligné que les ministres se sont engagés à enrayer l'usage de toutes ces substances et a fait ressortir les réussites qui ont résulté de la mise sur pied du Centre canadien sur le dopage sportif, de l'élaboration d'un nouveau cadre de sanctions et de l'ajout de nouvelles infractions à la *Loi sur les aliments et drogues*, en ce qui touche la production, le trafic et l'importation de stéroïdes à des fins non scientifiques ou non médicales.

"Parallèlement, a déclaré la ministre Carol Carson, nous sommes préoccupés par l'usage de drogues améliorant la performance chez les jeunes, dans des milieux tels l'école et les centres de conditionnement physique. Nous avons également convenu de discuter avec nos autorités juridiques respectives et de sensibiliser les jeunes à cet égard.

Les ministres ont encouragé le Centre canadien sur le dopage sportif à coopérer avec des organismes internationaux de sport afin de renforcer et d'harmoniser les procédures antidopage et de sensibiliser les centres de conditionnement physique aux répercussions légales et éthiques liées à l'usage et au trafic des stéroïdes. Ils ont également demandé au CCDS et à la Commission pour l'esprit sportif de poursuivre le bon travail accompli dans le cadre de leur atelier national très fructueux sur les drogues et le sport tenu en octobre dernier et de continuer à sensibiliser tous les participants à l'importance de l'équité et de l'honnêteté dans les compétitions sportives.

Les ministres ont également pris connaissance de divers rapports et ont émis des directives à leurs fonctionnaires relativement à la poursuite d'activités dans divers domaines.

Contacts

Gail Russel
Adjointe ministérielle du ministre Carson
(306) 787-0622

Michèle La Roche
Attachée de presse du ministre Cadieux
(819) 994-2424

Lyle Makosky
Sous-ministre adjoint
Condition physique et Sport amateur
(613) 992-9217

THÈMES FONDAMENTAUX D'UN NOUVEAU PLAN SPORTIF POUR LE CANADA

1. Un plan sportif pour le Canada - Énoncé du but national

Édifier un plan sportif pour le Canada, fondé sur des buts canadiens, qui favorisera le développement du sport au Canada et traduira fidèlement les rôles et les responsabilités des partenaires.

Énoncé des convictions

- Un plan sportif pour le Canada guidera d'une manière coordonnée le développement du sport au Canada et donnera au sport canadien un but à poursuivre et un sentiment d'accomplissement collectif.
- Les ressources humaines et financières seront utilisées plus judicieusement.
- Les lacunes et les chevauchements dans l'élaboration du système peuvent être repérés et réglés.
- Un plan sportif coordonné permettra de mieux répondre aux intérêts et aux besoins des participants au sport.
- La planification concertée améliorera les communications et supprimera les obstacles ayant traditionnellement freiné l'évolution du sport.

2. UN SYSTÈME AXÉ SUR L'ATHLÈTE - Énoncé du but national

Voir à ce que le système sportif canadien soit axé sur l'athlète à tous les échelons.

Énoncé des convictions

- Le terme «athlète» renvoie à toute personne participant au sport.
- Les athlètes sont la raison d'être du système sportif et devraient être au cœur de l'élaboration des politiques, des programmes et des méthodes dans le domaine du sport.
- Les athlètes à tous les échelons du système devraient prendre part aux décisions les intéressant directement.
- La santé physique et psychologique des athlètes devrait être protégée.
- Les partenaires du système sportif devraient collaborer afin d'offrir un système plus efficace, mieux intégré et facile d'accès.
- Les athlètes se doivent de faire preuve d'honnêteté, de respecter un cadre éthique.

3. LES CHEFS DE FILE - Énoncé du but national

Donner au sport des chefs de file bénévoles et professionnels de qualité.

Énoncé des convictions

- Il faut des chefs de file dûment qualifiés à tous les échelons du sport, depuis le niveau local jusqu'à l'échelle internationale.
- Les chefs de file actuels dans le domaine du sport devraient être reconnus et valorisés, et il faut en recruter et en former de nouveaux.
- Le système sportif doit comporter des entraîneurs dûment formés, car ce sont eux qui, en dernier lieu, déterminent la qualité de l'expérience sportive de bon nombre de participants.
- Le système sportif au Canada doit compter sur des bénévoles et des professionnels dynamiques, dévoués et dûment formés.
- La situation des chefs de file dans le domaine du sport, surtout chez les bénévoles, fluctue constamment et présente donc d'autres défis sur le plan de la formation de chefs de file de qualité.
- Le Canada a les moyens et la responsabilité d'assumer un rôle de chef de file sur la scène sportive internationale, en général et pour les sports en particulier.

4. LES VALEURS ET L'ÉTHIQUE - Énoncé du but national

Chercher à voir à ce que le système sportif au Canada repose sur des valeurs et à ce que la pratique du sport soit fondée sur l'esprit sportif et des normes éthiques.

Énoncé des convictions

- Vu l'influence du sport sur les jeunes, les chefs de file dans le domaine du sport doivent veiller à ce que le sport soit pratiqué loyalement et à ce que l'expérience soit positive.
- Les valeurs de base sur lesquelles devrait être articulé le système sportif canadien sont : l'équité et l'accès, la justice, l'accent mis sur l'athlète, le respect de la dualité linguistique du Canada, le partage de la direction et de la responsabilité et l'excellence.

5. L'ÉQUITÉ ET L'ACCÈS - Énoncé du but national

Chercher à voir à ce que les possibilités sportives soient équitables envers tous et accessibles à tous les Canadiens.

Énoncé des convictions

- Des obstacles à la participation au sport persistent, et il faudrait les supprimer.
- Les Canadiens devraient avoir accès à des possibilités sportives abordables qui conviennent au niveau choisi par la personne dans le continuum sportif et qui offrent une expérience de qualité ainsi qu'une chance d'épanouissement personnel.
- Le sport devrait se faire dans un contexte où les participants ne sont pas assujettis à des stéréotypes abusifs fondés sur le sexe.
- Le sport devrait s'adapter aux besoins changeants de ses participants.
- Le système sportif devrait tenir compte de la diversité de la population canadienne.
- Les principes et les pratiques d'affectation des ressources, les programmes et le processus décisionnel doivent témoigner des buts en matière d'équité et d'accès.

6. LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT - Énoncé du but national

Chercher à veiller à ce que tous les aspects du développement du sport au niveau national soient en place et bien articulés entre eux.

Énoncé des convictions

- C'est à l'échelle locale qu'un système sportif général au Canada peut le mieux être établi et préconisé. Dans une collectivité, les possibilités de s'adonner à des sports peuvent être offertes par l'intermédiaire d'un large éventail d'organismes de sport, d'écoles, d'établissements d'enseignement postsecondaire, de centres municipaux de loisirs et d'autres organismes locaux.
- Le développement du sport devrait se faire de manière globale de sorte que toutes les personnes aient accès à des possibilités d'acquérir des aptitudes de base, à des services de soutien coordonnés et à des occasions d'entraînement et de compétition appropriées dans une variété de sports, en fonction de leurs besoins, de leurs intérêts et de leur niveau de croissance et d'épanouissement.
- L'expérience sportive des jeunes s'en trouvera enrichie s'il y a une meilleure collaboration et l'établissement de programmes conjoints entre le système de l'éducation et le système sportif. Bien qu'il y ait une abondance d'installations dans la plupart des sports partout au Canada, leur accès est limité; une planification concertée permettrait de les utiliser plus judicieusement.

7. La poursuite de l'excellence dans le sport de haute performance - Énoncé du but national

Encourager la poursuite de l'excellence, par des moyens justes et éthiques, chez les athlètes qui ont le désir, le talent et la volonté d'atteindre les plus hauts sommets de la compétition sportive.

Énoncé des convictions

- Il vaut la peine d'encourager en soi l'atteinte de l'excellence sportive sur la scène mondiale et en tant qu'une source de fierté nationale et qu'une incitation pour les athlètes de tout échelon de s'efforcer de réaliser son propre potentiel.
- Pour parvenir à l'excellence sur la scène mondiale, les athlètes et les entraîneurs doivent avoir accès à des services intégrés de technologie de pointe.
- Des possibilités d'atteindre l'excellence dans le sport doivent être offertes dans toutes les régions du pays.

8. L'INTÉRÊT DU PUBLIC ENVERS LE SPORT - Énoncé du but national

Chercher à assurer au sport une stabilité financière à long terme, une vaste base d'appui financier et la gestion efficace des ressources.

Énoncé des convictions

- Le sport est un moyen puissant d'améliorer la santé et le bien-être de la population et de favoriser le développement communautaire.
- Les responsables du sport doivent envisager d'autres modèles économiques pour obtenir les ressources nécessaires à la croissance et à la santé organisationnelles.
- Les intervenants du système d'exécution des programmes de sport doivent s'engager à planifier et à exécuter ensemble les programmes et les services de sorte que le système sportif sert le participant de la manière la plus rentable et la plus efficace possible.

9. Les partenaires, la responsabilité, la politique - Énoncé du but national

Chercher à voir à ce que les principaux partenaires du sport canadien (les gouvernements, les ONS, les OPS, etc.) examinent leurs politiques, leurs pratiques, leurs mécanismes d'obligation de rendre compte et leurs structures de façon qu'ils se prêtent à l'adoption de mesures appuyant les buts énoncés dans le processus de planification nationale.

Énoncé des convictions

- Pour que la mise en oeuvre du plan sportif pour le Canada soit réussie, il faut qu'il y ait un engagement à l'échelle du système et que les grands établissements assument la responsabilité et prennent les commandes de la mise en oeuvre.
- Il faut obtenir des différents secteurs l'engagement à mettre le plan en oeuvre, du mieux possible.
- Le succès du plan repose énormément sur l'excellence organisationnelle de tous les partenaires.

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR SPORT AND RECREATION

Minister Cadieux's Address

Changes to the Active Living National Infrastructure

Federal

REGINA, Saskatchewan
March 9, 1993

MINISTER CADIEUX'S ADDRESS

CHANGES

TO THE ACTIVE LIVING

NATIONAL INFRASTRUCTURE

INFORMATION PACKAGE

March 9, 1993

1. HIGHLIGHTS OF KEY CHANGES TO THE ACTIVE LIVING NATIONAL INFRASTRUCTURE

March 9, 1993

The federal government has concluded an extensive consultative review of the active living infrastructure in Canada. In 1992, Minister Cadieux appointed a Steering Committee, chaired by Dr. Gerry Glassford. The Steering Committee was in part mandated to review the current system delivering mass participation in physical activity in Canada and make recommendations for improved efficiency and effectiveness. (Refer to the Report which was released February 26, 1993).

The Steering Committee was also responsible for preparing the 1992 Fall Forum on Active Living held at the end of November 1992, bringing together for the first time since 1986 the active living milieu. The Steering Committee was strongly inspired by the Fall Forum in developing its final recommendations. As such, it affirmed the vision statement, the strategic direction and the goals developed at the Fall Forum.

The Steering Committee report and the Fall Forum on Active Living provide a striking unanimous direction for the future. Minister Cadieux has considered the Steering Committee recommendations and, on that basis, will support and indeed direct the consolidation of the Active Living infrastructure.

The significant changes that Minister Cadieux announced today will have four overall aims:

- a) To continue the Canadian momentum away from the traditional approach to fitness to a broader approach to physical activity, called Active Living.
- b) To stream-line or consolidate the Active Living national infrastructure.
- c) To accelerate the change from Fitness Canada's previous directive approach, toward an approach that encourages shared leadership, participatory decision-making and partnerships with national organizations, provincial and territorial governments and other sectors, such as health, environment, education. This approach will also respect the request by the Active Living milieu to manage its own affairs, based on the governmental decisions.
- d) To improve provincial and territorial and grass-root involvement in national decision-making.

Therefore, the changes would increase efficiency and effectiveness of the delivery system in meeting the Active Living needs of Canadians and ensuring a community-oriented approach.

Based on these key principles, outlined in the Steering Committee and Fall Forum reports, Minister Cadieux has made a number of decisions.

1. **Establishment of Active Living Canada:**

- a) To support the Fall Forum's call for a collective voice, Minister Cadieux is prepared to support a national collective organization, representative of the Active Living community across Canada. Minister Cadieux strongly support the Forum's call for assuming collective responsibility, ownership and accountability. This new organization, Active Living Canada, will increase strategic development and coordination among the active living milieu.
- b) National organizations and two national service organizations (CFLRI and ParticipACTION) will be represented in the General Assembly of Active Living Canada. As well, the setting of national directions would take a bottom-up approach through substantial representation from provincial and territorial collective mechanisms in order to better respond to regional conditions, disparities and community needs. In addition, provincial and territorial governments will have direct representation on the General Assembly of Active Living Canada.
- c) To enhance the levels of coordination, cooperation and collaboration, the current Alliances, Secretariats, Centres and Bureau (seven in total) will be integrated in Active Living Canada and the staff and offices of each target group and the Administration Bureau for Active Living will cease to be funded as of June 1, 1993. Minister Cadieux is prepared to support the phasing out of these offices. One exception is the Skills Program for the Management of Volunteers which will undertake a negotiation with Fitness and Amateur Sport and the Tait McKenzie Leadership Institute for coordination and consolidation by June 1, 1993. The existing Blueprints for Action focused on key target groups will be transferred to Active Living Canada, under the coordination of coordinating committees for each target group (called Alliances).
- d) Minister Cadieux has asked the Collective Working Group elected at the Fall Forum to become the Interim Board of Active Living Canada, and they have agreed. They will therefore manage the transition and changes with the support of Fitness Canada. Dr. Gerry Glassford has agreed to become Chair.
- e) Minister Cadieux is committed to the legacy of "Focus on Active Living '92". To that end, Minister Cadieux will transfer the assets to Active Living Canada. The establishment of provincial and territorial collective mechanisms is the logical next step in the community and mobilization approach started with "Focus on Active Living '92".

2. Umbrella Communications Plan:

It is necessary for ParticipACTION to be accountable to Active Living Canada in the area of communication. To that end, Active Living Canada and ParticipACTION will develop an umbrella communications plan by July 1, 1993. ParticipACTION will continue to be funded by Fitness Canada. ParticipACTION will play a lead role in the implementation of the communications plan.

3. National Projects (Canada's Fitweek, National Walking Campaign and Vitality):

In order to stream-line the new infrastructure, as well as to remove overlap and duplication in the national program delivery structure, and to enable a pooling of resources, Active Living Canada and ParticipACTION will negotiate, by July 1, 1993, the best means of coordinating and consolidating (through a Consolidated Management Plan) three national projects: Canada's Fitweek, the National Walking Campaign and Vitality.

4. Research Plan:

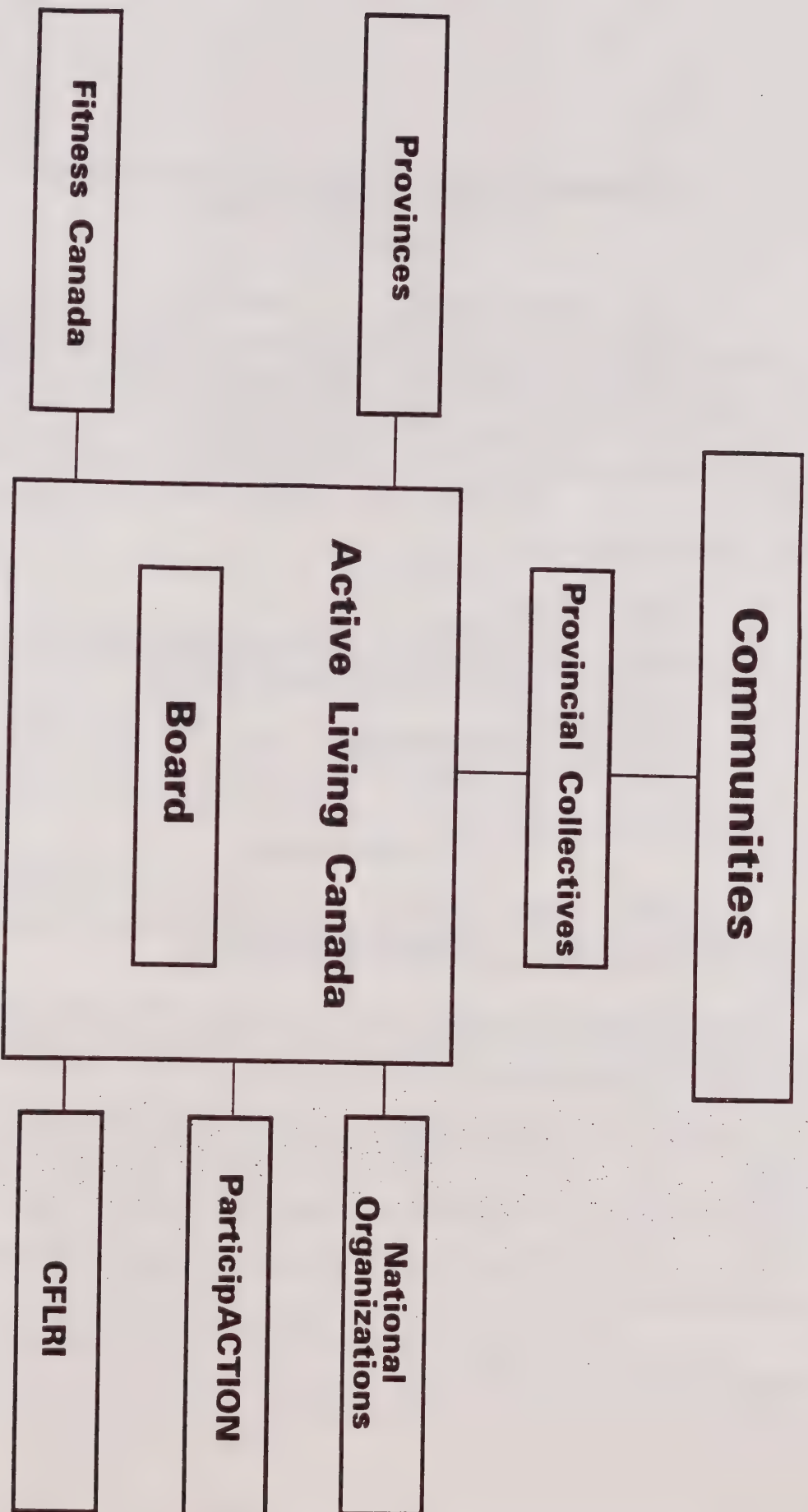
It is necessary for the Canadian Fitness and Lifestyle Research Institute to be accountable to Active Living Canada in the area of research. This will be accomplished through the development of a joint research plan. CFLRI will continue to be funded by Fitness Canada. CFLRI will play the lead role in the implementation of the research plan.

5. CAHPER, CIRA and the Canadian Active Living Challenge:

- a) In order to consolidate the infrastructure, Minister Cadieux recommends to CAHPER and CIRA to amalgamate the two organizations. He is prepared to support the process that will lead to the most appropriate amalgamation of these two school-based organizations. The Canadian Active Living Challenge will also be transferred to the merged body.

6. Role of Fitness Canada:

- a) Fitness Canada's primary direct roles will focus on federal policy, planning and evaluation, funding, intra- and inter- governmental collaboration and cooperation, federal - provincial/territorial collaboration, and international relations. Fitness Canada will share responsibilities with Active Living Canada and the milieu in the areas of national planning, research, communication and promotion, and infrastructure development.
- b) Federal - provincial/territorial collaboration would continue through the Federal - Provincial/Territorial Fitness Committee.



2. HIGHLIGHT OF KEY ROLES AND RESPONSIBILITIES OF THE INFRASTRUCTURE

The following provides a description of the key roles and responsibilities of key partners in the Active Living national infrastructure, as announced by Minister Cadieux today. These recommendations are based on a number of key inputs such as: the Minister's Steering Committee Report on Active Living, the Fall Forum on Active Living as well as a number of recent confidential consultations. Please refer to the diagram for a clear picture of the proposed changes.

The key partners described are:

1. **Fitness Canada;**
2. **Active Living (Canada);**
3. **National organizations, such as CAHPER, CIRA, YMCA, etc.;**
4. **Canadian Fitness and Lifestyle Research Institute;**
5. **ParticipACTION;**
6. **Provincial collective mechanisms;**
7. **Provincial/Territorial governments.**

1. Fitness Canada

The Minister's Steering Committee on Active Living stated strongly its belief, backed by the community, that the Government of Canada should remain an active and contributing partner in the active living milieu's efforts to reach its goals.

Minister Cadieux, in his address at the Fall Forum on Active Living, stated that, in the future, the government's responsibility will be to facilitate change, to continue to build partnership and to provide strategic policy leadership and consensus - brokering skills.

Fitness Canada would continue to withdraw from direct program delivery, for example through the transfer of the Canadian Active Living Challenge to non-government organizations. In addition, Fitness Canada would have less direct day-to-day involvement in the affairs of national organizations and would encourage more operational flexibility on their part.

Federal-provincial/territorial collaboration would continue through the Federal-provincial/territorial Fitness Committee.

The following is a highlight of the direct and indirect (as a key partner) roles of Fitness Canada.

Fitness Canada

Direct

- **Federal policy, corporate planning and evaluation;** for example:
 - Fitness Canada's successful involvement in the Green Plan and the Integration Strategy for People with a Disability.
 - Fitness Canada plays a significant role in the facilitation of provincial policies in active living.
- **Funding;**
- **Intra and inter governmental collaboration and cooperation;** for example:
 - Fitness and Amateur Sport's partnership with Brighter Futures and collaboration with Health and Welfare, Transport Canada, Environment Canada and others.
- **International relations.**

Shared

- **National planning;** for example:
 - Fitness Canada facilitated the development of Blueprint for Actions in four target groups and two priority areas.
- **Coordination;**
- **Research;**
- **Communication and promotion;**
- **Infrastructure development,** for example:
 - Fitness Canada's current commitment to a revised national infrastructure in Active Living.

2. Active Living Canada

One of the key elements of the Minister's Steering Committee Report on Active Living is the suggestion to establish a mechanism to facilitate discussion, decision making and direction setting for the milieu. In concert with this recommendation from the Steering Committee, Minister Cadieux will consolidate and stream-line the national infrastructure to remove duplication and overlap, while at the same time encouraging the Active Living milieu to assume more collective responsibility, ownership and accountability.

Minister Cadieux will support the establishment of Active Living Canada as a national organization representative of the Active Living community across Canada. National organizations would be represented in the General Assembly. As well, the setting of national directions by Active Living Canada would take a bottom-up approach through substantial representation in the General Assembly from provincial\territorial collectives.

The current secretariats, bureaus and centres would cease to be funded, with their coordinating role being incorporated into Active Living Canada in order to continue a targetted approach to meeting the needs of Canadians.

The following describes the key characteristics and functions of Active Living Canada:

1. Characteristics:

- Active Living Canada would be "owned" by the Active Living milieu.
- Membership would encompass all organizations in Active Living, as well as complementary sectors such as health, sport, education, environment.
- A General Assembly of representatives of the membership would convene every two years. The General Assembly provides a democratic framework for representation of communities.
- The Collective Working Group elected at the Fall Forum agreed to become the Interim Board of Directors, until the General Assembly of Active Living Canada convenes for the first time.
- A small number of employees (6-7) would ensure the operationalization of the key functions of Active Living Canada.

2. Key functions:

- Collective strategic development and coordination among the Active Living milieu;
- Active Living Master Plan;
- Communications Plans;
- Coordination of target groups through Alliances (Children and Youth, Disabled, Older Adults, Workplace and Leadership);
- Development of By-laws;
- Relations and enhanced partnerships with provinces, government programs and NGOs;
- Relations with Provincial Collectives.

3. National organizations

Complementary to the roles and responsibilities of the federal government within the active living milieu are roles that would be better undertaken by other active living milieu partners at the national level. These roles are not appropriate activities for the federal government, but are most effectively and efficiently delivered by national organizations - primarily non-profit groups.

The Minister's Steering Committee on Active Living recommends that the essential roles performed by non-government national and service organizations within the Canadian Active Living milieu be recognized and affirmed.

Minister Cadieux recommends the following roles for individual national organizations:

- National planning;
- Research and evaluation;
- Communications, promotions and social marketing;
- Advocacy;
- Strategy development;
- Program development and delivery.

4. CFLRI

The Canadian Fitness and Lifestyle Research Institute (CFLRI) currently funds, undertakes and disseminates the results of research on active living. Minister Cadieux recommends that this function become accountable to Active Living Canada, and that the CFLRI provide a balance in research, providing more emphasis than now on applied and program-oriented research. In summary, CFLRI would be responsible for:

- Funding, undertaking and disseminating research;
- Accountable to Active Living Canada for implementation;
- Accountable to Fitness Canada for funding.

5. ParticipACTION

The successes of the communication, promotion and social-marketing activities of ParticipACTION have been documented and are well-known. However, the PARD Report and the commissioned Price Waterhouse study call for ParticipACTION to become more accountable to the active living milieu.

Minister Cadieux recommends that Active Living Canada become the mechanism for accountability, and that ParticipACTION and Active Living Canada negotiate the consolidation of the national programs of Canada's Fitweek, Vitality and the National Walking Campaign by July 1, 1993. In summary, ParticipACTION would be responsible for:

- Communications, promotions and social marketing;
- Accountable to Active Living Canada for implementation;
- Accountable to Fitness Canada for funding.

6. Provincial collective mechanisms

Active Living is community-based in Canada, with regions and municipalities providing most programs, services and facilities. If Active Living is to become a way of life for all Canadians, the community must remain the focal point of program delivery.

The Fall Forum on Active Living and the Steering Committee Report call for a national structure with a focus on communities. The creation of provincial collective mechanisms is key to this development. The setting of national directions of Active Living Canada would take a bottom-up approach through substantial representation in the General Assembly from provincial/territorial collective mechanisms.

Minister Cadieux anticipates that the Provincial collectives mechanisms would provide a community representation in Active Living Canada:

- e.g.
- target group representation (youth, disabled, older adults, etc.);
 - sectorial representation (health, education, recreation, etc.);
 - other (non-traditional partners).

7. Provincial and territorial governments

The role of the provinces and territories cannot be stressed highly enough. As partners of prime responsibility for recreation, health and education, they act as the major vehicle for the delivery of a wide variety of programs to the Canadian public.

The provincial and territorial governments would continue to provide the following functions within their jurisdictions:

- Policy, planning and evaluation;
- Funding;
- Government collaboration and cooperation;
- Infrastructure development;
- Program development and delivery.

3. LIST OF ORGANIZATIONS TO BE CONSOLIDATED AND TIMETABLE

Focus on Active Living '92	June 1, 1993
Administration Bureau for Active Living	June 1, 1993
Active Living Alliance for Children and Youth	June 1, 1993
Active Living Alliance for Canadians with a Disability	June 1, 1993
Canadian Centre for Active Living in the Workplace	June 1, 1993
Centre for Leadership in Active Living	June 1, 1993
Secretariat for Fitness in the Third Age	June 1, 1993
Canada's Fitweek	July 1, 1993
National Walking Campaign	July 1, 1993
Vitality	July 1, 1993
Canadian Association for Health, Physical Education and Recreation	TBD
Canadian Intramural Recreation Association	TBD
Canadian Active Living Challenge	TBD
Skills Program for the Management of Volunteers	June 1, 1993

4. Considerations for the transition period

Active Living Canada has agreed to manage the transition period. The Interim Board of Active Living Canada, chaired by Dr. Gerry Glassford will therefore be responsible for the transfer of assets and integration of the current Alliances, Secretariats, Centres and Bureau into Active Living Canada.

Fitness and Amateur Sport will provide the financial basis for the transition and phase out. It is recommended that an independant company be hired to help Active Living Canada in the period of transition. This company will continue to help the employees affected by the transition.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DU SPORT ET DES LOISIRS

Présentation du Ministre Cadieux

Changements à l'infrastructure nationale de la vie active

Fédéral

RÉGINA (Saskatchewan)
Le 9 mars 1993

PRÉSENTATION
DU MINISTRE CADIEUX

CHANGEMENTS
À L'INFRASTRUCTURE NATIONALE
DE LA VIE ACTIVE

INFORMATIONS

le 9 mars 1993

TABLE DES MATIÈRES

1.	Points saillants des principaux changements	p. 1
2.	Résumé des rôles et responsabilités	p. 5
3.	Liste des organismes à consolider	p.11
4.	Période de transition	p.12

1. POINTS SAILLANTS DES PRINCIPAUX CHANGEMENTS À L'INFRASTRUCTURE NATIONALE DE LA VIE ACTIVE

LE 9 MARS 1993

Le gouvernement fédéral a terminé un examen consultatif exhaustif de l'infrastructure de la vie active au Canada. En 1992, le ministre Cadieux a désigné un Comité directeur présidé par le D^r Gerry Glassford. Le mandat du Comité directeur était en partie d'examiner le système actuel responsable de la participation de masse à l'activité physique au Canada et de faire des recommandations afin d'en améliorer l'efficacité et la rentabilité. (Se reporter au rapport publié le 26 février 1993.)

Le Comité directeur était aussi chargé de préparer la Tribune sur la vie active tenue à la fin de novembre 1992, qui rassemblait pour la première fois depuis 1986 tous les intervenants des milieux de la vie active. Le Comité directeur s'est fortement inspiré des délibérations de la Tribune de l'automne pour formuler ses recommandations finales qui affirment l'énoncé de mission, la direction stratégique et les buts fixés à la Tribune.

Le rapport du Comité directeur et la Tribune sur la vie active donnent une direction unanime pour l'avenir. Ayant étudié les recommandations du Comité directeur, le ministre Cadieux appuiera et même préconisera la consolidation de l'infrastructure de la vie active.

Les changements importants que le ministre Cadieux a annoncé aujourd'hui auront quatre objectifs principaux :

- a) Poursuivre les efforts déployés au Canada en vue de remplacer l'approche traditionnelle de la condition physique par une approche plus large de l'activité physique appelée la vie active.
- b) Réduire les effectifs ou consolider l'infrastructure nationale de la vie active.
- c) Accélérer le passage de l'ancienne approche directive de Condition physique Canada à une approche qui favorise une direction partagée, une collaboration dans la prise de décisions ainsi que les partenariats avec les organismes nationaux, les gouvernements provinciaux et territoriaux, et d'autres secteurs, comme ceux de la santé, de l'environnement et de l'éducation. Cette approche respectera aussi la demande des milieux de la vie active qui désirent gérer leurs affaires, tout en tenant compte des décisions gouvernementales.
- d) Faire davantage participer les provinces, les territoires et même les régions et la collectivités à la prise de décisions nationale.

Par conséquent, les changements permettront d'accroître l'efficacité et la rentabilité du système de prestation en répondant aux besoins de la vie active des Canadiens et en assurant une approche axée sur la collectivité.

Compte tenu de ces principes, qui sont résumés dans les rapports du Comité directeur et de la Tribune sur la vie active, le ministre Cadieux a pris certaines décisions.

1. La création de Vie active Canada :

- a) Afin de donner suite au désir exprimé à la Tribune de l'automne relativement à un regroupement, le ministre Cadieux est prêt à appuyer un organisme national, représentatif des milieux de la vie active à travers le Canada. Le ministre Cadieux appuie fortement la demande de la Tribune d'assumer la responsabilité et l'obligation collective de rendre compte. Ce nouvel organisme, Vie active Canada, accroîtra l'élaboration et la coordination stratégiques parmi les milieux de la vie active.
- b) Les organismes nationaux et deux organismes nationaux de services (ICRCPMV et ParticipACTION) seront représentés à l'Assemblée générale de Vie active Canada. De même, l'établissement des objectifs nationaux viendrait de la base par la participation importante des regroupements provinciaux et territoriaux et tiendrait mieux compte des conditions régionales, des disparités et des besoins de la collectivité. En outre, les gouvernements provinciaux et territoriaux auront une représentation directe à l'Assemblée générale de Vie active Canada.
- c) Afin d'accroître le degré de coordination, de coopération et de collaboration, les Alliances, les Secrétariats et les Centres actuels (huit en tout) seront intégrés à Vie active Canada. Le personnel et les bureaux de chaque groupe visé et le Bureau «Vivre en action» cesseront de recevoir du financement à compter du 1^{er} juin 1993. Le ministre Cadieux est prêt à appuyer l'élimination progressive de ces bureaux. Le Programme pour la formation à la direction bénévole entrera en négociation avec l'Institut de leadership Tait McKenzie et Condition physique et Sport amateur pour une coordination et une consolidation avant le 1^{er} juin 1993. Les plans directeurs actuels axés sur les principaux groupes visés seront transmis à Vie active Canada, par l'intermédiaire de comités de coordination pour chaque groupe visé (appelés Alliances)
- d) Le ministre Cadieux a demandé aux membres du Groupe de travail collectif élus à la Tribune l'automne dernier de servir à titre de Conseil d'administration provisoire de Vie active Canada, et ils ont accepté.

Par conséquent, avec l'appui de Condition physique Canada, ils gèreront la période de transition et les changements. Je suis aussi heureux que le D^r Gerry Glassford ait accepté d'en être le président.

- e) Le ministre Cadieux entend tenir l'engagement pris lors du colloque «Pleins feux sur la vie active 1992». À cette fin, le Ministre transférera les biens, et temporairement le personnel, à Vie active Canada. L'établissement de regroupements provinciaux et territoriaux est l'étape logique suivante de l'approche de mobilisation de la collectivité adoptée au colloque «Pleins feux sur la vie active 1992».

2. Plan de communication:

Il est nécessaire que ParticipACTION rende compte à Vie active Canada dans le domaine des communications. ParticipACTION et Vie active Canada vont développer, avant le 1er juillet 1993, un plan de communication. ParticipACTION continuera de recevoir des contributions de Condition physique Canada.

3. Programmes nationaux (Semaine Canada en forme, Campagne nationale de marche et Vitalité) :

- a) Afin de rationaliser la nouvelle infrastructure, de même que d'éliminer le chevauchement et le double emploi dans la structure de prestation du programme national, et de permettre une mise en commun des ressources, Vie active Canada et ParticipAction négocieront, d'ici le 1^{er} juillet 1993, les meilleurs moyens de coordonner et de consolider (par le biais d'un plan de consolidation) les trois programmes nationaux : Semaine Canada en forme, Campagne nationale de marche et Vitalité.

4. Plan de recherche:

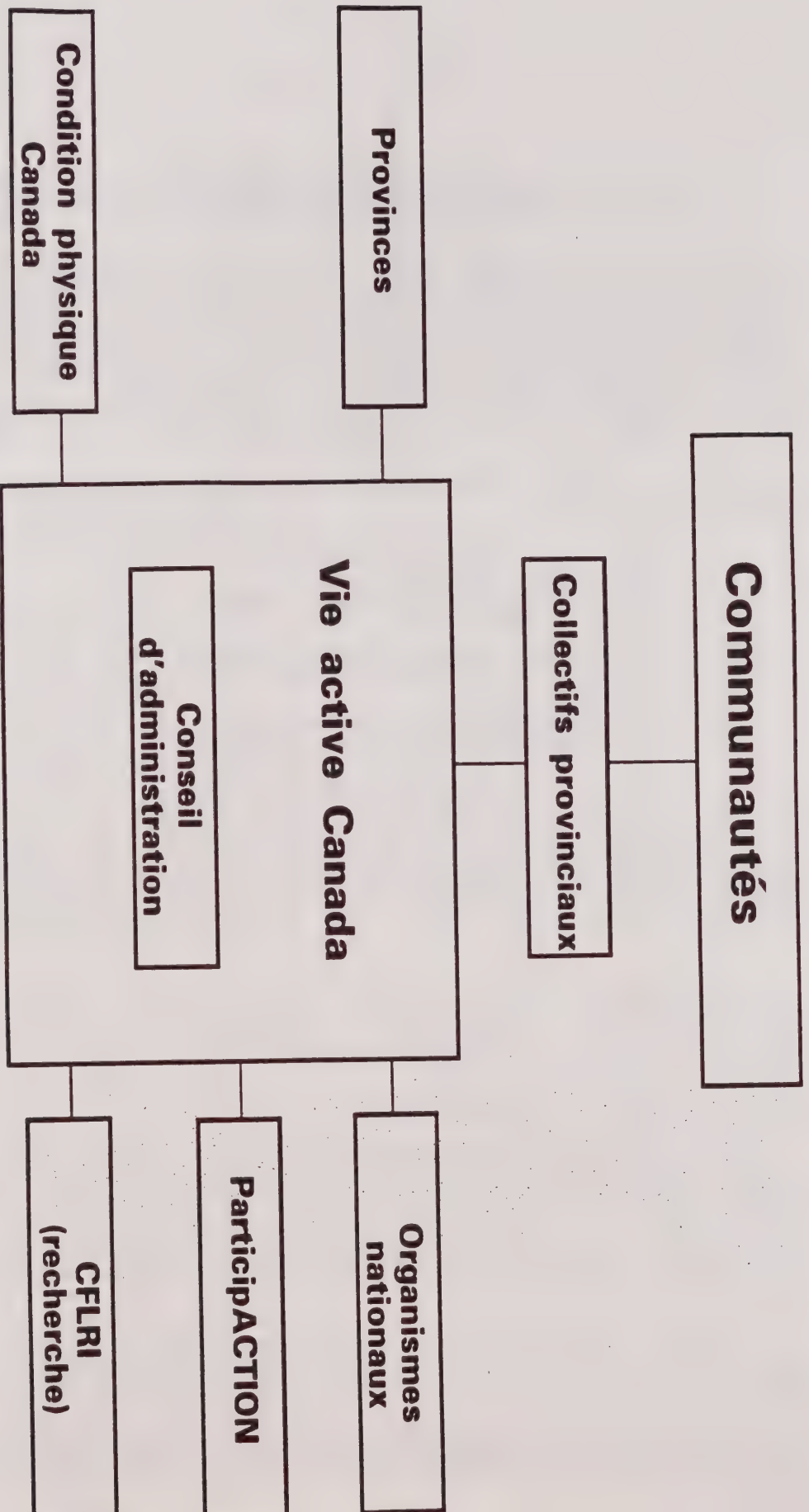
Il est nécessaire que l'Institut canadien de recherche sur la condition physique et le mode de vie rende compte à Vie active Canada dans le domaine de la recherche. L'ICRCPMV continuera de recevoir des contributions de Condition physique Canada.

5. ACSEPL, ACLI et le Défi canadien de la vie active :

- a) Afin de consolider l'infrastructure, je recommanderai que l'ACSEPL et l'ACLI soient fusionnées. Je suis prêt à appuyer le processus qui assurera la fusion la plus efficace de ces organismes axés sur les écoles. Le Défi canadien de la vie active sera aussi intégré au nouvel organisme.

6. Rôle de Condition physique Canada :

- a) Les principaux rôles directs de Condition physique Canada porteront sur la politique fédérale, la planification et l'évaluation, le financement, la collaboration et la coopération au sein du gouvernement et entre les gouvernements, la collaboration fédérale-provinciale-territoriale, et les relations internationales. Condition physique Canada partagera les responsabilités avec Vie active Canada dans les domaines de la planification nationale, la recherche, la communication et la promotion, et l'élaboration de l'infrastructure.
- b) La collaboration fédérale-provinciale-territoriale se poursuivra par l'intermédiaire du Comité fédéral-provincial-territorial de la condition physique.



2. RÉSUMÉ DES RÔLES ET DES RESPONSABILITÉS STRATÉGIQUES DE L'INFRASTRUCTURE

Le présent document donne une description des rôles et des responsabilités stratégiques des principaux partenaires dans l'infrastructure nationale recommandée. Ces recommandations se fondent sur des sources importantes comme le Rapport du Comité directeur du Ministre sur la vie active, la Tribune sur la vie active, de même que sur un nombre de consultations confidentielles récentes. Veuillez vous reporter au diagramme pour bien comprendre les changements proposés.

La présente section contient une description des principaux partenaires suivants :

1. Condition physique Canada;
2. Vie active (Canada);
3. Les organismes nationaux, comme l'ACSEPL, l'ACLI, le YMCA, etc;
4. L'Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie;
5. ParticipACTION;
6. Les regroupements provinciaux;
7. Les gouvernements provinciaux-territoriaux.

1. Condition physique Canada

Le Comité directeur du ministre sur la vie active a exprimé sa conviction, appuyé par la collectivité, que le gouvernement du Canada devrait continuer à participer de façon énergique et active aux efforts des milieux de la vie active pour atteindre ses buts.

Dans son allocution à la Tribune sur la vie active, le ministre Cadieux a déclaré qu'à l'avenir, la responsabilité du gouvernement sera de faciliter le changement, de continuer à favoriser le partenariat et d'élaborer une stratégie pour en arriver à un consensus quant à la politique à adopter, soit en agissant comme intermédiaire.

Condition physique Canada continuerait de se retirer de la prestation directe des programmes, par exemple par le transfert du Défi canadien de la vie active aux organismes non gouvernementaux. En outre, Condition physique Canada s'engagerait moins dans les affaires quotidiennes des organismes nationaux et encouragerait une plus grande souplesse de fonctionnement de leur part.

La collaboration fédérale-provinciale-territoriale continuerait par l'intermédiaire du Comité fédéral-provincial-territorial de la condition physique (CFPTCP).

Voici un résumé des rôles directs et indirects de Condition physique Canada (un partenaire principal).

Condition physique Canada

Rôle direct

- Politique fédérale, planification et évaluation ministérielles; par exemple :
 - La participation réussie de Condition physique Canada au Plan vert et à la Stratégie d'intégration des personnes handicapées.
- Condition physique Canada joue un rôle important en facilitant l'application des politiques provinciales de la vie active
- Financement;
- Collaboration et coopération intersectorielles et intergouvernementales; par exemple :
 - Le partenariat de Condition physique et Sport amateur avec l'initiative «Grandir ensemble» et la collaboration avec Santé et Bien-être social, Transport Canada, Environnement Canada et d'autres organismes.
- Relations internationales.

Rôle partagé

- Planification à l'échelle du Canada, par exemple :
 - Condition physique Canada facilite l'élaboration de projets de plans d'action pour quatre groupes cibles et deux secteurs prioritaires.
- Coordination
- Recherche;
- Communication et promotion
- Mise au point de l'infrastructure, par exemple :
 - L'engagement courant de Condition physique à la révision de l'infrastructure nationale de la vie active.

2. Vie active Canada

L'un des principaux éléments du rapport du Comité directeur du Ministre sur la vie active propose d'établir un mécanisme qui faciliterait la discussion, la prise de décisions et l'adoption d'orientations. D'un commun accord avec cette recommandation du Comité directeur, le ministre Cadieux unifiera et rationalisera l'infrastructure nationale afin d'éviter le double emploi et les chevauchements, tout en encourageant le milieu de la vie active à assumer collectivement une plus grande part de responsabilité et d'initiative et d'en rendre compte.

Le ministre Cadieux appuiera la création de Vie active Canada à titre d'organisme national représentant la collectivité des milieux de la vie active à travers le Canada. Les organismes nationaux seraient représentés à l'Assemblée générale. De même, l'établissement des orientations nationales par Vie active Canada serait influencé par la base au moyen d'une représentation

importante des regroupements provinciaux et territoriaux à l'Assemblée générale. Les secrétariats, les bureaux et les centres cesseraient d'être financés et leur rôle de coordination serait intégré à Vie active Canada afin de poursuivre l'approche qui répond le mieux aux besoins des Canadiens.

Voici donc les principales caractéristiques et fonctions de Vie active Canada :

1. Caractéristiques :

- Vie active Canada «appartiendrait» au milieu de la vie active.
- Toutes les organisations des milieux de la vie active en seraient membres, de même que les secteurs complémentaires, comme la santé, le sport, l'éducation et l'environnement.
- Une Assemblée générale des représentants des membres serait convoquée à tous les deux ans. L'Assemblée générale offre un cadre démocratique pour la représentation des collectivités.
- Les membres du Groupe de travail collectif élus à la Tribune sur la vie active à l'automne ont convenu de servir à titre de Conseil d'administration provisoire, jusqu'à ce que l'Assemblée générale de Vie active Canada soit convoquée pour la première fois.
- Un petit nombre d'employés (6-7) assurerait l'exécution des principales fonctions de Vie active Canada.

2. Principales fonctions :

- Élaboration et coordination stratégiques collectives des milieux de la vie active;
- Plan directeur de la vie active;
- Plans de communication;
- Coordination des groupes cibles par l'intermédiaire des Alliances (enfants et jeunes, handicapés, adultes d'âge mûr, lieu de travail et direction);
- Élaboration des statuts;
- Relations et partenariats accrus avec les provinces, les programmes gouvernementaux et les ONG;
- Relations avec les regroupements collectifs provinciaux.

3. Les organismes nationaux

D'autres partenaires des milieux de la vie active seraient mieux placés pour jouer certains rôles au niveau national afin de compléter les rôles et les responsabilités du gouvernement

fédéral. Ces rôles ne conviennent pas aux activités du gouvernement fédéral, mais les organismes nationaux, surtout les organismes sans but lucratif, peuvent s'en charger plus efficacement et d'une manière plus rentable.

Le Comité directeur du Ministre sur la vie active recommande que les rôles essentiels joués par les organismes non gouvernementaux et sociaux à l'échelle nationale dans les milieux de la vie active soient reconnus et approuvés.

Le ministre Cadieux recommande que les organismes nationaux jouent les rôles suivants :

- Planification nationale;
- Recherche et évaluation;
- Communication
- Défense de la cause;
- Élaboration de stratégies;
- Élaboration et exécution de programmes.

4. ICRCPMV

Pour le moment, l'Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie (ICRCPMV) finance et entreprend des recherches sur la vie active, et en diffuse les résultats. Le ministre Cadieux recommande que l'Institut rende compte de ces fonctions à Vie active Canada et que ses recherches soient équilibrées, en mettant davantage l'accent sur la recherche appliquée et orientée sur les programmes. En somme, l'ICRCPMV aurait les responsabilités suivantes :

- Le financement, la réalisation et la diffusion de la recherche;
- L'obligation de rendre compte de la mise en oeuvre à Vie active Canada;
- L'obligation de rendre compte du financement à Condition physique;

5. ParticipACTION

Le succès des activités de communication, de promotion et de marketing social de ParticipACTION est bien documenté et bien connu. Toutefois, selon les conclusions du rapport de la DVRP et de l'étude commandée à Price Waterhouse, ParticipACTION devrait rendre davantage compte au milieu de la vie active.

Le ministre Cadieux recommande que Vie active Canada devienne le mécanisme responsable et que les programmes de communication et de promotion de la Semaine Canada en forme

(après mai 1993), le Programme Vitalité et la Campagne nationale de marche soient négociés avec Vie active Canada et ParticipACTION avant le 1er juillet 1993. En somme, ParticipACTION se chargerait :

- de la communication, de la promotion et du marketing social;
- de rendre compte de la mise en oeuvre à Vie active Canada;
- de rendre compte du financement à Condition physique.

6. Les regroupements provinciaux

Les programmes de Vie active sont disséminés dans les collectivités au Canada, les régions et les municipalités offrant la plupart des programmes, des services et des installations. Si la vie active doit devenir un style de vie pour tous les Canadiens, la collectivité doit rester au centre de l'exécution des programmes.

La Tribune sur la vie active et le Rapport du Comité directeur recommandent la création d'une structure nationale axée sur les collectivités. La création de regroupements provinciaux est essentielle à cet égard. L'établissement des orientations nationales par Vie active Canada serait influencé par la base au moyen d'une représentation importante des regroupements provinciaux et territoriaux à l'Assemblée générale.

Les regroupements provinciaux permettraient une représentation de la collectivité au sein de Vie active Canada :

- par ex.
- la représentation des groupes cibles (jeunes, handicapés, adultes d'âge mûr, etc.);
 - une représentation sectorielle (santé, éducation, loisirs, etc.)
 - autres (partenaires non traditionnels).

7. Les gouvernements provinciaux et territoriaux

On ne peut souligner assez le rôle des provinces et des territoires. Ces partenaires ont la responsabilité première des loisirs, de la santé et de l'éducation et sont le principal véhicule de distribution d'une vaste gamme de programmes à la population canadienne.

Le ministre Cadieux envisage que les gouvernements provinciaux et territoriaux continuent d'exercer les fonctions suivantes qui relèvent de leur compétence :

- Politique, planification et évaluation;
- Financement;

- Collaboration et coopération gouvernementales;
- Mise au point de l'infrastructure;
- Élaboration et exécution des programmes

3. LISTE DES ORGANISMES À CONSOLIDER ET ÉCHÉANCIER

Pleins feux sur la vie active 1992	1 ^{er} juin 1993
Bureau «Vivre en action»	1 ^{er} juin 1993
Alliance de vie active pour l'enfance et la jeunesse	1 ^{er} juin 1993
Alliance de vie active pour les Canadiens/ Canadiennes ayant un handicap	1 ^{er} juin 1993
Centre canadien de vie active en milieu de travail	1 ^{er} juin 1993
Centre de leadership de «Vivre en action»	1 ^{er} juin 1993
Secrétariat pour la condition physique du troisième âge	1 ^{er} juin 1993
Semaine Canada en forme	1 ^{er} juillet 1993
Campagne nationale de marche	1 ^{er} juillet 1993
Vitalité	1 ^{er} juillet 1993
Association canadienne pour la santé, l'éducation physique et le loisir	À déterminer
Association canadienne des loisirs intra-muros	À déterminer
Défi canadien de la vie active	À déterminer
Programme pour la formation à la direction bénévole	1 ^{er} juin 1993

4. Considérations pour la période de transition

Vie active Canada a accepté de gérer la période de transition. Le conseil d'administration par intérim de Vie active Canada, sous la présidence de Gerry Glassford, sera en conséquence responsable du transfert des biens et de l'intégration des Alliances, Secrétariats, Centres et Bureau au sein de Vie active Canada.

Condition physique et Sport amateur donnera un appui financier à cette période de transition. Il est recommandé qu'une firme indépendante agisse pour le compte de Vie active Canada pour gérer la transition et l'élimination de certaines activités. Cette firme négocierait la séparation des employés affectés.

GOVERNMENTS AGREE ON COMPREHENSIVE NEGOTIATIONS TO REDUCE INTERNAL TRADE BARRIERS

Montreal, Quebec - March 18, 1993 - An important step in the essential process to eliminate barriers to the free movements of goods, services, people and capital within Canada was taken today by federal, provincial and territorial ministers responsible for internal trade. For the first time, ministers present confirmed government support for a comprehensive process and a timetable to eliminate these interprovincial barriers. Comprehensive negotiations will begin by July 1, 1993 with an objective of reaching an agreement by June 30, 1994.

Canadians have become increasingly concerned about the cost of limitations on the free movement of goods, services, people and capital among the provinces and territories of Canada. The importance of moving ahead rapidly on this issue has increased with international trends towards more open global markets. Reducing barriers has long been seen as a means of improving the competitive position of Canadian business in both domestic and world markets, thereby supporting further growth in Canadian jobs and income.

Ministers agreed to a number of guiding principles that would shape the negotiations. First and foremost, governments will treat people, goods, services and capital equally irrespective of where they originate in Canada. In so doing, Ministers will be influenced by the importance of transparency of applications, environmental objectives, consumer protection, labour standards and regional development considerations. In addition, Ministers indicated that

a practical, effective and efficient dispute settlement mechanism will be essential to a successful comprehensive agreement.

Shortly, governments will announce their Chief Negotiators who will meet in early May to discuss the workplan for the negotiations including the precise identification of barriers and detailed timeframes for the negotiations. Where sectoral processes are already underway, these would continue within the context and the framework of the overall comprehensive approach. Ministers will continue to meet regularly to monitor the negotiations. The next CMIT meeting is scheduled for June 1993 to assess progress and the workplan for the Chief Negotiators.

This announcement was made today by the Honourable Michael Wilson, Minister of Industry Science and Technology Canada, and the Honourable Eric Stefanson, Manitoba Minister of Industry, Trade and Tourism, co-chairs of the Committee of Ministers on Internal Trade.

"Today's decision is a major step forward for Canadians. The final agreement that will result from the steps taken today will have a positive effect on the Canadian economy and the personal economic situation of Canadians. It is crucial that governments must focus their efforts towards national economic goals -- goals that will benefit Canadians in all provinces and territories." said Mr. Wilson. "The process announced today provides a welcome model for collaboration and cooperation among Canadian governments."

"It represents a real commitment to work together in the national interest and a willingness to compromise and balance competing interests in order to strengthen the Canadian economy," continued Mr. Stefanson, speaking on behalf of his provincial and territorial colleagues. "The flexibility and spirit of cooperation demonstrated by all participants in today's meeting underlines the recognition that an open, efficient and stable domestic market is essential to

support the competitiveness and economic well-being of Canadians and Canadian business."

To date, the CMIT's work has resulted in progress on a number of issues, producing agreements on government procurement, the sale of beer and a confirmation of a moratorium on the creation of new trade barriers. Ministers have agreed to intensify their efforts to resolve all outstanding implementation issues related to beer and procurement, and report on this at the June 1993 CMIT meeting. In March of 1992, First Ministers called on the CMIT to accelerate their work program to remove interprovincial trade barriers. This comprehensive process provides the opportunity to achieve an open and accessible internal market in the timeframe set by First Ministers.

A statement outlining the commitments made by Ministers is attached.

- 30 -

For further information please call:

R.H. (Bob) Knox, (613) 954-3555
Industry, Science and Technology
Canada

Neill Allison, (204) 945-2018
Manitoba Department of Industry,
Trade and Tourism

**A STATEMENT
on
CANADA'S INTERNAL MARKET
by
THE GOVERNMENTS of CANADA, the PROVINCES and the
TERRITORIES**

BACKGROUND:

1. Canadian Governments agree that an open, efficient and stable domestic market is essential to support the competitiveness and economic well-being of Canadians and Canadian business.
2. First Ministers have agreed that all Governments will work toward arrangements and agreements to remove barriers and create a more open and accessible market by March 31, 1995.
3. Canadian Governments accept that the best approach to achieve this objective is through a cooperative approach which allows Governments to exercise their separate responsibilities and reflect their interests in the context of a national goal and purpose.

COMMITMENT:

4. Based on the principle of cooperation, the Government of Canada and the Governments of the Provinces and the Territories agree to the following:

Principles

- (i) The principles attached as an **Annex** to this Statement will be applied as a basis for reducing and removing barriers and impediments to domestic trade.

Comprehensive Agreement

- (ii) Negotiation will begin no later than **July 1, 1993** to remove barriers and reconcile regulations, standards and administrative practices in all of the economic sectors and subject areas agreed to by Governments.
- (iii) All negotiations will be completed and the resulting agreement(s) initialled by Internal Trade Ministers representing all Governments by **June 30, 1994**.

Compliance

- (iv) Ministers agree that an effective compliance mechanism is an essential component to any comprehensive agreement on the Canadian Internal Market and the development of appropriate arrangements will be part of these negotiations.

Ratification and Implementation

- (v) Following approval by Internal Trade Ministers (**June 30, 1994**), Governments will undertake to ratify the comprehensive agreement(s) by **June 30, 1995**.

PRINCIPLES TO ENHANCE INTERNAL TRADE IN CANADA

PRINCIPLES

The principles are that:

1. Governments treat people, goods, services and capital equally, irrespective of where they originate in Canada.
2. Governments reconcile standards and regulations to provide for the free movements of peoples, goods, services and capital within Canada.
3. Governments ensure that their administrative policies operate to provide for the free movement of people, goods, services and capital.

APPLICATION

In applying these principles, governments recognize the need for:

- full disclosure in information, legislation, regulations, policies and practices that have the potential to impede a single, integrated market in Canada;
- exceptions and transition periods as well as special needs consistent with regional development objectives in Canada;
- supporting administrative compliance mechanisms that are accessible, timely, credible and effective.
- taking into account the importance of environmental objectives, consumer protection and labour standards,

DOCUMENT: 830-474/003

LES GOUVERNEMENTS S'ENTENDENT SUR UN PROCESSUS DE NÉGOCIATION GLOBAL AFIN DE RÉDUIRE LES OBSTACLES INTÉRIEURS AU COMMERCE

Montréal (Québec), le 18 mars 1993 - Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux chargés du commerce intérieur ont franchi aujourd'hui une étape importante dans le processus visant à éliminer les obstacles à la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux au Canada. Pour la première fois, les ministres présents ont confirmé le soutien de leurs gouvernements à un processus global et à un échéancier pour éliminer ces obstacles interprovinciaux. Les négociations globales débuteront d'ici le 1^{er} juillet 1993, et l'on espère qu'une entente sera conclue au plus tard le 30 juin 1994.

Les Canadiens s'inquiètent de plus en plus du coût des limites à la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux entre les provinces et les territoires du Canada. Compte tenu des tendances internationales favorables à l'ouverture des marchés mondiaux, il est de plus en plus important d'agir rapidement dans ce dossier. Depuis longtemps, on estime que la réduction des obstacles constitue un moyen d'améliorer la compétitivité des entreprises canadiennes, tant sur le marché intérieur que sur le marché mondial, et donc de stimuler la croissance des emplois et des revenus pour les Canadiens.

Les ministres se sont accordés à reconnaître un certain nombre de principes directeurs qui guideront les négociations. En premier lieu, les gouvernements devront traiter les personnes, les biens, les services et les capitaux de la même manière, peu importe la partie du Canada d'où ils proviennent. À cet égard, les ministres tiendront compte de la transparence des applications, des objectifs environnementaux, de la protection des

consommateurs, des normes de travail et des impératifs du développement régional. En outre, les ministres ont souligné qu'il sera essentiel d'avoir un mécanisme efficace de règlement des différends si l'on veut que l'accord soit un succès dans son ensemble.

Les gouvernements désigneront bientôt leurs négociateurs en chef qui se réuniront au début de mai pour discuter du programme des négociations, identifier de manière plus précise les obstacles à considérer et proposer un échéancier. Dans les cas où existent des processus de négociation sectoriels, ceux-ci seront poursuivis dans le cadre de l'approche globale adoptée. Les ministres continueront d'avoir des rencontres régulières afin de suivre de près les négociations. La prochaine réunion du CMCI, prévue pour le mois de juin 1993, aura pour objectif d'évaluer les progrès réalisés et le programme des négociations établi.

C'est ce qu'ont annoncé aujourd'hui l'honorable Michael Wilson, ministre fédéral de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, et l'honorable Eric Stefanson, ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Manitoba, coprésidents du Comité des ministres sur le commerce intérieur.

«La décision d'aujourd'hui constitue un grand pas en avant pour les Canadiens. L'accord final qui découlera des mesures prises aujourd'hui aura un effet favorable sur l'économie canadienne et la situation économique personnelle des Canadiens. Il est crucial que les gouvernements concentrent leurs efforts sur la réalisation d'objectifs économiques nationaux dont profiteront les Canadiens de toutes les provinces et de tous les territoires», a déclaré M. Wilson. «Le processus annoncé aujourd'hui nous offre un modèle utile de collaboration et de coopération entre les gouvernements canadiens.»

«Il représente un engagement véritable à travailler ensemble dans l'intérêt national et une volonté de concilier des intérêts contradictoires afin de renforcer l'économie canadienne», a poursuivi M. Stefanson, au nom de ses collègues des provinces et

territoires. «La souplesse et l'esprit de collaboration dont ont fait preuve les participants à la réunion d'aujourd'hui démontrent que tous reconnaissent qu'un marché national ouvert, efficient et stable est indispensable à la compétitivité et au bien-être économique des Canadiens et des entreprises canadiennes.»

Jusqu'ici, les travaux du CMCI ont permis de faire avancer certains dossiers, notamment par la conclusion d'ententes sur les marchés publics et sur la vente de la bière ainsi que par un moratoire sur la création de nouveaux obstacles au commerce. Les ministres ont convenu d'intensifier leurs efforts pour résoudre tous les problèmes de mise en oeuvre qui continuent de se poser dans les dossiers de la bière et des marchés publics, et d'en faire rapport à la réunion de juin 1993 du CMCI. En mars 1992, les premiers ministres ont demandé au CMCI d'accélérer ses travaux en vue d'abolir les obstacles interprovinciaux au commerce. Ces négociations globales permettront de favoriser l'ouverture et l'accessibilité du marché intérieur, et ce, dans les délais fixés par les premiers ministres.

Un exposé des engagements pris par les ministres est joint au présent communiqué.

- 30 -

RENSEIGNEMENTS :

M. R.H. (Bob) Knox
(613) 954-3555
Industrie, Sciences et Technologie
Canada

N. Neill Allison
(204) 945-2018
Ministère de l'Industrie,
du Commerce et du
Tourisme du Manitoba

**UN ÉNONCÉ CONCERNANT
LE MARCHÉ INTÉRIEUR CANADIEN
préparé par
LES GOUVERNEMENTS DU CANADA,
DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES**

CONTEXTE :

1. Les gouvernements du Canada affirment qu'un marché intérieur ouvert, efficace et stable est essentiel pour appuyer la compétitivité des entreprises canadiennes et le bien-être économique des Canadiens.
2. Les premiers ministres ont décidé que tous les gouvernements travailleront à l'élaboration d'ententes et d'arrangements visant à supprimer les obstacles au commerce intérieur et à créer un marché plus ouvert et plus accessible, d'ici au 31 mars 1995.
3. Les gouvernements du Canada déclarent que la meilleure façon d'atteindre cet objectif est par l'entremise d'une approche de collaboration, qui permet aux gouvernements d'assumer les responsabilités respectives et qui reflète leurs intérêts au sein d'un processus national.

ENGAGEMENT :

4. Grâce au principe de la coopération, le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux et les Territoires ont décidé de prendre les mesures suivantes :

Principes

- i) Les principes joints à titre d'**annexe** au présent document seront appliqués dans le but de réduire et de supprimer les obstacles au commerce intérieur.

Accord global

- ii) On commencera au plus tard le **1^{er} juillet 1993** des négociations visant à supprimer les obstacles et à uniformiser les règlements, les normes et les pratiques administratives dans tous les secteurs économiques et les domaines convenus par les gouvernements.
- iii) D'ici au **30 juin 1994**, on aura terminé toutes les négociations et les ministres du Commerce intérieure représentant tous les gouvernements auront paraphé les accords qui en résultent.

Conformité

- iv) Les ministres conviennent qu'un bon mécanisme de conformité est essentiel à tout accord global sur le marché intérieur canadien et que l'élaboration d'accords appropriés entrera dans le cadre de ces négociations.

Ratification et mise en oeuvre

- v) Une fois que les ministres du Commerce intérieur auront approuvé l'accord ou les accords globaux (**le 30 juin 1994**), les gouvernements s'engagent à les ratifier d'ici au **30 juin 1995**.

PRINCIPES D'ÉTABLISSEMENT D'UN MÉCANISME POUR ÉLIMINER LES OBSTACLES RÉSIDUELS AU COMMERCE INTERPROVINCIAL

PRINCIPES

Les principes sont les suivants :

1. Que les gouvernements traitent les personnes, les biens et les services sur un même pied, d'où qu'ils viennent au Canada.
2. Que les gouvernements harmonisent leurs normes et leurs règlements pour permettre la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux au Canada.
3. Que les gouvernements voient à ce que leur politiques administratives assurent la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux au Canada.

APPLICATION

En appliquant ces principes, les gouvernements reconnaissent la nécessité :

- de la divulgation des renseignements, des lois, des règlements, des politiques et des méthodes susceptibles de faire obstacle à un marché unique, intégré au Canada;
- d'exceptions et de périodes de transition ainsi que de la prise en compte de besoins particuliers correspondant à des objectifs de développement régional au Canada;
- de mécanismes d'application administratifs et auxiliaires qui soient accessibles, opportuns, crédibles et efficaces.
- de prendre en considération l'importance des objectifs touchant l'environnement, la protection du consommateur et des normes de travail.

DOCUMENT: 830-477/013

RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS

Communiqué de presse

FORT SIMPSON (Territoires du Nord-Ouest)
Le 8 septembre 1993



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
LE 8 SEPTEMBRE 1993

LE CONSEIL DES MINISTRES DES FORÊTS REDÉFINIT LES MÉCANISMES DE COLLABORATION ENTRE LE FÉDÉRAL, LES PROVINCES ET LES TERRITOIRES

Fort Simpson, TNO — Le Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF), dont la présidence cette année revient au ministre des Ressources renouvelables des Territoires du Nord-Ouest, l'honorable Titus Allooloo, a tenu sa réunion annuelle à Fort Simpson, dans les Territoires du Nord-Ouest. «Les ministres provinciaux se sont dit très inquiets de ce que les ententes fédérales-provinciales-territoriales de développement des ressources forestières ne seront pas reconduites, tel qu'il a été annoncé dans le récent budget fédéral», a souligné le ministre Allooloo. «Les ministres ont donc convenu que des consultations se tiendraient immédiatement entre tous les gouvernements afin d'étudier les secteurs d'intervention du fédéral en matière de forêts.»

La perspective canadienne concernant les critères de définition du développement durable en matière forestière a été présentée au CCMF. Cette perspective constituera la contribution du Canada au colloque international qui aura lieu ce mois-ci à Montréal, sous les auspices de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), et dont le thème sera le développement durable des forêts boréales et tempérées.

«Bien que l'acceptation du concept du développement durable soit largement acquise, a indiqué le Ministre Allooloo, son apparente simplicité est trompeuse car ce concept est difficile à définir dans la pratique, en particulier en ce qui a trait aux forêts.»

En tant que premiers responsables de 10% des forêts de la planète et conformément à l'engagement du Canada à l'égard du développement forestier durable, tel qu'énoncé dans la *Stratégie nationale sur les forêts*, les ministres canadiens des forêts entendent jouer un rôle important dans l'élaboration de critères de développement durable qui soient acceptables tant au pays qu'à l'étranger.

A l'invitation du Conseil, M. Harry Bombay, directeur exécutif de l'Association nationale de foresterie autochtone, a brossé un tableau des buts et objectifs des peuples autochtones en matière d'aménagement forestier. Les ministres ont été informés de ce que les peuples autochtones doivent être partie du développement et de l'aménagement durable des ressources forestières. Leur contribution est d'une importance critique pour la mise en oeuvre de la *Stratégie nationale sur les forêts*.

Le Conseil a vigoureusement réitéré sa position voulant que les droits compensatoires imposés par les États-Unis sur le bois d'oeuvre résineux soient injustifiés. De plus, les ministres se sont dits particulièrement inquiets de ce qu'une partie de cette imposition soit attribuable aux contingents des exportations de grumes. Les gouvernements provinciaux sont d'avis que cette action des États-Unis porte atteinte à leur souveraineté en matière de gestion des ressources naturelles.

D'autres dossiers importants ont été discutés lors de cette réunion annuelle du CCMF : des dossiers internationaux, tel que le suivi à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (qui s'est tenue en juin 1992), les relations entre les gouvernements et l'industrie et le rapport de la Coalition pour la Stratégie nationale sur les forêts, qui fait état des faits saillants de la première année de mise en oeuvre de la Stratégie et de l'Accord Canadien sur les forêts.

«Ces initiatives, ainsi que plusieurs autres, sont étroitement coordonnées, sous la direction du CCMF», a indiqué le ministre Alloo. «Nous nous assurons ainsi que nos activités, tant au pays qu'à l'étranger, se complètent et se renforcent mutuellement.»

Pour plus de renseignements :

Robert Larson
Gestion des forêts
Ministère des Ressources renouvelables
Territoires du Nord-Ouest
(403) 920-6405

André Rousseau
Service canadien des forêts
Ressources naturelles Canada
(819) 997-1107

CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS' ANNUAL MEETING

Press Communiqué

**FORT SIMPSON, Northwest Territories
September 8, 1993**



FOR IMMEDIATE RELEASE
SEPTEMBER 8, 1993.

COUNCIL OF FOREST MINISTERS RE-DEFINING APPROACHES TO FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL COOPERATION

Fort Simpson, NWT — The Canadian Council of Forest Ministers (CCFM) which is chaired this year by the Northwest Territories Renewable Resources Minister, the Honourable Titus Allooioo, held its annual meeting in Fort Simpson, NWT. "Provinces expressed a deep concern about the non-renewal of federal-provincial-territorial forest resource development agreements, as announced in the recent federal budget", indicated Minister Allooioo. "In light of this, Ministers agreed that there will be immediate consultation among all governments to consider areas of future federal involvement in forestry.

The CCFM was presented with a Canadian perspective on criteria to define sustainable forest development. This perspective will be Canada's contribution to a seminar of International experts being convened this month in Montréal under the auspices of the Council for Security and Cooperation in Europe (CSCE) to discuss the sustainable development of boreal and temperate forests.

"While there is a wide-spread acceptance of the concept of sustainable development," stated Minister Allooioo, "this deceptively simple concept is proving much more difficult to define in an operational sense, particularly with respect to forests."

As the stewards of 10 % of the world's forests and reflecting Canada's commitment to sustainable forests through its *National Forest Strategy*, the Canadian forest ministers intend to play an important role in defining nationally and internationally accepted criteria for sustainable forest development.

At the invitation of the Council, Mr. Harry Bombay, Executive Director of the National Aboriginal Forestry Association made a presentation outlining the goals and objectives of Aboriginal peoples in forestry. Ministers were advised that Aboriginal peoples must be involved in the sustainable development and management of forest resources. Their contribution is critical in fully implementing the National Forest Strategy.

The Council reiterated strongly that the U.S. countervailing duty on softwood lumber is unfounded. Further, Ministers expressed particular concern over the fact that part of the duty is attributable to log export restrictions. The provincial governments felt that their sovereign right to manage their natural resources was being threatened by the U.S. action.

1...2

Other issues of importance addressed at the meeting include: international matters such as the United Nations Conference on the Environment and Development (June 1992) follow-up, government-industry relations and the National Forest Strategy Coalition's report which highlights the major accomplishments in the first year of the Strategy and the *Canada Forest Accord*.

"Under the leadership of the CCFM, these and other related initiatives are closely coordinated," said Minister Alloo. "This ensures that our national and international efforts dovetail, support and enhance one another."

For more information, contact:
Robert Larson
Forest Management, Department of Renewable Resources
Northwest Territories
(403) 920-6405

André Rousseau
Canadian Forest Service
Natural Resources Canada
(819) 997-1107

DOCUMENT: 830-478/006

**MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL
OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT**

Contaminated Site Liability

Task Group on Contaminated Site Liability

**REGINA, Saskatchewan
May 12, 1993**

REPORT TO CCME MINISTERS

CONTAMINATED SITE LIABILITY

**BY THE
TASK GROUP ON
CONTAMINATED SITE LIABILITY**

March 25, 1993

REPORT TO CCME MINISTERS
BY THE
TASK GROUP ON
CONTAMINATED SITE LIABILITY

I- BACKGROUND

Contaminated site liability is an issue causing difficulty in our attempts to achieve a sustainable environment and a sustainable economy. Contaminated sites must be properly managed, but who should pay? In some cases, the responsible person is clearly determined. In others, the responsible person or persons may be more difficult to identify or to locate. Further complications result when responsible persons are unable to pay.

A major concern is unpredictability. Unpredictability may lead to inaction or to inappropriate action on the part of the commercial and industrial sectors. Future responsibilities are unclear and consequently future care of the environment is not assured.

While sensitivity and general awareness of environmental pollution issues are growing in all sectors of our population, there is a need to keep the nature of this issue in perspective. Many contaminated site problems are associated with industrial activity in the past, such as abandoned mining and milling operations, factories, landfills, and processing plants. Long forgotten activities of the past can come back suddenly to create an environmental problem when least expected. This is raising concerns in both the private and public sectors about increased exposure to liability resulting in significant unforeseen expenditures. The private sector wants to minimize costs to maintain commercial viability, and governments want to ensure that the general taxpayer is not burdened with costs associated with poor environmental practices of the past. They are now working together to try to develop a system that would be compatible with both objectives.

While many potential environmental hazards are anticipated and prevented by owners and operators of lands and businesses, a considerable number are discovered after the fact or by accident once environmental damage has occurred. Sometimes, contamination is contained and stays on site, while other times it spreads and pollutes soil and water, including groundwater which may be the source of drinking water.

Industry is concerned about this issue and is beginning to respond in a positive manner. Environmental audits are frequently conducted as a part of their environmental management practices. These practices improve compliance and prevent pollution. There is also growing evidence that pollution prevention efforts lead to considerable cost savings. Lenders now routinely conduct a review of environmental management and practices with many classes of commercial borrowers prior to approving credit facilities, and, as the degree of risk warrants may require independent environmental audits. The purpose of these measures is to avoid the potential impact of poor environmental practices and site contamination on creditworthiness. Another factor is that comprehensive environmental insurance is not yet a common commodity, although the insurance industry is in the preliminary stages of developing products to cover cleanup costs. Presently, insurance is mostly limited to sudden and future events. Questions

continue to persist as to how the person or persons responsible for the contamination can be held more accountable for remediation of contaminated sites.

II- INTRODUCTION

The CCME Task Group on Contaminated Site Liability came about because of pressure from a couple of sources. Firstly, environment ministries across the country are encountering this issue with increasing frequency. Secondly, certain business organizations urged the CCME to lead a national exercise of resolution to reduce the unpredictabilities of liability. All interested persons agreed with the need for early action.

So many organizations and individuals are keenly concerned about liability issues that it was recognized early on that everyone could not be involved in every aspect of the work. A Core Group consisting of five of the CCME jurisdictions - Nova Scotia, Ontario, Canada, Manitoba and Alberta - and five stakeholder organizations - Canadian Bankers Association, Canadian Environmental Law Association, Canadian Chemical Producers Association, West Coast Environmental Law Association and the Canadian Petroleum Products Institute - was formed under the guidance of Manitoba and Alberta as co-chairs. This Core Group was charged with planning the process to be used to bring the interested persons together and with assessing and reporting on the results of the work accomplished.

A broader Advisory Group (Appendix B) was then established to engage in the discussion of the specific issues to ensure that a variety of perspectives were on the table and that the broadest possible support for the outcomes was in place. The Core Group and the Advisory Group were brought together in a workshop setting in Winnipeg on October 8 and 9, 1992. Each organization was invited to bring up to two individuals to the event. Reimbursement was offered to ENGOs for their travel and accommodation expenses to ensure their participation. Approximately 55 people spent about ten hours in small working groups and about three hours in plenary sessions at the workshop.

It was not possible to discuss every issue in detail at the Workshop, due to time limitations. Therefore, subsequent to the Workshop, the Core Group held two additional meetings and three conference calls, and communicated by correspondence to not only review and summarize the issues which had received thorough discussion at the workshop, but also to discuss the remaining issues and make recommendations that would be reviewed by the Advisory Group prior to being brought forward to Deputy Ministers and Ministers. This Report details the notable results of those deliberations.

It is important to note that the focus of the Task Group has been on the responsibility for remediation of existing contaminated sites. It is recognized that equally important is the ability to prevent future occurrences of contamination, and further work is required to address this issue. (See Part IV of the report)

III- RECOMMENDED PRINCIPLES

The following "Recommended Principles" have been developed to provide a model framework upon which individual member governments can develop legislation and regulations but which will promote and facilitate a consistent approach to the issue of environmental liability across the country. These Recommended Principles have not been drafted in the form of

legislative provisions; rather, they are statements of the policy options adopted by the Task Group, and on the basis of which specific legislative provisions should be enacted.

The first five Recommended Principles are categorized as "Underlying Principles". They contain the general policies which should form the basis of this type of legislation. The remaining eight Recommended Principles are categorized as "Specific Principles", as they relate to specific substantive issues that must be dealt with in such legislation. The Task Group believes there is consistency between the "Underlying Principles" and the "Specific Principles", and that in their entirety the Recommended Principles provide a solid and effective framework for the drafting of legislation respecting liability for contaminated sites.

The format of this Report is to state each Recommended Principle individually and in bold type, and, where necessary, it is followed by a brief commentary to clarify the meaning of the principle, indicate any area where there was significant disagreement on an issue and provide any other explanatory points which are deemed necessary.

RECOMMENDED PRINCIPLES #1 TO #5 -- "UNDERLYING PRINCIPLES"

#1 The principle of "polluter pays" should be paramount in framing contaminated site remediation policy and legislation.

#2 In framing contaminated site remediation policy and legislation, member governments should strive to satisfy the principle of "fairness".

- This principle is recommended with the understanding that there are some stakeholders who believe this principle is more fundamental than the polluter pay principle.

- In designing a "process" to allocate liability, it should be possible for governments to satisfy both the principles of "polluter pays" and "fairness" by building appropriate mechanisms into the scheme so that cleanup costs are allocated fairly. (See Recommendations #6 and following)

- The principle of "fairness" incorporates, among other things, the concepts of certainty of process, effectiveness, efficiency, clarity, consistency, and timeliness in achieving environmental objectives.

While these concepts all relate to "process", it is also felt that "fairness" relates to substantive issues, and is associated with the principles of "polluter pays" and "beneficiary pays".

"Deep pockets", as a determinant of liability, should be rejected. Although there was broad support for this point, there were some stakeholders who did not support its rejection as a determinant of liability.

#3 The contaminated site remediation process should enshrine the three concepts of "openness, accessibility, and participation".

- Accessible information and opportunity for public input are considered fundamental to the development and operation of policy and legislation related to contaminated site liability.

#4 The principle of "beneficiary pays" should be supported in contaminated site remediation policy and legislation, based on the view that there should be no "unfair enrichment".

- The meaning of this principle can be explained as follows: those who will benefit from the cleanup of a contaminated site should not be "unfairly enriched". They should contribute according to the benefit that they derive from the remediation. For example, a present owner of a contaminated site may have purchased an already-contaminated site at a significant discount; s/he should not be allowed to profit unfairly by selling the remediated site at a premium-- unless of course s/he contributed to the costs of remediation in proportion to increases in the property value generated by remediation.

- A second aspect of "beneficiary pays" is the notion that a person who benefited from the activity resulting in the contamination should share liability for its cleanup with other responsible persons. However, there was no consensus reached on defining the term beneficiary. To pursue this aspect of "beneficiary pays" would require additional time and effort.

#5 Government action in establishing contaminated site remediation policy and legislation should be based on the principles of "sustainable development", integrating environmental, human health and economic concerns.

RECOMMENDED PRINCIPLES #6 TO #13 -- "SPECIFIC PRINCIPLES"

#6 There should be a broad net cast for the determination of potential responsible persons. However prior to entering the actual liability-allocation stages of the process, the following persons should have a conditional "exemption" based upon clearly defined statutory exemptions: (a) Lenders; lenders who hold a security interest in the property of a borrower should be granted a pre-foreclosure exemption from personal liability, beyond the outstanding balance of the debt, unless the lender had actual involvement in the control or management of the business of the borrower. (b) Receivers, Receiver-Managers, Trustees (including trustees acting in a fiduciary capacity); these persons should be exempt from personal liability for pre-existing contamination, and only be liable if they fail to take reasonable steps to prevent further contamination, or otherwise fail to satisfactorily address ongoing environmental concerns at the site.

- The two statutory exemptions protect only the personal liability of a lender or receiver, etc. The lender must still contend with the fact that the security (which is a contaminated site) may be significantly devalued, and that the borrower's cash-flow may be insufficient to pay for both the cleanup and debt-servicing. As well, Recommended Principle #7 (re: "environmental priority", see below) will not be affected. In addition to allowing the claim for cleanup costs to supersede the priority of a lender's prior-registered security, this also means that such claims will supersede the claims of secured creditors on the estate being administered by a trustee.

- There is also a suggestion that there be a condition of exemption for receivers and trustees only if they contact the appropriate environmental agency for their concurrence prior to transferring funds to secured creditors.

- Based upon an examination of the structure of remediation legislation presently existing in some jurisdictions, the most effective manner by which to cast this "broad net" of liability is to list specific classes of persons who may be identified as potential responsible persons. These

classes could include: present owners, previous owners, tenants and other occupiers (both previous and present), *lenders, *receivers/receiver-managers/other trustees, manufacturers, distributors, generators, transports, corporate directors and officers, parent corporations and a "catch-all clause" to catch other potentially responsible persons who would not otherwise be caught in the liability net. Some of the stakeholders felt it important to note that government can fall into many of the above categories. [* These classes of persons are only responsible persons if they do not fall within the exemption.]

- Industry members voiced strong concerns regarding the inclusion of corporate directors and officers, especially without the qualification that their actions contributed to the contamination. They are concerned that it will become difficult to recruit good people to fill these roles. Other members felt that the courts would apply the criteria related to responsibility, and that there appeared to be little difficulty in the U. S. as a result of this policy.

- Industry representatives also made the point that parent corporations should remain in the net only if the subsidiary corporation was established primarily to avoid responsibility.

- The two exemptions contained in this Recommended Principle are the only two statutory exemptions recommended. It is noted that some participants wanted to extend the list of statutory exemptions to include innocent present owners, municipalities who take ownership through tax sale, etc., while others wanted no statutory exemptions.. No other class of potential responsible person was identified as having involvement with contaminated sites in circumstances similar to these two groups. (Other classes of potential responsible persons may have their liability limited (wholly or partially) at a later stage in the process, based upon the "limitation criteria" described in Recommended Principle #9.)

- Some noted that lender exemption should apply only where the lender had reasonably assessed the environmental consequences of the loan prior to making it .

#7 Remediation legislation should provide the necessary authority and means to enable the recovery of public funds expended on the remediation of contaminated sites from those persons deemed to be responsible for such sites. Furthermore, member governments should strive to achieve environmental priority over all other claims or charges on an estate that has entered receivership or bankruptcy.

- Any provincial legislation establishing a priority in this area will be subject to federal priority in such matters as bankruptcy and other areas of federal jurisdiction.

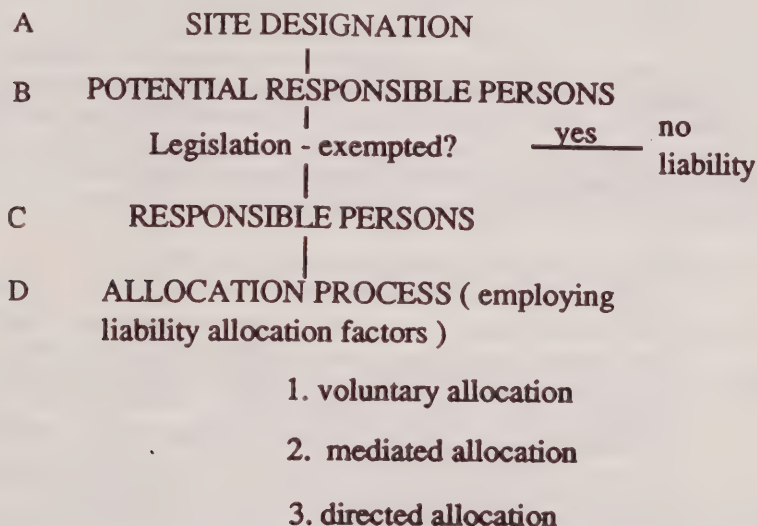
- The reason for this Recommended Principle is to ensure that cleanup costs have the best likelihood of being recoverable, so as to encourage the cleanup of contaminated sites, and not unfairly burden the general taxpayer.

- Some lending institutions have suggested that this priority should extend to just the contaminated assets.

- More work related to the implementation of this recommendation needs to be done, due to the complex legal and constitutional issues, and perhaps could be done as part of a review of methods for resourcing remediation. (For discussion see Part IV of this Report.)

#8 Member governments should pay particular attention to the design of a process which will facilitate the efficient cleanup of sites and the fair allocation of liability. Further, this process should discourage excessive litigation to the maximum extent possible by promoting the use of alternative dispute resolution procedures.

- An example of a process that would accommodate this principle follows:



E JOINT AND SEVERAL LIABILITY *

* There was significant disagreement as to whether joint and several liability should be a component of this process. Those in favour of its retention as a fall back in this process see it as serving two purposes: (a) as an incentive to promote resolution by ADR procedures; and (b) as a device to minimize the frequency of litigation. Those who oppose its retention see it as promoting deep pockets and in opposition to "fairness" and "polluter pays".

- This example process can be described as consisting of several separate but connected stages, as follows: (A) Site designation; (B) Determination of Potential Responsible Persons ; (C) Exclusion of specific potential responsible persons based upon clearly-defined statutory exemptions; (D) Entry of the remaining responsible persons into a 3-step liability-allocation process: (1) voluntary allocation between the responsible persons themselves; (2) mediated allocation by an independent body or person ; (3) directed allocation, (E) failure of D1, D2 and D3 would result in liability becoming joint and several. Allocation efforts in D would be required to consider various statutorily-prescribed liability allocation factors. (see Recommendation #9)

- The example process is sufficiently flexible to allow member governments to adapt it, with minor modifications, to their own particular needs.

- An option which received broad support was the idea of using an independent tribunal or other independent body for Steps D 2 and 3 in the example process. This would allow liability to be fairly and impartially allocated.

- Each of these above stages of the example process will be more fully described in the Recommended Principles and discussions below. It was felt necessary to first set out an example process, as above, in order to effectively discuss such liability allocation issues as limiting liability, the use of alternative dispute-resolution procedures, etc. These issues are unavoidably linked to the design of a process, and cannot effectively be discussed apart from process.

#9 A list of factors should be established for use in the liability-allocation process to allocate the liability of responsible persons depending upon the specific circumstances of their involvement, and in relation to the involvement of other responsible persons. The following list of "liability allocation factors" is suggested for use in cases where there is more than one responsible person to be considered in the allocation process. The list may not be exhaustive. Liability allocation factors:

- (a) when the substance became present at the site;
- (b) with respect to owners * or previous owners, including, but not limited to:
 - (i) whether the substance was present at the site when he took ownership;
 - (ii) whether the owner ought to have reasonably known of the presence of the substance when he took ownership;
 - (iii) whether the presence of the substance ought to have been discovered by the owner when he took ownership, had he taken reasonable steps to determine the existence of contaminants at the site;
 - (iv) whether the presence of the substance was caused solely by the act or omission of an independent third person;
 - (v) the price the owner paid for the site and the relationship between that price and fair market value of the property had the substance not been present at the site at the time of purchase;
- (c) with respect to a previous owner, whether that owner sold the property without disclosing the presence of the substance at the site to the purchaser;
- (d) whether the person took reasonable steps to prevent the presence of the substance at the site;
- (e) whether the person dealing with the substance followed the accepted industry standards and practices of the day;
- (f) whether the person dealing with the substance followed the laws of the day;
- (g) once the person became aware of the presence of the substance, did he contribute to further accumulation or the continued release of the substance;
- (h) what steps did the person take on becoming aware of the presence of the substance, including immediate reporting to and cooperation with regulatory authorities;
- (i) whether the person benefited from the activity resulting in the contamination, and what was the monetary value of their benefit;

(j) the degree of a person's contribution to the contamination, in relation to the contribution of other responsible persons; and

(k) the quantity and toxicity/degree of hazard of the substance that was discharged or otherwise released into the environment.

*** Includes lessees and other occupiers.**

- These liability allocation factors borrow heavily from the list of factors contained in Section 114 of the Alberta Environmental Protection and Enhancement Act, passed in 1992.

- With reference to the example process outlined in Recommended Principle #8, these factors would be employed in Step D of the process, in the apportionment of liability.

- It is preferable to specifically list liability allocation factors in this manner, rather than relying upon more general terms such as "due diligence" or "mitigating circumstances".

- There was some support for making the disclosure of contamination by a previous owner a "mandatory duty", in addition to its being a liability allocation factors.

#10 Alternative Dispute Resolution (ADR) procedures should be made available by member governments as a means to resolve issues of liability for contaminated sites. For example, a four step allocation process could be implemented as follows:

Step 1 - Voluntary allocation - Upon designation of a contaminated site, and designation of responsible persons the affected persons should be given a reasonable time-bound opportunity to allocate the cost of cleanup among themselves.

Steps 2 - Mediated Allocation - Failing Step 1, the persons will be required to enter into an allocation process whereby an independent person or body will mediate a settlement.

Step 3- Directed Allocation - Failing Step 2, the persons will be required to enter into an allocation process whereby an independent person or body will make an arbitrated apportionment of liability based upon its findings.

Step 4 - Failing Steps 1, 2, and 3 liability will default to joint and several liability among all responsible persons.

- Step 2 and 3 could be designed in many different ways to fit the needs of individual jurisdictions. It may even be possible in some jurisdictions to adapt existing environmental commissions or boards to fulfill the ADR roles of Steps 2 and 3.

- Discretion must be retained whereby the Government authority can on a reasonable basis accept or reject any particular liability allocation scheme resulting from Steps 1, 2 or 3. (e.g., where the responsible persons agree, without proper justification, to allocate the greatest percentage of liability to an insolvent company.) Clear criteria may be required for the use of this authority where government is one of the responsible parties.

- Governments will be required to carefully draft these provisions to protect responsible persons who enter into an allocation settlement in good faith, from the actions of unscrupulous

responsible persons who may enter into an agreement, and subsequently without just cause breach the agreement-- causing the allocation to become joint and several by default.

- It was suggested by industry and financial institutions that persons entering into an allocation settlement in good faith who carry out the terms of that settlement in full should be excluded from any future application of joint and several liability.

Note: The U. S. has "de minimis" agreements whereby parties whose liability is 5% or under may pay double in order to get out of this process, subject to new findings of contamination.

#11 Discretion should be retained by member governments to designate sites as contaminated sites, however for the purposes of better predictability, governments should clarify their policies for determining which sites are to be designated, with a view to eventually harmonizing their site-designation processes. These site-designation policies should designate sites based upon (a) risk to human health; and (b) extent of environmental risk. In addition, there should be public input into the evaluation of significant sites being considered for designation, as well as public notice when a site designation occurs.

- As this is the initial step in the example process outlined in Recommended Principle #8, and which sets all other steps in the process into motion, it is important that the site designation process be open and fair.

- In March 1992, CCME published a Report entitled "National Classification System for Contaminated Sites" (Report CCME EPC-CS39E). This report provides scientific and technical assistance in identifying sites as high, medium or low risk-- based upon their current or potential adverse impact on human health or the environment. This Report may serve as a useful document in assisting governments to adopt improved site-designation procedures, and might in addition lead to some degree of harmonization.

#12 A "responsible person", who completes the cleanup of a contaminated site to the satisfaction of the regulatory authority, should be issued an official "certificate of compliance" by that authority, certifying that the site has been remediated to the required standards. These certificates however should expressly state that they are based on the condition of the contaminated site as at the date of issuance and that the remediation undertaken met the standards of the day; and that the responsible person may be liable for future cleanup ("prospective liability"), should further contamination subsequently be discovered.

- Re-designation of a remediated site would be tied to health and environmental risk as in number 11, not simply revised standards or enhanced analytical capability.

- This compromise between the competing issues of "certificates of compliance" and "prospective liability" should permit member governments to hold responsible persons accountable to the fullest reasonable extent for contamination in situations where all effects of the contamination cannot immediately be known. At the same time, this limited use of prospective liability should not cause widespread commercial uncertainty or significantly impair the ability of responsible persons to obtain credit.

- In addition to the "final" certificates of compliance referred to above, there was some support for the providing of "provisional" certificates of compliance. This would serve the purpose of allowing a financial institution the comfort to advance funds to the responsible person, prior to the completion of site remediation, which in turn will have the environmental

benefit of providing the responsible person with the necessary funding to continue the cleanup. This was not a unanimous suggestion.

- Some industry representatives expressed concern that a limited certificate of compliance would result in significant commercial uncertainty.

#13 Benchmarks should be developed for the remediation of contaminated sites, which will vary depending upon the land usage and site location of a particular site. The use of such benchmarks will allow remediation plans or orders to be tailored on a site-specific basis. There should be full public input into the development of these benchmarks.

- The Task Group recognizes the work that has been done, and continues to be done, by the "CCME Sub-Committee on Environmental Quality Criteria for Contaminated Sites". In September 1991 this Sub-Committee published a Report entitled "Interim Canadian Environmental Quality Criteria for Contaminated Sites" (Report CCME EPC-CS34). The purpose of these criteria are to establish a common scientific basis for the establishment of remediation objectives for specific sites. The Task Group supports the continuing work of this sub-committee, and believes that its work could form the basis of the "benchmarks" referred to in the above recommended principle.

IV. ADDITIONAL COMMENTS

Prevention

The problem of contaminated sites is really a two-sided problem: on one side is the problem of existing contaminated sites, while the other side of the issue involves the prevention of future site contamination. Both sides of this issue are of equal significance, however the approaches to resolving these related aspects of the issue will be very different. The Task Group has viewed its mandate as requiring it to focus on the problem of existing contaminated sites, rather than directly upon prevention. In other words, the Task Group has viewed contaminated sites in a historical, rather than in a forward-looking perspective. Even so, the adoption by member governments of the Recommended Principles will have spill-over effects into the area of prevention, as governments and stakeholders grow in their appreciation of the negative consequences of poor environmental practices. However, the importance of environmental liability in the context of preventing contaminated sites should not be minimized (in accordance with the internationally accepted "precautionary principle"), and it is deserving of a separate and complete examination in itself.

Resourcing Site Remediation

It is recognized that the costs of contaminated site remediation are high, and that significant expenditures will be required to remediate existing contaminated sites. In particular, where a site is an "orphan site", remediation may involve large expenditures of general revenue funds. In response to these realities, CCME member governments established the National Contaminated Sites Remediation Program in 1989 under which \$250 million was committed from general revenues over five years.

Alternative means of raising such resources need to be addressed. The Task Group recommends further work in this area under the auspices of CCME. Such work would include an examination of the possibility of the establishment of a cleanup fund(s).

As the issue of providing sufficient funds to deal with contaminated sites where the responsible persons cannot be held accountable is complex, the Task Group believes it has neither the time nor the mandate to explore the options and propose specific recommendations without further study. Any such study would require an in-depth examination of our experience in implementing the NCSRP and also the United States "Superfund" program. For these reasons the Task Group proposes that CCME undertake this study as a separate but related project.

The Task Group believes that such a study can and should be done quickly. One of the reasons for wishing to move quickly is that the "National Contaminated Sites Remediation Program" is scheduled to terminate in March 1995, and governments may wish to have other cleanup funds in place (or at least planned) by that date.

Prepared by the
CCME
Contaminated Sites Liability
Task Group
March 18, 1993

DOCUMENT: 830-478/006

**RÉUNION DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES
DE L'ENVIRONNEMENT**

La Responsabilité à l'égard des lieux contaminés

**Le groupe de travail sur la responsabilité
à l'égard des lieux contaminés**

**REGINA (Saskatchewan)
Le 12 mai 1993**

RAPPORT AUX MINISTRES CCME
PAR LE
GROUPE DE TRAVAIL SUR
LA RESPONSABILITE A L'EGARD DES LIEUX CONTAMINES

I. BASES

La responsabilité à l'égard des lieux contaminés est un thème qui nous cause des problèmes au niveau des efforts que nous devons déployer pour obtenir un environnement et une économie durables. Les lieux contaminés doivent être gérés correctement, mais qui doit payer? Dans certains cas, la personne responsable est définie sans ambiguïté. Dans d'autres cas, la ou les personne(s) responsable(s) sont plus difficiles à identifier ou à localiser. Des complications ultérieures surgissent lorsque les personnes responsables ne sont pas en mesure de payer.

Un problème majeur est l'imprévisibilité. L'imprévisibilité peut mener à une inaction ou à une action inappropriée de la part des secteurs commerciaux et industriels. Les responsabilités futures ne sont pas claires et, en conséquence, le souci futur de l'environnement n'est pas assuré.

Alors que la sensibilité et la prise de conscience générale des problèmes de la pollution de notre environnement augmentent dans tous les secteurs de la population, il appartient de ne pas perdre de vue la nature de ce problème. De nombreux problèmes relatifs aux lieux contaminés sont associés aux activités industrielles passées, telles qu'installations de broyage et d'exploitation minière, usines, décharges publiques en fouille et usines de transformation abandonnées. Des activités du passé, oubliées depuis longtemps, peuvent brusquement resurgir et créer un problème écologique alors que l'on s'y attend le moins. Ceci soulève des inquiétudes à la fois dans le secteur privé et public quant au risque accru de responsabilité qui résulterait dans d'importantes dépenses imprévues. Le secteur privé veut minimiser les coûts pour maintenir la viabilité commerciale, et les gouvernements veulent veiller à ce que le simple contribuable ne doive pas assumer des frais associés à des pratiques environnementales insuffisantes du passé. Ils travaillent maintenant ensemble afin d'essayer de développer un système qui soit compatible avec ces deux objectifs.

Tandis que plusieurs dangers écologiques potentiels sont anticipés et empêchés par les propriétaires et exploitants de sites et d'installations commerciales, un nombre considérable d'entre eux n'est découvert qu'après le fait accompli ou aussi par hasard après que la dégradation écologique se soit produite. Parfois, la contamination peut être maîtrisée et demeure sur place mais, d'en d'autres cas, elle s'étend et pollue le sol et l'eau, y compris la nappe phréatique qui sert peut-être d'eau potable.

L'industrie s'inquiète de ce problème et commence y à répondre de manière positive. Des contrôles environnementaux sont fréquemment réalisés en tant que partie intégrante de ses pratiques de gestion environnementale. Ces pratiques améliorent le respect des consignes et empêchent la pollution. On se rend également de plus en plus compte que les efforts déployés pour empêcher la pollution entraînent des économies considérables des coûts. Aujourd'hui, les prêteurs procèdent couramment à un examen de la gestion et des pratiques environnementales auprès de plusieurs catégories d'emprunteurs commerciaux avant d'approuver les crédits et, si le niveau du risque le justifie, peuvent demander des contrôles indépendants des questions environnementales. Ces mesures ont pour objectif d'éviter l'impact potentiel de pratiques environnementales insuffisantes et d'une contamination des lieux sur la solvabilité. Un autre facteur est qu'une

assurance environnementale tous risques n'est pas encore un produit courant, bien que l'industrie des assurances se trouve dans la phase préliminaire de développement de produits visant à couvrir les coûts d'assainissement. Actuellement, l'assurance est, en majeure partie, limitée aux événements soudains et futurs. Les questions continuent de persister quant à savoir comment la ou les personne(s) responsable(s) de la contamination peuvent avoir davantage à répondre de leurs actes et assainir les lieux contaminés.

II. INTRODUCTION

Le groupe de travail du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) chargé de la responsabilité à l'égard des lieux contaminés a été constitué en raison de la pression exercée par certaines sources. D'abord, les ministères de l'environnement de par le pays doivent faire face à ce problème avec une fréquence redoublée. Deuxièmement, certaines organisations commerciales ont fait pression sur le CCME pour qu'il organise un exercice national de résolution afin de réduire les imprévisibilités en matière de responsabilité. Toutes les personnes intéressées sont tombées d'accord sur la nécessité d'une action rapide.

Il existe tellement d'organisations et d'individus profondément concernés par les problèmes de responsabilité qu'il fut reconnu à une date précoce que chaque partie ne pouvait être impliquée dans tous les aspects du travail. Un groupe central, comportant cinq des juridictions du CCME - Nouvelle-Ecosse, Ontario, Canada, Manitoba et Alberta - et cinq organisations d'intervenants - Association des banquiers canadiens, association canadienne du droit de l'environnement, association des producteurs chimiques canadiens, association sur la loi environnementale de la côte Ouest et l'institut canadien des produits pétroliers - fut constitué sous la direction de Manitoba et Alberta en tant que co-présidence. Ce groupe central fut chargé d'étudier la procédure devant être appliquée pour réunir les parties intéressées ainsi que d'apprécier et de communiquer les résultats du travail accompli.

Un groupe consultatif plus large (appendice B) fut alors établi pour engager la discussion relative aux questions spécifiques, afin d'assurer qu'une multitude de perspectives étaient exposées et que le plus grand soutien possible était en place au niveau des résultats. Le groupe central et le groupe consultatif ont été rassemblés dans un cercle de travail qui s'est tenu à Winnipeg les 8 et 9 octobre 1992. Chaque organisation a été invitée à détacher 2 personnes pour cet événement. Les organismes environnementaux non gouvernementaux ont offert le remboursement des frais de voyage et de logement afin d'assurer leur participation. Quelque 55 personnes participèrent pendant environ dix heures à de petits groupes de travail et pendant environ trois heures à des sessions plénières dans le cadre du cercle de travail.

Il ne fut pas possible de discuter en détail de chaque question dans le cadre du cercle de travail, ceci parce que le temps était limité. C'est pourquoi, suite à ce cercle de travail, le groupe central a organisé deux réunions supplémentaires et trois conférences et a communiqué par correspondance pour non seulement analyser et résumer les questions qui avaient fait l'objet d'une discussion intense lors du cercle de travail, mais aussi pour discuter des questions résiduelles et soumettre des recommandations qui seraient examinées par le groupe consultatif avant d'être présentées aux députés et aux ministres. Ce rapport établit le détail des résultats notables de ces délibérations.

Il est important de noter que le centre d'intérêt du groupe de travail a porté sur la responsabilité à l'égard de l'assainissement des lieux contaminés existants. Il est reconnu que la capacité de prévenir les futures survenances d'une contamination sont d'égale importance, et un travail supplémentaire est requis pour aborder ce problème. (voir section IV du rapport).

III PROPOSITIONS DE PRINCIPES

Les "propositions de principes" ci-après ont été élaborées afin de fournir un cadre-modèle sur la base duquel les différents gouvernements membres pourront développer des projets de loi et des règlements, mais qui encouragera et facilitera une approche logique et cohérente du problème de la responsabilité à l'égard de l'environnement de par le pays. Ces propositions de principes n'ont pas été élaborées sous forme de dispositions législatives; elles constituent plutôt des formulations des options de principe adoptées par le groupe de travail, et sur la base desquelles des dispositions législatives spécifiques devraient être promulguées.

Les cinq premières propositions de principes sont classifiées comme "principes à la base". Elles renferment les lignes d'action générales qui devraient constituer la base de ce type de législation. Les huit propositions de principes résiduelles sont classées sous la catégorie des "principes spécifiques", car elles se rapportent à des questions substantielles et spécifiques qu'une telle législation doit régler. Le groupe de travail est d'avis qu'il existe un rapport logique entre les "principes à la base" et les "principes spécifiques" et que les propositions de principes offrent dans leur ensemble un cadre solide et efficace pour le projet de lois pour ce qui est de la responsabilité à l'égard des lieux contaminés.

Le but de ce rapport est d'énoncer chaque proposition de principe à titre individuel en caractères gras et, si nécessaire, elle sera suivie d'un commentaire succinct qui expliquera la signification du principe, indiquera tous les secteurs dans lesquels il y a eu des désaccords substantiels quant à la solution à adopter et fournira tous les autres points explicatifs jugés nécessaires.

PROPOSITIONS DE PRINCIPES #1 A #5 - "PRINCIPES A LA BASE"

#1 Le principe des "paiements des responsables de la pollution" devrait être suprême dans l'élaboration de la politique d'assainissement des lieux contaminés et la législation correspondante.

#2 En élaborant la politique d'assainissement des lieux contaminés et la législation correspondante, les gouvernements membres devraient s'efforcer de satisfaire au principe du "fair-play".

- Ce principe est recommandé sur la base de la connaissance du fait qu'il existe certains intervenants qui pensent que ce principe est plus important que le principe du paiement des personnes responsables de la pollution.

- En désignant un "procédé" utilisé pour attribuer la responsabilité, les gouvernements devraient avoir la possibilité de satisfaire à la fois au principe du "paiement des responsables de la pollution" et du "fair-play" en intégrant dans le schéma des mécanismes appropriés afin que les coûts d'assainissement soient attribués de manière équitable. (Voir propositions #6 et suivantes).

- Le principe de "fair-play" inclut, entre autres, les concepts de la certitude du procédé, de l'efficacité, de la clarté, de la cohérence et de la ponctualité dans l'accomplissement des objectifs environnementaux.

Alors que ces concepts se rapportent tous au "procédé", il semble également que le "fair-play" soit en rapport avec les questions substantielles et soit associé aux principes du "paiement des responsables de la pollution" et du "paiement des bénéficiaires".

Les "poches profondes" devraient être rejetées en tant qu'élément déterminant de la responsabilité. Bien que ce point ait été largement soutenu, certains intervenants se sont déclarés contre son rejet en tant qu'élément déterminant de la responsabilité.

#3 Le procédé d'assainissement des lieux contaminés devrait conserver scrupuleusement les trois concepts de: "ouverture, accessibilité et participation".

- L'accessibilité aux informations et l'opportunité de participation du public sont considérées comme éléments fondamentaux dans le développement et l'application de la politique et de la législation associées à la responsabilité à l'égard des lieux contaminés.

#4 Le principe du "paiement des bénéficiaires" devrait être soutenu dans la politique d'assainissement des lieux contaminés et la législation correspondante, étant basé sur le point de vue selon lequel il ne devrait pas y avoir d'"enrichissement inéquitable".

- La signification de ce principe peut être expliquée comme suit: ceux qui bénéficieront de l'assainissement d'un lieu contaminé ne devraient pas s'"enrichir de manière inéquitable". Ils devraient contribuer en fonction du profit qu'ils tirent de l'assainissement. Par exemple, le propriétaire actuel d'un lieu contaminé pourra avoir acquis un lieu déjà contaminé à un prix très réduit: il/elle ne devrait pas être autorisé(e) à en profiter de manière inéquitable en vendant le lieu assaini à un prix élevé - à moins, bien sûr, qu'il/elle n'ait contribué aux coûts d'assainissement de manière proportionnelle aux accroissements de la valeur des biens telle qu'ils découlent de l'assainissement.

- Un second aspect du "paiement des bénéficiaires" est le fait qu'une personne qui a bénéficié des activités entraînant la contamination du lieu devrait partager la responsabilité de son assainissement avec d'autres personnes responsables. Cependant, il ne fut pas possible de parvenir à un accord sur le terme "bénéficiaire". Poursuivre l'aspect du "paiement des bénéficiaires" demanderait beaucoup de temps et d'efforts supplémentaires.

#5 L'action du gouvernement, consistant à établir la politique d'assainissement des lieux contaminés et la législation correspondante, devrait être fondée sur les principes du "développement durable" en intégrant les intérêts de l'environnement, de la santé humaine et de l'économie.

PROPOSITIONS DE PRINCIPES #6 A #13 - "PRINCIPES SPECIFIQUES"

=====

#6 Il devrait y avoir un large réseau pour la détermination des parties potentiellement responsables. Mais avant d'entrer dans les phases d'attribution de responsabilité du procédé à proprement parler, les personnes suivantes devraient avoir une "exemption" conditionnelle sur base d'exemptions statutaires clairement définies: a) prêteurs; les prêteurs qui détiennent un intérêt en matière de garantie dans la propriété d'un emprunteur devraient se voir accorder une exemption de pré-forclusion de responsabilité, personnelle au-delà du solde exigible de la dette, à moins que le prêteur ne soit directement impliqué dans la direction ou la gestion des affaires de l'emprunteur; (b) liquidateurs, directeurs des liquidateurs et curateurs (y compris les curateurs agissant dans le cadre d'une fonction fiduciaire); ces personnes devraient être exemptées de la responsabilité personnelle à l'égard de la contamination pré-existante et n'être tenues responsables que si elles manquent à prendre des mesures raisonnables afin d'empêcher une aggravation de la contamination, ou n'abordent pas de manière satisfaisante les problèmes environnementaux existants sur les lieux.

- Les deux exemptions statutaires protègent uniquement la responsabilité personnelle d'un prêteur ou d'un liquidateur, etc. Le prêteur doit toujours faire face au fait que la garantie (qui est un lieu contaminé) peut être considérablement dévaluée et que le cash-flow de l'emprunteur peut être insuffisant pour payer à la fois l'assainissement et ses dettes. De même, la proposition de principe #7 (objet: "priorité environnementale", voir ci-dessous) n'en sera pas affectée. Cela signifie non seulement que la réclamation des coûts d'assainissement pourra prévaloir sur le privilège d'une garantie antérieurement enregistrée du prêteur, mais aussi que de telles revendications auront priorité sur les prétentions des créanciers nantis sur le bien géré par un curateur.

- Il est également suggéré qu'il n'existe une condition d'exemption pour les liquidateurs et les curateurs que s'ils contactent l'agence environnementale appropriée pour leur concurrence avant de transférer des fonds à des créanciers nantis.

- Sur base d'un examen de la structure de la législation en matière d'assainissement, telle qu'elle existe actuellement dans certaines juridictions, la manière la plus efficace de déterminer ce "large réseau" de responsabilité est d'énumérer les catégories spécifiques de personnes pouvant être identifiées comme personnes potentiellement responsables. Ces catégories pourraient comprendre: les propriétaires actuels, les anciens propriétaires, les locataires et autres occupants (anciens et actuels), les *prêteurs, les *liquidateurs/directeurs des liquidateurs/autres curateurs, les fabricants, les distributeurs, les générateurs, les transporteurs, les directeurs d'entreprise et fonctionnaires, sociétés apparentées, et une "clause d'application générale" visant à intégrer d'autres personnes potentiellement responsables qui ne seraient sinon pas impliquées dans le réseau de responsabilité. Un certain nombre des intervenants pensaient qu'il était important de noter que le gouvernement pourrait tomber sous bon nombre des catégories sus-mentionnées. [*Ces catégories de personnes ne sont des personnes responsables que si elles ne tombent pas sous l'exemption].

- Les membres de l'industrie ont exprimé une forte inquiétude concernant l'inclusion de directeurs d'entreprise et de fonctionnaires, en particulier sans la preuve que leurs actions ont contribué à la contamination. Ils craignent qu'il ne devienne difficile de recruter des personnes qualifiées pour assumer ces rôles. D'autres membres pensaient que les tribunaux appliqueraient les critères en rapport avec la responsabilité, et qu'il ne semblait y avoir que peu de problèmes aux Etats-Unis à la suite de cette politique.

- Les représentants de l'industrie déclarèrent également que les entreprises commerciales apparentées ne devraient continuer à faire partie du réseau que si la filiale avait été établie principalement pour éviter la responsabilité.

- Les deux exemptions contenues dans cette proposition de principe sont les deux seules exemptions statutaires recommandées. Il est noté que certains participants voulaient élargir la liste des exemptions statutaires afin d'inclure des propriétaires actuels innocents, des municipalités qui prennent possession par vente fiscale, etc., alors que d'autres ne souhaitaient aucune exemption statutaire. Aucune autre catégorie de personne potentiellement responsable n'a été identifiée comme étant impliquée dans les lieux contaminés dans des circonstances similaires à ces deux groupes. (D'autres catégories de personnes potentiellement responsables pourront voir leur responsabilité limitée (intégralement ou en partie) dans une phase ultérieure du procédé sur base des "critères de limitation" décrits dans la proposition de principe #9).

- Certains mentionnèrent que l'exemption des prêteurs devrait s'appliquer uniquement dans le cas où le prêteur aurait raisonnablement évalué les conséquences environnementales du prêt avant de le conclure.

- Toute législation provinciale établissant une priorité dans ce domaine sera subordonnée à la priorité fédérale dans des affaires telles que la faillite et d'autres secteurs de la juridiction fédérale.

- Certains instituts de prêts ont suggéré que cette priorité soit élargie simplement aux biens contaminés.

#8 Les gouvernements membres devraient accorder une attention toute particulière à la conception d'un procédé qui facilite l'assainissement efficace des lieux et une attribution juste et correcte de la responsabilité. De plus, ce procédé devrait décourager les litiges excessifs dans la plus large mesure possible en encourageant l'utilisation de procédures alternatives de règlement des litiges.

la considèrent comme un facteur d'encouragement des "poches profondes" et comme étant en opposition avec le "fair-play" et le "paiement des responsables de la pollution":

- Cet exemple de procédé peut être décrit comme renfermant plusieurs étapes séparées mais associées, comme suit: (A) désignation du site; (B) détermination des personnes potentiellement responsables; (C) exclusion de personnes potentiellement responsables spécifiques sur base d'exemptions statutaires clairement définies; (D) intégration des personnes responsables résiduelles dans un procédé d'attribution de responsabilité à trois niveaux: (1) attribution volontaire entre les personnes responsables elles-mêmes; (2) attribution transmise par un organe ou une personne indépendant; (3) attribution ordonnée; (E) un manque d'attribution selon D1, D2 et D3 résulterait en une responsabilité qui deviendrait conjointe et multiple. Des tentatives d'attribution en D devraient considérer différents critères prescrits par les statuts (voir proposition #9) afin de limiter la responsabilité d'une personne responsable.

- Le procédé cité en exemple est suffisamment flexible pour permettre aux gouvernements membres de l'adapter, avec de légères modifications, à leurs propres besoins.

- Une option qui a fait l'objet d'un large soutien portait sur l'idée d'avoir recours à un tribunal indépendant ou à tout autre organe indépendant pour les étapes D2 et 3 du procédé cité en exemple. Ceci permettrait d'attribuer la responsabilité en toute équité et impartialité.

- Chacune des étapes du procédé cité en exemple seront définies dans de plus amples détails dans les propositions de principes et les discussions ci-après. Il s'est révélé indispensable d'établir tout d'abord un exemple de procédé, comme ci-dessus, afin de débattre de manière effective de telles questions relatives à l'attribution de la responsabilité, comme une limitation de la responsabilité, le recours à des procédures alternatives de règlement des litiges, etc. Ces questions sont inévitablement liées à la conception du procédé et ne peuvent être considérées de manière effective en étant dissociées du procédé.

#9 Il serait bon d'établir une liste de facteurs qui serait utilisée dans le procédé d'attribution de responsabilité afin d'attribuer la responsabilité des personnes responsables en fonction des circonstances spécifiques de leur implication, et en rapport avec l'implication d'autres personnes responsables. La liste des "facteurs d'attribution de responsabilité" ci-dessous pourrait être utilisée dans les cas où plus d'une personne responsable est à considérer dans le procédé d'attribution. Elle ne prétend pas à l'intégralité. Facteurs d'attribution de responsabilité:

a) lorsque la substance est devenue présente sur le lieu;

b) en ce qui concerne les propriétaires actuels ou anciens, incluant, mais sans y être limitée:

- (i) la question de savoir si la substance était présente sur les lieux lorsqu'il en a pris possession;
- (ii) la question de savoir si le propriétaire aurait dû raisonnablement connaître la présence de la substance lorsqu'il a pris possession des lieux;
- (iii) la question de savoir si la présence de la substance aurait dû être découverte par le propriétaire lorsqu'il a pris possession des lieux, s'il avait engagé des mesures appropriées pour déterminer l'existence de substances contaminantes sur les lieux;

- (iv) la question de savoir si la présence de la substance a été causée uniquement par les actes ou l'omission d'une tierce personne indépendante;
- (v) le prix que le propriétaire a payé pour les lieux et le rapport entre ce prix et la valeur équitable de la propriété sur le marché, si la substance n'avait pas été présente sur les lieux au moment de l'achat;

c) eu égard à un ancien propriétaire, la question de savoir si ce propriétaire a vendu la propriété sans révéler à l'acheteur la présence de la substance sur les lieux;

d) la question de savoir si la personne a pris des mesures appropriées pour empêcher la présence de la substance sur les lieux;

e) la question de savoir si la personne ayant affaire à la substance a suivi les normes industrielles acceptées et les pratiques actuelles;

(f) la question de savoir si la personne ayant affaire à la substance a observé les lois actuelles;

(g) une fois que la personne s'est aperçue de la présence de la substance, a-t-elle contribué à une accumulation supplémentaire ou à une libération continue de la substance;

(h) quelles mesures la personne a-t-elle prises après s'être aperçue de la présence de la substance, y compris l'établissement immédiat d'un rapport aux autorités compétentes et la coopération avec ces dernières;

(i) la question de savoir si la personne a bénéficié de l'activité responsable de la contamination, et quelle était la valeur monétaire de ce bénéfice;

(j) le pourcentage de la contribution d'une personne à la contamination, en rapport avec la contribution d'autres personnes responsables; et

(k) la quantité et la toxicité/le degré de danger de la substance qui a été déchargée ou lâchée de toute autre manière dans l'environnement.

*** Inclut les preneurs de bail et autres occupants.**

- Ces facteurs d'attribution de responsabilité empruntent une grande partie de la liste de facteurs figurant dans la section 114 de la loi sur l'amélioration en matière de protection environnementale d'Alberta, décrétée en 1992.

- Pour ce qui est de l'exemple de procédé défini dans la proposition de principe #8, ces facteurs devraient être appliqués dans les phases D du procédé, dans le partage de responsabilité.

- Il est préférable d'énumérer ainsi spécifiquement des facteurs d'attribution de responsabilité plutôt que de se reposer sur des termes plus généraux tels que "la diligence appropriée" ou "des circonstances mitigées".

- Certaines personnes étaient d'avis que la divulgation d'une contamination par un propriétaire antérieur devrait être une "tâche obligatoire", en sus d'être un facteur d'attribution de responsabilité.

#10 Des procédures alternatives de règlement des litiges (ADR) devraient être mises à disposition par les gouvernements membres en tant qu'instrument visant à résoudre les problèmes de responsabilité à l'égard des lieux contaminés. Par exemple, un procédé d'attribution en quatre phases pourrait être mis en place comme suit:

Phase 1 - Attribution volontaire - Après désignation d'un lieu contaminé et des personnes responsables, les personnes concernées devraient avoir l'opportunité, avec certaines limites temporelles, de répartir entre elles les coûts d'assainissement.

Phase 2 - Attribution transmise - A défaut de la phase 1, les parties seront invitées à engager un procédé d'attribution dans le cadre duquel une personne ou un organe indépendant fera office d'intermédiaire dans le règlement de l'affaire.

Phase 3 - Allocation ordonnée - A défaut de la phase 2, les personnes seront invitées à engager un procédé d'attribution dans le cadre duquel une personne ou un organe indépendant procèdera dans une procédure d'arbitrage à un partage de la responsabilité sur base de ses constatations.

Phase 4 - A défaut des phases 1, 2 et 3, la responsabilité sera attribuée par défaut sur une base conjointe et multiple parmi toutes les personnes responsables.

- Les phases 2 et 3 pourraient être conçues de multiples manières afin de satisfaire aux besoins des juridictions individuelles. Il est même possible, dans certaines juridictions, d'adapter les comités ou conseils environnementaux existants de manière à accomplir les procédures alternatives de règlement des litiges des phases 2 et 3.

- Une certaine discrétion doit être laissée aux autorités gouvernementales qui pourront, sur une base raisonnable, accepter ou rejeter tout schéma particulier d'attribution de responsabilité découlant des phases 1, 2 ou 3 (p.ex. lorsque les personnes responsables consentent, sans justification adéquate, à attribuer le plus grand pourcentage de responsabilité à une société insolvable). Des critères bien définis seront éventuellement requis quant à l'application de ce pouvoir lorsque le gouvernement fait partie des parties responsables.

- Les gouvernements seront invités à élaborer avec soin ces dispositions pour protéger les personnes responsables qui s'engagent en toute bonne foi dans un règlement d'attribution de responsabilité des actions de personnes responsables sans scrupules qui pourraient conclure un accord et y transgresser par la suite sans raison valable - ce qui aurait pour conséquence que l'attribution de responsabilité serait réputée conjointe et multiple par défaut.

- Il a été suggéré, par les instituts industriels et financiers, que les personnes qui s'engagent en toute bonne foi dans un règlement d'attribution de responsabilité et appliquent à part entière les termes de ce règlement devrait être exclues de toute application future de la responsabilité conjointe et multiple.

Note: Les Etats-Unis ont des accords "de minims", aux termes desquels les parties dont la responsabilité est de 5% ou moins devront éventuellement payer le double afin de sortir de ce procédé, sous réserve de nouvelles constatations d'une contamination.

#11 La désignation des lieux en tant que lieux contaminés devrait être laissée à la discrétion des gouvernements membres mais, afin d'améliorer la prévisibilité, les gouvernements devraient clarifier leurs principes utilisés pour la détermination des lieux réputés contaminés, avec pour objectif d'harmoniser éventuellement leurs procédés de désignation des lieux. Ces principes de désignation devraient être appliqués sur la base (a) du danger pour la santé de l'homme; et (b) de l'étendue du risque écologique. En outre, le public devrait participer à l'évaluation de lieux importants susceptibles d'être désignés comme lieux contaminés, et la désignation d'un site devrait être communiquée au public.

- Comme il s'agit en l'occurrence de la phase initiale de l'exemple de procédé défini dans la proposition de principe #8, qui met en branle toutes les autres phases du procédé, il est important que le procédé de désignation des lieux soit ouvert et juste.

- En mars 1992, le CCME a publié un rapport intitulé "National Classification System for Contaminated Sites" (Système national de classification des lieux contaminés) (Rapport CCME EPC-CS39E). Ce rapport fournit une aide scientifique et technique dans l'identification de lieux à risque élevé, moyen ou faible - sur base de leur impact actuel ou potentiel négatif sur la santé humaine ou sur l'environnement. Ce rapport pourra s'avérer être un document utile pour aider les gouvernements à adopter de meilleures procédures de désignation des lieux, et pourrait en outre mener à un certain degré d'harmonisation.

#12 Une "personne responsable" qui effectue l'assainissement d'un lieu contaminé à la satisfaction des autorités compétentes devrait se voir délivrer un "certificat de conformité" officiel par ces autorités, attestant que le lieu a été assaini de manière à répondre aux normes en vigueur. Toutefois, ces certificats devraient expressément énoncer qu'ils se basent sur les conditions du lieu contaminé telles qu'elles existent à la date de la délivrance, et que l'assainissement entrepris répond aux normes actuelles; et que la personne responsable pourrait être assujettie à des travaux d'assainissement ultérieurs ("responsabilité future") si une nouvelle contamination devait être découverte ultérieurement.

- La redésignation d'un site contaminé serait liée au risque pour la santé et pour l'environnement comme mentionné sous 11, et pas seulement sous l'aspect des normes révisées ou d'une capacité analytique améliorée.

- Ce compromis entre les questions opposées des "certificats de conformité" et de la "responsabilité future" devrait permettre aux gouvernements membres de rendre les personnes concernées responsables, dans la plus large mesure raisonnable, de la contamination dans des situations dans lesquelles tous les effets de la contamination ne peuvent être connus immédiatement. En même temps, cette application limitée de responsabilité future ne devrait pas causer d'incertitude commerciale de grande envergure ni nuire de façon significative aux possibilités d'obtention de crédits des personnes responsables.

- En plus des certificats de conformité "finaux" dont il est question ci-dessus, certaines personnes étaient en faveur de l'application de certificats de conformité "provisaires". Ceci avec l'objectif de permettre à un institut financier d'avancer en toute assurance des fonds à la personne responsable avant l'achèvement de l'assainissement des lieux, ce qui, de nouveau, présentera, pour ce qui est de l'environnement, l'avantage d'accorder à la personne responsable les fonds nécessaires pour poursuivre les travaux d'assainissement. Cette suggestion n'a pas été soumise à l'unanimité.

- Certains représentants de l'industrie ont fait savoir qu'ils redoutaient qu'un certificat de conformité limité ne résulte en une incertitude commerciale notable.

#14 Des repères devraient être développés pour l'assainissement des lieux contaminés, repères qui varieraient selon l'usage local et l'emplacement d'un lieu donné. L'application de tels repères permettra aux plans ou aux ordres d'assainissement d'être taillés sur mesure, en fonction des particularités du lieu. Le public devrait participer à part entière au développement de tels repères.

- Le groupe de travail reconnaît le travail qui a été fait, et qui continue d'être fait, par le "CCME Sub-Committee on Environmental Quality Criteria for Contaminated Sites" (Sous-comité du CCME sur les critères de qualité environnementaux des lieux contaminés). En septembre 1991, ce sous-comité a publié un rapport intitulé "Interim Canadian Environmental Quality Criteria for Contaminated Sites" (Critères de qualité environnementaux canadiens provisoires pour les lieux contaminés) (Rapport CCME EPC-CS34). Ces critères ont pour but de créer une base scientifique commune pour l'établissement d'objectifs d'assainissement relatifs à des lieux spécifiques. Le groupe de travail soutient la poursuite des activités de ce sous-comité et pense que son travail devrait constituer la base des "repères" mentionnés dans la proposition de principe ci-dessus.

IV. COMMENTAIRES COMPLEMENTAIRES

Prévention

Le problème des lieux contaminés est véritablement un problème à deux faces: d'un côté, il s'agit du problème des lieux contaminés déjà existants alors que, de l'autre côté, il est question de la prévention d'une future contamination des lieux. Les deux aspects de ce problème sont d'égale importance, bien que les méthodes utilisées pour résoudre les aspects associés de cette question soient totalement différentes. Le groupe de travail a considéré son mandat comme exigeant une concentration sur le problème des lieux contaminés déjà existants plutôt que de se préoccuper directement de la prévention. En d'autres termes, le groupe de travail a examiné les lieux contaminés sous un aspect plutôt historique que tourné vers l'avenir. L'adoption des propositions de principes par les gouvernements membres aura tout de même pour effet d'empiéter sur le domaine de la prévention, car les gouvernements et les intervenants prennent de plus en plus conscience des conséquences négatives de pratiques environnementales insuffisantes. Cependant, l'importance de la responsabilité à l'égard de l'environnement dans le contexte de la prévention des lieux contaminés ne devrait pas être minimisée (conformément au "principe préventif" accepté à l'échelle internationale), et mérite d'être soumise à un examen individuel et exhaustif.

Financement de l'assainissement des lieux

Il est reconnu que les coûts d'assainissement des lieux contaminés sont élevés, et que des dépenses considérables seront nécessaires pour assainir les lieux contaminés existants. En particulier, lorsqu'il s'agit d'un "lieu orphelin", c'est-à-dire d'un lieu qui n'appartient en fait à personne et dont personne ne se sent responsable, l'assainissement peut engager d'importantes dépenses de fonds de revenus généraux. En réponse à cet état de fait, les gouvernements membres du CCME ont établi, en 1989, le programme d'assainissement national des lieux contaminés, dans le cadre duquel la somme de 250 millions de \$ a été engagée à partir de revenus généraux pour une période de cinq ans.

Il appartient de trouver des moyens alternatifs pour la fourniture de tels fonds. Le groupe de travail recommande qu'un travail supplémentaire soit effectué dans ce secteur sous les auspices

du CCME. Un tel travail comprendrait un examen de la possibilité de l'établissement d'un/de fonds général/généraux d'assainissement.

- Comme la question de la fourniture de fonds suffisants pour remédier au problème d'assainissement des lieux contaminés est complexe, surtout lorsque les personnes responsables ne peuvent être tenues responsables, le groupe de travail est d'avis qu'il n'a ni le temps ni le mandat d'explorer les différentes options et de proposer des recommandations spécifiques sans une étude plus approfondie. Une telle étude requerrait un examen approfondi de notre expérience dans l'implantation du programme national d'assainissement des lieux contaminés et également du programme "Superfund" des Etats-Unis. Pour ces raisons, le groupe de travail propose que le CCME entreprenne cette étude sous forme d'un projet séparé mais apparenté.

- Le groupe de travail est d'avis qu'une telle étude peut et devrait être réalisée rapidement. L'une des raisons pour lesquelles il souhaite engager une action rapide est que le "programme national d'assainissement des lieux contaminés" doit se terminer en mars 1995, et que les gouvernements souhaiteront éventuellement mettre en place (ou tout au moins prévoir) d'autres fonds généraux d'assainissement avant cette date.

Préparé par le
CCME
Groupe de travail
Responsabilité à l'égard
des lieux contaminés
le 18 mars 1993

APPENDICE A

#1 Le principe des "paiements des responsables de la pollution" devrait être suprême dans l'élaboration de la politique d'assainissement des lieux contaminés et la législation correspondante.

#2 En élaborant la politique d'assainissement des lieux contaminés et la législation correspondante, les gouvernements membres devraient s'efforcer de satisfaire au principe du "fair-play".

#3 Le procédé d'assainissement des lieux contaminés devrait conserver scrupuleusement les trois concepts de: "ouverture, accessibilité et participation".

#4 Le principe du "paiement des bénéficiaires" devrait être soutenu dans la politique d'assainissement des lieux contaminés et la législation correspondante, étant basé sur le point de vue selon lequel il ne devrait pas y avoir d'"enrichissement inéquitable".

#5 L'action du gouvernement, consistant à établir la politique d'assainissement des lieux contaminés et la législation correspondante, devrait être fondée sur les principes du "développement durable" en intégrant les intérêts de l'environnement, de la santé humaine et de l'économie.

DOCUMENT: 830-478/028

**MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL OF MINISTERS
OF THE ENVIRONMENT**

Communiqué

**REGINA, Saskatchewan
May 12, 1993**

COMMUNIQUÉ

FOR IMMEDIATE RELEASE

ENVIRONMENT MINISTERS STRESS NEW APPROACH TO SUSTAINABLE DEVELOPMENT

REGINA, May 13, 1993 - The Canadian Council of Ministers of the Environment has promised a new way of doing business to achieve common sustainable development goals.

"The cross-cutting nature of environmental issues and the need to involve all participants in a meaningful way require that we build new, broader and stronger partnerships," said CCME President Berny Wiens, Saskatchewan Minister of Environment and Resource Management, at a meeting in Regina. "We applied this new approach to the issues discussed at this meeting, such as contaminated sites liability and air quality issues."

Contaminated Site Liability

The council endorsed the report of its Task Force on Contaminated Site Liability, which contains 13 common principles on which governments can base new policy and legislation for dealing with the issue of who should pay for the clean-up of old contaminated sites.

The task force is made up of representatives from nine governments and about 30 business and environmental interests.

The task force report will encourage greater consistency in policy and legislation across Canada and places increased emphasis on a voluntary, cooperative approach to resolving liability issues.

The task force will now turn its attention to two related areas: preventing future site contamination; and finding innovative ways to fund the clean-up of abandoned contaminated sites, once current government programs expire in 1995.

Air Issues

Consistent with its new emphasis on partnerships, the Council of Ministers approved in principle a draft agreement that would greatly enhance cooperation between energy and environment departments. The jointly developed Comprehensive Air Quality Management Framework Agreement would help speed resolution of atmospheric issues such as smog, climate change and acid rain.

Environment ministers will discuss the draft agreement, including the outstanding issue of cost-sharing, with the Council of Energy Ministers and hope to conclude the agreement at a joint meeting in November.

Pollution Prevention

The council endorsed a pilot project -- by a unique partnership of industry, environmentalists and government -- to eliminate the use of toxics. The ARET (Accelerated Reduction/Elimination of Toxics) Committee is currently working to identify a priority list of toxics to be targeted for voluntary reduction by industry.

The council noted that pollution prevention (rather than end-of-pipe controls) is a fundamental operating principle of CCME and that the work of the ARET Committee is a good example of emphasis on elimination of pollution at source.

Trade

CCME expressed interest in playing a major role in the environmental protection component of the Internal Barriers to Trade initiative, announced by trade ministers in March. This initiative will seek to identify and remove barriers to inter-provincial trade. The council noted that CCME's role includes greater harmonization of environmental legislation to allow a more productive and predictable environment in which business can operate.

Earth Summit Follow-Up

CCME is a key partner in the multistakeholder group working to develop a sustainable development plan for Canada. CCME has committed \$50,000 to the process and will participate in a second national meeting of stakeholders on June 3 and 4 in Ottawa. This meeting will review Canada's progress, one year later, on translating into action the principles and concepts arising from the United Nations Conference on Environment and Development (Earth Summit), and will propose goals for future action.

The council also confirmed its support for development of a Canadian Biodiversity Strategy, to be completed by November 1994. The strategy is part of Canada's follow-up to the Convention on Biological Diversity signed at the Earth Summit last June.

The council discussed the continuing problem of foreign overfishing on the Grand Banks and agreed it's crucial that the upcoming UN Conference on High Seas fisheries result in an international treaty that would bind fishing nations to effective high seas management, and contain a strong dispute settlement mechanism to allow action against nations that violate those rules of effective management.

National Round Table on the Environment and the Economy

The CCME meeting concluded with a joint session with members of the National Round Table - a further opportunity to build partnerships and explore common approaches to environmental issues.

For further information contact:

Barbara Czech
CCME Director, Communications
Ph (204) 948-2090
Fax (204) 948-2125

Carol Bentley
Saskatchewan Cabinet Press Office
Ph (306) 787-0888
Fax (306) 787-8233

DOCUMENT: 830-478/028

**RÉUNION DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES
DE L'ENVIRONNEMENT**

Communiqué

**REGINA (Saskatchewan)
Le 12 mai 1993**



Canadian Council of Ministers
of the Environment Le Conseil canadien
des ministres de l'environnement

COMMUNIQUÉ

DIFFUSION IMMÉDIATE

LES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT METTENT EN VALEUR UNE NOUVELLE APPROCHE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

REGINA, le 13 mai 1993 - Le Conseil canadien des ministres de l'environnement a posé de nouveaux gestes en vue de réaliser des objectifs communs en matière de développement durable.

"Étant donné que les questions environnementales se recoupent naturellement et qu'il importe de faire participer tous les intervenants d'une manière fructueuse, nous devons former de nouvelles alliances plus fortes et plus étendues", a déclaré le président du CCME, M. Berny Wiens, ministre de l'Environnement et de la Gestion des ressources de la Saskatchewan, à l'occasion d'une réunion à Regina. "Nous avons d'ailleurs mis en application cette philosophie lors de la présente réunion à l'occasion de nos discussions sur des questions telles la responsabilité à l'égard des lieux contaminés et la qualité de l'air."

Responsabilité à l'égard des lieux contaminés

Le Conseil canadien des ministres de l'environnement a approuvé le rapport de son groupe de travail sur la responsabilité à l'égard des lieux contaminés, qui fait état de treize principes communs sur lesquels les gouvernements peuvent appuyer leurs nouvelles lois et politiques lorsqu'il s'agit de déterminer qui doit assumer les coûts de l'assainissement des lieux contaminés abandonnés.

Le groupe de travail est composé de représentants de neuf gouvernements et d'environ 30 entreprises et groupes environnementaux.

Dans son rapport, le groupe de travail favorise une plus grande harmonisation des politiques et des lois partout au Canada et met davantage l'accent sur une approche coopérative et volontaire en ce qui a trait à la résolution des questions de responsabilité.

Le groupe de travail se tournera maintenant vers deux questions connexes, soit la **prévention** de la contamination des lieux et la recherche de moyens innovateurs de **financer**, après l'échéance des programmes gouvernementaux en 1995, l'assainissement des lieux contaminés abandonnés.

Problèmes atmosphériques

Comme le Conseil des ministres a décidé de remettre l'accent sur la formation d'alliances, il a appuyé en principe un projet d'accord qui faciliterait grandement la coopération entre les ministères de l'énergie et ceux de l'environnement. Par exemple, l'Entente cadre globale sur la gestion de la qualité de l'air, qui a été élaborée conjointement, devrait permettre de résoudre plus rapidement les problèmes atmosphériques tels le smog, le changement climatique et les pluies acides.

Les ministres de l'environnement discuteront du projet d'accord, y compris de la question non réglée du partage des coûts, avec le Conseil des ministres de l'énergie et espèrent pouvoir conclure un accord à l'occasion d'une réunion conjointe en novembre.

Prévention de la pollution

Le Conseil a appuyé un projet pilote -- fruit d'une alliance unique entre des représentants de l'industrie, de groupes environnementaux et des gouvernements -- visant l'élimination de l'utilisation des substances toxiques. Le Comité ARET (Accélération de la réduction et de l'élimination des toxiques) travaille actuellement à l'établissement d'une liste prioritaire de substances toxiques qui devraient faire l'objet d'une réduction volontaire de l'industrie.

Le Conseil a souligné que la prévention de la pollution (plutôt que le contrôle des polluants au point de déversement) constitue l'un des principes de fonctionnement fondamentaux du CCME et que le travail du Comité ARET illustre bien l'importance de l'élimination de la pollution à la source.

Commerce

Le CCME s'est montré intéressé à jouer un rôle important en matière de protection de l'environnement dans le cadre de l'Initiative visant l'élimination des obstacles au commerce intérieur, annoncée par les ministres du commerce en mars dernier. Cette initiative vise à cerner et à éliminer les obstacles au commerce interprovincial. Le Conseil a souligné que le CCME avait notamment comme rôle d'assurer une meilleure harmonisation des lois sur l'environnement, ce qui permet de créer un milieu d'affaires plus productif et plus prévisible pour les entreprises.

Suivi du Sommet de la Terre

Le CCME est l'un des membres clés du groupe de travail des intervenants qui travaille à l'élaboration d'un plan de développement durable pour le Canada. Le CCME s'est engagé à fournir une contribution de 50 000 dollars au processus et participera à la deuxième réunion nationale des intervenants les 3 et 4 juin à Ottawa. Au cours de cette réunion, on fera le bilan des progrès accomplis par le Canada relativement à la mise en application des principes et des concepts qui ont découlé de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la Terre) et on proposera des objectifs concrets pour l'avenir.

Le Conseil a également confirmé qu'il appuyait l'élaboration de la Stratégie canadienne sur la biodiversité qui doit être achevée d'ici novembre 1994. Cette stratégie est l'une des mesures que le Canada s'est engagé à prendre dans le cadre de la Convention sur la biodiversité ratifiée au Sommet de la Terre en juin dernier.

Enfin, le Conseil a discuté du problème persistant de la surpêche des pays étrangers dans les Grands Bancs de Terre-Neuve. Il a convenu qu'il était crucial que la prochaine Conférence des Nations Unies sur les pêcheries hauturières mène à la conclusion d'un traité international qui obligerait les pays pêcheurs à assurer une gestion efficace de la haute mer. Le traité comprendrait un mécanisme de règlement des différends sévère qui permettrait de prendre certaines mesures contre les pays qui ne respecteraient pas leurs obligations relativement à l'efficacité de la gestion.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

La réunion du CCME s'est terminée par une séance commune avec des membres de la Table ronde nationale, autre occasion de former des alliances et d'explorer des démarches communes face aux questions environnementales.

Renseignements :

Barbara Czech
Directrice, Communications
CCME
Tél. (204) 948-2090
Téléc. (204) 948-2125

Carol Bentley
Service de presse du Cabinet
de la Saskatchewan
Tél. (306) 787-0888
Téléc. (306) 787-8233

Document: 830-481/008

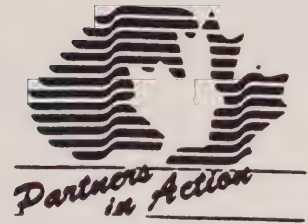
12TH ANNUAL FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR THE STATUS OF WOMEN

**Canada's National Machinery
for the Advancement of Women**

A Case Study

Federal

ST. ANDREWS BY THE SEA,
New Brunswick
June 7-8, 1993



CANADA'S NATIONAL MACHINERY FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN

A CASE STUDY

Prepared By:

**STATUS OF WOMEN CANADA
Constitution Square
Suite 700
360 Albert Street
Ottawa, Ontario, Canada
K1A 1C3**

MAY 1993



Status of Women
Canada

Condition féminine
Canada

Canada

CANADA'S NATIONAL MACHINERY FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN

A Case Study

INTRODUCTION

The concept of national machinery for the advancement of women emerged in the late 1960s when United Nations member countries recognized the value of appointing specialized bodies, structures or mechanisms to develop plans, co-ordinate policy and make recommendations for improving the situation of women in their respective countries.

Over the years, these national machineries have taken varying forms in different countries, e.g., women's bureaux within government, national commissions or umbrella organizations of women's organizations. Indeed, the United Nations has defined national machinery as:

a single body or complex organized system of bodies, often under different authorities, but recognized by the Government as the institution dealing with the promotion of the status of women.¹

Today, largely as a result of International Women's Year (1975) and the subsequent U.N. Decade for Women (1976-1985), most countries throughout the world have named Ministers Responsible for the Status of Women and have established their national machinery in one form or another, but mostly as women's bureaux within governments.

During this period, numerous seminars and discussions about the functioning of national machinery were held by the U.N. as well as by other intergovernmental bodies such as the Commonwealth. In 1974, Canada hosted a U.N. seminar on the development and strengthening of national machinery. In 1987, a U.N. seminar on national machinery for monitoring and improving the status of women took place in Vienna and in 1988 the U.N. held a seminar on information systems for national machinery, also in Vienna. Within the

¹ Report of the Secretary-General on National Machinery for Monitoring and Improving the Status of Women, U.N. document E/CN.6/1988/3, 15 October 1987.

Commonwealth, a workshop on plans of action for national machineries was held in Canada in conjunction with the third meeting of Commonwealth Women's Affairs Ministers in October 1990.

While it has become evident that there is no one model for a successful national machinery, it has also been recognized that there is much that can be learned from exchanges of information between national machineries in different countries. This case study on the establishment, evolution and operation of Canada's national machinery is intended as a contribution to that process.

CANADA'S NATIONAL MACHINERY: THE HISTORICAL CONTEXT

In 1967, the Canadian government established a Royal Commission on the Status of Women to enquire into the situation of women in Canada and to recommend the steps needed to ensure full equality between women and men in all aspects of Canadian society. The Royal Commission spent three years examining almost every aspect of the lives of Canadian women. Its landmark report, released in 1970, contained a total of 167 recommendations on issues such as labour standards, abortion, homeworkers, divorce, housing, education, pensions, native women, employment, volunteer experience and sexual stereotyping. These recommendations were based on the premise that women and men should have equal opportunity to share the responsibilities in society, as well as its privileges and prerogatives.

Among the recommendations of the Royal Commission was one which recognized the need for governments in Canada to set up co-ordinating bodies and advisory councils on issues involving the status of women. The Canadian government took seriously the recommendations of the Royal Commission and demonstrated its commitment to improve the status of women in several concrete ways:

- * The appointment, in 1971, of a Cabinet Minister with responsibility for the advancement of women;
- * The establishment, in 1971, of the office of the Co-ordinator, Status of Women which later (1976) became Status of Women Canada, a department of the federal government; and
- * The creation, in 1973, of a government-funded, independent advisory body, the Canadian Advisory Council on the Status of Women.

These three elements, Cabinet responsibility, a government department and an independent advisory council, have come to

be recognized as Canada's national machinery for the advancement of women.

THE CANADIAN CONTEXT: FEDERAL, PROVINCIAL AND TERRITORIAL GOVERNMENTS

Canada is a federal state consisting of a central government, 10 provinces and two territories. Depending on the issue, responsibility for legislation and policies affecting women, such as education and training, health and social services, the administration of the criminal justice system, property law, labour issues and human rights legislation, could rest solely with one level of government or could be shared among jurisdictions. As a result, co-operation between the federal and provincial/territorial levels of government is essential in all efforts to improve the social, legal, cultural and economic equality of women.

Each province and territory has established status of women mechanisms similar to those described below for the federal level, although the mandates and methods of operation of these mechanisms vary according to the unique needs and circumstances of each jurisdiction.

Since 1982, federal, provincial and territorial Ministers Responsible for the Status of Women have been meeting at least once a year to discuss matters of mutual concern. On several occasions, the 13 Ministers Responsible for the Status of Women have also held meetings with their sectoral counterparts to discuss specific issues, e.g., education for girls and women, labour market issues.

To implement the decisions made by federal, provincial and territorial Ministers Responsible for the Status of Women and to co-ordinate and undertake the substantive work required, regular meetings and teleconferences are held by federal, provincial and territorial status of women officials. Working groups of federal, provincial and territorial officials have also been formed to study such issues as the harmonization of work and family responsibilities and gender equality in the justice system.

FUNCTIONS OF THE ELEMENTS OF THE FEDERAL NATIONAL MACHINERY

The role of the federal Minister Responsible for the Status of Women is to act as an advisor and advocate within Cabinet to ensure that women's concerns are an integral part of Cabinet discussions. While the Minister does not develop or implement specific legislation or programs to improve the status of women, she (or he) provides leadership on issues of concern to women, participates in the strategic planning and priority-setting activities of the federal government

and provides other Ministers with an assessment of the impact on women of policy and program proposals.

As part of the federal government's policy development process, the Minister Responsible for the Status of Women meets on an on-going basis with representatives from a variety of women's organizations across the country. This process helps to keep women's organizations informed of government legislation, policies and programs and gives them an opportunity to raise issues with government. In this way, the Minister serves as a focus for those working to improve women's equality in Canada.

The Minister is supported by the second element of the national machinery, a government department known as Status of Women Canada (SWC). When the office was established in 1971, it was a small unit within the Privy Council Office (the government department serving the Prime Minister) and its role was to co-ordinate the implementation of the Royal Commission's recommendations. (This was reflected in the original name: Office of the Co-ordinator, Status of Women.) In 1975, the office was given the additional responsibility of acting as the Secretariat for International Women's Year. This was intended to be a short-term additional duty, with the office reverting to its former function at the end of the year. However, the interest generated by International Women's Year, with the ensuing U.N. Decade for Women and higher profile of women's issues, contributed to the expansion of the office's mandate to include such functions as reviewing existing legislation and recommending changes in laws which discriminated against women.

In 1976, the office of the Co-ordinator became a separate government department, Status of Women Canada, reporting to the Minister Responsible for the Status of Women. Status of Women Canada's mandate is to provide overall policy co-ordination and monitoring within the government and to offer policy advice to the Minister Responsible for the Status of Women and to other departments on all matters within federal jurisdiction that affect women in Canada. This is accomplished by:

- * initiating and co-ordinating the development of policies that advance women's equality;
- * analyzing policies, programs and legislation for their impact on women;
- * recommending changes to ensure that government decisions are of benefit to women;

- * meeting with women's organizations across the country and monitoring their positions on issues;
- * informing women in Canada of federal initiatives of interest to them; and
- * chairing an interdepartmental meeting of senior policy-makers within the federal government to provide a forum for information exchange on issues related to the advancement of women.

In addition, Status of Women Canada:

- * works with provincial and territorial governments to address issues of mutual concern; and
- * represents Canada internationally at meetings of organizations such as:
 - * the United Nations Commission on the Status of Women;
 - * the Commonwealth;
 - * the Organization for Economic Co-operation and Development; and
 - * the Inter-American Commission of Women (CIM) of the Organization of American States.

The third element of Canada's national machinery, the Canadian Advisory Council on the Status of Women, was established in response to one of the recommendations of the Royal Commission. The Council is an independent organization, funded by the government, but situated outside of the government structure. Its mandate is:

- * to bring before the government and the public matters of interest and concern to women;
- * to advise the Minister Responsible for the Status of Women on such matters relating to the status of women as the Minister may refer to the Council or as the Council may deem appropriate; and
- * to conduct research and disseminate information on women's concerns.

The Council is composed of 27 part-time and three full-time members appointed by the federal government. In addition to formulating recommendations, which are then forwarded to the Minister Responsible for the Status of Women, publicized,

and discussed with government officials, the Council presents briefs to parliamentary committees studying issues of particular concern to women.

While Status of Women Canada and the Canadian Advisory Council for the Status of Women may appear to have similar roles, each has a unique role to play as part of Canada's national machinery. As a department of the federal government, Status of Women Canada works within the government to achieve change for the advancement of women. Status of Women Canada officials offer advice to the Minister and other government departments within the framework of government policies. The Advisory Council, on the other hand, operates at arm's length from the government. The Council may appear before Parliamentary Committees or use other means to draw public attention to the government's performance. The Council is also free to determine its own research agenda. While both organizations offer policy advice to the Minister Responsible for the Status of Women, each is speaking from a different perspective, thus offering the Minister a range of options from which to choose.

THE POLICY OF INTEGRATION

In February 1976, the federal government adopted a policy of integration of status of women concerns. This policy assigns accountability and responsibility to line or sectoral departments for developing and implementing programs, policies and legislation in a manner that has no negative impact on women. The integration policy, which is the underpinning of Canada's approach to its national machinery, recognizes the need for early, effective integration in policy-making, setting overall policy directions, and identification and analysis of the possible differential impact of policies and programs on women and men. In implementing the policy, each federal department and agency was required to designate a senior-level implementation mechanism or focal point with a mandate to provide direct input into policy and program development.

Despite the clear instructions of the 1976 policy, several departments confused the integration mechanism with the personnel administration function of equal opportunities for women employees of the federal government. Only a small number of departments assigned specific responsibilities to the designated focal point (in some cases one person, in others, a small unit) to ensure on-going and timely policy and program analysis.

Since the late 1980s, greater attention has been given to strengthening the application of the integration policy. A key factor has been the Interdepartmental Committee (IDC) on Status of Women Integration Mechanisms. This Committee consists of senior policy makers from key departments involved with domestic and global status of women issues. As of 1993, the IDC consists of representatives of 22 federal government departments and agencies who meet every two to three months to:

- * share, co-ordinate and update information about departmental policies and developments concerning the status of women;
- * discuss trends and issues of importance to Canadian women;
- * gather information to disseminate to departmental colleagues;
- * act as advisors to Status of Women Canada on issues of shared concern; and
- * form an extensive network of experts on status of women issues by facilitating communication, co-operation and co-ordination between government departments and agencies.

Over the years, it has become clear that high-level commitment at both the political and officials level is key to the success of the IDC. Deputy Ministers are encouraged to appoint senior policy advisors as representatives to the IDC. Annual letters sent by Status of Women Canada to all Deputy Ministers provide a report on the previous year's activities and serve to reinforce within those departments the importance of the IDC. Also contributing to the impact of the IDC are meeting agendas that relate directly to the priorities of the government. Finally, experience has shown that maintaining an on-going flow of communications between Status of Women Canada and IDC representatives is essential to developing the level of trust and understanding necessary to ensure collaboration.

A recent development to further enhance the integration function stems from the recognition that, despite the government's stated commitment to gender equality, and despite significant policy and program initiatives to benefit women, the inequality of Canadian women persists. As a result, Status of Women Canada is developing an analytical framework to assist policy-makers in integrating status of women concerns into all stages of policy

development. It is hoped that the use of this methodological tool will, over time, result in federal policies, programs and legislation that respond even more effectively to the needs of women in Canada.

THE INTERNATIONAL CONTEXT

Canada's commitment to women's equality at the domestic level is also reflected in its foreign policy objectives. Key to success in this area is a close working relationship among the national machinery, the foreign policy department and the development agency.

Status of Women Canada contributes to the development of international policy on issues of concern to women by representing Canada at meetings of international bodies such as the U.N. Commission on the Status of Women, the Commonwealth Women's Affairs Ministers, the OECD's Working Party on the Role of Women in the Economy and the Inter-American Commission of Women of the Organization of American States.

Within the Canadian government, an Interdepartmental Steering Group for International Women's Programs (ISG/IWP) has been established. The ISG/IWP is chaired by the International Women's Equality Co-ordinator of the Department of External Affairs and includes representation from Status of Women Canada, the Women in Development Directorate of the Canadian International Development Agency (CIDA), as well as other key departments. An important function of the ISG/IWP is to ensure that global equality is pursued in all of Canada's international relations, including meetings of the Commonwealth Heads of Government, the U.N. General Assembly and La Francophonie.

Canada takes seriously its international commitments to women's equality and makes use of such documents as the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women and the Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women to reinforce its domestic activities for women's equality. (See Plans of Action below.) Status of Women Canada and its provincial counterparts are also involved in bilateral relations with other countries to discuss ways to address concerns related to the status of women.

In 1984, the Canadian International Development Agency (CIDA) adopted a policy framework for women in development (WID). Its overall goal was to ensure that the full range of CIDA's development assistance initiatives contribute substantively to the realization of the full potential of women as agents and beneficiaries of the development

process. The CIDA WID five-year Plan of Action officially terminated in 1991. A corporate evaluation of the policy is currently under way and an interim policy is in place.

The overall goal of the interim WID policy is to strengthen the full participation of women as equal partners in the sustainable development of their societies. The policy goes beyond the 1984 emphasis on the role of women as agents and beneficiaries to recognize a more active and integral role for women in the development process. While it is acknowledged that women-specific projects and programming continue to be necessary, they are no longer deemed sufficient. Long-term sustainable development cannot take place without involving women in every facet of the development process. Thus, CIDA's new policy stresses the full participation of women as decision-makers in the development, implementation, monitoring and evaluation of all CIDA-supported programs and activities.

PLANS OF ACTION AND OTHER MONITORING DOCUMENTS

Plans of action, whether at the provincial/territorial, national or international levels, have proven to be extremely useful instruments for change for women in Canada. They have provided written commitments against which action or progress on improving the status of women can be measured.

With its report in 1970, the Royal Commission on the Status of Women established a "bottom line" and provided the first blueprint for action on the status of women in Canada. Women's organizations and, subsequently, the Canadian Advisory Council on the Status of Women, used these recommendations to argue for continued change and to measure the progress towards the goal of equality for women. At the time of the 20th anniversary of the Royal Commission in 1990, it was estimated that 70 per cent of the Commission's recommendations had been implemented in whole or in part.

In 1979, the federal government introduced its first national Plan of Action on the Status of Women, entitled *Towards Equality for Women*. This was developed in response to the 1975 World Plan of Action and as Canada's contribution to the Copenhagen United Nations Mid-Decade Conference in 1980. It provided commitments for change in areas such as employment, economic development, family violence, taxation, sexual stereotyping, family and criminal law, international trade, aid and research. A progress report issued in 1984 indicated that 96 per cent of the measures in the plan had been either fully or partially implemented between 1979 and 1982.

Dimensions of Equality, the most recent federal work plan for women was tabled by the Prime Minister at the November 1986 First Ministers' Conference on the Economy. The work plan addressed women in the labour force; training; child care; special programs; health; global equality and many other areas. A progress report on this work plan was published in 1989 and further progress reports are being issued throughout 1993.

The Government of Canada, following consultation with provincial and territorial governments, ratified the **Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW)** in 1981, thus providing an international legal standard by which progress on equality for women could be measured. Canada has submitted three reports to the United Nations on activities to implement CEDAW.

The Nairobi World Conference on Women in 1985 and the consensus adoption of the **Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women (FLS)** gave Canada additional impetus for action to improve the status of women. Canada participated in the first review and appraisal of the FLS in 1990 and will be an active participant in the review and appraisal to be held in conjunction with the Fourth World Conference on Women in 1995. To provide a further accounting of Canada's implementation of the FLS, Status of Women Canada co-ordinates the biennial production of a series of **Fact Sheets** which provide an overview of federal government action to implement the FLS.

As a member of the Commonwealth, Canada is also committed to the implementation of the **Commonwealth Plan of Action on Women and Development** and reports regularly to Commonwealth Heads of Government on measures taken to implement the Plan. As well, as a member of the Inter-American Commission of Women of the Organization of American States, we provide regular reports on issues of interest to that organization.

THE ROLE OF WOMEN'S ORGANIZATIONS

In Canada, as in many other countries, there is a healthy tension between women's organizations and government. Women's organizations have acted as an effective lobby group for government action on a range of issues. For example, they were successful in calling for the establishment of the Royal Commission on the Status of Women. They also monitored the government's progress in implementing the Commission's recommendations.

Women's organizations have had a considerable impact on the political process. They succeeded in having issues of

concern to women feature prominently in debates during federal election campaigns as well as in public consultations on issues such as constitutional renewal.

The on-going process of consultation with women's organizations is an integral part of the government's policy development process. For example, in 1991, when the government was drafting new sexual assault legislation, Status of Women Canada assisted the Department of Justice in hosting a two-day consultation between the Minister of Justice and 40 women's organizations. The consultation led to the eventual adoption of landmark new legislation in this area. A number of other Cabinet Ministers, such as the Minister of Finance, have sought the views of women's organizations (along with other key societal groups) in the development of government statements and policies.

The Women's Program of the Department of the Secretary of State was created in 1973 as a result of a recommendation of the Royal Commission on the Status of Women. In February 1993, the government approved the establishment of the Program on a permanent basis.

The Women's Program is the primary federal mechanism for funding women's and other voluntary organizations working to improve the economic, social and legal situation of women, whether in the home, the workplace or the community. The Program has three objectives: to increase public understanding in order to encourage action on women's equality issues; to promote the organizational development of women's organizations in order to increase their effectiveness in working towards equality for women; and to promote actions by institutions to incorporate women's equality issues into their decision-making structures, policies and programs.

Every year, the Program provides financial and technical support to women's organizations and other voluntary organizations for activities that are designed to improve the status of women in Canada. Many of the issues which women's organizations have brought to public attention are now recognized as social and economic concerns of all Canadians. The program therefore intends to form new partnerships with all sectors of society in order to accelerate progress towards equality.

PARTNERS IN ACTION

From the above, it is clear that promoting the advancement of women requires the development of collaborative relationships among federal government departments, provincial and territorial governments, as well as the co-

operation of local governments, non-governmental organizations, industry, and educational and health authorities. Status of Women Canada is a catalyst and partner in these relationships and, for this reason, has adopted Partners in Action as its corporate theme.

One highly visible means of encouraging partnership is through the strategic use of special events to raise the profile of women's issues. Events such as International Women's Day (March 8) can provide an opportunity to focus on specific issues, deliver messages, make announcements and encourage special activities by all "Partners in Action". Other key dates on Status of Women Canada's calendar are Equality Day (April 17), Women's History Month (October), Person's Day (October 18), International Day to End Violence Against Women (November 25), and the Day of Remembrance and Action on Violence Against Women (December 6).

CONCLUSION

The 1970 report of the Royal Commission on the Status of Women recommended the structure for a Canadian national machinery on the status of women. In response to the Commission's report, three major elements of the national machinery were created:

- * the Minister Responsible for the Status of Women;
- * Status of Women Canada; and
- * the Canadian Advisory Council on the Status of Women.

Since then, the national machinery has evolved to include:

- * a policy of integration at the domestic and international levels;
- * an interdepartmental committee of status of women focal points;
- * co-operation between and regular meetings of federal, provincial and territorial status of women Ministers and officials; and
- * plans of action to advance the status of women.

Canada's experience demonstrates that a number of factors are essential to the development and evolution of a strong and effective national machinery. These include:

- * expressed political commitment at the highest levels to improving women's social, economic, legal and cultural situation, and accountability at all levels for the results;
- * a senior organizational position at the policy level for the national machinery and adequate resources to achieve its goals;
- * a focused, strategic approach, possibly with a plan of action to provide direction;
- * government-wide integration of status of women concerns;
- * a mechanism for monitoring progress on the status of women;
- * co-ordinated action across federal, provincial and territorial governments;
- * policy research and assessment of the impact of policies on women; sex disaggregated data and information on the situation of women; and research on issues of concern to women; and
- * well-informed and dynamic women's organizations;

The interrelated nature of all of these factors is demonstrated by Canadian initiatives to address violence against women. An overview of this activity is included in annex 1.

Canadian Initiatives to Address Violence Against Women

An Overview

Initiatives undertaken in Canada on the issue of violence against women provide an example of how Canada's national machinery works at the federal, provincial, territorial and international levels, supported by effective action by women's organizations at the grassroots level, to achieve some important responses to this pervasive problem.

The Early Stages: a Focus on Wife Battering

In Canada, in the 1970s, wife battering began to emerge as an issue of public concern. This awareness arose from the work of many women's organizations across the country, especially from the small grassroots organizations that provided the first front-line services such as rape crisis centres and shelters for abused women.

Governments, at the federal, provincial and territorial levels, responded to this work. Between 1979 and 1983, services for battered women increased. A number of studies and reports, both within and outside the government, raised awareness of the various ways of addressing the issue.

In 1979, Status of Women Canada, in the National Plan of Action on the Status of Women, Towards Equality for Women, recommended the establishment of a National Clearinghouse on Family Violence in the federal department of Health and Welfare Canada.

In 1980, the Canadian Advisory Council on the Status of Women published *Wife Battering: the Vicious Circle*, one of the first comprehensive, in-depth reviews of the Canadian situation. The recommendations of this report (as well as a follow up study, *Battered But Not Beaten ... Preventing Wife Battering in Canada*, published in 1987) contributed much to the direction of government activity.

While the issue of wife battering was receiving greater public and government attention, the approaches and levels of activity varied across the country. At the instigation of federal, provincial and territorial Ministers Responsible for the Status of Women, at their 1983 annual meeting, a comprehensive review of the various programs and services was undertaken in each jurisdiction. An initial report was produced in 1984 and a final report tabled in 1986. This latter report highlighted activities in the areas of criminal justice, health, welfare and social services, and education. It also recognized that, in addition to

responding to immediate needs, future initiatives must focus on prevention of wife battering and violence in the family.

At the same time, Canada was also pursuing initiatives at the international level. Through participation in the U.N. Commission on the Status of Women and the U.N. Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders, Canada introduced and supported resolutions dealing with violence in the family that, among other things, called for a meeting of experts on family violence. The expert group met in Vienna in December 1986. Status of Women Canada prepared a case study, participated as Canada's representative to the meeting and contributed to the drafting of the final report.

Also in 1986, the federal government launched a \$25 million five-year child sexual abuse initiative. This was followed in 1988 by a \$40 million four-year family violence initiative. In 1991, a renewed family violence initiative was launched, providing \$136 million in federal support over four years for multi-departmental program and research activities in the areas of health and social services, criminal justice, community action, housing, and support services in Aboriginal communities. Co-ordinated by the federal department of Health and Welfare Canada, the initiative is intended to be a call to action involving as many sectors of Canadian society as possible. Women are an important focus of the initiative and Status of Women Canada has played an important role in its development and implementation.

Expanding the Focus: Violence against Women

These earlier efforts focused primarily on domestic violence. As well, a number of other distinct initiatives were put in place during the 1980s to deal with prostitution, harassment, sexual assault, and pornography.

Primarily as a result of the tragedy of December 6, 1989, in which 14 young women were shot to death in Montreal, the 1990s saw the broader question of violence against women rise to the top of the public agenda. Women's organizations began to draw attention to the fact that all forms of violence against women are interconnected.

In 1990, federal, provincial and territorial Ministers Responsible for the Status of Women adopted the Lake Louise Declaration on Violence Against Women, committing themselves to the elimination of violence against women and children. At their next annual meeting in 1991, Ministers adopted Building Blocks: a Framework for a National Strategy on Violence Against Women, which outlines measures which can be

taken by various levels of government, communities and individuals toward the elimination of violence against women.

At the political level, a Parliamentary Sub-Committee on the Status of Women began public hearings on violence against women and heard from more than 30 women's organizations. The Sub-Committee's report, *The War Against Women*, was tabled in the House of Commons in June 1991. Status of Women Canada co-ordinated the government's response, entitled *Living Without Fear...Everyone's Goal, Every Woman's Right*, which outlines a course of federal action to address the issues raised by the Sub-Committee.

Also in 1991, the Minister Responsible for the Status of Women announced the establishment of the Canadian Panel on Violence Against Women. The Panel was mandated to explore violence against women in all its dimensions and to put forward recommendations and a plan for federal action on this issue. The Panel's report is expected in 1993.

Canada also continues to bring its domestic experience with this issue to the international arena. Through the U.N. Commission on the Status of Women, Canada has played a lead role in the development of a universal Declaration on the Elimination of Violence Against Women. The Declaration, which is expected to be adopted by the U.N. General Assembly in the fall of 1993, would require countries to recognize violence against women, whether in the public or private spheres, as a crime and to take action to prevent it. Canada is also active in the work under way within the Inter-American Commission of Women (CIM) of the Organization of American States to develop an Inter-American Convention on the Prevention, Punishment and Eradication of Violence Against Women.

Violence against women is an issue that requires commitment and action by all sectors of society if it is to be eradicated. The above examples demonstrate how Canada's national machinery and its partners in advancing women's equality contribute to addressing this societal issue.

Document: 830-481/008

**12^E CONFÉRENCE ANNUELLE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA CONDITION FÉMININE**

**Le mécanisme national du Canada
pour la promotion de la femme**

Étude de cas

Fédéral

**ST. ANDREWS BY THE SEA
(Nouveau-Brunswick)
Les 7 et 8 juin 1993**



LE MÉCANISME NATIONAL DU CANADA
POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

ÉTUDE DE CAS

Préparé par

CONDITION FÉMININE CANADA
Constitution Square
Pièce 700
360, rue Albert
Ottawa (Ontario), Canada
K1A 1C3

MAI 1993



Condition féminine
Canada

Status of Women
Canada

Canada

LE MÉCANISME NATIONAL DU CANADA POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

Étude de cas

INTRODUCTION

La notion de mécanisme national pour la promotion de la femme est apparue à la fin des années 1960, lorsque les États membres des Nations Unies ont reconnu qu'il était utile de créer des organismes, des structures ou des mécanismes spécialisés qui soient chargés d'élaborer des plans, de coordonner des politiques et de formuler des recommandations en vue d'améliorer la situation des femmes sur leurs divers territoires nationaux.

Au fil des ans, les mécanismes nationaux ont pris des formes qui diffèrent de pays à pays : bureaux de la condition féminine faisant partie des administrations publiques, commissions nationales ou regroupements d'organismes féminins. De fait, les Nations Unies en ont adopté la définition suivante :

Une institution unique ou un ensemble complexe de services relevant souvent d'autorités différentes, reconnu par le gouvernement comme l'institution s'occupant de la promotion de la condition de la femme.¹

Aujourd'hui, en grande partie grâce à l'Année internationale de la femme (1975) et à la Décennie de l'ONU pour la femme qui l'a suivie (1976-1985), la plupart des pays du monde ont nommé des ministres responsables de la condition féminine et ont établi leur mécanisme national sous une forme ou une autre. Il s'agit généralement d'un bureau de la femme faisant partie de l'administration publique.

Au cours de cette période, de nombreux séminaires et débats sur le fonctionnement des mécanismes nationaux ont été organisés par l'ONU, de même que par d'autres organismes intergouvernementaux, notamment le Commonwealth. En 1974, le Canada a été l'hôte d'un séminaire de l'ONU sur l'élaboration et le renforcement des mécanismes nationaux. En 1987, l'ONU a tenu à Vienne un séminaire sur les mécanismes nationaux pour le suivi et l'amélioration de la condition féminine et, en 1988, un autre, sur les systèmes d'information pour les mécanismes nationaux, également à Vienne. Au sein du Commonwealth, un atelier sur les

¹ Rapport du Secrétaire général sur les mécanismes nationaux pour le suivi et l'amélioration de la condition de la femme, Document de l'ONU E/CONF.6/1988/3, 15 octobre 1987.

Ces trois éléments - un responsable au Cabinet, un ministère fédéral et un conseil consultatif indépendant - sont reconnus maintenant comme constituant le mécanisme national du Canada pour la promotion de la femme.

LE CONTEXTE CANADIEN : LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX

Le Canada est un État fédéral composé d'un gouvernement central, de dix provinces et de deux territoires. Selon le domaine (par exemple l'éducation et la formation, la santé et les services sociaux, l'administration du système de justice pénale, le droit de la propriété, les relations de travail ou les droits de la personne), la responsabilité des lois et politiques qui touchent les femmes peut relever d'un seul ordre de gouvernement ou être répartie entre les paliers de compétence. En conséquence, la coopération entre le gouvernement fédéral, d'une part, et les gouvernements provinciaux et territoriaux, d'autre part, est indispensable dans tous les efforts visant à réaliser l'égalité sociale, juridique, culturelle et économique des femmes.

Chaque province et territoire s'est doté d'un mécanisme pour promouvoir la femme en s'inspirant de ceux qui sont décrits ci-dessous pour le palier fédéral, quoique les mandats et les méthodes de fonctionnement de ces mécanismes varient en fonction des circonstances et des besoins particuliers de chaque gouvernement.

Depuis 1982, les ministres fédérale, provinciaux et territoriaux responsables de la condition féminine se réunissent au moins une fois par année pour discuter des questions qui les intéressent. À plusieurs reprises, les treize ministres ont également tenu des réunions avec leurs homologues de divers autres secteurs de compétence pour étudier ensemble des questions particulières comme l'enseignement aux jeunes filles et aux femmes, et le marché du travail.

Pour appliquer les décisions prises par les ministres fédérale, provinciaux et territoriaux responsables de la condition féminine, et pour coordonner et réaliser l'important travail que cela suppose, les fonctionnaires responsables de la condition féminine aux paliers fédéral, provincial et territorial se réunissent régulièrement, en personne ou par conférence téléphonique. Des groupes de travail de fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux ont aussi été formés pour examiner certaines questions, notamment l'harmonisation des responsabilités professionnelles et familiales et l'égalité des sexes dans le système judiciaire.

questions relevant de la compétence fédérale qui influent sur les femmes du Canada. Pour accomplir sa tâche, le ministère :

- * lance et coordonne l'élaboration de politiques qui font progresser l'égalité des femmes;
- * analyse les politiques, les programmes et les lois pour voir quelles en sont les conséquences pour les femmes;
- * recommande des modifications qui feront que les décisions du gouvernement profiteront aux femmes;
- * tient des réunions avec des organismes féminins de tout le pays et surveille leurs positions sur divers dossiers;
- * informe les femmes du Canada au sujet des initiatives du gouvernement fédéral qui sont susceptibles de les intéresser; et
- * préside une réunion interministérielle de décideurs de haut niveau du gouvernement fédéral; cette rencontre est un forum où s'échangent des renseignements sur diverses questions relatives à la promotion de la femme.

En outre, Condition féminine Canada :

- * collabore avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour traiter des problèmes d'intérêt commun; et
- * représente le Canada sur la scène internationale lors de réunions d'organismes comme :
 - * la Commission de la condition de la femme des Nations Unies;
 - * le Commonwealth;
 - * l'Organisation pour la coopération et le développement économiques; et
 - * La Commission interaméricaine des femmes (CIM) de l'Organisation des États américains.

Le troisième élément du mécanisme national du Canada, le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, a été créé suite à l'une des recommandations du rapport de la Commission royale d'enquête. Le Conseil est un organisme indépendant, financé par le gouvernement, mais situé en dehors de la structure de l'administration publique. Son mandat est de :

- * saisir le gouvernement et le public des questions qui intéressent et préoccupent les femmes;

chargé de fournir des apports directs dans l'élaboration des politiques et des programmes.

En dépit des instructions claires que comportait la politique de 1976, plusieurs ministères ont confondu le mécanisme d'intégration avec la fonction relative à l'administration du personnel qui consiste à assurer des chances égales aux femmes qui travaillent dans l'administration publique fédérale. Seulement un petit nombre de ministères ont attribué des responsabilités précises à des points de référence désignés (il peut s'agir d'une seule personne ou d'un petit service) pour assurer l'analyse régulière et opportune des politiques et des programmes.

Depuis la fin des années 1980, le renforcement de l'application de la politique d'intégration a fait l'objet d'une plus grande attention. Un des facteurs clés à cet égard a été le travail du Comité interministériel sur les mécanismes d'intégration de la promotion de la femme. Ce comité est composé de décideurs de haut niveau provenant des principaux ministères qui s'occupent des questions relatives à la condition féminine aux niveaux national et mondial. En 1993, le comité compte des représentants de 22 ministères et organismes fédéraux qui se réunissent tous les deux ou trois mois pour :

- * partager, coordonner et actualiser des renseignements sur les politiques de leurs ministères et les faits nouveaux relatifs à la condition féminine;
- * discuter des tendances et questions qui revêtent de l'importance pour les femmes canadiennes;
- * recueillir des renseignements qu'ils transmettront à leurs collègues dans leurs ministères respectifs;
- * conseiller Condition féminine Canada à propos de questions d'intérêt commun; et
- * former un large réseau d'experts sur divers aspects de la condition féminine en facilitant la communication, la coopération et la coordination entre les ministères et organismes du gouvernement.

Au fil des ans, il est devenu évident qu'un engagement de haut niveau, tant du côté des politiciens que du côté des fonctionnaires, était indispensable au succès du Comité. Les sous-ministres sont encouragés à y nommer des conseillers supérieurs en matière de politiques pour les représenter. Chaque année, Condition féminine Canada fait parvenir aux sous-ministres une lettre qui présente un compte rendu des activités de l'année précédente et qui sert à faire valoir auprès de ces ministères l'importance du Comité. Autre facteur de l'influence du comité :

Le Canada prend au sérieux ses engagements internationaux en faveur de l'égalité des femmes et se sert de documents comme la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme pour renforcer ses activités intérieures en faveur de l'égalité des femmes (voir la rubrique Plans d'action, ci-dessous). Condition féminine Canada et ses homologues provinciaux entretiennent aussi des relations bilatérales avec d'autres pays, afin de trouver des moyens de régler les problèmes liés à la condition des femmes.

En 1984, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a adopté un Cadre conceptuel concernant l'intégration des femmes dans le développement (IFD). Ce cadre avait pour objectif global de faire en sorte que l'ensemble des activités d'aide au développement contribuent largement à faire des femmes des agentes et des bénéficiaires à part entière du développement. Le plan d'action quinquennal de l'ACDI a officiellement pris fin en 1991. Une évaluation globale de la politique est actuellement en cours à l'Agence, et une politique provisoire est en vigueur.

L'objectif global de cette politique provisoire d'IFD est de renforcer la participation des femmes en tant que partenaires égales dans le développement durable de leurs sociétés. Cette politique va au-delà du principe du cadre de 1984, selon lequel les femmes devaient être à la fois agentes et bénéficiaires du développement, puisqu'elle reconnaît aux femmes un rôle plus actif et plus intégré dans le processus du développement. Il est admis que les projets et programmes visant expressément les femmes restent nécessaires, mais ils ne sont plus considérés comme suffisants. Le développement durable à long terme ne peut se produire sans que les femmes prennent part à toutes ses facettes. C'est pourquoi la nouvelle politique de l'ACDI insiste sur la participation entière des femmes, en tant que décideuses, dans l'élaboration, l'exécution, le suivi et l'évaluation de tous les programmes et activités appuyés par l'Agence.

PLANS D'ACTION ET AUTRES DOCUMENTS DE SUIVI

Les plans d'action, que ce soit au palier provincial/territorial, au niveau national ou à l'échelon international, s'avèrent d'excellents outils de changement pour les femmes du Canada. Ils ont servi à la prise d'engagements écrits au regard desquels les mesures ou les progrès accomplis dans l'amélioration de la condition des femmes peuvent se mesurer.

Dans son rapport paru en 1970, la Commission royale sur la situation de la femme avait établi un «bilan» et proposé le premier plan d'action en faveur de la promotion de la femme au Canada. Les organismes féminins et, plus tard, le Conseil consultatif sur la situation de la femme ont utilisé ces

En tant que membre du Commonwealth, le Canada s'est également engagé à appliquer le plan d'action du Commonwealth concernant les femmes et le développement et il fait régulièrement rapport aux chefs de gouvernement du Commonwealth sur les mesures prises pour appliquer ce plan. De même, en tant que membre de la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains, il présente régulièrement des rapports sur les questions intéressant cet organisme.

LE RÔLE DES ORGANISMES FÉMININS

Au Canada, comme dans beaucoup d'autres pays, il existe une saine tension entre les organismes féminins et le gouvernement. Les groupes de femmes ont exercé des pressions efficaces qui ont provoqué l'action de l'État dans toute une gamme de dossiers. Ils ont par exemple réussi à susciter la création de la Commission royale sur la situation de la femme. Ils ont également suivi de près les mesures prises par le gouvernement pour appliquer les recommandations de la Commission.

Les organismes féminins ont une influence considérable sur le processus politique. Ils ont réussi à faire en sorte que diverses questions intéressant les femmes occupent l'avant-scène lors des débats tenus au cours des campagnes électorales ainsi que dans des consultations publiques sur certains sujets, comme le renouvellement de la Constitution.

Le mécanisme de consultation régulière avec les organismes féminins fait partie intégrante du processus d'élaboration des politiques gouvernementales. Par exemple, en 1991, lorsque le gouvernement préparait un nouveau texte de loi sur l'agression sexuelle, Condition féminine Canada a aidé le ministère de la Justice à présider une consultation de deux jours entre le ministre de la Justice et 40 organismes féminins. La consultation a débouché sur l'adoption d'une législation nouvelle qui fait date dans ce domaine. Un certain nombre d'autres membres du Cabinet, comme le ministre des Finances, ont sollicité l'opinion des organismes féminins (et de quelques autres importants groupes de la société) pour élaborer des déclarations et des politiques gouvernementales.

Le Programme de promotion de la femme du Secrétariat d'État a été créé en 1973, en application d'une recommandation de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme. En février 1993, le gouvernement a approuvé l'établissement du programme à titre permanent.

Le Programme de promotion de la femme est la principale source de financement du gouvernement fédéral pour les organismes féminins et autres groupes bénévoles qui oeuvrent à améliorer la situation économique, sociale et juridique des femmes au foyer, au travail ou dans la collectivité. Le Programme a trois objectifs :

application du rapport de la Commission, trois importants éléments du dispositif canadien ont été créés :

- * le poste de ministre responsable de la Condition féminine;
- * Condition féminine Canada; et
- * le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme.

Depuis lors, le mécanisme national a évolué. Il comprend maintenant :

- * une politique d'intégration aux niveaux national et international;
- * un comité interministériel regroupant des «points de référence» de la condition féminine;
- * une structure de coopération entre ministres et entre fonctionnaires responsables de la condition féminine, comportant notamment des rencontres régulières;
- * des plans d'action visant la promotion de la femme.

L'expérience du Canada prouve qu'un certain nombre de facteurs sont essentiels à la création et à l'évolution d'un mécanisme national fort et efficace. Ce sont entre autres :

- * aux plus hauts échelons du pouvoir politique, la proclamation d'une volonté ferme d'améliorer la situation sociale, économique, juridique et culturelle des femmes, assortie d'une obligation de rendre des comptes à tous les niveaux pour ce qui concerne les résultats obtenus;
- * un haut poste organisationnel de direction affecté au mécanisme national et des ressources suffisantes pour lui permettre d'atteindre ses objectifs;
- * une approche stratégique précise comportant parfois un plan d'action qui puisse orienter les interventions;
- * une intégration à l'échelle de l'administration publique des préoccupations féminines;
- * un mécanisme de surveillance des progrès accomplis dans l'amélioration de la condition de la femme;
- * une action coordonnée entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux;

Initiatives canadiennes pour contrer la violence faite aux femmes

Aperçu

Les initiatives prises par le Canada pour contrer la violence faite aux femmes sont un exemple de la façon dont fonctionne le mécanisme national du Canada aux niveaux fédéral, provincial, territorial et international, appuyé par l'action efficace des organismes féminins, pour apporter des réponses importantes à ce problème très répandu.

Les premières étapes : un intérêt centré d'abord sur la violence conjugale

Au Canada, dans les années 1970, le dossier de la violence conjugale a commencé à préoccuper le public. Cette prise de conscience était le fruit du travail de nombreux **organismes féminins** de tout le pays, et notamment de petits organismes communautaires qui assuraient les services de première ligne, comme les centres pour femmes violentées et les refuges pour femmes battues.

Les gouvernements des paliers fédéral, provincial et territorial, ont répondu à ce travail. Entre 1979 et 1983, les services dispensés aux femmes battues ont augmenté. Un certain nombre d'études et de rapports, issus tant des pouvoirs publics que d'ailleurs, ont permis de définir divers moyens d'aborder ce problème.

En 1979, **Condition féminine Canada**, dans le Plan d'action national concernant la situation de la femme intitulé **Femme en voie d'égalité**, a recommandé la création d'un Centre national d'information sur la violence dans la famille au sein du ministère fédéral de la Santé et du Bien-être social.

En 1980, le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme a publié **La femme battue au Canada : Un cercle vicieux**, l'un des premiers examens approfondis et complets de la situation au Canada. Les recommandations de ce rapport (de même qu'une étude de suivi intitulée **Pour de vraies amours : Prévenir la violence conjugale**, publiée en 1987) ont joué un rôle clé dans l'orientation des interventions du gouvernement.

Certes, la question de la violence conjugale recevait une plus grande attention de la part du public et du gouvernement, mais les méthodes et l'ampleur des activités entreprises variaient beaucoup d'une région à l'autre. En réponse à l'appel lancé par les **ministres responsables de la condition féminine** des paliers fédéral, provincial et territorial lors de leur réunion annuelle de 1983, chaque gouvernement effectua une étude complète des divers programmes et services offerts dans sa zone de compétence. Un rapport initial fut produit en 1984 et le rapport final, en

En 1990, les ministres responsables de la condition féminine des paliers fédéral, provincial et territorial ont adopté la **Déclaration du Lac Louise sur la violence envers les femmes**, dans laquelle ils s'engagent à supprimer la violence envers les femmes et les enfants. Lors de leur rencontre annuelle suivante, en 1991, les ministres ont adopté le document intitulé **Forger des alliances : Plan d'action pour une stratégie nationale contre la violence faite aux femmes**, qui propose des mesures à prendre par les divers niveaux de gouvernement, les collectivités et les particuliers pour aider à éliminer la violence faite aux femmes.

Au niveau politique, le Sous-comité parlementaire sur la condition féminine a tenu des audiences publiques sur la violence contre les femmes et a entendu plus de 30 **organismes féminins**. Le rapport du Sous-comité, **La guerre contre les femmes**, fut déposé devant la Chambre des communes en juin 1991. **Condition féminine Canada** a coordonné la réponse du gouvernement à ce rapport, qui indique des mesures à prendre au palier fédéral pour régler les problèmes définis par le Sous-comité.

La même année, en 1991, la ministre responsable de la Condition féminine a annoncé la formation du **Comité canadien sur la violence faite aux femmes**. Ce groupe a reçu pour mandat d'étudier la question sous tous ses angles et de formuler des recommandations sur les mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral. Le rapport du Comité est attendu en 1993.

Le Canada continue à transposer les fruits de son expérience nationale sur la **scène internationale**. Par le truchement de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, le Canada joue un rôle majeur dans l'élaboration de la **Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes**. Cette déclaration universelle, qui devrait être adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à l'automne de 1993, exigerait des États qu'ils reconnaissent comme un délit criminel la violence faite aux femmes, qu'elle soit perpétrée publiquement ou dans la vie privée, et de prendre des mesures pour la prévenir. Le Canada participe aussi au travail accompli par la Commission interaméricaine des femmes (CIM) de l'Organisation des États américains pour élaborer une convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et la suppression de la violence contre les femmes.

Pour que la violence faite aux femmes disparaisse, il faudra une volonté ferme et une action de tous les secteurs de la société. Les exemples qui précèdent montrent comment le mécanisme national du Canada et les partenaires qui collaborent avec le gouvernement à la promotion de l'égalité de la femme aident à la résolution de ce problème social.

Document: 830-481/009

12TH ANNUAL FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR THE STATUS OF WOMEN

1995 World Conference on Women

Federal

ST. ANDREWS BY THE SEA,
New Brunswick
June 7-8, 1993

1995 WORLD CONFERENCE ON WOMEN



- What:** The Fourth World Conference on Women: Action for Equality, Development and Peace
- Where:** Beijing, China
- When:** September 4-15, 1995
- Why:** To place the improvement of women's status high on the global agenda.

Why another World Conference on Women?

The third World Conference on Women, which took place in Nairobi, Kenya in 1985, marked the end of the United Nations Decade for Women, a period which saw many gains made by women around the world. Out of Nairobi came the Forward-looking Strategies for the Advancement of Women (FLS), a blueprint for action to improve the status of women through to the year 2000. However, United Nations reports have noted that despite the advances, in some countries women are worse off than they were 10 or 15 years ago. So, among other things, the 1995 World Conference will be asking:

- *What has happened since Nairobi?*
- *What still needs to be done?*
- *How can we re-capture the impetus of the UN Decade for Women?*

This will be accomplished through the two main objectives of the 1995 World Conference:

- *to report on the extent to which the recommendations of the 1985 Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women have been implemented both by individual countries and internationally, and*
- *to prepare and promote a Platform for Action for the remainder of the century, focusing on those areas where improvements are particularly needed if the objectives of the Forward-looking Strategies are to be achieved.*



In addition to the Nairobi World Conference in 1985, there were two earlier World Conferences. As a result of the first conference (*Mexico City, 1975*), the United Nations declared the period 1976-1985 as the United Nations Decade for Women with the objectives of equality, development and peace. That conference also resulted in the adoption of the World Plan of Action for the Implementation of the Objectives of International Women's Year.

At the second world conference (*Copenhagen, 1980*), participants adopted a Programme of Action for the Second Half of the United Nations Decade for Women.

What will happen at the World Conference?

The World Conference itself will actually be the culmination of several years of preparatory activities at the international, regional and national levels.

The UN Commission on the Status of Women, which meets for two weeks every spring, is the international preparatory body for the World Conference. The Commission on the Status of Women has the responsibility of drafting the main document to be adopted at the Conference, the Platform for Action. The key issues to be covered by the Platform for Action were identified as a result of the first review of the implementation of the Nairobi Forward-looking Strategies which took place in 1990. These issues include awareness raising, decision-making, literacy, poverty, health, violence, national machinery, and technology.

At its 1993 meeting, the Commission on the Status of Women adopted the framework for the Platform for Action. From now until 1995, the Commission will be working to identify the specific actions required to meet the goals of the Platform. This task will begin at a special meeting of the Commission on the Status of Women to take place in January 1994.

In addition to the draft Platform for Action, the World Conference will have a number of other documents to consider, including:

- *the results of the second review and appraisal of the implementation of the Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women;*
- *"The World Survey on the Role of Women in Development" (1994);*
- *an updated edition of "The World's Women 1970-1990: Trends and Statistics"; and*

- *the outcome of regional preparatory meetings for the Fourth World Conference on Women.*

What has happened so far?

Internationally

In December 1992, the Secretary-General of the United Nations appointed Gertrude Mongella of Tanzania as Secretary-General of the World Conference. At the time of her appointment, Ms. Mongella was serving as her country's High Commissioner to India. Prior to that, she held several portfolios in the Tanzanian government, including Minister of State responsible for Women's Affairs. Over the past 10 years, Ms. Mongella has represented her country at numerous international meetings and conferences, particularly on issues relating to women and to the environment. She headed her country's delegation to the 1985 World Conference on Women in Nairobi, and was one of the vice-presidents of the Conference. Ms. Mongella will work out of UN headquarters in New York.

Regionally

The United Nations Regional Economic Commissions have been given responsibility for providing some of the major input to the 1995 World Conference. The Economic Commission for Europe (ECE), to which Canada belongs, will hold a preparatory meeting in Vienna, Austria, in 1994.

Nationally

Status of Women Canada is responsible for federal government preparations for the World Conference. Status of Women Canada will be working in partnership with other federal government departments, the provinces and territories and Canadian women's groups to organize activities within Canada and contribute to regional and international preparations. Two meetings have already been held between the federal government and national women's groups to provide information about the World Conference and encourage NGO activities.

What role will NGOs play in the World Conference?

The United Nations is stressing the importance of involvement of NGOs both in national preparatory activities and at the World Conference itself. Although the World Conference is intended primarily for representatives of governments and United Nations bodies, there are three ways NGOs can attend the Conference:

- *as a member of a government delegation;*

- *as a representative of a non-governmental organization in consultative status with the United Nations Economic and Social Council (ECOSOC); or*
- *by meeting the special criteria to be developed by the Secretary-General of the World Conference. It is expected that the criteria will be similar to those for other recent international conferences. Groups meeting these criteria, and who participate in regional meeting or other preparatory activities, will be considered for participation at the World Conference.*

What is the difference between the World Conference and the Forum?

Every World Conference on Women has been accompanied by an informal meeting of non-governmental organizations. The NGO Forum brings together thousands of women from around the world to exchange information and ideas, celebrate women's achievements and contributions and draw attention to the forms of discrimination women still face world-wide.

While the World Conference is an official United Nations meeting operating under strict rules of procedure, the NGO Forum is a loosely structured series of workshops, films, displays and networking. The Forum is open to all interested women and men.

The NGO Forum for the 1995 World Conference is being organized by an NGO Committee established by CONGO -- the Conference of NGOs in consultative status with the UN Economic and Social Council. Sixty international NGOs are currently members of the Planning Committee. No date has been set for the Forum, but it will probably partially overlap the government conference.

For more information about the NGO Forum, contact:

Marlene Parenzan
Forum Co-ordinator
Kirchengasse 26/14
A-1070
Vienna, Austria
Telephone and fax: 43-1-526-1899.

How can I keep informed about the Conference?

Status of Women Canada will be providing information about the World Conference in a regular column in its newsletter Perspectives. To receive a copy of Perspectives, write to:

Editor, Perspectives
Communications Directorate
Status of Women Canada
Suite 700
360 Albert Street
Ottawa, Ontario
K1A 1C3

Telephone: (613) 995-7835 Fax: (613) 957-3359

Beginning in June 1993, the United Nations will publish a semi-annual newsletter called Conference '95. Information about the World Conference will also be included in the UN's quarterly newsletter Women 2000. Copies of both of these publications can be obtained from:

Department of Public Information
United Nations
Room S-1040
New York, New York 10017

The International Women's Tribune Centre, an international non-governmental women's organization based in New York, will undertake extensive information activities in the lead up to the World Conference. For more information, contact:

International Women's Tribune Centre
777 United Nations Plaza
New York, New York 10017.

Sources:

Commission on the Status of Women resolution 36/8 and draft resolution 1993/L.17

United Nations Department of Public Information

Australian Office of the Status of Women Newsletter Number 16, March 1993

SWC May 1993

Key dates

1993

Jan-Dec	International Year of the World's Indigenous People
March 8	International Women's Day
March 17-26	UN Commission on the Status of Women, Vienna
April 17	Equality Day
June 5	World Environment Day
June 14-25	World Conference on Human Rights, Vienna
July 5-9	Meeting of Commonwealth Ministers for Women's Affairs, Cyprus
July 11	World Population Day
October	Women's History Month
October 18	Persons Day
October 24	United Nations Day
November 25	International Day to end Violence Against Women
December 6	National Day of Remembrance and Action on Violence Against Women
December 10	Human Rights Day
late in year	Publication of the United Nations Non-governmental Organization Group's book: <u>Women, Participation and Decision-Making.</u>

1994

Jan-Dec	International Year of the Family
January	UN Commission on the Status of Women intersessional meeting to begin work on the Platform for Action (New York)
to be determined	Economic Commission for Europe regional meeting to prepare for the 1995 World Conference
March 8	International Women's Day
March	(UN) NGO Planning Committee Consultations
March	UN Commission on the Status of Women (New York)
April 17	Equality Day

June 5	World Environment Day
July 11	World Population Day
August 1-6	Nordic Forum, Turku, Finland
September 5-13	International Conference on Population and Development, Cairo, Egypt
October	Women's History Month
October 18	Persons Day
October 24	United Nations Day
November 25	International Day to end Violence Against Women
December 6	National Day of Remembrance and Action on Violence Against Women
December 10	Human Rights Day

1995

March	(UN) NGO Planning Committee Consultations
March	UN Commission on the Status of Women (New York)
March 8	International Women's Day
March 11-12	World Summit on Social Development (Copenhagen)
April 17	Equality Day
June-Oct	UN 50th anniversary celebrations
June 5	World Environment Day
July 11	World Population Day
September 4-15	Fourth World Conference on Women (Beijing)
October	Women's History Month
October 18	Persons Day
October 24	United Nations Day
November 25	International Day to end Violence Against Women
December 6	National Day of Remembrance and Action on Violence Against Women.
December 10	Human Rights Day

Document: 830-481/009

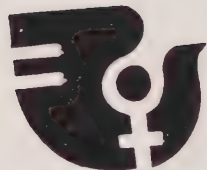
**12^E CONFÉRENCE ANNUELLE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA CONDITION FÉMININE**

La conférence mondiale sur les femmes de 1995

Fédéral

**ST. ANDREWS BY THE SEA
(Nouveau-Brunswick)
Les 7 et 8 juin 1993**

LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES FEMMES DE 1995



Quoi: La quatrième Conférence mondiale sur les femmes: lutte pour l'égalité, le développement et la paix

Où: Beijing, Chine

Quand: Du 4 au 15 septembre 1995

Pourquoi: Pour situer l'avancement de la condition féminine au haut de l'ordre du jour global.

Pourquoi une autre Conférence mondiale sur les femmes?

La troisième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est déroulée à Nairobi, au Kenya, en 1985, marquait la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme. De nombreux gains ont été faits par les femmes partout à travers le monde durant cette période. Les Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme (SPA) sont le produit de Nairobi; elles constituent un plan d'action en vue d'améliorer la condition des femmes jusqu'à l'an 2000. De récents rapports des Nations Unies indiquent cependant qu'en dépit des progrès réalisés, dans certains pays la condition des femmes est pire qu'il y a dix ou quinze ans. La Conférence mondiale sur les femmes se penchera donc entre autres sur les questions suivantes:

- *Qu'est-il arrivé depuis Nairobi?*
- *Que reste-t-il à accomplir?*
- *Comment pouvons-nous retrouver l'énergie de la Décennie des Nations Unies pour la femme?*

Ceci pourrait être accompli par le biais des deux objectifs majeurs de la Conférence mondiale de 1995:

- *faire rapport de la mesure par laquelle les recommandations des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme ont été mises en oeuvre, tant par les pays que sur la scène internationale, et;*
- *élaborer et promouvoir une Plate-forme d'action jusqu'à la fin de ce siècle, en mettant l'accent sur les points où des améliorations sont nécessaires à l'atteinte des objectifs énoncés dans les Stratégies prospectives d'action.*



En plus de la Conférence mondiale de Nairobi en 1985, deux autres Conférences mondiales avaient déjà eu lieu. Suite à la première conférence (Mexico, 1975), les Nations Unies ont décrété la période 1976-1985 Décennie des Nations Unies pour la femme, avec comme objectifs l'égalité, le développement et la paix. Cette conférence a aussi eu comme résultat l'adoption du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme.

Au cours de la deuxième Conférence mondiale (Copenhague, 1980), les participantes ont adopté un Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

Qu'arrivera-t-il à la Conférence mondiale?

La Conférence mondiale sera le point culminant de plusieurs années d'activités préparatoires aux niveaux international, régional et national.

La Commission de la condition de la femme des Nations Unies, qui se réunit pendant deux semaines à tous les printemps, est l'organisme international qui prépare la Conférence mondiale. La Commission de la condition de la femme est chargée de produire le document principal à être adopté à la Conférence, la Plate-forme d'action. Les points majeurs qui seront couverts par la Plate-forme d'action sont le fruit d'un premier examen de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, qui a eu lieu en 1990. Les thèmes identifiés sont la prise de conscience, la prise de décisions, l'alphabétisation, la pauvreté, la santé, la violence, les mécanismes nationaux et la technologie.

La Commission de la condition de la femme a adopté la structure de la Plate-forme d'action lors de sa réunion de 1993. D'ici à 1995, la Commission verra à identifier les activités requises pour atteindre les buts de la Plate-forme d'action. Ces travaux débiteront lors d'une réunion spéciale de la Commission qui doit avoir lieu en janvier 1994.

En plus de l'ébauche de la Plate-forme d'action, la Conférence mondiale aura à examiner un certain nombre de documents additionnels, dont:

- *les résultats de la deuxième opération d'examen et d'évaluation de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme;*
- *"The World Survey on the Role of Women in Development" (1994);*
- *une nouvelle édition de "The World's Women 1970-1990: Trends and Statistics"; et*

- *les résultats des rencontres régionales préparatoires à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.*

Où en sommes-nous à l'heure actuelle?

Scène internationale

En décembre 1992, le Secrétaire général des Nations Unies a nommé Gertrude Mongella de Tanzanie comme Secrétaire générale de la Conférence mondiale. Au moment de sa nomination, Madame Mongella était Haut-commissaire de la Tanzanie en Inde. Elle avait auparavant occupé plusieurs postes au sein du gouvernement de Tanzanie, y compris celui de Ministre d'État responsable à la condition féminine. Au cours des 10 dernières années, Madame Mongella a représenté son pays à de nombreuses réunions et conférences internationales, surtout sur des questions reliées aux femmes et à l'environnement. Elle était chef de la délégation de son pays à la Conférence mondiale de 1985 en plus d'être l'une des vice-présidente de la Conférence. Madame Mongella sera basée au quartier général des Nations-Unies à New York.

Scène régionale

Les Commissions économiques régionales des Nations Unies se sont vu confier la responsabilité de fournir une contribution majeure à la Conférence mondiale de 1995. Le Canada relève de la Commission économique pour l'Europe, laquelle tiendra sa rencontre préparatoire à Vienne, en Autriche, en 1994.

Scène nationale

Condition féminine Canada (CFC) est responsable des préparatifs du gouvernement fédéral pour la Conférence mondiale. Condition féminine Canada travaillera en collaboration avec les autres ministères du gouvernement fédéral, les provinces, les territoires, et les groupes de femmes au Canada pour organiser des activités au Canada et apporter une contribution aux préparatifs à l'échelle régionale et internationale. Deux rencontres ont déjà eu lieu entre le gouvernement fédéral et des groupes de femmes nationaux afin de transmettre l'information au sujet de la Conférence mondiale et d'encourager des activités y afférant de la part des ONG.

Quel rôle joueront les ONG à la Conférence mondiale?

Les Nations Unies soulignent l'importance de la participation des ONG tant au niveau des activités préparatoires sur la scène nationale qu'à la Conférence mondiale comme

telle. Bien que la Conférence mondiale soit conçue essentiellement pour des représentants des gouvernements et des organismes des Nations Unies, les ONG peuvent participer à la Conférence de trois façons:

- *comme membres d'une délégation gouvernementale;*
- *comme représentants d'un ONG doté d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC); ou*
- *en satisfaisant aux critères spéciaux qui seront établis par la Secrétaire générale de la Conférence mondiale. On s'attend à ce que ces critères soient semblables à ceux établis lors d'autres conférences internationales récentes. Les groupes qui satisfont à ces critères, et qui participent à la réunion régionale ou à d'autres activités préparatoires, seront considérés pour participer à la Conférence mondiale.*

Quelle est la différence entre la Conférence mondiale et le Forum?

Chaque Conférence mondiale des femmes a été accompagnée d'une rencontre informelle des organismes non-gouvernementaux. Le Forum des ONG réunit des milliers de femmes de partout à travers le monde pour échanger de l'information et des idées, célébrer les réalisations des femmes et leur contribution, et attirer l'attention aux formes de discrimination auxquelles les femmes sont encore confrontées de par le monde.

La Conférence est une réunion officielle des Nations Unies régie par des règles strictes de procédures, alors que le Forum des ONG est constitué d'une série d'ateliers, de films, d'exhibits et de formation de réseaux. Le Forum est ouvert à toutes les femmes et à tous les hommes intéressés.

Le Forum des ONG pour la Conférence mondiale de 1995 est organisé par un Comité ONG mis sur pied par CONGO -- la Conférence des ONG ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. Soixante ONG internationaux sont actuellement membres du Comité de planification. Les dates du Forum ne sont pas encore fixées, mais elles devraient coïncider en partie avec la conférence gouvernementale.

Pour obtenir plus d'information au sujet du Forum des ONG, vous êtes priés d'entrer en communication avec:

Marlene Parenzan
Coordonnatrice du Forum
Kirchengasse 26/14
A-1070
Vienne, Autriche
Téléphone et fax: 43-1-526-1899

Comment peut-on être tenus informés de la Conférence?

Condition féminine Canada aura une chronique régulière d'information sur la Conférence mondiale de 1995 dans son bulletin Perspectives. Pour recevoir votre copie de Perspectives, veuillez écrire à l'adresse suivante:

Rédactrice, Perspectives
Direction des Communications
Condition féminine Canada
Pièce 700
360, rue Albert
Ottawa (Ontario)
K1A 1C3
téléphone: (613) 995-7835
fax: (613) 957-3359

A compter de juin 1993, les Nations Unies publieront un bulletin semi-annuel, intitulé Conférence '95. Le bulletin trimestriel des Nations Unies Femmes 2000 traitera aussi de la Conférence mondiale. Vous pouvez obtenir des exemplaires de ces deux publications en vous adressant à l'adresse suivante:

Département de l'information
Nations Unies
Pièce S-1040
New York, New York 10017

L'organisme non-gouvernemental international de femmes, International Women's Tribune Centre de New York, entreprendra de nombreuses activités d'information d'ici à la Conférence mondiale. Pour plus de renseignements, veuillez vous adresser à:

International Women's Tribune Centre
777 United Nations Plaza
New York, New York 10017

Sources:

Commission de la condition de la femme des Nations Unies, résolution 36/8 et ébauche de résolution 1993/L.17

Département de l'information du Secrétariat des Nations Unies

Australian Office of the Status of Women, Newsletter Number 16, March 1993

CFC mai 1993

Dates à retenir

1993

jan-dec	Année internationale des populations autochtones du monde
8 mars	Journée internationale de la femme
17-26 mars	Commission de la condition de la femme des Nations Unies, Vienne
17 avril	Journée de l'égalité
5 juin	Journée mondiale de l'environnement
14-25 juin	Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne
5-9 juillet	Réunion des Ministres du Commonwealth responsables de la condition féminine, Chypre
11 juillet	Journée mondiale de la population
Octobre	Mois de l'histoire des femmes
18 octobre	L'affaire personne
24 octobre	Journée des Nations Unies
25 novembre	Journée internationale contre la violence faite aux femmes
6 décembre	Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes
10 décembre	Journée des droits de l'homme
fin de l'année	Publication du livre du Groupe ONU/ONG: <u>Women, Participation and Decision-making</u> (Les femmes, la participation et la prise de décision)

1994

jan-dec	Année internationale de la famille
janvier	Session spéciale de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies pour entreprendre les travaux entourant la Plate-forme d'action (New York)
à confirmer	Réunion régionale préparatoire à la Conférence mondiale de 1995 de la Commission économique pour l'Europe
8 mars	Journée internationale de la femme
mars	(ONU) Consultations du Comité de planification des activités des ONG
mars	Commission de la condition de la femme (New York)
17 avril	Journée de l'égalité
5 juin	Journée mondiale de l'environnement
11 juillet	Journée mondiale de la population
1-6 août	Forum nordique, Turku, Finlande
5-13 septembre	Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, Egypte
Octobre	Mois de l'histoire des femmes
18 octobre	L'Affaire personne
24 octobre	Journée des Nations Unies
25 novembre	Journée internationale contre la violence faite aux femmes
6 décembre	Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes
10 décembre	Journée des droits de l'homme

1995

mars	(ONU) Consultations du Comité de planification des activités des ONG
mars	Commission de la condition de la femme (New York)
8 mars	Journée internationale de la femme
11-12 mars	Sommet mondial sur le développement social (Copenhague)
17 avril	Journée de l'égalité
juin-oct	Célébrations du 50e anniversaire de l'ONU
5 juin	Journée mondiale de l'environnement

11 juillet	Journée mondiale de la population
4-15 septembre	Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing)
Octobre	Mois de l'histoire des femmes
18 octobre	L'Affaire personne
24 octobre	Journée des Nations Unies
25 novembre	Journée internationale contre la violence faite aux femmes
6 décembre	Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes
10 décembre	Journée des droits de l'homme

Document: 830-481/010

12TH ANNUAL FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR THE STATUS OF WOMEN

**Advancing the Status of Women
in Times of Restraint**

Newfoundland

ST. ANDREWS BY THE SEA,
New Brunswick
June 7-8, 1993

**ADVANCING THE STATUS OF WOMEN
IN TIMES OF RESTRAINT**

**A Discussion Paper Prepared by Newfoundland
for the
Annual Conference of Ministers Responsible
for the Status of Women**

**St. Andrews, New Brunswick
June 6-8, 1993**

THE CONCERN

Faced with the need to exercise fiscal restraint, governments across Canada are revisiting their role in public policy making and program delivery, and restructuring government machinery. As a result, there has been an impact on some Status of Women Directorates/Secretariats, and their capabilities to act as catalysts and advocates for good public policy making for women have been affected. Senior Officials feel Status of Women Ministers would wish to reaffirm their commitment to women in these difficult times by clearly defining the roles and responsibilities of government machinery to advance women in this country.

THE VISION

Status of Women Ministers and Officials are committed to a country in which Canadian women enjoy full economic, social, political and legal equality with men. We acknowledge that much has been accomplished. At the same time we understand that in tough economic times these gains are fragile. We must strive to protect those measures which have benefitted women, while at the same time achieving new gains within the priorities, resources and objectives of our respective jurisdictions. We are guided by the principle in the 1985 document A Framework for Economic Equality for Canadian Women, endorsed by First Ministers, that equality for women will benefit all Canadians. We also believe that how a country values women is a strong indicator of that country's health and wellbeing.

THE COLLECTIVE NATIONAL MACHINERY

Government structures differ among jurisdictions, but generally there is a Minister Responsible for the Status of Women. Funding is usually allocated to:

- an internal government structure to advise the Minister, and develop and facilitate within the bureaucracy public policies or programs for the advancement of women;
- an external government-appointed body or bodies with representatives from the community to operate at arm's length, and bring issues of concern to women before government and the public;
- third-party community-based organizations who deliver services to women and/or lobby on behalf of women.

THEIR ROLES

Internal

Internal Status of Women agencies act as catalysts within government dealing with the public, other departments and other governments to identify and develop new policies and programs to benefit women. They act under the same constraints directing all government bodies, most notably the need to achieve consensus, both with other ministries and among other jurisdictions, and to work within their government's priorities and financial capabilities. They consult the public without raising expectations, and offer advice which respects the competing demands of different public interests.

External

External Status of Women agencies, on the other hand, are free to canvas the public and conduct independent research to identify issues which they think ought to be public priorities for the advancement of women. Their role is to offer a constructive public critique of government's progress and to lobby for change, regardless of the government's current agenda. They have the right, and often the responsibility, to be openly critical of government's performance. They can also play a role in mobilizing other groups to lobby for measures to improve the lives of women.

Third Party Organizations

These volunteer groups, which are local, provincial or national in scope, primarily reflect the specific needs of their client groups or membership. Some provide services and others are mainly advocacy groups. Although they lobby for change, it is usually specific to their groups' needs.

Since both internal and external agencies are committed to improving the status of women, there is often room for cooperation in such areas as research and public education. Sometimes external agencies identify issues which internal agencies can then facilitate through the government system. Both agencies work best when those appointed or hired are committed to advancing women's issues. Many Advisory Council members are representative of the different interest groups within the women's community, and the jurisdiction's demography and geography. Many government Status of Women staff have special expertise in such areas as law or economics, and bring a feminist analysis to these disciplines.

WORKING WITHIN GOVERNMENT

In the 1980's women's issues gained increasing political importance and complexity. The lack of overall policies, objectives and goals related to improving the status of women limited governments' ability to respond effectively. Although individual government departments offer services for women, they are limited to only one aspect of the larger problem. Status of Women agencies, with specific expertise in women's issues, assist governments in identifying priorities and promoting consistent policies. They ensure that the perspectives of women are considered in the development of all programs, services and legislation. An overall strategy on women's issues results in the optimum use of tax dollars and resources.

Status of Women machinery within governments play dual roles of advocacy and facilitation. They represent the interests of the client group, women, but they also understand how government works, and are careful to work within that system. Other departments benefit greatly from expertise offered by their Status of Women colleagues. Governments are served well by having Status of Women input into such important documents as Throne Speeches, Budgets, and Public Discussion Papers. In addition, Status of Women agencies in many jurisdictions often take the lead in coordinating interdepartmental initiatives or public consultations on such important topics as violence or pay equity.

WORKING FOR EVERYONE

Women are half the population. Governments have a responsibility to take a leadership role in women's issues. Women, like smaller interest groups, must be assisted to identify their own problems and their own solutions. The mechanism in government must be able to listen and understand the views of women, and with that knowledge assist government in addressing those needs.

All of society will benefit when we improve the lives of women and girls. What we are attempting when we address the status of women in our society is nothing short of a fundamental change in our most basic institutions - the law, education, health, employment, family responsibilities, the media, public and private safety, and decision-making. A society which fosters the potential of all of its members will be strengthened by their contributions.

Document: 830-481/010

12^E CONFÉRENCE ANNUELLE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA CONDITION FÉMININE

**La promotion de la condition féminine
en période de restrictions budgétaires**

Terre-Neuve

ST. ANDREWS BY THE SEA
(Nouveau-Brunswick)
Les 7 et 8 juin 1993

LA PROMOTION DE LA CONDITION FÉMININE
EN PÉRIODE DE RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

Document de travail établi par Terre-Neuve
pour la
Conférence annuelle des ministres responsables de la
condition féminine

St. Andrews (Nouveau-Brunswick)
du 6 au 8 juin 1993

LA SITUATION

Obligés de se restreindre financièrement, les divers gouvernements du Canada remettent en question leur rôle en matière de définition des politiques publiques et d'exécution des programmes. Aussi révisent-ils leurs structures et leurs mécanismes. Certains secrétariats ou directions chargés de la condition féminine en subissent les conséquences, et leur capacité à servir de catalyseurs et à réclamer de bonnes politiques publiques est réduite. Les hauts fonctionnaires estiment que les ministres de la condition féminine pourraient vouloir réaffirmer leur volonté d'aider les femmes en ces temps difficiles en définissant clairement les rôles et responsabilités des mécanismes gouvernementaux qui oeuvrent à la promotion des femmes dans notre pays.

LA VISION

Les fonctionnaires et les ministres chargés de la condition féminine confirment leur engagement dans un Canada où les femmes puissent jouir d'une entière égalité économique, sociale, politique et juridique avec les hommes. Nous reconnaissons que beaucoup a été fait. Dans le même temps, nous avons conscience que, lorsque la conjoncture économique est difficile, les gains sont fragiles. Nous devons nous efforcer de conserver les mesures qui sont avantageuses pour les femmes et continuer d'accomplir des progrès, tout en tenant compte des priorités, moyens et objectifs de nos gouvernements respectifs. Nous faisons nôtre le principe énoncé dans le document de 1985 intitulé «Cadre relatif à l'égalité économique pour les Canadiennes», auquel les premiers ministres avaient souscrit, à savoir que l'égalité des femmes profitera à tous les Canadiens. Nous croyons aussi que la façon dont un pays considère les femmes est un indice révélateur de son état de santé et de son bien-être.

LES MÉCANISMES NATIONAUX COLLECTIFS

Les structures gouvernementales varient d'une zone de compétence à l'autre, mais, en général, c'est un/e ministre qui est chargé/e des questions féminines. Des fonds sont habituellement consentis pour :

- une structure gouvernementale interne chargée de conseiller le/la ministre, ainsi que d'élaborer et de promouvoir, à l'intérieur de l'administration publique, des politiques ou des programmes en faveur de la promotion des femmes;
- un ou plusieurs organismes nommés par le gouvernement. Composés de représentants de la collectivité, ils ont pour tâche, en restant indépendants des autorités gouvernementales, de porter les questions intéressant les femmes à l'attention du gouvernement et du public;
- des organismes tiers issus de la collectivité qui dispensent des services aux femmes ou plaident leur cause.

LEURS RÔLES

Volet interne

Les organismes qui s'occupent «à l'interne» de la condition féminine servent de catalyseurs au sein du gouvernement, en travaillant avec le public, d'autres ministères et d'autres gouvernements en vue de définir et d'élaborer des politiques et programmes nouveaux à l'avantage des femmes. Dans leur

action, ils subissent les mêmes contraintes que tous les autres organismes de l'État, dont les plus évidentes sont la nécessité d'obtenir des consensus, aussi bien avec les autres ministères qu'avec les autres zones de compétences, et la prise en compte des priorités et des moyens financiers des gouvernements dont ils dépendent. Ils consultent le public, sans susciter d'attentes, et dispensent des avis qui respectent les exigences concurrentes des divers intérêts publics.

Volet externe

En revanche, les organismes externes qui s'occupent de la condition féminine sont libres de plaider auprès du public et de mener des recherches indépendantes pour cerner les questions qui, selon eux, devraient être considérées comme prioritaires pour l'avancement des femmes. Leur rôle est d'offrir une critique publique constructive des progrès accomplis par le gouvernement et d'exercer des pressions en vue du changement, quel que soit l'ordre du jour en vigueur au gouvernement. Ils ont le droit, et souvent la responsabilité, de critiquer ouvertement le rendement du gouvernement. Ils peuvent aussi pousser d'autres groupes à exercer des pressions pour que soient prises des mesures propres à améliorer la vie des femmes.

Organismes tiers

Ces organismes bénévoles, dont le champ d'action peut être d'ampleur locale, provinciale ou nationale, s'occupent surtout des besoins particuliers de leurs clientèles ou de leurs membres. Certains dispensent des services et d'autres s'attachent avant tout à défendre une cause. Bien qu'ils exercent des pressions en vue d'obtenir des changements, leur action est généralement liée expressément aux besoins des groupes qu'ils représentent.

Comme les organismes internes ou externes sont tous voués à l'amélioration de la situation des femmes, il arrive souvent qu'ils puissent collaborer, notamment dans des domaines comme la recherche et la sensibilisation du public. Parfois, des organismes externes repèrent des problèmes sur lesquels les organismes internes peuvent ensuite agir au sein de l'administration publique. Les deux types d'organismes fonctionnent au mieux lorsque les personnes nommées ou embauchées ont la volonté de faire avancer les dossiers qui intéressent les femmes. De nombreux membres des conseils consultatifs représentent les divers groupements d'intérêt de la communauté féminine ainsi que les diverses sphères géographiques et couches démographiques de leur zone de compétence. Beaucoup des fonctionnaires qui travaillent dans le domaine de la condition féminine possèdent des compétences spécialisées, notamment en droit et en économie, et pratiquent leur discipline en y ajoutant une dimension féministe.

TRAVAILLER AU SEIN DU GOUVERNEMENT

Au cours des années 80, les questions féminines sont devenues de plus en plus importantes et complexes sur le plan politique. Le manque d'orientations, d'objectifs et de buts globaux en matière de promotion de la femme restreignait la capacité des gouvernements à réagir de façon efficace. Certes, plusieurs ministères offrent des services aux femmes, mais ils restent cantonnés à un seul aspect d'un problème plus vaste. Les organismes qui sont chargés de la condition féminine regroupent des spécialistes de ce domaine particulier. Ils peuvent donc aider les gouvernements à définir des priorités et à promouvoir des politiques cohérentes. Ils font en sorte que la dimension féminine soit prise en compte dans l'élaboration de tous les programmes, services et textes de lois. Grâce à une stratégie globale en matière de condition féminine, l'argent des contribuables et les ressources du gouvernement sont ainsi utilisés au mieux.

Les mécanismes de promotion de la condition féminine qui fonctionnent au sein des gouvernements jouent un double rôle de défense des droits et de promotion. Ils représentent les intérêts de leur groupe client, les femmes, mais les gens qui y travaillent connaissent aussi les rouages de l'administration publique et oeuvrent au sein du système. Les autres ministères profitent grandement des compétences que possèdent leurs collègues des organismes chargés de la condition féminine. Les gouvernements en tirent profit lorsqu'ils intègrent les préoccupations féminines dans des documents aussi importants que les discours du Trône, les budgets et les documents de travail publics. De plus, les organismes chargés de la condition féminine, dans plusieurs zones de compétence, jouent un rôle de direction en coordonnant des initiatives interministérielles ou des consultations publiques sur des thèmes aussi importants que la violence ou la parité salariale.

AU SERVICE DE TOUS

Les femmes constituent la moitié de la population. Les gouvernements se doivent de faire preuve de leadership dans les dossiers qui intéressent les femmes. Les femmes, comme les groupes d'intérêt plus petits, doivent être aidées dans la définition de leurs problèmes et dans la recherche de solutions adéquates. Les personnes qui font partie des mécanismes gouvernementaux doivent être en mesure d'écouter les femmes, de comprendre leur vues et, munies de cette connaissance, d'aider le gouvernement à répondre à leurs besoins.

Toute la société profitera de l'amélioration de la vie des femmes et des jeunes filles. Lorsque nous faisons la promotion de la femme dans notre société, nous ne visons rien de moins que la modification fondamentale de nos institutions essentielles, dans des domaines comme le droit, l'éducation, la santé, l'emploi, les responsabilités familiales, les médias, la sécurité publique et privée et la prise de décisions. Une société qui donne à tous ses membres les moyens de réaliser leur potentiel sera renforcée par les apports que ceux-ci lui fourniront.

12TH ANNUAL FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR THE STATUS OF WOMEN

**Gender Socialization:
New Ways, New World**

by
Rebecca Coulter
for the Working Group of Status of Women Officials
on Gender Equity in Education and Training
(New Brunswick/Ontario/British
Columbia/Newfoundland/Manitoba/Canada)

June 1993

ST. ANDREWS BY THE SEA,
New Brunswick
June 7-8, 1993

GENDER SOCIALIZATION: NEW WAYS, NEW WORLD

by

Rebecca Coulter

for the Working Group of Status of Women
Officials on Gender Equity in Education and
Training (New Brunswick/Ontario/British
Columbia/Newfoundland/Manitoba/Canada)

June 1993

GENDER SOCIALIZATION: NEW WAYS, NEW WORLD

"Girls are taught to act like sex toys and be nice and kind and not defend themselves. Boys are taught to be strong and tough and not to cry and to think they're better than girls. They think they have the right to do whatever they want and we won't stop them. Ten-year-old boys read *Playboy* and *Hustler* and then they want to grab us girls in the privates and see if we're the same."

Pre-teen girl¹

"Guys still think they are smarter and can do more. Guys think they have all the choices. We don't have the choices that they do."

"Boys can't get pregnant. But they have pressures too, they have to be macho. The society we live in causes this."

Teen-aged girls²

"After graduation from university, I never felt that I knew very much. I never felt very secure....I got a job working with kindergarten kids. I felt very insecure. It was easy for me to communicate with the kids, but I felt I could not plan programs and do anything more, so I just bluffed myself through. At the end of the year I quit because I thought I was a complete failure."

33-year old woman³

What is Gender Socialization?

From the moment we are born we begin the process of learning how to be human beings. We learn about attitudes, values and behaviours which are acceptable in our society. We learn what is expected of us, what roles we can play, how to exercise self-control, how to live in a community. Social scientists call this learning process "socialization".

Specific learning about how to behave and act as women and men in society is called gender socialization. The pre-teen girl quoted above talks about how girls and boys are taught different things. She and the teen-aged girls point out how boys learn to think they are better than girls. And, as one of the young women observed, "The society we live in causes this." The words of the adult woman show the negative results of gender socialization. Many women feel inadequate, lack self-confidence and do not want to take risks.

While there are many agents of socialization, the most important are usually family members, teachers, peers and the mass media. Socialization occurs through formal education in schools, colleges and universities and through more informal, everyday interactions. However socialization occurs, it is generally

recognized that changes in gender socialization are a necessary part of larger efforts to achieve women's equality.

Background: An Early Focus on Education and Training

Since the publication of the *Report of the Royal Commission on the Status of Women* in 1970, education and training have been seen as important strategies to eliminate discrimination against women in Canada. Governments have committed resources to a wide range of on-going activities which include:

- *revising school textbooks to remove sex role stereotyping and demeaning images and descriptions of girls and women;
- *encouraging girls and women to pursue studies in mathematics and science through role modelling programs and scholarships;
- *establishing training courses for women seeking entry to non-traditional occupations in trades and technology or re-entry to the work force;
- *supporting women's studies programs and five chairs in women's studies at the university level;
- *providing grants to promote and publish research on women's issues;
- *engaging in co-operative ventures with women's groups and community agencies to develop bridging programs for job training
- *increasing public awareness about issues such as wife battering, incest, sexual harassment and other forms of violence against women.

Evidence of the success of these educational initiatives can be found in improved participation rates of women in post-secondary education, the increasing number of women employed in fields such as law, medicine and business administration, the growth of women's studies programs, and heightened public awareness about violence against women.

Gender Socialization: In Families and Schools

At the same time, significant gender inequalities persist in Canadian society and are reflected in and reinforced through the formal and informal processes of socialization. Gender socialization begins at birth and intensifies throughout childhood and adolescence. In some ways, gender socialization continues as part of lifelong learning.

One of the first questions asked after a baby is born is whether it is a girl or boy. The answer to that question will determine how the child is named, treated and assigned toys and clothes. Indeed, the same baby will be handled and spoken to differently by adults depending on whether they think it is a girl or a boy.⁴ In many families, daughters and sons will continue to be treated differently as they grow up. For example, fathers will engage in rough and tumble play with sons but not daughters, girls more than boys will be expected to help with housework, boys will be allowed more freedom to explore the outside world, more attention will be given to teaching girls to care for their personal appearance.

Recent studies also confirm what is learned about gender within families is central to shaping children's ideas about their scholastic abilities and career options. It is important to note, however, that race, ethnicity and socio-economic class also play an important role in gender socialization. One research study suggests that black families are more egalitarian in the ways they treat boys and girls and that children of both sexes are socialized to be independent and to do well in school.⁵ However, a conference report produced by the Canadian Alliance of Black Educators says that the 120 young women who participated identified themselves almost exclusively on the basis of race, not gender. The report says that the absence of gender consciousness in the young women "suggests another major gap in the educational process that young black women are experiencing both at home and at school (and) implies that they will be unable or unwilling to demand greater respect and positive responses to their gender needs and concerns".⁶ Further Canadian research is needed on the impact of race on family/gender socialization.

Relatives and friends, child care workers, the media and peers will reinforce different standards of behaviour and expectations for boys and girls. By the time children begin school, they will have developed beliefs about gender roles and about what activities are suitably "masculine" and "feminine." Boys will be reluctant to wash dishes, dust or sweep their classrooms because that is "girls' work." Girls will say they cannot be pilots or sports stars because "that's what boys do."⁷

Schools often reinforce sex role stereotypes. The curriculum, teaching practices and organizational arrangements in schools discriminate against girls. Research indicates problems in a number of areas.

1. THE CURRICULUM AND LEARNING MATERIALS do not yet show girls and women in realistic ways and do not include the full range of human experiences. For example, recent studies of school readers and of textbooks approved for use in history and contemporary studies in Ontario concluded that none of the books provided adequate coverage of women or

issues of concern to women.⁸ Aboriginal women, women of colour and disabled women are almost invisible in school materials.

The school curriculum has been designed to follow the development patterns of white, able-bodied males. The curriculum does not reflect the fact that girls tend to mature earlier, have control of small motor skills sooner than boys and are ready for math and reading skills at an earlier age than boys.⁹

2. CLASSROOM INTERACTIONS are dominated by boys. A study of a grade nine science class in British Columbia showed that male students who made up 39% of the class, were called upon by the teacher to answer 58% of the questions. They gave correct answers 64% of the time. Female students who made up 61% of the class responded to 42% of the questions but were correct 75% of the time. Boys in the class began 67% of all the student-initiated talk with the teacher.¹⁰

Other research shows similar patterns at all levels of schooling. Boys receive more than their fair share of attention in classrooms. Studies also reveal that boys call out 8 times more often than girls in class and teachers accept this behaviour. When girls call out they are told to put up their hands.¹¹

Teachers respond more fully to the classroom contributions of boys, provide more detailed feedback on answers boys give to questions, and boys receive more encouragement to develop the higher levels of thinking. High achieving females and visible minority girls receive the least attention. It is not surprising that girls tend to believe their successes are simply due to luck while boys believe that intellectual ability and their own efforts account for their successes.¹²

3. LANGUAGE used in the classroom is often sexist and affects what is taught and how it is taught. Sex biased talk and instructional materials make girls and women feel excluded from the learning experience and from the world of action.¹³

4. SEXUAL HARASSMENT is common in educational institutions and girls fear for their safety on playgrounds, in hallways and classrooms. Girls and women experience a range of gender insults and verbal putdowns during their educational careers. Being "rated" by boys as they walk down the hallway, deciding not to enrol in a particular course because they may be a small minority of students in the class, being embarrassed to the point of tears are examples of the ways in which girls get the message they are not worthy of respect. Too often school personnel see this behaviour as harmless and excuse it with the expression "boys will be boys."¹⁴

By the time they leave secondary schools, young women have learned the lessons of inequality and have been socialized, along with their brothers, into particular patterns of gendered expectations and limitations. Most popular culture in the form of popular music and videos, movies, fashion magazines and television shows reinforces the idea that women should only be valued for their looks and their sexuality. Women are shown as passive and submissive rather than as active people. Many young men get the idea that young women are inferior and can be used as objects for their sexual gratification. Canadian studies of violence in teen-age dating relationships illustrate this. A study in Toronto secondary schools, for example, showed that 20% of the young women had experienced verbal, sexual or physical abuse in a dating relationship.¹⁵

Women's exclusion from curriculum content persists and their inequitable treatment in classrooms continues in the post-secondary and adult education sectors. Women's work, experiences and opinions are marginalized in the classroom. Women students are subjected to verbal abuse, sexual harassment and other forms of violence.¹⁶

Vocational education and training programs tend to under-value skills women have learned in the home or in volunteer activities and stereotype women's interests and abilities as being suitable only to service and clerical occupations. Often, training programs fail to take account of the financial realities, child care and homemaking responsibilities in women's lives.¹⁷

As a result of many of these barriers, women are still under-represented in post-secondary educational programs in the sciences, trades and technology. Because of their gender socialization, women do not feel confident about their academic abilities. Many of their school experiences have turned them away from scientific or technological studies. In 1991, women made up only 16% of the enrolments in college and university programs leading to careers in applied science and engineering. Women received 14.8% of the bachelor's degrees, 14.1% of the master's degrees and 9% of the doctoral degrees in engineering and applied sciences in 1991.¹⁸

In the trades field in 1991, men outnumbered women 108:1 as construction electricians, 130:1 in the plumbing and pipes trades, 107:1 in heavy equipment mechanics and 154:1 in air conditioning and refrigeration.¹⁹ At least partly because of gender stereotyping, those few women in the trades often find it difficult to get apprenticeship placements or to retain their jobs when faced with unwelcoming and hostile environments.

At all stages of their education, women learn that their work, their contributions and their lives are less valued in society than those of their male counterparts. It is little wonder that women have to struggle to retain self-

respect, self-esteem, dignity and feelings of self-worth. Yet it is self-evident that these qualities are important to creating independent thinkers and self-reliant citizens able to face the challenges of the new millennium. Gender socialization thus has an impact not only on individuals but on the future of our society by failing to maximize the talents and potential of half of the population.

Gender Socialization and Public Health

Gender socialization can also have a negative impact on public health. A number of recent studies of young women highlight some of the problems and suggest that further efforts to promote gender equity are essential.

National surveys conducted by the Canadian Teachers' Federation, by Holmes and Silverman for the Canadian Advisory Council on the Status of Women and by Bibby and Posterski²⁰ indicate that young women in comparison to young men have lower levels of self-esteem, worry more about their personal appearance, have greater fears for their personal safety and experience higher levels of stress and depression. Lack of self-esteem and dissatisfaction with personal appearance lead to self-destructive behaviours such as smoking, drug use and eating disorders. King and Coles found that young women have more health problems, take more medication and are more likely to attempt suicide than males in their age group.²¹ Delegates to a youth conference sponsored by the Canadian Advisory Council of the Status of Women linked low self-esteem to teen-age prostitution, pregnancy and the proliferation of AIDS and other sexually transmitted diseases.²²

Thinking About Change

Gender socialization is not a simple process. Different people can learn different things about gender while living in the same society. What we learn about gender is part of a larger package of learnings about race, class, ethnicity, sexuality, disability, and other components of human identity. Women of colour, poor women, immigrant women, aboriginal women, women with disabilities and lesbians all experience discrimination in different ways. Their worlds are shaped not only by sexism but by racism, poverty and homophobia.

Changes in patterns of gender socialization are unlikely to occur in settings which otherwise discriminate against women. Changes in socialization must go hand-in-hand with on-going efforts to eliminate the barriers that limit women's equality. Racism, poverty, unemployment, violence against women, and inadequate child care are some of the many issues that must receive continuing attention for real change to occur.

For example, Jane Gaskell's research on the course and career choices of girls shows that they choose business courses not because of gender socialization

but because they have a clear reading of what awaits them in terms of employment barriers and domestic responsibilities. That is, girls are aware of the fact that women bear primary responsibility for household work and child care, that they earn less money, that they face sexual harassment and discrimination in the workplace. Gaskell concludes, "Changing their minds would have meant changing the world they experienced, not simply convincing them of the desirability of a new set of ideals about equality of opportunity and of a different world."²³

At the same time, economic and social barriers can only be eliminated by people who are empowered and feel strong enough to demand and work for change. Activities designed to strengthen women's self-esteem and feelings of self-worth, to assist them in seeing that women should be valued and can be active creators of their own lives are an important part of the equality struggle. In fact, research suggests that being involved in activities designed to bring about social change builds self-esteem.²⁴ In other words, efforts to change gender socialization and efforts to eliminate economic and social discrimination are connected. They are two sides of the same coin.

Strategies for Change

Changing the patterns and content of gender socialization is a multi-dimensional and somewhat daunting task. Public education programs as well as specific programs for schools, colleges and universities will be required. Change is more likely to occur if all stakeholders such as parents, teachers, professors, students, school boards, unions, business associations, women's groups and community organizations are involved in developing strategies, programs and policies and share responsibility for their implementation. Governments can continue to play a leadership role through initiating and co-ordinating efforts to promote gender equity.

Gender Socialization: A Focus on Parenting

Most parents want what is best for their children. By offering opportunities to develop positive parenting skills with respect to gender issues, much can be done to help families develop new, gender-fair ways of raising children. A range of strategies offer potential in this regard. Pro-active initiatives which take into consideration cultural and language differences could be introduced by governments working in partnership with other sectors in the community.

A. Pre-natal Education

Public health nurses and hospitals currently offer pre-natal courses to expectant parents. This setting offers an opportunity to introduce ideas and practices for gender-fair parenting that can begin at the time of birth and continue throughout a child's life.

B. A Guide for Parents

A user-friendly booklet on gender-fair child rearing could be produced and made available free of charge to parents on the birth of a child.

C. Parenting Courses

Parenting courses are offered by a wide variety of organizations including public health and social welfare agencies. These courses could be revised to include a section dealing with issues of gender socialization. Parents should be encouraged to learn how the behaviour they model in the home will have a significant impact on how their children understand the world. Parenting courses can be developed and delivered in a variety of ways. In addition to traditional classroom-based courses offered by trained instructors, home study packages of print and audio materials or video courses offered through educational television or cable companies would reach a wide audience.

D. Home and School

Many jurisdictions have home and school or parent-teacher associations and a national home and school association exists. These organizations are well-placed to promote activities to encourage gender-sensitive parenting. In addition, parents, through such associations, could receive information about anti-bias education programs and ways to encourage their implementation in schools.

E. Public Education

1. A variety of learning materials to increase awareness of gender socialization in childhood could be developed in forms such as pamphlets and posters. This material could be widely distributed through doctors' offices, public health units, child care centres, churches and schools.
2. Public service announcements, advertisements and other media opportunities could be utilized to publicize the harmful effects of sex role stereotyping and the positive benefits of gender-fair parenting.

F. Professional Education

In order to help parents learn about gender-fair parenting, nurses, doctors, social workers and teachers need professional education opportunities so they themselves can better understand the issues. Institutions such as colleges and universities which provide pre-service professional education should be encouraged to revise curricula to include a study of gender equality. Similarly, provision should be made for continuing, in-service education for human service professionals.

Gender Socialization: A Focus on Schools, Colleges and Universities

Schools, colleges and universities are government-funded agencies of learning and socialization. As such, they need to be responsive to the public. Educators at all levels are well-placed to inform and instruct students about gender inequality. The most successful approaches will be anti-sexist in nature. Anti-sexist and anti-racist education is an active approach to challenging prejudice, stereo-typing, bias and discrimination in our society. It is an approach which teaches individuals they can make a difference by working together to eliminate discrimination.

It must be recognized that school boards, teacher federations, colleges and universities have already played a significant role in developing some gender inclusive materials and programs for educational settings. However, much remains to be done to change the curriculum to include material on women. Little attention has been given to gender-biased teaching practices at all levels of education. Finally, as too many recent incidents illustrate, the over-all environment for learning and teaching in schools, colleges and universities requires attention to ensure that it promotes gender equitable access, support and services.

Possible strategies to promote educational equity for women could include:

A. Support for Professional Development

Educators at all levels should be provided with opportunities to meet together to learn about curriculum transformation and anti-sexist teaching practices. The state-funded New Jersey Project provides a good model for how governments might implement this strategy. Its focus on residential summer schools and on-going programs of speakers, workshops and material distribution are aspects of a continuous renewal program designed to make a difference. Incentives, co-ordinated support and clearing house capabilities could be developed for educational institutions wishing to

introduce or enhance professional development opportunities for staffs and faculties.

B. Teacher Education

The preparation of teachers for the school system is a key element in the provision of educational equity. Standards for teacher certification should require pre-service programs that include a significant component on gender and schooling.

C. School Curriculum

Curriculum content should be reviewed to ensure that students at all levels of schooling are taught course content which is inclusive and sensitive to gender issues and cultural diversity. Holdings in school libraries and learning resource centres should reflect and be compatible with the new curriculum. Textbooks approved for use in schools should reflect scholarship which integrates knowledge about gender and race.

D. School Climate

Policies on inclusive language, sexual harassment and violence should be developed throughout the education system. Teachers and professors must receive in-service education on these issues and must be prepared to implement the policies in the schools, colleges and universities.

E. Women's Studies Programs

Most Canadian universities now offer courses and programs in Women's Studies. These programs should be supported and encouraged to grow as they provide student access to much of the new scholarship on women and pioneer new approaches to classroom teaching.

F. Research and Development

Research into women's issues and gender relations should be encouraged and enhanced. Further initiatives to support joint community-university research ventures should be introduced.

G. Literacy, ESL/FSL and Job Training Programs

More women-centred, community-based literacy, English/French second language, bridging and job training programs should be developed. Such

programs must take account of the need for services such as child care and counselling.

H. Apprenticeships

More opportunities for women to apprentice in the trades should be created. Efforts should be made to ensure that apprenticeship placements are supportive and women-friendly.

I. Access to Training Programs

New programs for job training should be developed for women who have been denied opportunities in the past. For example, aboriginal women living on-reserve or in rural areas need access to job entry and re-training programs.

J. Removing Barriers to Training and Employment

Programs should be developed for employers and human resources personnel to help them understand how to be sensitive to gender and cultural differences in the workplace and how to ensure that they are being equitable in areas such as recruitment, skills training and promotions.

Gender Socialization: The Peer Group and Popular Culture

In addition to families and schools, it is generally recognized that gender socialization is influenced by peer group relations, youth groups, recreational endeavours and instruments of popular culture such as movies, fashion and sports magazines, music videos and television. We still do not understand exactly how people are affected by these elements of social life, but we know they are. For example, research indicates that girls who participate actively in sports and play on teams have higher levels of self-esteem, are more self-confident, experience lower levels of depression, fewer health problems and fewer eating disorders. Eating disorders have been linked to the unrealistic portrayals of women's bodies in the popular media.²⁵ Other studies link rising rates of date rape and youth crime to an increasingly violent popular culture.²⁶

Peer groups and popular culture convey mixed messages about gender roles and expectations. Efforts must be made to increase the number of positive messages and decrease the number of negative ones. That is, attempts can be made to harness the power of the media and youth opinion in the service of gender equity.

A. Sports and Recreation Activities

1. Efforts to promote the involvement of girls and women in sport should be continued.
2. Parks and recreation departments and amateur sports associations should develop, promote and support policies which are designed to eliminate barriers preventing the full participation of girls and women in sport.
3. Youth organizations should be encouraged to co-operate in the development of programs to support positive gender socialization experiences for girls and boys.
4. Training programs for coaches could include a section to help coaches understand how they could play a new role in educating young people about gender equality.

B. Popular Media

1. A wide-spread public education campaign for women's equality utilizing supportive testimonials from prominent women and men could be developed. Male athletes, for example, could speak out against sexual harassment or violence against women and female athletes could talk about healthy lifestyles.
2. Efforts to encourage the media to provide positive portrayals of women should continue. For example, a drama series for national television depicting the joys, difficulties and contributions of women working in a variety of the trades, engineering or scientific occupations could be developed.
3. Existing awards programs such as the National Newspaper Awards could be encouraged to include a new category of awards to recognize excellence in media contributions to the growth of women's equality in Canada.
4. The participation of women in decision-making positions in industries which influence popular culture (eg. broadcasting, advertising, television and film production) should be encouraged and increased.
5. Media literacy education should be developed, given that film, video and television play such a formative role in contemporary society. Media

literacy education should include the recognition of human rights related to gender, race, age and sexual orientation.

6. Further research and public discussion should take place on the effects of media on children and young women, particularly with respect to the portrayal of women in the media and the possible links between media violence and violence against women.

7. Efforts should be made to make broadcasters and advertisers more aware of their responsibilities with respect to gender images. For example, selective industry regulation regarding depiction and gender stereotyping could be considered as a condition of broadcast licence.

Conclusion

The strategies proposed here are but some of the many possibilities for action by a variety of partners. Co-ordinated and co-operative activities at all levels will do much to promote positive gender socialization experiences for girls and women. These activities, together with efforts to eliminate the barriers women face, will do much to move us towards the goal of a society where women and men are truly equal.

ENDNOTES

1. Reported in B. Naveau, "We Have a Lot to Say: Young Women for Gender Equity." *Canadian Woman Studies/les cahiers de la femme*, vol. 12, no. 3 (Spring 1992), pp. 86-87.
2. Reported in Canadian Teachers' Federation, *A Cappella: A Report on the Realities, Concerns, Expectations and Barriers Experienced by Adolescent Women in Canada*. Ottawa: Canadian Teachers' Federation, 1990, Appendix 1.1, p. ix.
3. Reported in Women's Educational Research Project, *In Search of Opportunity (A Preliminary Evaluation of Learning Opportunities for Women in Alberta)*. Edmonton: CCLOW, 1984, p. 85.
4. C. Smith and B.B. Lloyd, "Maternal Behaviour and Perceived Sex of Infant." *Child Development*, 49 (1978), pp. 1263-1265.
5. D. Scott-Jones and M.L. Clark, "The School Experience of Black Girls: The Interaction of Gender, Race and Socio-Economic Status." *Phi Delta Kappan*, vol. 67, no. 7 (March 1986), pp.520-526.
6. Canadian Alliance of Black Educators, "Black Youth in Education Report. Sharing the Challenge: A Focus on Black High School Age Females", May 1991, p.27.
7. K. Bailey, "The Girls Are the Ones With the Pointy Nails: An Exploration of Children's Conceptions of Gender." M.Ed thesis, University of Western Ontario, 1992; C. N. Jacklin, "Boys and Girls Entering School." In M. Marland, ed., *Sex Differentiation and Schooling*. London: Heinemann, 1983.
8. E. Batcher, A. Winter and V. Wright, "The More Things Change...The More They Stay the Same." Toronto: Federation of Women Teachers' Associations of Ontario, 1987; B. Light, P. Staton and P. Bourne, Sex Equity Content in History Textbooks." *The History and Social Science Teacher*, vol. 25, no. 1 (Fall 1989), pp. 18-20.
9. C. Shakeshaft, "A Gender at Risk." *Phi Delta Kappan*, vol. 67, no. 7 (March 1986), pp. 500-503.
10. S. Haggerty, "Gender and School Science: Achievement and Participation in Canada." *Alberta Journal of Educational Research*, vol. XXXVII, no. 3 (September 1991), pp. 195-208.

11. M. Sadker and D. Sadker, "Sexism in the Classroom: From Grade School to Graduate School." *Phi Delta Kappan*, vol. 67, no. 7 (March 1986), pp. 512-515.
12. M. Sadker, D. Sadker and S. Klein, "The Issue of Gender in Elementary and Secondary Education." In G. Grant, ed., *Review of Research in Education 17* (1991), pp. 269-334; C. Shakeshaft, "A Gender at Risk."
13. J. Swann, *Girls, Boys and Language*. Oxford: Blackwell, 1992.
14. See, B. Naveau, "We Have a Lot to Say," A.N. LeBlanc, "Harassment at School." *Seventeen* (May 1993), pp. 134-135; J. Larkin, unpublished paper on sexual harassment in Ontario's secondary schools, 1993; Canadian Teachers' Federation, *A Cappella*; Canadian Advisory Council on the Status of Women, *Young Women Speak Out: 1992 Symposium Report*. Ottawa: CACSW, 1992; American Association of University Women, *How Schools Shortchange Girls*, n.p.: AAUW Educational Foundation and National Education Association, 1992.
15. S. L. Mercer, "Not a Pretty Picture: An Exploratory Study of Violence Against Women in High School Dating Relationships." *Resources for Feminist Research*, vol. 17, no. 2 (June 1988), pp. 15-23.
16. J. Gaskell, A. McLaren and M. Novogrodsky, *Claiming an Education: Feminism and Canadian Schools*. Toronto: Our Schools/Our Selves Education Foundation and Garamond Press, 1989; Canadian Association of University Teachers, "The Inclusive University, Part 1: Educational Equity." Status of Women Supplement to *CAUT/ACPPU Bulletin*, vol. 40, no. 4 (April 1993); V. Horn and L. Alexis, compilers, "Outrage File: Male Violence Against Women on University Campuses." Toronto: Ontario Campus Men's Conference and OCUFA, 1991; M. Fleming et al., "Gender, Power and Silence in the Classroom." *Lexicon*, 6 March 1991.
17. J. Gaskell, *Gender Matters from School to Work*. Toronto: OISE Press, 1992; N. Jackson, *Skill Training in Transition: Implications for Women*. In J. Gaskell and A. McLaren, eds., *Women and Education*, 2nd ed. Calgary: Detselig, 1991, pp. 351-370; S. Wismer, *Women's Education and Training in Canada*. Toronto: CCLOW, 1988.
18. National Advisory Board on Science and Technology, *Winning with Women in Trades, Technology, Science, and Engineering*. Ottawa: National Advisory Board, 1993.
19. Statistics Canada, Major Fields of Study of Post-Secondary Graduates. Ottawa: Industry, Science & Technology Canada, 1993. 1991 Census of Canada. Catalogue # 93-329.

20. Canadian Teachers' Federation, *A Cappella*; J. Holmes and E.L. Silverman, *We're Here, Listen To Us!: A Survey of Young Women in Canada*. Ottawa: CACSW, 1992; R.W. Bibby and D.C. Posterski, *Teen Trends: A Nation in Motion*. Toronto: Stoddart, 1992.
21. A.J.C. King and B. Coles, *The Health of Canada's Youth*. Ottawa: Minister of Supply and Services, 1992.
22. Canadian Advisory Council on the Status of Women, *Young Women Speak Out*.
23. Gaskell, *Gender Matters from School to Work*, p. 52.
24. Holmes and Silverman, *We're Here, Listen to Us!*
25. D.L. Schultz, *Risk, Resiliency, and Resistance: Current Research on Adolescent Girls*. New York: National Council for Research on Women, 1991.
26. M. Miedzian, *Boys Will Be Boys: Breaking the Link Between Masculinity and Violence*. New York: Doubleday, 1991.

12^E CONFÉRENCE ANNUELLE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA CONDITION FÉMININE

**MASCULIN-FÉMININ
LES NOUVEAUX MODES D'INSERTION SOCIALE**

par
Rebecca Coulter
pour le Groupe de travail des hauts fonctionnaires
sur l'égalité des sexes au niveau de
l'éducation et de la formation (Nouveau-Brunswick/Ontario/
Colombie-Britannique/Terre-Neuve/Manitoba/Canada)

juin 1993

ST. ANDREWS BY THE SEA
(Nouveau-Brunswick)
Les 7 et 8 juin 1993

MASCULIN-FÉMININ LES NOUVEAUX MODES D'INSERTION SOCIALE

par

Rebecca Coulter

pour le Groupe de travail des hauts
fonctionnaires sur l'égalité des sexes au niveau
de l'éducation et de la formation (Nouveau-
Brunswick/Ontario/Colombie-
Britannique/Terre-Neuve/Manitoba/Canada)

juin 1993

MASCULIN-FÉMININ LES NOUVEAUX MODES D'INSERTION SOCIALE

On apprend aux filles à se comporter comme des objets sexuels, à être gentilles et aimables et à ne jamais se défendre. On apprend aux garçons à être forts et durs, à ne jamais pleurer et à se croire supérieurs aux filles. Ils croient qu'ils ont le droit de faire tout ce qu'ils veulent et que nous allons les laisser faire. Des garçons de dix ans lisent *Playboy* et *Hustler*, puis ils veulent toucher les parties intimes des filles pour voir si c'est pareil.

Pré-adolescente¹

Les garçons croient qu'ils sont plus intelligents et plus capables que nous. Ils s'imaginent qu'ils ont tous les choix. Nous n'avons pas autant de choix qu'eux.

Les garçons ne peuvent pas devenir «enceints». Mais ils subissent également des pressions, ils doivent être «machos». La société dans laquelle nous vivons est responsable de cela.

Adolescentes²

Après avoir obtenu mon diplôme de l'université, je n'ai jamais eu l'impression que j'avais beaucoup de connaissances. Je ne me sentais jamais très sûre de moi... J'ai obtenu un emploi pour m'occuper des enfants à la maternelle. Je m'inquiétais beaucoup. J'avais beaucoup de facilité à communiquer avec les enfants, mais j'avais l'impression de ne pas être capable d'élaborer des programmes et de progresser, alors j'ai fait semblant et j'ai foncé. À la fin de l'année, j'ai quitté mon emploi parce que je croyais avoir échoué lamentablement.

Femme âgée de 33 ans³

Qu'est-ce que la socialisation des sexes?

Dès notre naissance, nous amorçons un processus d'apprentissage pour nous épanouir en tant qu'être humain. Nous apprenons à reconnaître les attitudes, les valeurs et les comportements qui sont acceptables dans notre société. Nous apprenons ce que l'on attend de nous, quels sont les rôles que nous pouvons jouer, comment nous pouvons nous maîtriser nous-mêmes, comment nous pouvons vivre au sein d'une collectivité. Les spécialistes des sciences sociales appellent ce processus d'apprentissage l'insertion sociale ou la «socialisation».

L'apprentissage particulier sur la façon de se comporter et d'agir en tant qu'homme et femme au sein de la société s'appelle la socialisation des sexes. La pré-adolescente citée ci-dessus nous dit comment on apprend des choses différentes aux filles et aux garçons. Cette dernière et des adolescentes plus âgées

signalent de quelle façon les garçons apprennent à croire qu'ils sont meilleurs que les filles. Et comme le fait remarquer l'une des jeunes filles, «la société dans laquelle nous vivons est responsable de cela». Les sentiments exprimés par la femme adulte nous révèlent les résultats négatifs de la socialisation des sexes. Bien des femmes ont un sentiment d'infériorité, manquent de confiance et ne veulent pas prendre de risques.

Bien qu'il existe plusieurs agents de socialisation les plus importants sont habituellement les membres de la famille, les enseignants, les pairs et les médias de masse. La socialisation se produit dans le cadre de l'éducation formelle dispensée dans les écoles, les collèges et les universités et au moyen de certaines interactions plus informelles qui se produisent chaque jour. Toutefois, peu importe comment elle se produit, on reconnaît généralement qu'il faut apporter certains changements à cette socialisation des sexes en intensifiant les efforts pour atteindre l'objectif de l'égalité des femmes.

Contexte : Intervention précoce au niveau de l'éducation et de la formation

Depuis la publication, en 1970, du *Rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme*, l'éducation et la formation sont perçues comme des éléments importants des stratégies visant à éliminer la discrimination exercée contre les femmes au Canada. Les gouvernements ont affecté des ressources à une vaste gamme d'activités permanentes, dont les suivantes :

- *révision des manuels scolaires dans le but d'éliminer les rôles stéréotypés selon le sexe et les images et descriptions contribuant à déprécier les filles et les femmes;

- *incitation des filles et des femmes à entreprendre des études en mathématiques et en sciences dans le cadre de programmes de modèles de rôle et de bourses d'études;

- *création de cours de formation à l'intention des femmes cherchant à obtenir des emplois non traditionnels dans les métiers et la technologie ou à réintégrer la main-d'oeuvre active;

- *financement de programmes d'études de la condition féminine et création de cinq chaires universitaires sur la condition féminine;

- *octroi de subventions et publication de recherches sur les questions intéressant les femmes;

- *participation à des entreprises de coopération avec des groupes féminins et des organismes communautaires pour élaborer des programmes de transition dans le domaine de la formation professionnelle;

- *sensibilisation du public à certains problèmes, comme les femmes battues, l'inceste, le harcèlement sexuel et d'autres formes de violence exercée contre les femmes.

Ces projets et initiatives dans le domaine de l'éducation ont remporté un succès qui est attesté par une amélioration du taux de participation des femmes à l'éducation postsecondaire, l'augmentation du nombre de femmes employées dans des domaines comme le droit, la médecine et l'administration des affaires, la croissance des programmes d'études sur la condition féminine et la sensibilisation accrue du public à l'égard de la violence faite aux femmes.

Socialisation des sexes : dans la famille et à l'école

Parallèlement, on constate la persistance d'importantes inégalités des sexes au sein de la société canadienne, ces inégalités étant véhiculées et confirmées dans le cadre de processus formels et informels de socialisation. La socialisation des sexes commence à la naissance et s'intensifie au cours de l'enfance et de l'adolescence. Sous certains aspects, la socialisation des sexes continue à faire partie intégrante de l'apprentissage permanent.

L'une des premières questions que l'on se pose à la naissance d'un enfant, c'est de savoir s'il s'agit d'une fille ou d'un garçon. La réponse à cette question déterminera le prénom de l'enfant, le traitement qui lui sera accordé et la nature de ses jouets et de ses vêtements. Incontestablement, le même bébé sera traité et abordé différemment par les adultes selon qu'ils croient qu'il s'agit d'une fille ou d'un garçon.⁴ Dans bien des familles, les filles et les fils continueront à être traités différemment tout au long de leur croissance. Ainsi, les pères joueront plus rudement et s'amuseront à se battre avec leurs fils mais non avec leurs filles, on s'attendra à ce que les filles plus que les garçons participent aux travaux ménagers, on accordera plus de liberté aux garçons pour explorer le monde extérieur, on se préoccupera davantage d'enseigner aux filles à soigner leur apparence personnelle.

Des études récentes confirment également que ce que l'on apprend au sujet des sexes au sein de la famille constitue un élément crucial de la formation des idées que se font les enfants

de leurs capacités scolaires et de leurs choix de carrière. Il est toutefois important de noter que la race, l'ethnie et la classe socio-économique jouent également un rôle important dans le processus de socialisation des sexes.⁵

Une étude indique que les familles noires sont plus égalitaires dans la façon dont elles traitent les garçons et les filles, et que le mode de socialisation enseigne aux enfants des deux sexes à être indépendants et à bien réussir à l'école.⁵ Un rapport établi à la suite d'une conférence organisée par l'Association canadienne des enseignants noirs révèle toutefois que les 120 jeunes femmes ayant participé à la conférence s'identifiaient presque exclusivement selon la race et non selon le sexe. D'après le rapport, l'absence de conscience de son sexe chez les jeunes femmes semble témoigner d'une importante lacune dans le processus d'apprentissage à la maison et à l'école qui implique que les jeunes femmes noires seront incapables d'exiger un plus grand respect et une réponse positive à leurs préoccupations et besoins fondés sur le sexe ou elles seront réticentes à revendiquer en ce sens.⁶ Il faudra poursuivre, au Canada, les recherches sur l'incidence de la race sur la socialisation des sexes dans le milieu familial.

Les parents et amis, les travailleurs des services de garde des enfants, les médias et les pairs viendront renforcer les différentes normes de comportement et les attentes à l'égard des garçons et des filles. Lorsque les enfants entrent à l'école, ils ont déjà développé des convictions sur les rôles des sexes et sur la nature des activités qui sont «masculines» et «féminines». Les garçons seront réticents à laver la vaisselle, à épousseter ou à balayer le plancher de leur classe, parce qu'ils estiment que c'est du «travail de filles». Les filles diront qu'elles ne peuvent pas devenir des pilotes ou des étoiles du sport, parce que «ce sont des choses pour les garçons».⁶

L'école vient souvent confirmer et renforcer les stéréotypes des rôles des sexes. Le programme scolaire, les pratiques d'enseignement et les structures organisationnelles des écoles exercent une discrimination contre les filles. La recherche révèle des problèmes dans un certain nombre de domaines.

1. LE PROGRAMME SCOLAIRE ET LE MATÉRIEL DIDACTIQUE ne donnent pas encore une image réaliste des filles et des femmes et ne couvrent pas la gamme complète des expériences humaines. Ainsi, des études récentes des textes de lecture scolaire et des manuels scolaires approuvés dans le domaine de l'histoire et des études contemporaines en Ontario ont permis de conclure qu'aucun des ouvrages n'accordait un traitement adéquat aux femmes ou aux questions intéressant les femmes.⁷ Les femmes autochtones, les femmes de couleur et les femmes handicapées sont presque invisibles dans le matériel scolaire.

Le programme scolaire a été conçu pour suivre le modèle de l'homme de race blanche et sans handicap. Le programme scolaire ne tient pas compte du fait que les filles ont tendance à atteindre la maturité plus tôt, qu'elles contrôlent également plus tôt que les garçons la motricité fine et qu'elles sont prêtes à assimiler les mathématiques et la lecture à un âge plus précoce que les garçons.⁸

2. L'INTERACTION EN SALLE DE CLASSE est dominée par les garçons. L'étude d'une classe de sciences de neuvième année en Colombie-Britannique a révélé que les élèves masculins, qui représentaient 39 pour 100 des élèves de la classe, étaient interpellés par l'enseignant pour répondre à 58 pour 100 des questions. Leurs réponses étaient exactes dans 64 pour 100 des cas. Les élèves féminines qui représentaient 61 pour 100 de l'ensemble des élèves de la classe, ont répondu à 42 pour 100 des questions, mais leurs

réponses étaient exactes dans 75 pour 100 des cas. Les garçons de cette classe ont amorcé 67 pour 100 de toutes les discussions avec L'enseignant lorsque l'initiative venait des élèves.⁹

D'autres recherches révèlent des tendances similaires à tous les niveaux de l'enseignement scolaire. Les garçons reçoivent plus que leur part équitable d'attention en classe. Des études révèlent également que les garçons interrompent l'enseignant 8 fois plus souvent que les filles en classe et que les enseignants acceptent ce comportement. Lorsque les filles interviennent, on leur dit qu'elles doivent lever la main.¹⁰

Les enseignants réagissent davantage à la participation des garçons en salle de classe et donnent un suivi plus précis sur les réponses que les garçons donnent aux questions posées. Les garçons sont également davantage incités à franchir des niveaux plus élevés de réflexion et de pensée. Les filles qui réussissent très bien en classe et les filles faisant partie d'une minorité visible sont celles qui reçoivent le moins d'attention. Il n'est guère surprenant que les filles aient tendance à croire que leurs succès sont tout simplement attribuables à la chance, tandis que les garçons croient que leurs habilités intellectuelles et leurs propres efforts expliquent leurs succès.¹¹

3. LE LANGAGE utilisé en salle de classe est souvent sexiste et cela entraîne des conséquences sur le contenu et le mode d'enseignement. Le langage et le matériel pédagogique comportant des préjugés sur le sexe font que les filles et les femmes se sentent exclues de l'expérience d'apprentissage et du monde de l'action.¹²

4. LE HARCELEMENT SEXUEL est courant dans les établissements d'éducation et les filles se craignent pour leur sécurité sur les terrains de jeux, dans les corridors et les salles de classe. Les filles et les femmes subissent diverses insultes à caractère sexiste et du mépris verbal au cours de leurs études. Lorsqu'elles sont "évaluées" par les garçons quand elles se déplacent dans les corridors, lorsqu'elles décident de ne pas s'inscrire à un cours en particulier parce qu'elles seront peut-être très minoritaires parmi les élèves de la classe, lorsqu'elles sont embarrassées au point de pleurer, voilà autant d'exemples des diverses façons dont les filles reçoivent le message qu'elles ne méritent pas le respect. Trop souvent, le personnel de l'école perçoit ce comportement comme inoffensif et l'excuse avec l'expression "les garçons seront toujours des garçons".¹³

Au moment où elles quittent l'école secondaire, les jeunes filles ont déjà assimilé des leçons d'inégalité et elles ont été socialisées, tout comme leurs frères, conformément à des modèles d'attentes et de contraintes en fonction du sexe. La plus grande

partie de la culture populaire véhiculée dans la musique populaire et les vidéoclips, les films, les revues de mode et les spectacles télévisés contribue à accentuer l'idée que les femmes n'ont de valeur qu'en fonction de leur apparence et de leur attrait sexuel. On donne des femmes une image passive et soumise plutôt que celle d'une personne active. Beaucoup de jeunes hommes s'imaginent que les jeunes filles sont des êtres inférieurs et qu'ils peuvent les utiliser à leur gré comme des objets de gratification sexuelle. Certaines études menées au pays sur la violence dans les fréquentations à l'adolescence confirment cette perception. Ainsi, une étude menée dans des écoles secondaires de Toronto a révélé que 20 pour 100 des jeunes filles avaient subi de la violence verbale, des atteintes sexuelles ou des mauvais traitements à l'occasion de fréquentations avec une personne du sexe opposé.¹⁴

L'exclusion des femmes du contenu du programme scolaire persiste et le traitement inéquitable qu'elles subissent en classe se poursuit au niveau postsecondaire et à celui de l'éducation des adultes. Le travail, les expériences et les opinions des femmes sont traités de façon marginale en classe. Les étudiantes subissent de la violence verbale, du harcèlement sexuel et d'autres formes de violence.¹⁵

L'enseignement professionnel et les programmes de formation tendent à sous-estimer les compétences que les femmes ont acquises au foyer ou dans des activités bénévoles et entretiennent certains stéréotypes à l'égard des femmes, à savoir que leurs intérêts et leurs capacités ne conviennent exclusivement qu'au domaine des services et du travail de bureau. Souvent, les programmes de formation ne tiennent pas compte des réalités financières, des soins et de la garde des enfants et des responsabilités ménagères dans la vie des femmes.¹⁶

Par conséquent, les femmes sont toujours sous-représentées dans les programmes d'études postsecondaires dans le domaine des sciences, des métiers et de la technologie. En raison de leur socialisation en fonction de leur sexe, les femmes n'ont pas confiance en leurs capacités scolaires. Un grand nombre des expériences qu'elles ont vécues à l'école les ont détournées des études scientifiques ou technologiques. En 1991, les femmes représentaient 16 pour 100 seulement des inscriptions aux programmes collégiaux et universitaires menant à des carrières dans les sciences appliquées et en génie. En 1991 également, les femmes ont obtenu 14,8 pour 100 des diplômes du baccalauréat, 14,1 pour 100 des diplômes de maîtrise et 9 pour 100 des diplômes de doctorat en génie et en sciences appliquées.¹⁷

En 1991, le nombre d'hommes dans les divers métiers dépassait celui des femmes dans une proportion de 108:1 dans le cas des électriciens du bâtiment, de 130:1 dans le cas des métiers de la

plomberie et de la tuyauterie, de 107:1 dans la mécanique de machinerie lourde et de 154:1 dans le domaine de la climatisation et de la réfrigération.¹⁸ Et en raison, du moins en partie, de la stéréotypie à l'égard de leur sexe, les quelques femmes oeuvrant dans les métiers éprouvent souvent de la difficulté à obtenir des stages d'apprentissage ou à garder leur emploi lorsqu'elles font face à un milieu hostile ou peu accueillant.

À toutes les étapes de leur éducation, les femmes apprennent que leur travail, leur contribution et leur vie sont moins reconnue par la société que dans le cas de leurs homologues masculins. Il ne faut donc guère se surprendre que les femmes doivent lutter pour conserver le respect et l'estime de soi, la dignité et un sentiment de valorisation. Et pourtant il est bien évident que ces qualités sont importantes pour créer des citoyens et citoyennes capables d'une pensée indépendante d'autonomie générale, capable de faire face aux défis du prochain millénaire. La socialisation en fonction du sexe a donc des répercussions non seulement sur les personnes mais également sur l'avenir de notre société si on néglige de tirer le maximum des talents et du potentiel de la moitié de la population.

Socialisation des sexes et santé publique

La socialisation des sexes peut également avoir une incidence négative sur la santé publique. Un certain nombre d'études menées récemment auprès des jeunes femmes fait ressortir certains problèmes de même que la nécessité de déployer plus d'efforts pour promouvoir l'équité sexuelle.

Des enquêtes nationales menées par la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants, par Holmes et Silverman pour le compte du Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, et par Bibby et Posterski¹⁹, révèlent que les jeunes femmes, comparativement aux jeunes hommes, ont une plus faible estime de soi, s'inquiètent davantage de leur apparence personnelle, entretiennent davantage de craintes quant à leur sécurité personnelle et ressentent un niveau élevé de stress et de dépression. Le manque d'estime de soi et l'insatisfaction à l'égard de l'apparence personnelle entraînent des comportements autodestructeurs, comme l'usage du tabac, la consommation de drogues et les troubles de l'alimentation. King et Coles ont constaté que les jeunes femmes éprouvent plus de problèmes de santé, consomment plus de médicaments et ont plus tendance à faire des tentatives de suicide que les jeunes hommes de leur groupe d'âge.²⁰ Les délégués à une conférence sur la jeunesse organisée par le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme ont établi un lien entre la faible estime de soi et la prostitution à l'adolescence, les grossesses et la prolifération du sida de même que des autres maladies transmises sexuellement.

Perspectives de changement

La socialisation des sexes n'est pas un processus simple. Diverses personnes peuvent apprendre des choses différentes au sujet des sexes tout en vivant au sein d'une même société. Ce que nous apprenons au sujet des sexes fait partie intégrante d'un ensemble plus vaste d'apprentissages au sujet des races, des classes, des groupes ethniques, de la sexualité, des handicaps et autres composantes de l'identité humaine. Les femmes de couleur, les femmes pauvres, les immigrantes, les femmes autochtones, les femmes handicapées et les lesbiennes sont toutes victimes de discrimination de façons diverses. Leurs mondes sont façonnés non seulement par le sexisme, mais également par le racisme, la pauvreté et l'homophobie.

Il est peu probable que l'on assiste à des changements des modèles de socialisation des sexes dans un contexte où s'exerce par ailleurs de la discrimination contre les femmes. L'évolution de la socialisation doit se faire de concert avec les efforts permanents déployés pour éliminer les obstacles à l'égalité des femmes. Le racisme, la pauvreté, le chômage, la violence contre les femmes et les services inadéquats dans le domaine de la garde des enfants ne sont que quelques-unes des nombreuses questions qui doivent constamment retenir l'attention si l'on veut opérer un véritable changement.

Ainsi, la recherche effectuée par Jane Gaskell sur les choix de cours et de carrières des filles démontre qu'elles choisissent des cours commerciaux non pas en raison de la socialisation des sexes, mais parce qu'elles ne se font aucune illusion sur ce qui les attend sur le plan des obstacles à l'emploi et des responsabilités ménagères et familiales. En réalité, les filles sont parfaitement conscientes du fait que les femmes doivent assumer la principale responsabilité des tâches ménagères et de la garde et du soin des enfants, qu'elles gagnent moins d'argent, et qu'elles doivent faire face au harcèlement sexuel et à la discrimination en milieu de travail. En conclusion, Gaskell fait remarquer que "pour modifier leurs convictions, il aurait fallu changer le monde qu'elles ont connu, et non seulement les convaincre des mérites d'un nouvel idéal au sujet de l'égalité des chances et d'un monde différent".²²

Parallèlement, les obstacles économiques et sociaux ne peuvent être éliminés que par des personnes habilitées à le faire et suffisamment convaincues de la nécessité d'exiger des changements et de travailler dans ce sens. Les activités conçues pour renforcer chez les femmes l'estime de soi et le sens de leur propre valeur, pour les aider à prendre conscience qu'elles peuvent être maîtres de leur propre vie constituent un élément important de la lutte pour l'égalité. En fait, la recherche laisse entendre que la

participation à des activités conçues pour opérer un changement social accentue l'estime de soi.²³ En d'autres termes, les efforts déployés pour modifier la socialisation des sexes et les efforts en vue d'éliminer la discrimination économique et sociale sont intimement liés. Il s'agit des deux côtés d'une même médaille.

Stratégies de changement

Le changement des modèles et du contenu de la socialisation des sexes est une tâche multidimensionnelle quelque peu redoutable. Il faudra prévoir des programmes d'éducation publique de même que des programmes particuliers dans les écoles, les collèges et les universités. Le changement est plus susceptible de se produire si tous les intervenants, comme les parents, les enseignants, les professeurs, les élèves, les conseils scolaires, les syndicats, les associations d'affaires, les groupes féminins et les organismes communautaires, participent à l'élaboration des stratégies, des programmes et des politiques et partagent la responsabilité de leur mise en oeuvre. Les gouvernements peuvent continuer à exercer un leadership en déployant et en coordonnant les efforts de promotion de l'égalité des sexes.

Socialisation des sexes : l'importance des fonctions parentales

La plupart des parents veulent le bien de leurs enfants. En leur offrant des possibilités de développer des compétences parentales positives en ce qui a trait à la question des sexes, on peut apporter une contribution précieuse pour aider les familles à mettre au point de nouveaux moyens d'élever les enfants qui soient plus équitables du point de vue des sexes. Il existe à cet égard toute une gamme de stratégies possibles. En collaboration avec d'autres secteurs communautaires, le gouvernement pourrait lancer des initiatives proactives tenant compte des différences culturelles et linguistiques.

A. Éducation prénatale

Les infirmiers, infirmières en hygiène publique et les hôpitaux offrent actuellement des cours prénatals à l'intention des parents. C'est l'occasion toute désignée de présenter des idées et des pratiques d'élevage équitables envers les sexes, et ce, dès la naissance et tout au long de la vie de l'enfant.

B. Un guide pour les parents

On pourrait publier une brochure très simple sur l'éducation des enfants dans la perspective de l'équité envers les sexes et l'offrir gratuitement aux parents à la naissance d'un enfant.

C. Cours sur le rôle parental

Des cours sur le rôle parental sont offerts par une grande variété d'organismes, y compris les organismes d'hygiène publique et de bien-être social. Ces cours pourraient être révisés afin d'y inclure une section sur les questions de socialisation des sexes. Les parents devraient être incités à prendre conscience du fait que le comportement qu'ils privilégient à la maison aura des conséquences importantes sur la perception du monde de leurs enfants. Des cours sur le rôle parental peuvent être élaborés et dispensés de diverses façons. Outre les cours traditionnels en salle de classe offerts par des instructeurs professionnels, on pourrait rejoindre un public beaucoup plus vaste grâce à des trousseaux d'études à la maison comprenant des textes et du matériel audio ou des cours vidéo offerts par la télévision éducative ou des sociétés de câblodiffusion.

D. Le foyer et l'école

Il existe dans plusieurs régions des associations foyer-école ou des associations parent-maître, et il y a à l'échelle nationale une association foyer-école. Ces organismes sont très bien placés pour promouvoir les activités destinées à sensibiliser les parents à la question des sexes. En outre, par l'intermédiaire de ces associations, les parents pourraient obtenir de l'information sur des programmes d'enseignement luttant contre les préjugés et sur la façon de favoriser leur adoption dans les écoles.

E. Enseignement public

1. On pourrait mettre au point toute une gamme de matériels éducatifs, tels que des brochures et des affiches, visant à accroître la sensibilisation à l'égard de la socialisation des sexes pendant l'enfance. Ce matériel pourrait être diffusé largement, soit dans les bureaux des médecins, les unités d'hygiène publique, les centres de soins des enfants, les garderies, les églises et les écoles.

2. On pourrait envisager des annonces de services publics et d'autres utilisations des médias pour sensibiliser les gens aux effets nocifs de la stéréotypie des rôles sexuels et aux effets positifs du rôle parental favorisant l'égalité des sexes.

F. Enseignement professionnel

Dans le but d'aider les parents à s'initier à jouer un rôle équitable à l'égard des sexes, les infirmières et infirmiers, les médecins, les travailleurs sociaux et les enseignants ont besoin de formation leur permettant de mieux comprendre eux-mêmes les enjeux. Des établissements comme les collèges et les universités qui offrent un enseignement professionnel avant l'entrée en fonction devraient être incités à réviser les programmes pour y inclure une étude sur l'égalité des sexes. De façon similaire, on devrait prévoir une formation permanente en cours d'emploi, à l'intention des professionnels des services sociaux.

Socialisation des sexes : à l'école, au collège et à l'université

Les écoles, les collèges et les universités sont des organismes d'apprentissage et de socialisation subventionnés par l'État. À ce titre, ils doivent tenir compte des besoins du public. Les enseignants à tous les niveaux sont bien placés pour informer et instruire les élèves et étudiants sur l'inégalité des sexes. Les méthodes les plus fructueuses sont de nature anti-sexiste. Une éducation anti-sexiste et anti-raciste est une méthode active pour dénoncer les préjugés, les stéréotypes et la discrimination au sein de notre société. C'est une méthode qui enseigne aux individus qu'ils peuvent faire toute la différence en travaillant ensemble à l'élimination de la discrimination.

Il faut reconnaître que les conseils scolaires, les fédérations d'enseignants, les collèges et les universités ont déjà joué un rôle important dans la mise au point de matériels et de programmes favorisant l'intégration de sexes dans le contexte de l'éducation. Toutefois, il reste beaucoup de chemin à parcourir pour changer le programme dans le but d'y inclure du matériel sur les femmes. On a accordé très peu d'attention aux pratiques d'enseignement discriminatoires sur le plan sexuel à tous les niveaux de l'éducation. Et enfin, comme en fait foi un trop grand nombre d'incidents survenus récemment, il faut se pencher sur l'ensemble de l'enseignement et de l'apprentissage dans les écoles, collèges et universités, pour s'assurer que l'enseignement favorise l'accès à des services non discriminatoires sur le plan des sexes et qu'il assure un soutien en ce sens.

Les stratégies visant à promouvoir l'équité à l'égard des femmes dans le domaine de l'éducation pourraient éventuellement comprendre les éléments suivants :

A. Soutien de perfectionnement professionnel

Les éducateurs à tous les niveaux devraient bénéficier de la possibilité de se réunir afin de se renseigner sur la transformation des programmes et les pratiques d'enseignement anti-sexiste. Le projet qui est subventionné par l'État du New Jersey illustre bien comment les gouvernements pourraient mettre en oeuvre une telle stratégie. Cette stratégie, axée sur les écoles d'été en résidence et des programmes permanents de conférenciers, d'ateliers et de distribution de documentation diverse qui fait partie d'un vaste programme de perfectionnement continu conçu pour faire toute la différence. Des mesures incitatives et une coordination des centres de soutien et d'orientation pourraient être mises au point pour les établissements d'éducation désireux de lancer ou d'améliorer leurs programmes de perfectionnement professionnel à l'intention du personnel et du corps enseignant.

B. Formation des enseignants

La préparation des enseignants au système scolaire constitue un élément clé de l'intégration de l'équité en matière d'éducation. Le programme d'attestation des enseignants devrait comporter des cours qui font une large place à l'équité entre les sexes dans l'enseignement.

C. Programmes scolaires

Il faudrait réviser le contenu des programmes scolaires afin de s'assurer que les élèves de tous les niveaux bénéficient de cours dont le contenu porte sur l'égalité des sexes et des diversités culturelles et en tient compte. Les titres figurant dans les bibliothèques scolaires et les centres de ressources didactiques devraient également tenir compte du nouveau programme. Les manuels approuvés pour l'utilisation dans les écoles devraient tenir compte d'un enseignement qui intègre les connaissances pertinentes en matière d'égalité des sexes et des races.

D. Milieu scolaire

On devrait mettre au point des politiques sur l'utilisation d'un langage neutre, le harcèlement sexuel et la violence à l'échelle du système scolaire. Les enseignants et les professeurs doivent bénéficier d'une formation en cours d'emploi sur ces questions et ils doivent être prêts à mettre en oeuvre les politiques pertinentes dans les écoles, les collèges et les universités.

E. Programmes d'études sur la condition féminine

La plupart des universités canadiennes offrent maintenant des cours et des programmes sur les études de la condition féminine. Il faudrait appuyer et encourager l'expansion de ces programmes qu'offrent aux étudiants et étudiantes l'accès à une bonne partie des nouvelles connaissances sur la condition féminine et qu'ils mettent à l'essai de nouvelles méthodes d'enseignement en salle de classe.

F. Recherche et développement

Il faudrait favoriser et intensifier la recherche sur les questions féminines et les relations entre les sexes. Il faudrait également lancer de nouvelles initiatives pour appuyer les entreprises communes de recherche universitaire et communautaire.

G. Programmes d'alphabétisation, d'anglais ou de français langue seconde et de formation professionnelle

Il faudrait élaborer des programmes davantage axés sur les femmes, dans le domaine de l'alphabétisation communautaire, les cours d'anglais ou de français langue seconde, les cours de transition et de formation professionnelle. Ces programmes doivent tenir compte de la nécessité d'offrir divers services, comme les services de garderie et les services de counselling.

H. Stages d'apprentissage

Il faudrait offrir aux femmes un plus grand nombre de possibilités d'apprentissage des métiers. On devrait déployer des efforts pour s'assurer que les stages d'apprentissage comportent une structure d'accueil favorable à l'égard des femmes.

I. Accès aux programmes de formation

Il faudrait créer de nouveaux programmes de formation professionnelle à l'intention des femmes qui n'ont pas eu ces possibilités par le passé. Ainsi, les femmes autochtones vivant dans les réserves ou en région rurale doivent avoir accès à des programmes préparatoires à l'emploi et à des programmes de recyclage.

J. Élimination des obstacles à la formation et à l'emploi

Il faudrait élaborer des programmes à l'intention des employeurs et des responsables des ressources humaines

pour les aider à être sensibles aux différences sexuelles et culturelles en milieu de travail et à être équitables dans les domaines du recrutement, de la formation professionnelle et de l'avancement du personnel.

Socialisation des sexes : les pairs et la culture populaire

Outre la famille et l'école, on reconnaît généralement que la socialisation des sexes subit l'influence des relations avec les pairs, des groupes de jeunes, des activités récréatives et des instruments de culture populaire, comme le cinéma, la mode, les revues sportives, les vidéoclips, et la télévision. Nous ne comprenons toujours pas exactement comment les gens sont affectés par ces éléments de la vie sociale, mais nous savons pertinemment qu'ils le sont. Ainsi, certaines recherches révèlent que les filles participant activement aux activités sportives et à des sports d'équipe ont un plus haut niveau d'estime de soi, sont plus confiantes, sont moins dépressives, ont moins de problèmes de santé et moins de troubles de l'alimentation. Les troubles de l'alimentation sont liés à des images irréalistes du corps féminin présentées par les médias populaires.²⁴ D'autres études établissent un lien entre l'augmentation du nombre de viols lors des fréquentations et du taux de criminalité chez les jeunes, et l'intensification de la violence dans la culture populaire.²⁵

Les pairs et la culture populaire véhiculent des messages mixtes au sujet des rôles et des attentes à l'égard des sexes. Il faut viser à augmenter le nombre de messages positifs et à diminuer le nombre de messages négatifs. Autrement dit, il faudrait tenter de mettre la puissance des médias et l'opinion des jeunes au service de l'égalité des sexes.

A. Activités sportives et récréatives

1. Poursuivre les efforts visant à promouvoir la participation des filles et des femmes aux activités sportives.
2. Amener les services des parcs et des loisirs et les associations de sport amateur à élaborer, favoriser et soutenir des politiques conçues pour éliminer les obstacles à la pleine participation des filles et des femmes aux activités sportives.
3. Inciter les organisations de jeunesse à collaborer à l'élaboration de programmes favorisant des expériences positives de socialisation des sexes à l'intention des filles et des garçons.

4. Sensibiliser les entraîneurs, par le biais des programmes de formation, au nouveau rôle qu'ils peuvent jouer pour initier les jeunes à l'égalité des sexes.

B. Médias populaires

1. Mettre au point une vaste campagne d'éducation publique sur l'égalité des femmes, en utilisant des témoignages favorables de la part de femmes et d'hommes connus. Ainsi, des athlètes masculins pourraient dénoncer le harcèlement sexuel ou la violence faite aux femmes et des athlètes féminins pourraient promouvoir un style de vie sain.

2. Poursuivre les efforts dans le but d'encourager les médias à présenter des images positives des femmes. Ainsi, on pourrait créer une série dramatique à la télévision nationale sur les joies, les difficultés et les contributions des femmes exerçant divers métiers ou travaillant dans le domaine du génie ou des sciences.

3. Réviser les programmes de reconnaissance actuels, comme le Concours national du journalisme, afin d'y inclure une nouvelle catégorie soulignant l'excellence de la contribution des médias à l'avancement de l'égalité des femmes au Canada.

4. Encourager et accroître la participation des femmes aux postes de décideurs dans des industries qui influent sur la culture populaire (par exemple les domaines de la radiodiffusion, de la publicité, de la télévision et de la production cinématographique).

5. Élaborer des programmes d'enseignement des connaissances médiatiques, compte tenu du fait que le cinéma, la vidéo et la télévision jouent un grand rôle didactique dans notre société contemporaine. Les programmes de connaissances médiatiques devraient reconnaître les droits de la personne dans le contexte de l'identité sexuelle, de la race, de l'âge et de l'orientation sexuelle.

6. Faire une place à la recherche plus poussée et aux débats publics sur les effets des médias sur les enfants et les jeunes femmes, particulièrement en ce qui a trait à l'image de la femme projetée par les médias et la relation possible entre la violence dans les médias et la violence faite aux femmes.

7. Sensibiliser les diffuseurs et les publicitaires à leur responsabilité en ce qui a trait à la représentation des relations entre les sexes. Ainsi, il pourrait être possible de poser comme condition à l'obtention d'une licence de diffusion, l'établissement de règlements sélectifs de l'industrie sur la représentation et les stéréotypes sexuels.

RÉFÉRENCES

1. Tiré de «We Have a Lot to Say: Young Women for Gender Equity.», par B. Naveau, *Canadian Woman Studies/Les cahiers de la femme*, vol. 12, n° 8 (Printemps 1992), pages 86-87.
2. Tiré du rapport de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants intitulé *A Cappella: A Report on the Realities, Concerns, Expectations and Barriers Experienced by Adolescent Women in Canada*. Ottawa : Fédération canadienne des enseignantes et enseignants, 1990, Annexe 1.1, p. ix.
3. Tiré d'un projet de recherche sur l'éducation des femmes intitulé *In Search of Opportunity (A Preliminary Evaluation of Learning Opportunities for Women in Alberta)*. Edmonton : COLOW, 1984, p. 85.
4. C. Smith et B.B. Lloyd, «Maternal Behaviour and Perceived Sex of Infant.», *Child Development*, 49 (1978), pages 1263-1285.
5. D. Scott-Jones et M.L. Clark, «The School Experience of Black Girls: The Interaction of Gender, Race and Socio-Economic Status.» *Phi Delta Kappan*, vol. 67, n° 7 (Mars 1986), pages 520-526.
6. Association canadienne des enseignants noirs, «Black Youth in Education Report. Sharing the Challenge: A Focus on Black High School Age Females», Mai 1991, p. 27.
7. K. Bailey, «The Girls Are the Ones With the Pointy Nails: An Exploration of Children's Conceptions of Genders.», Thèse de maîtrise en éducation, université Western Ontario, 1992; C. N. Jacklin, «Boys and Girls Entering School.», M. Marland, éd., *Sex Differentiation and Schooling*, London, Heipemann, 1988.
8. E. Batcher, A. Winter and V. Wright, «The More Things Change...The More They Stay the Same.» Toronto, Federation of Women Teachers' Associations of Ontario, 1987; B. Light, P. Staton and P. Bourne, «Sex Equity Content in History Textbooks», *The History and Social Science Teacher*, vol. 25, n° 1 (Automne 1989), pages 18-20.
9. C. Shakeshaft, «A Gender at Risk», *Phi Delta Kappan*, vol. 67, n° 7, (Mars 1986), pages 500-503.
10. S. Haggerty, «Gender and School Science: Achievement and Participation in Canada.» *Alberta Journal of Educational Research*, vol. XXXVII, n° 3 (Septembre 1991), pages 195-203.
11. M. Sadker et D. Sadker, «Sexism in the Classroom: From Grade School to Graduate School.» *Phi Delta Kappan*, vol. 67, n° 7 (Mars 1986), pages 512-515.

12. M. Sadker, D. Sadker et S. Klein, «The issue of Gender in Elementary and Secondary Education.», G. Grant, éd., *Review of Research in Education* 17 (1991), pages 269-334; C. Shakeshaft, «A Gender at Risk».

13. J. Swann, *Girls, Boys and Language*. Oxford: Blackwell, 1992.

14. Voir B. Naveau, «We Have a Lot to Say», A.N. LeBlanc, «Harassment at School.» *Seventeen* (May 1993), pages 134-135; J. Larkin, article non publié portant sur le harcèlement sexuel dans les écoles secondaires de l'Ontario, 1993; la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, *A Cappella*; le Conseil consultatif canadien sur la statut de la femme, *Young Women Speak Out: 1992 Symposium Report*, Ottawa : CCCSF, 1992; American Association of University Women, *How Schools Shortchange Girls*, non publié; AAUW Educational Foundation and National Education Association, 1992.

15. S.L. Mercer, «Not a Pretty Picture: An Exploratory Study of Violence Against Woman in High School Dating Relationships.» *Resources for Feminist Research*, vol. 17, n° 2 (Juin 1988), pages 15-23.

16. J. Gaskell, A. McLaren et M. Novogrodsky, *Claiming an Education: Feminism and Canadians Schools*, Toronto : Our Schools/Our Selves Education Foundation and Garamond Press, 1989; Canadian Association of University Teachers, «The Inclusive University, Part 1: Educational Equity», *Status of Women Supplement to CAUT / ACPPU Bulletin*, vol. 40, n° 4 (Avril 1993); V. Horn et L. Alexis, compilers «Outrage File: Male Violence Against Women on University Campuses.» Toronto : Ontario Campus Men's Conference et OCUFA, 1991; M. Fleming et al.; «Gender, Power and Silence in the Classroom.» *Lexicon*, 8 mars 1991.

17. J. Gaskell, *Gender Matters from School to Work*, Toronto : OISE Press 1992; N. Jackson, «Skill Training in Transition : Implications for Women.» J. Gaskell et A. McLaren, éd., *Women and Education*, 2^e éd. Calgary : Detselig 1991, pages 351-370; S. Wismer, *Women's Education and Training in Canada*. Toronto COLOW : 1988.

18. Conseil consultatif national des sciences et de la technologie, *Winning with Women in Trades, Technology, Science and Engineering*. Ottawa : Conseil consultatif national, 1993.

19. Statistique Canada, Principaux domaines d'études des diplômés postsecondaires, Ottawa : Industrie, Sciences et Technologie Canada, 1993. Recensement du Canada de 1991.

20. La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, A Cappella; J. Holmes et E.L. Silverman, *We're Here, Listen To Us: A Survey of Young Women in Canada*, Ottawa : CCCSF, 1992; R.W. Bibby et D.C. Posterski, *Teen Trends : A Nation in Motion*, Toronto : Stoddart, 1992.
21. A.J.C. King et B. Coles, *The Health of Canada's Youth*. Ottawa : ministre des Approvisionnementnements et des Services, 1992.
22. Conseil consultatif canadien sur le statut de la femme, *Young Women Speak Out*.
23. Gaskell, *Gender Matters from School to Work*, p. 52.
24. Holmes et Silverman, *We're Here, Listen to Us!*
25. D.L. Schultz, *Risk, Resiliency, and Resistance: Current Research on Adolescent Girls*, New York : National Council for Research on Women, 1991.
26. M. Miedzian, *Boys Will Be Boys: Breaking the Line Between Masculinity and Violence*. New York : Doubleday, 1991.

Document: 830-481/013

12TH ANNUAL FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR THE STATUS OF WOMEN

News Release

Ministers Responsible for Status of Women Call
for Continued, Concerted Efforts to Advance
Women's Equality

ST. ANDREWS BY THE SEA,
New Brunswick
June 7-8, 1993

**MINISTERS RESPONSIBLE FOR STATUS OF WOMEN CALL
FOR CONTINUED, CONCERTED EFFORTS TO ADVANCE
WOMEN'S EQUALITY**

ST. ANDREWS BY THE SEA, New Brunswick -- June 8, 1993 -- Federal, Provincial and Territorial Ministers Responsible for the Status of Women attending their annual meeting are calling on all Canadians -- including governments, institutions, organizations and individuals -- to sustain a concerted effort to advance equality for women in difficult economic times.

At the conclusion of their meeting, co-chaired by Mary Collins, Federal Minister Responsible for the Status of Women and Allan E. Maher, Finance Minister of New Brunswick, Ministers issued a statement of continued commitment to the achievement of women's full economic, social, political and legal equality. While acknowledging that much has been accomplished, Ministers recognized that these gains are fragile, especially in difficult economic times. Ministers said "we must protect those measures which benefit women and continue to work towards the ultimate goal of full equality within the priorities and resources of our respective jurisdictions". They emphasized the ongoing need to maintain strong government structures for the advancement of women.

**Twelfth Annual Conference of Federal/Provincial/Territorial Ministers Responsible for
the Status of Women, St. Andrews by the Sea, New Brunswick, June 6 - 8, 1993**

**12^e conférence fédérale/provinciale/territoriale annuelle des ministres responsables de la
condition féminine, St. Andrews by the Sea (Nouveau Brunswick), le 6 au 8 juin 1993**

WORKERS WITH FAMILY RESPONSIBILITIES

Ministers also released Women and Men in the Workplace: A Discussion of Workplace Supports for Workers with Family Responsibilities, a paper prepared in collaboration with federal and provincial/territorial government labour officials.

The document presents a survey of various workplace supports for families. It offers a concise evaluation of the pros and cons of these initiatives for both employers and employees. Five general types of initiatives are discussed: flexible work arrangements; dependant care; family-related leaves; legislative supports, and health and wellness programs.

"This paper brings together options and opportunities for the integration of work and family responsibilities and may encourage more organizations to undertake family-friendly programs," said Minister Collins. "Such programs make good business sense".

Ministers underlined that workplaces organized to accommodate the diversity of needs experienced by workers with family responsibilities will help advance women's economic equality. They agreed to include the voices of women who may not have had a place in these discussions.

EDUCATION AND TRAINING

Ministers discussed a paper entitled Gender Socialization: New Ways, New World, prepared by Dr. Rebecca Coulter for the Working Group on Gender Equity in Education and Training/Retraining, composed of officials from Newfoundland, New Brunswick, Ontario, Manitoba, British Columbia, and Canada. The paper examines how boys and girls are socialized and proposes a number of strategies aimed at eliminating gender bias in both formal and informal learning situations.

"Gender socialization is the process of learning about how to behave and act as women and men in society", said Minister Maher. "While there are many agents of socialization, the most important are usually family members, child care professionals, educators, peers and the media".

Positive socialization practices will help girls and women acquire higher self-esteem and self-confidence. Changes in the way girls and boys are socialized are essential to achieving women's equality.

VIOLENCE AGAINST WOMEN

Violence against women remains a priority concern for Ministers Responsible for the Status of Women. Ministers recognize that violence against women is both a function of women's unequal status in society and a serious impediment to their advancement, in Canada and around the world.

As a result of a Canadian initiative, the United Nations will be considering a Draft Declaration on the Elimination of Violence Against Women at the U.N. General Assembly this fall. Ministers are sending a letter to the Secretary-General of the United Nations giving their full support to the Declaration.

"There is clearly a global recognition of the seriousness of the problem and a strong desire to take action to eradicate violence against women," Ministers Responsible said in their letter to the U.N. Secretary General. "It is our belief that the Draft Declaration will support and provide added impetus to our efforts in Canada."

GENDER EQUALITY IN THE JUSTICE SYSTEM

Ministers reconfirmed their commitment to achieving gender equality through an inclusive justice system, working in collaboration with Ministers of Justice and Attorneys-General across Canada. Ministers Responsible commended their justice counterparts for the adoption in principle, at their May 28 annual meeting, of a slate of Proposals for Action by Attorneys-General to Promote Gender Equality in the Canadian Justice System.

Ministers Responsible for the Status of Women requested an annual progress report on the implementation of these proposals from the Federal Minister of Justice and his provincial/territorial counterparts.

The meeting in St. Andrews by the Sea was the twelfth consecutive year that Federal, Provincial/Territorial Ministers Responsible for the Status of Women have met. The next meeting is scheduled to be held in Regina, Saskatchewan, in June 1994.

For more information or to obtain backgrounders or copies of the documents referred to in this release, contact:

Janet Burn, Communications
Status of Women Canada
(613) 995-7835

Claire Pitre, Policy Analyst
New Brunswick Women's Directorate
(506) 453-2143

Cathy McRae, Communications
Status of Women Canada
(613) 995-3788

**STATEMENT OF COMMITMENT TO
WOMEN'S EQUALITY
BY
FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL MINISTERS
RESPONSIBLE FOR THE STATUS OF WOMEN**

We, the Ministers Responsible for the Status of Women in Canada are committed to a country in which women enjoy full economic, social, political and legal equality. We acknowledge that much has been accomplished, yet recognize that these gains may be jeopardized in difficult economic times. We must protect the measures which benefit women. We must continue to work towards the ultimate goal of full equality within the priorities and resources of our respective jurisdictions. We believe that strong government structures for the advancement of women must be maintained and programs strengthened.

We also believe that the decision-making process of government must incorporate women's perspectives, particularly those whose voices may not have been heard, in the development of all policies, legislation and programs.

**St. Andrews by the Sea,
New Brunswick
June 6-8, 1993**

BALANCING WORK AND FAMILY RESPONSIBILITIES

Highlights from Women and Men in the Workplace: A Discussion of Workplace Supports for Workers with Family Responsibilities, a paper released by Federal, Provincial-Territorial Ministers Responsible for the Status of Women, at their 12th Annual Meeting, June 6-8, 1993, St. Andrews by the Sea, New Brunswick. The paper surveys workplace supports for families and outlines the implications for both employers and employees.

"Implementing workplace supports for workers with family responsibilities is one of the steps necessary for achieving economic equality for women."

What is a Family-Friendly Workplace?

"... is one which recognizes the various and often competing roles that employees must fulfil, and one that turns that recognition into practical support."

Flexible Work Arrangements

Alternative Work Hours: flexible work hours, staggered work hours, reduced or extended lunch hours, compressed work weeks, job-sharing and part-time work.

Benefits: better time management & productivity for workers, reductions in absenteeism & turnover, extended/flexible hours of operation for employers.

Concerns: reduced working hours which often involve relatively lower pay, less job security and reduced benefits, restricted opportunities for training and development and promotion.

Flexiplace (also called telecommuting or telework) allows workers to work off-site for the work week or a portion of it.

Other flexible work arrangements: phased return from maternity leave, phased retirement, voluntary summers off without pay.

Dependent Care

On-Site or Near-Site Childcare Programs: range from programs completely integrated into the company to programs run as non-profits with limited company participation. Eldercare is also a growing component of dependent care.

Family-Related Leave

Types of leave: maternity, paternity, parental/childcare, adoption, family responsibility, emergency, bereavement, extended and education leave. Emergency leave banks allow employees to pool a portion of leave entitlements.

Family & Personal Health & Wellness

Integral to family-friendly workplaces: stress management programs, employee assistance programs, fitness facilities, etc.

12^E CONFÉRENCE ANNUELLE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA CONDITION FÉMININE

Communiqué

Les ministres responsables de la condition féminine font
appel à un effort soutenu et concerté pour promouvoir
l'égalité des femmes

ST. ANDREWS BY THE SEA
(Nouveau-Brunswick)
Les 7 et 8 juin 1993

LES MINISTRES RESPONSABLES DE LA CONDITION FÉMININE FONT APPEL À UN EFFORT SOUTENU ET CONCERTÉ POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES FEMMES

ST. ANDREWS-BY-THE-SEA (Nouveau-Brunswick) — 8 juin 1993 — Les ministres responsables de la condition féminine des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, réunis pour leur conférence annuelle, font appel aux Canadiennes et Canadiens — y compris les gouvernements, les institutions, les organisations et les particuliers — pour qu'ils soutiennent un effort concerté afin de promouvoir l'égalité des femmes en cette période de difficultés économiques.

À la fin de la rencontre, coprésidée par Mary Collins, ministre fédérale responsable de la Condition féminine, et par Allan E. Maher, ministre des Finances du Nouveau-Brunswick, les ministres ont publié une déclaration par laquelle ils s'engagent à ce que les femmes puissent atteindre l'égalité sur les plans économique, social, politique et juridique. En reconnaissant le chemin déjà parcouru, les ministres disent que ces gains sont précaires, particulièrement dans la conjoncture économique actuelle. Les ministres déclarent, «nous devons protéger les acquis et continuer à travailler vers le but ultime de l'égalité complète, compte tenu des priorités et ressources de nos domaines de compétences respectifs». Ils insistent sur la nécessité de toujours maintenir de solides structures gouvernementales pour l'avancement des femmes.

12^e conférence fédérale/provinciale/territoriale annuelle des ministres responsables de la condition féminine, St. Andrews-By-The-Sea (Nouveau-Brunswick), du 6 au 8 juin 1993

Twelfth Annual Conference of Federal/Provincial/Territorial Ministers Responsible for the Status of Women, St. Andrews by the Sea, New Brunswick, June 6-8, 1993

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS AYANT DES RESPONSABILITÉS FAMILIALES

Les ministres ont rendu public un document intitulé, *Les femmes et les hommes au travail : Exposé sur les formes d'aide offertes aux travailleuses et travailleurs ayant des responsabilités familiales*, préparé en collaboration avec les fonctionnaires des ministères du Travail du fédéral, des provinces et territoires.

Le document recense diverses formes d'aide aux familles, lesquelles sont actuellement à l'essai dans des milieux de travail et il offre une évaluation concise des avantages et des inconvénients de ces mesures pour les employeurs et les employé(e)s. Le document s'intéresse à cinq grands types de mesures : horaires souples; soins des personnes à charge; congés pour motifs familiaux; soutiens législatifs et programmes de santé et de mieux-être.

«Ce document présente des options et des possibilités pour harmoniser les responsabilités professionnelles et familiales et il pourra encourager un plus grand nombre d'organismes à mettre en œuvre des programmes favorables à la famille», a déclaré la ministre Collins. «De tels programmes sont un gage de succès en affaires.»

Les ministres ont souligné que les milieux de travail conçus pour répondre aux divers besoins des travailleurs ayant des responsabilités familiales contribuent à faire avancer la cause de l'égalité des femmes sur le plan économique. Ils ont convenu d'inclure le point de vue des femmes qui n'ont peut-être pas eu voix au chapitre.

ÉDUCATION ET FORMATION

Les ministres ont discuté d'un document intitulé, *Socialisation des sexes : nouvelles méthodes, nouveau monde*, préparé par M^{me} Rebecca Coulter (Ph.D.), pour le Groupe de travail sur l'égalité des sexes en éducation et en formation ou recyclage, groupe comprenant des fonctionnaires de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, du Manitoba, de la Colombie-Britannique et du Canada. Ce document examine la façon dont les garçons et les

filles sont éduquées et propose un certain nombre de stratégies visant à éliminer les préjugés basés sur le sexe dans les situations d'apprentissage officielles et non officielles.

«La socialisation basée sur le sexe est le processus par lequel nous apprenons à nous comporter et à agir en tant que femme ou homme dans la société», a précisé le ministre Maher. «Bien qu'il y ait de nombreux agents de socialisation, les plus importants sont habituellement les membres de la famille, les professionnels des soins à l'enfance, les éducateurs, les pairs et les médias.»

Des méthodes de socialisation positives permettront aux jeunes filles et aux femmes d'avoir une meilleure estime de soi et une plus grande confiance en soi. Les changements apportés au mode de socialisation des jeunes filles et garçons sont essentiels pour en arriver à l'égalité des femmes.

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

La violence faite aux femmes demeure une priorité pour les ministres responsables de la condition féminine. Les ministres reconnaissent que la violence faite aux femmes est à la fois un résultat de l'inégalité des femmes et un empêchement majeur à l'amélioration de la condition féminine au Canada et partout dans le monde.

Les Nations Unies étudieront, dans le cadre de leur Assemblée générale à l'automne 1993, l'ébauche de la Déclaration sur l'élimination de la violence faite aux femmes, présentée par le Canada. Les ministres enverront une lettre au Secrétaire général des Nations Unies afin d'appuyer fermement la déclaration.

«La gravité du problème est clairement reconnue sur la scène internationale, et l'on constate un vif désir d'agir en vue d'éliminer la violence faite aux femmes», déclarent les ministres responsables de la condition féminine dans leur lettre au Secrétaire général des Nations Unies. «Nous sommes convaincus que le projet de déclaration appuiera nos efforts au Canada et leur donnera un nouvel élan.»

ÉGALITÉ DES SEXES DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE

Les ministres ont réaffirmé leur engagement face à une égalité des sexes dans un système judiciaire non discriminatoire, ceci, en travaillant en collaboration avec les ministres de la Justice et les procureurs généraux de tout le Canada. Les ministres responsables de la condition féminine ont félicité leurs homologues de la Justice pour l'adoption, en principe, à leur réunion annuelle du 28 mai, d'une série de «Propositions de mesures à prendre par les procureurs généraux pour promouvoir l'égalité des sexes dans le système de justice au Canada».

Les ministres responsables de la condition féminine ont demandé au ministre fédéral de la Justice et à ses homologues des provinces et des territoires de présenter un rapport d'étape annuel sur la mise en œuvre de ces propositions.

La réunion de St. Andrews-By-The-Sea était la 12^e réunion annuelle consécutive des ministres responsables de la condition féminine des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. La prochaine réunion doit avoir lieu à Regina, en Saskatchewan, en juin 1994.

— 30 —

Pour obtenir des renseignements, des documents de fond ou des exemplaires des publications citées dans le présent communiqué, s'adresser à :

Janet Burn, Communications
Condition féminine Canada
(613) 995-7835

Claire Pitre, Analyste des politiques
Direction de la Condition
féminine (Nouveau-Brunswick)
(506) 453-2143

Cathy McRae, Communications
Condition féminine Canada
(613) 995-3788

**DÉCLARATION DE L'ENGAGEMENT DES
MINISTRES FÉDÉRAUX, PROVINCIAUX ET
TERRITORIAUX RESPONSABLES DE LA CONDITION
FÉMININE À L'ÉGARD DE
L'ÉGALITÉ DES FEMMES**

Nous, à titre de ministres responsables de la condition féminine au Canada, nous engageons à développer un pays où les femmes jouissent d'une égalité complète sur les plans économique, social, politique et juridique. Nous reconnaissons que de grands progrès ont été réalisés, mais que ces gains peuvent être compromis en période de restrictions budgétaires. Nous devons protéger les acquis et continuer à travailler vers le but ultime de l'égalité complète, compte tenu des priorités et ressources de nos domaines de compétences respectifs. Nous croyons qu'il faut maintenir de solides structures gouvernementales et consolider les programmes pour la promotion de la condition féminine.

Nous croyons aussi que le processus de prise de décisions du gouvernement doit incorporer le point de vue des femmes, particulièrement de celles qui n'ont peut-être pas eu voix au chapitre, dans l'élaboration de toutes les politiques, lois et programmes.

St. Andrews-By-The-Sea
(Nouveau-Brunswick)
Du 6 au 8 juin 1993

L'HARMONISATION DES RESPONSABILITÉS PROFESSIONNELLES ET FAMILIALES

Points saillants de Les femmes et les hommes au travail : Exposé sur les formes d'aide offertes aux travailleuses et aux travailleurs ayant des responsabilités familiales, un document publié par les ministres fédérale, provinciaux et territoriaux responsables de la condition féminine, à leur 12^e conférence annuelle, du 6 au 8 juin 1993, à St. Andrews by the Sea (Nouveau-Brunswick). Le document examine les formes d'aide offertes aux familles dans le milieu de travail et en décrit les répercussions sur les employeurs et les employé(e)s.

« La mise en œuvre de formes d'aide à l'intention des travailleuses et travailleurs ayant des responsabilités familiales constitue l'une des étapes nécessaires pour réaliser l'égalité économique des femmes. »

Qu'est-ce qu'un milieu de travail qui tient compte des responsabilités familiales?

« un milieu qui tient compte des rôles différents et souvent incompatibles que l'employé doit assumer, et qui se matérialise par une aide pratique. »

Formules de travail variables

Horaires de travail variables : horaire souple, horaire étalé, heures de repas réduites ou prolongées, semaine de travail comprimée, partage de postes et travail à temps partiel.

Avantages : meilleures gestion du temps et productivité pour les travailleuses et travailleurs; réduction de l'absentéisme et du changement du personnel; et heures d'ouverture prolongées/flexibles pour les employeurs.

Préoccupations : heures de travail réduites qui souvent entraînent une rémunération relativement moindre; sécurité d'emploi et avantages sociaux réduits; et possibilités de formation, de perfectionnement et de promotion limitées.

Télétravail (également appelé travail à domicile) permet à l'employé(e) de travailler à l'extérieur du lieu normal de travail pour toute la durée ou une partie de la semaine de travail.

Autres formules de travail variables : réintégration progressive après un congé de maternité, départ progressif à la retraite, congé estival volontaire sans solde.

Soin des personnes à charge

Programmes de garde des enfants sur place ou proches du lieu de travail : il existe toute une gamme de ces programmes, depuis les programmes parfaitement intégrés à l'entreprise jusqu'aux programmes sans but lucratif, avec la participation limitée de l'entreprise. Le **soin des personnes âgées** est un élément du soin des personnes à charge qui prend de l'ampleur.

Congés pour motifs familiaux

Genres de congé : congé de maternité, congé de paternité, congé parental/pour le soin des enfants, congé d'adoption, congé pour responsabilités familiales, congé pour motifs d'urgence, congé pour décès, congé prolongé et congé pour études. Les banques de congés pour motif d'urgence permettent aux employé(e)s de garder en réserve une partie des congés auxquels ils ont droit.

Santé et bien-être familial et personnel

Font partie intégrante du milieu de travail qui tient compte des responsabilités familiales : programmes de gestion du stress, programmes d'aide aux employé(e)s, installations de conditionnement physique, etc.

**Pour obtenir des renseignements : Condition féminine Canada, Ottawa,
tél. : (613) 995-7835**

DOCUMENT: 830-482/010

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF
MINISTERS RESPONSIBLE FOR INTERNAL TRADE**

Communiqué

**VANCOUVER, British Columbia
June 8, 1993**

STATEMENT COMMITTEE OF MINISTERS ON INTERNAL TRADE

VANCOUVER, BRITISH COLUMBIA, JUNE 8, 1993 — The Committee of Ministers on Internal Trade adopted an aggressive work program today to guide intergovernmental negotiations toward a successful conclusion of a Comprehensive Agreement on Internal Trade by June 30, 1994.

Ministers agreed to appoint an independent Chair for the negotiations. The Chair will be responsible for planning and managing the negotiating process, chairing the meetings of Chief Negotiators and reporting to the Committee of Ministers on progress towards a final agreement. The Chair will be appointed by June 30, 1993.

These announcements were made today by the Honourable Eric Stefanson, Manitoba Minister of Industry, Trade and Tourism and the Honourable Michael Wilson, Minister of Industry, Science and Technology Canada, co-chairs of the Committee of Ministers on Internal Trade (CMIT) following a meeting of this Committee which began last evening.

First Ministers recognized that creating a more efficient internal market is critical to Canada's economic well-being and established the Committee of Ministers on Internal Trade in November 1987.

Internal trade barriers lead to inefficient use of resources, limit the ability of industry to take advantage of economies of scale and consequently result in increased costs that are passed on to consumers and taxpayers. In some instances, foreign competitors have greater access to Canadian markets than do companies from other provinces within Canada.

"The world is becoming increasingly competitive. Businesses are rationalizing their operations worldwide and Canada is having to compete with an increasing number of countries for any investment dollars that are available," said Minister Wilson. "Internal trade barriers act as disincentives to trade and investment and lead to missed opportunities and lost jobs for Canadians. To attract these investment dollars, we need to ensure that we have an efficient and competitive domestic market."

Groups reflecting a cross section of the private sector have come forward urging governments to accelerate actions to eliminate internal trade barriers as a means of improving both domestic and international competitiveness. Ministers invited groups and individuals who wish to express views to do so either directly to individual governments or to provide submissions to the Co-Chairs of the Committee of Ministers through the Internal Trade Secretariat.

The work program approved by Ministers to be carried out by the Chief Negotiators and their negotiating teams consists of a number of phases. A list of sectors and issues to be included in the negotiations was also approved (Annex A). As part of this effort, work will continue in other sector specific intergovernmental fora that are currently underway (Annex B).

During the first phase, over the course of the summer, Chief Negotiators will be acquiring a sound understanding of the issues at play, both in their own and in other jurisdictions and developing an overall framework and set of rules for the agreement.

In the second phase, expected to begin in the fall, negotiators will begin to develop a rolling draft of the agreement, elaborating the agreed upon rules and the progress made in the complementary sector negotiations. The second phase will end with a Mid-Term Review by Ministers (currently scheduled for December of this year) to assess progress against the timetables set out today. A draft text of the agreement with clear identification of any outstanding issues is expected to be given to Ministers by Chief Negotiators at that time.

The third phase, beginning in January 1994, will take negotiations through to the June 30, 1994 deadline for a final agreement. Chief Negotiators and their negotiating teams will resolve any remaining issues and ensure the timely completion of all sectoral negotiations during this last period.

"We are very encouraged by the progress made in the two months since Chief Negotiators have been nominated," said Minister Stefanson. "The resolution of this issue is crucial for Canadians and it is essential that all governments continue to work together to ensure that the deadlines set out are met. The work program agreed to today is a thorough one which I am confident will lead to the successful conclusion of an agreement."

Ministers reaffirmed the commitments made previously respecting a moratorium on the introduction of any further trade barriers during the negotiations. Ministers agreed that, while negotiations are under way, outstanding issues related to the beer and goods procurement agreements will be resolved through these Agreements or bilaterally. Also, in the interim, construction procurement and construction labour mobility issues, which are of particular interest to several provinces, will be the subject of bilateral discussions between the provinces directly concerned.

- 3 -

Chief Negotiators and the sector negotiating teams will continue to meet as often as is necessary to ensure the work program is followed and progress is made on all identified issue and sector areas.

Attachments to this release:

List of Sectors & Issues

List of Other Intergovernmental Fora Involved in Sectoral Internal Trade Issues

List of Chief Negotiators

- 30 -

For further information please contact:

Renee Harden, Internal Trade Secretariat, (613) 943-2512

or

Neill Allison, Manitoba Department of Industry, Trade and Tourism, (204) 945-2018

PRELIMINARY SECTORS AND ISSUES FOR NEGOTIATIONS

1. Procurement
2. Agricultural and Food Products
3. Alcoholic Beverages
4. Environmental Protection
5. Consumer Related Measures and Standards
6. Labour Mobility
7. Investment
8. Communications
9. Transportation
10. Processing of Natural Resources
11. Energy

**OTHER INTERGOVERNMENTAL FORA
INVOLVED IN SECTORAL INTERNAL TRADE ISSUES**

1. Federal, Provincial and Territorial Ministers of Agriculture
2. Canadian Council of Ministers of the Environment
3. Federal, Provincial and Territorial Ministers of Consumer and Corporate Affairs
4. Forum of Labour Market Ministers
5. Council of Ministers Responsible for Transportation and Highway Safety
6. Federal and Provincial Ministers Responsible for Financial Institutions

***CHIEF NEGOTIATORS AND ALTERNATES**

<u>NAME</u>	<u>JURISDICTION</u>
Andrei Sulzenko Vinita Watson (A)	Canada
Jim Horsman Ron Thumlert (A)	Alberta
Lorne Seitz (Alternate, no chief negotiator in place)	British Columbia
Paul Goyan Alan Barber (A) Neill Allison (A)	Manitoba
Daniel (Dan) Fallon Terry Courish (A)	Newfoundland
Stephen Wheatley Leonard (Len) Weeks (A)	New Brunswick
Greg Bent Alastair Saunders (A)	Nova Scotia
Roland Bailey Gary Singer (A)	Northwest Territories
Peter Sadlier-Brown Katherine McGuire	Ontario
Charles Campbell Sandy Stewart (A)	Prince Edward Island
Daniel Beaudet	Quebec
Robert Perrin Cam Pelzer (A)	Saskatchewan

* Yukon has not appointed a chief negotiator.

DOCUMENT: 830-482/010

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES
MINISTRES RESPONSABLES DU COMMERCE INTÉRIEUR**

Communiqué

**VANCOUVER (Colombie-Britannique)
Le 8 juin 1993**

DÉCLARATION DU COMITÉ DES MINISTRES DU COMMERCE INTÉRIEUR

VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE), LE 8 JUIN 1993 -- Le Comité des ministres du commerce intérieur s'est fixé aujourd'hui un plan de travail dynamique afin de mener à bon terme les négociations intergouvernementales concernant le commerce intérieur et de conclure une entente globale dans ce domaine d'ici le 30 juin 1994.

Les ministres ont convenu de désigner un président des négociations indépendant, qui aura pour tâche de planifier et de guider le processus de négociation, de diriger les réunions des négociateurs principaux et de faire rapport au Comité des ministres sur l'avancement du dossier. Le président des négociations sera nommé d'ici le 30 juin 1993.

C'est ce qu'ont annoncé aujourd'hui l'honorable Eric Stefanson, ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Manitoba, et l'honorable Michael Wilson, ministre fédéral de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, coprésidents du Comité des ministres du commerce intérieur (CMCI), à l'issue d'une rencontre du Comité qui a débuté hier en soirée.

Les premiers ministres, reconnaissant qu'un marché intérieur plus efficace est indispensable au bien-être économique des Canadiens, ont mis sur pied le Comité des ministres du commerce intérieur en novembre 1987.

Les obstacles au commerce intérieur entraînent une mauvaise utilisation des ressources, empêchent l'industrie de pleinement tirer parti d'économies d'échelle et se traduisent finalement par des coûts supplémentaires pour les consommateurs et les contribuables. Dans bon nombre de cas, nos concurrents étrangers jouissent d'un meilleur accès au marché canadien que les entreprises canadiennes désireuses de pénétrer le marché d'une autre province.

"La concurrence mondiale se fait de plus en plus intense. Les entreprises cherchent à rationaliser leurs activités à l'échelle internationale et le Canada se doit de concurrencer un nombre croissant de pays pour attirer les capitaux des investisseurs, a souligné le ministre Wilson. Les obstacles au commerce intérieur découragent les échanges commerciaux et l'investissement et se soldent au Canada par des opportunités d'affaires ratées et la perte d'emplois. Pour attirer l'investissement, il nous faut rendre notre marché intérieur efficace et compétitif."

Des groupes représentant une partie du secteur privé ont exhorté les gouvernements à intensifier les mesures prises pour lever les obstacles au commerce intérieur afin d'améliorer ainsi notre compétitivité tant sur le marché intérieur que sur le marché international. Les ministres ont invité les groupes et les particuliers qui souhaitent exprimer leur point de vue sur la question à communiquer directement avec leurs représentants gouvernementaux ou à faire tenir leurs observations aux coprésidents du Comité des ministres par l'intermédiaire du Secrétariat du commerce intérieur.

Le plan de travail que les ministres ont adopté aujourd'hui et confié aux négociateurs principaux ainsi qu'à leurs équipes de négociation comporte plusieurs étapes. Les ministres ont également approuvé une liste des secteurs et des points sur lesquels porteront les négociations (annexe A). Dans le cadre du processus de négociation, l'on poursuivra les travaux déjà engagés dans d'autres forums intergouvernementaux visant certains secteurs en particulier (annexe B).

Dans un premier temps, c'est-à-dire au cours de l'été, il s'agira pour les négociateurs de cerner parfaitement les questions qui se posent, chez eux comme dans les autres juridictions, et de définir le cadre général de l'entente et un ensemble de règles sur le commerce intérieur.

À l'étape suivante, qui devrait débiter cet automne, les négociateurs commenceront à élaborer un avant-projet de l'entente qui précisera les règles fondamentales convenues et fera état des progrès réalisés dans les négociations sectorielles complémentaires. Cette deuxième étape s'achèvera par un examen d'étape par les ministres (actuellement prévu pour le mois de décembre 1993) qui examineront l'avancement des travaux par rapport à l'échéancier fixé aujourd'hui. À ce moment-là, l'on s'attend à ce que les négociateurs principaux soumettent aux ministres une version provisoire de l'entente indiquant clairement les points qui sont encore en litige.

La troisième étape, qui débutera en janvier 1994, consistera à poursuivre les négociations jusqu'à l'échéance fixée pour la conclusion d'une entente finale, soit le 30 juin 1994. Pendant cette période, les négociateurs principaux et leurs équipes veilleront à résoudre toute question qui n'aurait pas encore été réglée et mèneront à bien toutes les négociations sectorielles.

"Les progrès réalisés depuis la nomination des négociateurs principaux il y a deux mois sont très encourageants, a affirmé le ministre Stefanson. Il est impérieux de régler ce dossier dans l'intérêt des Canadiens et de faire en sorte que les gouvernements continuent de travailler ensemble pour respecter les échéances fixées. Nous avons arrêté aujourd'hui un plan de travail exhaustif qui, j'en suis certain, débouchera sur la conclusion d'une entente satisfaisante."

Les ministres ont réitéré leur engagement antérieur concernant un moratoire sur la création de nouveaux obstacles au commerce durant le processus de négociation. Les ministres ont convenu que, pendant la poursuite des négociations, les problèmes qui se posent toujours dans les dossiers de la bière et des marchés publics seront réglés dans le cadre des ententes conclues dans ces domaines ou de façon bilatérale. En outre, dans l'intervalle, les questions relatives aux marchés publics et à la mobilité des travailleurs dans le secteur de la construction, questions qui revêtent un intérêt particulier pour plusieurs des provinces, feront l'objet d'entretiens bilatéraux entre les provinces directement concernées.

Les négociateurs principaux et les équipes de négociation sectorielles continueront à se rencontrer aussi souvent que nécessaire pour garantir que le plan de travail soit suivi et faire avancer tous les aspects du dossier.

Pièces jointes au présent communiqué :

Liste des secteurs et des questions à l'étude
Liste d'autres forums intergouvernementaux participant
aux négociations sectorielles sur le commerce intérieur
Liste des négociateurs principaux et de leurs
suppléants

Renseignements :

Renee Harden, Secrétariat du commerce intérieur, (613) 943-2512
ou
Neill Allison, Ministère de l'Industrie, du Commerce et du
Tourisme du Manitoba, (204) 945-2018

SECTEURS ET POINTS PROPOSÉS À NÉGOCIER

1. Acquisitions
2. Produits agricoles et alimentaires
3. Boissons alcoolisées
4. Protection de l'environnement
5. Mesures et normes visant à protéger les consommateurs
6. Mobilité des travailleurs
7. Investissement
8. Communications
9. Transports
10. Transformation des richesses naturelles
11. Énergie

**AUTRES ENCEINTES INTERGOUVERNEMENTALES
PARTICIPANT AUX NÉGOCIATIONS SECTORIELLES
SUR LE COMMERCE INTÉRIEUR**

1. **Ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'agriculture**
2. **Conseil canadien des ministres de l'environnement**
3. **Ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de la consommation et des affaires commerciales**
4. **Forum des ministres du travail**
5. **Conseil des ministres responsables des transports et de la sécurité routière**
6. **Ministres fédéral et provinciaux responsables des institutions financières**

*NÉGOCIATEURS PRINCIPAUX ET LEURS SUPPLÉANTS (S)

<u>NOM</u>	<u>INSTANCE</u>
Andrei Sulzenko Vinita Watson (S)	Canada
Jim Horsman Ron Thumlert (S)	Alberta
Lorne Seitz (Suppléant, aucun négociateur principal en place)	Colombie-Britannique
Paul Goyan Alan Barber (S) Neill Allison (S)	Manitoba
Daniel (Dan) Fallon Terry Courish (S)	Terre-Neuve
Stephen Wheatley Leonard (Len) Weeks (S)	Nouveau-Brunswick
Greg Bent Alastair Saunders (S)	Nouvelle-Écosse
Roland Bailey Gary Singer (S)	Territoires du Nord-Ouest
Peter Sadlier-Brown Katherine McGuire	Ontario
Charles Campbell Sandy Stewart (S)	Île-du-Prince- Édouard
Daniel Beaudet	Québec
Robert Perrin Cam Pelzer (S)	Saskatchewan

* Le Yukon n'a pas encore désigné un négociateur principal.

**1993 FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

Notes for an Address by Honourable Charles Mayer

Federal

CHARLOTTETOWN, Prince Edward Island
July 6-7, 1993



NOTES FOR AN ADDRESS BY CHARLES MAYER, P.C., M.P.,
MINISTER OF AGRICULTURE and AGRI-FOOD,
TO A MEETING OF FEDERAL AND PROVINCIAL AGRICULTURE MINISTERS,
CHARLOTTETOWN,
PRINCE EDWARD ISLAND,

JULY 6, 1993

Check against delivery

Welcome.

This is my first chance as Minister of Agriculture, and now Minister of Agriculture and Agri-food, to meet you all together. I am looking forward to the next two days of discussions.

It is a good opportunity to welcome three other new people to the table, Wayne Gaudet of Nova Scotia, Walter Paszkowski of Alberta and our co-chair Walter Bradley of Prince Edward Island.

It is particularly fitting to be here in Charlottetown, the cradle of Confederation, after just celebrating Canada Day. It was agriculture that made this country, pulled together by pioneers who broke the land, and it continues to play a major role in the social and economic well-being of Canada.

This morning, it is appropriate to take a few minutes to talk about the importance of this meeting and the work we can accomplish over the next 30 hours or so.

This is a unique meeting, with much of its focus on the long-term. But it is also the continuation of a process, the twelfth meeting between federal and provincial ministers since the National Agri-food Policy Review was launched in 1989.

Over the last four years, we have worked with industry to develop a comprehensive plan to help take the sector into the next century. It has not been haphazard. It has been a comprehensive process developed through comprehensive consultations.

In 1989, my predecessor, Don Mazankowski, launched the National Agri-food Policy Review to bring governments and industry together to develop a long-term plan to keep Canada's agricultural industry competitive. The vision articulated in that review remains our road map. Its four main pillars:

- (1) self-reliance
- (2) market responsiveness
- (3) environmental sustainability
- (4) regional sensitivity

These pillars continue to be our guideposts.

Let's be clear that this is not simply a federal agenda. It is a direction endorsed by provincial governments and industry groups right across the sector. That's the way it should be.

This review has helped Agriculture Canada work with those in the agri-food industry to adapt to a changing marketplace. It has produced results. For example, we have developed new safety net programs and refined existing ones to bring a greater degree of predictability to risk management in farming. We know they are not perfect but we need more than criticism. We need suggestions to make them better.

We now have more comprehensive accords to cover not only soil and water conservation issues, but also broader agricultural and environmental issues. We have signed Green Plan agreements with Nova Scotia, New Brunswick, P.E.I, Quebec, Ontario, Manitoba, Alberta, B.C. and the Yukon.

We have the Agri-food Competitiveness Council, which has brought industry and governments closer together in developing a business environment that will assist the Canadian agri-food industry to be more competitive.

Agriculture Canada has also conducted an extensive review of its regulations to ensure they help, not hinder, our competitive position. A total of 58 sets of regulations were examined in the department's Grains and Oilseeds Branch and its Food Production and Inspection Branch.

Over the next two days we are going to hear two words a lot -- "reform" and "competitiveness". The words go hand in hand.

Our industry has reached the point where maintaining the status quo will not maintain the sector. No where is this more true than in market development and trade. The value of our agri-food exports is equal to 50 cents of every dollar made by our farmers. We are traders. That's the bottom line.

In this increasingly competitive global marketplace, Canada has slipped down to 11th among industrialized nations in terms of competitiveness. We are not cashing in on the growth.

We are also not capturing the greatest area of growth in exports which is value-added production. Value-added makes up 33% of Canada's agri-food exports. Compare that figure to 49% for the United States, 69% for the Netherlands and 85% for Denmark.

Another result of the overall review begun in 1989 is the Trade Opportunities Strategy that we announced in November. This strategy will not only help the Canadian agri-food industry maintain its markets in an increasingly competitive global marketplace, but also seize new market opportunities.

The industry-led TOS Committee, headed by Ted Bilyea, will help us develop policy that will move us in the right direction in this area. They will provide advice on how to fully implement the trade strategy, particularly in export improvement on the value-added side.

As part of the trade strategy, we are going to establish several positions abroad at our embassies to serve as promoters of our agri-food products and to help link up sellers with buyers.

Look back through these and other initiatives that we have taken and you will see progressive policy development, a thread running right through every policy decision, including the latest decisions regarding barley and the Western Grain Transportation Act (WGTA).

The barley and WGTA decisions are consistent with the pillars of self-reliance and market responsiveness. They give producers an opportunity to earn more income, and reduce inefficiencies in the system and the number of regulations. Both decisions were also the product of extensive consultations with industry.

Simply put, these two decisions are fully consistent with direction of the policy review.

This is not a time to be focusing on differences between ourselves. Our common opponent is out there in the marketplace, where competitors are trying to take our market share and trying to close our doors by questionable means.

The world is changing around us and we are having to respond to that change. Federally, our most recent response has been to expand the focus of Agriculture Canada.

Our new federal Department of Agriculture and Agri-food is a product of the policy review's vision, a recognition of the need for greater cooperation among all partners in the agri-food industry.

Many of your provincial departments already reflect this broad partnership. The new federal mandate should help us work more effectively together on behalf of the entire industry.

Rural Canada has always had a strong voice around the federal cabinet table. The Prime Minister has reaffirmed how important this role is by asking me to serve as Minister for Small Communities and Rural Areas.

This is a broad responsibility, cutting across many departments, such as the new Human Resource department, Indian and Northern Affairs, Fisheries, the Department of Western Economic Diversification, the Atlantic Canada Opportunities Agency and the new department of Natural Resources.

My new responsibility does not involve additional funding to Agriculture Canada because this is not an issue that affects agricultural communities alone. In fact, many programs in this area already exist, such as the Community Futures Program, the PFRA (Prairie Farm Rehabilitation Administration) community water development and community pasture programs and the expanded mandate of the Farm Credit Corporation.

I recognize that there may be some concern that the federal government is intruding on your provincial jurisdiction. This is not the case. My role is one primarily of advocacy to ensure that rural concerns are raised and respected in the development of federal policy. In some ways, it is a watchdog role. My job is to see that any program or policy that could have an impact on small communities or rural areas is raised and addressed in that light.

Again, we are taking a page from the policy review. As part of that process, we identified environmental sustainability as one of the benchmarks against which all federal policies and programs affecting the agri-food industry would be measured. In the same way that we have looked at our policies and programs through the lens of environmental sustainability, the interests of small communities and rural areas are now also a benchmark.

These new responsibilities will open up discussion on how our two levels of government might work even more effectively in ensuring that rural concerns are addressed in policy development.

This expanded mandate acknowledges the dynamic relationship between agriculture and rural communities. It allows us to take a broader perspective on challenges and present more innovative approaches.

I will be consulting with my cabinet colleagues in developing a coordinated, collaborative and cooperative approach that addresses rural issues from an overall perspective.

We have an opportunity today and tomorrow to continue to move ahead on our framework to assist our farmers to compete head-on with the best in the world:

- (1) by moving closer to a whole-farm safety net that does the job of protecting farmers against risk without distorting market signals -- and addressing outstanding issues in our current safety nets, such as cattle and horticulture participation;
- (2) by continuing to tear down inter-provincial trade barriers;
- (3) by moving ahead with aggressive market development initiatives;
- (4) by working with industry to improve human resources training initiatives
- (5) by doing more to ensure that our producers are doing their business in a safe work environment. It's ironic that we produce the safest food in the world while our producers work in one of the most dangerous workplaces.

For incentive in our work, we need look no further than the Special Measures Committee on Hogs and Pork and the National Horticulture Committee, two industry/government groups who will be reporting to us today. They are proof that a plan for the future can bridge individual differences.

It is a matter of attitude. We are building from a position of strength in this industry. But are we looking at it that way?

A lot of people in this country know about agriculture only through the media. That means a lot of people in this country think agriculture is on its last legs, including people within the industry.

The Canadian communications philosopher Marshall McLuhan once said, "Since the press lives on advertising, and all advertising is good news, it takes a lot of bad news to sell all this good news."

Well, agriculture has been used to sell a lot of ads.

But the reality is we have the safest food in the world, some of the cleanest land and some of the best products. We have some of the finest food processing plants in the world, everything from two potato processing plants here in P.E.I to beef processing plants in Alberta.

In the last 30 years, our agricultural production grew faster than the U.S., 2.14% annually compared to 1.98%. Compared to 1991, our agri-food exports were up nearly 20% in 1992 to a record \$13.3 billion.

The Canadian agri-food industry is an important part of the Canadian economy. This is a sector that generates sales of over \$50 billion a year and employs one in seven Canadians. It accounts for nearly 5% of our Gross Domestic Product. This industry is based on a solid past. Productivity continues to improve. The future is strong if we work together.

This is why we have dedicated so much time and energy to developing a comprehensive plan for the sector.

Je vous souhaite la bienvenue.

C'est la première occasion que j'ai, en tant que ministre de l'Agriculture, et maintenant comme ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, de vous rencontrer tous ensemble. Je me réjouis à l'avance des deux prochains jours de discussion.

Cette réunion me donne aussi l'occasion de souhaiter la bienvenue à trois autres personnes qui sont pour la première fois à cette table, Wayne Gaudet, de la Nouvelle-Écosse, Walter Paszkowski de l'Alberta et notre co-président, Walter Bradley, de l'Ile-du-Prince-Édouard.

Je trouve qu'il est particulièrement approprié de nous trouver ici, à Charlottetown, le berceau de la Conférence, juste après avoir célébré la Fête du Canada. C'est l'agriculture qui a forgé ce pays, grâce aux pionniers qui ont défriché ses terres, et elle continue de jouer un rôle important dans le bien-être socio-économique des Canadiens.

Ce matin, il convient de prendre quelques minutes pour parler de l'importance de cette réunion et du travail que nous pouvons accomplir au cours des 30 heures que nous avons devant nous.

Cette rencontre est unique et une grande partie de ses répercussions se feront sentir à long terme. Mais c'est aussi la poursuite d'un processus amorcé lors de l'Examen national de la politique agro-alimentaire, en 1989, et c'est la douzième réunion des ministres fédéral et provinciaux.

Depuis les quatre dernières années, nous avons travaillé avec le secteur à l'élaboration d'un plan exhaustif qui lui permettrait de franchir le cap du prochain siècle. Ce n'est pas une chose que nous avons faite au petit bonheur. Il s'agit d'un processus complet élaboré à la suite de consultations exhaustives.

En 1989, mon prédécesseur, Don Mazankowski, a lancé l'Examen national de la politique agro-alimentaire afin que les gouvernements et le secteur élaborent ensemble un plan à long terme pour permettre au secteur agricole canadien de demeurer concurrentiel. La nouvelle perspective qui ressort de cet examen continue de nous guider. Elle repose sur quatre piliers :

- (1) autonomie
- (2) sensibilité aux marchés
- (3) protection de l'environnement
- (4) sensibilité à la diversité régionale.

Établissons d'abord clairement qu'il ne s'agit pas simplement d'un programme fédéral mais bien d'une orientation à laquelle souscrivent les gouvernements provinciaux et les groupes sectoriels. Et c'est ainsi que ce devrait être.

L'examen a aidé Agriculture Canada à travailler avec la secteur agro-alimentaire pour qu'il s'adapte à l'évolution du marché. Cela a produit des résultats. Nous avons notamment conçu de nouveaux programmes de protection du revenu et perfectionné ceux qui étaient en place pour être en mesure de faire des prévisions plus justes en matière de gestion des risques en agriculture. Nous savons que nos programmes ne sont pas parfaits mais il ne faut pas se contenter de les critiquer, nous avons besoin du gestions pour les améliorer.

Nous disposons maintenant d'accords plus complets qui ne portent pas uniquement sur les questions de conservation des sols et de l'eau, mais aussi sur des questions agricoles et environnementales plus larges. Dans le cadre du Plan vert, nous avons signé des ententes avec la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Î-P-É, le Québec, l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et la C.B. et le Yukon.

Nous avons le Conseil de la compétitivité dans l'agro-alimentaire qui a permis un rapprochement du secteur et des gouvernements en vue de la mise en place d'un contexte commercial qui aidera le secteur agro-alimentaire canadien à être plus concurrentiel.

Agriculture Canada a également procédé à un examen approfondi de ses règlements pour s'assurer qu'ils favorisent notre position concurrentielle et n'y nuisent pas. Les directions générales des Céréales et des Oléagineux et de la Production et de l'Inspection des aliments du Ministère ont examiné 58 séries de règlements.

Au cours des deux prochains jours, deux mots reviendront souvent : << réforme >> et << compétitivité >>. Ces deux mots sont étroitement liés.

Notre secteur en est au point où le maintien du statu quo n'assurera pas sa survie. Et c'est particulièrement évident dans les domaines du développement des marchés et du commerce. La valeur de nos exportations agro-alimentaires représente 50 cents pour chaque dollar gagné par nos agriculteurs. Nous sommes des commerçants.

Au sein du marché mondial de plus en plus concurrentiel, le Canada est descendu au 11 rang des pays industrialisés au chapitre de la compétitivité. Nous ne tirons pas profit de la croissance.

Nous ne profitons pas non plus du secteur de croissance le plus important des exportations, à savoir la production à valeur ajoutée. La valeur ajoutée représente 33 % des exportations agro-alimentaires canadiennes. Comparez ce chiffre à celui de 49 % réalisé par les États-Unis, 69 % par les Pays-Bas et 85 % par le Danemark.

L'examen global entrepris en 1989 a donné lieu à un autre résultat : la stratégie de conquête des marchés annoncée en novembre. Cette stratégie permettra non seulement au secteur agro-alimentaire canadien de conserver ses marchés dans un contexte commercial global de plus en plus concurrentiel mais aussi de saisir de nouveaux débouchés commerciaux.

Le Comité de la SCM, sous la direction de Ted Bilyea, nous aidera à élaborer une politique qui nous entraînera dans la bonne voie à cet égard. Le Comité fournira des conseils sur la façon d'assurer la mise en oeuvre complète de la stratégie, particulièrement au chapitre de l'amélioration des exportations de façon à leur conférer une valeur accrue.

Dans le cadre de la stratégie, nous allons créer, dans nos ambassades à l'étranger, plusieurs postes dont les titulaires feront la promotion de nos produits agro-alimentaires et favoriseront les contacts entre vendeurs et acheteurs.

Considérez ces initiatives et d'autres que nous avons prises et vous constaterez que nos politiques sont progressives, vous verrez le fil conducteur de chacune de nos décisions en matière de politique, y compris la dernière que nous avons prise au sujet de l'orge et de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO).

Les décisions au sujet de l'orge et de la LTGO sont conformes aux piliers de la réforme que sont l'autonomie et la sensibilité aux marchés. Elles offrent aux producteurs la possibilité de gagner un revenu plus important tout en diminuant les inefficacités du système et le nombre de règlements. De plus, les deux décisions sont le fruit de consultations poussées avec le secteur.

Ces deux décisions sont tout simplement entièrement conformes à l'orientation de l'examen de la politique.

Ce n'est pas le temps de faire ressortir les différences qui peuvent exister entre nous. Notre ennemi commun se trouve au sein du marché où nos concurrents tentent de nous voler notre part et de fermer nos portes par des moyens douteux.

Le monde est en train de changer autour de nous et nous devons nous adapter à ce changement. Au fédéral, nous l'avons fait en élargissant le champ d'action d'Agriculture Canada.

Notre nouveau ministère fédéral de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire résulte de la perspective qui se trouve dans l'examen de la politique et reconnaît la nécessité d'une plus grande collaboration parmi tous les partenaires du secteur agro-alimentaire.

Bon nombre de vos ministères provinciaux témoignent déjà de ce partenariat élargi. Le nouveau mandat fédéral devrait nous aider à travailler plus efficacement ensemble au nom de tout le secteur.

Les régions rurales du Canada ont toujours bénéficié d'une grande écoute de la part du Cabinet fédéral. La Première ministre a réaffirmé l'importance de ce rôle en me demandant d'assumer les fonctions de ministre des petites communautés et des zones rurales.

C'est une responsabilité d'envergure qui recoupe de nombreux ministères, comme celui des Ressources humaines, des affaires indiennes et du Nord, des Pêches, de la Diversification de l'économie de l'Ouest, de l'Agence de développement du Canada atlantique et du nouveau ministère des Ressources naturelles.

Mes nouvelles responsabilités ne sont pas accompagnées de fonds frais pour Agriculture Canada, car elles ne concernent pas les seules collectivités agricoles. En fait, il existe déjà un grand nombre de programmes dans ce domaine; qu'il suffise de mentionner le Programme de développement des collectivités, les Programmes des pâturages collectifs et d'aménagement hydraulique des collectivités de l'ARAP (Administration du rétablissement agricole des Prairies), et le mandat élargi de la Société du crédit agricole.

J'admets que certaines provinces pourraient craindre que le gouvernement fédéral ne vienne s'immiscer dans un domaine de compétence provinciale. Mon rôle premier consiste à défendre les intérêts du monde rural et à m'assurer qu'on tienne dûment compte de ses préoccupations dans l'élaboration des politiques fédérales. À certains égards, il s'agit d'un rôle de gardien. Mon mandat est de voir à ce que les programmes ou les politiques qui pourraient avoir une incidence sur les petites collectivités ou le milieu rural ne les négligent en rien.

Encore une fois, nous appliquons à mes nouvelles responsabilités un principe de l'Examen de la politique agro-alimentaire. Dans le cadre de ce processus, nous avons déterminé que le respect de l'environnement était l'un des paramètres qui devaient servir à évaluer tous les programmes et politiques fédéraux touchant le secteur agro-alimentaire. Eh bien, nous allons dorénavant faire des intérêts des petites collectivités et des zones rurales un paramètre tout aussi important que le respect de l'environnement.

Ces nouvelles responsabilités élargiront les discussions sur la façon dont les deux paliers de gouvernement peuvent contribuer encore plus efficacement à garantir la prise en compte des préoccupations du monde rural dans l'élaboration des politiques.

Ce mandat élargi témoigne des liens dynamiques qu'il y a entre l'agriculture et les collectivités rurales. Il nous permet d'envisager les défis à relever dans une optique plus large et de présenter des approches plus innovatrices.

En consultation avec mes collègues du Cabinet, je définirai une démarche coordonnée et axée sur la collaboration en vue de traiter les questions rurales dans une perspective globale.

Nous avons l'occasion aujourd'hui et demain de continuer de faire progresser l'élaboration du cadre qui aidera nos agriculteurs à se mesurer aux meilleurs de leurs homologues du reste du globe, grâce aux moyens suivants :

- (1) en nous rapprochant d'une politique nationale de sécurité du revenu de l'ensemble de l'exploitation qui protégera efficacement les producteurs contre les risques inhérents à l'agriculture sans déformer les signaux du marché, et en réglant les aspects en suspens de nos programmes actuels de sécurité du revenu, comme la participation aux programmes touchant les bovins et l'horticulture;
- (2) en continuant à abattre les entraves au commerce interprovincial;
- (3) en mettant en place des projets dynamiques de développement des marchés;
- (4) en collaborant avec le secteur à améliorer les projets de formation des ressources humaines;
- (5) en faisant davantage pour nous assurer que le milieu de travail de nos producteurs est sûr. Il est ironique de penser que nous produisons les aliments les plus « sûrs » du monde alors que le milieu de travail de nos producteurs est l'un des plus dangereux.

Pour nous stimuler dans notre travail, il nous suffit de regarder du côté du Comité des mesures spéciales pour le secteur porcin et du Comité national de l'horticulture, deux groupes profession-État qui nous présenteront leur rapport demain. Ils sont la preuve vivante qu'en planifiant pour l'avenir, il est possible de concilier les divergences.

C'est avant tout une question d'attitude. Nous bâtissons à partir d'une position de force dans ce secteur. Mais envisageons-nous les choses dans cette perspective?

Beaucoup de Canadiens et Canadiennes n'entendent parler d'agriculture que par le truchement des médias. Et, comme des membres du secteur, ils croient que l'agriculture chez nous en est à ses derniers milles.

Le philosophe canadien des communications, M. Marshall McLuhan, a déjà affirmé qu'étant donné que la presse tire ses revenus de la publicité et que la publicité véhicule toujours des bonnes nouvelles, il fallait diffuser beaucoup de mauvaises nouvelles pour réussir à vendre toutes ces bonnes nouvelles.

Eh bien, l'agriculture canadienne n'est pas une nouvelle venue dans le monde de la publicité. Elle peut se targuer de produire les aliments les plus salubres de la planète, de cultiver les terres les plus propres et d'offrir aux consommateurs certains des meilleurs produits. Nous possédons aussi au Canada certains des meilleurs établissements de transformation alimentaire du globe; je cite à titre d'exemples deux usines de transformation de la pomme de terre ici même à l'Île-du-Prince-Édouard et les abattoirs de bovins de boucherie en Alberta.

Au cours des trente dernières années, notre production agricole a progressé plus rapidement que celle des États-Unis : 2,14 % par année comparativement à 1,98 %. Nos exportations agro-alimentaires se sont accrues de près de 20 % entre 1991 et 1992, atteignant un niveau record de 13,3 milliards de dollars.

Le secteur agro-alimentaire occupe une place importante dans l'économie canadienne. Ses ventes dépassent 50 milliards de dollars et il emploie un Canadien sur sept. Il rapporte près de 5 % du Produit intérieur brut du pays. Il repose sur des assises solides. Sa productivité continue de s'améliorer. L'avenir s'annonce prometteur si nous travaillons ensemble.

Voilà pourquoi nous avons consacré autant d'énergie et de temps à l'élaboration d'un plan global pour le secteur.

SPEAKING NOTES
HONOURABLE BILL BARLEE
MINISTER OF AGRICULTURE, FISHERIES
AND FOOD, BRITISH COLUMBIA

Federal/Provincial Conference of Ministers
and Deputy Ministers of Agriculture
Charlottetown Prince Edward Island
July 6/7, 1993

- ♦ Good morning
- ♦ It is a pleasure to be able to participate in this important conference and to have the opportunity to discuss provincial, national and international issues with my counterparts from across the country.
- ♦ I would like to thank our host, the Minister of Agriculture, Fisheries and Forestry of the Province of Prince Edward Island, the Honourable Walter Bradley, for his warm hospitality.
- ♦ I would also like to congratulate our hosts on the first World Potato Congress starting tomorrow. This is a positive initiative to encourage the development of this important sector and I wish you every success.

- ◆ I am pleased to see that the discussions over the next few days will focus on competitiveness, inter-provincial and international trade, and on long-term safety nets.
- ◆ I look forward to discussing these topics which have been at the top of my agenda for some time.
- ◆ Before talking about British Columbia's position on the key agenda items, I would like to first address the need to work in close partnership with industry in order to meet new challenges and opportunities.

THE NEED FOR A COORDINATED INDUSTRY- GOVERNMENT DEVELOPMENT STRATEGY

- ◆ Last year, I urged the federal minister, with the assistance and cooperation of his colleagues, to put in place a comprehensive trade strategy to address the international challenges that the agri-food sector is facing.

- ♦ Last year, I urged the federal minister to implement a comprehensive trade strategy which would:
 - deal more aggressively with trade irritants, and unfair trade actions;
 - extend whole farm safety net programs to a broad range of commodities; programs with greater trade law acceptability;
 - accelerate efforts to harmonize our standards for both inputs such as pesticides, and food products themselves;
 - target the "Canada. Buy into it" program towards food products, increase inspection efforts at border points, and accelerate retail training to stem the flood of cross-border shopping;
 - continue to negotiate with a balanced position at international trade discussions;
 - and, institute measures to assist the sector that has been affected by trade agreements and trade conflicts to retool and adjust to the more global economy.

- ♦ I am pleased to see some action, particularly with respect to trade irritants. Federal action with the hog and pork countervail cases, and dumping actions associated with certain horticulture products has been persistent, and relatively quick.
- ♦ We have also cooperatively extended NISA as the basis of a whole farm safety net program to a wider range of commodities.
- ♦ Unfortunately, progress on cross-border shopping, and new market development initiatives has been slower.
- ♦ While the drop in the value of the Canadian dollar has had some effect in reducing cross-border trade, there is new evidence from the last four months that this trade is persistent and even increasing again.
- ♦ Cross border shopping is of particular concern to British Columbia.
- ♦ 85 per cent of our population lives within hour's drive of the American border.
- ♦ The figures show that B.C. consistently accounts for 25 per cent of all Canadian cross border shopping.

- ◆ Every year cross border shopping for food products costs the B.C. food industry \$500 million in lost sales.
- ◆ And Blaine continues to be the busiest border crossing point in all of Canada.
- ◆ To us, the ability to compete with our friends to the South is critical -- perhaps more critical than for any other province.
- ◆ In British Columbia, we have taken positive steps to stem the tide of cross-border shopping by creating consumer awareness and recognition of BC products and by building long-term loyalty.
- ◆ Last week, we launched our "Buy BC" program under our Food Industry Market Development Program and it promises to be a huge success. The results from early pilot projects were incredibly successful, and we have now put in place a five-year program.
- ◆ A key factor in this success is the strong cooperation that is being developed between the various food partners - producers, processors, distributors, food service and retailers.

- ◆ We also recently put in place standards for organic products, enabling our producers and processors to increase returns through targeting of products to consumers who prefer organic food. Some 90% of our organic products will be covered by these practice standards.
- ◆ In other words, we need to implement a strong national trade and market development strategy that is forward looking, comprehensive, and practical.
- ◆ I am pleased that some of the agenda items over the next two days are consistent with a more coordinated, strategic, trade and market development approach. If anything, I would encourage faster progress on these initiatives.

BRITISH COLUMBIA'S POSITION ON THE MAIN ITEMS

- ♦ I would like to touch briefly on British Columbia's position on these four main items:
 - Market and Trade Development
 - Inter-provincial trade barriers
 - Harmonization of Check-off Legislation
 - and, the Long Term Whole Farm Income Protection Policy
- ♦ First, Market and Trade Development
- ♦ We have to accomplish more in this area and do it quickly if we are to effectively support our agri-food sector in meeting global competition and in accessing new market opportunities.
- ♦ An important component of this has to be a strong market promotion program at both a regional and national level.

- ♦ It is unfortunate that the federal "Canada. Buy into it" program has been scrapped and that other federal initiatives remain unfunded - in particular "Getting Ready to Go Global". Cooperative federal initiatives are required that complement provincial programs.
- ♦ We also need an enhancement of food quality initiatives. The current federal regulatory review risks a downgrading of food quality support. While some commodities and products may well no longer require such standards, others can benefit from national grades and standards.
- ♦ I know, for example, that the prospects of our organic producers would be enhanced if national standards were established. Our provincial organic standards are consistent with a national framework.
- ♦ The second item agenda is Interprovincial Trade Barriers
- ♦ Federal barriers can be and are being addressed.
- ♦ Policy barriers must be addressed with the context of resolving outstanding policy issues, in particular inequitable support levels across provinces.

- ◆ Thirdly, Harmonization of Check-off Legislation
- ◆ British Columbia has two Acts that industry groups can use in establishing check-offs. These are:
 - the Natural Products Marketing (BC) Act,
 - and, the Farming and Fishing Industries Development Act.
- ◆ We have 19 commodity groups with levies in place under these Acts.
- ◆ The Farming and Fishing Industries Development Act was amended last year, and now both of these have the capability, if our commodity groups show a strong interest, to allow them to participate in national levies.
- ◆ The fourth agenda item is Long Term Whole Farm Income Protection Policy.
- ◆ The beef and horticulture sectors have presented strong cases to move more quickly to a whole farm safety net program base, and British Columbia supports this approach.

- ♦ We look forward to positive decisions to proposals to terminate NTS for beef in favor of a transitional program until NISA can be made more applicable. This will provide a 2-2-4% NISA-equivalent base to those horticulture commodities that do not benefit from NTSP.
- ♦ British Columbia continues, however, to have concerns about the lack of progress on third line adjustment measures. We feel that the federal government has responsibility to assist with adjustments necessitated by the free trade agreements it has signed, and may sign in future.

CLOSING

- ♦ We have many important issues to deal with over the next two days.
- ♦ I welcome the new ministers from our host province, and from the provinces of Nova Scotia and Alberta.
- ♦ It is also a pleasure to work more directly with our new federal minister, Charlie Mayer.

- ♦ I anticipate that the new ministers bring with them fresh, new ideas and a willingness to work cooperatively on the many challenges ahead of us, to encourage the development of our agri-food sector.
- ♦ I look forward to a useful exchange of ideas and a productive conference.
- ♦ Thank you.

(A)

(B)

(C)

DOCUMENT: 830-484/038

**1993 FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

Opening Remarks by

Honourable Walter Paszkowski

Minister for Alberta Agriculture, Food and Rural Development

CHARLOTTETOWN, Prince Edward Island
July 6-7, 1993

OPENING REMARKS

Fellow Ministers. I am happy to be at this meeting. As the most recently appointed Minister of Agriculture, I look forward to learning from and contributing to our deliberations over the next two days.

Voters have given the Government of Alberta a renewed mandate. That mandate has placed sound fiscal management at the top of the list of things' government is to do. Voters want balanced budgets and no new taxes. We intend to meet these expectations within the next four years. We are embarking on a new process. Using business plans as vehicles, the government will communicate budget targets and program priorities to management, practice fiscal prudence, and deliver quality services to the public. It will mean hard work, and tough decisions in the next 6 months by both politicians and public service managers. I raise this point to indicate that like all public jurisdictions, the Province of Alberta, is moving into a new age where the demands the farming and food processing community will be measured against governments' diminishing fiscal capability. Under these circumstances, all programming funded by my Province, including federal-provincial agreements, will come under sharp, detailed scrutiny. Every dollar, every penny, that we spend must yield results that are justifiable, not only to the agriculture and food industry, but to the general public as well.

From what I read and hear this is not news to any of you. We are all managing in this new era of fiscal prudence. However, I do want to underline to you that the Government of Alberta's resolve is clear. As the Province develops its priorities in the next two budget years, I will be able to indicate more clearly the direction our programming will be taking.

I am fortunate to have the benefit of recent public consultations in our Province to help me. In 1992 and early 1993, over 2000 stakeholders developed a shared industry-government vision of where the agriculture and food industry wants to be in the very early 21st century. That vision says there is a place for government to facilitate sustained growth and development in a competitive world market place. It leaves no room for the perpetuation of economic waste, the preservation of program entitlements, or the comfortable insulation of farm and food processing businesses from market signals and customer demands. The industry confirmed a number of principles in agriculture and food policy that my government adheres to. We will continue to hold them in the future.

- The agriculture and food industry in Alberta will grow and prosper through international market development and trade.
- The future of the agriculture and food industry lies in the development of markets for value added products.
- The capability to compete will depend on the of management and technological competence of all people in the industry.
- The industry must respect and conserve the environment.
- A recognition that the foundation of the industry is its people.

Mr. Chairman, I now want to turn to our agenda for the next two days.

I look forward to a thorough discussion of safety nets. Alberta wants to move towards a safety net for farmers that does not jeopardize future markets. Safety nets should provide a cushion against severe falls in income rather than assured income. The taxpayer does not have the capability to continue the current level of income protection to the agricultural community. I believe the public will become aware of the government dollars flowing to farmers and unless reform is seen to be at hand, farmers will experience the same public anger that now consumes the musty halls of the Canadian Senate. In a battle for public dollars between education, health care and agriculture, I'm not sure the outcome will favour our industry. We must take every opportunity to move safety net reform forward. The cattle industry is ready to move. We must, however, be very certain that we have the right program to move forward to.

Finally Mr. Chairman, I want to take a moment to hand a bouquet to the Federal Minister of Agriculture for recent actions he has taken. The creation of a continental barley market is an excellent move. It will provide grain farmers and marketers with the framework to increase sales. It provides as well competition that I'm sure the Canadian Wheat Board has the strength and determination to meet. As a whole, farmers will benefit.

At the same time, I am very concerned about inappropriate action that is currently being contemplated for WGTA. As many of you know, the Alberta Government has worked long and hard to bring about a solution to the disastrous policy environment that has been created by paying subsidies to the railways that move grains to export. We have advocated for a long time that subsidies be paid to farmers in a manner that does not distort farm gate prices. We have proposed that subsidies be paid on the basis of

acreage and productivity not on volumes sold for export. Only in this way will the industry become responsive to world market signals. It appears preservation of current privilege is outweighing long term interests of the industry. Unless governments come to their senses on this issue, farmers will be long term losers.

As I said at the beginning of my remarks, Mr. Chairman, I am happy to be able to spend the next two days deliberating the issues and meeting all of you personally. I look forward to my continued association with you over the next few years.

DOCUMENT: 830-484/039

1993 FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE

Record of Decision

Trade and Market Development

CHARLOTTETOWN, Prince Edward Island
July 6-7, 1993

)

FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.

RECORD OF DECISION

TRADE AND MARKET DEVELOPMENT

Date and Time: July 7, 1993, 10:04 am

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.**

RECORD OF DECISION

ISSUE: The future of Canada's agri-food industry depends on improved trade performance in the global market place

MINISTERS AGREED TO:

1. the attached Memorandum of Understanding titled "Intergovernmental Cooperation and Collaboration on Trade and Market Development" in principle, subject to final confirmation by their respective governments as required.
2. instruct Deputy Ministers to respond to and prioritize the Trade Opportunities Strategy Committee's recommendations, and to:
 - a) Develop a proposal to better support industry in developing and commercializing new value-added agri-food products. This would involve:
 - making access to existing government and university research and technical capabilities more available on a cost-shared basis;
 - screening industry proposals for support on potential to create incremental agri-food sales;
 - maintaining the current SR&ED tax incentives for product development

- b) Develop options to allow for better single window access to government services and market information through concepts such as:
- a contact point in each province to direct inquiries to the appropriate government agency/department for the most expeditious response;
 - access to market information and intelligence from federal/provincial/industry sources, and information on government programs, on an integrated basis;
 - providing custom information of a proprietary nature to individual companies on a cost-recovery basis.
- c) Consider the feasibility of an export tax credit program for the agri-food sector and develop options for recommendations to Ministers of Finance.

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION AND
COLLABORATION ON TRADE AND MARKET DEVELOPMENT

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

BETWEEN

FEDERAL/PROVINCIAL/TERRITORIAL MINISTERS OF AGRICULTURE
CHARLOTTETOWN, PRINCE EDWARD ISLAND
JULY 6-7, 1993

Whereas:

The future of Canada's agri-food industry depends on improved trade performance in the global market place.

Federal, Provincial and Territorial Ministers agree to:

1. Pursue in partnership with industry the goal of reaching or surpassing \$20 billion in agri-food exports by the year 2000, with an increasing proportion of value-added products.
2. Improve collaboration, streamlining and coordination among departments and governments in support of both national and regional agri-food export trade development.
3. Evaluate existing and new programs related to the export of agri-food products against criteria such as:
 - sustainable incremental value-added and diversified export sales;
 - spinoff benefits for the agri-food sector;
 - efficient design and administration; and
 - reduction of duplication where appropriate.
4. Adopt a Canadian theme for international promotions which builds upon provincial, territorial and regional strengths and combine wherever possible federal, provincial and territorial participation in international promotions.
5. Coordinate access to technical assistance and/or programs available at federal, provincial and territorial levels with special emphasis on export readiness, market information and value-added product development.

DOCUMENT: 830-484/039

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE - 1993

Compte rendu de décision

Développement du commerce et des marchés

CHARLOTTETOWN (île-du-Prince-Édouard)
Les 6 et 7 juillet 1993

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN (Î.-P.-É.)

COMPTE RENDU DE DÉCISION

"DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DES MARCHÉS"

Date et heure : 7.7.93, 12 h 20

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN (Î.-P.-É.)**

COMPTE RENDU DE DÉCISION

OBJET : Pour assurer son avenir, le secteur agro-alimentaire canadien doit améliorer sa tenue sur le marché mondial.

LES MINISTRES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT:

1. Approuver en principe le protocole d'entente en annexe intitulé "Coopération intergouvernementale en développement du commerce extérieur et des marchés" sous réserve de la confirmation définitive de leurs gouvernements respectifs s'il y a lieu.
2. Demander aux sous-ministres de répondre aux recommandations suivantes du Comité de la Stratégie de conquête des Marchés et de les ranger par ordre de priorité :
 - a) Proposer des façons de mieux aider le secteur à mettre au point et à commercialiser de nouveaux produits agro-alimentaires à valeur ajoutée, à cette fin :
 - faciliter davantage l'accès aux installations de recherche et à l'expertise technique des gouvernements et des universités selon une formule de partage des coûts;
 - filtrer les propositions d'aide du secteur et n'accorder une aide qu'aux projets qui offrent les meilleures chances de multiplier les ventes de produits agro-alimentaires;
 - maintenir les incitatifs fiscaux actuels à la recherche scientifique et au développement expérimental qui visent la mise au point de produits.

- b) Proposer des façons d'améliorer l'accès aux services gouvernementaux et à l'information sur les marchés à partir d'un guichet unique, en s'aidant de moyens du type suivant :
- prévoir, dans chacune des provinces, un point de contact qui acheminerait les demandes de renseignements à l'organisme ou au ministère approprié afin d'obtenir une réponse le plus rapidement possible;
 - avoir accès à des données et à des renseignements sur les marchés de sources fédérales, provinciales ou privées ainsi qu'à de l'information sur les programmes gouvernementaux qui sont réunis en un système intégré;
 - moyennant recouvrement des coûts, fournir aux entreprises des données commerciales de nature exclusive.
- c) Envisager la possibilité de créer, à l'intention du secteur agro-alimentaire, un programme de crédit fiscal à l'exportation et élaborer diverses recommandations à l'intention des ministres des Finances.

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE EN
DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DES MARCHÉS

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE

LES MINISTRES FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX
CHARLOTTETOWN, ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
6-7 JUILLET 1993

Attendu que :

Pour assurer son avenir, le secteur agro-alimentaire canadien doit améliorer sa tenue sur le marché mondial,

Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture conviennent :

1. de chercher à atteindre ou à dépasser, en association avec le secteur, l'objectif de 20 milliards de dollars en exportations agro-alimentaires d'ici à l'an 2000, et d'augmenter la proportion de produits à valeur ajoutée;
2. d'augmenter la collaboration, la rationalisation et la coordination entre les ministères et les gouvernements afin de favoriser le développement du commerce agro-alimentaire aux échelles régionale et nationale;
3. d'évaluer les programmes actuels et nouveaux liés à l'exportation de produits agro-alimentaires en se fondant, entre autres, sur les critères suivants;
 - une augmentation durable des exportations de produits à valeur ajoutée et une diversification des exportations;
 - des retombées qui profiteront au secteur agro-alimentaire;
 - une conception et une administration efficaces des programmes;
 - une réduction des chevauchements, le cas échéant.
4. d'adopter un thème canadien pour les campagnes de promotion internationales qui s'appuient sur les points forts des provinces, des régions et des territoires, et de regrouper, où c'est possible, la participation des provinces, du fédéral et des territoires aux promotions internationales;
5. de coordonner l'accès à l'aide technique et aux programmes qu'offrent les administrations fédérale, provinciales et territoriales en mettant l'accent sur le degré de facilité d'exportation des produits, sur l'information concernant les marchés et sur le développement de produits à valeur ajoutée.

1993 FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE

Record of Decision

Canadian Horticulture Action Plan (CHAP)

CHARLOTTETOWN, Prince Edward Island
July 6-7, 1993

FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.

RECORD OF DECISION

CANADIAN HORTICULTURE ACTION PLAN (CHAP)

Date and Time: July 7, 1993, 10:03 am

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING**

JULY 6-7, 1993

CHARLOTTETOWN, P.E.I.

RECORD OF DECISION

ISSUE: Ministers' endorsement of Canadian Horticulture Action Plan (CHAP) developed by the National Horticulture Committee (NHC).

Noting that a decision on the NHC safety net proposals will be made in their deliberations on a Principle Based Whole Farm Income Protection Policy,
MINISTERS AGREED TO

- . Affirm the need for governments and industry to continue working cooperatively to implement the CHAP with a view to:
 - enhancing *competitiveness* to ensure the maintenance of a strong and viable horticulture industry;
 - reviewing *crop insurance* programs - using the flexibility within current regulations - to seek means of improving equity, coverage, participation rates and availability of insurance plans for horticulture, on a province by province basis;
 - modernizing *regulations for fresh and processed products*, with the involvement of key stakeholders through the National Horticulture Committee, in GATT consistent ways that enhance industry viability;
 - enhancing *import inspection activities* and implementing *HACCP*

- *based inspection systems* to accelerate progress with respect to enhanced border procedures;
- reaffirming *competitiveness as a primary goal of the pesticide registration system* and supporting renewed emphasis on the Technical Working Group Process and on URMUR program implementation;
- ensuring more coordinated interventions on *human resource development* needs with the CHC Human Resource Council and its regional committees, in full respect of the jurisdiction and responsibility of both orders of government in the areas of immigration and manpower training;
- developing a coordinated and dependable *national market information system*;
- ensuring consensus to work towards a *single national check off* on fresh fruits and vegetables for the fresh market; and
- fostering *strategic alliances* within the industry, from production to retail.

. Note and support the CHAP recommendations and the response of the "Interdepartmental Executive Committee on pest management" with respect to pesticides.

DOCUMENT: 830-484/041

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE - 1993

Compte rendu de décision

Plan d'action canadien en horticulture (PACH)

CHARLOTTETOWN (île-du-Prince-Édouard)
Les 6 et 7 juillet 1993

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LE 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN (Î.-P.-É.)

COMPTE RENDU DE DÉCISION

"PLAN D'ACTION CANADIEN EN HORTICULTURE (PACH)"

Date et heure : 7.7.93, 10 h 33

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN (Î.-P.-É.)

COMPTE RENDU DE DÉCISION

OBJET : Les ministres approuvent la mise en oeuvre du Plan d'action canadien en horticulture (PACH) élaboré par le Comité national de l'horticulture (CNH).

LES MINISTRES, ayant noté qu'une décision sur les propositions du CNH sur la sécurité du revenu sera prise lors de leurs discussions sur la Politique de protection du revenu de l'ensemble de l'exploitation, politique axée sur des principes directeurs, **ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :**

Affirmer que les gouvernements et l'industrie doivent continuer de collaborer à la mise en oeuvre le PACH pour :

- accroître la *compétitivité* afin de maintenir un secteur horticole prospère et viable;
- revoir les programmes d'*assurance-récolte* - dans le cadre législatif souple qui est en place - pour améliorer l'équité, la couverture, les taux de participation et la disponibilité des régimes offerts au secteur, sur une base provinciale;
- moderniser les *règlements sur les produits frais et transformés* de façon à respecter le GATT et assurer la viabilité du secteur, avec la participation du Comité national de l'horticulture;
- intensifier l'*inspection à l'importation* et mettre en oeuvre les *systèmes d'inspection fondés sur le HACCP* pour accélérer l'amélioration des opérations en matière d'importation;
- réitérer que la *compétitivité est un objectif du système d'homologation des pesticides* et maintenir la priorité accordée au Groupe du travail technique et au programme HUMDU;

- coordonner les interventions au chapitre du *développement des ressources humaines* avec le Conseil des ressources humaines du CCH et ses comités régionaux, dans le respect des compétences et responsabilités respectives des deux ordres de gouvernement en matière d'immigration et de développement de la main-d'oeuvre;
- développer un *système national d'information sur les marchés* qui soit coordonné et fiable;
- travailler à un consensus pour un *régime national unique* de prélèvements sur les fruits et légumes frais;
- favoriser des *alliances stratégiques* au sein de l'industrie, de la production jusqu'au marché du détail.

Noter et appuyer les recommandations sur le PACH, de même que la réponse du "Comité de direction interministériel de la lutte antiparasitaire" concernant les pesticides.

DOCUMENT: 830-484/042

1993 FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE

Record of Decision

Special Measures Committee for Hogs and Pork

CHARLOTTETOWN, Prince Edward Island
July 6-7, 1993

FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.

RECORD OF DECISION

"SPECIAL MEASURES COMMITTEE
FOR HOGS AND PORK"

Date and Time: July 7, 1993, 10:03 am

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.**

RECORD OF DECISION

ISSUE: Providing for Ministerial acceptance of the final report of the Special Measures Committee (SMC) for Hogs and Pork.

Recognising that federal and provincial governments, and industry are represented on the Committee and all groups have agreed to the final report, **MINISTERS AGREED TO :**

- accept the general direction and overall strategic thrust of the report
- instruct the SMC implementation committee to proceed to work with committee representatives towards implementation of as many of the recommendations as possible
- request that the Committee table a report to Ministers after six and 12 months

Filename: b:\hogs.rd

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE - 1993

Compte rendu de décision

Approbation du rapport final du
Comité des mesures spéciales pour le secteur porcin

CHARLOTTETOWN (île-du-Prince-Édouard)
Les 6 et 7 juillet 1993

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LE 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN (Î.-P.-É.)

COMPTE RENDU DE DÉCISION

"APPROBATION DU RAPPORT FINAL DU COMITÉ DES MESURES SPÉCIALES POUR LE SECTEUR PORCIN"

Date et heure : 7.7.93, 11 h 29

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN (Î.-P.-É.)**

COMPTE RENDU DE DÉCISION

OBJET : Obtenir l'approbation, par les ministres, du rapport final du Comité des mesures spéciales (CMS) pour le secteur porcin.

Reconnaissant que le fédéral, les provinces et le secteur sont représentés au sein du Comité et que tous les groupes ont approuvé le rapport final,

LES MINISTRES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :

- accepter l'orientation générale et les grandes lignes de la stratégie exposées dans le rapport;
- ordonner au comité de mise en oeuvre du CMS d'appliquer le plus grand nombre de recommandations possible de concert avec les représentants du CMS;
- demander au comité de leur soumettre un rapport après les six premiers mois et un autre, après douze mois.

DOCUMENT: 830-484/043

**1993 FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

Record of Decision

Human Resource Development for the
Canadian Agriculture and Food Industry

CHARLOTTETOWN, Prince Edward Island
July 6-7, 1993

FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.

RECORD OF DECISION

HUMAN RESOURCE DEVELOPMENT FOR THE CANADIAN AGRICULTURE AND FOOD INDUSTRY

Date and Time: July 7, 1993, 10:09am

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.**

RECORD OF DECISION

ISSUE: The need to better coordinate, inform, and develop existing or new federal and provincial human resource development initiatives so as to improve on-site management, and overall domestic and global competitiveness of the Canadian agriculture and food industry.

MINISTERS AGREED TO:

- . affirm human resource development as a key and urgent task for the economic well-being, competitiveness and future prosperity of Canada's agriculture and food industry.
- . endorse industry-led actions to improve their own human resource developments such as the Canadian Horticulture Council's work with the Sectoral Partnership Initiatives and the recent joint efforts of the Grocery Products Manufacturers' Council with the United Food and Commercial Workers Union and the Agri-Food Competitiveness Council.
- . reaffirm a commitment for existing federal and provincial programs which provide training and human resource development services to the industry.

in full respect of the jurisdictions, and responsibilities of both orders of government in the areas of manpower training and education, direct Deputy Ministers to oversee work of officials and return to Ministers with recommendations on:

- the appropriate support of federal and provincial Ministers of Agriculture to a human resource development strategy for the Canadian agriculture and food industry;
- the means to encourage the full Canadian farm sector to participate in the federal Sectoral Partnership Initiative (SPI), with special attention to the unique needs of Canadian farm women;
- the identification and analysis of existing federal and provincial policies/programs that are, or can be, available to the Canadian agriculture and food sectors;
- improved accessibility for the Canadian food industry sector to existing federal and provincial training and human resource development initiatives; and,
- exploring possibilities of linking such federal/provincial efforts to Canadian fisheries sector for those departments with jurisdiction over the fisheries sector;
- how Ministers of Agriculture can support the actions required to meet the needs of the agriculture and food industry as they are identified by the industry (refer to background document);
- consideration of the establishment of regional councils as well as a national council in the further development of industry needs (refer to background document).

DOCUMENT: 830-484/043

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE - 1993

Compte rendu de décision

Mise en valeur des ressources humaines pour
l'industrie agro-alimentaire canadienne

CHARLOTTETOWN (île-du-Prince-Édouard)
Les 6 et 7 juillet 1993

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LE 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN (Î.-P.-É.)

COMPTE RENDU DE DÉCISION

"MISE EN VALEUR DES RESSOURCES
HUMAINES POUR L'INDUSTRIE AGRO-
ALIMENTAIRE CANADIENNE"

Date et heure: 7.7.93, 11 h 11

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN (Î.-P.-É.)**

COMPTE RENDU DE DÉCISION

OBJET : Le besoin de mieux coordonner, documenter et élaborer les projets fédéraux ou provinciaux, existants ou nouveaux, en matière de mise en valeur des ressources humaines dans le but d'améliorer la gestion sur le terrain et la compétitivité de l'industrie agro-alimentaire canadienne sur les marchés intérieurs et mondiaux.

LES MINISTRES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :

Confirmer le rôle clé et de première importance que la mise en valeur des ressources humaines joue dans le bien-être économique, la compétitivité et la prospérité à long terme de l'industrie agro-alimentaire canadienne.

Donner leur aval aux mesures prises par l'industrie dans le but d'améliorer la mise en valeur de sa propre main-d'oeuvre, comme le travail du Conseil canadien de l'horticulture avec les Initiatives de partenariat sectorielles, de même que les récents efforts des Fabricants canadiens de produits alimentaires de concert avec les Travailleuses et travailleurs unis de l'alimentation et du commerce et le Conseil de la compétitivité agro-alimentaire.

Confirmer leur engagement à l'égard des programmes fédéraux et provinciaux existants auxquels l'industrie peut avoir recours pour la formation et la mise en valeur des ressources humaines.

Respecter les compétences et responsabilités respectives des deux ordres de gouvernement en matière de main d'oeuvre et de formation et demander aux sous-ministres de travailler avec leurs adjoints et de formuler des recommandations sur les questions suivantes à l'intention des ministres :

- l'appui approprié des ministres fédéral et provinciaux de l'Agriculture à une stratégie de mise en valeur des ressources humaines pour l'industrie agro-alimentaire canadienne;
- les moyens d'inciter l'ensemble du secteur agricole canadien à participer à l'Initiative de partenariat sectorielle fédérale (IPS) tout en accordant une attention spéciale aux besoins particuliers des agricultrices canadiennes;
- le recensement et l'analyse des programmes et des politiques fédéraux et provinciaux qui sont ou peuvent être accessibles au secteur agro-alimentaire canadien;
- l'amélioration de l'accès du secteur alimentaire canadien aux programmes fédéraux et provinciaux existants de formation et de mise en valeur des ressources humaines;
- l'analyse des moyens de lier ces efforts fédéraux et provinciaux au secteur canadien des pêches, à l'intention des ministères qui sont chargés de ce domaine d'activité;
- la détermination des moyens par lesquels les ministres de l'Agriculture peuvent appuyer les mesures nécessaires pour combler les besoins que l'industrie agro-alimentaire aura elle-même cernés (voir document de référence).
- l'étude du projet de création de conseils régionaux et d'un conseil national en vue de satisfaire davantage aux besoins du secteur (voir document de référence).

DOCUMENT: 830-484/045

1993 FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE

Record of Decision

Safety Nets

CHARLOTTETOWN, Prince Edward Island
July 6-7, 1993

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.**

RECORD OF DECISION

"SAFETY NETS"

Date and Time: July 7, 1993, 2:29 pm

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.**

RECORD OF DECISION

ISSUE: Safety Nets

MINISTERS AGREED TO THE FOLLOWING:

CATTLE

That in order to enable the cattle industry to adhere to the whole farm program by 1994, accept the recommendation of the CCA to terminate NTSP program no later than December 1993, conditional upon an agreement for 1994. Details of a plan will be presented to Ministers for approval in the fall of 1993 (Similar arrangements could also be developed for hogs and lamb if there is a decision to terminate/scale down NTSP prior to expiry date)

HORTICULTURE

To support the recommendation of the National Horticulture Committee to provide horticulture with the equivalent of a doubled NISA for the 1993 tax year. For subsequent years, this will be subject to the development of a whole-farm approach. Current protocol for entry into NISA would allow this to apply in a particular province but be limited to edible commodities only.

NISA COVERAGE

That for equity and administrative reasons, there is a need to harmonize the NISA coverage between provinces. To this effect, provincial Ministers agree to inform the federal government, by September 30, 1993, of additional commodities to be included under the program for the 1993 tax year (a table on commodities remaining to be covered is attached).

PACE OF CHANGE

That:

- a) provinces unable to adhere to the current whole farm program design at this time would not prevent others from broadening the NISA coverage to additional commodities; and
- b) criteria used to determine whether or not provinces unable to adhere are entitled to federal contributions are: 1) a time table/action plan to conform to the National whole farm, income based program in the long run; 2) the implementation on an interim basis of an acceptable plan to harmonize provincial programs with the federal initiatives; 3) transparency; 4) conformity to International objectives and 5) respect of net benefit disciplines.

GRIP

To amend GRIP to delay until after the 1995 crop year the requirement for Provinces to deliver a fully integrated revenue insurance program with price and yield offsets.

WORKPLAN

Ministers agreed to direct DMs to oversee the activities proposed in the attached workplan

WORKPLAN

- a) develop alternative approaches for governments contributions to the whole farm program (e.g. value added approach) examine a number of related issues, and develop options to streamline the delivery and administration of NISA.
- b) accelerate the analysis and feasibility study of establishing a Risk Management Agency and subject to subsequent concurrence of Ministers, implement a Pilot project for cattle, and consider the extension to other commodities where appropriate.
- c) assess the impacts of doubling NISA for the 1994 tax year within current safety net resource levels as a way to strengthen its ability to be a core safety net program and, after consultation with industry, report back for decision in the Fall.
- d) develop specific recommendations on mechanisms to maintain net benefits for red meats and to extend net benefits disciplines to all other commodities, and provide a draft agreement to Ministers in the fall.
- e) further refine the proposed principles presented in Appendix "A" as the basis for the Long Term Whole Farm Income Protection Policy.
- f) examine the acceptability of maintaining NTSP in provinces that are not prepared to enter NISA versus scaling down/eliminating NTSP in all provinces at the same time.
- g) Analyze the requirements for companion programs to NISA by commodity. Develop a consistent approach to the future of GRIP/NTSP - crops, including the possibility of activating an NTSP type program in disaster situations.

PRINCIPLES FOR A NATIONAL WHOLE FARM INCOME PROTECTION POLICY

OBJECTIVE

Enhance the short and medium term stability in whole farm income by reducing the effects of fluctuations caused by production and market risks while simultaneously facilitating sectoral adjustments to ensure the long term economic sustainability and adaptation of the sector.

PRINCIPLES

The National Whole Farm Income Protection Policy should be:

- **accountability for risk management:** A voluntary plan under which individual farmer would, to the extent possible, be accountable for their own risk management decisions
- **production/market neutral;**
- **equitable:** The federal share of premiums paid into the whole farm income program will be the same for all producers in all provinces;
- **compatible with Canada's international obligations;**
- **cost shared among federal and provincial governments and producers;**
- **responsive to regional needs while avoiding distortion of level playing field:** Provinces would be allowed to increase their contributions above the baseline level within agreed upon limits which will be established in a separate agreement according to a method approved by all provinces.

Table 2

QUALIFYING COMMODITIES WITHIN THE NISA PROGRAM WHICH ARE NOT SUPPORTED BY ALL PROVINCES

COMMODITY	B.C.	AB.	SK.	MB.	ONT.	QUE.	P.E.I.	NFLD.	N.S.
ALL GRAINS, OILSEED AND SPECIAL CROPS						X		X	
BEANS (DRY EDIBLE)			X	X		X		X	
BEANS (WHITE PEA, NAVY)			X			X		X	
APPLES - ALL/OTHER			X	X		X			
APPLES - CRAB			X	X		X			
APPLE PRODUCTS (CIDER, JUICE, POMACE)			X	X		X			
APPLE WINE			X	X		X			
HONEY			X	X		X		X	
MAPLE PRODUCTS						X			

NON-EDIBLE HORTICULTURE

BEDDING PLANTS			X	X		X			
FLOWERS AND ORNAMENTAL FOLIAGE			X	X		X			
FRUITS AND VEGETABLES ON EDIBLE PURPOSES			X	X		X			
ROOTS AND BULBS			X	X		X			
SHRUBS			X	X		X			
SOD (INC. GRASS SEED)			X	X		X			
TREES (CULTIVATED CHRISTMAS TREES)			X	X		X			X
TREES (FRUIT AND ORNAMENTAL INCL. SEEDLINGS)			X	X		X			
POTATO - ALL/OTHER						X			
POTATO - PEELS						X			
POTATO - PROCESSING						X			
POTATO - ROTTEN						X			
POTATO - SEED						X			
POTATO - TABLE						X			
ONIONS (YELLOW SEEDED)			X			X		X	
ANCH FURS			X	X		X			

Source: NISA 1992 - Commodity List

X - COMMODITY IS NOT SUPPORTED BY THE PROVINCE

DOCUMENT: 830-484/045

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE - 1993

Compte rendu de décision

Protection du revenu

CHARLOTTETOWN (Île-du-Prince-Édouard)
Les 6 et 7 juillet 1993

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN, ILE-DU-PRINCE-EDOUARD

COMPTE RENDU DE DÉCISION

"PROTECTION DU REVENU"

Date et heure: 7.7.93, 14 h 46

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

**LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN, ILE-DU-PRINCE-EDOUARD**

COMPTE RENDU DE DÉCISION

OBJET: Protection du Revenu

LES MINISTRES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT:

BOVINS

- . Pour permettre au secteur de l'élevage des bovins d'adhérer au programme de protection du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole d'ici à 1994, accepter la recommandation de la CCA, c'est-à-dire mettre un terme au PNTS au plus tard en décembre 1993 à la condition qu'on s'entende sur une formule pour 1994. Les modalités d'un programme seront soumises à l'approbation des ministres à l'automne 1993 (des modalités semblables pourraient également être élaborées pour les secteurs des porcs et de l'agneau s'ils décident de réduire ou d'abandonner leur PNTS avant la date de son expiration).

HORTICULTURE

- Souscrire à la recommandation du Comité national de l'horticulture visant à offrir au secteur horticole l'équivalent d'un CSRN doublé pour l'année d'imposition 1993. Dans les années subséquentes cette mesure sera conditionnelles à l'adoption de l'approche agri-globale. L'actuel protocole d'adhésion au CSRN permettrait d'appliquer cette mesure à une province en particulier, mais en la limitant au segment des produits horticoles comestibles.

APPLICATION DU CSRN

- Pour des raisons d'équité et d'administration, il faut harmoniser l'application du CSRN d'une province à l'autre. À cet égard, les ministres s'entendent pour informer le gouvernement fédéral, d'ici le 30 septembre 1993, des produits qui seront ajoutés au programme pour l'année d'imposition 1993 (un tableau des produits non encore admissibles est annexé).

CADENCE DU CHANGEMENT

- a) Les provinces qui ne peuvent adhérer à ce stade-ci à un programme axé sur l'ensemble de l'exploitation n'empêcheraient pas les autres provinces d'élargir la protection du CSRN à d'autres produits;
- b) Utiliser les critères suivants pour déterminer si les provinces incapables d'adhérer à un programme ont droit ou non aux contributions fédérales :
 - 1) échéancier/plan d'action en vue de se conformer à long terme au programme national fondé sur le revenu de l'ensemble de l'exploitation;
 - 2) mise en oeuvre temporaire d'un plan acceptable en vue d'harmoniser les programmes provinciaux et les initiatives fédérales;
 - 3) transparence;
 - 4) conformité avec les objectifs internationaux; et
 - 5) respect des règles

RARB

- . Modifier le RARB de façon à reporter au-delà de la campagne 1995 l'obligation pour les provinces de mettre en place un programme de protection du revenu pleinement intégré, avec compensations prix et rendements.

PLAN DE TRAVAIL

- . Demander aux sous-ministres de superviser les activités proposées dans le plan de travail suivant:

PLAN DE TRAVAIL

- a) élaborer de nouvelles approches de la contribution des gouvernements au programme axé sur l'ensemble de l'exploitation (par ex. approche de la valeur ajoutée), examiner un certain nombre de questions connexes et élaborer des options en vue de simplifier l'exécution et l'administration du CSRN.
- b) accélérer les analyses préparatoires et les études de faisabilité portant sur la création d'un office de gestion du risque et, sous réserve de l'assentiment des ministres, lancer un projet-pilote pour le secteur des bovins, puis envisager son élargissement à d'autres secteurs le cas échéant.
- c) évaluer les répercussions qu'entraînerait le fait de doubler les contributions au CSRN pour l'année d'imposition 1994, comme moyen de renforcer sa capacité de devenir un programme central de protection du revenu (le budget actuel de la sécurité du revenu devant toutefois être respecté) puis, après consultation de l'industrie, faire rapport aux ministres en vue d'une décision à l'automne.
- d) élaborer des recommandations précises sur les mécanismes permettant de maintenir les avantages nets dans le secteur des viandes rouges et d'étendre à tous les autres secteurs les règles applicables aux avantages nets, et fournir un projet d'accord aux ministres à l'automne.
- e) raffiner davantage les principes proposés à l'annexe « A » comme fondement de la politique à long terme de protection du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole.

- f) examiner l'acceptabilité de maintenir le PNTS dans les provinces qui ne sont pas prêtes à adopter le CSRN, plutôt que de le réduire progressivement ou de le supprimer en même temps dans toutes les provinces.
- g) analyser les besoins de protection par denree au-delà du soutien accorde en vertu du CSRN. Planifier le futur du RARB/PNTS-cultures, y compris la possibilite d'activer un programme du type PNTS en cas de desastre.

PRINCIPES

D'UNE

POLITIQUE NATIONALE DE PROTECTION

DU REVENU DE L'ENSEMBLE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

OBJECTIF

Accroître la stabilité à court et à moyen termes du revenu de l'exploitation agricole en réduisant les effets des fluctuations imputables aux aléas de la production et des marchés et en facilitant en même temps les adaptations sectorielles nécessaires, de façon à assurer à long terme l'adaptation et la viabilité économique du secteur.

PRINCIPES

La politique nationale de protection du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole devrait répondre aux critères suivants :

- **Responsabilité pour la gestion du risque :** Régime facultatif dans lequel chaque agriculteur serait, dans la mesure du possible, responsable de ses propres décisions de gestion du risque.
- **Absence d'incidence sur la production et les marchés.**
- **Équité :** La part fédérale des primes du programme de protection du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole sera la même pour tous les producteurs dans toutes les provinces.
- **Compatibilité avec les obligations internationales du Canada.**
- **Partage des coûts entre le fédéral, les provinces et les producteurs.**
- **Sensibilité aux besoins régionaux dans le respect du principe de l'égalité des chances :** Les provinces pourraient augmenter leurs contributions au-delà du niveau de référence, mais sans dépasser les plafonds convenus; ceux-ci seront établis dans un accord distinct selon une méthode approuvée par toutes les provinces.

**LISTE DES PRODUITS COUVERTS PAR LE PROGRAMME CSRN
QUI NE SONT PAS SOUTENUS PAR TOUTES LES PROVINCES**

PRODUIT	C.-B.	ALB.	SASK.	MAN.	ONT.	Qc	I.-P.-É.	T.-N.	N.-É.
CÉRÉALES, OLÉAGINEUX ET CULTURES SPÉCIALES						X		X	
HARICOTS SECS COMESTIBLES			X	X		X		X	
PETITS HARICOTS Ronds BLANCS			X			X		X	
POMMES - TOUTES LES AUTRES			X	X		X			
POMMETTES			X	X		X			
PRODUITS DE LA POMME (CIDRE, JUS, MARC)			X	X		X			
VIN DE POMME			X	X		X			
MIEL			X	X		X		X	
PRODUITS DE L'ÉRABLE						X			

PRODUITS HORTICOLES NON COMESTIBLES

PLANTES À MASSIF			X	X		X			
FLEURS ET FEUILLAGE ORNEMENTAL			X	X		X			
FRUITS ET LÉGUMES CULTIVÉS À DES FINS NON ALIMENTAIRES			X	X		X			
SEMENCES ET BULBES			X	X		X			
ARBUSTES			X	X		X			
GAZON EN PLAQUES (Y COMPRIS LES SEMENCES DE GRAMINÉES)			X	X		X			
ARBRES (ARBRES DE NOËL CULTIVÉS)			X	X		X			X
ARBRES (FRUITIERS ET ORNEMENTAUX, Y COMPRIS LEURS PLANTULES)			X	X		X			
POMMES DE TERRE - TOUTES LES AUTRES						X			
POMMES DE TERRE - PELURES						X			
POMMES DE TERRE - TRANSFORMATION						X			
POMMES DE TERRE - POURRIES						X			
POMMES DE TERRE - SEMENCE						X			
POMMES DE TERRE - CONSOMMATION						X			
OIGNONS JAUNES DE SEMIS			X			X		X	
FOURRURES D'ANIMAUX D'ÉLEVAGE			X	X		X			

Source : CSRN 1992 - liste des produits
X - produit non soutenu par la province

1993 FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE

Record of Decision

Farm Safety and Related Health Issues

CHARLOTTETOWN, Prince Edward Island
July 6-7, 1993

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.**

RECORD OF DECISION

FARM SAFETY AND RELATED HEALTH ISSUES

Date and Time: July 7, 1993, 3:02 pm

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.**

RECORD OF DECISION

ISSUE: Federal/Provincial collaboration on farm safety and health related issues

MINISTERS RECOGNIZING THAT:

- . The farm environment poses significant hazards to farmers, their families, and employees.
- . A great deal is being done by both governments and industry, yet there could be more coordination of activities to gauge the scope of the problem and know where best to focus resources.
- . The National Conference on Agricultural Safety and Rural Health was held in June 1993, leading to the development of specific recommendations to address these concerns.
- . The Canadian Coalition for Agricultural Safety and Rural Health was established to serve as a national communications and information network and facilitate collaborative research

AGREED TO:

- . a more coordinated approach to address problems of common concern.
- . improve coordination among industry and the many government agencies with jurisdictions over farm safety issues.
- . direct federal and provincial officials to work with the Coalition to address farm safety issues and develop an action plan for presentation to Ministers.

DOCUMENT: 830-484/046

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE - 1993

Compte rendu de décision

Matière de santé et de sécurité à la ferme

CHARLOTTETOWN (île-du-Prince-Édouard)
Les 6 et 7 juillet 1993

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN, ILE-DU-PRINCE-EDOUARD**

COMPTE RENDU DE DÉCISION

**MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ À LA
FERME**

Date et heure: 7.7.93, 15 h 05

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

**LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN, ILE-DU-PRINCE-EDOUARD**

COMPTE RENDU DE DÉCISION

OBJET: Collaboration fédérale-provinciale en matière de santé et de sécurité à la ferme

LES MINISTRES, RECONNAISSANT QUE:

- Vivre dans une ferme comporte des dangers réels pour les agriculteurs, leurs familles et leurs employés;
- Les deux administrations publiques et le secteur font beaucoup dans ce domaine, mais ils pourraient mieux coordonner leurs activités pour évaluer l'ampleur du problème et savoir où exactement concentrer les ressources;
- La conférence nationale sur la sécurité à la ferme et la santé en milieu rural, qui s'est déroulée en juin 1993, a conduit à la formulation de recommandations spécifiques pour s'attaquer à ce problème;
- La Coalition canadienne pour la santé et la sécurité en milieu agricole a été formée pour servir de réseau national de communications et d'information et pour faciliter des recherches conjointes;

LES MINISTRES ONT CONVENU:

- Adopter une démarche mieux coordonnée pour s'attaquer à des problèmes communs;
- Améliorer la coordination entre le secteur et les nombreux organismes de l'État responsables des questions de sécurité à la ferme;
- Demander aux fonctionnaires fédéraux et provinciaux de se pencher, en collaboration avec la Coalition, sur les questions de sécurité à la ferme et d'élaborer un plan d'action qui sera présenté aux ministres.

Filename: b:formfr.md

DOCUMENT: 830-484/047

1993 FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE

Record of Decision

National Food Inspection Policy

CHARLOTTETOWN, Prince Edward Island
July 6-7, 1993

FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.

RECORD OF DECISION

NATIONAL FOOD INSPECTION POLICY

Date and Time: July 7, 1993, 3:02 pm

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.**

RECORD OF DECISION

ISSUE: The development of a national food inspection policy.

**MINISTERS RECOGNIZING THE FOLLOWING BENEFITS OF A
NATIONAL INSPECTION POLICY:**

- the streamlining of the inspection delivery system;
- enhanced market performance and competitiveness;
- reduction of trade barriers and regulatory pressures on the industry;
- facilitation of the harmonization process; and,
- to have an inspection system with the capacity to be flexible and responsive.

MINISTERS AGREED TO:

- Endorse the development of a national food inspection policy;
- Advise Ministerial colleagues involved in food inspection in order to seek their acceptance and support of this concept;
- Direct that the process for developing the policy include consultation with and participation by stakeholders in both domestic and export markets (sectors and agencies involved in the production, marketing, manufacturing, retailing, inspection and consumption of food);

- Designate the Federal-Provincial Agri-Food Inspection Committee to take the lead to establish such a policy, and to report back to Ministers, through Deputy Ministers on progress, by July 1994.

Filename: b:form.rd

DOCUMENT: 830-484/047

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE - 1993

Compte rendu de décision

Politique nationale d'inspection des aliments

CHARLOTTETOWN (Île-du-Prince-Édouard)
Les 6 et 7 juillet 1993

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN, ILE-DU-PRINCE-EDOUARD**

COMPTE RENDU DE DÉCISION

POLITIQUE NATIONALE D'INSPECTION DES ALIMENTS

Date et heure: 7.7.93, 15 h 04

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

**LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN, ILE-DU-PRINCE-EDOUARD**

COMPTE RENDU DE DÉCISION

OBJET: L'élaboration d'une politique nationale d'inspection des aliments.

**LES MINISTRES, RECONNAISSANT LES AVANTAGES SUIVANTS
D'UNE POLITIQUE NATIONALE D'INSPECTION DES ALIMENTS:**

- rationalisation du système d'inspection des aliments;
- amélioration de notre tenue sur le marché et notre compétitivité;
- réduction des obstacles au commerce et des contraintes que la réglementation exerce sur le secteur;
- facilitation de l'harmonisation du processus; et,
- mise en application d'un système d'inspection souple et réactif.

**LES MINISTRES
ONT CONVENU:**

- Souscrire à l'idée de l'élaboration d'une politique nationale d'inspection des aliments;

- Demander à leurs homologues engagés dans l'inspection des aliments d'accepter et d'appuyer l'idée;
- Exiger que l'élaboration de la politique comprenne la consultation et la participation des intervenants intéressés par les marchés national et international (les secteurs et les organismes s'occupant de la production, commercialisation, de la fabrication, de la vente au détail, de l'inspection et de la consommation des aliments);
- Désigner le CFPIAA comme le principal responsable de l'élaboration de cette politique et lui demander de faire rapport aux ministres, par l'intermédiaire des sous-ministres, d'ici à juillet 1994.

1993 FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE

Record of Decision

Interprovincial Technical Barriers to Trade

CHARLOTTETOWN, Prince Edward Island
July 6-7, 1993

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.**

RECORD OF DECISION

**INTERPROVINCIAL TECHNICAL BARRIERS TO
TRADE**

Date and Time: July 7, 1993, 2:52 pm

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
JULY 6-7, 1993
CHARLOTTETOWN, P.E.I.**

RECORD OF DECISION

ISSUE: Progress on the Memorandum of Understanding on Interprovincial Technical Barriers to Trade that was signed by Federal and Provincial Ministers of Agriculture in November 1992.

MINISTERS AGREED TO:

- confirm the resolution of the following eight technical trade barriers:
 - Bee and bee equipment
 - Honey grades
 - Sulphathiazole - Honey
 - Maple syrup grades
 - License of apple suppliers
 - Kosher milk
 - Live swine to Newfoundland
 - Pasteurized eggs
- agree to the processes leading to the resolution of the following technical trade barriers:
 - Semen licensing
 - "UHT"/Sterilized milk products
 - Cracked Eggs
 - Game ranched

- Fur farmed
 - Meat premises inspection
 - Blueberry maggot
 - Beef grade labelling
 - Organic standards
-
- agree that the Federal-Provincial Agri-Food Inspection Committee continue to resolve future interprovincial technical barriers and report back on their progress to Ministers at the next annual meeting of Federal-Provincial Ministers in Winnipeg
 - affirm their commitment to continue with agri-food policy reform that will contribute to the resolution of those interprovincial barriers to trade that are considered to have policy implications. As an initial step, Agri-Food Trade Policy Committee to prepare a report on policy barriers and submit to Ministers for discussion at their fall meeting.

Filename: b:form.rd

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE - 1993

Compte rendu de décision

Protocole d'entente sur les entraves
au commerce interprovincial

CHARLOTTETOWN (Île-du-Prince-Édouard)
Les 6 et 7 juillet 1993

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN, ILE-DU-PRINCE-EDOUARD**

COMPTE RENDU DE DÉCISION

**PROTOCOLE D'ENTENTE SUR LES ENTRAVES
AU COMMERCE INTERPROVINCIAL**

Date et heure: 7.7.93, 16 h 27

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

**LES 6 ET 7 JUILLET 1993
CHARLOTTETOWN, ILE-DU-PRINCE-EDOUARD**

COMPTE RENDU DE DÉCISION

OBJET: Progrès réalisés au sujet du protocole d'entente sur les entraves au commerce interprovincial, qui a été signé par les ministres fédéral et provinciaux de l'Agriculture en novembre 1992.

**LES MINISTRES
ONT CONVENU:**

- Confirmer la résolution des huit entraves techniques suivantes :
 - Abeilles et matériel apicole
 - Normes de classification du miel
 - Sulfathiazole dans le miel
 - Normes de classification du sirop d'érable
 - Permis pour les fournisseurs de pommes
 - Lait kasher
 - Expédition de porcs vivants à Terre-Neuve
 - Oeufs pasteurisés

(Voir la première série d'Annexe 1 pour une description détaillée de ces dossiers.)

- Approuver les processus conduisant à la résolution des entraves techniques suivantes, conformément à ce qui est proposé dans la deuxième série d'Annexe 2 :
 - Octroi de permis pour le semences de bestiaux
 - Lait UHT/lait stérilisé
 - Oeufs fêlés
 - Élevage du gibier
 - Élevage d'animaux à fourrure
 - Inspection des établissements de transformation des viandes
 - Mouche de l'airelle
 - Étiquetage du boeuf quant à la catégorie
 - Normes pour les aliments biologiques(Voir Annexe 3 pour une description détaillée de ces dossiers.)
- Se mettre d'accord pour que le Comité fédéral-provincial de l'inspection agro-alimentaire continue de résoudre les entraves techniques qui nuiront dans l'avenir au commerce interprovincial et pour qu'il rende compte aux ministres des progrès de ses travaux à la prochaine réunion fédérale-provinciale qui aura lieu à Winnipeg.
- Affirmer qu'ils s'engagent à poursuivre la réforme de la politique agro-alimentaire qui contribuera à la résolution des problèmes entravant le commerce interprovincial et ayant, juge-t-on, des répercussions sur les politiques. Comme première étape, le Comité des politiques commerciales agro-alimentaires préparera un rapport sur les entraves liées aux politiques et le présentera aux ministres, pour fins de discussion, à leur réunion automnale.

DOCUMENT: 830-484/049
Revised

1993 FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE

Communiqué

CHARLOTTETOWN, Prince Edward Island
July 6-7, 1993

FEDERAL-PROVINCIAL COMMUNIQUE COMMUNIQUE FÉDÉRAL-PROVINCIAL

(REVISED)

For Immediate Release

MINISTERS SET \$20-BILLION TARGET FOR AGRI-FOOD EXPORTS BY YEAR 2000

CHARLOTTETOWN, July 7, 1993 -- Federal and provincial Agriculture Ministers, along with the Minister for the Yukon, agreed in principle today on a market development strategy to increase annual agri-food exports by roughly 50 per cent to at least \$20 billion by the year 2000.

Ministers set the goal during their annual meeting in Charlottetown on July 6-7 that focused on long-term planning and greater cooperation between governments and industry to take advantage of new market and trade opportunities.

Building on the recommendations of the industry-led Trade Opportunities Strategy (TOS) Committee, Ministers agreed in principle on a Memorandum of Understanding on trade and market development that would increase the current proportion of agri-food exports that are value-added.

This agreement also involves evaluation of existing trade development programs, more effective collaboration between governments on agri-food trade development and international promotions and more coordinated access to government services and market information.

Specific initiatives will be reviewed by Ministers over the summer.

As part of the overall market development strategy, Ministers stressed the importance of continuing to work together on international trade reform and to aggressively promote the interests of Canadian producers. Ministers also noted the federal government's continued commitment to its balanced trade negotiating position.

To this end, Federal Minister of Agriculture and Agri-food Charles Mayer will be meeting his U.S. counterpart to discuss recent trade actions affecting such commodities as sugar and wheat.

Ministers acknowledged human resource development as a key priority in maintaining the sector's long-term competitiveness. They asked for recommendations to be developed to better coordinate private and public sector human resource training, in full respect of the jurisdictions and responsibilities of both levels of government.

Ministers reaffirmed their commitment to move towards a national whole farm income protection policy and agreed on a number of safety net modifications.

Ministers agreed that federal, provincial and territorial governments take into account flexibility respecting regional needs as they move towards a whole farm income protection policy.

Ministers accepted in principle the recommendation of the Canadian Cattlemen's Association to terminate the National Tripartite Stabilization Program no later than Dec. 31, 1993. This would be conditional upon Ministers agreeing on an approach for 1994. Details will be presented to Ministers for approval this fall.

Ministers received updates and endorsed the general direction of the Canadian Horticulture Action Plan developed by the National Horticulture Committee to enhance the long-term competitiveness of the horticulture sector.

Ministers also supported their recommendation to make horticulture eligible for the equivalent of a doubled NISA for edible commodities for the 1993 tax year, for those provinces who wish to provide coverage. Subsequent years would be subject to the development of a whole farm approach.

The Special Measures Committee for Hogs and Pork presented Ministers with its final report. Ministers endorsed the strategic direction of the report, requesting the committee report back to Ministers after six and 12 months.

Ministers agreed to eliminate a number of technical interprovincial trade barriers and instructed federal and provincial officials to work to resolve further interprovincial technical barriers and report back to Ministers at their next meeting.

Ministers endorsed the development of a national food inspection policy and designated the Federal-Provincial Agri-food Inspection Committee to take the lead and report back to Ministers by July, 1994.

Ministers agreed to improve coordination between industry and government agencies with jurisdiction over farm safety issues, and directed their officials to work with the Canadian Coalition for Agricultural Safety and Rural Health to address farm safety issues and develop an action plan to be presented to Ministers.

Ministers also received the second annual report of the Agri-food Competitiveness Council.

Provincial ministers raised the importance of retaining federal commitment to regional development in the agri-food sector in Canada.

Ministers will meet again this fall to review progress on these and other issues.

Records of Decisions on the above issues are available from federal and provincial Deputy Ministers' Offices.

DOCUMENT: 830-484/049
Révisé

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE - 1993

Communiqué

CHARLOTTETOWN (Île-du-Prince-Édouard)
Les 6 et 7 juillet 1993

FEDERAL-PROVINCIAL COMMUNIQUÉ COMMUNIQUÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL

(Révisé)

Pour diffusion immédiate

LES MINISTRES VEULENT AUGMENTER LES EXPORTATIONS AGRO-ALIMENTAIRES À \$20 MILLIARDS D'ICI L'AN 2000

CHARLOTTETOWN, le 7 juillet 1993 -- Le ministre fédéral et les ministres provinciaux de l'Agriculture, ainsi que le ministre du Yukon, ont convenu aujourd'hui des grandes lignes d'une stratégie visant à augmenter d'environ 50%, pour la porter à \$20 milliards, la valeur des exportations de produits agro-alimentaires d'ici l'an 2000.

Les ministres ont établi cet objectif à leur conférence annuelle de Charlottetown, les 6 et 7 juillet, et ont insisté sur l'importance de la planification à long terme et de la coopération entre les gouvernements et les membres du secteur pour que celui-ci soit en mesure de tirer parti de nouveaux débouchés et de nouvelles possibilités commerciales.

Les ministres, qui se sont fondés sur les objectifs définis par le comité chargé de la Stratégie de conquête des marchés (SCM), ont accepté en principe un protocole d'entente sur le développement du commerce extérieur et des marchés qui vise l'accroissement des exportations de produits à valeur ajoutée.

Cette entente prévoit de plus l'évaluation des programmes actuels d'expansion du commerce, une collaboration plus étroite entre les gouvernements en vue de stimuler le commerce et la promotion internationale de produits agro-alimentaires et une meilleure coordination de l'accès aux services gouvernementaux et à l'information sur les marchés.

Des mesures précises pour atteindre cet objectif seront étudiées par les ministres au cours de l'été.

Dans le cadre d'une stratégie globale de développement des marchés, les ministres ont insisté sur l'importance de continuer à travailler ensemble sur la réforme du commerce international et de promouvoir avec vigueur les intérêts des producteurs canadiens. Les ministres ont aussi noté l'engagement continu du gouvernement fédéral envers la position équilibrée du Canada dans les négociations commerciales multilatérales

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, M. Charles Mayer, rencontrera d'ailleurs son homologue américain à cet effet pour discuter de mesures commerciales récentes touchant des denrées comme le sucre et le blé.

Les ministres, reconnaissant l'importance du perfectionnement des ressources humaines pour la compétitivité à long terme du secteur, ont demandé des recommandations visant à mieux coordonner les programmes de formation tant publics que privés, dans le respect des juridictions des deux paliers de gouvernement.

Les ministres ont réaffirmé leur volonté de mettre au point une politique nationale de protection du revenu global agricole. Ils se sont aussi entendus sur un certain nombre de modifications aux programmes de sécurité du revenu.

Les ministres se sont entendus pour que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux fassent preuve de souplesse en tenant compte des besoins des régions à mesure qu'ils progresseront vers une politique de protection du revenu global agricole.

Afin de permettre au secteur de l'élevage bovin d'adopter un programme de protection du revenu global, les ministres ont accepté la recommandation de l'Association canadienne des éleveurs de bovins et des associations provinciales de mettre fin au Programme national tripartite de stabilisation d'ici le 31 décembre 1993 au plus tard. Les ministres devront cependant s'entendre sur une nouvelle démarche pour 1994. Les modalités seront présentées aux ministres cet automne pour leur approbation.

Les ministres ont aussi accordé leur appui aux grandes lignes du Plan d'action canadien en horticulture mis au point par le Comité national de l'horticulture pour améliorer la compétitivité à long terme du secteur.

Les ministres ont de plus appuyé la recommandation du Comité de rendre les produits horticoles comestibles admissibles à l'équivalent d'un CSRN à taux double pour l'année d'imposition 1993 pour les provinces qui désirent offrir cette protection. Les années suivantes, ce soutien dépendra de l'adoption éventuelle d'une approche globale à la sécurité du revenu.

Le Comité des mesures spéciales pour le secteur porcin a présenté son rapport final aux ministres qui ont approuvé son contenu et les recommandations qui y sont formulées, et ont demandé au Comité de leur faire rapport à nouveau dans six mois et un an.

Les ministres se sont entendus pour éliminer un certain nombre d'obstacles techniques au commerce interprovincial et ont enjoint les fonctionnaires des deux paliers de gouvernement de continuer à travailler à réduire les entraves au commerce interprovincial. Ils leur ont demandé de faire rapport de l'état de leurs travaux à leur prochaine rencontre.

Les ministres sont d'accord sur l'élaboration d'une politique nationale d'inspection des aliments et ont confié cette tâche au Comité fédéral-provincial de l'inspection agro-alimentaire qui devra les informer de l'état d'avancement des travaux en juillet 1994.

Les ministres ont convenu d'améliorer la coordination entre le secteur et les organismes gouvernementaux responsables des questions de sécurité en milieu agricole; partant, ils ont enjoint leur personnel de coopérer avec la Coalition canadienne pour la santé et la sécurité en milieu agricole à l'étude de ces questions et à la préparation d'un plan d'action à leur intention.

Les ministres ont aussi pris connaissance du deuxième rapport annuel du Conseil de la compétitivité agro-alimentaire.

Les ministres provinciaux ont souligné l'importance, pour le fédéral, de maintenir son engagement à l'égard du développement régional dans le secteur agro-alimentaire au Canada.

Les ministres doivent se réunir à nouveau cet automne pour discuter des progrès accomplis dans ces dossiers et d'autres enjeux.

Pour obtenir les rapports de décisions concernant les aspects décrits précédemment, s'adresser aux bureaux du sous-ministre fédéral ou des sous-ministres provinciaux.

FOR IMMEDIATE RELEASE**CONFERENCE FOCUSES ON HOUSING IN THE 90'S**

WINNIPEG - July 7, 1993 - Federal, Provincial and Territorial Housing Ministers met today to discuss "Strategic Directions for Housing in the 1990s." During the conference, Ministers and their officials discussed future directions in housing, including the need for long term national commitment to social housing and ways to achieve savings and efficiencies and to streamline operations.

All Provincial-Territorial Ministers present made strong representations to have the federal social housing budget reinstated for new commitments and advocated a continuing role for the federal government in housing. The Federal Minister agreed to bring these representations back to his cabinet colleagues.

The federal budget limited the social housing expenditures to \$2.0 billion annually to operate the existing portfolio while funding for new commitments will be found through increased efficiencies. A Federal-Provincial-Territorial consultation process was also discussed by Ministers to gather options on ways to generate savings within existing programs as well as how to develop and finance new partnerships for housing needs of the 1990s. It was agreed to pursue this approach.

The conference was co-chaired by the Honourable Paul Dick, Minister responsible for Canada Mortgage and Housing Corporation, and the Honourable Jim Ernst, Minister of Housing for Manitoba.

"The current social environment poses particular challenges in continuing to meet the housing needs of Canadians," said Mr. Dick. "The gravity of our financial situation has forced all governments to make some very difficult choices. But, I am confident that by working together, we will find the answers which will enable us to respond to those challenges."

"Good quality, affordable housing is necessary to ensure the continued vitality of urban, rural and northern communities across the country," said Mr. Ernst. "This conference provided an opportunity for us to address the importance of social housing to the social and economic health of Canada."

The Ministers noted that, while not meeting all the demand, a total of approximately \$4 billion is spent annually on social housing by the federal, provincial and territorial governments to provide affordable housing for Canadians. This represents about \$2 billion federally and an equal amount at the provincial and territorial level. Expenditures on housing at both levels of government are used to provide housing for families, seniors, aboriginals and persons with disabilities.

The Ministers also emphasized the need for a Federal-Provincial-Territorial partnership to respond to the housing needs of Canadians.

For further information, please call:

Don Smith
Minister Dick's office
(819) 997-5421

Ken Cassin
(204) 945-4650

DOCUMENT:

830-485/005

Pour publication immédiate

UNE CONFÉRENCE AXÉE SUR LE LOGEMENT DURANT LES ANNÉES 1990

Winnipeg - Le 7 juillet 1993 - Le ministre fédéral et les ministres provinciaux et territoriaux du logement se sont réunis aujourd'hui à Winnipeg pour discuter des «orientations stratégiques en matière d'habitation au cours des années 1990». Durant cette conférence, les ministres et leurs fonctionnaires se sont penchés sur les orientations futures dans le domaine du logement, notamment la nécessité de prendre des engagements nationaux à long terme dans le domaine du logement social, les moyens de réaliser des économies et d'atteindre l'efficience, et la rationalisation des divers processus administratifs.

Tous les ministres des provinces et des territoires, qui étaient présents, ont mis l'accent sur la nécessité de rétablir la participation fédérale au logement social pour financer de nouveaux projets, et ils ont incité le gouvernement fédéral à continuer son action dans le domaine de l'habitation. Le ministre fédéral a convenu de transmettre ces demandes à ses collègues du gouvernement.

La part du budget fédéral consacrée au logement social a été limitée à 2 milliards de dollars par an. Pour dégager les fonds destinés aux nouveaux projets, il faudra accroître l'efficience. Les ministres ont aussi discuté de la mise en place d'un processus de consultation fédéral, provincial et territorial qui permettrait de trouver diverses manières de réaliser des économies au sein des programmes existants, de développer de nouveaux moyens de financement et de susciter de nouveaux partenariats pour répondre aux besoins en matière de logement au cours des années 1990. Il a été décidé de poursuivre cette démarche.

La conférence était présidée par l'honorable Paul Dick, ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et par l'honorable Jim Ernst, ministre de Logement Manitoba.

« Dans la conjoncture sociale actuelle, il devient de plus en plus difficile de répondre aux besoins des Canadiens dans le domaine du logement », a déclaré M. Dick. « La gravité de notre situation financière a obligé tous les gouvernements à prendre des décisions très difficiles. Cependant, je suis persuadé qu'en travaillant ensemble, nous trouverons des solutions qui nous permettront de surmonter ces difficultés. »

« Il faut offrir des logements abordables et de bonne qualité si nous voulons maintenir la vitalité des collectivités urbaines, rurales et du Nord de notre pays », a indiqué M. Ernst. Cette conférence nous a donné l'occasion de discuter du rôle important que joue le logement quant à la santé économique et sociale du Canada. »

Les ministres ont constaté que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux consacraient environ 4 milliards de dollars par an aux logements sociaux afin d'offrir des habitations abordables aux Canadiens. Néanmoins cet effort n'est pas suffisant pour satisfaire la demande. Le gouvernement fédéral assume environ 2 milliards de dollars, le reste étant pris en charge par les provinces et les territoires. Ces dépenses sont utilisées pour loger des familles, des personnes âgées, des autochtones et des personnes handicapées.

Enfin, les ministres ont insisté sur la nécessité de maintenir le partenariat entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires pour répondre aux besoins des Canadiens dans le domaine du logement.

- 30 -

Pour obtenir plus d'information, communiquez avec :

M. Don Smith
Bureau de M. Dick
(819) 997-5421

M. Ken Cassin
(204) 945-4650

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL MEETING OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR ABORIGINAL AFFAIRS AND
REPRESENTATIVES OF NATIONAL ABORIGINAL ORGANIZATIONS**

Press Release

INUVIK, Northwest Territories
July 13 and 14, 1993

MINISTERS AND ABORIGINAL LEADERS ANNOUNCE PROGRESS

INUVIK, July 13, 1993 -- Provincial and Territorial Ministers and National Aboriginal leaders met in Inuvik to examine aboriginal issues in advance of the Annual Premiers' Conference to be held in Baddeck, Nova Scotia, on August 26 and 27, 1993. The federal Minister of Indian and Northern Affairs, the Hon. Pauline Browes, and the Royal Commission on Aboriginal Peoples were also invited to participate in the meeting.

Among the issues discussed on the first day of the two-day conference were opportunities and options for moving ahead on implementing self-government and identifying the jurisdictional and fiscal responsibilities of all levels of government.

Provincial and territorial ministers and leaders from the Metis National Council, the Native Council of Canada and the Native Women's Association of Canada affirmed their commitment to work actively to give concrete expression to self-government through the negotiation process.

Progress was also achieved on setting a workplan for resolving the jurisdictional and fiscal responsibilities of all levels of government. The delegations announced the formation of a working group to explore the issue and to develop options for consideration by provincial Premiers and Aboriginal Leaders. The working group is expected to report to the Annual Premiers Meeting in August.

The meeting will continue tomorrow.

DOCUMENT : 830-486/017

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES
MINISTRES RESPONSABLES DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ET DES REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS AUTOCHTONES**

Communiqué de presse

INUVIK (Territoires du Nord-Ouest)
Les 13 et 14 juillet 1993

Les ministres et dirigeants autochtones font état des progrès réalisés

Inuvik, le 13 juillet 1993 - Les ministres provinciaux et territoriaux, et les dirigeants autochtones nationaux se sont réunis à Inuvik pour discuter des questions autochtones, en prévision de la Conférence annuelle des Premiers ministres qui se tiendra à Baddeck (Nouvelle-Écosse), les 26 et 27 août 1993. L'honorable Pauline Browes, ministre fédérale des Affaires indiennes et du Nord, et les membres de la Commission royale sur les peuples autochtones ont également été invités à participer à la réunion.

Au cours de la première journée de cette conférence de deux jours, on a notamment discuté de la possibilité de procéder à la mise en oeuvre du concept de l'autonomie gouvernementale et de déterminer les compétences et les responsabilités financières des divers ordres de gouvernement.

Les ministres provinciaux et territoriaux et les dirigeants de l'Association des femmes autochtones, du Conseil national des autochtones du Canada et du Ralliement national des Métis se sont engagés à travailler activement en vue de mettre en oeuvre le concept de l'autonomie gouvernementale dans le cadre du processus de négociations.

Des progrès ont également été réalisés en ce qui concerne l'élaboration d'un plan de travail pour la détermination des compétences et des responsabilités financières de tous les ordres de gouvernement. Les délégations ont annoncé la création d'un groupe de travail pour étudier la question et pour élaborer des options que pourront étudier les premiers ministres provinciaux et les dirigeants autochtones. Il est prévu que le groupe de travail présente ses conclusions lors de la Conférence des Premiers ministres en août prochain.

La réunion se poursuit demain.

FOR RELEASE AFTER 09:15, September 8, 1993

SAINT JOHN, N.B. (CNB) -- The Canadian Council of Ministers responsible for Emergency Preparedness has approved a plan for implementing a national strategy for emergency preparedness training and education over the next five years.

Following a decision reached at last year's Ministers' Conference to bring about a significant increase in the number of Canadians trained in emergency preparedness skills, a joint federal-provincial-territorial group developed the strategy based on a rearrangement of the responsibilities for training between the Federal Government and the provinces and territories. They hope that these new rearrangements will promote the development of courses that better meet the local needs. Ministers directed their officials to initiate the implementation of the plan by convening an early meeting of the Federal-Provincial-Territorial Training Conference to review the funding options contained in the implementation plan and to seek new and more efficient training delivery modes as part of this strategy.

Some of the options that are to be explored are: continued partnerships in funding with the Federal Government, resource sharing with other jurisdictions, initiating dialogue with other partners that have interest in emergency preparedness training and consultation at the community level.

Federal-provincial-territorial ministers were also pleased to note the progress in developing plans to respond to major earthquakes in Canada through training exercise "CANATEX 2" involving the provinces of British Columbia, Alberta and the federal government. Other jurisdictions will also benefit from this cooperative effort in emergency management, as the experience gained from this exercise can be applied to other major hazards.

Ministers were briefed by the Chairman of Major Industrial Accidents Council of Canada (MIACC), Mr. Eric Newell, President and CEO of Syncrude Canada.

Ministers applauded MIACC'S progress and agreed to continue to participate in and support this important national initiative.

Ministers also endorsed guiding principles for joint municipal and industrial emergency preparedness. These principles, prepared by a MIACC working group of specialists, will serve to promote effective liaison between industries and municipalities and to encourage co-ordinated emergency preparedness.

Ministers expressed their strong support as well for the International Decade for Natural Disaster Reduction (IDNDR). Canada is participating in this United Nations initiative by establishing a National Committee with representatives from government, industry and the academic community. The role of the Committee is to provide the leadership to develop, promote and co-ordinate a Canadian program for the Decade and identify priorities and initiatives emphasizing the importance of prevention and preparedness in disaster reduction.

The Council of Ministers were meeting in conjunction with the Major Industrial Accidents Council of Canada emergency response conference, 'ER93'.

The next meeting of the Council has been scheduled for July 1994 in Winnipeg, Manitoba.

EDITOR'S NOTE - For more information, contact Ron Akerley or Bette Bowyer at the conference media centre (506) 693-8484.

DOCUMENT: 830-487/008

POUR DIFFUSION APRÈS 9 H 15 le 8 septembre 1993

SAINT JOHN, N.-B. (CNB) -- Le Conseil canadien des ministres responsables de la protection civile a approuvé un plan de mise en oeuvre, au cours des cinq prochaines années, d'une stratégie nationale pour la formation et l'éducation en matière de protection civile.

En effet, suite à une décision prise à la conférence des ministres de l'année dernière, et en vue d'accroître considérablement le nombre de Canadiens formés en matière d'intervention d'urgence, un groupe de travail a mis au point une stratégie fondée sur un redéploiement des responsabilités en matière de formation entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Les ministres espèrent que ce redéploiement favorisera l'élaboration de cours plus adaptés aux besoins locaux. Les ministres ont demandé à leurs fonctionnaires d'amorcer la mise en place du plan en se réunissant pour une conférence fédérale-provinciale-territoriale sur la formation afin d'examiner de nouvelles méthodes de formation plus efficaces dans le contexte de la stratégie et d'évaluer diverses options de financement.

Notons, parmi les possibilités à envisager : le maintien du niveau actuel de financement par le gouvernement fédéral, le partage des coûts avec d'autres niveaux de compétence, et la recherche d'une concertation avec d'autres partenaires qui s'intéressent également à la formation en intervention d'urgence dont les municipalités.

Par ailleurs, les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux se sont dits enchantés de constater les progrès dans les plans d'intervention en cas d'importants tremblements de terre au Canada, progrès réalisés grâce à l'exercice de formation «CANATEX 2» auquel participent la Colombie-Britannique et l'Alberta ainsi que le gouvernement

fédéral. Les autres gouvernements pourront aussi bénéficier de cet effort de collaboration dans la gestion des urgences puisqu'il sera possible d'appliquer l'expérience acquise au cours de l'exercice à d'autres types de situations dangereuses.

De plus, suite à une allocution du président du Conseil canadien des accidents industriels majeurs (CCAIM), M. Eric Newell, président-directeur général de Syncrude Canada, les ministres ont été impressionnés du travail accompli par le CCAIM et prêts à maintenir leur appui à cette initiative des plus importante.

Les ministres ont aussi souscrit à des principes directeurs applicables aux mesures communes d'intervention d'urgence visant les municipalités et les industries. Ces principes, établis par un groupe de travail du CCAIM, serviront à promouvoir un mode de liaison efficace entre les industries et les municipalités dans le but de favoriser une concertation au niveau des interventions d'urgence.

Les ministres ont également manifesté leur appui pressé vis-à-vis de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (DIPCN). Le Canada participe à cette initiative des Nations Unies en mettant sur pied un comité national comportant des représentants des gouvernements, de l'industrie et du monde de l'enseignement. Le rôle du comité est d'élaborer, de promouvoir et de coordonner un programme canadien pour la Décennie et de cerner les priorités et les mesures soulignant l'importance de la prévention et des moyens d'intervention dans la réduction des catastrophes.

Le conseil des ministres s'est réuni en même temps que se tenait la conférence de 1993 des mesures d'intervention d'urgence, «ER93», du Conseil canadien des accidents industriels majeurs.

La prochaine réunion du Conseil est prévue pour juillet 1994 à Winnipeg, au Manitoba.

NOTE DU RÉDACTEUR - Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Ron Akerley ou Bette Bowyer au centre des médias de la conférence, au (506) 693-8484.

DOCUMENT: 830-488/015

MINISTERS OF HEALTH REACH AGREEMENT ON BLOOD INQUIRY AND HEALTH CARE RENEWAL

EDMONTON, September 16, 1993 -- Federal/provincial/territorial ministers of health agreed on the terms of reference for an inquiry into Canada's blood system and on a process to renew the country's health care system following a meeting here today. Ministers also discussed other matters related to the provision of health care. Following is a synopsis of their deliberations.

1. STRATEGY TO ADDRESS BLOOD SYSTEM ISSUES

The Federal/Provincial/Territorial Ministers of Health agreed to a strategy to ensure the safety, effectiveness and integrity of the blood supply system in Canada.

The strategy has several elements: an immediate review by government officials of the current blood system, a comprehensive public inquiry and consideration of Federal involvement in the Canadian Blood Agency.

A task force of Provincial/Territorial Deputy Ministers has been established to:

- review, with the Federal Government, the relationships among the Canadian Blood Agency, the Canadian Red Cross Society and the Federal Drugs Directorate;
- and further investigate the technological and financial risks and issues associated with blood fractionation;

The task force will report to Ministers within ninety days.

The Ministers accepted the recommendation of a report by the House of Commons Parliamentary Sub-Committee on Health Issues that a public inquiry be carried out into the Canadian blood system with the efficiency and safety of the system as the primary focus. The inquiry will be under the federal *Inquiries Act* and will report no later than September 1994.

It will review the mandate, organization, management, operations, financing, and regulation of all activities connected with the blood system in Canada. It will address:

- the organization and effectiveness of past and current systems designed to supply blood and blood products in Canada;
- the roles, views, and ideas of interested organizations; and
- the structures and experiences of other countries, especially those with comparable systems.

The detailed terms of reference, name of commissioner(s), and cost-sharing arrangements will be finalized and released by the end of September 1993 after Ministers have had an opportunity to discuss the inquiry's form, mandate and process with their respective governments. Québec restated its support of the basic principles while delaying its decision about its participation considering the format of the proposed inquiry.

In addition, the Provincial/Territorial Ministers have requested the federal government to give consideration to becoming a member of the Canadian Blood Agency.

2. RENEWAL OF HEALTH CARE SYSTEM

Federal/provincial/territorial Ministers of Health committed to partnership and cooperation in review of the health system. All Ministers recognized that more effective use of resources in health delivery is required. They also acknowledged the need for predictable and stable funding for health services, particularly during this period of reform.

While noting the worthwhile measures in health reform being undertaken in various jurisdiction, Ministers agreed more concentrated and cooperative efforts were required.

They committed to meet before the end of the year to discuss a number of key issues towards the development of national strategies in those areas. Discussions will include aboriginal health.

To avoid duplication, Ministers want to ensure mechanisms are put in place to share the results of reform efforts particularly utilization and health outcome studies.

The Ministers agreed the need to develop a framework for a national dialogue on the health system. They directed their officials to prepare a proposal to involve Canadians in developing a vision for the future health system in Canada.

3. NATIONAL PUBLIC EDUCATION PROGRAM ON HEALTH

The federal/provincial/territorial Ministers agreed to undertake a national public education program on health and health care. Ministers agreed that this is essential to the success of current and future health care reform initiatives.

The Ministers agreed that Canadians can be better informed about their health system, how it works, current pressures and challenges, and what they can expect in the future. Ministers also expressed a desire to encourage more informed and appropriate use of services by Canadians.

4. PHYSICIAN RESOURCE MANAGEMENT STRATEGY

In keeping with the National Action Plan on Physician Resource Management, Ministers agreed to establish and coordinate provincial physician management resource plans and supply management initiatives in all jurisdictions as a priority. These plans will form the basis of a National Physician Resource Plan to ensure an appropriate supply and distribution of physicians to meet the health needs of Canadians. Ministers also requested their Deputies to establish a process towards implementation of national clinical practice guidelines.

5. OUT-OF-COUNTRY HEALTH INSURANCE

The Ministers of Health established a working group of federal/provincial/territorial officials to report on issues pertaining to out of country coverage, residency and eligibility.

The Federal Minister will be hosting the Provincial and Territorial Ministers at a joint meeting before the end of the year.

The next annual meeting of Health Ministers will be held in the Fall of 1994 and be will be hosted by Nova Scotia.

For additional information, contact:

Health Canada
Nathalie Martin-Béa
(613) 957-0200

Provincial Departments of Health
Communications

DOCUMENT: 830-488/015

LES MINISTRES DE LA SANTÉ S'ENTENDENT SUR UNE ENQUÊTE SUR LE SANG CONTAMINÉ ET SUR LE RENOUVELLEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ

EDMONTON (Alberta) -- Le 16 septembre 1993 -- Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de la Santé se sont entendus, aujourd'hui, à Edmonton, sur la tenue d'une enquête sur le système canadien d'approvisionnement en sang et sur un processus visant le renouvellement du régime national de soins de santé. Les ministres ont également discuté d'autres questions liées à la prestation des soins de santé. Voici un sommaire de leurs délibérations :

1. STRATÉGIE SUR LES QUESTIONS RELATIVES AU SYSTÈME D'APPROVISIONNEMENT EN SANG

Les ministres de la Santé du gouvernement fédéral, et des gouvernements provinciaux et territoriaux ont convenu d'une stratégie visant à assurer la sécurité, l'efficacité et l'intégrité du système d'approvisionnement en sang au Canada.

La stratégie comporte divers éléments, soit la mise en oeuvre immédiate d'un examen gouvernemental du système actuel d'approvisionnement en sang, une enquête publique détaillée et la possibilité de la participation du gouvernement fédéral aux activités de l'Agence canadienne du sang.

Un groupe de travail, composé de sous-ministres provinciaux et territoriaux, a été mis sur pied en vue :

- d'examiner, de concert avec le gouvernement fédéral, les relations entre l'Agence canadienne du sang, la Société canadienne de la Croix-Rouge et la Direction des médicaments du gouvernement fédéral;
- d'étudier plus à fond les risques technologiques et financiers liés au fractionnement du sang.

Le groupe de travail présentera un rapport aux ministres dans les 90 prochains jours.

Les ministres ont accepté la recommandation, émanant d'un rapport du sous-comité parlementaire de la Chambre des Communes sur les questions de santé, selon laquelle il faut mener une enquête publique sur le système canadien d'approvisionnement en sang et axer l'enquête sur l'efficacité et la sécurité du système. L'enquête sera menée en vertu de la *Loi sur les enquêtes* fédérale et le rapport devra être présenté au plus tard en septembre 1994.

Dans le cadre de l'enquête, on examinera le mandat, l'organisation, la gestion, les activités, le financement et la réglementation de toutes les activités liées au système d'approvisionnement en sang au Canada. L'enquête abordera les points suivants :

- l'organisation et l'efficacité des systèmes actuels et anciens de collecte, de production et de distribution du sang et des produits sanguins au Canada;
- les rôles, les points de vue et les idées des organismes intéressés;
- les structures et les expériences d'autres pays, particulièrement ceux qui sont dotés de systèmes comparables.

Le mandat détaillé, le(s) nom(s) du (des) commissaire(s) et les ententes de partage des coûts seront complétés et annoncés d'ici la fin de septembre 1993, après que les ministres auront eu l'occasion de discuter de la forme, du mandat et du déroulement de l'enquête avec leurs gouvernements respectifs. Le Québec a réitéré son appui aux principes fondamentaux d'une enquête, mais, compte tenu de la forme de l'enquête proposée, a remis à plus tard sa décision quant à sa participation.

Par ailleurs, les ministres des provinces et des territoires ont demandé au gouvernement fédéral de considérer la possibilité de devenir membre de l'Agence canadienne du sang.

2. Renouveau du régime de soins de santé

Les ministres de la Santé du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux se sont engagés à conjuguer leurs efforts pour réviser le système de santé. Tous les ministres ont reconnu qu'il fallait utiliser plus efficacement les ressources du système de santé. Ils ont également reconnu la nécessité d'assurer un financement prévisible et stable des soins de santé, particulièrement durant cette période de réforme.

Tout en soulignant que diverses administrations avaient pris des mesures valables pour réformer le système de santé, les ministres ont convenu qu'il fallait intensifier et mieux conjuguer leurs efforts.

Ils se sont engagés à se rencontrer avant la fin de l'année pour discuter diverses questions clés relativement à l'élaboration de stratégies nationales dans ces domaines, notamment les soins de santé aux autochtones.

Pour éviter le doublement, les ministres veulent s'assurer qu'on prévoit des mécanismes pour échanger les résultats des mesures de réforme, particulièrement lorsqu'il s'agit d'études sur l'utilisation des services de santé et de leurs résultats.

Les ministres se sont mis d'accord sur la nécessité d'élaborer une structure permettant un dialogue à l'échelle nationale sur le système de santé. Ils ont demandé à leurs fonctionnaires de préparer un projet qui permettra aux Canadiens de participer à l'élaboration d'une vision d'avenir pour le système de santé du Canada.

3. Programme national de sensibilisation de la population aux soins de santé

Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux ont convenu de poursuivre une campagne nationale de sensibilisation de la population à la santé et aux soins de santé. Les ministres ont convenu qu'une telle campagne est essentielle pour assurer le succès des initiatives de réforme actuelles et à venir dans le domaine des soins de santé.

Les ministres ont convenu que les Canadiens gagneraient à être mieux renseignés sur leur régime de soins de santé et son fonctionnement, sur les contraintes et les défis de l'heure, et sur ce à quoi ils peuvent s'attendre à l'avenir. Les ministres ont également manifesté le désir d'encourager les Canadiens à mieux se renseigner sur les services de santé et à les utiliser plus judicieusement.

4. Stratégie de gestion des effectifs médicaux

Conformément au plan d'action national sur la gestion des effectifs médicaux, les ministres se sont donné comme priorité de mettre en place et de coordonner les plans de gestion provinciaux des effectifs médicaux et les initiatives de gestion de l'offre dans toutes les administrations. Ces plans constitueront le fondement d'un plan national sur les effectifs médicaux visant à garantir un approvisionnement en médecins et une répartition de leurs effectifs qui répondront aux besoins des Canadiens en matière de soins de santé. Les ministres ont aussi demandé à leurs sous-ministres de créer un processus en vue de mettre en oeuvre des lignes directrices nationales sur la médecine clinique.

5. Assurance-santé à l'extérieur du pays

Les ministres de la Santé ont mis sur pied un groupe de travail, composé de représentants du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux, qui fera rapport sur les questions relatives à la protection offerte par l'assurance-santé à l'étranger, au statut de résident et à l'admissibilité.

La ministre fédérale recevra les ministres des provinces et des territoires à l'occasion d'une réunion conjointe d'ici la fin de l'année.

La prochaine conférence annuelle des ministres de la Santé se tiendra à l'automne de 1994 et sera présidée par la Nouvelle-Écosse.

Renseignements :

Santé Canada

Nathalie Martin-Béa

(613) 957-0200

Ministères provinciaux de la Santé

Communications

**30TH ANNUAL CONFERENCE OF THE COUNCIL OF
MINISTERS RESPONSIBLE FOR TRANSPORTATION AND
HIGHWAY SAFETY**

COMMUNIQUE



Conference

OTTAWA, Ontario
September 23, 1993

FOR IMMEDIATE RELEASE

TRANSPORT MINISTERS MEET

OTTAWA, Ontario - September 23, 1993 — Ministers Responsible for Transportation and Highway Safety met today in Ottawa to discuss a number of transportation issues of national significance. Today's agenda included: national highway policy; national rail network; barriers to internal trade; harmonization of transportation regulation; and accessible intercity bus transportation.

The Ministers present agreed on all the transportation elements of a national highway policy. It was agreed that the Council of Transport Ministers will seek to organize a joint meeting with Ministers of Finance, before year-end, to discuss other related items such as funding and cost-sharing.

The Ministers accepted a status report from the committee on the national rail network study, including criteria for national rail corridors. They directed the Council of Deputy Ministers to conduct further work on the identification of essential rail corridors in Canada.

Ministers noted the request from the Committee of Ministers on Internal Trade to respond to the First Ministers' directive to remove the remaining barriers to internal trade by March 31, 1995. They agreed to establish a process to identify and remove regulatory or other barriers that may impede the movement of people and goods in Canada. Discussion to that end included consideration of vehicle weights and dimensions; and the means of accelerating implementation of outstanding National Safety Code standards.

All provincial and territorial Ministers expressed serious concern about safety and operational impacts of the new federal Telecommunications Act on their jurisdictions' highway rights of

way, and they agreed to request that the federal Minister of Industry and Science not proclaim the disputed sections of the Telecommunications Act until there is a resolution of these concerns.

In regard to accessible intercity bus transportation for disabled persons, the ministers agreed to work towards finalizing a minimum national standard. They agreed further, that the standard could be implemented through the Motor Vehicle Transport Act, following further bilateral discussions on the proposed regulation.

The Ministers received with interest reports from the Transportation Association of Canada on transportation taxation and on regulatory review principles. Also a national transportation vision received strong support from Ministers. Furthermore, Ministers agreed to sign a memorandum of understanding to review regulations affecting transportation.

Ministers agreed to release the 1992 Canadian Motor Vehicle Traffic Collision Statistics. These figures, which will be available for distribution in late October, show a decrease of 5.5% in fatalities among all road users compared to 1991 figures, and represent the lowest traffic collision death total in Canada since 1962. They recognized that further efforts aimed at increasing seat belt use and reducing impaired driving will be necessary to bring about further decreases in road-related deaths and injuries. Ministers shared experience with innovative safety programs. In that vein, they noted the excellent results of *Opération Nez Rouge* in Québec. This program was started in Québec in 1984 and has since been adopted, not only in other provinces, but has also found support in many European countries.

**30^E CONFÉRENCE ANNUELLE DU CONSEIL DES
MINISTRES RESPONSABLES DES TRANSPORTS ET
DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

COMMUNIQUÉ

Conférence

OTTAWA (Ontario)
Le 23 septembre 1993



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

RÉUNION DES MINISTRES DES TRANSPORTS

OTTAWA (Ontario) - Le 23 septembre 1993 - Les ministres responsables des transports et de la sécurité routière se sont réunis à Ottawa aujourd'hui pour discuter d'un certain nombre de questions d'importance nationale dans le domaine des transports. À l'ordre du jour de la réunion, on retrouvait notamment les points suivants : la politique routière nationale, le réseau ferroviaire national, les obstacles aux échanges commerciaux intérieurs, l'harmonisation de la réglementation en matière de transports, et l'accès aux services interurbains de transport par autobus.

Les ministres présents se sont entendus sur tous les éléments de la politique routière nationale qui ont trait aux transports. Ils ont également convenu que le Conseil des ministres responsables des transports et de la sécurité routière cherchera à obtenir une réunion conjointe avec les ministres des Finances avant la fin de l'année pour discuter d'autres questions connexes, notamment le financement et le partage des frais.

Les ministres ont accepté un rapport d'étape du comité de l'étude sur le réseau ferroviaire national qui renfermait les critères pour les corridors ferroviaires nationaux. Ils ont chargé le Conseil des sous-ministres d'effectuer d'autres travaux portant sur l'identification des corridors ferroviaires essentiels au Canada.

Les ministres ont pris connaissance de l'invitation du Comité des ministres sur le commerce intérieur à se conformer aux instructions des Premiers ministres qui consistent à faire en sorte que les obstacles aux échanges commerciaux intérieurs qui existent toujours soient supprimés d'ici le 31 mars 1995. Ils ont convenu d'établir une démarche pour repérer et éliminer les obstacles sous forme de règlements ou autres qui sont susceptibles d'entraver la

circulation des marchandises et des personnes au Canada. Dans cette optique, la discussion a notamment porté sur la question du poids et des dimensions des véhicules ainsi que sur les moyens d'accélérer l'entrée en vigueur des autres normes prévues par le code canadien de sécurité pour les transporteurs routiers.

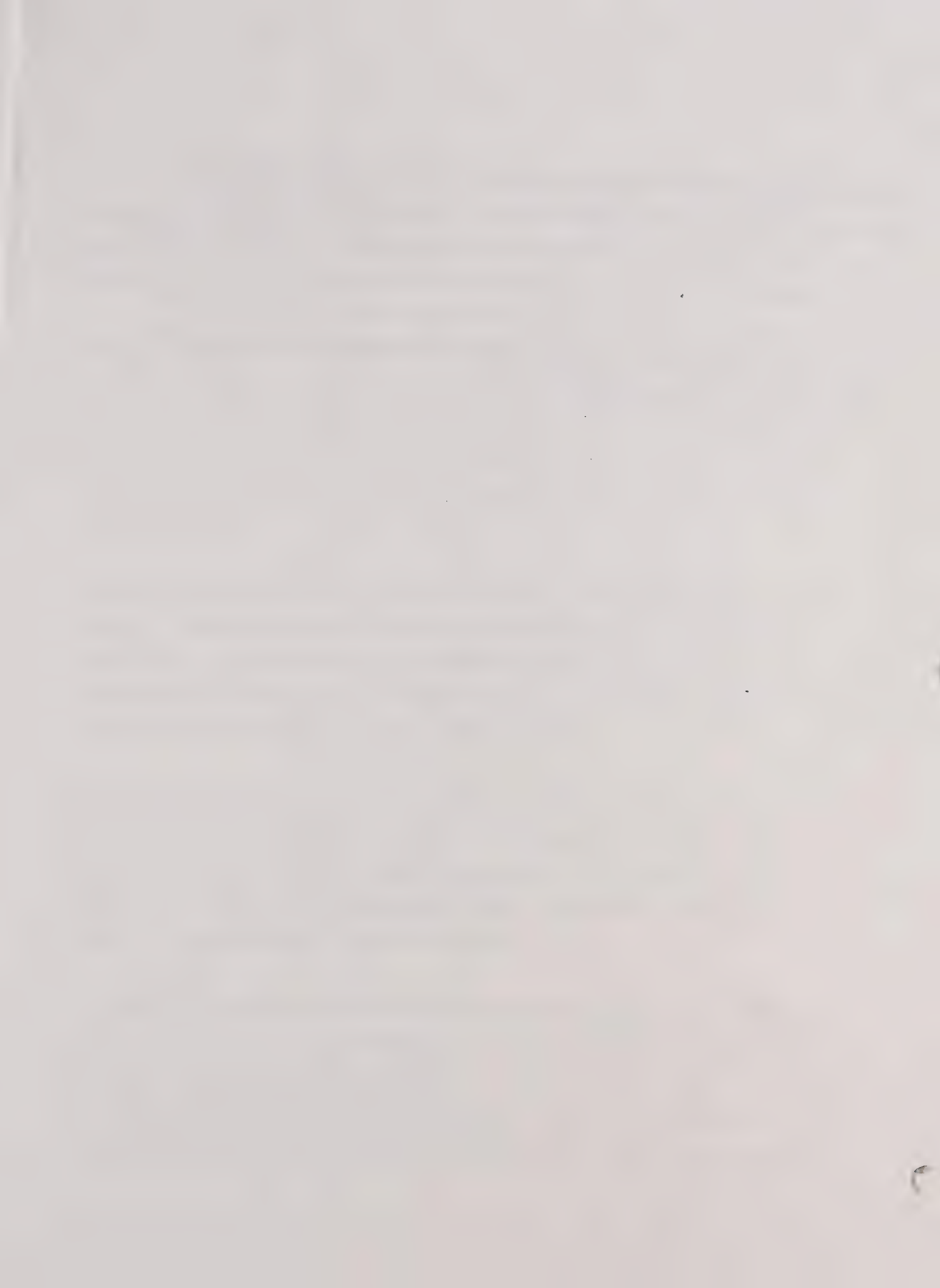
Tous les ministres provinciaux et territoriaux ont exprimé des réserves sérieuses quant aux incidences de la nouvelle Loi fédérale sur les télécommunications sur les conditions de sécurité et d'exploitation des emprises routières de leurs administrations. Ils ont convenu de demander au ministre fédéral de l'Industrie et des Sciences d'éviter de proclamer l'entrée en vigueur des articles contestés de la loi en question jusqu'à ce que ces réserves aient fait l'objet de discussions.

Concernant l'accès des personnes handicapées aux services interurbains de transport par autobus, les ministres ont convenu de chercher à en arriver à une version finale de la nouvelle norme nationale minimale. Ils ont également convenu que la norme en question pourrait être mise en oeuvre par le truchement de la Loi sur les transports routiers à la suite d'autres discussions bilatérales sur la réglementation proposée.

Les ministres ont examiné avec intérêt des rapports de l'Association des transports du Canada qui traitent des taxes sur les transports et de principes pour la révision de la réglementation. Ils ont aussi donné un appui sans réserve à la vision nationale pour les transports. Les ministres ont en outre accepté de signer un protocole d'entente pour la révision de la réglementation en matière de transport.

Les ministres ont également convenu de rendre publiques les statistiques sur les accidents de la route au Canada en 1992. Les statistiques en question, qui pourront être distribuées à la fin octobre, montrent qu'il y eu, comparativement à 1991, une diminution de 5,5 p. 100 des décès liés aux accidents de la route pour l'ensemble des utilisateurs. Le nombre total de décès rattachés à la route est le plus bas au Canada depuis 1962. Ils ont reconnu que des

efforts additionnels seront nécessaires pour accroître le port de la ceinture de sécurité et lutter contre la conduite en état d'ébriété si l'on veut obtenir d'autres améliorations au chapitre de la diminution des décès et des blessures liés à la route. Les ministres ont partagé leur expérience en ce qui a trait à des programmes de sécurité innovateurs. Dans cette optique, il ont constaté les excellents résultats de l'*Opération Nez Rouge* au Québec. Le programme en question, lancé au Québec en 1984, a été adopté par d'autres provinces et a suscité un intérêt dans de nombreux pays européens.



RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT - 1993



Le plan d'ensemble stratégique et le budget .

CCME

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 16 novembre 1993

2 **LE PLAN D'ENSEMBLE STRATÉGIQUE ET LE BUDGET** Présidence

Recommandations

Confirmer que les priorités énoncées dans le *Plan d'ensemble stratégique* reflètent adéquatement les priorités du conseil.

Approuver les niveaux de revenus et de dépenses proposés pour 1994/1995, comprenant une réduction de 10 % des contributions.

Approuver la création d'une réserve spéciale pour l'emballage, qui sera utilisée en 1996/1997 pour une enquête sur l'emballage.

Antécédents

Le *Plan d'ensemble stratégique* souligne les priorités du CCME et les objectifs de l'organisation pour les prochain trois ans. Les trois thèmes du Plan ont été classés par le Comité des sous-ministres.

L'approbation du Plan et des niveaux du budget établis par le Conseil des ministres sera suivie du développement de plans de travail et de budgets détaillés pour les Comités de direction et les groupes de travail pour 1994/1995. Les Comités de direction élaboreront des plans de travail pour les projets et les groupes de travail en janvier 1994; ils seront approuvés par le Comité des sous-ministres en mars 1994.

Le budget

- Les annexes des états financiers ci-joints résument le budget proposé pour 1994/1995 ainsi que l'excédent et le solde en réserve projetés au 31 mars 1995.
- L'annexe A montre les niveaux de contribution et les autres sources de revenus proposés pour 1994/1995. Une allocation de 157 000 \$ de l'excédent sera utilisé afin d'équilibrer les niveaux de revenus et de dépenses.
- L'annexe B fournit des renseignements comparatifs détaillés : budget proposé pour 1994/1995, le budget approuvé pour 1993/1994 et les revenus et les dépenses actuels de 1992/1993. Le budget proposé pour 1994/1995 rend compte des suppositions suivantes :
 - Niveaux de contribution seront coupés de 5 %, selon une recommandation faite par le Comité des sous-ministres en octobre 1993.

- Un montant de 1 370 370 \$ a été arbitrairement divisé entre le CPE et le CPS. Une répartition plus équitable des fonds sera accomplie lorsque les plans de travail seront élaborés par les comités de direction en janvier 1994. Les frais fixes, tels que le secrétariat et l'administration du Comité de direction, ont été estimés à 1 400 000 \$.
- L'annexe C montre le solde de l'excédent au 31 mars 1994 prévu à 332 707 \$, et un montant de 157 000 \$ qui sera déduit de l'excédent pendant l'année fiscale 1994/1995. En plus de cette allocation aux dépenses, une demande d'approbation est faite afin de désigner une portion de l'excédent (165 000 \$) dans le but spécifique d'établir une réserve pour l'enquête sur l'emballage de 1996/1997 dont le coût est estimé à environ 1 300 000 \$. La balance de l'excédent de 10 707 \$ sera laissée sans allocation. Un montant équivalent sera alloué à des fonds de projets des deux années fiscales. Cette accumulation de fonds pour trois ans, en plus de l'utilisation des fonds de l'année courante en 1996/1997, devrait fournir 50 % du coût de l'enquête. Il est attendu que nos partenaires de l'industrie fourniront l'autre 50 % du coût de l'enquête. Cette méthode de désigner une réserve spéciale pour un projet particulier élimine le besoin de solliciter des fonds supplémentaires de nos membres et donne au CCME la capacité d'entreprendre une planification à plus long terme pour des projets aux coûts élevés.
- Les soldes projetés des réserves au 31 mars 1995 sont également présentés à l'annexe C. La réserve globale a été établie afin de permettre au CCME de faire face à des dépenses non-budgétées de nature extraordinaire, telles que les paiements de séparation dans le cas de la fermeture du secrétariat. Le montant de 300 000 \$ a été établi en 1991/1992 et augmente annuellement en raison du taux d'intérêt accumulé sur le fonds de placement. Au 31 mars 1995, le solde prévu de la réserve globale s'élève à 368 000 \$.
- Le transfert de 165 000 \$ proposé de l'excédent de 1994/1995 permettra de créer une réserve séparée pour l'emballage, avec la balance au 31 mars 1995 de 165 000 \$.

Annexes

Plan d'ensemble stratégique 1993

Annexe A : Sommaire du budget 1994/1995 illustrant les niveaux de contribution

Annexe B : Budget proposé 1994/1995, budget approuvé 1993/1993 et résultats actuels 1992/1993

Annexe C : Excédent et soldes en réserve projetés au 31 mars 1995



ÉBAUCHE

APERÇU DE LA

STRATÉGIE

1993

Septembre 1993

Le Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) constitue la principale tribune intergouvernementale au Canada pour discuter et agir conjointement en ce qui a trait aux questions environnementales d'intérêt national et international. Les treize gouvernements membres, composés des paliers fédéral et provinciaux ainsi que des territoires, collaborent à définir les priorités environnementales de la nation et à coordonner les normes, les pratiques et la réglementation environnementales à l'échelle du pays.

Cet organisme se compose de quatre comités et d'un secrétariat central situés à Winnipeg. Le Conseil des ministres a pour tâche de définir l'orientation des politiques et de régler les questions se rapportant aux nombreux problèmes environnementaux du pays. Le Comité des sous-ministres conseille le Comité des ministres en ce qui a trait à ces questions et s'assure que les plans d'action nécessaires sont exécutés afin d'appliquer les décisions du conseil. Les deux comités d'orientation, formés de haut fonctionnaires de chacune des entités administratives, agissent en permanence à titre d'organismes de consultation auprès du Comité des sous-ministres et coordonnent des projets précis confiés à des groupes de travail intergouvernementaux.

Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME)

326 Broadway, Suite 400

Winnipeg, Manitoba

R3C 0S5

Tél. (204) 948-2090 Téléc. (204) 948-2125

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
CONTEXTE ENTOURANT LA PRÉPARATION DE L'APERÇU.....	1
THÈMES.....	3
PLANS D'ACTION.....	7
THÈME 1 : AMÉLIORER LA COOPÉRATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS.....	7
THÈME 2 : GÉRER LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES.....	12
THÈME 3 : INFLUENCER LES VALEURS, LES CROYANCES ET LES COMPORTEMENTS.....	18
CONCLUSION.....	22
APPENDICE A: PRIORITÉS ET PLANIFICATION DU CCME.....	i
DIAGRAMME A: PROCESSUS DE PLANIFICATION DU CCME.....	ii

INTRODUCTION

Depuis 1991, le CCME mène un processus de planification visant à définir les enjeux et à établir les priorités organisationnelles. Ce processus comporte la rédaction d'un document décrivant le plan de trois ans appelé l'aperçu de la stratégie. *L'Aperçu de la stratégie 1993* constitue le troisième document du genre publié par le CCME.

Le CCME ne peut relever tous les défis environnementaux auxquels doit faire face le Canada en raison de leur nombre et de leur complexité. Heureusement, la responsabilité découlant de ces défis est partagée non seulement entre les membres du CCME, mais également avec d'autres organismes gouvernementaux ainsi qu'avec les secteurs privé et public. Le CCME s'intéresse donc avant tout aux enjeux les plus importants pour ses gouvernements membres. Le processus d'établissement des priorités du CCME est examiné à l'Annexe A.

Largement différent de ses versions antérieures, *l'Aperçu de la stratégie 1993* reflète un élargissement du champ d'activité de l'organisme afin d'inclure non seulement les questions traditionnelles de protection de l'environnement, mais aussi de promouvoir la durabilité au sein de la société canadienne. De plus, les questions abordées dans l'aperçu sont groupées par thèmes stratégiques, plutôt que par responsabilités organisationnelles. Une section sur l'évaluation de la performance y a été ajoutée pour aider l'organisme à suivre ses progrès dans la réalisation de ses objectifs. Ces changements visent à faire de l'aperçu de la stratégie un outil de planification plus utile pour le CCME.

L'Aperçu de la stratégie 1993 comprend notamment un plan de travail ambitieux que le CCME croit pouvoir accomplir en trois ans.

CONTEXTE ENTOURANT LA PRÉPARATION DE L'APERÇU

Ces vingt dernières années, on a pu constater un virage dans l'optique adoptée sur les questions environnementales : la domination des moyens techniques de réduction de la pollution a fait place à une recherche beaucoup plus large des causes profondes de la dégradation de l'environnement. Cette recherche a permis de passer du stade de la protection de l'environnement à celui de la durabilité.

On reconnaît largement que, à l'origine, le développement durable constitue un objectif de société. Mais, on ne s'entend pas sur le sens à donner à cette expression. Les entrevues réalisées pour le document *Regard sur l'environnement 1993* ont fait ressortir la divergence des idées quant au sens du développement durable. Deux grandes écoles de pensée s'affrontent : la conception expansionniste (basée sur la croissance durable) et la conception écologique (basée sur la croissance zéro). En général, les tenants de la conception expansionniste croient qu'une croissance économique constante est nécessaire afin de disposer des ressources servant à régler les problèmes de surpopulation et de dégradation de l'environnement. Par comparaison, les partisans de la conception écologique pensent que les ressources de la terre sont épuisables et qu'une production et une consommation sans cesse croissantes détérioreront grandement les systèmes naturels. Les vues de ces deux groupes sur la façon de régler les problèmes

environnementaux sont diamétralement opposées. La tâche de rapprocher ces deux opinions constitue un défi de taille pour les décideurs.

En raison des divergences d'opinions sur le sens à donner au développement durable, de plus en plus de gens tentent de définir le concept de durabilité. Si le développement durable est considéré comme un processus, l'avènement d'une société durable est vu comme son objectif. Par conséquent, la durabilité est un concept à la fois beaucoup plus large, mais aussi mieux défini, que celui du développement durable.

De nombreux progrès ont été réalisés en matière de protection de l'environnement depuis vingt ans, mais les problèmes environnementaux continuent de s'accumuler. L'échelle mondiale, les pays développés ne cessent de consommer les ressources à un rythme insoutenable. Au Canada, la population exige que le gouvernement et l'industrie ne se contentent pas simplement de protéger l'environnement. De plus en plus, on a l'impression que les problèmes dépassent les frontières sectorielles et que l'approche multidisciplinaire de la détérioration de l'environnement gagne du terrain.

L'intérêt croissant pour le concept de durabilité entraîne un examen de plus en plus attentif du rapport entre les facteurs économiques et la qualité de l'environnement. De plus, les gouvernements tentent, à titre expérimental, des approches axées sur le marché afin d'assurer la protection de l'environnement. Ces approches offrent la possibilité de protéger l'environnement tout en augmentant l'efficacité économique et en préservant les maigres ressources publiques. Les taux d'imposition marginaux élevés et les déficits gouvernementaux persistants incitent également les contribuables à exiger que les gouvernements éliminent le double emploi et le chevauchement des efforts. Le milieu des affaires réclame des gouvernements qu'ils harmonisent leurs dispositions législatives et leurs politiques afin de réduire le fardeau administratif des entreprises et d'accroître l'efficacité économique dans toute la nation.

À l'origine, le développement durable a été conçu comme un lien entre l'environnement et l'économie. Récemment, cependant, un troisième élément s'est greffé au concept maintenant plus vaste de la durabilité : les facteurs sociaux. Pour le CCME, le lien le plus évident avec les facteurs sociaux est celui entre la santé et l'environnement.

La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui s'est déroulée à Rio de Janeiro en juin 1992, a représenté pour le Canada un tournant dans la façon dont il élabore sa politique environnementale. La délégation canadienne à Rio était formée non seulement de représentants du gouvernement fédéral, mais aussi de délégués des gouvernements provinciaux¹ et de parties prenantes. L'ouverture, la volonté d'inclusion et la transparence prônées à Rio sont devenues un modèle de partenariat dans la formulation des politiques environnementales.

Dans l'*Aperçu de la stratégie 1992*, le CCME s'est engagé à établir des partenariats avec les autres ministères et avec les parties prenantes. Dans le cadre de cet engagement, le CCME a aussi dirigé sept séances régionales pour obtenir des opinions sur les questions abordées dans le document *Regard sur l'environnement 1993*. Plus de 130 personnes ont pris part à ces séances au cours desquelles ont été définies les cinq principales préoccupations suivantes :

¹ Les gouvernements des territoires sont des membres à part entière du CCME. Tout au long du présent document, on entend également par « gouvernements provinciaux » le territoire du Yukon et les territoires du Nord-Ouest.

- 1 harmoniser la réglementation, les normes et les systèmes d'information au Canada;
- 2 encourager la participation de la population et l'apport des parties prenantes;
- 3 établir des partenariats, surtout avec d'autres ministères;
- 4 promouvoir une vision commune de la durabilité chez les Canadiens; et
- 5 accroître l'intégration des facteurs économiques et environnementaux dans le processus décisionnel.

Également, en août 1993, le Comité des sous-ministres du CCME a organisé une retraite au cours de laquelle il a examiné la performance du CCME depuis quatre ans, puis formulé un énoncé de mission et fixé des objectifs prioritaires pour les quatre prochaines années. On a convenu de la mission suivante :

«Le CCME contribuera de façon quantifiable et importante à la qualité de l'environnement au Canada.»

Cinq objectifs ont été fixés :

- harmoniser davantage les programmes de gestion environnementale au Canada;
- s'assurer que, de façon générale, les gouvernements souscrivent au concept de durabilité et l'appliquent;
- réduire les divergences entre les objectifs environnementaux et économiques par une meilleure compréhension;
- établir des liens extérieurs qui permettront au CCME de poursuivre son objectif de durabilité; et
- accorder un rôle important aux provinces et aux territoires dans l'élaboration de positions canadiennes concernant la durabilité à l'échelle mondiale.

Les thèmes et les priorités énumérés ci-dessous forment la base du plan de travail du CCME pour les trois prochaines années; ils ont été élaborés à partir des facteurs décrits plus haut.

THÈMES

Les thèmes stratégiques de l'aperçu ont pour but de conférer au CCME un rôle de meneur dans la promotion de la durabilité au Canada. La durabilité vise l'intégration des décisions sur le plan environnemental, économique et social afin d'assurer la survie des écosystèmes et de la population de la planète. Elle représente peut-être le défi le plus important des décideurs de ce monde.

Le recours à des thèmes stratégiques n'est pas simplement un mode d'organisation pratique du travail. Le CCME se servira de ces thèmes pour cerner les questions à discuter. Par conséquent, ils orienteront le programme du CCME.

Voici les nouveaux thèmes, par ordre de priorités :

- 1 Améliorer la coopération entre les gouvernements;
- 2 Gérer les questions environnementales; et
- 3 Influencer les valeurs, les convictions et les comportements.

Le premier thème - améliorer la coopération entre les gouvernements - tient compte du fait que les politiques, les dispositions législatives et les programmes fédéraux et provinciaux ont évolué isolément pour la plupart pour diverses raisons externes et internes. Par le passé, l'élaboration autonome des programmes de gestion environnementale a semé la confusion en ce qui a trait à la compétence administrative. Ces programmes ont occasionné un conflit fédéral-provincial ainsi que le chevauchement des efforts entre les gouvernements. Pour se conformer à ces programmes, les entreprises ont aussi dû payer davantage.

La nécessité d'harmoniser les programmes de gestion environnementale au Canada représentait l'un des thèmes constants des plans de travail antérieurs du CCME et des trois documents *Regard sur l'environnement* préparés à l'intention du conseil. L'harmonisation nationale des politiques environnementales, du point de vue des dispositions législatives, des normes, des codes de pratiques ou autres, est nécessaire pour réduire au minimum les conflits et le double emploi entre les gouvernements fédéral et provinciaux dans un domaine de compétence partagée et pour accroître l'uniformité et la cohérence partout au pays. Les gouvernements ont démontré la volonté d'établir une stratégie permettant de rediviser les responsabilités entre eux et de collaborer à la formulation d'approches comparables en ce qui concerne les dispositions législatives, les règlements et les politiques.

Le deuxième thème - gérer les questions environnementales - sert à confirmer les ministres de l'environnement dans leur rôle traditionnel de protecteurs de l'environnement et à souligner que la protection de l'environnement doit continuer d'occuper une place importante dans le plan de travail du CCME. Le Conseil canadien des ministres de l'environnement continuera de donner l'occasion aux ministres de collaborer à trouver des solutions aux problèmes traditionnels de la protection de l'environnement, tels que la qualité de l'air, la réduction des déchets de même que la qualité et la conservation de l'eau.

L'objectif du troisième thème - influencer les valeurs, les convictions et les comportements - vise à opérer un virage en matière de politique environnementale afin de s'attaquer aux causes profondes de la dégradation de l'environnement plutôt que de continuer à en traiter les symptômes. Le *Regard sur l'environnement 1993* a permis d'établir une hiérarchie des causes de la détérioration de l'environnement (Diagramme 1); les symptômes de cette dégradation se trouvent au début, alors que les causes véritables se trouvent à la fin de la liste. Les causes profondes sont la source de divers problèmes environnementaux. Ainsi, traiter les causes véritables de la dégradation de l'environnement donne la chance de régler, par la même occasion, un certain nombre de problèmes environnementaux et socio-économiques.

En résumé, le CCME accordera la priorité absolue à ses travaux d'harmonisation. Cet effet, il faudra d'abord jeter des fondations, mais elles incluront sans doute rapidement diverses initiatives d'harmonisation précises et exigeront une partie de plus en plus importante des ressources du CCME. Une grande importance sera aussi donnée aux efforts visant à faciliter la participation des provinces aux ententes internationales en matière de durabilité, à soutenir les travaux actuels d'élaboration d'une stratégie nationale sur la biodiversité et à améliorer la gestion environnementale dans les domaines plus traditionnels de la qualité de l'eau et de l'air, de la conservation de l'eau et de la réduction des déchets. Des travaux sont en cours et se poursuivront sur le thème «Influencer les valeurs, les convictions et les comportements», notamment en ce qui concerne l'intégration économie-environnement et la prévention de la pollution. Cependant, le CCME misera de plus en plus sur des partenaires dans ce domaine.

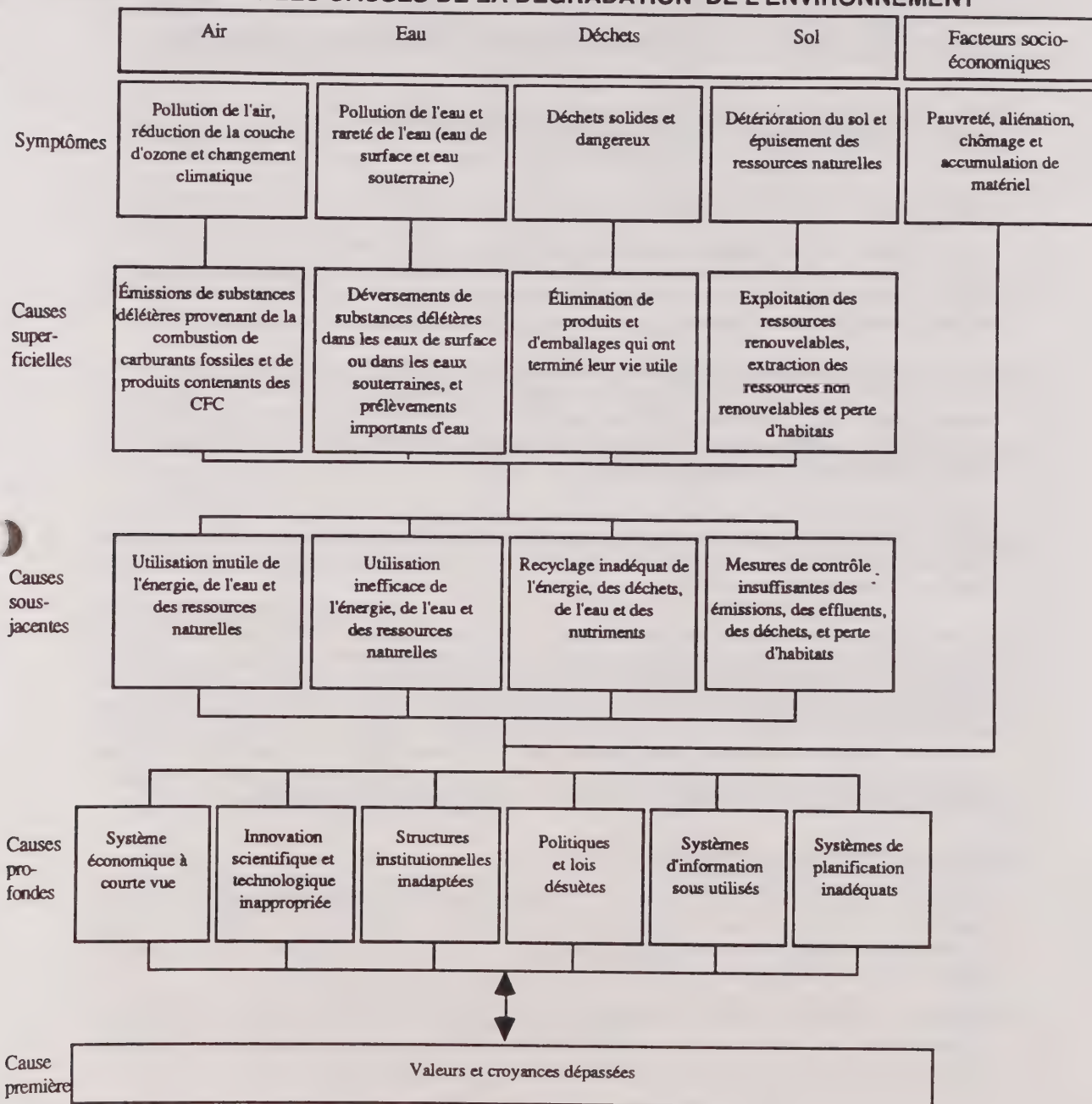
Le lecteur doit prendre note que certaines questions importantes aux yeux du CCME ne peuvent être traitées faute de ressources. Ces questions sont brièvement abordées sous le thème approprié selon leur importance, même si elles ne font l'objet d'aucune mesure précise.

MODE DE FONCTIONNEMENT DU CCME

Les parties prenantes légitimes aux travaux du CCME ont parfois critiqué cet organisme, lui reprochant de fonctionner en vase clos et d'être inaccessible. Cependant, depuis trois ou quatre ans, les ministères de l'environnement en sont venus rapidement eux-mêmes à adopter une approche basée sur les partenariats et à se servir de ces relations, au profit de tous les intéressés. Les partenariats permettent au CCME d'obtenir des recommandations qui bénéficient d'un appui plus large et qui, par conséquent, peuvent être appliquées avec plus de succès. :

L'un des principaux objectifs visés par la présidence du CCME de 1993 consiste à accroître l'ouverture du CCME et à s'assurer que cet organisme se concentre sur l'établissement de partenariats comme mode de fonctionnement. Le CCME a franchi cette étape critique au cours de l'an dernier et réussi à se rendre plus accessible tout en créant de nombreux nouveaux partenariats sous forme de travaux réalisés dans le cadre de projets conjoints. D'ici la fin de l'année, le CCME cherchera à régulariser son processus d'établissement de partenariats et élaborera des directives visant à trouver les partenaires appropriés et à déterminer quand et comment les former. Le CCME entamera ses travaux de 1994, soutenu par des partenariats efficaces répondant aux besoins du CCME et de ses partenaires.

DIAGRAMME 1
LES SYMPTÔMES ET LES CAUSES DE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT



PLANS D'ACTION

THÈME 1 : AMÉLIORER LA COOPÉRATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS

Priorité 1 - Harmoniser les approches environnementales

Contexte

- Les politiques, les dispositions législatives et les programmes fédéraux et provinciaux ont évolué pour diverses raisons externes et internes. Ces initiatives, entreprises dans le contexte d'une compétence partagée, ont entraîné le chevauchement et le double emploi des actions des deux paliers de gouvernement.
- On craint de plus en plus que la réglementation fédérale- provinciale nuise à la compétitivité de l'industrie canadienne et à sa capacité d'attirer de nouveaux investisseurs. Également, la mondialisation des questions environnementales exige des interventions nationales et internationales. Dans bien des cas, les provinces et le gouvernement fédéral partagent les coûts d'implantation et les responsabilités.
- L'adoption de nouvelles approches de gestion environnementale et le resserrement des dépenses gouvernementales forcent les ministères de l'environnement à revoir leurs rôles et leurs responsabilités. Aussi, des initiatives de révision des règlements sont en cours dans plusieurs entités administratives.
- La nécessité d'harmoniser les programmes de gestion environnementale au Canada représentait l'un des thèmes constants des plans de travail antérieurs du CCME et des trois documents *Regard sur l'environnement* préparés à l'intention du conseil. Les clients des ministères se plaignent aussi régulièrement de ce que le cadre actuel de gestion environnementale coûte cher, qu'il crée de la confusion et qu'il est inefficace. Les efforts précédents visant à harmoniser les programmes ont connu très peu de succès. Il semble maintenant y avoir une nouvelle volonté d'établir des approches stratégiques comparables dans la formulation des dispositions législatives, des règlements et des politiques.

Objectifs du CCME (par ordre de priorités)

- 1 Dresser, en collaboration avec les parties prenantes, une liste des dossiers à traiter en priorité dans les domaines suivants : clarification des rôles et des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les provinces; élimination du double emploi et du chevauchement et harmonisation des dispositions législatives, des règlements et des politiques.
- 2 Établir un cadre de gestion environnementale au Canada qui souligne les rôles et les responsabilités des gouvernements en matière de gestion environnementale et qui définisse les responsabilités et les rôles respectifs de chaque palier de gouvernement.

- 3 Établir un plan d'harmonisation des dispositions législatives, des règlements et des politiques qui entravent la gestion environnementale et qui nuisent à la compétitivité de l'économie canadienne. Également, participer aux travaux du Comité des ministres sur le commerce intérieur en ce qui concerne la réduction des barrières au commerce intérieur que pose l'économie canadienne.
- 4 Examiner, en collaboration avec d'autres agences, les programmes de gestion environnementale applicables aux réserves amérindiennes, et déterminer les lacunes et le chevauchement, le cas échéant, dans la protection de l'environnement sur les réserves.
- 5 Harmoniser les méthodes fédérales et provinciales utilisées pour communiquer les données sur l'environnement.

Plan de travail actuel

- Établir un cadre de gestion de l'environnement au Canada.
- Former un groupe de parties prenantes dans le but de déterminer les barrières au commerce intérieur.
- Veiller à ce que le Comité consultatif fédéral-provincial (CCFP) prépare un document descriptif des programmes de gestion environnementale en vigueur dans les réserves amérindiennes.
- Préparer un rapport concernant les progrès d'harmonisation dans la communication des données sur l'environnement.

Nouveaux travaux nécessaires

- Dresser une liste des dossiers à traiter en priorité dans les domaines suivants : clarification des rôles et des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les provinces; élimination du double emploi et du chevauchement et harmonisation des dispositions législatives, des règlements et des politiques.
- Créer un processus de coordination avec l'initiative du Comité des ministres sur la réduction des barrières au commerce intérieur.
- Établir un plan pour clarifier les rôles et les responsabilités entre le gouvernement fédéral et les provinces, éliminer le double emploi et le chevauchement et harmoniser les dispositions législatives, les règlements et les politiques.
- Négocier l'élimination des barrières au commerce intérieur.
- Concevoir un plan d'exécution des recommandations touchant les progrès d'harmonisation dans la communication des données sur l'environnement.

Résultats visés

- Faire adopter par le Conseil des ministres, d'ici novembre 1993, un processus visant à établir un cadre de gestion environnementale.
- Faire accepter par le Conseil des ministres le cadre de gestion environnementale et ses phases d'implantation.
- Faire accepter par le Conseil des ministres, d'ici mai 1994, le plan d'élimination des barrières au commerce intérieur dans le secteur de la protection de l'environnement et obtenir que toutes les entités administratives exécutent ce plan d'ici juin 1995.
- Faire accepter par le Conseil des ministres, d'ici mai 1994, le plan d'exécution des recommandations touchant les progrès d'harmonisation dans la communication des données sur l'environnement.

Priorité 2 - Améliorer la coopération sur les questions internationales

Contexte

- Les démarches et les initiatives entreprises par les tribunes internationales deviennent un facteur déterminant dans l'orientation du programme environnemental au pays. La responsabilité de donner suite aux ententes internationales et de participer à leur négociation a toujours largement été l'affaire du gouvernement fédéral, tandis que le rôle des provinces et des territoires dans la diffusion des programmes a fait ressortir le besoin d'accroître la coopération sur les questions internationales.
- La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, qui s'est déroulée à Rio de Janeiro en juin 1992, a établi un programme ambitieux pour les gouvernements du monde. Peu d'engagements fermes ont été pris lors de la CNUED, mais les gouvernements ont fait connaître leur ferme intention de changer. La délégation canadienne était formée de représentants de tous les secteurs de l'environnement. On compte que l'ouverture, la volonté d'inclusion et la transparence prônées à Rio deviendront un modèle qui permettra d'accroître la coopération entre gouvernements sur les questions internationales.
- Les gouvernements du Canada, du Mexique et des États-Unis ont signé un accord de coopération nord-américaine sur l'environnement (ACNAE). Le gouvernement fédéral du Canada souhaite que les provinces et les territoires fassent partie de cet accord. Si les provinces et les territoires souscrivent de plein gré à l'accord, son instauration exigera une action concertée entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires.
- Certains membres du CCME demeurent contre l'ALENA, mais l'intensification de la coopération sur les questions environnementales en Amérique du Nord est jugée souhaitable. L'avenir de l'ALENA et de l'ACNAE n'est pas encore déterminé. Cependant, le CCME continuera de jouer un rôle important afin de susciter la réflexion sur ces questions au pays.

Objectifs du CCME (par ordre de priorités)

- 1 Examiner la nécessité d'établir des mécanismes formels de consultation sur les questions internationales.
- 2 Servir de tribune de discussion sur les questions environnementales en Amérique du Nord.

Plan de travail actuel

- Établir un modèle d'entente entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires sur les négociations internationales.
- Définir les domaines d'intervention du CCME concernant le suivi de la CNUED.
- Participer au Projet de société.
- Discuter des questions environnementales en Amérique du Nord.

Nouveaux travaux nécessaires

- Parfaire l'entente type internationale, et prévoir notamment un mécanisme d'élaboration d'une approche plus stratégique afin de coordonner les programmes internationaux et nationaux.
- Discuter davantage des questions environnementales en Amérique du Nord.

Résultat visé

- Faire approuver par le Conseil des ministres, d'ici mai 1994, une entente type de coopération internationale.

Priorité 3 - Établir des stratégies nationales

Contexte

- Un certain nombre de stratégies d'intervention portant sur les questions environnementales existent ou sont en cours d'élaboration (par exemple, le plan de gestion sur les NO_x/COV, le plan d'action sur les CFC). Ces stratégies contribuent largement à accroître la coopération entre les gouvernements.
- Le Canada a signé la Convention sur la biodiversité lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juin 1992. Le Canada n'a pas encore mis en application la Convention. Il faut établir une stratégie nationale à cet effet.

Objectifs du CCME (par ordre de priorités)

- 1 S'assurer que les intérêts du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires sont représentés au cours de l'élaboration des stratégies nationales.
- 2 S'assurer que les intérêts des provinces et des territoires sont représentés au cours de l'élaboration de la stratégie nationale sur la biodiversité.

Plan de travail actuel

- Nommer un représentant provincial au sein du Bureau national sur la biodiversité.
- Organiser une réunion conjointe de tous les ministres concernés en 1994 afin qu'ils approuvent la stratégie nationale sur la biodiversité.

Nouveaux travaux nécessaires

- Déterminer les domaines exigeant l'élaboration de nouvelles stratégies.

Résultat visé

- Faire en sorte que le Conseil des ministres et les autres conseils concernés acceptent la stratégie nationale sur la biodiversité d'ici novembre 1994.

Autre question importante

Approche écosystémique de la gestion environnementale

Le CCME reconnaît que l'approche de gestion des écosystèmes constitue un concept naissant, en pleine évolution, et qu'il conviendrait peut-être de l'appliquer largement au Canada. On devrait viser une meilleure compréhension de cette approche, de ses conséquences et de son potentiel à soutenir la durabilité. Le CCME ne peut envisager d'entreprendre des travaux dans ce domaine dans un avenir prévisible, mais les progrès réalisés à cet égard seront suivis avec intérêt.

THÈME 2 : GÉRER LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Priorité 1 - Maintenir la qualité et la quantité d'eau douce

Contexte

- La qualité et la quantité d'eau douce demeure une grande priorité pour les Canadiens. Il est de plus en plus nécessaire d'utiliser plus efficacement l'eau douce, comme l'infrastructure municipale de traitement et de distribution de l'eau vieillit et doit être remplacée ou améliorée. Les préoccupations concernant l'utilisation non durable des ressources naturelles s'étendent aussi à l'eau.
- Les habitats aquatiques, y compris les terres humides, sont menacés de diverses façons. Les gouvernements cherchent des moyens d'assurer l'approvisionnement en eau douce, tant sur le plan de la qualité que de la quantité, et souhaitent préserver les habitats aquatiques pour diverses raisons.

Objectifs du CCME (par ordre de priorités)

- 1 Parvenir à une plus grande efficacité d'utilisation de l'eau douce.
- 2 Élaborer et utiliser un ensemble complet de directives sur la qualité de l'environnement (eau douce, sédiments et résidus tissulaires) ainsi que des indices d'équilibre des écosystèmes.

Plan de travail actuel

- Obtenir d'un groupe de travail du CCME qu'il établisse des directives sur la qualité de l'eau.
- Terminer la rédaction d'une liste des substances qui sont source de préoccupations et d'un calendrier des directives sur la qualité de l'eau à établir pour chacune d'elles.
- Entreprendre des travaux préliminaires sur l'élaboration d'un processus visant à déterminer des indices de l'équilibre des écosystèmes.

Nouveaux travaux nécessaires

- Établir une approche nationale de l'utilisation efficace de l'eau.
- Établir un cadre de travail basé sur une approche écosystémique de la planification et de la gestion du partage des eaux.

Résultats visés

- Établir, avec les partenaires appropriés, une approche nationale de l'utilisation efficace de l'eau.

- Obtenir l'approbation d'un ensemble complet de directives sur la qualité de l'eau et d'un cadre d'élaboration d'indices de l'équilibre des écosystèmes d'ici mai 1996.

Priorité 2 - Réduire le fardeau environnemental et économique des déchets

Contexte

- Dans nombre d'entités administratives, la gestion des déchets est devenue un problème en raison du remplissage progressif des lieux d'enfouissement, des émissions atmosphériques provenant de l'incinération, de la contamination du sol et de l'eau entraînée par la gestion inadéquate des déchets dangereux et non dangereux et du coût de gestion des matériaux de récupération (recyclés).
- Les problèmes de gestion des déchets découlent des habitudes de consommation irrespectueuses du développement durable ainsi que des politiques de tarification et des systèmes de comptabilisation utilisés par l'industrie et les gouvernements, qui ne tiennent pas suffisamment compte de la valeur des ressources et de l'environnement. L'élimination des déchets présente un risque : la perte de ressources naturelles précieuses contenues dans les déchets. Dans la mesure où l'on emploiera des pratiques tarifaires plus adéquates, quantité d'éléments actuellement considérés comme des «déchets» seront perçus comme des «ressources» au sens économique du terme.
- Dans le contexte actuel, les ministères de l'environnement, l'industrie et les municipalités ont besoin d'outils et d'infrastructures de meilleure qualité pour assurer la gestion des déchets.

Objectifs du CCME (par ordre de priorités)

En 1989, le CCME a commandé l'établissement de calendriers de minimisation des déchets et a annoncé qu'il visait une réduction de 50 % de la production des déchets solides (y compris les déchets d'emballage) d'ici l'an 2000 (comparativement au niveau de 1988). En plus de cette orientation générale, des objectifs précis ont été fixés :

- 1 Élaborer des approches coopératives entre les gouvernements afin d'atteindre l'objectif de réduction de 50 % des déchets solides.
- 2 Accroître la responsabilité de l'industrie pour les produits et les emballages qu'elle met sur le marché.
- 3 Encourager les marchés des matériaux de récupération.
- 4 Établir les directives nationales et les codes de pratiques nécessaires.

Plan de travail actuel

- Déterminer et analyser les politiques d'approvisionnement gouvernementales et les encouragements fiscaux à l'égard de l'utilisation des matériaux de récupération.

- Déterminer les modèles utiles de gestion de déchets, notamment pour les petites municipalités et les collectivités éloignées.
- Promouvoir la gestion de l'emballage.
- Établir une approche nationale uniforme des audits concernant les déchets solides.
- Établir des approches uniformes visant à définir, à vérifier et à classer les déchets dangereux.
- Établir des directives sur le compostage commercial.
- Dresser un inventaire national des déchets dangereux.
- Établir des directives sur l'utilisation des déchets en tant que combustibles secondaires dans les fours industriels.
- Établir des directives sur l'analyse du cycle de vie.
- Établir des codes de pratiques sur la gestion des batteries au plomb et du bois traité.

Nouveaux travaux nécessaires

- Collaborer avec le Comité de minimisation des déchets dangereux, dirigé par des intervenants du secteur industriel, afin de parvenir à un consensus sur les objectifs de réduction des déchets dangereux et d'établir des calendriers à cet effet.
- Regrouper les efforts des entités administratives du CCME pour atteindre l'objectif de réduction de 50 % des déchets solides.
- Définir des moyens qui permettraient à l'industrie d'assurer de plus en plus la gestion de ses produits et de l'emballage afin de réduire au minimum les déchets et d'étendre les marchés des matériaux de récupération.
- Chercher des solutions de rechange à l'incinération des déchets biomédicaux.

Résultats visés

- Parvenir à une réduction de 50 % des déchets solides d'ici l'an 2000. Terminer l'inventaire des déchets solides d'ici janvier 1994 et en prévoir la mise à jour pour les années subséquentes. Réaliser, en 1997 et en 2001, des sondages sur la réduction de l'emballage.
- Parvenir à un consensus sur la réduction des déchets dangereux d'ici mai 1995.
- Terminer l'inventaire des déchets dangereux d'ici janvier 1994.
- Obtenir l'accord de l'industrie et des gouvernements sur l'établissement d'un processus permettant une plus grande harmonisation par l'industrie de la gestion des produits et de leurs emballages d'ici novembre 1994. Mettre le plan à exécution d'ici novembre 1996.

- Améliorer les critères provisoires de qualité de l'environnement au Canada relativement aux lieux contaminés.

Résultats visés

- Obtenir d'un groupe de parties prenantes qu'il dresse un plan de financement de la décontamination des lieux contaminés sans responsable connu. S'assurer l'approbation du Conseil des ministres d'ici mai 1994 à cet effet.
- Revoir les critères de qualité de l'environnement et établir des paramètres de décontamination d'ici mai 1995.
- Obtenir l'approbation, d'ici novembre 1995, de l'audit environnemental et de la désaffectation des lieux contaminés afin de prévenir une nouvelle contamination des lieux.

Autres questions importantes

Santé et environnement

L'intérêt de la population canadienne pour les questions environnementales est souvent rattaché à des soucis pour la santé. Ainsi, un certain nombre de ministères membres du CCME ont déjà établi des rapports étroits avec les ministères de la santé. L'Alberta rédige actuellement un court document sur les rapports entre la santé et l'environnement. Le CCME continuera de s'intéresser à ce domaine et, si nécessaire, proposera une collaboration encore plus étroite avec les ministères de la santé.

Gestion de la zone côtière

La perte d'habitats, la pollution, la surpêche et le manque de planification intégrée menacent les zones côtières. De nombreux membres du CCME ont un intérêt partagé dans ce domaine, mais le CCME n'est pas actuellement en mesure de jouer un rôle important dans la résolution de certains de ces problèmes. La Nouvelle-Écosse étudie un certain nombre de solutions pour régler les problèmes de gestion des zones côtières. Le CCME a convenu de surveiller les progrès en Nouvelle-Écosse, de contribuer à la diffusion de l'information sur les approches concluantes et d'examiner les possibilités d'une participation éventuelle du CCME. Le CCME continuera aussi d'appuyer les efforts du Canada et de Terre-Neuve visant à contrôler l'exploitation internationale de la morue dans l'Atlantique Nord.

THÈME 3 : INFLUENCER LES VALEURS, LES CROYANCES ET LES COMPORTEMENTS

Priorité 1 - Accroître l'intégration des valeurs environnementales dans le système économique

Contexte

- La majorité des Canadiens croient que les systèmes écologiques et économiques mondiaux sont indépendants. Cette distinction philosophique établie entre l'environnement et l'économie a souvent fait en sorte que les questions environnementales soient exclues de la prise de décisions économiques.
- L'inclusion de considérations environnementales dans le processus de décisions économiques peut faciliter la protection de l'environnement sans nuire aux objectifs économiques. Par exemple, l'élimination des subventions agricoles, source de déséquilibre environnementale, permettrait de protéger les terres humides et de réduire les déficits gouvernementaux. De même, la hausse du rendement énergétique aurait pour effet de diminuer l'émission des gaz à effet de serre et d'accroître la compétitivité économique.
- L'inclusion de considérations relatives au marché dans les politiques environnementales peut aussi assurer une meilleure protection de l'environnement. Cette démarche réduirait aussi le coût des mesures imposées par la réglementation et augmenterait la compétitivité de l'économie canadienne.

Objectifs du CCME (par ordre de priorités)

- 1 Accroître l'utilisation des instruments économiques afin d'améliorer la protection de l'environnement et de réduire les coûts occasionnés par la réglementation au Canada en :
 - préparant un rapport sur l'application actuelle des instruments économiques au Canada;
 - concevant un projet pilote sur les instruments économiques;
 - préparant un cadre national d'application des instruments économiques; et
 - dressant une liste des instruments économiques à mettre en place en priorité au Canada.
- 2 Établir des directives visant à ce que les entreprises incluent des considérations environnementales dans leurs rapports.
- 3 Adopter la méthode du coût de revient complet, notamment en ce qui concerne les stratégies de tarification.
- 4 Promouvoir l'inclusion de considérations environnementales dans le processus décisionnel des institutions.

- 5 Promouvoir chez les parties prenantes, la population et les gouvernements une meilleure compréhension du rapport entre l'environnement et l'économie.

Plan de travail actuel

- Créer et mettre à l'essai un instrument économique harmonisé se rapportant aux pneus usés.
- Former un partenariat avec l'Institut Canadien des Comptables Agréés (I.C.C.A.) afin de rédiger des directives visant à inclure des considérations environnementales dans les rapports d'entreprise et dans les normes comptables.

Nouveaux travaux nécessaires

- Préparer un rapport sur l'utilisation actuelle des instruments économiques au Canada.
- Établir un cadre d'application des instruments économiques.
- À partir du rapport sur les instruments économiques existants, dresser une liste des instruments économiques à mettre en place en priorité au Canada.
- Aider l'I.C.C.A. à rédiger un programme sur l'information environnementale à inclure dans l'examen final normalisé des comptables agréés.
- Faire la synthèse des efforts et du soutien actuellement fournis par diverses institutions pour ce qui est d'établir avec pragmatisme une méthode du coût de revient complet et des pratiques comptables.

Résultats visés

- Terminer le rapport sur les instruments économiques actuels d'ici mars 1994.
- Faire adopter, par le Conseil des ministres, l'instrument économique relatif aux pneus usés d'ici novembre 1994 et obtenir la mise en place de cet instrument par toutes les entités administratives d'ici novembre 1995.
- Faire adopter par le Conseil des ministres, d'ici mai 1995, un cadre national d'application des instruments économiques.
- Faire adopter, par le Conseil des ministres, la liste des instruments économiques prioritaires d'ici mai 1994.
- Faire endosser, par le Conseil des ministres, les directives visant l'inclusion de considérations environnementales dans les rapports d'entreprise et les pratiques comptables d'ici novembre 1995. Prendre régulièrement l'opinion des organismes professionnels comptables afin de déterminer les attitudes face à la méthode du coût de revient complet.

Priorité 2 - Adopter un comportement préventif

Contexte

- Les coûts de décontamination sont de plus en plus prohibitifs. Le fait de travailler davantage à prévenir la pollution, plutôt qu'à en réduire les effets après coup, permettra d'accroître la protection de l'environnement et de diminuer les coûts de décontamination. Cependant, les structures institutionnelles continuent de «réagir simplement lorsque le mal est fait». Bien que tous les Canadiens soient responsables de l'intégrité de l'environnement, les gouvernements ont la chance d'être particulièrement bien placés pour agir : ils disposent du pouvoir législatif pour jouer un rôle de premier plan dans la formulation d'une politique publique basée sur la «prévision et la prévention» de la pollution.

Objectifs du CCME (par ordre de priorités)

- 1 Élaborer un cadre de travail national sur la prévention de la pollution.
- 2 Établir la prévention de la pollution comme toile de fond des dispositions législatives, des règlements et des pratiques touchant l'environnement au Canada.
- 3 Inciter l'industrie à faire de la prévention de la pollution un but, abstraction faite des dispositions législatives et des règlements.

Plan de travail actuel

- Fixer les derniers détails d'un cadre de travail sur la prévention de la pollution.
- Établir des principes visant à prévenir la contamination des lieux.

Nouveaux travaux nécessaires

- Dresser, de concert avec les parties prenantes, un plan d'application des principes du cadre de travail sur la prévention de la pollution.
- Analyser les changements devant être apportés aux structures institutionnelles, une fois que le cadre de travail sur la prévention de la pollution sera adopté.
- Nouer des liens plus étroits avec les parties prenantes afin de faire progresser les travaux sur la prévention de la pollution.

Résultats visés

- Faire adopter par le Conseil des ministres le cadre de travail national sur la prévention de la pollution en novembre 1993.
- Obtenir d'ici novembre 1994 l'approbation du Conseil des ministres relativement au plan d'application du cadre de travail.

- Consulter périodiquement l'industrie pour déterminer si le changement de comportement souhaité face à la prévention de la pollution s'est opéré.

Autres questions importantes

Promotion des habitudes de consommation durable

Les habitudes de consommation des Canadiens font fi de la durabilité, ce qui entraîne un épuisement excessif des ressources de même que la production démesurée de polluants et de déchets. Le CCME continuera ses travaux concernant le Protocole national sur l'emballage et poursuivra l'examen des approches de gestion, mais il faudra déployer beaucoup plus d'efforts pour sensibiliser les Canadiens aux causes profondes de la dégradation de l'environnement. Le CCME n'est pas en mesure d'entreprendre cette tâche, mais il est prêt à appuyer ceux qui sont mieux placés pour relever ce défi.

Vision commune de la durabilité

En raison de l'absence de consensus au Canada sur la définition de la durabilité, il est difficile de rallier le pays à un programme de développement durable. Par le passé, le CCME a joué un rôle important afin de lancer la discussion sur le développement durable au Canada par l'intermédiaire du groupe de travail national sur l'environnement et l'économie et la création subséquente de tables rondes sur l'environnement et l'économie. Le CCME poursuit ce travail et il est actuellement associé avec la Fédération canadienne des municipalités afin de produire et de distribuer un guide municipal relatif à l'implantation d'Agenda 21. Les entités administratives membres élaborent actuellement un cadre de travail afin de faciliter l'intégration des stratégies provinciales et territoriales de durabilité. De plus, le CCME parraine le Projet de société national. Le CCME pense que les responsables du projet sont mieux placés pour établir et partager avec les Canadiens une vision commune de la durabilité.

CONCLUSION

Dans le document *Regard sur l'environnement 1993*, on conclut que l'humanité a traversé deux révolutions mondiales dans le domaine de l'environnement et qu'une troisième est sur le point de s'amorcer. La première révolution portait sur l'agriculture. La population est passée d'un mode de vie nomade, basé sur la chasse et la cueillette, à un mode de vie grégaire afin de faire face à la rareté des ressources alimentaires. La révolution industrielle représente la deuxième de ces révolutions. De grégaire qu'elle était, la population s'est tournée vers l'industrialisation pour régler le problème de la rareté du territoire et de l'énergie. Maintenant que nous sommes parvenus à une société industrielle basée sur le savoir, la «révolution de la durabilité» va commencer.

Par la révolution de la durabilité, on vise à régler la pénurie des ressources naturelles et à tenir compte de la moins grande capacité de la terre d'absorber les déchets de la société. La révolution de la durabilité recèle des défis et des possibilités incroyables pour toute la population du monde. L'ampleur de ces défis peut susciter le découragement, mais les relever assurera un avenir meilleur à tous.

Le Conseil canadien des ministres de l'environnement s'est engagé à tracer la voie vers la révolution de la durabilité. Le CCME relèvera non seulement les défis que cela comporte en menant une action directe, mais aussi en collaborant entre autres avec les ministères, les organismes environnementaux, les milieux d'affaires et les parties prenantes, selon le cas.

Dans le document *Aperçu de la stratégie 1993*, on indique comment le CCME fera face aux défis que présente la révolution de la durabilité. Selon le CCME, ces défis ne peuvent être affrontés entièrement dans le cadre d'un plan de travail de trois ans, mais ils seront au moins beaucoup mieux définis à la fin de cette période. Les trois prochaines années offrent largement l'occasion de réorienter la société vers un avenir durable.

ANNEXE A

PRIORITÉS ET PLANIFICATION DU CCME

Le CCME se sert de quatre critères pour définir les problèmes qu'il doit régler. Pour faire partie du mandat du CCME, un problème doit :

- correspondre au mandat des membres du CCME;
- être d'un intérêt commun pour les membres du CCME;
- exiger une action concertée; et
- être jugé sérieux par le milieu scientifique ou la population.

Dans le choix de ses priorités, le CCME tente de parvenir à un équilibre entre deux actions : régler les problèmes environnementaux de l'heure et prévoir les questions qui pourraient surgir pour intervenir. L'organisme prend aussi le soin de distinguer les travaux qu'il doit entreprendre de ceux qu'il est plus efficace de confier individuellement à ses membres ou à d'autres.

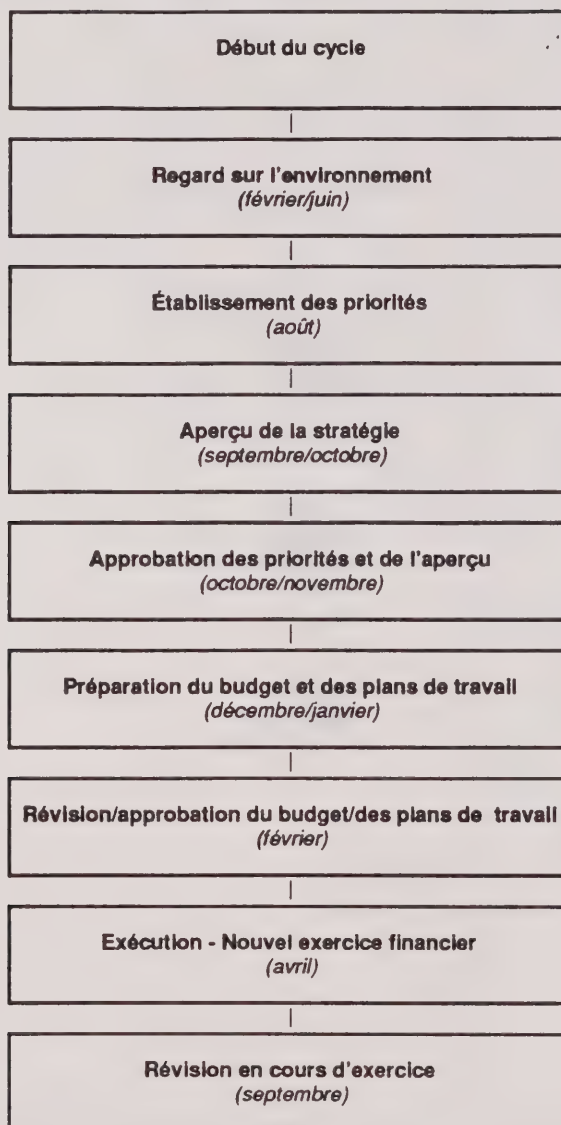
Le CCME a établi un processus de planification complet pour déterminer les questions qu'il traitera en priorité, soit de façon individuelle ou en collaboration avec d'autres organismes (Diagramme A). Le processus de planification vise d'abord à cerner ou à «repérer» les questions environnementales d'intérêt national et international. Ce processus bénéficie de l'apport des gouvernements membres, des comités et du Secrétariat du CCME ainsi que de diverses autres sources. Le document *Regard sur l'environnement 1993* (que l'on peut se procurer au Secrétariat) a été préparé par KPMG Peat Marwick Stevenson & Kellogg.

Le Comité des sous-ministres utilise ce document afin d'établir les priorités du CCME pour les trois prochaines années. Les priorités et les buts sont ensuite intégrés dans l'aperçu de la stratégie, puis approuvés par le Conseil des ministres au cours de son assemblée annuelle d'automne.

Les objectifs dégagés pour chaque question définie dans l'aperçu de la stratégie sont les instruments de base de l'élaboration des plans de travail et du budget annuels du CCME. Les plans de travail et le budget annuels sont approuvés par le Conseil des sous-ministres avant le début du nouvel exercice financier.

DIAGRAMME A

PROCESSUS DE PLANIFICATION DU CCME

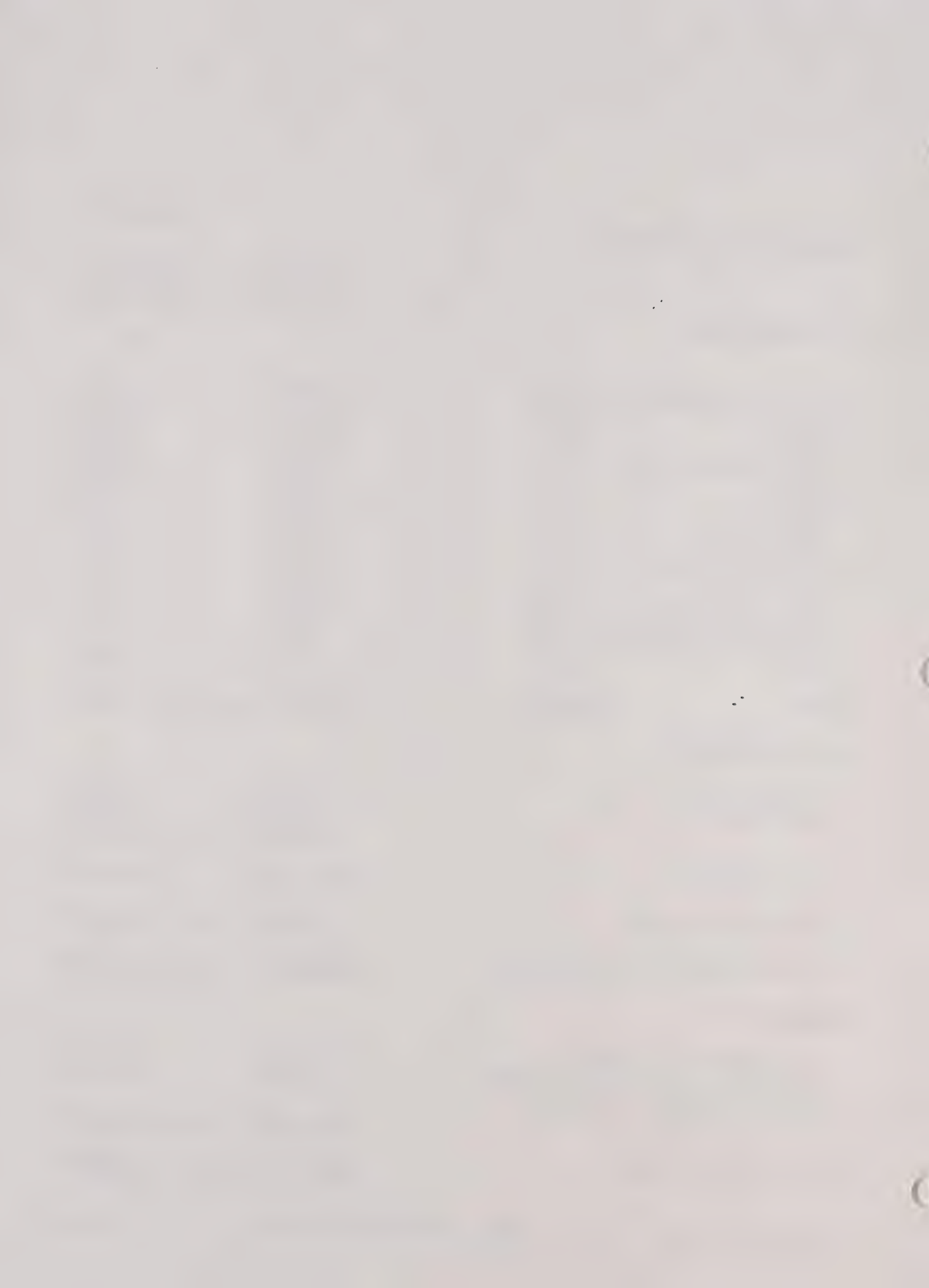




ANNEXE A

BUDGET POUR 1994/1995

		Budget 1994/1995 (proposé)	Budget 1993/1994 (approuvé)
CONTRIBUTIONS			
	%	\$	\$
Gouvernement fédéral	33,30	834 546	927 273
Ontario	24,64	617 513	686 125
Québec	16,84	422 034	468 927
Colombie-Britannique	8,02	200 993	223 325
Alberta	6,22	155 882	173 202
Manitoba	2,67	66 914	74 349
Saskatchewan	2,42	60 648	67 387
Nouvelle-Écosse	2,20	55 135	61 261
Nouveau-Brunswick	1,77	44 358	49 287
Terre-Neuve	1,39	34 835	38 706
Île-du-Prince-Édouard	0,32	8 020	8 911
Territoires du Nord-Ouest	0,14	3 508	3 898
Yukon	0,07	1 754	1 949
TOTAL	<u>100,00</u>	<u>2 506 140</u>	<u>2 784 600</u>
AUTRES REVENUS			
Revenus d'intérêt		40 000	40 000
Loyer (Manitoba)		85 000	85 000
		<u>125 000</u>	<u>125 000</u>
TOTAL REVENUS		2 631 140	2 909 600
Allocation de l'excédent		<u>157 000</u>	<u>1 092 400</u>
TOTAL REVENUS ET ALLOCATIONS		<u>2 788 140</u>	<u>4 002 000</u>
DÉPENSES			
Administration du secrétariat		900 000	870 000
Administration des comités de direction		500 000	445 000
Projets et groupes de travail des comités de direction		<u>1 388 140</u>	<u>2 687 000</u>
TOTAL DES DÉPENSES		<u>2 788 140</u>	<u>4 002 000</u>





RÉSULTATS ACTUELS 1992/1993, BUDGET 1993/1994 ET BUDGET PROPOSÉ 1994/1995

	Budget proposé 1992/1993	Budget approuvé 1993/1994	Résultats actuels 1994/1995
REVENUS			
Contribution	2 506 140	2 784 600	3 094 000
Autres (Manitoba, locaux commerciaux)	85 000	85 000	78 533
Intérêts	40 000	40 000	185 072
Total des revenus	2 631 140	2 909 600	23 357 605
DÉPENSES			
Secrétariat	410 000	400 000	365 101
Salaires et bénéfices	90 000	85 000	86 164
Locaux	70 000	70 000	50 480
Équipement	60 000	60 000	43 978
Total secrétariat	630 000	615 000	545 723
Autres			
Frais professionnels	35 000	30 000	17 381
Voyage	75 000	65 000	36 107
Formation/développement du personnel	10 000	10 000	12 125
Communications	85 000	85 000	29 681
Réunions	65 000	65 000	31 674
Total autres	270 000	255 000	126 968
Comités et projets			
Groupes de travail du CPE	0	1 052 000	147 771
Administration du CPE	250 000	221 000	227 834
Groupes de travail du CPS	0	625 000	300 680
Administration du CPS	250 000	224 000	225 901
Protocole national sur l'emballage	0	800 000	539 971
NOx/COV	0	210 000	122 089
Fonds sans allocation CPE/CPS	1 388 140	0	0
Total comités et projets	1 888 140	3 132 000	1 564 246
Total des dépenses	2 788 140	4 002 000	2 236 937
Dépenses des projets antérieurs	0	0	302 580
Total des dépenses et allocations	2 788 140	4 002 000	2 539 517
Excédent (déficit) des revenus sur les dépenses; allocation à (déduit de) l'excédent	(157 000)	(1 092 400)	818 088



ANNEXE C

EXCÉDENTS ET SOLDES EN RÉSERVE PROJETÉS AU 31 MARS 1995

EXCÉDENT, solde projeté au 31 mars 1994	332 707
Revenus 1994/1995 (budget proposé)	2 631 140
Dépenses 1994/1995 (budget proposé)	<u>(2 788 140) (157 000)</u>
EXCÉDENT DISPONIBLE POUR ALLOCATION	175 707
Allocation 1994/1995 versé à une réserve spéciale pour l'enquête sur l'emballage de 1996/1997	<u>(165 000)</u>
EXCÉDENT, solde projeté au 31 mars 1993	<u>10 707</u>
RÉSERVE GLOBALE, au 31 mars 1993	327 540
Revenu projeté 1993/1994	<u>20 060</u>
RÉSERVE GLOBALE, solde projeté au 31 mars 1994	347 600
Revenu projeté 1994/1995	<u>21 000</u>
RÉSERVE GLOBALE, solde projeté au 31 mars 1995	<u>368 600</u>
RÉSERVE POUR L'EMBALLAGE, 31 mars 1994	0
Allocation de l'excédent 1994/1995	<u>165 000</u>
RÉSERVE POUR L'EMBALLAGE, solde projeté au 31 mars 1995	<u>165 000</u>

DOCUMENT: 830-490/006

**1993 ANNUAL MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL
OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT**



Strategic Overview and Budget

CCME

SASKATOON, Saskatchewan
November 16, 1993

2 STRATEGIC OVERVIEW AND BUDGET

Chair

Recommendations

Confirm that the priorities reflected in the *1993 Strategic Overview* properly reflect council priorities.

Approve the proposed 1994/95 revenue and expenditure levels, including a ten percent decrease in contributions.

Approve the establishment of a special Packaging Reserve in 1994/95, to be used for the 1996/97 packaging survey.

Background

The strategic overview outlines the priorities of CCME and the goals of the organization for the next three years. The three themes within the Overview were priority ranked by Deputy Ministers Committee.

The endorsement of the overview and the budget levels set by the Council of Ministers will be followed by the development of workplans and detailed budgets for the steering committees and task groups for 1994/95. The steering committees will develop project and task group workplans in January 1994; subsequently, they will be approved by Deputy Ministers Committee in March 1994.

Budget

- The attached financial schedules summarize the proposed budget for 1994/95 and projected surplus and reserve balances at March 31, 1995.
- Schedule A shows the proposed 1994/95 contribution levels and other income sources. An allocation of \$157,000 from surplus is used to match revenue and expenditure levels.
- Schedule B provides detailed comparative information: a proposed budget for 1994/95, the approved budget for 1993/94, and actual revenue and expenditure for 1992/93. The proposed budget for 1994/95 reflects the following assumptions:
 - Contribution levels will be cut by 10%, based on the recommendation made by Deputy Ministers Committee in October 1993.

- An amount of \$1,388,140 is shown as unallocated and available for EPC and SPC projects. A precise division of funds will be available once detailed workplans are developed by the steering committees in January 1994. Fixed expenditures, such as secretariat and steering committee administration, have been estimated at \$1,400,000.
- Schedule C shows the projected surplus balance at March 31, 1994 to be \$332,707, with an amount of \$157,000 to be deducted from the surplus during fiscal year 1994/95. In addition to this allocation to expenditure, approval is sought to designate a portion of the surplus (\$165,000) for a specific purpose, namely to build up a reserve for the 1996/97 packaging survey, estimated to cost \$1,300,000. The remaining surplus funds of \$10,707 would be left unallocated. Same allocations to the packaging reserve would be made in the next two fiscal years from project funds. This three-year accumulation, plus the use of current year funds in 1996/97, should provide 50% of the cost of the survey. It is anticipated our partners in industry will provide the other 50% of the survey cost. This method of designating a special reserve for a particular project precludes the need for future supplementary billings to members, and allows CCME the ability to undertake long-term planning for large project expenditures.
- The projected balances of the reserves at March 31, 1995 are also illustrated on Schedule C. The core reserve was established to provide CCME with the ability to respond to unbudgeted expenditures of an extraordinary nature, such as severance payments in the event of secretariat closure or relocation. The amount was set at \$300,000 in 1991/92, and increases annually by interest earned on the invested funds. At March 31, 1995, the balance in the core reserve is projected to be \$368,600.
- The proposed transfer of \$165,000 from 1994/95 surplus would allow for the establishment of a separate packaging reserve, with a balance at March 31, 1995 of \$165,000.

Attachments

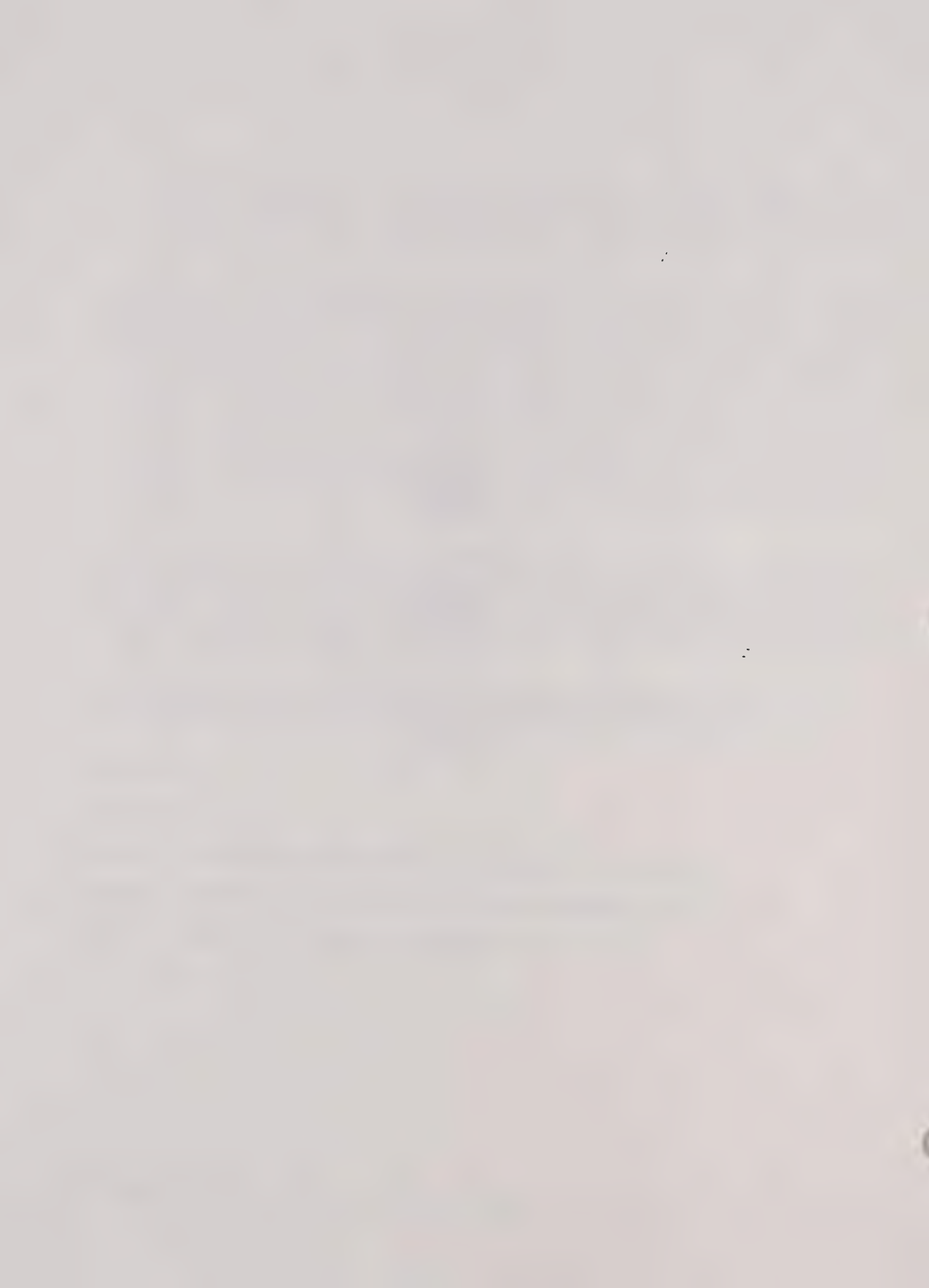
1993 Strategic Overview

Schedule A: 1994/95 Budget summary showing individual contribution levels

Schedule B: 1994/95 Proposed Budget, 1993/94 Approved Budget and 1992/93 Actual

Schedule C: Surplus and Reserve Balances Projected to March 31, 1995





DRAFT

1993

STRATEGIC

OVERVIEW

September 1993

The Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME) is the major intergovernmental forum in Canada for discussion and joint action on environmental issues of national, international and global concern. The 13 federal, provincial and territorial member governments, headed by their ministers, work as partners in identifying national environmental priorities and developing nationally consistent environmental standards, practices and legislation.

The organization operates through four committees; Council of Ministers, Deputy Ministers Committee, Strategic Planning Committee and Environmental Protection Committee and a central secretariat, located in Winnipeg. The focus of the Council of Ministers is on setting policy direction and on resolving policy matters related to the many environmental issues facing the country. The Deputy Ministers Committee advises the Council of Ministers on these issues and ensures that the necessary action plans are put into place to implement the Council's decisions. Two steering committees, made up of senior staff from each jurisdiction, provide continuing advice to the Deputy Ministers Committee and coordinate specific projects assigned to intergovernmental task groups.

Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME)

326 Broadway, Suite 400

Winnipeg, Manitoba

R3C 0S5

Tel (204) 948-2090 Fax (204) 948-2125

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION	1
CONTEXT IN WHICH THE OVERVIEW IS PREPARED	1
THEMES	3
HOW CCME DOES ITS BUSINESS	5
ACTION PLANNING	7
THEME 1: ENHANCING COOPERATION AMONGST GOVERNMENTS	7
THEME 2: MANAGING ENVIRONMENTAL ISSUES	12
THEME 3: INFLUENCING VALUES, BELIEFS AND BEHAVIORS	18
CONCLUSION	22
APPENDIX A: CCME PRIORITIES AND PLANNING	i
DIAGRAM A: CCME PLANNING PROCESS	ii

INTRODUCTION

Since 1991, CCME has conducted a planning process for identifying issues and setting organizational priorities. This process includes the development of a three-year planning document called the strategic overview. The *1993 Strategic Overview* is the third such document developed by CCME.

It is impossible for CCME to address all the challenging environmental issues facing Canada, given their number and complexity. Fortunately, responsibility for responding to these issues is shared, not only among the members of CCME, but also with other government organizations, the private sector and the public. CCME thus concentrates on issues that are the highest priority for its member governments. CCME's priority-setting process is discussed in Appendix A.

The *1993 Strategic Overview* is a significantly different document than previous overviews. This year's overview reflects a broadening of the organization's focus to include not just traditional environmental protection matters, but also the promotion of sustainability in Canadian society. As well, issues in the overview are organized by strategic themes, rather than by organizational responsibilities. A section on performance measurement has been added to assist the organization in monitoring its success in achieving its objectives. These changes are intended to make the strategic overview a more useful planning tool for CCME.

The *1993 Strategic Overview* identifies an ambitious workplan which CCME believes it can deliver in a three-year time span.

CONTEXT IN WHICH THE OVERVIEW IS PREPARED

Over the last 20 years, the focus of environmental issues has shifted from an emphasis on engineering-based pollution mitigation measures to a much broader emphasis on the driving forces behind environmental degradation. This broader emphasis includes a shift in focus from environmental protection to sustainability.

While the original concept of sustainable development has been widely accepted as a societal goal, there are divergent views on what sustainable development actually means. Interviews conducted for the *1993 Environmental Scan* highlighted the divergence of views on sustainable development. These divergent views can be grouped into two broad categories: the expansionist (or sustainable growth) world view, and the ecological (or zero-growth) world view. In general, those who hold the expansionist world view believe that continued economic growth is necessary to provide the resources to address the problems of overpopulation and environmental degradation. By comparison, those who hold the ecological world view believe the earth has finite resources and that ever-expanding production and consumption will severely degrade natural systems. The adherents of each view have fundamentally different perspectives on how to solve environmental problems. Bridging the gap between the two views represents a significant challenge to decision-makers.

As a result of these divergent views on the meaning of sustainable development, a growing number of people are developing the concept of sustainability. While sustainable development may be viewed as a process, the creation of a sustainable society is viewed as the goal. Consequently, sustainability is a much broader, yet clearer concept than sustainable development.

While there have been many significant successes in environmental protection in the last two decades, environmental problems continue to grow. Globally, developed nations continue to consume resources at an unsustainable rate. In Canada, the public is demanding that governments and industries do more to protect the environment. Increasingly, issues are perceived as transcending sectoral boundaries and a multi-disciplinary approach to environmental degradation is becoming more common.

The growing interest in the concept of sustainability is leading to an increasing examination of the interrelationship of economic factors and environmental quality. As well, governments are experimenting with market-based approaches to environmental protection. Such approaches have the potential to protect the environment while increasing economic efficiency and conserving scarce public resources. High marginal tax rates and persistent government deficits are also motivating taxpayers to demand that governments eliminate duplication and overlap of effort. Businesses are demanding that governments harmonize their legislation, regulations and policies, to reduce the paperwork burden on business and improve economic efficiency across the nation.

While sustainable development was originally conceived as a linkage between the environment and the economy, more recent thinking includes social factors as a third element in the broader concept of sustainability. For CCME, the most obvious connection to social factors is the linkage between health and the environment.

The United Nations Conference on Environment and Development, held in Rio de Janeiro in June 1992, represented a watershed in the way Canadian environmental policy is developed. The Canadian delegation to Rio contained not only representatives from the federal government, but from provincial¹ governments and stakeholder groups. The "Rio Way" of openness, inclusiveness and transparency has become a model for partnerships in environmental policy-making.

In the 1992 *Strategic Overview*, CCME committed itself to building partnerships with other government departments and with stakeholders. As part of that commitment, CCME conducted seven regional workshops to solicit input into the issues addressed in the 1993 *Environmental Scan*. Over 130 people participated in these workshops. The five key concerns identified by workshop participants were:

- 1 harmonization of regulations, standards and information systems across Canada;
- 2 encouragement of public participation and stakeholder input;
- 3 development of partnerships, especially with other government departments;

¹ Territorial governments are full participating members of CCME. References to provincial governments throughout this document are understood to include Yukon Territory and Northwest Territories.

- 4 promotion of a shared vision of sustainability among Canadians; and
- 5 improvement of economy and environment integration in decision-making.

As well, in August 1993, the CCME Deputy Ministers Committee held a retreat at which they reviewed CCME's performance over the last four years and developed a mission statement and priority goals for the next several years. The mission agreed to is as follows:

"CCME will make a measurable and significant contribution to the quality of the Canadian environment."

The five specific goals are:

- greater harmonization of environmental management regimes across Canada;
- broad acceptance and application within government of the concept of sustainability;
- lessening, through improved understanding, the conflicts between environmental and economic objectives;
- development of external relationships that will support CCME in its pursuit of sustainability; and
- a significant role for the provinces and territories in the development of Canadian positions relating to global sustainability.

The themes and priorities that follow, and which will form the basis of CCME's workplan for the next three years, were shaped by the factors described above.

THEMES

The strategic themes of this overview are intended to place CCME in a leadership role for advancing sustainability in Canada. Sustainability, with its emphasis on integrating environmental, economic and social decision-making so that the survival of the Earth's ecosystems and people is ensured, is perhaps the major challenge facing the world's decision-makers.

The use of strategic themes is more than just a convenient way of organizing existing work. CCME will use the themes to identify issues to be addressed; hence, they will drive the CCME agenda.

The new themes, in order of priority, are:

- 1 enhancing cooperation amongst governments;

- 2 managing environmental issues; and
- 3 influencing values, beliefs and behaviors.

The first theme - enhancing cooperation amongst governments - addresses the fact that federal and provincial policies, legislation and programs have evolved for the most part independently, in response to a variety of external and internal factors. In the past, the autonomous development of environmental management regimes has led to confusion over jurisdiction, federal-provincial conflict, duplication of effort among governments and increased compliance costs for businesses.

A consistent theme of CCME's previous workplans and the three environmental scans prepared for the council has been the need to harmonize environmental management programs in Canada. National harmonization of environmental policies, through legislation, standards, codes of practice or otherwise is required to minimize conflict and duplication between the federal and provincial governments in an area of shared jurisdiction and to increase predictability and ensure consistency across the country. There is a willingness among governments to develop a strategy for restructuring the division of responsibilities between governments and to work cooperatively on developing comparable approaches to legislation, regulations and policies.

The second theme - managing environmental issues - recognizes that ministers of environment are responsible for traditional environmental protection matters, and that these matters must continue to be an important part of CCME's workplan. The Canadian Council of Ministers of the Environment will continue to provide an opportunity for ministers to work cooperatively on solutions to traditional environmental protection issues such as air quality, waste reduction and water quality and conservation.

The thrust of the third theme - influencing values, beliefs and behaviors - is to shift environmental policy from treating the symptoms of environmental degradation to attacking its root causes. The 1993 *Environmental Scan* identifies a hierarchy of causes of environmental degradation (Diagram 1); symptoms of environmental degradation are at the top of the hierarchy while root causes form the base. Root causes affect a variety of environmental problems. Thus, attacking the root causes of environmental degradation has the potential to solve a number of environmental problems simultaneously, as well as some socio-economic issues.

In summary, CCME will give highest priority to its work on harmonization. While some initial foundation-laying must be done, this work will likely rapidly expand to include several specific harmonization initiatives and will demand an increasing portion of CCME's resources. High priority will also be given to facilitating provincial participation in international sustainability-related agreements, to supporting present efforts to develop a national biodiversity strategy, and to improving environmental management in the more traditional areas of water quality and conservation, waste reduction and air quality. Work is already underway and will continue in the theme area of Influencing Values, Beliefs and Behaviors, specifically on environment - economy integration and pollution prevention. However, CCME will increasingly look to partners to lead in this field.

Readers should note that there are issues of importance to CCME which cannot be worked on because of resource limitations. These are briefly acknowledged and their importance described under the appropriate theme, even though specific work is not prescribed.

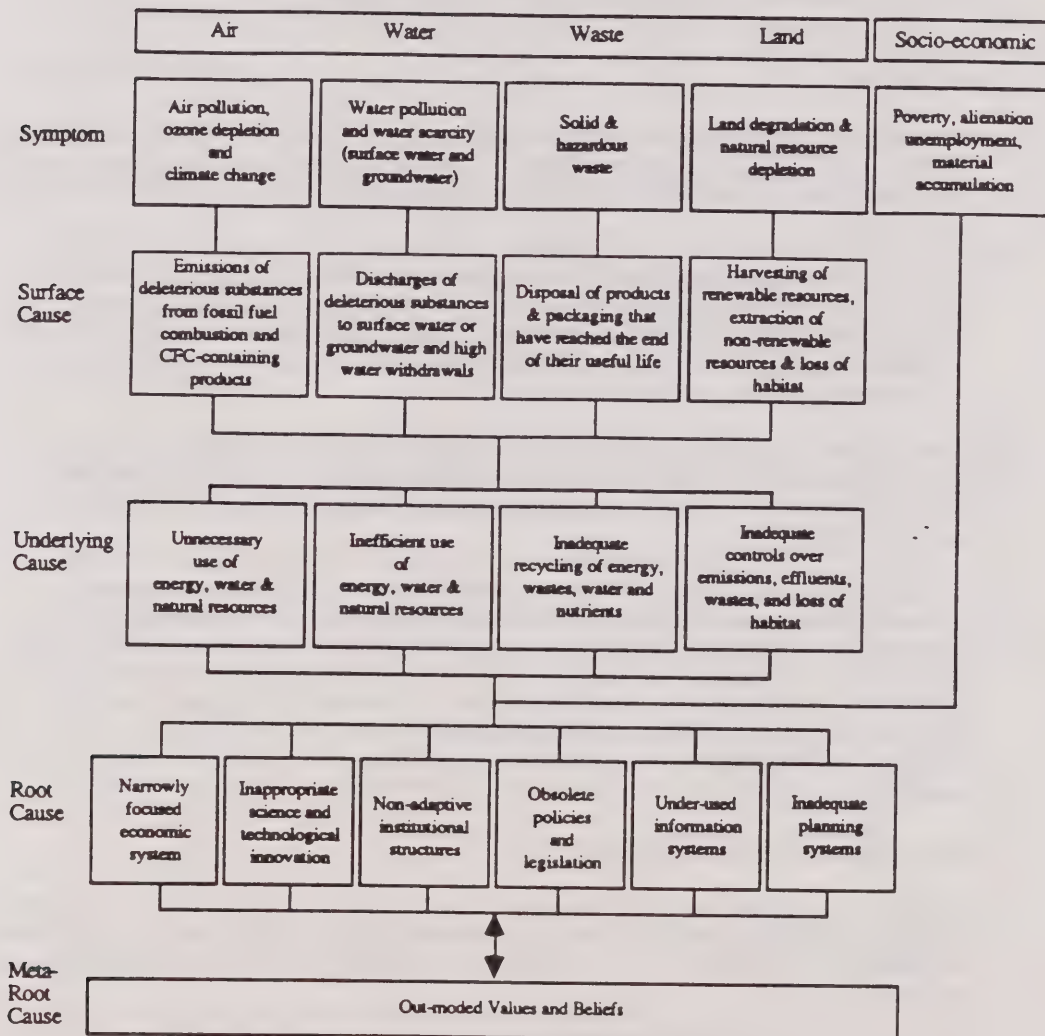
HOW CCME DOES ITS BUSINESS

CCME has sometimes been criticized as a closed, inaccessible system by those who have a legitimate interest in the organization's work. However, over the last three to four years, environment ministries have been rapidly adopting a partnerships approach on their home turf and employing these relationships to the benefit of all involved. Through partnerships, CCME can receive recommendations that have a broadened base of support and that can, therefore, be more successfully implemented.

A main objective of the 1993 Chair of CCME has been to improve CCME's openness and to ensure a future focus on partnering as a way of doing business. CCME has turned the corner over the last year, improving its accessibility and exploring many new partnerships through joint work on specific projects. Through the remainder of the year, CCME will further regularize its partnering process and will set guidelines for seeking the appropriate partners and determining when and how to engage them. CCME will enter the 1994 work year with a responsible partnership system in place that will meet the needs of both CCME and its partners.

DIAGRAM 1

THE SYMPTOMS AND CAUSES OF ENVIRONMENTAL DEGRADATION



ACTION PLANNING

THEME 1: ENHANCING COOPERATION AMONGST GOVERNMENTS

Priority 1 - Harmonizing Environmental Approaches

Background

- Federal and provincial policies, legislation and programs have evolved in response to a variety of external and internal factors. Those initiatives undertaken in the context of shared jurisdiction have led to overlap and duplication in actions of the two orders of government.
- There is growing concern that the federal-provincial regulatory regime is affecting the competitiveness of Canadian industry and its ability to attract new investment. As well, globalization of environmental issues is requiring national and international responses; implementation costs and responsibilities are in many cases being shared by the provinces and federal government.
- New approaches to environmental management and reductions in government expenditures are driving environment departments to re-examine their roles and responsibilities. As a result, regulatory review initiatives are under way in several jurisdictions.
- A consistent theme of CCME's previous workplans and the three environmental scans prepared for the council has been the need to harmonize environmental management programs in Canada. There has also been a recurrent complaint from ministries' clients that the existing framework for environmental management is expensive, confusing and inefficient. Previous efforts to harmonize programs have met with very limited success. There now appears to be a renewed willingness to develop a strategy for developing comparable approaches to legislation, regulations and policies.

CCME Objectives (in order of priority)

- 1 Develop, in consultation with stakeholders, a list of priority issues to be addressed under the following topics: clarifying federal-provincial roles and responsibilities; eliminating duplication and overlap; and harmonizing legislation, regulations and policies.
- 2 Develop a framework for environmental management in Canada that outlines roles and responsibilities of governments in environmental management, and defines the respective roles and responsibilities of each order of government.
- 3 Develop a plan for harmonizing legislation, regulations and policies that impede effective environmental management and affect the competitiveness of the Canadian

economy, including participating in the Committee of Ministers on Internal Trade's initiative to eliminate internal trade barriers in the Canadian economy.

- 4 Review, in consultation with other agencies, existing environmental management regimes on Indian reserves, and identify gaps and overlaps, if any, in environmental protection on reserves.
- 5 Harmonize federal and provincial methods of reporting environmental data.

Current Workplan

- Development of a framework for environmental management in Canada.
- Establishment of a stakeholder group to identify internal trade barrier issues.
- Preparation of a paper identifying environmental management regimes on Indian reserves, by the Federal-Provincial Advisory Committee (FPAC).
- Preparation of a report on harmonized state of the environment reporting.

New Work Required

- Development of a list of priority issues for clarifying federal-provincial roles and responsibilities, eliminating duplication and overlap, and harmonizing legislation, regulations and policies.
- Establishment of a process to mesh with the CMIT initiative.
- Development of a plan for clarifying federal-provincial roles and responsibilities, eliminating duplication and overlap, and harmonizing legislation, regulations and policies.
- Negotiation of the elimination of internal trade barriers.
- Development of an implementation plan for the recommendations on harmonizing state of the environment reporting.

Results Sought

- Adoption of a process to establish the framework for environmental management by the Council of Ministers by November 1993.
- Acceptance of the framework for environmental management, by the Council of Ministers, implemented in stages.
- Acceptance of the plan to eliminate internal trade barriers in the environmental protection sector, by the Council of Ministers, by May 1994, with implementation of the plan by all jurisdictions by June 1995.

- Acceptance of the implementation plan for the recommendations on harmonizing state of the environment reporting, by the Council of Ministers by May 1994.

Priority 2 - Enhancing Cooperation on International Issues

Background

- Developments and initiatives in international forums are becoming a major factor that influences and drives the domestic environmental agenda. While the responsibility to respond to and negotiate international agreements has traditionally been largely a federal activity, the role of provinces and territories for program delivery has highlighted the need for enhanced cooperation on international matters.
- The United Nations Conference on Environment and Development, held in Rio de Janeiro in June 1992, set out an ambitious agenda for governments around the world. While few binding commitments were made at UNCED, governments made a significant moral commitment to change. The Canadian delegation consisted of representatives of all sectors of environment. The "Rio Way" of openness, inclusiveness and transparency is expected to become a model for enhancing cooperation amongst governments on international issues.
- The Canadian, Mexican and United States governments have concluded an Agreement on North American Environmental Cooperation (ANAEC). It is the desire of the Canadian federal government to have provinces and territories come under the scope of the agreement. If provinces and territories do come voluntarily under the scope of the agreement, implementation of the agreement will require coordinated federal-provincial-territorial action.
- While some members of CCME remain opposed to NAFTA, enhanced cooperation on North American environmental issues is seen as desirable. While the future of NAFTA and ANAEC has not been determined, CCME will continue to play an important role in fostering domestic discussions of the issues.

CCME Objectives (in order of priority)

- 1 Examine the need for formal consultation mechanisms on international issues.
- 2 Serve as a forum for discussion of North American environmental issues.

Current Workplan

- Development of a model federal-provincial/territorial agreement on international negotiations.
- Identification of issues for CCME action on UNCED follow-up.
- Participation in the *Projet de Société*.

- Discussion of North American environmental issues.

New Work Required

- Continued development of the model international agreement, including a mechanism to take a more strategic approach to linking the international and national agendas.
- Further discussions on North American environmental issues.

Results Sought

- A model international cooperation agreement, to be approved by the Council of Ministers by May 1994.

Priority 3 - Developing National Strategies

Background

- A number of national strategies for addressing environmental issues exist or are being developed (e.g., NO_x/VOC Management Plan, CFC Action Plan). These strategies are an important contribution to enhancing cooperation amongst governments.
- The Biodiversity Convention was signed by Canada at the United Nations Conference on Environment and Development in Rio de Janeiro in June 1992. The Convention must still be implemented in Canada. A national strategy for implementing the convention is required.

CCME Objectives (in order of priority)

- 1 Ensure federal, provincial and territorial interests are represented in the development of national strategies.
- 2 Ensure provincial and territorial interests are represented in the development of the National Biodiversity Strategy.

Current Workplan

- Assignment of a provincial representative to the National Biodiversity Office.
- Hosting of a joint meeting of all relevant ministers in 1994 to approve the final National Biodiversity Strategy.

New Work Required

- Identification of areas needing new strategies.

Results Sought

- Acceptance of the National Biodiversity Strategy by the Council of Ministers and other relevant councils by November 1994.

Other Important Issue

An Ecosystem Approach to Environmental Management

CCME recognizes that an ecosystem management approach is an emerging and evolving concept, possibly suitable for broad application within Canada. A more complete understanding of the ecosystem approach, its implications and its potential for supporting sustainability should be developed. While CCME can contemplate no work in this area in the foreseeable future, developments in this area will be monitored with interest.

THEME 2: MANAGING ENVIRONMENTAL ISSUES

Priority 1 - Sustaining the Quality and Quantity of Freshwater

Background

- The quality and quantity of freshwater remains a high priority for Canadians. There is a growing need for greater efficiency in the use of freshwater, as municipal water delivery and treatment infrastructure ages and needs to be replaced or upgraded. Concerns over unsustainable use of natural resources also extend to water.
- Aquatic habitats, including wetlands, are threatened in a variety of ways. Governments are looking for ways to ensure the continued quality and quantity of freshwater, while at the same time ensuring that aquatic habitats are sustained for a variety of purposes.

CCME Objectives (in order of priority)

- 1 Achieve greater efficiency in the use of freshwater.
- 2 Develop and use a comprehensive set of environmental quality guidelines (freshwater, sediment, and tissue residues) and ecosystem health indicators.

Current Workplan

- Development of water quality guidelines by a CCME task group.
- Completion of a list of substances of concern and a schedule for water quality guidelines to be developed on each of them.
- Preliminary work on development of a process for identifying ecosystem health indicators.

New Work Required

- Develop a national approach to water use efficiency.
- Develop a framework for an ecosystems approach to transboundary watershed planning and management.

Results Sought

- Development, with the appropriate partners, of a national approach to water use efficiency.
- An approved, comprehensive set of water quality guidelines and an approved framework for developing ecosystem health indicators, by May 1996.

Priority 2 - Reducing the Environmental and Economic Burden of Waste

Background

- In many jurisdictions, the management of waste has become an issue due to decreasing landfill space, air emissions from incineration, soil and water contamination from improperly managed hazardous and non-hazardous wastes, and the cost of managing secondary (recycled) materials.
- Waste management problems stem from unsustainable consumption patterns in our society, and from pricing policies and accounting systems used by industry and government that do not adequately reflect resource and environmental values. Waste disposal represents a loss of potentially valuable natural resources contained in the waste. Given more appropriate pricing/costing practices, many current "wastes" would become "resources" in the economic sense.
- In the current context, environment departments, industry and municipalities need better tools and infrastructure for managing waste.

CCME Objectives (in order of priority)

In 1989, CCME requested the development of waste minimization schedules, and announced a target of 50 percent reduction in solid waste generation (including packaging) by the year 2000 (compared to 1988 levels). With this as general direction, more specific objectives are:

- 1 Implementation of cooperative approaches among governments to meeting the 50 percent solid waste reduction target.
- 2 Increased responsibility on the part of industry for the products and packaging it puts into the marketplace.
- 3 Encouragement of markets for secondary materials.
- 4 Development of required national guidelines and codes of practice.

Current Workplan

- Identification and analysis of government procurement policies and tax disincentives to secondary material use.
- Identification of useful waste management models specifically for small and remote communities.
- Promotion of packaging stewardship.
- Development of a uniform, national approach to solid waste audits.

- Development of uniform approaches for defining, testing, and classifying hazardous wastes.
- Development of guidelines for commercial composting.
- Development of a national hazardous waste inventory.
- Development of guidelines for the use of wastes as secondary fuels in industrial kilns.
- Development of guidelines for lifecycle analysis.
- Development of codes of practice for the management of lead acid batteries and for treated wood.

New Work Required

- Cooperation with the industry-led Hazardous Waste Minimization Committee to develop consensus reduction targets and schedules for hazardous waste.
- Collective efforts by CCME member jurisdictions to meet the 50 percent target for solid waste reduction.
- Development of means by which industry increasingly takes on product and packaging stewardship in order to minimize waste and enhance markets for secondary materials.
- Investigate the feasibility of alternatives to biomedical waste incineration.

Results Sought

- 50 percent solid waste reduction by year 2000. Solid waste inventory to be completed by January 1994, with periodic updates in subsequent years. Surveys of packaging reduction to be carried out in 1997 and 2001.
- Consensus targets for hazardous waste reduction, by May 1995.
- Hazardous waste inventory by March 1994.
- Industry and government agreement on a process for greater harmonization of product and packaging stewardship by industry, by November 1994. Implementation of the plan by November 1996.

Priority 3 - Sustaining the Quality of the Air

Background

- Cooperation between governments is necessary to resolve national and international transboundary air quality issues, respond to international commitments on air, and

share science and technology. Coordinated national action to overcome fragmentation on air issues has been difficult to achieve, yet is recognized as essential in order to make significant progress.

CCME Objectives (in order of priority)

- 1 Establish the partnerships required for coordinated air quality management, through the Comprehensive Air Quality Management Agreement.
- 2 Participate in the national air issues forum for coordinated air quality management.
- 3 Shift the emphasis from the current focus on specific air issues - such as smog, acid rain, ozone depletion and air toxics - to a focus based on dealing with emissions comprehensively, in a pollution prevention context.

Current Workplan

- Completion of the Comprehensive Air Quality Management Framework Agreement.
- Establishment of the national coordination mechanism under the agreement.
- Completion of 1990 gas emissions inventory.
- Operation of NO_x/VOC public education and science programs.
- Development of a pilot emissions trading project for SO₂.
- Reduction of common air pollutants through improved energy efficiency.

New Work Required

- Monitor the success of the National Air Issues Coordination Mechanism.
- Shift the focus to pollution sources and establish emission reduction targets.
- Develop and publish, with appropriate partners, ambient air quality objectives for principal pollutants.

Results Sought

- Approval of the Comprehensive Air Quality Management Framework Agreement and coordination mechanism at a planned joint meeting of energy and environment ministers in November 1993.
- Coordinated air quality management and a strategy for implementation, by the Council of Ministers and other relevant ministerial councils by November 1994.

Priority 4 - Managing Contaminated Sites and Preventing Further Pollution

Background

- Governments cannot afford to accept full financial responsibility for cleaning-up contaminated sites which have no clear owner(s). Presently there is no suitable mechanism to distribute responsibility for the clean-up of historic contaminated sites.
- There is a need to emphasize prevention in order to avoid the creation of contaminated sites.

CCME Objectives (in order of priority)

- 1 Develop an approach to funding the clean-up of orphan contaminated sites.
- 2 Develop minimum site remediation standards or benchmarks.
- 3 Develop measures to help avoid site contamination.

Current Workplan

- Establishment of a strong link between contaminated sites and pollution prevention.
- Determination of a funding formula to finance the clean-up of abandoned contaminated sites and orphan shares.
- Tailoring of the process for allocating liability to fit the specific funding formula proposed.

New Work Required

- Development of environmental audit and site de-commissioning guidelines aimed at preventing site contamination.
- Improvement of the Interim Canadian Environmental Quality Criteria for Contaminated Sites.

Results Sought

- A funding scheme, developed by a stakeholder group, to finance the clean-up of orphaned contaminated sites. To be approved by the Council of Ministers by May 1994.
- Revised environmental quality criteria and remediation benchmarks to be developed by May 1995.
- Approved guidelines, by November 1995, for environmental audit and site decommissioning aimed at preventing further site contamination.

Other Important Issues

Health and the Environment

The interest of the Canadian public in environmental issues is often linked to health concerns. This has meant that already a number of the member ministries of CCME have developed close ties with their health department counterparts. Alberta is preparing a short paper on health-environment links. CCME will continue to monitor this area and, if necessary, will propose even closer working relationships with health ministries.

Coastal Zone Management

Coastal zones are being threatened by habitat loss, pollution, overharvesting of fisheries resources and inadequately integrated planning. Many CCME members share an interest in this area but CCME is presently unable to undertake a significant role in resolving some of the problems. Nova Scotia is exploring a number of ways of dealing with coastal zone management issues. CCME has agreed to monitor progress in Nova Scotia, assist in disseminating information on successful approaches, and review options for possible future CCME involvement. CCME will also continue its support for Canadian and Newfoundland efforts to control international exploitation of the North Atlantic Cod Fishery.

THEME 3: INFLUENCING VALUES, BELIEFS AND BEHAVIORS

Priority 1 - Improved Integration of Environmental Values into the Economic System

Background

- The world view held by most Canadians regards the global ecological system and the global economic system as being independent of each other. This philosophical separation of the environment and the economy has resulted in environmental issues often being ignored in economic decision-making.
- Inclusion of environmental considerations into economic decision-making can result in protection of the environment while still meeting the economic goals. For example, elimination of ecologically-perverse agricultural subsidies would protect wetlands and reduce government deficits. Similarly, increased energy efficiency would reduce greenhouse gas emissions and improve economic competitiveness.
- Inclusion of market considerations into environmental policies can also increase environmental protection while reducing the cost of regulatory action and increasing the competitiveness of the Canadian economy.

CCME Objectives (in order of priority)

- 1 Increase the use of economic instruments to improve environmental protection and decrease regulatory costs in Canada by:
 - preparing a report on the current application of economic instruments in Canada;
 - developing a pilot project on economic instruments;
 - preparing a national framework for the application of economic instruments; and
 - developing a list of priority economic instruments for implementation across Canada.
- 2 Develop guidelines for incorporating environmental considerations into corporate reporting.
- 3 Develop full-cost accounting practices, including pricing strategies.
- 4 Promote the inclusion of environmental considerations in institutional decision-making.
- 5 Promote an improved understanding on the part of stakeholders, the public and governments of the interrelationship between the environment and the economy.

Current Workplan

- Development and pilot implementation of a harmonized economic instrument for used tires.
- Development of a partnership with the Canadian Institute of Chartered Accountants to develop guidelines for incorporating environmental considerations into corporate reporting and accounting criteria.

New Work Required

- Preparation of a report on current economic instruments usage in Canada.
- Development of a framework for the application of economic instruments.
- Based on the report on existing economic instruments, development of a priority list of economic instruments to be implemented across Canada.
- Assistance to CICA in developing a syllabus on environmental reporting for inclusion in the Uniform Final Examination for chartered accountants.
- Synthesis and support for the current efforts of various institutions to develop workable full cost pricing and accounting practices.

Results Sought

- Completion of the report on current economic instruments by March 1994.
- Adoption of the used tire economic instrument by the Council of Ministers by November 1994, with implementation by all jurisdictions by November 1995.
- Adoption of a national framework for the application of economic instruments, by the Council of Ministers by May 1995.
- Adoption of the priority list of economic instruments by the Council of Ministers by May 1994.
- Endorsement of guidelines for incorporating environmental considerations into corporate reporting and accounting practices, by the Council of Ministers by November 1995. Periodic consultations with professional accounting bodies to measure attitudes toward full cost accounting.

Priority 2 - Changing the Emphasis to Preventative Behavior

Background

- The cost of cleaning up pollution is becoming more and more prohibitive. An increased emphasis on preventing pollution, rather than mitigating the effects of

)

pollution after it occurs, would enhance environmental protection and reduce the costs of pollution clean-up. However, institutional structures still emphasize "react and cure" approaches. While all Canadians are responsible for the health of the environment, governments have the particular opportunity and legislative powers to take a leadership role in developing public policy to "anticipate and prevent" pollution.

CCME Objectives (in order of priority)

- 1 Develop a national framework for pollution prevention.
- 2 Establish pollution prevention as the dominant ethic in environmental legislation, regulations and practice in Canada.
- 3 Encourage industry to adopt pollution prevention as a goal independent of legislation or regulation.

Current Workplan

- Finalization of a pollution prevention framework.
- Development of principles to prevent future contaminated sites.

New Work Required

- Development, in conjunction with stakeholders, of an action plan for implementing the framework principles for pollution prevention.
- Analysis of changes required to institutional structures once the pollution prevention framework is adopted.
- Development of stronger ties with stakeholders to advance work on pollution prevention.

Results Sought

- Adoption of the national pollution prevention framework by the Council of Ministers in November 1993.
- Approval of the framework's implementation plan by the Council of Ministers by November 1994.
- Periodic consultations with industry to determine whether the desired improvement in attitude toward pollution prevention has been achieved.

Other Important Issues

Promotion of Sustainable Consumption Patterns

The consumption patterns of Canadians are unsustainable, leading to excessive resource depletion and excessive emissions of pollutants and generation of wastes. While CCME will continue to work on the National Packaging Protocol and to explore stewardship approaches, considerable further efforts are required to educate Canadians on the root causes of environmental degradation. While CCME is not positioned to lead such work, it would be willing to lend its support to others better placed to take on this challenge.

A Common Vision of Sustainability

*The lack of a common vision across Canada as to what sustainability means makes it difficult to unify the country behind a sustainable development agenda. CCME has had a strong role in the past in initiating the sustainable development discussion in Canada through the National Task Force on the Environment and the Economy and the subsequent creation of round tables on environment and economy. CCME is continuing this work and is presently partnering with the Federation of Canadian Municipalities to produce and distribute a municipal guide to the implementation of Agenda 21. A framework is also being developed by member jurisdictions to facilitate the integration of provincial/territorial sustainability strategies. In addition, CCME has been a sponsoring partner of the national *Projet de Société*. CCME believes that the *Projet* is best placed to develop and share with Canadians a common vision of sustainability.*

CONCLUSION

The *1993 Environmental Scan* concludes that humanity has passed through two global environmental revolutions, and is on the verge of a third revolution. The first was the agricultural revolution, when people shifted from a nomadic hunting and gathering lifestyle to an agrarian lifestyle in response to food source scarcities. The second was the industrial revolution, when people shifted from an agrarian to an industrial lifestyle in response to land and energy scarcity. Now, as industrial society evolves into a knowledge-based society, a "sustainability revolution" is about to begin.

The sustainability revolution is a response to scarcities of natural resources and the diminished capacity of Earth to absorb society's wastes. The sustainability revolution will present tremendous challenges and opportunities to people all across the planet. While these challenges are daunting in their scope, meeting them will result in a brighter future for all people.

The Canadian Council of Ministers of the Environment is committed to leading the response to the sustainability revolution. CCME will meet the accompanying challenges not only through direct action, but also by working with other government departments, environmental organizations, business interests and other stakeholders as appropriate.

The *1993 Strategic Overview* outlines how CCME will begin to address the challenges presented by the sustainability revolution. CCME recognizes these challenges cannot be fully addressed in the span of a three-year workplan; however, they can at least be much better defined by the end of that time. The next three years present an important opportunity to change the direction of society towards a sustainable future.

APPENDIX A

CCME PRIORITIES AND PLANNING

CCME uses four criteria to identify issues that need to be addressed by the organization. To be considered as part of CCME's mandate, an issue must:

- fall within the mandate of CCME members;
- be of shared interest to CCME members;
- require coordinated action; and
- be considered serious, from either a scientific or public perspective.

In selecting its priorities, CCME seeks to strike a balance between addressing existing environmental issues and anticipating and preparing for emerging issues. The organization is also careful to differentiate between work that should be undertaken by CCME and work that can more effectively be conducted individually by its members or by others.

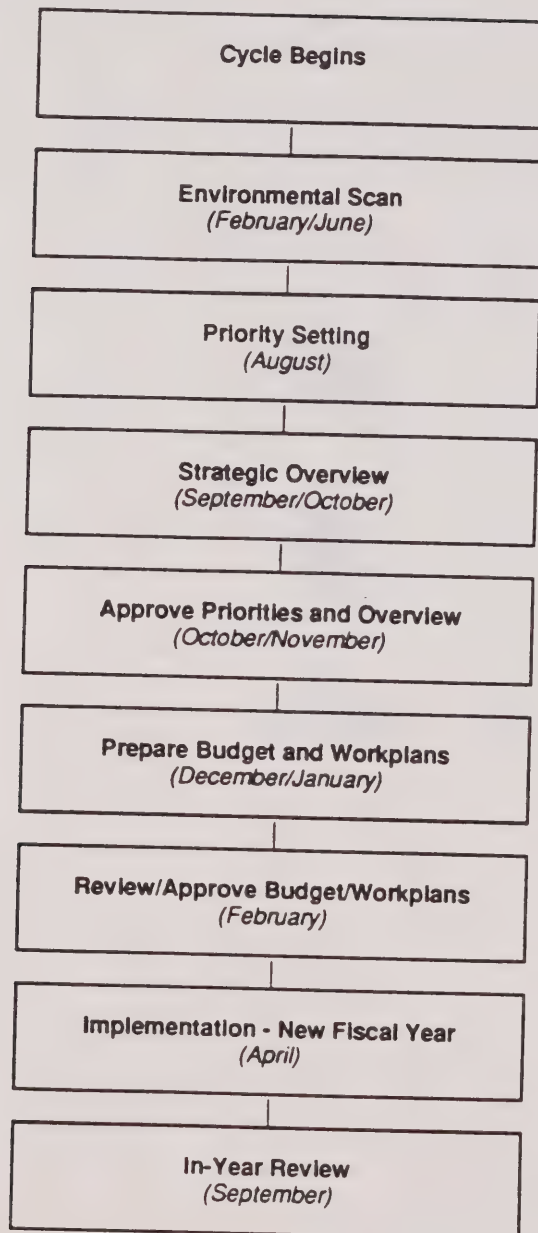
CCME has developed a comprehensive planning process to identify priority issues that it will address, either individually or in cooperation with other organizations (Diagram A). The planning process begins by identifying or "scanning" environmental issues of national and global importance. Input to the environmental scan comes from member governments, CCME committees and the CCME Secretariat, and a variety of other sources. The *1993 Environmental Scan* (available through the CCME Secretariat) was prepared by KPMG Peat Marwick Stevenson & Kellogg.

The environmental scan is used by Deputy Ministers Committee to establish priorities for CCME for the next three years. These priorities and goals are then incorporated into the strategic overview and approved by the Council of Ministers at its annual fall meeting.

The objectives established for each issue identified in the strategic overview are the basis upon which the annual workplans and budget of CCME are developed. The workplans and budget are approved by Deputy Ministers Committee prior to the start of the new fiscal year.

DIAGRAM A

CCME PLANNING PROCESS





1994/95 BUDGET

SCHEDULE A

		(proposed) Budget 1994/95	(approved) Budget 1993/94
CONTRIBUTIONS			
	%	\$	\$
Federal Government	33.30	834,546	927,273
Ontario	24.64	617,513	686,125
Quebec	16.84	422,034	468,927
British Columbia	8.02	200,993	223,325
Alberta	6.22	155,882	173,202
Manitoba	2.67	66,914	74,349
Saskatchewan	2.42	60,648	67,387
Nova Scotia	2.20	55,135	61,261
New Brunswick	1.77	44,358	49,287
Newfoundland	1.39	34,835	38,706
Prince Edward Island	0.32	8,020	8,911
Northwest Territories	0.14	3,508	3,898
Yukon	0.07	1,754	1,949
TOTAL	100.00	2,506,140	2,784,600
OTHER REVENUE			
Interest income		40,000	40,000
Rent recovery (Manitoba)		85,000	85,000
		125,000	125,000
TOTAL REVENUE		2,631,140	2,909,600
Allocation from surplus		157,000	1,092,400
TOTAL REVENUE AND ALLOCATION		2,788,140	4,002,000
EXPENDITURES			
Secretariat Administration		900,000	870,000
Steering Committee Administration		500,000	445,000
Steering Committee projects & task groups		1,388,140	2,687,000
TOTAL EXPENDITURES		2,788,140	4,002,000



1992/93 ACTUAL, 1993/94 BUDGET & 1994/95 PROPOSED BUDGET

SCHEDULE B

	<i>proposed budget 1994/95</i>	<i>approved budget 1993/94</i>	<i>actual 1992/93</i>
REVENUE			
Contributions	2,506,140	2,784,600	3,094,000
Other (Manitoba, for office premises)	85,000	85,000	78,533
Interest	40,000	40,000	185,072
Total Revenue	2,631,140	2,909,600	3,357,605
EXPENDITURE			
Secretariat			
Salaries & Benefits	410,000	400,000	365,101
Premises	90,000	85,000	86,164
Equipment	70,000	70,000	50,480
Supplies	60,000	60,000	43,978
Total Secretariat	630,000	615,000	545,723
Other			
Professional fees	35,000	30,000	17,381
Travel	75,000	65,000	36,107
Staff Development/Training	10,000	10,000	12,125
Communications	85,000	85,000	29,681
Meetings	65,000	65,000	31,674
Total Other	270,000	255,000	126,968
Committees & Projects			
EPC Task Groups	0	1,052,000	147,771
EPC Administration	250,000	221,000	227,834
SPC Task Groups	0	625,000	300,680
SPC Administration	250,000	224,000	225,901
National Packaging Protocol	0	800,000	539,971
NOx/VOC	0	210,000	122,089
EPC/SPC unallocated funds	1,388,140	0	0
Total Committees & Projects	1,888,140	3,132,000	1,564,246
Total Expenditure	2,788,140	4,002,000	2,236,937
Prior Years Projects' Expenditures	0	0	302,580
Total Expenditure and Allocations	2,788,140	4,002,000	2,539,517
Excess/(deficiency) of revenue over expenditure; allocated to/(deducted from) surplus			
	(157,000)	(1,092,400)	818,088



**SURPLUS AND RESERVE BALANCES PROJECTED
TO MARCH 31, 1995**

SURPLUS, projected balance March 31, 1994		332,707
1994/95 revenue (proposed budget)	2,631,140	
1994/95 expenditure (proposed budget)	<u>(2,788,140)</u>	<u>(157,000)</u>
SURPLUS AVAILABLE FOR ALLOCATION		175,707
1994/95 allocation to special reserve for 1996/97 packaging survey		<u>(165,000)</u>
SURPLUS, projected balance March 31, 1995		<u>10,707</u>
CORE RESERVE, March 31, 1993		327,540
1993/94 projected investment income		<u>20,060</u>
CORE RESERVE, projected balance March 31, 1994		347,600
1994/95 projected investment income		<u>21,000</u>
CORE RESERVE, projected balance March 31, 1995		<u>368,600</u>
PACKAGING RESERVE, March 31, 1994		0
1994/95 allocation from surplus		<u>165,000</u>
PACKAGING RESERVE, projected balance March 31, 1995		<u>165,000</u>

DOCUMENT: 830-490/007

1993 ANNUAL MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT

Harmonization



Alberta

SASKATOON, Saskatchewan
November 16, 1993

3 HARMONIZATION

Alberta

Recommendation

Approve the recommendations contained in the report *Rationalizing the Environmental Management Framework*.

Background

Harmonization has been identified as the first priority for CCME over the next three years. A joint task group made up of several members of Strategic Planning Committee and Environmental Protection Committee has been established to manage a two-track approach to the issue. In the short-term, immediate issues that will benefit from harmonization will be identified and addressed. Concurrently, a framework to guide long-term environmental management in Canada will be developed.

DMC approved the attached paper at its October meeting in Toronto.

Attachment

Rationalizing the Environmental Management Framework (to be distributed at meeting)

DOCUMENT: 830-490/007

RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT - 1993



L'harmonisation

Alberta

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 16 novembre 1993

3 L'HARMONISATION L'Alberta

Recommandation

Approuver les recommandations énumérées dans le rapport *Rationalizing the Environmental Management Framework*.

Antécédents

L'harmonisation a été identifiée comme la première priorité du CCME pour les prochains trois ans. Un groupe de travail conjoint comprenant certain membres du Comité de planification stratégique et du Comité de protection de l'environnement a été établi afin de gérer deux approches parallèles sur la question. À court terme, les questions immédiates qui bénéficieront de l'harmonisation seront identifiées et adressées. Par la suite, un cadre de travail afin de guider la gestion de l'environnement à long terme au Canada sera établi.

Le CSM a approuvé le document ci-joint lors de sa réunion en octobre à Toronto.

Annexe

Rationalizing the Environmental Management Framework (sera distribué à la réunion)

DOCUMENT: 830-490/008

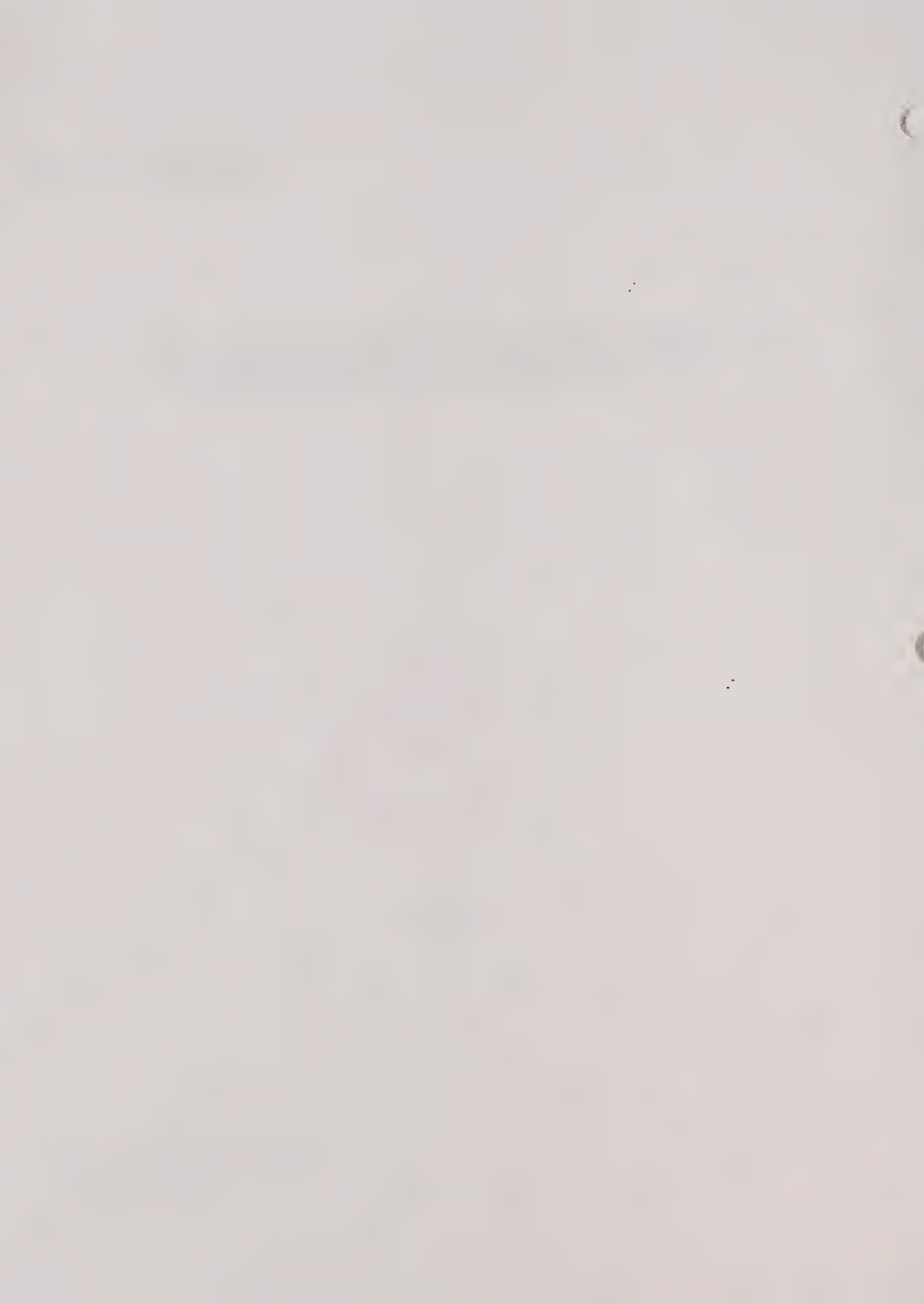
1993 ANNUAL MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT

Air Issues



Federal

SASKATOON, Saskatchewan
November 16, 1993



4 AIR ISSUES Canada

Recommendation

In preparation for the joint meeting with energy ministers, determine the funding level to which CCME will support the work of the national air issues committees in 1994/95.

Background

Preparations are in place for a joint meeting with energy ministers on November 17 to adopt the Comprehensive Air Quality Management Framework Agreement, and approve the coordinating mechanism contained therein. The agenda for the joint meeting is attached. Presentations will be provided on key issues at the joint meeting.

The National Air Issues Coordinating and Steering Committees have been functioning informally since May 1993 and have been supported with \$131,000 in funding from CCME. In endorsing the agreement, ministers will formally establish the mechanism to coordinate work on national air issues. The coordinating committee has developed a workplan and an \$805,000 budget request for the 1994/95 fiscal year.

At its October 13 and 14, 1993 meeting, DMC recommended that the air issues committees be funded entirely through CCME. However, the proposed budget of \$805,000 represents approximately one-half of the available CCME operating budget for 1994/95. As well, at least two energy members of the coordinating committee have advised that the size of the overall air issues budget should not be determined by CCME alone, and that there may be opportunity for some supplemental funding from energy departments. A decision will be required at the joint meeting how the budget request for the national air issues committees will be supported between energy and environment departments.

Attachments

Proposed Agenda for Joint Meeting of Energy and Environment Ministers

National Air Issues Coordinating Committee 1994/95 Proposed Budget Estimate



JOINT MEETING OF ENERGY AND ENVIRONMENT MINISTERS

Delta Bessborough
Saskatoon, Saskatchewan

PROPOSED AGENDA

Wednesday, November 17, 1993

9:00 - 14:30

1 COMPREHENSIVE AIR QUALITY MANAGEMENT FRAMEWORK AGREEMENT

Discuss the comprehensive agreement and issues arising from it, and jointly endorse the agreement.

2 NATIONAL AIR ISSUES COORDINATING MECHANISM

Approve the coordinating mechanism under the comprehensive agreement, and resolve how the costs of the mechanism will be accommodated.

3 KEY ISSUES

- **Global Warming**

Review Canada's National Report to the Climate Change Convention, discuss the development of additional actions to limit emissions, and receive a report on progress in implementing the Convention.

- **Acid Rain**

Receive a status report on the second Economic Commission for Europe (ECE) SO₂ Protocol and, if the Protocol is completed, obtain ministerial support for signing by Canada.

- **Smog (NO_x/VOC)**

Receive a status report and obtain ministerial support to ratify the ECE VOC protocol signed in 1991.

4 OTHER

- Transboundary Notification

Discuss and endorse joint Canada/U.S. proposal for fulfilling commitments made under the Canada-U.S. Air Quality Agreement.

- Cross-Cutting Issues

Receive a report on the development of "cross-cutting" issues under National Air Issues Coordinating Committee (NAICC), including transportation and energy efficiency, and provide ministerial direction on how to proceed.



**NATIONAL AIR ISSUES COORDINATING COMMITTEE
1994/95 PROPOSED BUDGET ESTIMATE**

NAICC Operations:

meetings (4 x \$2K)	\$ 8K	
administration	6K	
stakeholders		
(2 meetings x 6 x \$1,000)	12K	
contingency	<u>7K</u>	
	\$33K	\$ 33K

Climate Change:		\$356.5K
------------------------	--	----------

NOx/VOC:	status report -	\$10K	
	stakeholders -	<u>\$20K</u>	
		\$30K	30K

Air Toxics	25K
Acid Rain	50K
Inventories	200K
Public Education/Communications	60K
Cross-cutting Issues	<u>50K</u>
	385K

TOTAL	<u><u>\$804.5K</u></u>
--------------	------------------------

DOCUMENT: 830-490/008

RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT - 1993



Les questions de la qualité de l'air

Fédéral

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 16 novembre 1993

4 LES QUESTIONS DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Recommendation

En guise de préparation pour la réunion conjointe avec les ministres de l'Énergie, déterminer le niveau de financement que pourrait fournir le CCME au soutien du travail des comités nationaux sur les questions de la qualité de l'air en 1994/1995.

Antécédents

Les préparatifs sont en place pour la réunion conjointe avec les ministres de l'Énergie prévu le 17 novembre afin d'adopter l'*Entente cadre globale sur la gestion de la qualité de l'air* et d'approuver le mécanisme de coordination mentionné dans l'Entente. L'ordre du jour de la réunion est joint. Des présentations seront données sur les questions principales lors de cette réunion conjointe.

Le Comité de direction nationale sur les problèmes atmosphériques et le Comité national de coordination des problèmes atmosphériques fonctionnent officiellement depuis mai 1993 et ont été soutenus par des fonds de 131 000 \$ venus du CCME. En endossant l'entente, les ministres établiront formellement le mécanisme de coordination du travail sur les questions nationales de la qualité de l'air. Les comités de coordination ont élaboré un plan de travail et un budget de 805 000 \$ pour l'année fiscale 1994/1995.

Lors de sa réunion des 13 et 14 octobre derniers, le CSM a recommandé que les comités sur la qualité de l'air soient entièrement financés par le CCME. Toutefois, le budget proposé de 805 00 \$ représente seulement la moitié de la somme disponible sur le budget d'opération 1994/1995 du CCME. De plus, au moins deux membres du comité de coordination ont suggéré que le montant du budget global sur la qualité de l'air ne devrait pas être déterminé seulement par le CCME, et qu'il serait possible d'obtenir des fonds supplémentaires des départements de l'énergie. Une décision devra être prise sur la façon dont les demandes budgétaires des comités sur les questions atmosphériques seront soutenues entre les départements de l'énergie et de l'environnement.

Annexes

Ordre du jour proposé pour la réunion conjointe des ministres de l'Énergie et de l'Environnement

Estimé du budget proposé pour le Comité national de coordination des problèmes atmosphériques 1994/1995



**REUNION CONJOINTE DES MINISTRES DE L'ENERGIE ET DE
L'ENVIRONNEMENT**Delta Bessborough
Saskatoon (Saskatchewan)**ORDRE DU JOUR PROPOSÉ**

Mercredi le 17 novembre 1993

9h00 à 14h30

1 ENTENTE CADRE GLOBALE SUR LA GESTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Discuter de l'Entente et des questions qui en découlent, et adopter l'entente conjointement.

**2 MÉCANISME DE COORDINATION NATIONAL DES PROBLÈMES
ATMOSPHÉRIQUES**

Approuver le mécanisme de coordination découlant de l'Entente, et stipuler la méthode selon laquelle les coûts du mécanisme seront partagés.

3 QUESTIONS PRINCIPALES

- Le réchauffement de la planète

Réviser le Rapport national du Canada de la Convention sur les changements climatiques, discuter de l'élaboration d'actions supplémentaires visant la limite des émissions, et recevoir un rapport sur le progrès de la mise sur pied de la Convention.

- Les pluies acides

Recevoir un compte-rendu du deuxième Protocole SO₂ de la Commission économique pour l'Europe (CÉE), et si le Protocole est complété, obtenir un soutien ministériel pour qu'il soit signé au Canada.

- Le smog (NO_x/COV)

Recevoir un compte-rendu et obtenir un soutien ministériel pour ratifier le Protocole CÉE COV signé en 1991.

4 AUTRES

- Avis transfrontalier

Discuter et adopter la proposition conjointe Canada/États-Unis afin de remplir les engagements faits sous l'Entente sur la qualité de l'air Canada/États-Unis.

- Questions de partage (Transport, Efficacité de l'énergie)

Recevoir un rapport sur le développement des questions de partage sous le CNCPA, incluant le transport et l'efficacité de l'énergie, et d'obtenir des directives ministérielles sur la direction à prendre.



**COMITÉ NATIONAL DE COORDINATION SUR LES PROBLÈME
ATMOSPHÉRIQUES
ESTIME DU BUDGET PROPOSÉ POUR 1994/1995**

Opérations du CNCPA :

réunions (4 x 2M \$)	8M	
administration	6M	
intervenants		
(2 réunion x 6 x 1 000\$)	12M	
imprévus	<u>7M</u>	
	33M \$	33M \$

356,5M \$

Changement climatique :

NOx/COV :	rapports	10M \$	
	intervenants	<u>20M \$</u>	
		30M \$	30M \$

Les polluants atmosphériques toxiques	25M \$
Les pluies acides	50M \$
L'inventaire des émissions	200M \$
L'éducation publique et les communications	60M \$
Les questions de partage	<u>50M \$</u>

804,5M \$

TOTAL

DOCUMENT: 830-490/009

1993 ANNUAL MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT



Packaging

Manitoba

SASKATOON, Saskatchewan
November 16, 1993

5 **PACKAGING** Manitoba

Recommendations

Renew the mandate of the National Packaging Task Force.

Discuss packaging stewardship as a means of addressing packaging waste reduction and agree to work towards harmonization of future stewardship programs.

Background

The National Packaging Protocol (NAPP) was adopted by the Council of Ministers in 1990. It sets a national goal of reducing packaging waste disposal by 50 percent by the year 2000, compared to 1988. NAPP also outlines six packaging policies for Canada on which to base a reduction program, and sets interim reduction targets of 20 and 35 percent for 1992 and 1996, respectively.

The multistakeholder National Packaging Task Force was established to carry out the actions outlined under NAPP, develop tools for industry to improve its packaging practices, and monitor progress. Recently, the task force prepared a report that summarizes activities under NAPP, outlines progress in reducing packaging waste disposal to 1992, and suggests further general priorities for action (attached). The report shows that the 1992 target has been met on a national basis, though progress has been uneven by industry sector and by material.

At its October 13 and 14, 1993 meeting, Deputy Ministers Committee agreed the mandate of the task force should be renewed for another year to allow it to complete analysis of the 1992 packaging survey data, and to determine the sectors or materials where improved performance should be encouraged.

Looking ahead to the more difficult reduction targets of 35 and 50 percent, the task force has recommended pursuit of packaging stewardship programs by government and industry in order to stimulate the development of infrastructure and markets for secondary materials. In keeping with this approach, members of Deputy Ministers Committee participated in a government-industry forum on packaging stewardship with approximately 20 senior industry representatives. At the conclusion of the forum, a core group was formed to identify key elements of stewardship for harmonization.

Attachment

National Packaging Protocol: 1992 Milestone Report



NATIONAL PACKAGING PROTOCOL

1992 MILESTONE REPORT

**PRESENTED TO THE
CANADIAN COUNCIL OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT
BY THE NATIONAL TASK FORCE ON PACKAGING**

NOVEMBER 1993

EXECUTIVE SUMMARY

In 1990, the Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME) endorsed the National Packaging Protocol, a commitment to six policies and three milestone targets for the reduction of packaging waste from 1988 levels: 20% by 1992; 35% by 1996, and; 50% by the year 2000. Since then, the National Task Force on Packaging, under the chairmanship of Environment Canada, has been leading work towards the Protocol's implementation and the monitoring of progress. This summary describes progress in achieving the goals of the Protocol and the first packaging reduction milestone target.

Based on the data from the 1992 survey, a 21% reduction in the amount of packaging waste sent for disposal was achieved, relative to 1988. This exceeds the National Packaging Protocol first milestone target of 20%.

The data used to assess this progress was gathered by Statistics Canada for the National Packaging Monitoring System and is based on responses from approximately 10,000 establishments in 32 industry sectors from all provinces and territories reporting on the production, use, reuse, and recycling of 32 packaging material types. Packaging consumption and disposal were estimated based on this data, and on imports and exports of both empty and in-use packaging reported to Customs Canada.

Although there has been a decline in the domestic production of packaging materials and containers of 13% since 1988, consumption of new packaging increased by approximately 3%. Higher levels of imported empty and in-use packaging as well as population increases can explain why this trend is occurring. Thirty-six percent of all packaging consumed in 1992 was reused, making reuse the largest contributor to the diversion of packaging waste. On the other hand, 23% of packaging consumed went on to be recycled, while the remaining 41% went to disposal.

Progress since 1988 among material types varied and a preliminary assessment of diversion efforts by industry sectors also showed uneven progress at that level. The first assessment of survey information suggests that further analysis is required to identify specific areas where efforts should be pursued according to each sector's relative contribution of packaging to the waste stream and the efforts expended to date. Focussed efforts and a balanced approach between industrial and consumer packaging is desirable to effectively meet the Protocol's future reduction milestones.

The National Task Force on Packaging recognizes that while the first milestone target has been met, work must continue to meet the full set of commitments and other packaging waste reduction milestones for 1996 and the year 2000. The role of the multi-stakeholder group in overseeing progress, guiding initiatives in selected industry sectors and promoting the development of stewardship programs will be an asset to Canada's efforts to reduce packaging waste.

NATIONAL PACKAGING PROTOCOL

1992 Milestone Report

CONTENTS

	Page
EXECUTIVE SUMMARY	ii
1.0 BACKGROUND	1
1.1 Purpose of the Report	1
1.2 Review of the History of the Protocol and the Mandate of the Task Force.	1
1.3 Overview of International Activities	2
2.0 PROGRESS IN IMPLEMENTING THE PROTOCOL	5
2.1 Task Force Initiatives	5
2.2 Industry Initiatives	6
2.3 Government Initiatives	7
2.4 Public Interest Group Initiatives	8
2.5 Assessment of Performance Related to Actions and Policies Contained in the Protocol.	8
3.0 ASSESSMENT OF PACKAGING REDUCTION	15
3.1 Monitoring System Methodology	15
3.2 1988 Benchmark	16
3.3 Evaluation of 1992 Packaging Statistics	17
3.4 Provincial Results	21
3.5 Summary of Findings	23
4.0 RECOMMENDATIONS FROM THE TASK FORCE ON PACKAGING	25
APPENDIX A: Packaging Industry Categories	27

1.0 BACKGROUND

1.1 Purpose of the Report

This first milestone report, prepared by the National Task Force on Packaging, reviews the progress in achieving the goals and objectives set out in the National Packaging Protocol. 1992 was the first milestone identified in the Protocol for an interim packaging waste reduction target of 20% and, according to the data available from the National Packaging Monitoring System (NPMS) survey, this target has been met.

The National Packaging Protocol identified specific actions to be undertaken by various stakeholders as a means of achieving stated objectives. The report contains a review of the status as well as the importance of these action items in increasing awareness and maintaining the impetus for packaging reduction nationally.

Although the Protocol outlines national targets only, a more detailed assessment of progress by material, and a brief overview is presented of additional analysis required in order to better understand in what areas packaging reductions have been achieved and where opportunities for future reductions exist. Finally, based on this first milestone assessment, the Task Force formulated recommendations for consideration by the Canadian Council of Ministers of the Environment.

1.2 Review of the History of the Protocol and the Mandate of the Task Force

In April 1989, the then Canadian Council of Resource and Environment Ministers (CCREM) - now the Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME) - stated:

"Waste management is an urgent and pressing national problem. Some jurisdictions are already running out of landfill sites, in part because Canada is one of the most wasteful nations. For this purpose, Ministers have instructed the Waste Management Committee of CCREM to develop a packaging policy for Canada within a broad review of solid waste management opportunities including government purchasing and recycling policies. It was agreed that targets and schedules for waste minimization be established, including a fifty percent (50%) reduction in waste generation by the year 2000."

The National Task Force on Packaging, comprised of representatives from the various levels of government, industry sectors, consumer and environmental groups, was established by the Canadian Council of Ministers of the Environment in 1989 with a mandate to develop a packaging policy for Canada. Through a consultation process carried out across Canada, the Task Force developed a National Packaging Protocol containing six policies aimed at minimizing the environmental effects of packaging and achieving a significant reduction in the amount of packaging waste sent for disposal.

Specific milestone targets were established for the diversion of packaging from the waste stream. These targets are: 20% by December 1992; 35% by December 1996, and 50% by December 2000, compared to packaging disposal in 1988. These goals are to be achieved through the use of the hierarchy of the 3R's, with Source Reduction being the preferred option, followed by Reuse, and then by Recycling.

The Protocol was endorsed by the Canadian Council of Ministers of the Environment in 1990 and, since then, the National Task Force on Packaging, under the chairmanship of Environment Canada, has coordinated a variety of activities aimed at the implementation of the Protocol. These activities are described in section 2.0.

1.3 Overview of International Activities

Waste, including packaging waste, has become an important issue not only in Canada but also in many other industrialized countries in the world. Canada, because of its size and widely dispersed population, differs greatly from most other jurisdictions and has some unique problems; however, it is important to follow developments and trends in other countries and to monitor new initiatives and developing technologies. Because of the proximity of the U.S. to Canada and the volume of trade between the two countries, it is especially important to be aware of packaging-related initiatives in that country.

In general, waste collection and disposal in most developed countries are traditionally managed by public waste management systems. While landfill capacity is an issue in all countries, the acceptability of incineration, as a waste management option, varies according to jurisdiction.

Packaging has been identified in many countries as a significant component in the total waste stream and a variety of programs have been introduced, or are being developed, aimed at reducing packaging waste and returning recycled materials to the packaging manufacturers. All of the programs reviewed were initiated by government or resulted from government action. Many of the programs are supported by a regulatory framework, although most acknowledge that time is needed to develop the appropriate infrastructures and new technologies before regulations can be introduced.

In the U.S., while no national scheme has been developed to address packaging, various states have introduced bills aimed primarily at encouraging recycling and the use of recycled materials in packaging. The Council of North East Governors (CONEG) has urged voluntary initiatives by industry to reduce packaging waste through a program based on the 3R's hierarchy. A comparable voluntary commitment by industry is contained in the CCME "Canadian Code of Preferred Packaging Practices". A model for legislation covering toxic materials was developed by CONEG and this has been adopted in many states.

In Europe, programs tend to reflect a fundamental shift in responsibility for the management of packaging waste to industry, which is required to establish and fund packaging diversion infrastructures designed to achieve the program objectives. The shift in funding of collection and recycling operations from a public tax-based source to a consumer-based source is the basis for several of these programs. The change in policy derives from the premise that if industry is responsible for funding such programs, there will be more incentive to reduce packaging, institute reuse systems and develop more efficient infrastructures and markets for recycled materials.

Some of the issues that have emerged in Europe during the last few years are as follows:

Recycling Infrastructure: As in Canada, the development of appropriate infrastructure to sort, recycle and re-introduce packaging waste into the packaging stream is a relatively slow and often uncertain process. Difficulties with some plastic materials and composite materials are recognized as major challenges, while limited recycling capacities, high costs and adverse economic impacts are concerns. In addition, there are some restrictions on the use of recycled materials in packaging which comes into direct contact with food and health care products.

Environmental Considerations: Although the management of waste is the dominant force driving the majority of the programs, consideration is being given to the environmental impact of the various options and work is being carried out to develop appropriate tools to assist government in setting policies which will result in the lowest environmental impact possible.

Transboundary Movement of Recyclables: Due to limited markets for collected recyclable materials, some of these materials are being shipped across national borders to be landfilled or incinerated. In some cases, there have been reports of local paper and plastics recyclers having their efforts undermined by cheaper recyclable stock from other countries.

Importation of Foreign Products: Where industry-based funding schemes are in place, domestic products and foreign imports are expected to contribute to the fund on an equitable basis.

Labelling: Many environmental labelling schemes are in effect around the world, conveying a range of messages to the consumer. Attempts to standardize labelling requirements are being made by the European Commission and the International Standards Organization (ISO).

Industry Stewardship and Regulatory Options: Some governments have challenged industry to set up systems and infrastructures as well as develop the technologies to meet specific targets according to clearly defined criteria. Failure by

industry to meet the targets will, in most cases, result in more stringent restrictions on packaging and specific directives on industry involvement.

Measurement of Progress: Monitoring the progress in achieving packaging waste reduction targets is extremely complex. In most countries having waste reduction programs in place, this area has been the least addressed; there are no programs similar to the Canadian National Packaging Monitoring System.

A summary of some of the specific initiatives being implemented in other countries was prepared in the Spring 1992 issue of NAPP News.

2.0 PROGRESS IN IMPLEMENTING THE PROTOCOL

In addition to assessing the statistical data from the National Packaging Monitoring System survey, it is important to review the work of the National Task Force on Packaging and its members in implementing the actions identified in the Protocol. Several key activities have been successfully carried out since the document was endorsed in 1990. The accomplishments of the Task Force, specific industry sectors, the various levels of government and public interest groups which have contributed to the goals of the Protocol are summarized below.

2.1 Task Force Initiatives

1988 Packaging Estimates were finalized in 1992. The estimates were based on existing data from Statistics Canada's 1988 Census of Canadian Manufacturers, estimates provided by industry on packaging reuse and recycling, and Customs Canada's data on the import and export of empty and in-use packaging. Further details are provided in section 3.1 and 3.2.

Publication of the Canadian Code of Preferred Packaging Practices. The code is intended to promote excellence in packaging as defined by two fundamental and equally important principles: packaging must have a minimum negative effect on the environment while fully preserving the integrity of the products it contains. Guiding principles and packaging practices are described and a comprehensive checklist for packaging practices is included. This document was adopted by all stakeholders and the CCME in November 1991. [CCME publication EPC-NAPP- 35E]

1990 National Packaging Survey was conducted by Statistics Canada with questionnaires sent out to over 10,000 establishments in various industrial sectors across Canada. The response rate for this first survey was approximately 60%.

1992 National Packaging Survey During the early part of 1993, Statistics Canada surveyed over 10,000 establishments to gather packaging statistics for 1992. The results are presented in section 3.3. The response rate was much improved over 1990. About 87% of surveyed establishments responded.

Guidelines for Packaging Audits and Packaging Reduction Workplans were initially developed by the Province of Ontario and subsequently published by the CCME in 1992. The document provides guidance to industry for carrying out packaging audits and for preparing packaging reduction workplans. [CCME publication EPC-NAPP-44E]

Environmental Profiles: A sub-committee of the Task Force has carried out several projects in support of the development of guidance for minimizing the environmental impact of packaging. A national workshop was held in 1991 to examine needs and benefits for the client group and a report on Sources of Data for Life-cycle Analyses

of Canadian Packaging Products was released. The final guidance document **Environmental Profiles - Guidelines to Help Industry Meet the Goals of the National Packaging Protocol** should be released in Fall 1993.

Communications: Since the adoption of the Protocol, the National Task Force on Packaging has, through a communications sub-committee, initiated several communication programs designed to inform and update industry and the public.

2.2 Industry Initiatives

A **Packaging Stewardship Model** was developed by the **Canadian Industry Packaging Stewardship Initiative**, whose members include the Grocery Products Manufacturers of Canada (GPMC), the Canadian Council of Grocery Distributors (CCGD), the Canadian Soft Drink Association (CSDA), and the Retail Council of Canada. The model describes a funding mechanism to be used by GPMC members and other packaging users to support municipal waste diversion infrastructure and to assist in developing secondary markets for these materials. Under this proposed program, companies would pay a levy based initially on the weight of packaging used but would then move to a cost based levy in phase 2. This model was agreed to in principle by the Manitoba government in July 1993.

This initiative builds on the programs *Collecte Sélective Québec (CSQ)* and *OMMRI: Corporations in Support of Recycling* already in operation in Québec and Ontario, respectively. CSQ and OMMRI promote and support the implementation of municipal systems to collect recyclables through the voluntary financial contributions of companies that put these products in the marketplace.

The **Paper and Paperboard Packaging Environmental Council (PPEC)** was formed in 1990 as a national umbrella group for four industry associations: the Canadian Pulp and Paper Association; the Canadian Corrugated Case Association; the Canadian Paper Box Manufacturers Association and the Canadian Chapter of the Association of Independent Corrugated Convertors. The main aim of PPEC is to coordinate and facilitate the paperboard packaging industry's efforts to minimize the environmental impact created by the production, use and disposal of its products, and to inform Canadians, on a regular basis, of its progress. Some of its more important achievements are as follows:

A coordinated project by industry to study the feasibility of recycling post-consumer boxboard. The feasibility has been confirmed and PPEC is taking a leading role in promoting the collection, recycling and reuse of this material.

As a result of representations by PPEC to the Railways Association of Canada, changes have been made to "Rule 41", which specifies minimum strengths for corrugated shippers; this will result in a reduction of between 5% and 10% in the amount of fibers used in corrugated containers shipped by rail.

PPEC has sponsored studies on the composting of waxed corrugated containers and boxboard. Waxed corrugated containers are now being composted on a commercial scale as a result of this work. PPEC has also sponsored studies on the use of boxboard, waxed corrugated containers and non-recyclable kraft bags as a feedstock for the production of ethanol and a heating oil.

The Canadian Glass Container Industry has increased its recycled content from 8% in 1988 to 32% in 1992. About 200,000 tonnes of post-consumer, post-use recycled glass was used in 1992 with 43% of this coming from the Ontario Blue Box Program. This represents a significant reduction in mined natural raw material and energy usage in the production process and an estimated savings of 225,000 cubic metres of landfill across Canada.

The second largest manufacturer of fiberglass insulation in Canada uses 30% post-consumer recycled glass containers in its manufacturing process; as a result, 7,500 tonnes of glass were diverted from Alberta landfill in 1992.

In 1992, La Société des Alcools du Québec reached an agreement to supply 28,000 tonnes of curbside recycled glass collected in Québec to an Italian glass container manufacturer.

The Plastic Film Manufacturers Association of Canada (PFMAC), is sponsoring a test program to evaluate the feasibility of recycling its discarded packaging collected through curbside multi-material collection programs. Starting in four Ontario centres, household plastic film products such as shopping bags, milk pouches, bulk food, fresh fruit, vegetable and frozen vegetable bags, overwraps, etc. will be collected and recycled. Member companies of PFMAC have committed to providing the markets for these recycled materials.

The Canadian Polystyrene Recycling Association - (CPRA) was established in 1989 in Ontario and has invested more than \$5 million to establish collection and recycling capability for polystyrene products. Materials are collected from food service locations, including hospitals, universities and colleges. In the year ending September 1992, CPRA collected in the order of 750 tonnes of polystyrene, saving an estimated 1,700 cubic metres of landfill.

2.3 Government Initiatives

Environment Canada has taken a lead role in coordinating the activities of the National Task Force on Packaging. It also coordinated the input of other federal departments on the issue of packaging and has made several progress reports to the CCME Ministers.

"Guiding Principles for Environmental Labelling and Advertising" was published in 1991 by Consumer and Corporate Affairs Canada (now Industry and Science Canada) in response to a growing concern regarding environmental claims being made by some brand owners regarding their packaging. The National Task Force on Packaging reviewed the document and developed standard definitions which were included in the 1993 revision. This document sets out the legal requirements for environmental labelling.

Provincial Governments have introduced or updated environmental protection legislation which includes provisions to exercise some control over the disposal of packaging. Much of the legislation is aimed at promoting reuse and/or recycling and the use of recycled content. Should the packaging waste diversion targets identified in the National Packaging Protocol not be met, most provinces have nationally consistent legislation in place to enable regulations to be implemented.

The Federation of Canadian Municipalities (FCM), has launched a Municipal Action Plan on Packaging. Also, FCM is working with Governments Incorporating Procurement Policies to Eliminate Refuse (GIPPER), to develop policies which will support markets for recycled materials and will encourage waste reduction. Municipal instruments and packaging stewardship will also be important aspects of these policies.

2.4 Public Interest Groups Initiatives

Environmentally Sound Packaging Coalition has launched a "Green Shopper" program and has published fact sheets aimed at informing consumers about the environmental impact of packaging and identifying ways in which the consumer can play his or her part in reducing this impact. The group also held workshops on "Environmental Labelling" and "Economic Instruments" in both Toronto and Vancouver.

2.5 Assessment of Performance Related to Actions and Policies Contained in the Protocol

The National Packaging Protocol contains six policies and identifies specific actions to be undertaken as a means of achieving the policy objectives. In addition, actions are specified in the sections covering Milestone Targets and Implementation. These actions are listed below under the appropriate policy heading with a brief summary of their status.

Policy #1 - All packaging shall have minimal effects on the environment.

Actions:

- *The federal government, in consultation with a multi-stakeholder group will undertake the development of methodologies and guidelines to be used in conducting environmental profiles of packaging, allowing users to compare packaging choices.*

The development of environmental profiles is an extremely complex process. Several national and international bodies are working towards establishing harmonized standards. A multi-stakeholder workshop was held by the Task Force in Quebec in October 1991 to identify the principal criteria to be considered in preparing profiles. Guidelines for preparing environmental profiles on packaging have been developed and should be released in Fall 1993. Further discussion by the National Task Force on Packaging is required to determine the most appropriate way to proceed with further development of environmental profiles.

- *Industry will undertake environmental profiles of its packaging in accordance with the above federal government guidelines, identifying the environmental impacts generated through the manufacture, use and post-use management of their packaging.*

Individual companies have undertaken environmental profiles on selected packaging materials. More activity is expected once the guidelines are available.

- *Based on profile outcomes, industry will prepare action plans and schedules to minimize environmental impacts and manage packaging through source reduction, reuse and recycling approaches.*

Although environmental profiles have not been carried out on a large scale, there have been significant initiatives by industry, since the adoption of the Protocol, aimed at source reduction, reuse and recycling initiatives. (See Section 2.2).

- *A multi-stakeholder group will be established to:*
 - identify research and development initiatives and priorities; and,*
 - identify new business opportunities.*

Rather than establishing a multi-stakeholder group, individual sectors have acted independently to identify opportunities for research and development and new business ventures. A multi-stakeholder group may not have the necessary focus to effectively carry out this activity.

- *Government will work with industry to identify and demonstrate new technologies which minimize the environmental impacts of packaging.*

Various levels of government have worked with industry to identify and demonstrate new technologies. For example, federal funding (Environment and

Natural Resources, formerly Energy, Mines and Resources) and provincial funding has assisted with two PPEC projects, one to demonstrate that paper based packaging waste can be converted into ethanol, the second to show that it can also be converted into heating oil.

Policy #2 - Priority will be given to the management of packaging through source reduction, reuse and recycling.

Actions:

- *The federal government, in consultation with industry and the multi-stakeholder group, will establish a "Code of Preferred Canadian Packaging Practices" to guide industry in the design of products and the selection and design of packaging. In the development of the code, consideration will be given to the following hierarchy:*

- 1) No packaging*
- 2) Minimal packaging*
- 3) Reusable packaging*
- 4) Recyclable packaging and packaging containing recyclable material*

The Canadian Code of Preferred Packaging Practices was published by the CCME in November 1991 with the full support of all of the stakeholders on the Task Force.

- *National minimum content standards will be developed by the federal government, in consultation with the multi-stakeholder group, for the inclusion of secondary/post-consumer material in packaging, recognizing health, safety, packaging product performance requirements, and regional limitations.*

The Task Force formed a "Recycled Content Sub-committee" which issued a brief technical report on recycling opportunities and barriers. No further action was taken.

- *Provincial and municipal governments, together with appropriate industry, will develop the infrastructure of their choice to collect and market packaging materials for reuse and recycling in order to achieve the targets of these national packaging policies.*

There has been considerable activity in this area, including: setting up of curbside collection programs, establishment of recycling depots, legislation requiring minimum levels of refillable containers, deposit programs and taxes on specific containers.

The Canadian Industry Packaging Stewardship Initiative proposed a packaging stewardship model which is designed to provide funding for reuse and recycling initiatives on a provincial basis. The concept of packaging stewardship is being discussed by the Task Force and others.

- *Industry/government partnerships will be formed to develop new and expanded markets for recycled packaging material.*

Packaging material manufacturers and packaging users are working closely with provincial and municipal governments to increase collection for recyclables where markets for these have been established. The main problems in this area include:

- The development of markets for new recyclables.
- Cost sharing arrangements - who pays?
- Municipal collection contracts having penalty clauses covering new materials which are added before the contract expires. Since contracts vary in length from two to four years, industry's ability to meet the Protocol's targets may be adversely impacted.

Policy #3 - A continuing campaign of information and education will be undertaken to make all Canadians aware of the function and environmental impacts of packaging.

Actions:

- *Provincial governments will develop, with the multi-stakeholder group, education programs for use in schools.*
- *A national program will be developed by the multi-stakeholder group, to inform all Canadians of the functions and environmental impacts of packaging and to encourage environmentally sound purchasing practices.*

The Task Force adopted a communication plan focused on disseminating information to two principal audiences - industry and the consumer.

During the first year, the prime target was industry. A targeted program to promote the Canadian Code of Preferred Packaging Practices resulted in over 10,000 copies of this document being distributed to Canadian companies. An information list on Task Force activities was prepared and used by Task Force members during various functions. Also, articles were written and published in special interest journals and magazines.

In the second year of the communications program, the Task Force focused on raising the awareness of consumers and other decision makers of the importance of reducing packaging waste. As part of this strategy, the sub-committee organized the Christmas Campaign. In 1993, a guide to assist municipalities in the promotion of packaging reduction was prepared and released in cooperation with the Federation of Canadian Municipalities.

The publication of "Fact Sheets" and the "NAPP News" has also continued on a regular basis. In addition, a packaging "snapshot", aimed at children and the general public was produced through Environment Canada's Environmental Citizenship Initiative.

Policy #4 - These policies will apply to all packaging used in Canada, including imports.

Actions:

- *The federal, provincial and municipal governments will, with sensitivity to the needs of local industries, establish standards and regulations to apply these policies to all packaging used in Canada, including imports.*

One of the objectives of the Protocol is to provide industry with a consistent set of requirements across Canada which apply to imports as well as domestically produced goods. Uniformity is an important issue to industry since it allows beneficial economies of scale and distribution and therefore contributes significantly to competitiveness. Some of the provincial regulations that now exist, while reflecting the differing issues, priorities and infrastructure in those provinces, may lead to inconsistencies in approaches to managing packaging waste. The Protocol seeks, to the extent possible, to harmonize requirements and regulations affecting packaging waste.

- *The federal government will act as a liaison with other countries to promote the policies contained within this Protocol in relation to international trade.*

All trade missions, embassies and consulates have been briefed regarding the National Packaging Protocol and its goals. Also, there have been meetings between government representatives and counterparts in Germany, France, The Netherlands and the U.S. including a meeting with the Council of North East Governors.

Policy #5 - Regulations will be implemented as necessary to achieve compliance with these policies.

Action:

- *Federal and provincial governments will, with the participation of the multi-stakeholder group, enact regulations which are compatible across Canada, which specify performance requirements, targets and deadlines for achievement consistent with these policies.*

A Legislative and Regulatory Sub-committee, consisting of all levels of government as well as the various sectors represented on the Task Force, was formed. This sub-committee has identified fourteen recommended elements to be incorporated into enabling packaging legislation. These elements have been used as a basis for amendments to laws in Ontario, British Columbia, Alberta and Newfoundland and proposed amendments in Saskatchewan and Quebec.

Policy #6 - All government policies and practices affecting packaging will be consistent with these national policies.

Actions:

- *Government policies and practices which impede achievement of the objectives of these packaging policies will be identified and where possible removed or modified.*

This process has not been completed. Because of the potential impact of conflicting requirements in some industry sectors, it remains a high priority objective.

- *Government policies and practices such as procurement, will be developed and implemented to support the achievement of the objectives of these policies.*

Most governments have in place, or are developing, procurement policies related to packaging.

Milestone targets

The target of 20% reduction by December 31, 1992 and the degree of achievement, is the main topic of this report. Three activities identified in this section of the protocol require comment.

- *Fifty percent of these diversions shall be achieved through new source reduction and new reuse initiatives. Recycling programs shall make up the remainder of these diversions.*

Although progress for each diversion option has been difficult to quantify, the assessment of packaging waste management in 1992 shows that this objective has been met.

- *Percentage goals will be reviewed annually.*

Although there has been no review of actual percentage targets, the Task Force has reviewed the merits of measuring disposal on a per capita basis versus an absolute measurement. At this time, progress will continue to be measured on an absolute basis.

- *Specific targets will be established for industry sectors in order to achieve these goals. It is incumbent upon those industry sectors unable to meet requirements to provide adequate documentation and alternative targets one year in advance of the prescribed deadline.*

Specific sector targets have not yet been set. Diversion targets being based on absolute numbers, it is unlikely that an industry sector can determine one year in advance that it will not meet a prescribed deadline since annual sales volumes for the sector will significantly contribute to the result.

Implementation

Action:

- *A multi-stakeholder group will be established to adopt a plan of action, develop a monitoring mechanism, track progress and prepare an annual report recommending plan modifications and target revisions.*

The monitoring mechanism has been developed (the National Packaging Monitoring System) and is being administered by Statistics Canada and Environment Canada. The results of the 1992 Packaging Survey are included in this report.

- *The CCME should consider a variety of funding options for multi-stakeholder activities. Among these could be:*

*charges for waste sent for disposal;
industry contributions;
federal and provincial funding.*

The CCME funds the work of the Task Force, through its provincial and federal funding, with Environment Canada providing additional staff and support.

3.0 ASSESSMENT OF PACKAGING WASTE REDUCTION

3.1 Monitoring System Methodology

In order to monitor progress towards the achievement of the NAPP goals, the National Packaging Monitoring System was developed and, to date, Statistics Canada has been retained to conduct two annual surveys of packaging in 1990 and 1992 on behalf of CCME. The National Packaging Monitoring System stores and processes this survey information according to 32 specific industry sectors (Appendix A) and 32 different packaging types. The data obtained through these surveys includes the weight of packaging produced, used, reused and recycled as well as the weight of imports and exports of empty and in-use (filled) packaging.

Imports and exports

Customs Canada has provided a constant and reliable source of information on the import and export of packaging for the three years of the NPMS information. Imports and exports are used in the calculation of packaging consumption and disposal in Canada. Packaging is imported and exported in two forms: empty packaging or packaging materials that are brought in empty or exported empty, and in-use (filled) packages that are imported or exported.

National disposal calculation

The amount of packaging which is sent for disposal on a national basis is calculated from the basic statistics according to the following formula:

$$\text{Disposal} = \text{Use} + (\text{imports} - \text{exports}) - \text{Reuse} - \text{Recycling}$$

Where:

Use is the reported use of packaging by weight in Canada

Imports and exports account for in-use (filled) packaging

Reuse is the weight of packaging reused in its current form

Recycling is the total weight of packaging sent for recycling by users and the reported amounts prepared for recycling by processors.

Packaging consumption, i.e. the amount of packaging opened or removed from its product in Canada, is the key statistic from which the Protocol's reduction targets are measured. Consumption on a national basis simply represents the total packaging used in 1992 plus the net imports and exports of in-use packaging.

1988 disposal calculation

Since a packaging survey was not conducted for 1988, disposal estimates were derived using a different method than that used for 1990 and 1992. To establish the 1988

benchmark, information from the 1988 Census of Manufacturers was supplemented with best available information from industry. In 1988, consumption of packaging was estimated using packaging production figures instead of reported use of packaging by the various industry sectors. Quantification of diversion activities (reuse and recycling) was not available from Statistics Canada, but partial estimates were obtained from industry sources.

Approach for assessing the results of the National Packaging Monitoring System

The NPMS presently holds information concerning packaging production, use, reuse, recycling and disposal in Canada for three years - 1988, 1990 and 1992. Recognizing differences in the way in which the estimates for each year were derived, the completeness of the data in each year and the levels of confidence associated with surveys of this type, useful observations can be drawn on the overall trends in packaging management and on diversion activities directed at different types of packaging.

The information from the NPMS is the principal tool to assess progress towards the goals of the National Packaging Protocol and to indicate areas requiring further analysis or increased waste diversion efforts. In this first report of progress, the information will be examined according to two criteria:

1. *Changes in the management of packaging on a national basis since 1988 by examining overall trends in packaging use, reuse, recycling and disposal;*
2. *The contribution of various packaging types to the waste stream and changes in the make-up of the packaging waste stream;*

Section 3.4 presents a discussion of additional analysis and interpretation which will be undertaken in the future using the information from the NPMS.

3.2 1988 Benchmark

While the Task Force has endorsed the 1988 baseline estimates as the best available information, it is important to note the methodological differences from the 1990 and 1992 disposal estimates, and recognize that analysis from this baseline is somewhat limited.

Key packaging statistics in million tonnes for 1988 are the following:

PRODUCTION	NEW CONSUMPTION	REUSE	RECYCLING	DISPOSAL
6.36	6.42	—*	0.59	5.41

- * Reuse data was not available from Statistics Canada. Estimates for only two material types (glass and wood) were available from industry sources for 1988, thus likely understating the total amount of reuse which took place in that year.

Information on recycling was also obtained from some industry sectors and does not necessarily give a complete picture of recycling activities in 1988.

3.3 Evaluation of 1992 Packaging Statistics

Packaging data for 1992 are presented in the following table, while trends in 1988, 1990 and 1992 are presented in Figure 1 :

PRODUCTION	NEW CONSUMPTION	REUSE	RECYCLING	DISPOSAL
5.5	6.6	3.8	2.4	4.24

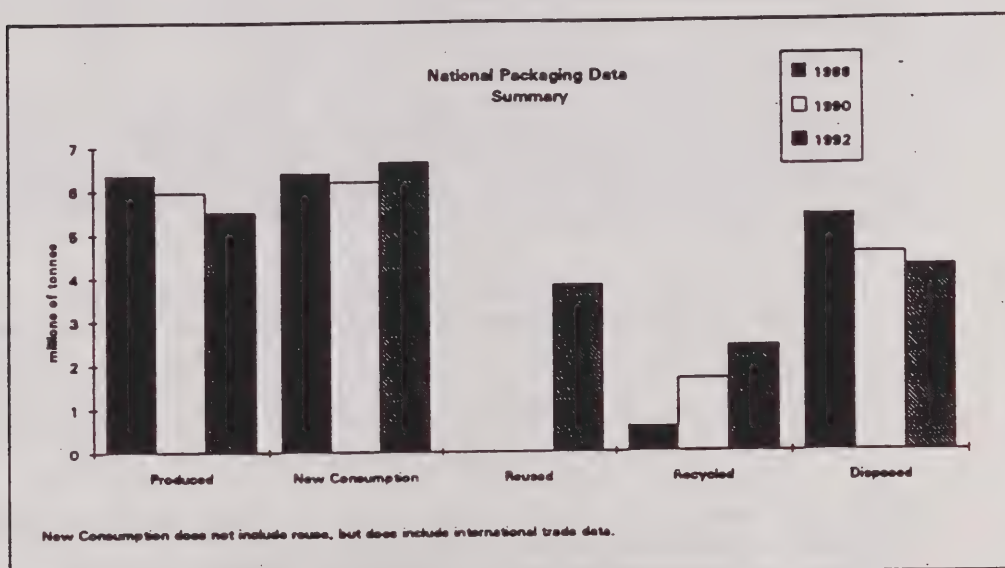


Figure 1 Summary of national packaging statistics 1988, 1990 and 1992

Each packaging statistic is discussed below based on the criteria presented in section 3.1. Some key conclusions may be drawn:

- 21% reduction in disposal from 1988 to 1992;
- 13% decline in packaging production and a 3% increase in new packaging consumption, due to increased imports;
- increase in recycling of 306%.

1. *National changes in packaging and packaging waste management*

As noted, the NPMS contains national packaging data representing all 32 industry sectors and primary and secondary materials processors and 32 packaging types. The NPMS includes the main packaging indicators for Canada: production, new consumption, reuse, recycling and disposal.

Disposal: A decrease is seen in the amount of packaging sent for disposal (Figure 1). The national disposal of packaging was 4.24 million tonnes in 1992 compared to 5.41 million tonnes in 1988. This represents a 21% reduction in packaging being sent for disposal, exceeding the National Packaging Protocol's target of 20%.

In 1988, the per capita disposal of packaging waste was estimated to be 209 kg/person/year. In the four years between 1988 and 1992, Canada's population increased by 5.8%, while national disposal of packaging decreased by 21%. The 1992 per capita packaging disposal number is now 155 kg/person/year, for a normalized reduction of 26% in packaging disposal per capita between 1988 and 1992.

Production: A constant decline in domestic production of packaging is observed, for a total 13% decrease from 1988 to 1992 (from 6.4 million tonnes to 5.5 million tonnes). This trend holds true for most of the NPMS nine packaging types, except for the multi-material and paper categories (Figure 2).

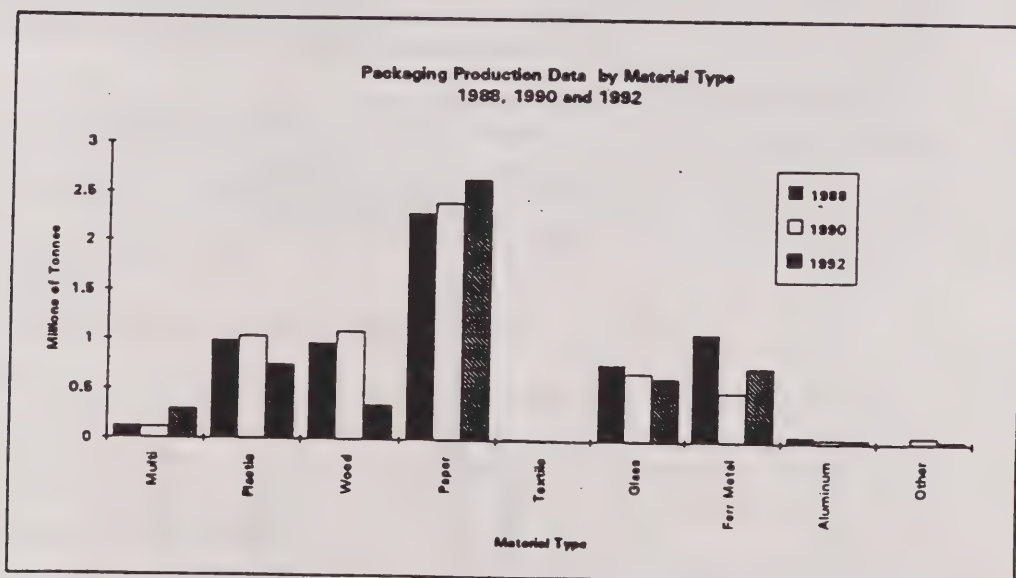


Figure 2 Packaging production by material type for 1988, 1990 and 1992

New Consumption: Packaging use in 1992 includes all packaging, new and reused, reported by each industry sector. Consumption of packaging on the other hand adds the importation and exportation of in-use packaging to the total reported use. The "New Consumption" data in Figure 1 is based on total consumption less reuse. Since 1988, a net increase in the amount of filled and empty packaging imported into Canada has been recorded. This results in a 3% increase in new packaging consumption during a period of decreasing production.

Reuse: It is difficult to accurately quantify and track reuse activities because of incomplete information at the industry level on this aspect of packaging management and also because of differences in the way in which reuse has been accounted for in the 3 NPMS years. The 1988 baseline did not provide a complete picture of packaging reuse, reporting estimates for only two material types, glass and wood. Furthermore, it is now believed that the first survey of packaging (1990) overestimated the quantity of packaging being reused because respondents more than likely included packaging which was reused within their own plant, as is often the case with pallets. A revision to the survey questionnaire in 1992 sought to clarify this question and reuse estimates for 1992 are markedly lower than in 1990. As a result, reuse data in 1988 and 1990 are not shown in Figure 1, and conclusions have not been drawn about trends in reuse between 1988 and 1992. On a national basis, reuse activities are important to diversion of packaging from disposal, accounting for 36% of the diversion from total consumption.

Recycling: Information on recycling is improving with each survey. Results show an important increase in the recycling of packaging nationally. In 1992, 2.6 million tonnes were recycled compared to 0.6 million tonnes in 1988. Recognizing the less complete data for 1988, this represents an increase of 306%. All major packaging material types—paper, plastics, multi-material, glass, ferrous metals, aluminum—showed an increase in recycling since 1988 (Figure 3). Wood is the one exception. Recycling diverted 23% of consumed packaging from disposal.

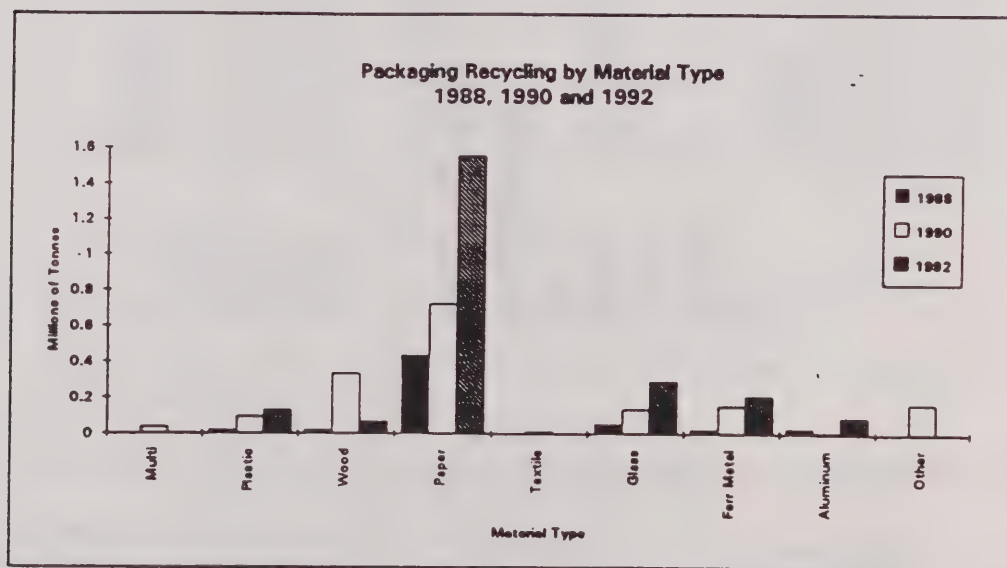


Figure 3 Packaging recycling by material type for 1988, 1990 and 1992.

Imports and Exports: The following table displays the international trade data as reported by Customs Canada to Statistics Canada for the years 1988, 1990 and 1992.

	Empty Imports/Exports '000 tonnes			In-use Imports/Exports '000 tonnes		
	1988	1990	1992	1988	1990	1992
Imports	500	656	1,102	1,110	1,158	2,820
Exports	680	677	579	870	889	2,902
Net	-180	-21	523	240	269	-82

Almost 4 million tonnes of the packaging used and consumed in Canada in 1992 were imported, while in 1988 the total was less than 2 million tonnes. If these trends continue, imported packaging will play an important role in the Canadian market and in our ability to meet national waste reduction goals. This emphasizes the importance of ensuring that Canada's trading partners are aware of domestic expectations concerning packaging waste diversion, and that Canadian importers of packaging and packaged goods take an active part in achieving the targeted reductions.

Summary: Uncertainties regarding reuse and recycling in 1988, and those associated with the survey methodology will influence the interpretation of trends observed through the NPMS. While this may hamper the precise determination of progress and the more detailed assessment of changes in packaging practices, the trends are clear enough to show that, on a national basis, Canada has achieved the targeted reductions in the amount of packaging sent for disposal.

2. *Contributions of packaging materials to the waste stream*

Understanding the make-up of the packaging waste stream is key to focusing future diversion efforts and helping to assess whether any changes in the area of packaging design, material selection or infrastructure development have taken place. Figure 4 shows the amounts of packaging consumed in Canada in 1992 by material type, and their respective diversion activity.

Paper packaging is the largest component of both packaging consumption and of packaging going for disposal. However, important diversions of paper packaging have taken place. Paper packaging includes boxes, cartons, paper sacks and bags, paper tubes & canisters, trays, dishes and cups and finally labels and tags, but the most important component is corrugated cardboard boxes which serve a very broad spectrum of packaging needs.

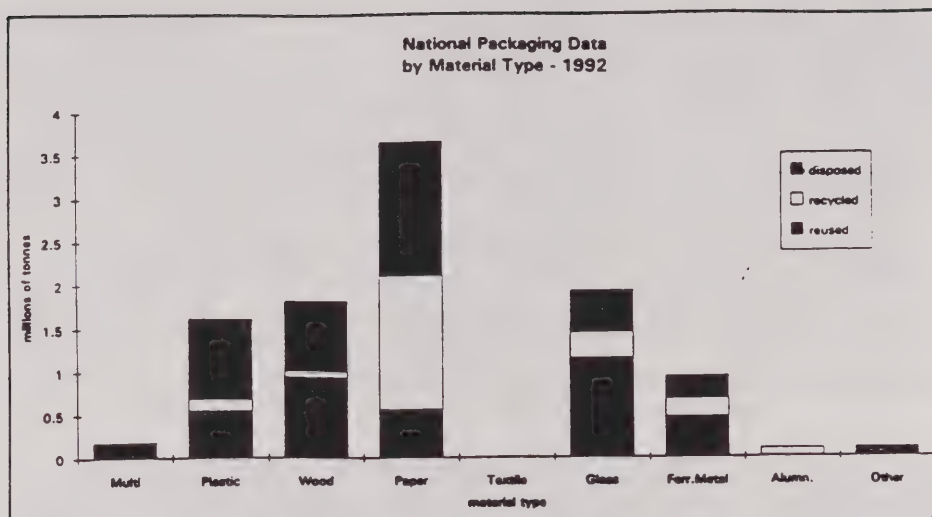


Figure 4 Consumption breakdown by material type 1992

Efforts to divert glass, ferrous metal and aluminum packaging from disposal have been more modest but nevertheless successful in terms of the amounts diverted, resulting in less than 30% of packaging consumed requiring disposal. Although efforts have been made to reuse wood, plastic and multi-material packaging, these material sectors have shown less progress in diverting packaging from the waste stream than their counterparts. Consideration should be given to identifying opportunities to increase the diversion of these materials from disposal while also enhancing efforts of the largest contributor to the waste stream— paper packaging.

At the detailed packaging group level, fourteen packaging groups (45%) contribute to over 90% of packaging waste going to disposal. The contributing packaging groups are equally divided between consumer packaging and industrial packaging which points to the need to adopt balanced diversion strategies which will address the two different streams.

3.4 Other Analysis

As mentioned in the methodology section, the National Packaging Monitoring System also holds information on thirty-two industry sectors (Appendix A) and by province. However, like any survey of its kind, information at the detail level can be less representative and much more variable than the national results presented earlier. In addition, the Statistics Canada protocol concerning the suppression of confidential data affects particularly this detailed level information. Because of these constraints, only general observations on industry sectors and provincial results will be made at this time.

Industry sectors

Each establishment was asked to report how much new packaging it uses (packaging that it fills) and how much it sends for reuse and for recycling of each of the 32 packaging

types. Aside from the constraint of suppressed confidential data for some packaging types in some sectors, this information is relatively straightforward to report. However, what is most relevant in terms of measuring progress of each sector towards the Protocol's goals is to determine how much of the packaging that is used—that is which is filled by each sector—is actually reused or recycled. This is really how the efforts of each sector will be measured.

Each sector has a range of options to reduce packaging waste: reduce at source through changes in materials, packaging design, packaging construction, etc.; in-house or centralized reuse, and; recycling. These options may however be determined or limited by regulatory, health and safety, transport or infrastructure constraints. Early indications show that not all industry sectors have placed emphasis on the same packaging waste management options. The amount sent to disposal of the packaging used by the various sectors varied considerably. This is consistent with the results obtained in 1990.

Source reduction is the most difficult practice to quantify and the NPMS can only hint to progress in that area through figures on consumption and production of packaging. Better insights and more precise indicators on source reduction will have to come from discussions with individual sectors. Once the NPMS information is complemented with data from other sources, and the effect of data suppression at this level is accounted for, a full report of progress on an industry sector basis will be provided.

An analysis of the change in Gross Domestic Product of industry sectors reporting to NPMS between 1988 and 1992 reveals that, on a national basis, only 1% of the reduction in packaging waste sent for disposal could be attributable to fluctuations in economic activity. However, on a sectoral basis, this fluctuation may be far greater. Gross Domestic Product indicators may assist in evaluating diversion opportunities and interpreting actual progress in each of the sectors.

Provincial analysis

An analysis of progress on a provincial basis faces the constraints noted above in addition to generally smaller samples than for industry sectors on a national basis. With a smaller pool of establishments to draw from than at the national level, the provincial statistics generally are associated with higher levels of uncertainty, and greater care must be taken when interpreting results.

A preliminary assessment of provincial progress indicated that diversion of packaging from the waste stream in each province varied. Several factors may have contributed to the variations: demographic changes in some provinces were greater than in others; fluctuations in level of economic activity, and; the status of secondary materials processing and recycling.

Three important verifications must take place before a final account of progress on a provincial basis can be presented:

1. establish the relative impact of data suppression at the provincial level and work with Statistics Canada to reduce its impact to a minimum;
2. determine the impact of interprovincial movement of recyclable materials on quantities recycled reported in each province;
3. verify the consumption levels which are calculated for each province on the basis of reported use of packaging nationally.

Although the NAPP packaging waste reduction targets are national, it is the sum of the efforts in each province which leads to national progress. Further trend analysis matching industrial activity, consumption practices and infrastructure development will identify opportunities for additional packaging waste reduction in each province.

These tasks will be undertaken in close cooperation with officials in each province and with industry sector representatives, in order to benefit from their in-depth knowledge of their own packaging practices.

3.5 Summary of Findings

From this preliminary assessment of the 1992 survey of packaging, general conclusions can be drawn on progress and changes on packaging use and disposal since 1988.

- Increases in the amounts of packaging materials being reused and recycled confirm that 21% less packaging was sent for disposal in 1992 than in 1988. This exceeds the 20% target set by the National Packaging Protocol. Per capita disposal decreased by 26% from 1988 to 1992.
- Although domestic production is slightly down and total consumption is higher in 1992, the national per capita consumption went down slightly.
- Documentation of source reduction through package elimination and design of smaller, thinner packages has been provided directly by industry. The quantification of these practices is difficult and will require additional analysis. The split observed to date between reduction, reuse and recycling is reasonable, and has maintained the balance the Protocol was seeking. Future efforts should continue in this manner.
- Significant progress has been achieved by the largest contributor to the waste stream, paper packaging, and by glass, ferrous metals and aluminum in diverting packaging waste from disposal. Concerted efforts to inform industry and develop infrastructure have contributed to this progress. Further attention should be paid to plastic and wood packaging which have higher disposal to consumption ratios than other major packaging types.

4.0 RECOMMENDATIONS FROM THE NATIONAL TASK FORCE ON PACKAGING

This review of progress since the adoption of the National Packaging Protocol in 1990 evaluates both the efforts of the members of the National Task Force on Packaging in addressing the policies and goals of the Protocol and the response of Canadians, both private citizens and business, to the packaging waste reduction challenges of the Protocol.

Task Force members recognize that while a number of activities have been accomplished and progress has been positive in many areas towards the goals of the Protocol, the work in implementing the National Packaging Protocol is not complete. The Task Force outlined areas of activities which should be pursued in order to maintain the momentum and level of activity established in the past three years. These are:

Completion of the analysis of the 1992 data: A full analysis and interpretation of the 1992 survey information should be completed and conclusions will provide the focus for activities to include in the 1994-1995 workplan.

Industry sector strategies: Observations from this first assessment of the 1992 survey should serve to focus future investigations by the Task Force with the ultimate objective of identifying areas for improvement and developing, in conjunction with industry and other stakeholders, strategies to address these areas.

Monitoring and tracking of progress: Maintenance of the NPMS should be carried out by CCME.

Information sharing: The Task Force identified information exchange on packaging issues and related activities between private sector, public sector, and interest group representatives as an essential activity to be maintained. It was identified as key to achieving future goals of the Protocol, and in particular to the objective of a nationally consistent approach. Opportunities to broaden existing networks and provide for consultation and feedback regarding information activities and plans with other stakeholders should be considered.

National policy and trade issues: Questions regarding potential fragmented domestic markets, international trade implications and market development for recycled materials could be brought to the Task Force table for discussion and recommendation of solutions. Technology development would benefit from linking into existing national networks and technology advancement centres.

Establishment of a workplan for 1994-1995: A workplan outlining specific activities to be undertaken by the Task Force in 1994/95 should be developed and presented to the CCME. In the preparation of a Task Force workplan, resources and expertise required to carry out the selected tasks will have to be identified and come from the full range of stakeholders.

The Task Force may not necessarily play an active role in all these activities. Additional networks or other consultative bodies should also be considered as effective means to fulfill the objectives of the National Packaging Protocol. A full evaluation of the best use of collective Task Force time and resources will be reflected in its 1994/95 workplan. In the interim, subject to a renewal of its mandate, the Task Force is committed to:

1. Completing the analysis of the 1992 survey information;
2. Preparing a workplan for 1994/95;
3. Determining the best format and means by which key areas requiring work can be addressed, and;
4. Continuing to exchange information and provide feedback regarding packaging stewardship and other relevant activities.

APPENDIX A

National Packaging Monitoring System Industry Sectors

Industry Sector	Description	SIC
1	Agricultural industries (packers):	
	- Poultry and egg farms	0114
	- Honey farms	0121
	- Fruit and vegetable farms	0151 to 0159
	- Horticultural specialties	0161 to 0169
	- Combination farms	0171
Manufacturing Sector		
2	Meat, poultry and fish products	1011 to 1021
3	Fruit and vegetable products	1031 to 1032
4	Dairy products	1041 to 1049
5	Flour, prepared cereal food and feed	1051 to 1053
6	Bakery products	1071 to 1072
7	Sugar and sugar confectionery	1081 to 1083
8	Other food products	1061, 1091 to 1099
9	Soft drink	1111
10	Brewery products	1131
11	Distillery products and wine	1121
12	Tobacco products	1211 to 1221
13	Rubber and plastic products	1511 to 1699
14	Textile products and clothing	1911 to 2499
15	Wood, furniture and fixtures	2511 to 2699
16	Paper and allied products	2711 to 2799
17	Fabricated metal products and machinery	3011 to 3199
18	Transportation equipment	3211 to 3299
19	Electrical and electronic products	3311 to 3399
20	Non-metallic mineral products	3511 to 3599
21	Refined petroleum and coal products	3611 to 3699
22	Soap & Toiletries	3761 to 3771
23	Chemical and chemical products excluding soap and toiletries	3711 to 3799 (excluding 3761 & 3771)

24	Other manufacturing:	
	- Leather and allied products	1711 to 1719
	- Primary textiles	1811 to 1831
	- Printing, publishing and allied	2811 to 2849
	- Primary metal	2911 to 2999
	- Other	3911 to 3999

Non-manufacturing
Sectors

25	Transportation (users of food service packaging)	
	- Air	4511 to 4512
	- Railway	4531
	- Water	4541 to 4542
26	Food, beverage, drug and tobacco industries, wholesale	5211 to 5241
27	Other wholesale:	
	- Farm products	5011 to 5019
	- Petroleum products	5111
	- Apparel and dry goods	5311 to 5329
	- Household goods	5411 to 5439
	- Motor vehicle parts and accessories	5511 to 5639
	- Metals, hardware, plumbing, heating and building materials	5611 to 5639
	- Machinery, equipment and supplies	5711 to 5799
	- Other products	5911 to 5999
28	Food, beverage and drug industries, retail	6011 to 6032
29	Other retail industries	6111 to 6921
30	Accommodation, food and beverage, amusement and recreational services	9111 to 9699
31	All other industries	all other industries
32	Primary processors of recyclables	

DOCUMENT: 830-490/009

**RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN
DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT - 1993**



L'emballage

Manitoba

**SASKATOON (Saskatchewan)
Le 16 novembre 1993**

5 L'EMBALLAGE Manitoba

Recommandations

Réviser le mandat du Groupe national de travail sur l'emballage.

Discuter de la gestion de l'emballage comme outil favorisant la réduction des déchets d'emballage et s'entendre pour travailler vers une harmonisation des programmes de gestion à venir.

Antécédents

Le Protocole national sur l'emballage (PNE) a été adopté par le Conseil des ministres en 1990. Il fixe un objectif national de réduction des déchets d'emballage de 50 % d'ici l'an 2000, comparativement à 1988. Le PNE souligne aussi les six règlements d'emballage pour le Canada sur lesquels s'appuie le programme de réduction, et fixe des objectifs de réduction par intérim à 20 et à 35 pour cent pour les années 1992 et 1996, respectivement.

Le Groupe national de travail sur l'emballage a été établi afin de mettre en place les points soulignés dans le PNE, afin de développer des outils pour l'industrie permettant l'amélioration des pratiques d'emballage, et afin de contrôler le progrès. Récemment, le groupe de travail a préparé un rapport qui donne le sommaire des activités reliées au PNE, relève le progrès de la disposition des déchets d'emballage en 1992, et suggère d'autres priorités générales d'actions (ci-joint). Le rapport montre que l'objectif de 1992 a été surpassé sur la base nationale avec une réduction d'environ 27 % des déchets d'emballage depuis 1988. Cette réduction n'était toutefois pas uniforme pour tous les secteurs de l'industrie et le type de matériel.

Lors de la réunion des 13 et 14 octobre 1993, le Comité des sous-ministres s'est entendu pour que le mandat du groupe de travail soit renouvelé pour une autre année afin de lui permettre de compléter l'analyse des données de l'enquête sur l'emballage de 1992, et de déterminer quels secteurs ou quels matériaux ont besoin d'être encouragés.

Les objectifs de réduction de 35 et 50 pour cent sont à venir. Un groupe de travail a recommandé que le gouvernement et l'industrie poursuive les programmes de gestion de l'emballage de façon à stimuler le développement de l'infrastructure et des marchés pour le matériel secondaire. En suivant cette approche, les membres du Comité des sous-ministres ainsi qu'environ 20 représentants de l'industrie ont participé au forum gouvernement-industrie sur la gestion de l'emballage. À la fin de ce forum, un groupe noyau été formé afin d'identifier les points principaux pour l'harmonisation de la gestion.

Annexe

Rapport sur le progrès du Groupe national de travail sur l'emballage



PROTOCOLE NATIONAL SUR L'EMBALLAGE

RAPPORT D'ÉTAPE 1992

***PRÉSENTÉ AU
CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT
PAR LE GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL SUR L'EMBALLAGE***

NOVEMBRE 1993

SOMMAIRE

En 1990, le Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) a approuvé le Protocole national sur l'emballage, s'engageant ainsi à mettre en oeuvre six politiques et à atteindre trois objectifs en vue de la réduction des déchets d'emballage : 20 % en 1992, 35 % d'ici 1996 et 50 % d'ici l'an 2000. Depuis lors, le Groupe de travail national sur l'emballage, sous la présidence d'Environnement Canada, dirige le travail de mise en oeuvre du Protocole et de surveillance du progrès. Ce rapport décrit le progrès accompli dans l'atteinte des buts du Protocole et du premier objectif.

Selon les données de l'enquête de 1992, on estime que, pour l'ensemble du Canada, 21 % moins d'emballages se sont retrouvés dans la filière des déchets qu'en 1988. Cette réduction surpasse le premier objectif du Protocole national sur l'emballage, soit une réduction de 20 % des déchets d'emballage.

Les données qui ont servi à établir ce progrès proviennent d'une enquête spéciale de Statistiques Canada menée pour le Système national de surveillance de l'emballage. Celles-ci représentent l'information fournie par plus de 10 000 établissements regroupés en 32 secteurs industriels et concernant 32 types d'emballage. La consommation d'emballage ainsi que les quantités envoyées à l'élimination sont calculées à partir de ces données en y ajoutant les statistiques sur les importations et les exportations d'emballages non utilisés et en usage telles que fournies par Douanes Canada.

Malgré une réduction de 13 % au niveau de la production domestique d'emballages et de matériaux servant à cette fin depuis 1988, la consommation d'emballages neufs s'est pour sa part accrue de 3 %. Deux facteurs peuvent servir à expliquer cette hausse, soit : un accroissement au niveau des importations d'emballages non utilisés et en usage et un niveau de population plus élevé. De plus, on remarque que le réemploi contribue le plus au détournement des déchets, soit 37 % de toute la consommation d'emballages en 1992. La part du recyclage, par contre, s'élève à 23 % du total des détournements, alors que les 41 % restant vont directement aux rebuts.

Le progrès réalisé depuis 1988 au niveau des différents types de matériaux d'emballage varie grandement. Selon une évaluation préliminaire au niveau des secteurs industriels, on observe de semblables variations. Cette première évaluation des données de l'enquête de 1992 confirme que des analyses plus poussées sont nécessaires afin d'identifier des domaines-cibles où des efforts doivent être placés selon la contribution de chaque secteur au flux des déchets d'emballage et les initiatives réalisées jusqu'à ce jour. Il faudra donc concentrer les initiatives futures et adopter une approche équilibrée entre l'emballage destiné aux consommateurs et celui utilisé par l'industrie afin d'atteindre efficacement les objectifs futurs de réduction des déchets d'emballage du Protocole.

Le Groupe de travail national sur l'emballage admet que malgré le succès présent dans l'atteinte du premier objectif, on doit poursuivre les efforts afin de rencontrer tous les engagements du Protocole ainsi que les objectifs de 1996 et de l'an 2000. Le groupe de travail multipartite jouera un rôle de premier plan dans la surveillance du progrès accompli, dans l'appui d'initiatives spécifiques à certains secteurs industriels et dans la promotion de programmes de responsabilité totale. Ce rôle est un apport important aux efforts du Canada dans l'atteinte de ses objectifs de réduction des déchets d'emballage.

PROTOCOLE NATIONAL SUR L'EMBALLAGE

Rapport d'étape-cible pour l'année 1992

TABLE DES MATIÈRES

	Page
SOMMAIRE	ii
1.0 HISTORIQUE	1
1.1 But du rapport	1
1.2 Rappel de l'histoire du protocole et de la mission du groupe de travail	1
1.3 Vue d'ensemble des activités internationales	2
2.0 PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PROTOCOLE	5
2.1 Initiatives du groupe de travail	5
2.2 Initiatives de l'industrie	6
2.3 Initiatives des gouvernements	8
2.4 Initiatives des groupes d'intérêt publics	8
2.5 Évaluation de rendement associé aux activités et aux politiques contenues dans le protocole	9
3.0 ÉVALUATION DE LA RÉDUCTION DES DÉCHETS D'EMBALLAGE	17
3.1 Méthodologie du système de surveillance	17
3.2 Données de référence de 1988	19
3.3 Évaluation des statistiques sur l'emballage de 1992	19
3.4 Autres analyses	24
3.5 Résumé des conclusions	27
4.0 RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL SUR L'EMBALLAGE	28
ANNEXE A Secteurs industriels du Système de surveillance national de l'emballage	30

1.0 HISTORIQUE

1.1 But du rapport

Ce premier rapport d'étape, préparé par le Groupe de travail national sur l'emballage, examine les progrès accomplis dans la poursuite des buts et objectifs fixés dans le Protocole national sur l'emballage. L'année 1992 constituait la première année-cible mentionnée dans le protocole, année pour laquelle l'objectif intérimaire de réduction des déchets d'emballage avait été fixé à 20 %, et, grâce aux données recueillies par l'enquête du Système national de surveillance des emballages, il semble que cet objectif ait été atteint.

Le Protocole national sur l'emballage définit des mesures précises que les intervenants devront prendre comme moyens d'atteindre certains objectifs. Le rapport contient un examen des progrès accomplis ainsi que de l'importance de ces mesures dans l'accroissement de la sensibilisation vis-à-vis la réduction de l'emballage et du maintien de l'impulsion acquise en ce sens.

Malgré que les objectifs du Protocole soit d'envergure nationale, une revue détaillée du progrès selon les matériaux d'emballage et un aperçu des analyses requises dans le but de souligner les domaines où des réductions ont pris place et d'identifier ceux où des occasions de réduction se présentent est inclus. Enfin, à la lumière de cette première évaluation de progrès, le Groupe de Travail présente ses recommandations au Conseil canadien des ministres de l'environnement.

1.2 Rappel de l'historique du protocole et de la mission du groupe de travail

En avril 1989, le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME), sous son ancienne désignation de Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement, (CCMRE), déclarait :

"La gestion des déchets est un problème national urgent et impératif. Parce que le Canada est l'une des nations qui gaspillent le plus, certains gouvernements commencent à manquer de terrains pour l'enfouissement des déchets. À cet effet, les ministres ont demandé au Comité de gestion des déchets du CCMRE de mettre au point, dans le cadre d'une étude plus vaste sur les possibilités de gestion des déchets comprenant des politiques gouvernementales sur l'acquisition et le recyclage, une politique canadienne sur l'emballage. Les objectifs convenus prévoyaient une diminution des déchets et une réduction de cinquante pour cent (50 %) de la production de déchets d'ici l'an 2000."

Le groupe de travail national sur l'emballage, composé de représentants des principaux groupes d'intérêt provenant des gouvernements, de l'industrie, des consommateurs et des groupes environnementaux, fut mis sur pied en 1989 par le Conseil canadien des ministres de

l'environnement et fut chargé de mettre au point une politique nationale de gestion de l'emballage pour le Canada. Suite à une série de consultations tenues dans l'ensemble du pays, le groupe de travail a élaboré un Protocole national sur l'emballage qui propose six politiques visant à réduire au minimum la quantité de déchets d'emballage destinés à l'élimination.

Des objectifs spécifiques furent établis pour le détournement des emballages du courant des déchets. Ces objectifs sont : 20 % avant le 31 décembre 1992, 35 % avant le 31 décembre 1996 et 50 % avant le 31 décembre 2000, par rapport à la quantité éliminée en 1988. Ces objectifs doivent être atteints en respectant la hiérarchie des 3 R, la réduction à la source étant l'option privilégiée, suivie du réemploi et, enfin, du recyclage.

Le protocole a été adopté par le Conseil canadien des ministres de l'environnement en 1990 et, depuis lors, le groupe de travail national sur l'emballage, sous la présidence d'Environnement Canada, a coordonné diverses mesures visant à la mise en oeuvre du Protocole. La description de ces activités fait l'objet de la partie 2.0.

1.3 Vue d'ensemble des activités internationales

Les déchets, parmi lesquels on compte les déchets d'emballage, sont devenus un problème important, non seulement au Canada, mais également dans un grand nombre d'autres pays industrialisés du monde. Par l'immensité de son territoire et la dispersion de sa population, le Canada se distingue très nettement de la plupart des autres pays et connaît des problèmes qui lui sont propres; toutefois, il est important de suivre les développements et les tendances qui ont cours dans d'autres pays et de suivre de près les nouvelles initiatives et les technologies en cours de développement. À cause de la proximité du Canada avec les États-Unis et du volume du commerce qui se fait entre les deux pays, il est particulièrement important de se tenir au courant des initiatives associées à l'emballage qui naissent chez nos voisins du sud.

En général, la collecte et l'élimination des déchets de la plupart des pays développés sont traditionnellement gérées par des systèmes publics de gestion des déchets. Alors que la capacité d'enfouissement pose un problème dans tous les pays, l'acceptabilité de l'incinération, en tant qu'option, varie d'une juridiction territoriale à une autre.

Dans plusieurs pays, on a défini l'emballage comme une composante importante du flux total des déchets, et divers programmes ont été introduits, ou sont en voie de développement, dans le but de réduire les déchets d'emballage et retourner les matériaux recyclés aux fabricants d'emballages. Tous les programmes examinés sont dûs à l'initiative du gouvernement ou sont le résultat de l'action gouvernementale. Un grand nombre de ces programmes sont soutenus par une structure réglementaire, bien que la plupart des responsables reconnaissent qu'il faut du temps pour mettre au point les infrastructures appropriées et les nouvelles technologies, avant que les règlements puissent être introduits.

Aux États-Unis, bien qu'aucun programme national n'ait été élaboré en matière d'emballage, divers États ont présenté des projets de lois visant principalement à encourager le recyclage et l'utilisation de matériaux recyclés dans l'emballage. Le Council of North East Governors (CONEG) a pressé l'industrie de lancer des initiatives volontaires pour réduire l'emballage au moyen d'un programme basé sur la hiérarchie des 3 R. Le CONEG a également élaboré un modèle de réglementation couvrant les matériaux toxiques, et plusieurs États ont adopté ce modèle.

En Europe, les programmes ont tendance à refléter un déplacement fondamental de la responsabilité de la gestion des déchets d'emballage vers l'industrie, celle-ci ayant l'obligation d'établir et de financer des infrastructures de détournement de l'emballage conçues pour atteindre les objectifs du programme. Ce déplacement du financement des opérations de cueillette et de recyclage depuis une source alimentée par les impôts perçus du public vers une source tributaire de la consommation sert d'assise à un grand nombre de ces programmes. Le changement de politiques provient de l'hypothèse de base voulant que, si l'industrie est responsable du financement de tels programmes, elle ressentira plus d'incitation à réduire l'emballage, à instituer des systèmes de réemploi et à développer des infrastructures plus efficaces et des marchés pour les matériaux recyclés.

Voici certaines des questions qui ont vu le jour en Europe au cours des quelques dernières années :

L'infrastructure de recyclage : Comme au Canada, le développement d'une infrastructure appropriée pour trier, recycler et ré-introduire les déchets d'emballage dans la production de l'emballage est un processus relativement lent et souvent incertain. Les difficultés posées par certaines matières plastiques et certains matériaux composites sont reconnues comme des déficits d'envergure, alors que les capacités de recyclage limitées, leurs coûts élevés et leurs impacts économiques négatifs posent un problème. De plus, certaines restrictions s'imposent à l'utilisation de matériaux recyclés dans les emballages qui sont en contact direct avec les aliments et les produits de soins de santé.

Considérations vis-à-vis l'environnement : Bien que la gestion des déchets soit la force dominante servant de moteur à la majorité des programmes, on étudie actuellement l'impact des diverses options sur l'environnement et on poursuit des travaux visant à mettre au point les outils appropriés pour aider le gouvernement à élaborer des politiques qui auraient pour résultat d'imposer à l'environnement le minimum d'impact possible.

Mouvement transfrontalier des matières recyclables : À cause de la demande limitée pour les matériaux recyclés, certains de ceux-ci sont expédiés outre frontières pour être enfouis ou incinérés. Dans certains cas, des rapports affirment que des recycleurs

locaux de journaux et de plastiques ont vu leurs efforts sapés par des matières recyclables à bas prix en provenance d'autres pays.

Importation de produits étrangers : Là où sont en place des programmes de financement basés sur l'industrie, on s'attend à ce que les produits intérieurs et les importations contribuent au fonds sur une base équitable.

Étiquetage : Un grand nombre de programmes d'étiquetage existent dans le monde, lesquels transmettent au consommateur une gamme diversifiée de messages. La Commission européenne et l'Organisation internationale de normalisation (ISO) poursuivent des tentatives de normalisation des exigences d'étiquetage.

Responsabilité de l'industrie et options réglementaires : Certains gouvernements ont mis l'industrie au défi d'implanter des systèmes et infrastructures ainsi que de mettre au point des technologies ayant pour but d'atteindre certains objectifs en fonction de critères clairement définis. La non atteinte par l'industrie de ces objectifs aura pour résultat, dans la plupart des cas, des restrictions plus sévères sur l'emballage et des directives spécifiques sur l'implication de l'industrie.

Mesure des progrès accomplis : Le suivi des progrès accomplis dans la poursuite des objectifs de réduction des déchets d'emballage est d'une extrême complexité. Dans la plupart des pays qui ont un programme de réduction des déchets, c'est à ce secteur qu'on s'est le moins attardé; il n'existe ailleurs aucun programme semblable à notre système canadien de surveillance des emballages.

Un résumé de certaines des initiatives particulières mises en oeuvre dans d'autres pays a paru dans le numéro du printemps 1992 du Bulletin PNE.

2.0 PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PROTOCOLE

En plus d'évaluer les données statistiques recueillies par l'enquête du système national de surveillance des emballages, il est important d'examiner les travaux du groupe de travail national sur l'emballage et de ses membres dans l'implantation des activités déterminées dans le Protocole. Diverses activités clés ont été poursuivies avec succès depuis l'adoption du document, en 1990. Les sections suivantes (2.1 à 2.4) résument le succès des travaux du groupe de travail, des secteurs industriels particuliers, des divers paliers de gouvernements et de groupes représentatifs du public qui ont contribué aux objectifs poursuivis par le Protocole.

2.1 Initiatives du groupe de travail

Les estimés d'emballage de 1988 ont été finalisés en 1992. Les estimés étaient basés sur les données provenant du Recensement des manufacturiers canadiens de Statistique Canada pour l'année 1988. Ces estimés étaient fournis par l'industrie pour les données concernant le réemploi et le recyclage des emballages et par Douanes Canada sur l'importation et l'exportation d'emballages non utilisés et en usage. Les sections 3.1 et 3.2 donnent des détails supplémentaires.

La publication du Code canadien de bonnes pratiques d'emballage. L'intention du code est de promouvoir l'excellence dans le domaine de l'emballage, telle que définie par deux principes fondamentaux et également importants : l'emballage doit avoir un minimum d'effets négatifs sur l'environnement, tout en préservant entièrement l'intégrité des produits qu'il contient. On y décrit les principes directeurs et les pratiques d'emballage et un questionnaire sur les bonnes pratiques d'emballage en fait partie. Ce document fut adopté par tous les intervenants et par le CCME, en novembre 1991. [publication CCME EPC-NAPP 35F]

L'enquête nationale sur l'emballage de 1990 a été menée par Statistique Canada, à l'aide de questionnaires distribués à plus de 10 000 établissements de divers secteurs industriels à travers le Canada. On a obtenu un taux de réponse d'environ 60% pour cette enquête.

Enquête nationale sur l'emballage de 1992. Au cours de la première partie de 1993, Statistique Canada a enquêté auprès de plus de 10 000 établissements pour recueillir des statistiques sur l'emballage pour 1992. Les résultats sont présentés dans la partie 3.3. Le taux de réponse était supérieur à celle de 1990. Environ 87 % des établissements faisant partie de l'enquête ont répondu.

Les lignes directrices concernant l'audit d'emballage et le plan de réduction des emballages ont été initialement mises au point par la province d'Ontario et publiées par la suite par le CCME, en 1992. Le document sert de guide à l'industrie pour faire un audit d'emballage et pour mettre en place des plans de réduction de l'emballage. [publication CCME EPC-NAPP 44F]

Profils environnementaux : Un sous-comité du groupe de travail a poursuivi plusieurs projets destinés à soutenir l'élaboration de guides visant la réduction maximale de l'impact de l'emballage sur l'environnement. Un atelier national fut tenu en 1991 pour examiner les besoins du groupe client et les avantages qui s'offrent à celui-ci, et un rapport fut publié sous le titre "Sources de données pour l'analyse du cycle de vie des produits canadiens d'emballage". Le document final intitulé "Profils environnementaux - Lignes directrices visant à aider l'industrie à atteindre les objectifs fixés par le Protocole national sur l'emballage" est à l'étape de la rédaction finale et devrait être publié à l'automne 1993.

Communications : Depuis l'adoption du Protocole, le groupe de travail national sur l'emballage a, par l'entremise d'un sous-comité de communication, lancé plusieurs programmes de communication conçus pour informer l'industrie et le public et les tenir au courant des développements.

2.2 Initiatives de l'industrie

Un modèle de gestion responsable de l'emballage a été mis au point par des entreprises regroupées sous l'appellation "Initiative industrielle canadienne de responsabilité totale envers l'emballage" (The Canadian Industry Packaging Stewardship Initiative), composé des membres suivants : les Fabricants canadiens de produits alimentaires, le Conseil canadien de la distribution alimentaire, l'Association canadienne de boissons gazeuses et le Conseil canadien du commerce de détail. Le modèle décrit un mécanisme de financement destiné à servir aux membres du groupe et autres utilisateurs d'emballages pour financer les installations de réemploi et de recyclage et pour aider au développement de marchés secondaires pour ces matériaux. En vertu du programme proposé, les sociétés paieraient une redevance basée initialement sur le poids de l'emballage utilisé, pour ensuite passer à une redevance basée sur le coût, au cours de la phase 2. Une entente de principe concernant ce modèle a été conclue par le gouvernement du Manitoba en juillet 1993.

Cette initiative s'inspire des programmes déjà établis dans la province de Québec et de l'Ontario par Collecte sélective Québec (CSQ) et par Ontario Multi-Material Resource Industries (OMMRI) dont les missions sont de promouvoir le recyclage. CSQ et OMMRI, toutes deux, visent à promouvoir le développement d'infrastructures municipales pour la collecte sélective et y arrivent grâce aux contributions financières volontaires des compagnies membres qui vendent ou distribuent certains produits recyclables.

Le Conseil de l'environnement des emballages de papier et de carton (CEEPC) fut formé en 1990 comme groupe national représentant quatre associations industrielles : 1. l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers (ACPPP), l'Association canadienne des fabricants de carton ondulé, l'Association canadienne des fabricants de boîtes en carton et le Chapitre canadien de l'*Association of Independent Corrugated Convertors*. L'objectif principal du CEEPC est de coordonner et faciliter les efforts de l'industrie de l'emballage de papier et de carton pour réduire au minimum l'impact environnemental créé par la production,

l'utilisation et l'élimination de ses produits et de renseigner régulièrement les Canadiens sur les progrès qu'elle a accomplis. Voici certaines de ses réussites les plus importantes :

- Un projet coordonné par l'industrie pour étudier la faisabilité du recyclage des cartons non ondulés post-consommation. La faisabilité a été confirmée et le CEEPC joue un rôle de leadership dans la promotion de la cueillette, du recyclage et du réemploi de ce matériau.
- À la suite de représentations faites par le CEEPC auprès de l'Association canadienne des chemins de fer, cette dernière a apporté des changements au "Règlement 41", qui spécifie quelle doit être la résistance minimum des boîtes de carton ondulé; cette révision aura pour résultat une réduction de 5 % à 10 % dans la quantité de fibres utilisées dans les conteneurs de carton ondulé expédiés par chemin de fer.
- Le CEEPC a commandité des études sur le compostage du carton ondulé ciré et du carton d'emballage. Suite à ces travaux, les conteneurs de carton ondulé ciré sont maintenant compostés sur une échelle commerciale. L'organisme a également commandité une recherche sur l'usage de carton non ondulé, de carton ondulé ciré et de sacs de papier non-recyclable comme matière première dans la production d'éthanol et d'huile de chauffage.

L'industrie canadienne du conteneur en verre a augmenté son contenu recyclé de 8 %, en 1988, à 32 %, en 1992. Environ 200 000 tonnes de verre recyclé ont été utilisées en 1992, et 43 % de ce verre provenait du programme de collecte sélective de l'Ontario. Ce volume représente une réduction importante des matières premières extraites des mines et de l'énergie utilisée dans le processus de production, ainsi que des économies estimées de 225 000 mètres cubes d'enfouissement sanitaire dans l'ensemble du pays.

Le second fabriquant en importance d'isolant de fibre de verre au Canada utilise dans son procédé de fabrication 30 % de conteneurs en verre recyclés après usage; résultat : 7 500 tonnes de verre ont été détournées de l'enfouissement sanitaire de l'Alberta en 1992.

En 1992, La Société des Alcools du Québec a conclu une entente avec un fabriquant italien de contenants de verre pour la vente de 28 000 tonnes de verre recyclé recueilli par collecte sélective au Québec.

L'Association des fabricants de pellicule plastique commandite un programme pilote ayant pour but d'évaluer la faisabilité du recyclage des emballages recueillis par les programmes de collecte sélective de matériaux multiples. En débutant dans quatre régions de l'Ontario, les produits de film plastique, comme les sacs de magasinage, les sacs de lait, d'aliments en vrac, de fruits frais, de légumes et de légumes congelés, les suremballages, etc. seront recueillis et recyclés. Les sociétés membres de l'association se sont engagées à fournir les débouchés pour ces matériaux recyclés.

L'Association de recyclage du polystyrène du Canada a été créée en Ontario en 1989 et a investi plus de 5 millions de \$ pour mettre sur pied une infrastructure de cueillette et de recyclage de produits de polystyrène. Les matériaux sont recueillis dans les lieux de services alimentaires des hôpitaux, des universités et des collèges. Au cours de l'année se terminant en septembre 1992, l'Association a recueilli une quantité de polystyrène de l'ordre de 750 tonnes, économisant environ 1 700 mètres cubes d'enfouissement sanitaire.

2.3 Initiatives des gouvernements

Environnement Canada a adopté un rôle de leadership dans la coordination des activités du groupe de travail national sur l'emballage. Le ministère a également coordonné l'apport d'autres ministères fédéraux sur la question de l'emballage et a présenté plusieurs rapports d'étape au CCME depuis la formation du groupe de travail.

Le document intitulé "Principes directeurs sur les représentations concernant l'environnement sur les étiquettes et dans la publicité" fut publié en 1991 par Consommation et Corporations Canada (maintenant désigné sous le nom d'Industrie et Sciences Canada) en réaction à une préoccupation croissante devant les prétentions environnementales faites par certains propriétaires de marques quant à leur emballage. Le groupe de travail sur l'emballage a révisé le document et élaboré des définitions normalisées qui furent incluses dans la révision de 1993. Ce document fixe les exigences juridiques en matière d'étiquetage adapté à l'environnement.

Les gouvernements provinciaux ont introduit ou mis à jour des législations de protection de l'environnement qui comprennent des dispositions concernant certains contrôles sur l'élimination de l'emballage. Une grande partie des législations vise à promouvoir le réemploi et/ou le recyclage et l'utilisation de contenu recyclé. Si les objectifs de détournement des déchets d'emballage mentionnés dans le Protocole national sur l'emballage n'étaient pas atteintes, la plupart des provinces se sont prémunies de la législation nécessaire et cohérente pour procéder à la mise en oeuvre des règlements.

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) a lancé un plan d'action municipal sur l'emballage. Également, la FCM travaille avec *"Governments Incorporating Procurement Policies to Eliminate Refuse (GIPPER)"* pour mettre au point des politiques qui soutiennent les marchés de matériaux recyclés et encourageront la réduction des déchets. Les instruments municipaux et la responsabilité en matière de recyclage constituent également des aspects importants de ces politiques.

2.4 Initiatives des groupes d'intérêt publics

La *"Environmentally Sound Packaging Coalition"* a lancé le programme *"Green Shopper"* et a publié des feuillets d'information visant à renseigner les consommateurs sur l'impact de

l'emballage sur l'environnement et à déterminer des façons selon lesquelles le consommateur peut jouer son rôle dans la réduction de cet impact. Le groupe a également tenu, à Toronto et à Vancouver, des ateliers sur "l'étiquetage environnemental" et les "instruments économiques".

2.5 Évaluation de rendement associé aux activités et aux politiques contenues dans le Protocole

Le Protocole national sur l'emballage contient six politiques et définit six mesures précises qui doivent être entreprises pour poursuivre les objectifs associés à ces politiques. En plus, des mesures sont définies dans les parties qui couvrent les objectifs chiffrés et la mise en oeuvre. On trouvera ci-dessous la liste de ces mesures, sous l'énoncé de politique approprié, accompagnées d'un bref sommaire des progrès accomplis.

Politique n° 1 - Tout emballage aura un minimum d'effets sur l'environnement.

Mesures :

- *Le gouvernement fédéral, en consultation avec un groupe multi-partite, entreprendra la mise au point de méthodes et de lignes directrices à utiliser pour établir les profils environnementaux de l'emballage, permettant aux usagers d'établir des comparaisons en matière de choix d'emballage.*

L'établissement de profils environnementaux est un processus d'une extrême complexité. Plusieurs organismes nationaux et internationaux travaillent à l'établissement de normes cohérentes. Un atelier multi-partite fut tenu par le groupe de travail au Québec en octobre 1991 afin de définir les principaux critères dont il faut tenir compte dans la préparation des profils. Des lignes directrices sur la préparation de profils environnementaux en matière d'emballage ont été élaborées et sont à l'étape de la rédaction finale. Il faudra d'autres discussions du groupe de travail sur l'emballage pour déterminer la façon la plus appropriée de procéder à l'élaboration plus poussée de profils environnementaux.

- *L'industrie devra réaliser des profils environnementaux de leurs emballages conformément aux lignes directrices du gouvernement fédéral susmentionnées, afin d'identifier les impacts environnementaux de la production, de l'emploi et de l'élimination de leurs emballages.*

Certaines entreprises ont réalisées des profils environnementaux sur des matériaux d'emballage particuliers. La réalisation des profils environnementaux devront s'accroître lorsque les lignes directrices seront disponibles.

- *En fonction des conclusions de ces profils, l'industrie préparera des plans d'action et des programmes en vue de réduire les impacts sur l'environnement et de gérer leurs emballages par le biais de la réduction à la source, du réemploi et du recyclage.*

Bien que l'établissement des profils environnementaux n'ait pas été poursuivi sur une grande échelle, l'industrie a, depuis l'adoption du Protocole, mis en oeuvre des initiatives importantes visant la réduction à la source, le réemploi et le recyclage. (Voir partie 2.2).

- *Un groupe multi-partite sera établi en vue :*
 - (a) *d'identifier les initiatives et priorités de recherche et de développement; et,*
 - (b) *de trouver de nouveaux débouchés commerciaux.*

Plutôt que de mettre sur pied un groupe multi-partite, des secteurs particuliers ont agi de façon indépendante pour identifier les occasions de recherche et de développement et les nouvelles entreprises commerciales. Il est probable qu'un groupe multi-partite ne soit pas l'organisme idéal pour s'acquitter efficacement de cette mesure.

- *Le gouvernement travaillera en collaboration avec l'industrie afin d'identifier et de démontrer les nouvelles technologies permettant de réduire les impacts de l'emballage sur l'environnement.*

Les divers paliers de gouvernements ont collaboré avec l'industrie pour identifier et démontrer les nouvelles technologies. Par exemple, des subventions fédérales (Environnement, Ressources naturelles, anciennement Énergie, Mines et Ressources) et provinciales sont venues en aide à deux projets du CEEPC, l'un pour démontrer que les déchets d'emballage à base de papier peuvent être convertis en éthanol et le second, pour montrer qu'ils peuvent également être convertis en huile à chauffage.

Politique n° 2 - La gestion de l'emballage se fera en priorité par le biais de la réduction à la source, du réemploi et du recyclage.

Mesures :

- *Le gouvernement fédéral en consultation avec l'industrie et le groupe multi-partite, mettra en place un "Code de pratiques préférentielles de d'emballage au Canada" qui servira de guide à l'industrie pour la conception de produits et le*

choix et la conception d'emballages. Lors de la mise au point de ce code, on devra respecter la priorité suivante :

- 1) Aucun emballage*
- 2) Emballage minimal*
- 3) Emballage réutilisable*
- 4) Emballage recyclable et emballage contenant des matières recyclables.*

Le Code canadien de bonnes pratiques d'emballage a été publié par le CCME en novembre 1991 avec l'appui entier de toutes les parties siégeant au groupe national de travail.

- *Le gouvernement fédéral, en consultation avec un groupe multi-partite mettra au point des normes nationales de contenu minimal prévoyant l'inclusion dans les emballages de ressources secondaires provenant de déchets de consommation. Ces normes tiendront compte des critères de santé, sécurité et protection du produit, et des particularités régionales.*

Le groupe de travail a mis sur pied un sous-comité sur le contenu recyclé qui a publié un bref rapport technique sur les possibilités et les entraves au recyclage. Aucune autre action n'a été entreprise.

- *Afin de répondre aux objectifs des politiques nationales sur l'emballage, les gouvernements provinciaux et municipaux, en collaboration avec les industries concernées, mettront en place l'infrastructure de leur choix en vue de collecter et de commercialiser les matériaux d'emballage destinés au réemploi et au recyclage.*

Ce secteur a été la scène d'une activité considérable dans les domaines suivants : implantation de programmes de collecte sélective porte-à-porte par apport volontaire dans les lieux de dépôts, législation exigeant des niveaux minimum de contenants réemployables, systèmes de consignment et taxes sur des contenants particuliers.

Les industries regroupés sous l'appellation de l'initiative industrielle canadienne de responsabilité totale envers l'emballage (The Canadian Industry Packaging Stewardship Initiative) a proposé un modèle de responsabilité vis-à-vis l'emballage afin de fournir des fonds devant servir aux initiatives de réemploi et de recyclage sur une base provinciale. Le concept de responsabilité totale en matière d'emballage fait l'objet de discussion par le groupe de travail et plusieurs autres groupes.

- *L'industrie et le gouvernement s'associeront pour développer des marchés nouveaux et plus larges consacrés aux matériaux d'emballage recyclés.*

Les fabricants de matériaux d'emballage et les utilisateurs d'emballage travaillent en étroite collaboration avec les gouvernements provinciaux et municipaux pour augmenter la cueillette de matériaux recyclables dans les endroits où les marchés pour ces matériaux ont été établis. Les principaux problèmes de ce secteur sont :

- Le développement de marchés pour les nouveaux matériaux recyclables.
- Les formules de partage des coûts - qui paie?
- Les contrats municipaux de cueillette comportant des clauses de pénalités couvrant les nouveaux matériaux qui sont ajoutés avant l'expiration du contrat. Puisque les contrats varient d'une durée de deux à quatre ans, la capacité de l'industrie d'atteindre les buts fixés par le Protocole peut être affectée de façon négative.

Politique n° 3 - Une campagne permanente d'information et d'éducation sera mise sur pied afin de faire connaître à tous les Canadiens les fonctions des emballages et leurs impacts sur l'environnement.

Mesures :

- *Les gouvernements provinciaux mettront au point, avec l'aide d'un groupe multi-partite, des programmes scolaires d'éducation.*
- *Un programme national sera préparé par le groupe multi-partite, pour informer tous les Canadiens des fonctions des emballages et de leurs impacts sur l'environnement, et pour encourager des pratiques d'achat environnementales.*

Le groupe de travail a adopté un plan de communication centré sur la diffusion d'information à deux auditoires principaux, l'industrie et le consommateur.

Au cours de la première année, c'est l'industrie qui a été la cible principale. Un programme ayant pour objectif de faire la promotion du Code canadien de bonnes pratiques d'emballage a eu pour résultat une distribution de plus de 10 000 exemplaires de ce document à des sociétés canadiennes. Une liste d'information sur les activités du groupe de travail a été préparée et a servi aux membres du groupe de travail au cours de diverses fonctions. Également, des articles furent écrits et publiés dans des revues et des magazines d'intérêts spéciaux.

La deuxième année du programme de communication, le groupe de travail s'est concentré sur la sensibilisation des consommateurs et autres preneurs de décisions vis-à-vis l'importance de réduire les déchets d'emballage. Dans le cadre de cette stratégie, le sous-comité a mis sur pied la Campagne de Noël.

La publication de "Fiches d'information" et du Bulletin PNE s'est également poursuivie sur une base régulière. En plus, une fiche sur l'emballage, destiné aux enfants et au grand public a été produit par l'entremise du programme d'écocivisme d'Environnement Canada.

Politique n° 4 - Ces politiques s'appliqueront à tous les emballages utilisés au Canada, incluant les importations.

Mesures :

- *Tout en restant sensibles aux besoins des industries locales, les gouvernements fédéral et provinciaux établiront des normes et règlements afin que ces politiques régissent tous les emballages utilisés au Canada, y compris les importations.*

L'un des objectifs du Protocole est de fournir à l'industrie un ensemble de lignes directrices qui sont uniformes à travers le Canada et qui s'appliquent autant aux importations qu'aux biens produits à l'intérieur du pays. L'uniformité à travers le pays est une question importante pour le secteur industriel parce qu'elle offre des économies d'échelle et de distribution et que, par conséquent, elle contribue d'une façon importante à sa capacité concurrentielle. Certains des règlements qui existent présentement dans chaque province, bien qu'étant le reflet des différentes problématiques et infrastructures de ces provinces, peuvent mener à la nécessité d'avoir des types d'emballage adaptés aux besoins des différentes parties du pays. Le Protocole tente, dans la mesure du possible, d'harmoniser les exigences et règlements en matière d'emballage.

- *Dans le cadre du commerce international, le gouvernement fédéral remplira le rôle d'agent de liaison avec les autres pays en vue de promouvoir les politiques stipulées par ce protocole.*

Toutes les missions commerciales, les ambassades et les consulats ont été informés du Protocole national sur l'emballage et de ses buts. Les représentants du gouvernement ont également tenu des réunions avec leurs contreparties d'Allemagne, de France, des Pays-Bas et des États-Unis, y compris une réunion avec le Council of North East Governors.

Politique n° 5 - En conformité avec ces politiques, des règlements seront mis en application selon leur nécessité.

Mesures :

- *Avec l'aide du groupe multi-partite, les gouvernements fédéral et provinciaux adopteront des règlements compatibles à la grandeur du Canada et précisant les normes de rendement, les objectifs et les délais de réalisation en fonction de ces politiques.*

Un sous-comité de législation et réglementation, composé de tous les paliers de gouvernements ainsi que des divers secteurs représentés par le groupe de travail, a été formé. Ce sous-comité a identifié quatorze éléments qu'il recommande d'incorporer aux lois habilitantes sur l'emballage. Ces éléments ont servi de base d'amendements aux lois de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de Terre-Neuve et de proposition d'amendements en Saskatchewan et au Québec.

Politique n° 6 - Toutes les politiques et pratiques gouvernementales affectant l'emballage devront être conformes à ces politiques nationales.

Mesures :

- *Les pratiques et politiques gouvernementales qui freinent la réalisation des objectifs de ces politiques sur l'emballage seront identifiées et, dans la mesure du possible, éliminées ou modifiées.*

Ce processus n'est pas terminé. À cause de l'effet possible d'exigences incompatibles existant dans certains secteurs de l'industrie, il demeure un objectif de haute priorité.

- *Des politiques et pratiques gouvernementales telles que les politiques d'achat seront élaborées et mises en place pour encourager la réalisation de ces objectifs.*

La plupart des gouvernements ont déjà implanté ou sont en train d'élaborer des politiques d'achat associées à l'emballage.

Étapes prévues

L'objectif de réduction de 20 % avant le 31 décembre 1992 et le degré jusqu'où cet objectif est atteint, constitue le principal sujet du présent rapport. Cependant, trois activités identifiées dans la présente partie du Protocole exigent des commentaires :

- *Cinquante pour cent de ce détournement sera réalisé par le biais de nouvelles réductions à la source et de nouvelles réutilisations. Les programmes de récupération-recyclage devront permettre le reste de ce détournement.*

Bien que le progrès fut difficile à mesurer, l'évaluation des déchets d'emballage de 1992 montre que cet objectif fut atteint.

- *Les objectifs chiffrés seront revus annuellement.*

Bien qu'il n'y ait eu aucune révision des objectifs chiffrés, le groupe de travail a examiné le bien-fondé de la mesure de l'élimination sur une base per capita, par comparaison à une mesure absolue. À ce temps, l'évaluation du progrès continue d'être basé sur des chiffres absolus.

- *Des objectifs spécifiques seront établis pour les secteurs industriels afin d'atteindre ces objectifs. Les secteurs industriels incapables de répondre à ces contraintes devront fournir une documentation adéquate ainsi que les objectifs qu'ils se proposent d'atteindre, un an avant les délais prescrits.*

Les objectifs spécifiques de secteurs n'ont pas encore été fixés. Les objectifs de détournement étant basés sur des chiffres absolus, il est peu vraisemblable qu'un secteur industriel puisse déterminer une année à l'avance qu'il ne respectera pas le délai prescrit, puisque les volumes annuels des ventes pour le secteur contribueront fortement au résultat.

Mise en oeuvre

Mesures :

- *Un groupe multi-partite sera mis en place pour adopter un plan d'action, développer un mécanisme de surveillance continue, contrôler les progrès et recommander dans un rapport annuel les changements nécessaires au plan d'action et les révisions d'objectifs.*

Le mécanisme de surveillance a été mis au point (le système national de surveillance des emballages) et il est administré par Statistique Canada et

Environnement Canada. Les résultats de l'enquête sur l'emballage de 1992 font partie du présent rapport.

- *Le CCME devra examiner diverses options de financement pour les activités du groupe multi-partite, dont, entre autres :*

- *droits sur les déchets à éliminer,*
- *contributions de l'industrie; et*
- *financement fédéral et provincial.*

Le CCME finance les travaux du groupe de travail par l'entremise de son financement provincial et fédéral, et Environnement Canada fournit du personnel et un soutien additionnels.

3.0 ÉVALUATION DE LA RÉDUCTION DES DÉCHETS D'EMBALLAGE

3.1 Méthodologie du système de surveillance

Pour assurer un suivi des progrès accomplis dans la poursuite des buts du PNE, on a créé le système national de surveillance de l'emballage (SNSE) et, jusqu'à maintenant, on a retenu les services de Statistique Canada pour mener deux sondages annuels sur l'emballage, en 1990 et en 1992, au nom du CCME. Le système national de surveillance de l'emballage emmagasine et traite ces renseignements d'enquête et les regroupe selon 32 secteurs industriels spécifiques (Annexe A) et 32 différents types d'emballage. Les données obtenues au moyen de ces enquêtes comprennent le poids du matériel d'emballage produit, utilisé, réemployé et recyclé ainsi que le poids des importations et exportations d'emballages non utilisés et en usage (pleins).

Importations et exportations

Pendant les trois années pour lesquelles nous disposons de renseignements fournis par le SNSE, Douanes Canada a été une source constante et fiable de renseignements sur l'importation et l'exportation d'emballages. Les importations et les exportations servent au calcul de la consommation et l'élimination de l'emballage au Canada. L'emballage est importé et exporté sous deux formes: en tant qu'emballage ou matériau d'emballage vide ou en tant qu'emballage en usage (remplis).

Calcul de l'élimination à l'échelle nationale

Sur une base nationale, la quantité de matériaux d'emballage qui est expédiée pour élimination est calculée à partir des statistiques de base selon la formule suivante :

$$\text{Élimination} = \text{Utilisation} + (\text{importations} - \text{exportations}) - \text{réemploi} - \text{recyclage}$$

Où :

L'utilisation, c'est l'utilisation déclarée, au Canada, de matériaux d'emballage, exprimée en poids.

Les importations et les exportations comprennent l'emballage en usage (rempli).

Le réemploi, c'est le poids de l'emballage réutilisé sous sa forme courante.

Le recyclage, c'est le poids total d'emballage expédié pour recyclage par les utilisateurs et les quantités préparées pour recyclage, déclarées par ceux qui en font le traitement.

La consommation d'emballage, c'est-à-dire la quantité d'emballage ouvert ou enlevé de son produit, au Canada, est la statistique clé à partir de laquelle sont mesurées les objectifs de réduction du Protocole. La consommation sur une base nationale représente simplement l'emballage total utilisé en 1992, plus les importations et les exportations nettes d'emballage en

usage. Bien que les répondants de chaque province aient rapporté la quantité d'emballage qu'ils utilisent et réemploient, le sondage ne peut révéler dans quelle province l'emballage utilisé est en réalité consommé. C'est pourquoi on emploie une procédure légèrement plus complexe pour calculer la consommation et l'élimination au niveau provincial, en utilisant la population et les niveaux d'activité commerciale.

Calcul de l'élimination en 1988

Puisqu'il n'y a pas eu d'enquête sur l'emballage en 1988, on s'est servi d'une méthode différente de celle qui fut utilisée en 1990 et 1992 pour calculer les estimés des quantités éliminées. Pour établir le niveau de référence, on a étoffé les renseignements puisés au recensement de 1988 des manufacturiers à l'aide des meilleurs renseignements disponibles fournis par l'industrie. En 1988, au lieu des données d'utilisation d'emballage rapportées par les divers secteurs industriels, on a estimé la consommation d'emballage à l'aide de données de production de ce dernier. Statistique Canada n'a pas pu fournir les données permettant de quantifier les activités de détournement (réemploi et recyclage), et des estimés partiels furent obtenus des sources de l'industrie.

Critères d'évaluation des résultats du Système national de surveillance de l'emballage

Le SNSE maintient actuellement des renseignements concernant la production, l'utilisation, le réemploi, le recyclage et l'élimination d'emballage au Canada pour les trois années, 1988, 1990 et 1992. Tout en reconnaissant qu'il existe des différences dans la façon dont les estimés ont été calculés pour chaque période, et la fiabilité statistique associée à une enquête de ce genre, on peut tirer des observations utiles sur les tendances globales dans la gestion de l'emballage et sur des activités choisies, qui sont particulières à des secteurs industriels ou à des types d'emballage.

Les renseignements venant du SNSE constituent le principal outil permettant d'évaluer les progrès accomplis dans la poursuite des buts fixés dans le Protocole national sur l'emballage et d'indiquer quels secteurs exigent une analyse plus poussée ou un accroissement des efforts de détournement des déchets. Les renseignements seront examinés, à ce temps-ci, selon deux critères :

1. *Les changements survenus dans la gestion de l'emballage sur une base nationale depuis 1988, en examinant les tendances d'ensemble dans l'utilisation, le réemploi, le recyclage et l'élimination des emballages;*
2. *La part des divers types d'emballages dans le flux des déchets et les changements dans la composition de celui-ci;*

À partir des données du SNSE, d'autres analyses et des interprétations plus détaillées seront possibles et celles-ci font l'objet des discussions de la partie 3.4.

3.2 Données de référence de 1988

Même si le groupe de travail a adopté les estimés de base de 1988 comme étant la meilleure information disponible, il est important de souligner la différence méthodologique qui sépare ceux-ci de l'estimé d'élimination de 1990 et 1992 et de reconnaître que l'analyse de cette base de référence est ainsi quelque peu limitée.

Les statistiques clés de l'emballage, pour 1988, exprimées en millions de tonnes, sont les suivantes :

PRODUCTION	NOUVELLE CONSOMMATION	RÉEMPLOI	RECYCLAGE	ÉLIMINATION
6,36	6,4	---*	0,59	5,41

* Les données de réemploi n'ont pu être fournies par Statistique Canada. Les estimés disponibles de sources industrielles pour 1988 ne portaient que sur deux types de matériaux (le verre et le bois). Les renseignements sur le recyclage furent également obtenus de sources industrielles et ne donnent pas nécessairement une image complète des activités de recyclage en 1988.

3.3 Evaluation des statistiques d'emballage de 1992

Les données de l'emballage pour 1992 sont présentées au tableau suivant alors que les données pour 1988, 1990 et 1992 sont présentées dans la figure 1:

PRODUCTION	NOUVELLE CONSOMMATION	RÉEMPLOI	RECYCLAGE	ÉLIMINATION
5,5	6,6	3,8	2,6	4,0

Chaque statistique d'emballage est discutée ci-dessous sur la base des critères présentés dans la section 3.1. On peut tirer certaines conclusions clés :

- * réduction de 21 % de l'élimination, de 1988 à 1992
- * baisse de 13 % de la production d'emballage, mais augmentation de 3 % au niveau de la consommation, due à la hausse de l'importation
- * augmentation de 306% du recyclage

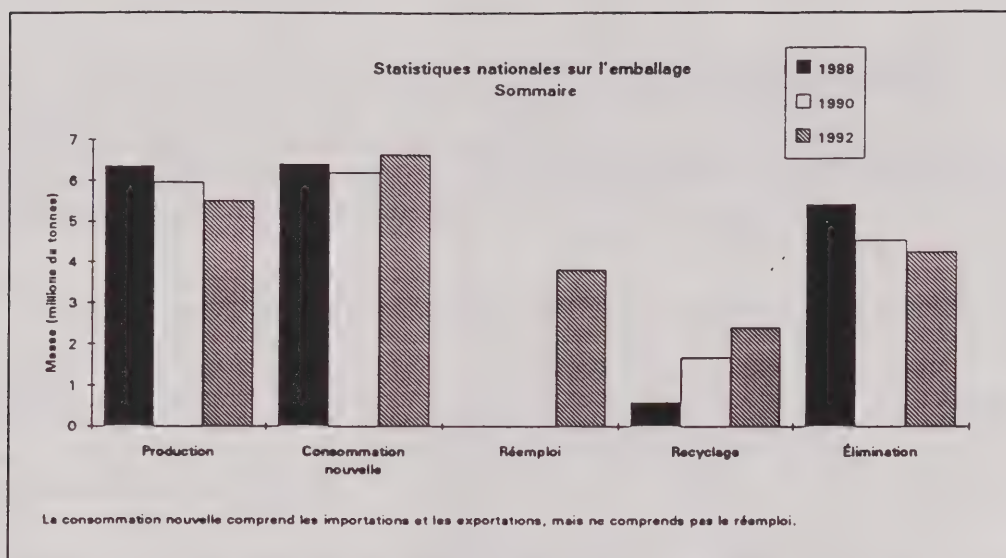


Figure 1 Sommaire des statistiques nationales sur l'emballage, 1988, 1990, 1992

1. *Changements survenus dans la gestion de l'emballage et des déchets d'emballage*

Comme on l'a souligné, le SNSE contient des données nationales sur l'emballage représentant l'ensemble des 32 secteurs industriels et secteurs de traitement de matériaux primaires et secondaires et 32 types d'emballages. Ces données comprennent les principaux indicateurs d'emballage pour le Canada : la production, la nouvelle consommation, le réemploi, le recyclage et l'élimination.

L'élimination : On voit une nette diminution de la quantité d'emballage qui est dirigée vers l'élimination (figure 1). L'élimination nationale d'emballage a été de 4,2 millions de tonnes en 1992, à comparer aux 5,4 millions de tonnes de 1988, ce qui représente une réduction de 21 % de l'emballage envoyé pour élimination, soit une réduction supérieure à l'objectif de 20 % du Protocole national sur l'emballage.

En 1988, l'élimination per capita de déchets d'emballage était estimée à 209 kg/personne/année. Au cours des quatre années écoulées entre 1988 et 1992, la population du Canada a augmenté de 5,8 %, alors que l'élimination de l'emballage au niveau national a diminué de 21 %. La donnée per capita d'élimination d'emballage pour 1992 est de 155 kg/personne/année, soit une réduction normalisée de 26 % de l'élimination d'emballage entre 1988 et 1992.

La production : On observe une baisse constante de la production domestique d'emballage, soit une réduction totale de 13 %, de 1988 à 1992 (de 6,4 millions de tonnes à 5,5 millions de

tonnes). Cette tendance se maintient pour la plupart des neuf types d'emballages du SNSE, sauf pour les catégories matériaux multiples et papier (figure 2).

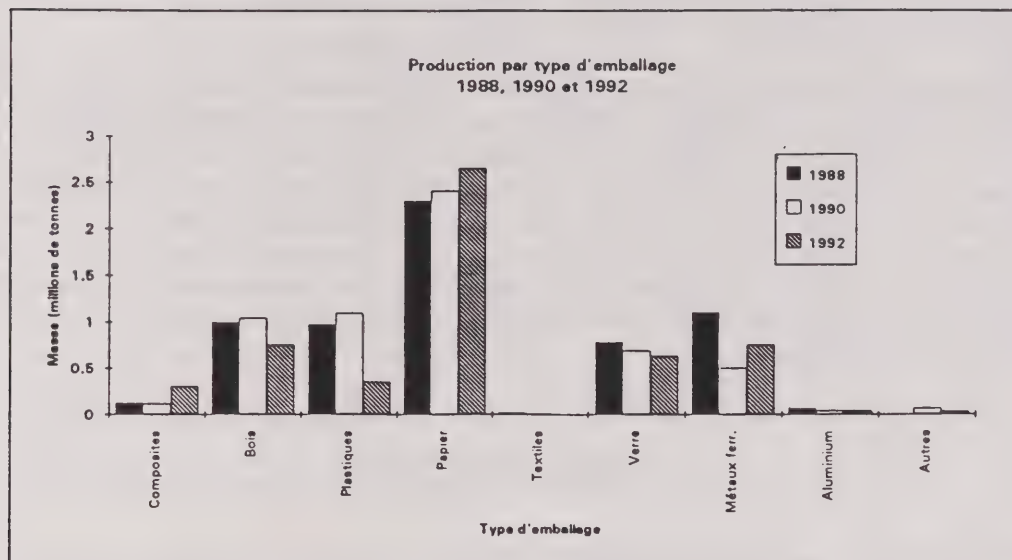


Figure 2 Production par type d'emballage, 1988, 1990 et 1992

La nouvelle consommation : L'utilisation d'emballage, en 1992, comprend tout l'emballage, nouveau et réemployé, rapporté par chaque secteur industriel. La consommation d'emballage, par ailleurs, ajoute les quantités d'emballage en usage importé et exporté à l'utilisation totale rapportée par les répondants. La donnée "nouvelle consommation" de la figure 1 est basée sur la consommation totale, moins le réemploi. Depuis 1988, on a enregistré une augmentation nette dans la quantité d'emballage non utilisé et en usage importé au Canada. Ceci résulte en une augmentation de 3 % dans la nouvelle consommation d'emballage au cours d'une période de diminution de production.

Le réemploi : Il est difficile de quantifier de façon précise et de retracer les activités de réemploi à cause de la rareté de l'information au niveau de l'industrie sur cet aspect de la gestion de l'emballage et également à cause des différences dans la façon dont on a tenu compte du réemploi. Les données de base de 1988 ne donnaient pas une image complète du réemploi de l'emballage, rapportant des estimés pour seulement deux types de matériaux, le verre et le bois. De plus, on croit maintenant que le premier sondage sur l'emballage (1990) a surestimé la quantité d'emballage réemployé, parce que les répondants ont été plus portés à inclure l'emballage qui était réemployé à l'intérieur de leur propre usine, comme c'est souvent le cas avec les palettes de manutention. Une révision apportée au questionnaire du sondage de 1992 cherchait à clarifier cette question, et les estimés de réemploi pour 1992 sont notablement plus bas que ceux de 1990. Par conséquent, les données de réemploi de 1988 et 1990

n'apparaissent pas sur la figure 1, et on n'a pas tiré de conclusions concernant les tendances du réemploi entre 1988 et 1992. Sur une base nationale, les activités de réemploi sont importantes pour le détournement de l'emballage de l'élimination et représentent 26 % des détournements par rapport à la consommation totale.

Le recyclage : Les renseignements sur le recyclage s'améliorent avec chaque enquête. Les résultats montrent une augmentation importante du recyclage de l'emballage à l'échelle nationale. En 1992, 2,6 millions de tonnes furent recyclées, comparées à 0,6 million de tonnes en 1988. En tenant compte du fait que les données de 1988 sont moins complètes, il s'agit d'une augmentation de 306%. Tous les types importants de matériaux d'emballage, le papier, les plastiques, les matériaux multiples, le verre, les métaux ferreux et l'aluminium, affichent, depuis 1988, une augmentation du recyclage (figure 3). Seul le bois fait exception. La part des activités de recyclage dans le détournement des déchets d'emballage est évaluée à 23 % de la consommation totale.

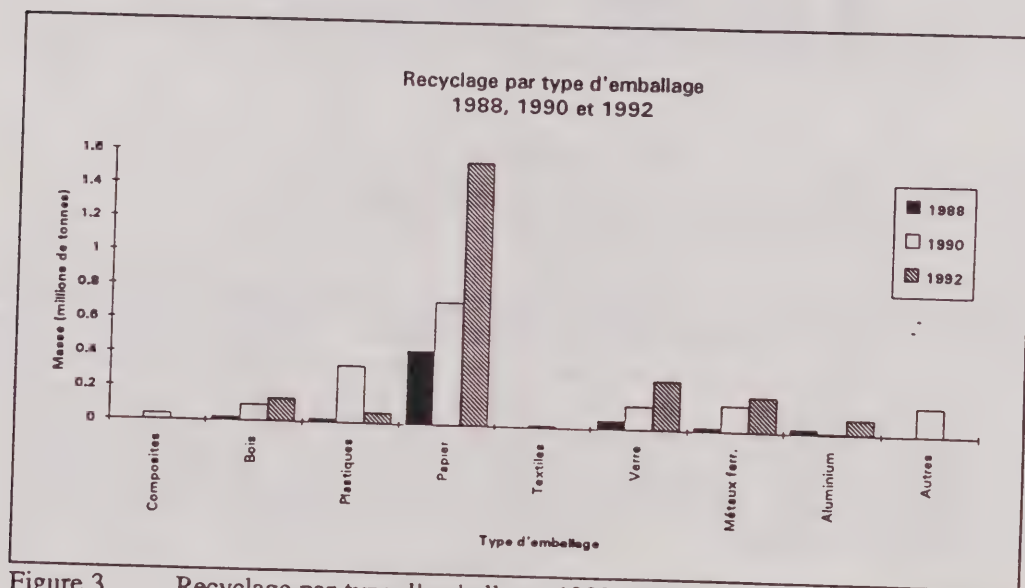


Figure 3 Recyclage par type d'emballage, 1988, 1990 et 1993

Les importations et les exportations : Le tableau suivant présente les données du commerce international telles que rapportées par Douanes Canada à Statistique Canada pour les années 1988, 1990 et 1992.

	Non utilisés, importations/exportations en milliers de tonnes			En usage, importations/exportations en milliers de tonnes		
	1988	1990	1992	1988	1990	1992
Importations	500	656	1 102	1 110	1 158	2 820
Exportations	680	677	579	870	889	2 902
Net	-180	- 21	523	240	269	- 82

Presque 4 millions de tonnes de l'emballage utilisé et consommé au Canada en 1992 furent importées, tandis qu'en 1988, le total était inférieur à 2 millions de tonnes. Si l'utilisation de l'emballage importé continue à augmenter, celui-ci jouera un rôle de plus en plus important sur le marché canadien. Cette constatation fait ressortir l'importance qu'il y a à faire en sorte que les partenaires commerciaux du Canada soient au courant des attentes intérieures concernant le détournement des déchets d'emballage et que les importateurs canadiens d'emballage et de produits emballés prennent une part active à la poursuite des objectifs de réduction.

Sommaire : Le degré d'incertitude concernant le réemploi et le recyclage, en 1988, et celui qui est associé à la méthodologie de sondage affecteront les tendances observées à travers le SNSE. Bien que ce fait entrave la détermination précise des progrès accomplis et l'évaluation plus détaillée des changements survenant dans les pratiques d'emballage, les tendances sont suffisamment claires pour montrer que, sur une base nationale, le Canada a atteint les objectifs de réduction de la quantité d'emballage envoyée à l'élimination.

2. *Les contributions des matériaux d'emballage à la filière des déchets*

La compréhension de la façon dont se compose la filière des déchets d'emballage est la clé qui permet de concentrer les efforts futurs de détournement et qui aide à évaluer s'il s'est produit des changements dans le domaine de la conception et du choix des matériaux d'emballage ou dans le développement de l'infrastructure de récupération. La figure 4 montre les quantités d'emballage consommées au Canada en 1992, par type de matériel, et les modes de gestion associés à chacun.

L'emballage de papier est la composante la plus importante de la consommation d'emballage et de l'élimination d'emballage. Toutefois, c'est un matériau qui a atteint un taux de détournement de l'élimination très élevé, surtout grâce au recyclage. L'emballage de papier comprend les boîtes, les cartons, les sacs de papier, les cylindres et les tubes de papier, les plateaux, les assiettes et les gobelets et, enfin, les étiquettes, mais la composante la plus importante, ce sont les boîtes de carton ondulé, qui répondent à une vaste gamme de besoins d'emballage.

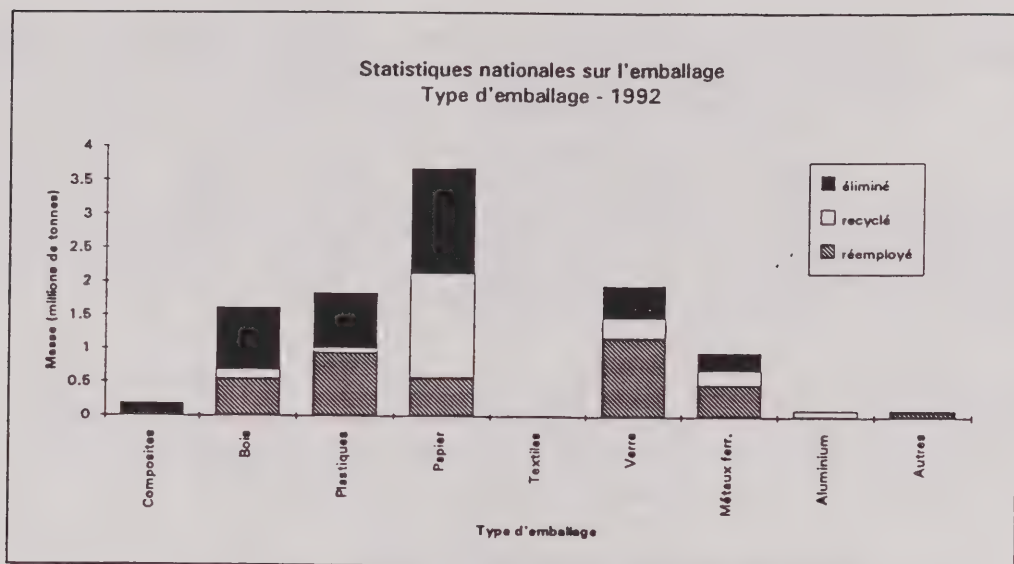


Figure 4 Statistiques nationales sur l'emballage, par type d'emballage, 1992

Les efforts visant à détourner de l'élimination les emballages de verre, de métal ferreux et d'aluminium ont été extrêmement utiles et ont eu pour résultat que moins de 30 % de l'emballage consommé doit être éliminé. Bien que des efforts aient été faits pour réemployer les emballages de bois, de plastique et de matériaux multiples, ces secteurs de matériaux ont montré moins de progrès que leurs contreparties à détourner l'emballage de la filière des déchets. Il faudrait songer à trouver des occasions d'accroître le détournement de ces matériaux de l'élimination tout en augmentant la part du plus important contributeur à la filière des déchets, l'emballage de papier.

Pour l'ensemble des 32 groupes d'emballage, quatorze groupes (45 %) contribuent à plus de 90 % des déchets d'emballage allant à l'élimination. Ces groupes d'emballages sont divisés également entre l'emballage de consommation et l'emballage industriel, ce qui indique le besoin d'adopter des stratégies de détournement équilibrées qui s'attaqueront aux deux différentes sources.

3.4 Autres analyses

Tel que souligné dans la section sur la méthodologie, the Système national de surveillance des déchets maintient des statistiques concernant trente-deux secteurs industriels (Annexe A) et selon chaque province. Cependant, les données statistiques à ce niveau détaillé peuvent souffrir d'une fiabilité statistique moindre que les résultats nationaux présentés auparavant. De plus, afin de respecter la confidentialité des répondants dans certains secteurs industriels, Statistique Canada ne dévoile pas toutes les valeurs à ce niveau. Étant donné ces obstacles,

seule une interprétation générale des progrès au niveau des secteurs industriels et des provinces est possible à ce temps.

Secteurs industriels

L'enquête sur l'emballage a cherché à obtenir auprès de chaque établissement combien de chacun des 32 types d'emballage sont utilisés et envoyés pour réemploi et au recyclage par l'établissement même. Mis à part les données confidentielles concernant l'usage de matériaux spécifiques dans certains secteurs, ces résultats peuvent être aisément divulgués. Cependant, les progrès de chaque secteur envers les objectifs du Protocole doivent être mesurés selon la part respective de l'emballage qui est mise sur le marché et qui est actuellement envoyé au réemploi ou encore au recyclage. C'est, entre autre, selon ce critère que les progrès de chaque secteur doivent être évalués.

Des indications préalables démontrent que, d'un secteur à l'autre, les responsables ont mis l'accent sur des modes de gestion des déchets d'emballage différents et les quantités de déchets d'emballage envoyées à l'élimination varient considérablement. Ces premières conclusions reflètent les résultats obtenus lors de l'enquête de 1990. Un rapport complet des progrès par secteur industriel pourra être réalisé un fois que l'information du SNSE sera jumelée à des données complémentaires et que l'impact des données supprimées à ce niveau sera pleinement évalué.

Chaque secteur possède une gamme d'options pour réduire les déchets d'emballage : réduction à la source par le biais de changements de matériaux, de conception ou de fabrication d'emballages, etc., réemploi et recyclage. Ces options peuvent toutefois être déterminées ou limitées par des contraintes imposées par les règlements, la santé et la sécurité, les transports ou l'infrastructure. La réduction à la source est la pratique la plus difficile à quantifier et le SNSE peut seulement donner une indication du progrès dans ce secteur par l'intermédiaire de données sur la consommation et la production d'emballage. Les discussions avec les intervenants des secteurs industriels devraient permettre une meilleure compréhension de la réduction à la source et des indicateurs plus précis de ce domaine.

Une analyse du changement dans le produit national brut des secteurs industriels faisant rapport au SNSE entre 1988 et 1992 révèle que, sur une base nationale, les fluctuations de l'activité économique ne peuvent contribuer au maximum qu'à 1 % des réductions des déchets d'emballage. Toutefois, sur une base sectorielle, les indicateurs du PIB peuvent servir à évaluer les possibilités de détournement.

Analyse des résultats par province

L'analyse des progrès dans chaque province fait face aux mêmes obstacles notés dans la section précédente ainsi que les répercussions au niveau de la fiabilité statistique d'un échantillon provincial plus petit ce celui même de certains secteurs industriels à l'échelle

nationale. Avec un échantillon plus petit, les statistiques provinciales accusent d'un taux de variance plus élevé et requièrent par ce fait une interprétation plus rigoureuse des résultats.

Une première évaluation provinciale révèle que le progrès au niveau des détournements d'emballage d'une province à une autre varie grandement. Plusieurs facteurs ont pu contribuer à ces variations, soit : les changements démographiques, qui ont été plus importants dans certaines provinces que dans d'autres, les fluctuations dans les niveaux d'activité économique et l'avancement des infrastructures de réemploi et de recyclage des matériaux secondaires.

Afin de soumettre un bilan provincial, trois analyses particulières devront être entreprises:

1. établir l'effet de la suppression des données au niveau provincial et, par l'entremise de Statistique Canada, réduire l'impact sur l'analyse provinciale au minimum;
2. établir l'impact des mouvements transfrontaliers des matériaux recyclables sur les quantités recyclées rapportées dans chaque province;
3. vérifier les niveaux de consommation des emballages calculés dans chaque province selon l'usage d'emballage rapporté au niveau national.

Bien que les objectifs de réduction des déchets d'emballage du PNE soient nationaux, c'est la somme des efforts apportés dans chaque province qui crée le progrès accompli au plan national. De plus, une analyse des tendances associées aux activités industrielles particulières, aux pratiques de consommation et au développement de l'infrastructure fera ressortir les occasions de réduction additionnelles des déchets d'emballage dans chaque province.

Ces tâches seront entreprises en coopération avec les représentants des gouvernements provinciaux et ceux des secteurs industriels afin que l'évaluation des progrès bénéficie des connaissances et de l'expertise propres à leur domaine.

3.5 Résumé des conclusions

À partir de cette évaluation préliminaire de l'enquête de 1992 sur l'emballage, on peut tirer des conclusions générales sur le progrès et les changements touchant l'utilisation et l'élimination de l'emballage depuis 1988.

- * Les augmentations dans les quantités de matériaux d'emballage qui sont réemployés et recyclés confirment que 21 % de moins de matériaux d'emballage ont été envoyés à l'élimination en 1992 qu'en 1988. Ce pourcentage est supérieur à l'objectif de 20 % fixé par le Protocole national sur l'emballage. L'élimination per capita a diminué de 26 % entre 1988 et 1992.
- * Bien que la production domestique soit légèrement à la baisse et que la consommation totale soit plus élevée en 1992, la consommation nationale per capita accuse une légère baisse.
- * Les réalisations en matière de réduction à la source grâce à l'emploi d'emballages plus petits et plus minces ont été documentés directement par l'industrie. La quantification de ces pratiques est difficile et exigera encore une analyse supplémentaire. La répartition observée jusqu'à maintenant entre la réduction, le réemploi et le recyclage est raisonnable, conservant ainsi l'équilibre que le Protocole recherchait. Les efforts futurs doivent se poursuivre dans cette direction.
- * Des progrès notables ont été fait par le contributeur le plus important à la filière des déchets soit, l'emballage en papier. Le verre, les métaux ferreux et l'aluminium ont aussi contribué au détournement des déchets d'emballage de l'élimination. Des efforts concertés visant à informer l'industrie et à développer l'infrastructure ont contribué à ce progrès. Il faudrait porter plus d'attention à l'emballage de plastique et de bois, dont les ratios élimination/consommation sont plus élevées que celles des autres types d'emballage.

4.0 RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL SUR L'EMBALLAGE

Cet examen des progrès accomplis depuis l'adoption du Protocole national sur l'emballage, en 1990, évalue à la fois les efforts des membres du groupe de travail national pour répondre aux politiques et aux objectifs du Protocole et la réaction des Canadiens, simples citoyens ou entreprises commerciales, aux défis proposés par le Protocole en matière de réduction des déchets d'emballage.

Les membres du groupe de travail reconnaissent que, malgré le nombre d'activités accomplies et les progrès dans divers secteurs vers les objectifs du Protocole, le travail de mise en oeuvre du Protocole national d'emballage n'est pas terminé. Le groupe de travail souligne les secteurs d'activités qui devraient être poursuivies afin de maintenir la cadence acquise et le niveau d'activité établi au cours des trois années écoulées. Ces activités sont :

Achèvement de l'analyse des données de 1992 : Avant la fin de décembre 1993, une analyse et une interprétation complètes des renseignements de l'enquête de 1992 seront complétées et les conclusions fourniront le centre d'intérêt des activités à inclure dans le plan de travail 1994-1995.

Stratégies du secteur industriel : Les observations découlant de cette première évaluation de l'enquête de 1992 devraient servir à cadrer les recherches futures du groupe de travail avec l'objectif ultime d'identifier des secteurs susceptibles d'amélioration et de développer de concert avec l'industrie et les autres partenaires des stratégies visant ces secteurs.

Surveillance et suivi des progrès accomplis : Le travail d'entretien du SNSE devra être entrepris par le CCME.

Partage de l'information : Le groupe de travail a identifié l'échange de renseignements sur les questions d'emballage et les activités connexes entre les représentants du secteur privé, du secteur public et des groupes d'intérêts comme une activité essentielle à maintenir. On a déterminé que cette activité était importante dans la poursuite des objectifs futurs du Protocole et, en particulier, pour maintenir une approche nationale cohérente en matière de gestion des déchets d'emballage. On doit considérer des possibilités d'élargir les réseaux existants et de prévoir des consultations, avec d'autres intervenants concernant les activités et les plans d'information.

Politique nationale et questions d'échanges commerciaux : Les questions touchant la possibilité de marchés domestiques fragmentés, les implications du commerce international et le développement des marchés pour les matériaux recyclés pourraient être amenées à la table du groupe de travail pour fins de discussion et de

recommandation de solutions. Le développement de la technologie bénéficierait d'un accès aux réseaux nationaux existants et aux centres d'avancement de la technologie.

Établissement d'un plan de travail pour 1994 - 1995 : Un plan de travail faisant ressortir les activités spécifiques à entreprendre par le groupe de travail en 1994 - 1995 devra être élaboré et présenté au CCME. Dans la préparation d'un plan de travail pour le groupe de travail, les ressources et les compétences nécessaires pour accomplir les tâches choisies devront être identifiées et provenir d'une vaste gamme d'intervenants.

Il se peut que le groupe de travail ne joue pas un rôle actif dans toutes ces activités. On devrait également considérer des réseaux additionnels et d'autres organismes consultatifs comme des moyens efficaces d'atteindre les objectifs du Protocole national sur l'emballage. Une évaluation complète du meilleur emploi du temps collectif du groupe de travail et de ses ressources sera reflétée dans le plan de travail 1994 - 1995. Entre-temps, sujet au renouvellement de son mandat, le groupe de travail s'est engagé :

1. à terminer l'analyse des résultats de l'enquête de 1992,
2. à dresser un plan de travail pour l'année 1994 - 1995,
3. à déterminer la meilleure façon et les meilleurs moyens par lesquels il y a lieu de se pencher sur les principaux éléments-clé exigeant du travail,
4. à poursuivre l'échange de renseignements et à fournir des suggestions touchant la responsabilité en matière d'emballage et autres activités pertinentes.

**Annexe A Secteurs industriels du Système de surveillance
national de l'emballage**

Secteur industriel	Description	CTI
1	Industries agricoles (empaquetage)	
	- Fermes avicoles et productrices d'oeufs	0114
	- Fermes apicoles	0121
	- Fermes maraîchères et pomicoles	0151 à 0159
	- Spécialisations horticoles	0161 à 0169
	- Fermes mixtes	0171
Secteur manufacturier		
2	Viande, volaille et produits de poissons	1011 à 1021
3	Produits de fruits et légumes	1031 à 1032
4	Produits laitiers	1041 à 1049
5	Farine, moulée et céréales préparées	1051 à 1053
6	Produits de boulangerie	1071 à 1072
7	Sucre et confiserie	1081 à 1083
8	Autres produits alimentaires	1061, 1091 à 1099
9	Boissons gazeuses	1111
10	Produits brassicoles	1131
11	Vins et spiritueux	1121
		1141
12	Produits du tabac	1211 à 1221
13	Produits en caoutchouc et en plastique	1511 à 1699
14	Produits en textile et vêtements	1911 à 2499
15	Bois, ameublement et tentures	2511 à 2699
16	Papier et produits connexes	2711 à 2799
17	Produits de fabrication métallique et machinerie	3011 à 3199
18	Équipement de transport	3211 à 3299
19	Accessoires électriques et électroniques	3311 à 3399
20	Produits minéraux non métalliques	3511 à 3599
21	Produits de pétrole raffiné et de charbon	3611 à 3699
22	Le savon et les produits de beauté	3761 à 3771
23	Chimie, produits chimiques excluant le savon et les produits de beauté	3711 à 3799 (excluant 3761 et 3771)
24	Autres produits manufacturés :	
	- Produits en cuir et produits connexes	1711 à 1719

- Textiles primaires	1811 à 1831
- Imprimerie, édition et apparenté	2811 à 2849
- Métal primaire	2911 à 2999
- Autre	3911 à 3999

Secteurs non manufacturiers

25	Transports (utilisateurs d'emballages de mets préparés)	
	- Aérien	4511 à 4512
	- Ferroviaire	4531
	- Maritime	4541 à 4542
26	Industries de l'alimentation, des breuvages, des médicaments et du tabac, grossistes	5211 à 5241
27	Autres grossistes	
	- Produits agricoles	5011 à 5019
	- Produits pétroliers	5111
	- Habillement et tissus	5311 à 5329
	- Appareils ménagers	5411 à 5439
	- Pièces et accessoires de véhicules motorisés	5511 à 5529
	- Métaux, quincaillerie, plomberie, chauffage et matériaux de construction	5611 à 5639
	- Machinerie, équipement et pièces	5711 à 5799
	- Autres produits	5911 à 5999
28	Industries de l'alimentation, des breuvages et des médicaments, détaillants	6011 à 6032
29	Autres industries de détail	6111 à 6921
30	Débits d'aliments et breuvages, services récréatifs d'amusement	8611 à 8629 9111 à 9699
31	Toutes autres industries	Tous les autres

DOCUMENT: 830-490/010

**1993 ANNUAL MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL
OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT**

Pollution Prevention



Ontario

**SASKATOON, Saskatchewan
November 16, 1993**

6 POLLUTION PREVENTION

Ontario

Recommendation

Endorse the document *A National Commitment to Pollution Prevention* and approve its release.

Background

In May 1993, the Council of Ministers endorsed pollution prevention as a fundamental operating principle in environment departments.

Pollution prevention activities already exist in many jurisdictions, and the concept is not new. The Council of Ministers can further encourage the shift away from control and clean up with a clear statement of support for pollution prevention. The attached document establishes a core concept of pollution prevention, basic principles, and ways to advance it in a consistent manner.

At its October 13 and 14, 1993 meeting, Deputy Ministers Committee recommended the statement of commitment to the Council of Ministers for endorsement, but did not recommend creation of a new pollution prevention task group. The Deputy Ministers Committee recommended that proposed next steps take place within individual jurisdictions and existing CCME task groups.

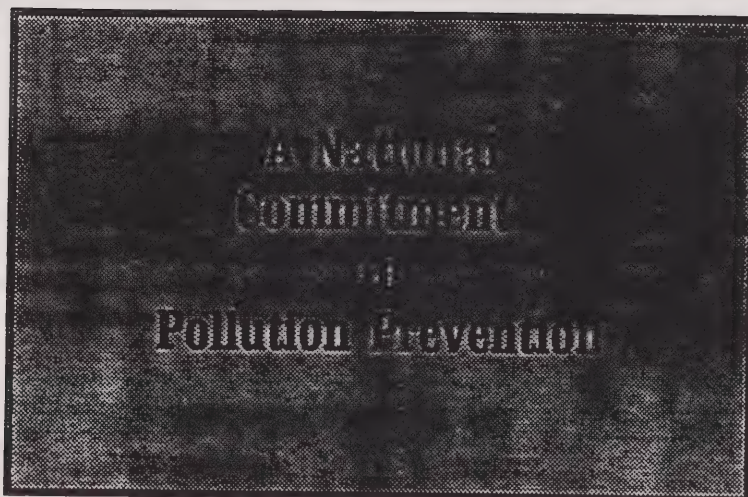
Attachment

A National Commitment to Pollution Prevention



Pre-Publication Release

November, 1993



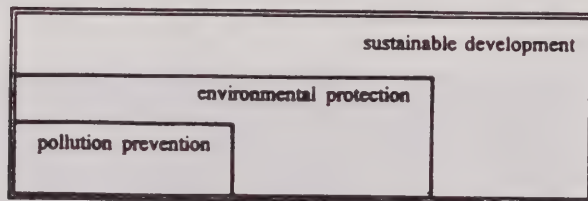
CCME

Canadian Council
of Ministers
of the Environment

Introduction

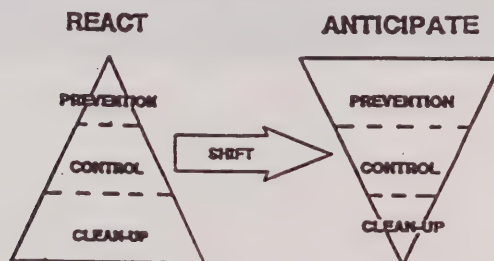
The Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME) has confirmed that **minimizing or avoiding the creation of pollutants and wastes** can be more effective in protecting the environment than treating them, or cleaning them up after they have been created. This approach, called *pollution prevention*, is needed to secure a safe and healthy environment and a sound and prosperous economy. It is a key component of environmental protection and sustainable development;

The Place of Pollution Prevention



Pollution prevention is not a new idea, but there is a need for a consistent shift in emphasis towards **anticipating and preventing pollution**, instead of reacting to it after the fact. Neither does pollution prevention stand alone. It is part of an ongoing pollution management approach that is comprised of prevention, control and clean-up.

The Emphasis Must Shift



While all Canadians are responsible for the health of the environment, **governments can provide leadership and support by developing public policy and implementing programs to anticipate and prevent pollution**. Therefore, the *Canadian Council of Ministers of the Environment* has prepared this statement of commitment as a *framework*, to assist each jurisdiction in furthering pollution prevention.

It is important to emphasize pollution prevention now, in order to remove the causes of existing environmental problems, and avoid the creation of future ones. Some substances that were once thought to be primarily beneficial, such as CFCs, are now known to have certain characteristics that have a profoundly negative effect on ecosystems. CFC-induced ozone depletion is an example of the urgent need for pollution prevention. Like other global environmental threats, it is complex, subtle, and potentially very damaging to human health, the environment, and the economy.

Understandably, Canadians are increasingly concerned about the human and financial costs of a polluted environment, including the requirements for clean-up, control and enforcement, as well as the impact on our economic competitiveness both domestically and internationally.

Pollution prevention is particularly beneficial because it:

- minimizes or avoids the creation of pollutants;
- avoids the transfer of pollutants from one medium to another;
- accelerates the reduction and/or elimination of pollutants;
- minimizes health risks;
- promotes the development of source reduction technologies;
- uses energy, materials and resources more efficiently;
- minimizes the need for costly enforcement;
- limits future liability with greater certainty;
- avoids costly clean-up in the future;
- promotes a more competitive economy.

The Pollution Prevention Concept

The widely-held *core* of pollution prevention is:

"The use of processes, practices, materials and energy that avoid or minimize the creation of pollutants and wastes."

Some jurisdictions may wish to enhance, refine or qualify this *core* according to their own needs. Suggestions that have been made are:

- to define recycling when used in the context of pollution prevention;
- to highlight the reduction and elimination of *the use* of toxic chemicals;
- to include a concept such as "at the source" or "at the earliest stage of design".

Guiding Principles

The Canadian Council of Ministers of the Environment has developed the following principles to guide pollution prevention:

- **All Canadians are individually and collectively responsible for the quality of the environment, and should be involved in pollution prevention wherever they have the opportunity to do so.**
- **All jurisdictions should cooperate to harmonize their individual approaches to prevention.**
- **Voluntary action, regulation and economic instruments all have important, and often complementary roles to play in pollution prevention. All approaches for prevention should be considered, with a view to using the most effective approach, or combination of approaches. Voluntary actions will be encouraged.**
- **Prevention should be considered at the earliest possible point in the development of any concepts, plans, policies, products, projects or processes.**
- **Pollution prevention planning should be a continuing process, incorporating opportunities for improvement on an ongoing basis, such as new scientific and technological developments.**
- **Prevention should apply to the entire life-cycle of a product, from resource extraction to final disposal (i.e. from cradle to grave).**
- **There should be an ongoing effort to ensure that prices better reflect the *full* costs of pollution, in order to understand the *real benefits* of prevention.**
- **Full use should be made of pollution prevention to achieve greater domestic and international competitiveness.**

Advancing Pollution Prevention

All member governments of CCME undertake to advance pollution prevention. The following are some ways this can be achieved:

- show **leadership** by establishing a climate in which pollution prevention can flourish, and develop cultures that encourage and reward prevention;
- set an example through good **stewardship**, by keeping their "own houses in order";
- establish **partnerships** to enhance the capacity to achieve pollution prevention goals, and to share the benefits and risks necessary to improve government, business and industrial practices;
- **provide the information** that citizens need to make informed decisions;
- **influence the marketplace** with economic instruments that provide people with incentives to make decisions that further pollution prevention;
- re-orient a greater portion of **research, science and technology** towards pollution prevention;
- incorporate where feasible **innovative** pollution prevention principles into **legislation and regulations** to support partnerships, create a "level playing field", advance competitiveness, promote behavioural change and ensure that the environment is protected.

Next Steps

Member governments of CCME agree to consider the following actions to advance pollution prevention:

- make pollution prevention the **priority**;
- develop and implement government **action plans** for pollution prevention, and encourage the development of action plans by other sectors;
- **review legislation**, regulations and policy as appropriate, and **harmonize approaches** to pollution prevention;
- test and implement **economic instruments** that will help achieve pollution prevention;
- **educate** the public about pollution prevention, and **train** relevant groups in the technical aspects of pollution prevention;
- recognize and promote **successful** pollution prevention initiatives;
- develop **practical tools**, such as guidelines and codes of practice, to enable people to deliver pollution prevention at an operational level.

DOCUMENT: 830-490/010

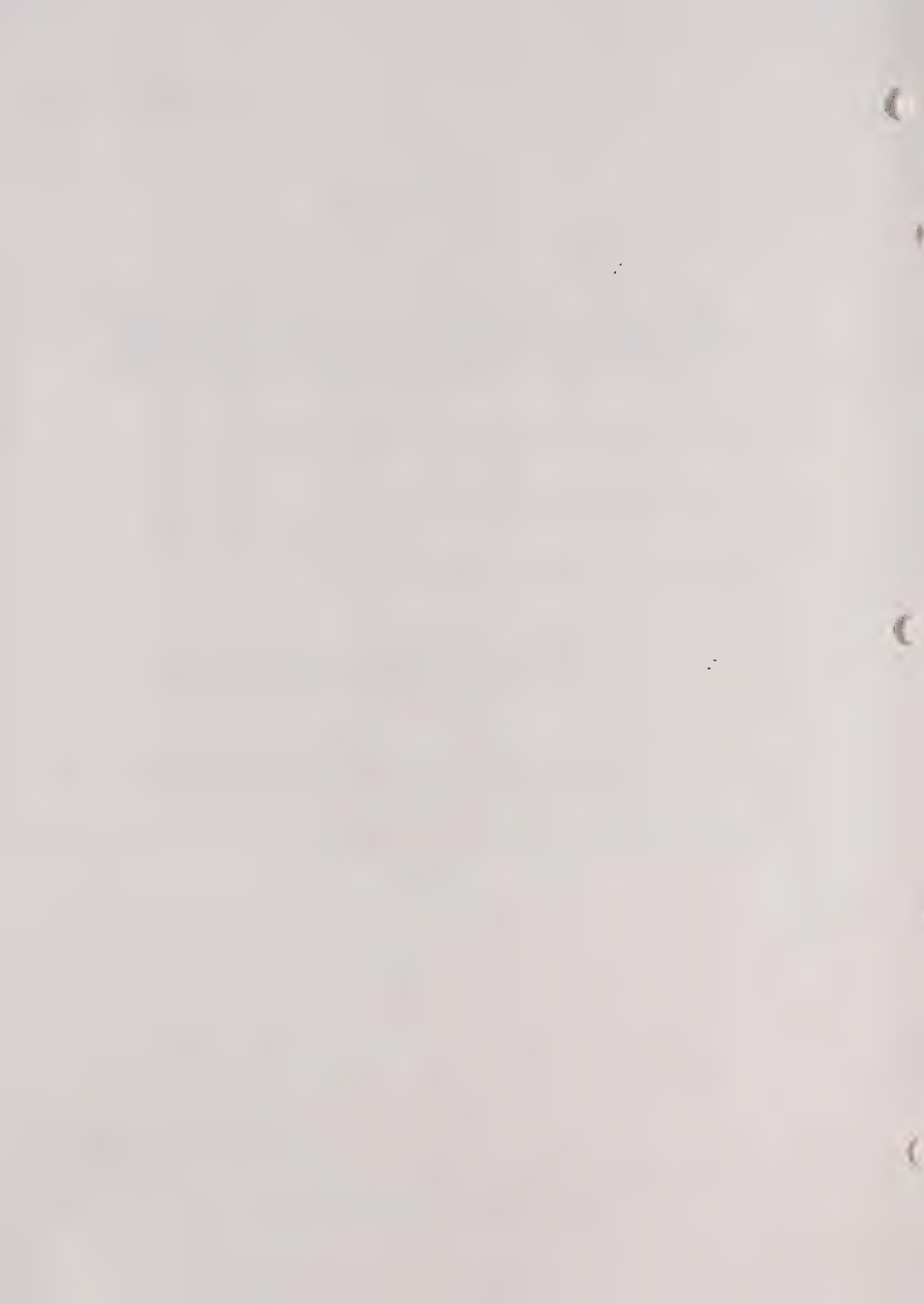
RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT - 1993

La prévention de la pollution



Ontario

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 16 novembre 1993



6 LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION

Ontario

Recommandation

Appuyer le document *A National Commitment to Pollution Prevention (Un engagement national pour la prévention de la pollution)* et approuver sa distribution.

Antécédents

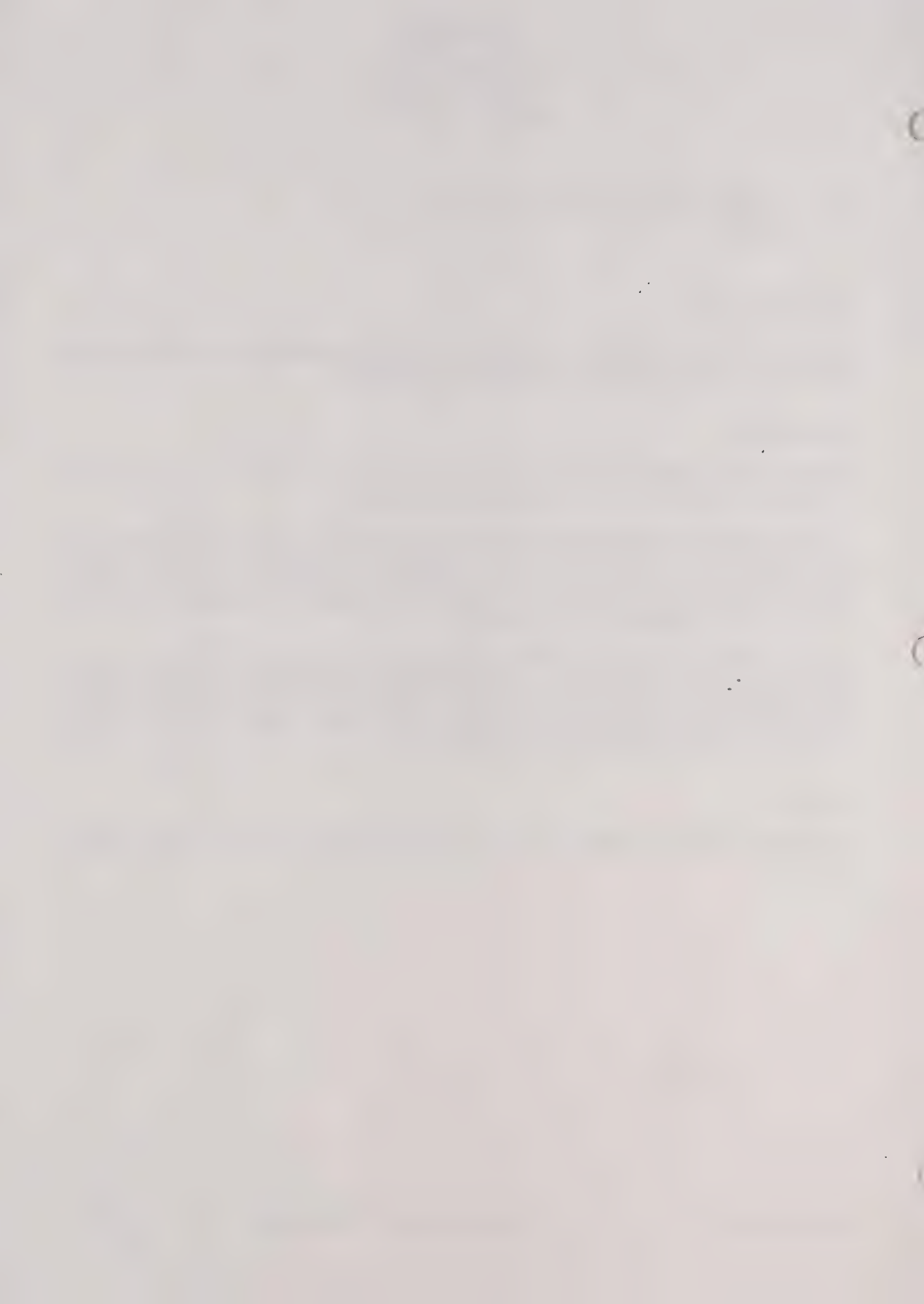
En mai 1993, le Conseil des ministres adoptait la prévention de la pollution comme principe fondamental d'opération des départements de l'environnement.

Les activités reliées à la prévention de la pollution existent déjà dans plusieurs juridictions, et le concept n'est pas nouveau. Le Conseil des ministres pourrait favoriser une transition du contrôle et de l'assainissement vers la prévention de la pollution par un énoncé de soutien. Le document ci-joint établit un concept global pour la prévention de la pollution, les principes de base, et les méthodes visant la progression vers cet objectif.

Lors de sa réunion les 13 et 14 octobre, le Comité des sous-ministres a recommandé que le Conseil des ministres appuie l'énoncé de l'entente. Toutefois, il n'a pas recommandé la création d'un nouveau groupe de travail sur la prévention de la pollution. Le Comité des sous-ministres a recommandé que les prochaines étapes proposées soient mise en place dans les juridictions individuelles et les groupes de travail qui existent déjà.

Annexe

A National Commitment to Pollution Prevention (Un engagement national pour la prévention de la pollution)





Publication d'une version provisoire

Novembre, 1993

**Un Engagement National
pour la
Prévention de la Pollution**

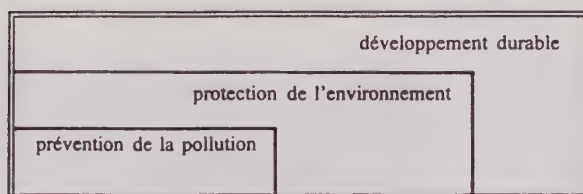
CCME

Conseil canadien
des ministres
de l'Environnement

Introduction

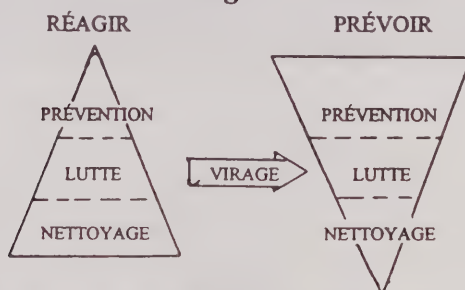
Le Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) a confirmé que les initiatives visant à **minimiser ou éviter la création de polluants et de déchets** peuvent se révéler plus efficaces en matière de protection de l'environnement que celles destinées à traiter ces contaminants ou à les nettoyer après coup. Cette approche, qualifiée de *prévention de la pollution*, est nécessaire pour assurer la sécurité et la salubrité de l'environnement ainsi que la solidité et la prospérité de l'économie. Elle est un élément clé de la protection de l'environnement et du développement durable.

La Place de la Prévention de la Pollution



La prévention de la pollution **n'est pas une idée nouvelle**, mais il est nécessaire désormais de mettre l'accent sur la **prévision et la prévention** de la pollution au lieu de se contenter de réagir après coup. La prévention de la pollution n'est pas un processus unique. Elle fait partie d'une approche de gestion de la pollution qui comprend la prévention, la lutte et le nettoyage.

Il Faut Changer l'Orientatation



Tous les Canadiens sont responsables de la salubrité de l'environnement ; toutefois, les **gouvernements peuvent assurer un leadership et un soutien en élaborant une politique publique et en mettant en oeuvre des programmes visant à prévoir et à prévenir la pollution**. Par conséquent, le Conseil canadien des ministres de l'environnement a préparé ce protocole d'engagement comme cadre afin d'aider chaque palier d'autorité à promouvoir la prévention de la pollution.

Il est important d'attirer l'attention **maintenant** sur la prévention de la pollution afin de supprimer les causes des problèmes environnementaux actuels et d'éviter la création de futurs problèmes. Certaines substances, que l'on croyait autrefois comme essentiellement bénéfiques, comme les CFC, sont maintenant connues pour avoir certaines caractéristiques qui ont un impact profondément négatif sur les écosystèmes. L'appauvrissement de l'ozone dû aux CFC est un exemple de l'urgence impérieuse de la prévention de la pollution. Comme d'autres menaces environnementales planétaires, la question de la couche d'ozone est complexe, subtile et éventuellement très dommageable pour la santé humaine, l'environnement et l'économie.

Il va de soi que les Canadiens se préoccupent de plus en plus des coûts humains et financiers d'un milieu pollué, notamment des exigences concernant le nettoyage, la lutte et la mise à exécution ainsi que de l'impact sur notre compétitivité économique sur les plans national et international.

La prévention de la pollution est particulièrement bénéfique, car elle:

- minimise ou évite la création de nouveaux polluants combinés;
- évite le transfert de polluants d'un milieu à un autre;
- accélère la réduction ou l'élimination des polluants;
- minimise les risques pour la santé;
- favorise le développement de technologies de réduction à la source;
- utilise l'énergie, les matières et les ressources avec une meilleure efficacité;
- minimise la nécessité d'une mise en application coûteuse;
- limite la responsabilité future avec une plus grande certitude;
- évite les opérations coûteuses de nettoyage dans l'avenir;
- favorise une économie plus compétitive.

Le Concept de la Prévention de la Pollution

On s'accorde à dire que le principe fondamental de la **prévention de la pollution** consiste en:

"L'utilisation de procédés, de pratiques, de matières et d'énergie visant à éviter ou à minimiser la création de polluants et de déchets."

Certaines instances peuvent souhaiter renforcer, raffiner ou modifier ce *principe* selon leurs propres besoins. Voici certaines propositions qui ont été formulées:

- définir le recyclage dans le contexte de la prévention de la pollution;
- mettre au premier plan la réduction et l'élimination de l'emploi des produits chimiques toxiques;
- intégrer une notion de priorité comme "à la source" ou "au premier stade de la conception".

Principes Directeurs

Le Conseil canadien des ministres de l'Environnement a élaboré les principes suivants sur lesquels reposera la prévention de la pollution:

- **Tous les Canadiens assument à titre privé et collectivement la responsabilité de la qualité de l'environnement et devraient participer aux activités de prévention de la pollution dans la mesure de leurs possibilités.**
- **Toutes les instances devraient coopérer pour harmoniser leurs approches individuelles en matière de prévention.**
- **Une action volontaire, une réglementation et des instruments économiques ont tous des rôles souvent complémentaires à jouer dans la prévention de la pollution.** Il y aurait lieu de considérer toutes les approches en matière de prévention, dans le but de retenir la plus efficace ou de choisir une combinaison de plusieurs d'entre elles. Les mesures volontaires seront favorisées.
- **La prévention devrait être considérée au premier stade de l'élaboration de concepts, de plans, de politiques, de produits, de projets ou de processus.**
- **La planification de la prévention de la pollution devrait être un processus continu,** intégrant des possibilités d'améliorations sur une base permanente, telles que de nouveaux développements scientifiques et technologiques.
- **La prévention devrait s'appliquer au cycle complet d'un produit,** depuis l'extraction de la ressource à l'élimination finale (stratégie intégrale).
- **Il faudrait veiller à s'assurer que les prix reflètent mieux les coûts totaux de la pollution,** afin de comprendre les avantages réels de la prévention.
- **Il faudrait tirer pleinement parti de la prévention de la pollution afin d'assurer une meilleure compétitivité à l'échelle nationale et internationale.**

Comment Promouvoir la Prévention de la Pollution

Tous les gouvernements membres du CCME s'engagent à promouvoir la prévention de la pollution. Voici quelques moyens permettant d'atteindre cet objectif:

- faire preuve de **leadership** en créant un climat qui favorise la prévention de la pollution et développer des cultures qui encouragent et récompensent la prévention;
- donner l'exemple en assurant une bonne **gérance**, c'est-à-dire en veillant à garder sa "maison en ordre";
- établir des **partenariats** pour renforcer la capacité d'atteindre les objectifs de la prévention de la pollution et pour partager les avantages et les risques nécessaires à l'amélioration des pratiques gouvernementales, commerciales et industrielles;
- **fournir les informations** dont les citoyens ont besoin pour pouvoir prendre des décisions judicieuses;
- **influer le marché** par le biais d'instruments économiques qui offrent aux gens des incitants pour une prise de décisions visant à promouvoir la prévention de la pollution;
- réorienter une plus grande part de la **recherche, de la science et de la technologie** vers la prévention de la pollution;
- intégrer dans la mesure du possible à la législation aux règlements, des principes novateurs de prévention de la pollution pour favoriser les partenariats, créer des règles du jeu équitables, stimuler la compétitivité, encourager les changements de comportement et garantir la protection de l'environnement.

Prochaines Étapes

Les gouvernements membres du CCME conviennent d'envisager les mesures suivantes pour promouvoir la prévention de la pollution :

- faire de la prévention de la pollution une **priorité**;
- élaborer et mettre en oeuvre **des plans d'action** pour la prévention de la pollution par les gouvernements et encourager l'établissement de plans d'action par d'autres secteurs ;
- **réviser la législation**, les règlements et la politique selon les besoins, et **harmoniser les approches** en matière de prévention de la pollution ;
- expérimenter et mettre en oeuvre des **instruments économiques** qui contribueront à atteindre les objectifs de la prévention de la pollution ;
- éduquer le public au sujet de la prévention de la pollution et **former** des groupes concernant les aspects techniques de la prévention de la pollution ;
- reconnaître et promouvoir des initiatives **fructueuses** de prévention de la pollution ;
- mettre au point **des outils pratiques**, tels que des directives et des codes de pratique, pour permettre aux gens d'entreprendre des mesures de prévention de la pollution à un niveau opérationnel.

RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT - 1993



La conservation de l'eau

Nouveau-Brunswick

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 16 novembre 1993

7 LA CONSERVATION DE L'EAU

Nouveau-Brunswick

Recommandation

Reconnaître l'utilisation efficace de l'eau comme priorité importante du CCME, et guider les délégués à des études sur la question qui pourraient avoir des retombées importantes au niveau national.

Antécédents

Le besoin perçu pour le CCME d'adresser des méthodes d'utilisation de l'eau est venu du chapitre 18 de l'Agenda 21, et d'une conférence nationale sur la conservation de l'eau tenue à Winnipeg en février 1993. L'utilisation plus efficace de l'eau du point de vue de l'environnement et de l'économie est une approche gagnante. Elle anticipe le besoin d'améliorer la distribution et les systèmes de traitement de l'eau des municipalités et de réduire la quantité des déchets envoyés dans les eaux de surface.

Plusieurs organisations et municipalités veulent poursuivre le concept d'une utilisation efficace de l'eau. Un récent atelier de délégués provinciaux et municipaux, d'intervenants des secteurs de l'approvisionnement de l'eau et des eaux usées ainsi que de la plomberie, et le personnel du secrétariat suggère une méthode pour concerter l'activités du CCME, incluant la possibilité de fixer un objectif pour la réduction de l'utilisation de l'eau par les municipalités. Depuis que la responsabilité de la gestion et du traitement de l'eau est répartie parmi les départements du gouvernement, l'on ressent un besoin pressant d'une direction nationale afin de coordonner les divers intérêts et initiatives. Le CCME pourrait adopté une approche harmonisée s'il collaborerait avec les partenaires appropriés.

Le Comité des sous-ministres a décidé lors de sa réunion du 13 et 14 octobre que le CCME devrait jouer un rôle d'importance dans l'élaboration d'une utilisation plus efficace de l'eau, et l'on demande au Conseil des ministres de discuter de cette question et de déterminer quel rôle le CCME devrait jouer.

DOCUMENT: 830-490/011

1993 ANNUAL MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT



Water Conservation

New Brunswick

SASKATOON, Saskatchewan
November 16, 1993

7 WATER CONSERVATION New Brunswick

Recommendation

Recognize water use efficiency as an important CCME priority, and direct officials to further study the issue, leading to significant action at a national level.

Background

The perceived need for CCME to address the more efficient use of water arises from Chapter 18 of Agenda 21, and from a national conference on water conservation held in Winnipeg in February 1993. Using water more efficiently is a "win-win" situation from both environmental and economic viewpoints. It forestalls the need for upgrading municipal water delivery and treatment systems and reduces the volume of wastes discharged to surface waters.

Numerous organizations and municipalities are interested in pursuing water use efficiency. A recent workshop of provincial and municipal officials, key stakeholders from water-wastewater and plumbing sectors, and secretariat staff suggested a strong rationale for concerted CCME action, including the possibility of setting a target for municipal water use reduction. Since responsibility for the management and treatment of water is spread widely among government departments, there is a need for national leadership to coordinate diverse interests and initiatives. A harmonized approach, in cooperation with appropriate partners, could be achieved through CCME.

Deputy Ministers Committee decided at its October 13 and 14 meeting that CCME should play a significant role in achieving more efficient use of water, and that the Council of Ministers be asked to discuss the issue and determine what CCME's role should be.

DOCUMENT: 830-490/012

1993 ANNUAL MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT



Auditors, Financial Statements, Appointments

CCME

SASKATOON, Saskatchewan
November 16, 1993

8 AUDITORS, FINANCIAL STATEMENTS, APPOINTMENTS

Chair

Recommendations

Adopt the audited financial statements for the year ending March 31, 1993 and auditors' report.

Adopt the report of the president.

Appoint Ernst & Young (Winnipeg office) as auditors for the 1993/94 fiscal year and endorse their appointment for the following two years, 1994/95 and 1995/96.

Elect the board of directors of the corporation.

Appoint the officers of the corporation.

Background

According to the by-laws of the corporation, CCME Inc., several legal duties must be undertaken at the annual meeting.

Audited Financial Statements/Auditors' Report

The audited financial statements for the year ending March 31, 1993 were prepared by the accounting firm of Ernst & Young (Winnipeg office). The auditors' report, dated June 4, 1993, is included with the financial statements. The statements were circulated to the members of the Council of Ministers and the Deputy Ministers Committee in July 1993. A resolution, dated August 3, 1993 and signed by the members of the board of directors, approves the audited financial statements and recommends their presentation to the members.

Report of the President

The Honourable Bernhard Wiens, President of CCME, has written a report for 1992/93, describing CCME activities. This document is included in the 1992/93 annual report of the corporation.

Appointment of Auditors

The board of directors recommends Ernst & Young are re-appointed as auditors of the corporation for three years. Once the auditors have been appointed by the members, the board of directors will be authorized to fix their remuneration.

Election of Directors

In accordance with the CCME Inc. by-laws, the directors of the corporation are to be elected by the members of the corporation at the annual meeting. The following persons are proposed as directors of the corporation for 1993:

Donald G. Dennison, New Brunswick, 1994 Chair of Management Committee

Les Cooke, Saskatchewan, 1993 Chair of Management Committee

Rob McWilliam, Yukon, 1995 Chair of Management Committee

Norm Brandson, Manitoba, Chair of Environmental Protection Committee

Joe Handley, Northwest Territories, Chair of Strategic Planning Committee

Eva L.J. Rosinger, Director General

Appointment of Officers

Officers of the corporation are to be appointed by the members at the annual meeting. It is proposed the following persons be appointed:

President: Jane Barry

Secretary: Eva L.J. Rosinger, PhD, PEng

Treasurer: Charlotte Hilton, CMA

Attachments

Audited Financial Statements, Canadian Council of Ministers of the Environment Inc., March 31, 1993

Message from the President



FINANCIAL STATEMENTS

**CANADIAN COUNCIL OF
MINISTERS OF THE
ENVIRONMENT INC.**

**CONSEIL CANADIEN DES
MINISTRES DE
L'ENVIRONNEMENT INC.**

**March 31, 1993
31 mars 1993**

AUDITORS' REPORT

To the Members of the
Canadian Council of Ministers of the Environment Inc.

We have audited the balance sheet of the Canadian Council of Ministers of the Environment Inc. (CCME) as at March 31, 1993 and the statements of revenue and expenditure and of surplus and reserve for the year then ended. These financial statements are the responsibility of CCME management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by CCME management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Canadian Council of Ministers of the Environment Inc. as at March 31, 1993 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles.

Winnipeg, Canada,
June 4, 1993.

Ernst & Young
Chartered Accountants

Canadian Council of Ministers of the Environment Inc.


BALANCE SHEET

As at March 31

	1993 \$	1992 \$
ASSETS		
Current		
Cash	136,930	376,796
Accounts receivable	371,572	493,928
Term deposits and accrued interest	2,673,983	1,514,438
Prepaid expenses	22,542	29,477
Total current assets	3,205,027	2,414,639
Fixed		
Office furniture, fixtures and equipment	1	1
	3,205,028	2,414,640
LIABILITIES AND SURPLUS		
Current		
Accounts payable and accrued liabilities	1,085,481	1,113,181
Surplus [note 3]	1,792,007	992,459
Reserve [note 4]	327,540	309,000
	3,205,028	2,414,640

See accompanying notes

On behalf of the Canadian Council of Ministers of the Environment Inc.

President 

Canadian Council of Ministers of the Environment Inc.

STATEMENT OF REVENUE AND EXPENDITURE

Year ended March 31

	1993 Budget \$	1993 Actual \$	1992 Actual \$
	<i>[unaudited]</i>		
REVENUE			
Contributions <i>(note 5)</i>	3,094,000	3,094,000	3,094,000
Interest	50,000	185,672	132,240
Total revenue	3,144,000	3,279,072	3,226,240
EXPENDITURE			
Secretariat			
Salaries and benefits	680,000	718,052	661,495
Administration and other <i>(Schedule 1)</i>	502,000	324,286	557,901
	1,182,000	1,042,338	1,219,396
Major projects <i>(Schedule 2)</i>	595,000	662,060	1,031,277
Environmental Protection Committee			
Task Group projects <i>(Schedule 3)</i>	675,000	147,771	79,675
Meetings	4,000	2,812	7,827
	679,000	150,583	87,502
Strategic Planning Committee			
Task Group projects <i>(Schedule 3)</i>	470,000	300,681	148,562
Meetings	4,000	2,742	6,058
	474,000	303,423	154,620
Emerging issues [Deputy Ministers Committee] <i>(note 8)</i>	214,000	—	—
Prior year projects <i>(Schedule 4)</i>	—	302,580	128,716
Total expenditure	3,144,000	2,460,984	2,621,511
Excess of revenue over expenditure	—	818,088	604,729

See accompanying notes

Canadian Council of Ministers of the Environment Inc.

STATEMENT OF SURPLUS

Year ended March 31

	1993 \$	1992 \$
Balance, beginning of year	992,459	596,730
Excess of revenue over expenditure	818,088	604,729
Allocation to Reserve	(18,540)	(209,000)
Balance, end of year (note 3)	1,792,007	992,459

See accompanying notes

Canadian Council of Ministers of the Environment Inc.

STATEMENT OF RESERVE

Year ended March 31

	1993 \$	1992 \$
Balance, beginning of year	309,000	100,000
Allocation from Surplus	18,540	209,000
Balance, end of year <i>[note 4]</i>	327,540	309,000

See accompanying notes

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

March 31, 1993

1. STATUS AND NATURE OF ACTIVITIES

The Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME) provides a forum for discussion and joint action on environmental issues of national, international and global importance.

Consisting of all of Canada's environment ministers, supported by a secretariat in Winnipeg, CCME brings all jurisdictions together in a co-operative effort to discuss environmental issues, exchange information and expertise, make decisions and establish policy for work to be carried out under the auspices of CCME.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The financial statements have been prepared by CCME management in accordance with accounting principles generally accepted in Canada ("Canadian GAAP"). The financial statements have, in management's opinion, been prepared using careful judgement within reasonable limits of materiality.

Fixed Assets and Leasehold Improvements

Fixed assets and leasehold improvements are charged to expenditure in the year of purchase. During the year, \$20,072 (1992 - \$101,733) of fixed assets and \$2,849 (1992 - \$4,847) of leasehold improvements were expensed.

3. SURPLUS

The surplus of \$1,792,007 (1992 - \$992,459) includes amounts allocated for specific projects to be undertaken in future years, as Schedules 2, 3 and 4 illustrate. The allocations have been summarized as follows:

	1993 \$	1992 \$
Major Projects	177,900	159,000
Environmental Protection Committee projects and task groups	145,000	117,500
Strategic Planning Committee projects and task groups	44,000	10,000
Prior Year projects	—	125,700
	366,900	412,200

4. RESERVE

The reserve of \$327,540 (1992 - \$309,000) represents amounts allocated for future contingent or non-budgeted expenses. Investment income earned on these funds is calculated and allocated to the reserve account.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

March 31, 1993

5. CONTRIBUTIONS

	1993 Budget \$	1993 Actual \$	1992 Actual \$
	<i>[unaudited]</i>		
Government of Canada	1,030,302	1,030,302	1,030,302
Ontario	746,513	746,513	748,748
Quebec	527,498	527,498	529,074
British Columbia	234,443	234,443	235,144
Alberta	194,341	194,341	194,922
Manitoba	86,374	86,374	86,632
Saskatchewan	83,289	83,289	83,538
Nova Scotia	70,950	70,950	71,162
New Brunswick	58,611	58,611	58,786
Newfoundland	46,272	46,272	46,410
Prince Edward Island	9,254	9,254	9,282
Northwest Territories	4,229	4,229	—
Yukon	1,924	1,924	—
	3,094,000	3,094,000	3,094,000

6. LEASE COMMITMENTS

CCME is committed to make minimum annual rental payments under various leases as follows:

	\$
1994	47,762
1995	47,762
1996	42,380

The Province of Manitoba reimburses CCME for rental of the premises in the amount of \$45,892 per year. The Province also reimburses CCME for property taxes and common area costs. The total reimbursement during the year was \$78,536 (1992 - \$71,415).

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

March 31, 1993

7. SUPPLEMENTARY CONTRIBUTIONS

CCME received supplementary funding in 1992/93 from various jurisdictions for specific projects as follows:

Atmospheric Issues Task Group N.E.R.A. study of SO ₂ emission trading programs	\$
Total cost of project	117,549
Supplementary contributions	
Alberta Environmental Protection	(10,000)
Environment Canada	(40,549)
CCME net expenditure	67,000

8. EMERGING ISSUES

CCME allocates funds for examining priority issues unidentified at the time workplans are approved. Schedule 3 shows the use of emerging issues funds by the Environmental Protection and Strategic Planning Committees; emerging issues funds allocated to the Deputy Ministers Committee are reflected on the Statement of Revenue and Expenditure.

9. ECONOMIC DEPENDENCE

The continued operations of the Canadian Council of Ministers of the Environment are dependent upon the continued funding from territorial, provincial and federal jurisdictions.

10. STATEMENT OF CASH FLOWS

A statement of cash flows has not been prepared as it provides no additional information.

ADMINISTRATION AND OTHER EXPENDITURE

Year ended March 31

	1993 Budget \$	1993 Actual \$	1992 Actual \$
	<i>(unaudited)</i>		
Overhead	207,000	201,872	290,433
Province of Manitoba - rent subsidy <i>[note 6]</i>	(72,000)	(78,536)	(71,415)
Travel	80,000	101,942	80,934
Professional services	40,000	17,381	152,049
Communications	145,000	22,150	55,358
Staff Development/Training	10,000	12,125	6,833
Meetings	60,000	31,674	40,958
Task Group administration	32,000	15,678	2,751
	502,000	324,286	557,901

See accompanying notes

MAJOR PROJECTS

Year ended March 31

	1993 Budget \$ <i>[unaudited]</i>	1993 Actual \$	Carry over to 1993/94 \$ <i>[unaudited]</i>	1992 Actual \$
National Packaging Protocol				
Data base	200,000	445,965	—	785,000
Communications	185,000	94,006	90,000	143,088
	385,000	539,971	90,000	928,088
NOx/VOC Management Plan	210,000	122,089	87,900	103,189
	595,000	662,060	177,900	1,031,277

See accompanying notes

STEERING COMMITTEES - TASK GROUPS AND PROJECTS

Year ended March 31

	1993 Budget \$ <i>(unaudited)</i>	1993 Actual \$	Carry over to 1993/94 \$ <i>(unaudited)</i>	1992 Actual \$
ENVIRONMENTAL PROTECTION				
Waste Management	100,000	9,055	40,000	—
Risk Assessment	75,000	—	—	—
Water Quality Guidelines	50,000	9,716	40,000	32,541
Atmospheric Issues <i>(note 7)</i>	200,000	85,720	65,000	47,134
Emerging Issues <i>(note 8)</i>	250,000	—	—	—
Publication reprints	—	27,237	—	—
Water Conservation Projects	—	8,263	—	—
Packaging Stewardship	—	7,780	—	—
	675,000	147,771	145,000	79,675
STRATEGIC PLANNING				
Environmental Scan	90,000	35,558	—	100,124
Economic Instruments	30,000	12,500	14,000	—
State of the Environment Reporting	50,000	29,301	15,000	20,303
Improved Decision-Making	10,000	48,962	—	—
Water Issues	20,000	—	—	—
Chemical Issues	20,000	—	—	—
Emerging Issues <i>(note 8)</i>	250,000	—	—	—
Economic Integration	—	38,995	—	—
Environmental Education	—	404	—	6,514
UNCED	—	53,441	—	14,746
Biodiversity Convention	—	30,099	—	6,875
Environmental Liability	—	51,421	—	—
Aboriginal Issues	—	—	15,000	—
	470,000	300,681	44,000	148,562

See accompanying notes

PRIOR YEAR PROJECTS

Year ended March 31

	Approved carry over to 1992/93 \$	1993 Actual \$
<i>[unaudited]</i>		
1990/91 PROJECTS		
Air Quality Guidelines	25,000	—
Leaking Storage Tanks Codes of Practice	7,000	7,000
Guidelines for the Landfilling of Hazardous Waste	8,700	(6,308)
Guidelines for the Disposal of Bio-Medical Waste in Canada	15,000	—
Guidelines for Hazardous Waste Incineration Facilities	15,000	8,395
Bio-Medical Waste Fact Sheet	7,000	—
Used Oil Fact Sheet	7,000	—
Dioxins and Furans Fact Sheet	7,000	6,623
Waste Site Monitoring Handbook	34,000	34,191
	125,700	49,901
1991/92 PROJECTS		
Major Projects		
National Packaging Protocol		
Data base	15,000	15,000
Communications	7,000	7,000
NOx/VOC Management Plan	137,000	137,000
	159,000	159,000
Environmental Protection		
Waste Management	60,000	43,586
Research Inventory	20,000	20,420
Leaking Storage Tanks	10,000	10,000
Water Quality Guidelines	17,500	—
Harmonization of Regulatory and Technical Approaches	10,000	9,673
	117,500	83,679
Strategic Planning		
Economic Instruments	10,000	10,000
	412,200	302,580

See accompanying notes



CANADIAN COUNCIL OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT

Message from the President

The United Nations Conference on Environment and Development (UNCED), held June 1992 in Brazil, was notable not only as the largest intergovernmental conference ever held, but also for setting a new standard of public participation in intergovernmental negotiations. It is a standard that I believe the Canadian Council of Ministers of the Environment will increasingly look to as the work of the council relies more and more on **partnerships** with non-government sectors of society to jointly resolve environmental problems and implement solutions.

The follow-up to Rio is crucial; the obligations undertaken by governments there must not be allowed to remain just words. In Canada, CCME's UNCED Follow-Up Task Group has played a key role in ensuring this country continues its momentum on the path towards sustainable development.

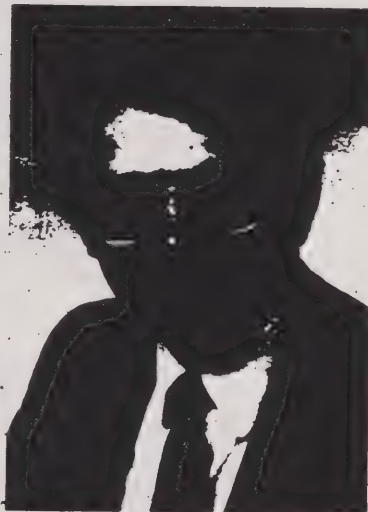
The growing recognition that environmental action plans should be devised in an open manner and with broad input by affected parties was reflected not just in UNCED follow-up, but also in other aspects of CCME's work over the last year. The Contaminated Site Liability Task Group, composed of representatives of environmental groups, the banking and oil industries and others, produced recommendations on who should be liable for the clean-up of abandoned contaminated sites. ~~Already, these recommendations have~~ formed the basis for legislation in several provinces; other provinces are expected to introduce consistent legislation in coming years.

Similarly, CCME continued to develop **partnerships with other ministerial councils**. In particular, an unprecedented tri-council meeting last November of ministers of Environment, Parks and Wildlife helped set the course of action for Canadian efforts to maintain biodiversity, and aided progress on completing Canada's networks of parks and other protected areas.

Links were also strengthened with **energy ministers, who will increasingly play a partnership role with CCME**, as the two councils work cooperatively to ~~address atmospheric issues in Canada.~~

And since the end of the fiscal year, CCME has invited **informed groups and individuals to help identify** current and emerging environmental trends requiring CCME attention; seven regional workshops were held to solicit their input.

Looking to the future, I expect the increased emphasis on **integrating environmental and economic decision-making** will increasingly carry over into all aspects of CCME work. For example, **issues of trade, competitiveness and environmental protection** have become closely linked and a **major consideration in international trade negotiations**. CCME has provoked further thought and discussion of this link through publication of a paper that suggests




CANADIAN COUNCIL OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT

Message from the President

environmental policy should be seen not as an obstacle to competitiveness, but as a complement to trade policies that foster innovation and productivity.

The weakened Canadian economy and resultant downsizing of governments make it all the more critical that inefficiencies and duplication of government programs be eliminated. CCME is helping address this need on the environmental front. A notable success over the past year was the completion of a generic bi-lateral agreement on environmental assessments, drafted by a CCME work group and endorsed by the council, which will now form the basis for consistent bi-lateral agreements between Ottawa and each province and territory on how to conduct environmental assessments.

As Canadians become more familiar with the concept of sustainable development, they will increasingly share in designing and promoting sound environmental and economic practices. I have greatly enjoyed the opportunity to serve as president of CCME and am confident the organization will continue to provide an excellent forum for consultation and leadership on sustainable development issues.



Honourable Bernhard H. Wiens
President, Canadian Council of Ministers of the Environment
Minister, Saskatchewan Environment and Resource Management

DOCUMENT: 830-490/012

RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT - 1993



Les vérificateurs, les états financiers, les engagements

CCME

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 16 novembre 1993

8 LES VÉRIFICATEURS, LES ÉTATS FINANCIERS, LES ENGAGEMENTS

Présidence

Recommandation

Adopter les états financiers vérifiés pour l'année se terminant le 31 mars 1993 et vérifier le rapport.

Adopter le rapport du président.

Désigner Ernst & Young (Bureau de Winnipeg) comme vérificateur pour l'année fiscale 1993/1994 et appuyer leur nomination pour les deux prochaines années, 1994/1995 et 1995/1996.

Élire un conseil d'administration pour la Corporation.

Désigner les délégués de la Corporation.

Antécédents

Selon la charte de la Corporation, CCME Inc., certaines procédures légales doivent être entreprises lors de la réunion annuelle.

La vérification des états financiers et la vérification du rapport

La vérification des états financiers pour l'année se terminant le 31 mars 1993 a été préparée par la firme de courtage Ernst & Young (Bureau de Winnipeg). La vérification du rapport, datée du 4 juin 1993, est incluse avec les états financiers. Les états ont été circulés aux membres du Conseil des ministres et du Comité des sous-ministres en juin 1993. Une résolution, datée du 3 août 1993 et signée par les membres du conseil d'administration, approuve la vérification des états financiers et recommande qu'ils soient présentés aux membres.

Rapport du président

L'honorable Bernhard Wiens, président du CCME, a rédigé le rapport qui décrit les activités du CCME pour l'année 1992/1993. Ce document fait partie du rapport annuel 1992/1993 de la corporation. Une fois les vérificateurs désignés par les membres, le conseil d'administration recevra l'autorisation de fixer leur rémunération.

L'élection des présidents

Selon la charte du CCME Inc., les directeurs de la corporation doivent être élus par les membres de la corporation lors de la réunion annuelle. Les personnes suivantes ont été proposées au poste de directeur de la corporation pour 1993 :

Donald G. Dennison, Nouveau-Brunswick, Président du Comité de gestion pour 1994
Les Cooke, Saskatchewan, Président du Comité de gestion pour 1993
Rob McWilliam, Yukon, Président du Comité de gestion pour 1995
Norm Brandson, Manitoba, Président du Comité de protection de l'environnement
Joe Handley, Territoires du Nord-Ouest, Président du Comité de planification stratégique
Eva L.J. Rosinger, Directrice générale

Désignation des délégués

Les délégués de la corporation doivent être désignés par les membres lors de la réunion annuelle. Les personnes suivantes ont été proposées :

Présidente : Jane Barry
Secrétaire : Eva L.J. Rosinger, Ing. prof.
Trésorière : Charlotte Hilton, CMA

Annexes

Les États financiers vérifiés, Conseil canadien des ministres de l'Environnement, 31 mars 1993.

Le Rapport du président



ÉTATS FINANCIERS

**CONSEIL CANADIEN DES
MINISTRES DE
L'ENVIRONNEMENT INC.**

31 mars 1993

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du
Conseil canadien des ministres de l'environnement Inc.

Nous avons vérifié le bilan du Conseil canadien des ministres de l'environnement Inc. (CCME) au 31 mars 1993 et les états des recettes et des dépenses, du surplus et de la réserve de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du CCME. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction du CCME, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Conseil canadien des ministres de l'environnement Inc. au 31 mars 1993 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Winnipeg, Canada
le 4 juin 1993

Ernst & Young

Comptables agréés

Conseil canadien des ministres de l'environnement Inc.

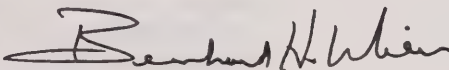
BILAN

Au 31 mars

	1993 \$	1992 \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	136 930	376 796
Débiteurs	371 572	493 928
Dépôts à terme et intérêt couru	2 673 983	1 514 438
Charges payées d'avance	22 542	29 477
Total de l'actif à court terme	3 205 027	2 414 639
Immobilisations		
Mobilier de bureau, agencements et matériel	1	1
	3 205 028	2 414 640
PASSIF ET SURPLUS		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 085 481	1 113 181
Surplus [note 3]	1 792 007	992 459
Réserve [note 4]	327 540	309 000
	3 205 028	2 414 640

Voir les notes afférentes aux états financiers

Au nom du Conseil canadien des ministres de l'environnement Inc.


Président

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES

Exercice terminé le 31 mars

	1993 Budget \$	1993 Réel \$	1992 Réel \$
<i>[non vérifié]</i>			
RECETTES			
Cotisations <i>[note 5]</i>	3 094 000	3 094 000	3 094 000
Intérêt	50 000	185 072	132 240
Total des recettes	3 144 000	3 279 072	3 226 240
DÉPENSES			
Secrétariat			
Salaires et charges sociales	680 000	718 052	661 495
Administration et autres dépenses <i>[Tableau 1]</i>	502 000	324 286	557 901
	1 182 000	1 042 338	1 219 396
Principaux projets <i>[Tableau 2]</i>	595 000	662 060	1 031 277
Comité de la protection de l'environnement			
Projets des groupes de travail <i>[Tableau 3]</i>	675 000	147 771	79 675
Réunions	4 000	2 812	7 827
	679 000	150 583	87 502
Comité de planification stratégique			
Projets des groupes de travail <i>[Tableau 3]</i>	470 000	300 681	148 562
Réunions	4 000	2 742	6 058
	474 000	303 423	154 620
Questions nouvelles [Comité des sous-ministres] <i>[note 8]</i>	214 000	—	—
Projets des exercices antérieurs <i>[Tableau 4]</i>	—	302 580	128 716
Total des dépenses	3 144 000	2 460 984	2 621 511
Excédent des recettes sur les dépenses	—	818 088	604 729

Voir les notes afférentes aux états financiers

ÉTAT DU SURPLUS

Exercice terminé le 31 mars

	1993 \$	1992 \$
Solde au début de l'exercice	992 459	596 730
Excédent des recettes sur les dépenses	818 088	604 729
Affectation à la réserve	(18 540)	(209 000)
Solde à la fin de l'exercice [note 3]	1 792 007	992 459

Voir les notes afférentes aux états financiers

ÉTAT DE LA RÉSERVE

Exercice terminé le 31 mars

	1993 \$	1992 \$
Solde au début de l'exercice	309 000	100 000
Affectation du surplus	18 540	209 000
Solde à la fin de l'exercice [note 4]	327 540	309 000

Voir les notes afférentes aux états financiers

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 1993

1) SITUATION ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) offre une tribune pour la discussion des questions environnementales d'intérêt national, international et mondial et l'adoption de mesures conjointes à ce sujet.

Le CCME, qui réunit tous les ministres de l'environnement du Canada et dont les services de soutien relèvent d'un secrétariat établi à Winnipeg, unit les efforts de toutes les administrations gouvernementales afin de discuter de questions d'environnement, d'échanger des renseignements et leurs compétences en matière d'environnement, de prendre des décisions et d'établir les politiques de travail à appliquer sous l'égide du CCME.

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés par la direction du CCME selon les principes comptables généralement reconnus au Canada («PCGR canadiens»). De l'avis de la direction, ces états financiers ont été dressés avec jugement dans le cadre de normes raisonnables d'appréciation de l'importance relative.

Immobilisations et améliorations locatives

Les immobilisations et les améliorations locatives sont imputées aux dépenses pendant l'exercice de l'acquisition. Au cours de l'exercice, une somme de 20 072 \$ [101 733 \$ en 1992] d'immobilisations et de 2 849 \$ [4 847 \$ en 1992] d'améliorations locatives ont été portées aux dépenses.

3) SURPLUS

Le surplus de 1 792 007 \$ [992 459 \$ en 1992] inclut les montants affectés à des projets précis devant être entrepris au cours d'exercices futurs comme l'indiquent les Tableaux 2, 3 et 4. Les affectations se présentent comme suit :

	1993 \$	1992 \$
Principaux projets	177 900	159 000
Projets et groupes de travail du Comité de la protection de l'environnement	145 000	117 500
Projets et groupes de travail du Comité de planification stratégique	44 000	10 000
Projets des exercices antérieurs	—	125 700
	366 900	412 200

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 1993

4) RÉSERVE

La réserve de 327 540 \$ [309 000 \$ en 1992] est constituée des fonds affectés à des dépenses futures éventuelles ou non budgétées. Les revenus de placements gagnés sur ces fonds sont calculés et affectés au compte de réserve.

5) COTISATIONS

	1993 Budget \$	1993 Réel \$	1992 Réel \$
<i>(non vérifié)</i>			
Gouvernement du Canada	1 030 302	1 030 302	1 030 302
Ontario	746 513	746 513	748 748
Québec	527 498	527 498	529 074
Colombie-Britannique	234 443	234 443	235 144
Alberta	194 341	194 341	194 922
Manitoba	86 374	86 374	86 632
Saskatchewan	83 289	83 289	83 538
Nouvelle-Écosse	70 950	70 950	71 162
Nouveau-Brunswick	58 611	58 611	58 786
Terre-Neuve	46 272	46 272	46 410
Île-du-Prince-Édouard	9 254	9 254	9 282
Territoires du Nord-Ouest	4 229	4 229	—
Yukon	1 924	1 924	—
	3 094 000	3 094 000	3 094 000

6) ENGAGEMENTS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION

Le CCME s'est engagé à effectuer les paiements annuels minimums suivants en vertu de divers contrats de location :

	\$
1994	47 762
1995	47 762
1996	42 380

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 1993

6) ENGAGEMENTS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION [suite]

La province du Manitoba rembourse au CCME la location des locaux de 45 892 \$ par année. La province remboursera également au CCME les impôts fonciers et les coûts communs. Le total des remboursements s'est élevé à 78 536 \$ pour l'exercice [71 415 \$ en 1992].

7) COTISATIONS ADDITIONNELLES

Le CCME a reçu du financement additionnel en 1992-1993 de diverses administrations pour des projets précis comme suit :

Groupe de travail sur les questions atmosphériques
Étude de N.E.R.A. des programmes d'échange sur les émissions d'anhydride sulfureux

	\$
Coût total du projet	117 549
Cotisations additionnelles	
Ministère de l'Environnement, Alberta	(10 000)
Environnement Canada	(40 549)
Dépense nette du CCME	67 000

8) QUESTIONS NOUVELLES

Le CCME affecte des fonds pour l'étude de questions prioritaires non cernées au moment de l'approbation des plans de projet. Le Tableau 3 montre comment le comité de la protection de l'environnement et le comité de planification stratégique utilisent les fonds destinés aux questions nouvelles. Les fonds pour les questions nouvelles affectés au comité des sous-ministres sont indiqués à l'état des recettes et dépenses.

9) DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Le maintien des activités du Conseil canadien des ministres de l'environnement dépend du financement continu des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

10) ÉTAT DES MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE

L'état des mouvements de trésorerie n'a pas été dressé, puisqu'il n'offrirait aucun renseignement additionnel.

ADMINISTRATION ET AUTRES DÉPENSES

Exercice terminé le 31 mars

	1993 Budget \$	1993 Réal \$	1992 Réal \$
	<i>[non vérifié]</i>		
Charges générales	207 000	201 872	290 433
Province du Manitoba – subvention de location <i>[note 6]</i>	(72 000)	(78 536)	(71 415)
Déplacements	80 000	101 942	80 934
Honoraires professionnels	40 000	17 381	152 049
Communications	145 000	22 150	55 358
Perfectionnement/formation du personnel	10 000	12 125	6 833
Réunions	60 000	31 674	40 958
Administration des groupes de travail	32 000	15 678	2 751
	502 000	324 286	557 901

Voir les notes afférentes aux états financiers

PRINCIPAUX PROJETS

Exercice terminé le 31 mars

	1993 Budget \$	1993 Réal \$	Reporté à 1993-1994 \$	1992 Réal \$
	<i>[non vérifié]</i>		<i>[non vérifié]</i>	
Protocole national sur les emballages				
Base de données	200 000	445 965	—	785 000
Communications	185 000	94 006	90 000	143 088
	385 000	539 971	90 000	928 088
Plan de gestion des émissions de NO _x /COV	210 000	122 089	87 900	103 189
	595 000	662 060	177 900	1 031 277

Voir les notes afférentes aux états financiers

COMITÉS DE DIRECTION – GROUPES DE TRAVAIL ET PROJETS

Exercice terminé le 31 mars

	1993 Budget \$	1993 Réel \$	Reporté à 1993-1994 \$	1992 Réel \$
	[non vérifié]		[non vérifié]	
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT				
Gestion des déchets	100 000	9 055	40 000	—
Évaluation du risque	75 000	—	—	—
Lignes directrices sur la qualité de l'eau	50 000	9 716	40 000	32 541
Questions atmosphériques [note 7]	200 000	85 720	65 000	47 134
Questions nouvelles [note 8]	250 000	—	—	—
Réimpressions	—	27 237	—	—
Projets de conservation des eaux	—	8 263	—	—
Gestion de l'emballage	—	7 780	—	—
	675 000	147 771	145 000	79 675
PLANIFICATION STRATÉGIQUE				
Analyse écologique	90 000	35 558	—	100 124
Outils économiques	30 000	12 500	14 000	—
Rapports sur l'état de l'environnement	50 000	29 301	15 000	20 303
Amélioration de la prise de décision	10 000	48 962	—	—
Questions relatives à l'eau	20 000	—	—	—
Produits chimiques	20 000	—	—	—
Questions nouvelles [note 8]	250 000	—	—	—
Intégration économique	—	38 995	—	—
Formation environnementale	—	404	—	6 514
CNUED	—	53 441	—	14 746
Congrès sur la biodiversité	—	30 099	—	6 875
Responsabilité à l'égard de l'environnement	—	51 421	—	—
Questions liées aux autochtones	—	—	15 000	—
	470 000	300 681	44 000	148 562

Voir les notes afférentes aux états financiers

PROJETS DES EXERCICES ANTÉRIEURS

Exercice terminé le 31 mars

	Report à 1992-1993 approuvé \$	1993 Réel \$
	<i>[non vérifié]</i>	
PROJETS DE 1990-1991		
Lignes directrices sur la qualité de l'air	25 000	—
Codes de pratique sur les réservoirs souterrains non étanches	7 000	7 000
Lignes directrices sur l'enfouissement des déchets dangereux	8 700	(6 308)
Lignes directrices sur l'élimination des déchets biomédicaux au Canada	15 000	—
Lignes directrices sur les installations d'incinération des déchets dangereux	15 000	8 395
Fiche d'information sur les déchets biomédicaux	7 000	—
Fiche d'information sur les huiles usées	7 000	—
Fiche d'information sur les dioxines et les furanes	7 000	6 623
Manuel sur le contrôle des sites de déchets	34 000	34 191
	125 700	49 901
PROJETS DE 1991-1992		
Principaux projets		
Protocole national sur les emballages		
Base de données	15 000	15 000
Communications	7 000	7 000
Plan de gestion des émissions de NOx/COV	137 000	137 000
	159 000	159 000
Protection de l'environnement		
Gestion des déchets	60 000	43 586
Inventaire de la recherche	20 000	20 420
Réservoirs souterrains non étanches	10 000	10 000
Lignes directrices sur la qualité de l'eau	17 500	—
Harmonisation des approches techniques et réglementaires	10 000	9 673
	117 500	83 679
Planification stratégique		
Outils économiques	10 000	10 000
	412 200	302 580

Voir les notes afférentes aux états financiers



LE CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT

Message du président

La Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) tenue en juin 1992 au Brésil, a été remarquable non seulement parce qu'elle était la plus importante conférence intergouvernementale jamais tenue, mais aussi puisqu'elle a créé de nouveaux critères de participation publique aux négociations intergouvernementales. Ces critères serviront de plus en plus au Conseil canadien des ministres de l'environnement puisque son travail s'appuie d'avantage sur ses relations avec les secteurs non-gouvernementaux afin de résoudre conjointement les problèmes environnementaux et de mettre en pratique des solutions.

Le suivi de la conférence à Rio est crucial; les obligations prises par les gouvernements ne doivent pas rester que des mots. Au Canada, le groupe de travail sur le suivi de la CNUED du CCME a joué un rôle important en s'assurant que le pays poursuit sa route sur le sentier qui mène au développement durable.

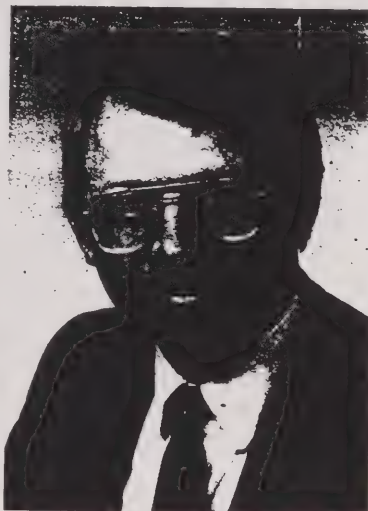
De plus en plus, on reconnaît que les plans d'action environnementaux devraient être divisés de façon ouverte et qu'il y ait un plus grand échange avec les parties concernées. Cette philosophie s'est reflétée non seulement dans le suivi de la CNUED, mais aussi dans tous les aspects du travail du CCME durant la dernière année. Le Groupe de travail sur la responsabilité des lieux contaminés composé de représentants des groupes environnementaux, des banques, de l'industrie pétrolière et des autres industries, a établi des recommandations à savoir à qui revient la responsabilité du nettoyage d'un lieu contaminé abandonné. Déjà, ces recommandations ont servi de base aux règlements dans plusieurs provinces; on s'attend à ce que les autres provinces introduisent leurs nouveaux règlements dans l'année à venir.

De la même façon, le CCME continue d'élaborer des relations avec les autres conseils ministériels. Plus précisément, une réunion interconseil sans précédent a été tenue en novembre dernier impliquant les ministres de l'Environnement, Parcs et Faune. Cette réunion a permis d'adopter une ligne de conduite afin de maintenir une diversité biologique, et a fait progresser l'établissement du réseaux canadiens des parcs et des autres régions protégées.

Des liens ont aussi été renforcés avec les ministres de l'Énergie. Ceux-ci seront de plus en plus associés au CCME, puisque les deux conseils travailleront en collaboration sur les problèmes atmosphériques du Canada.

Depuis la fin de l'année fiscale, le CCME a invité des groupes et des individus non-informés afin d'identifier les tendances courantes et qui émergent demandant l'attention du CCME. Sept ateliers régionaux ont été tenus afin de recevoir leurs points de vue.

Lorsque je me tourne vers le futur, je m'attends à ce que l'emphase de l'intégration de l'environnement et de l'économie au processus décisionnel



LE CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT

Message du président

augmente jusqu'à ce qu'il reflète sur tous les aspects du travail du CCME. Par exemple, les questions de la commercialisation, de la compétitivité et de la protection de l'environnement sont devenues étroitement liées et sont une considération importante lors des négociations commerciales internationales. Le CCME a incité plusieurs discussions sur ces liens par le biais de publication de documents suggérant que les politiques environnementales doivent être vues non pas comme un obstacle à la compétitivité, mais comme un complément aux politiques commerciales qui favorisent l'innovation et la productivité.

La faiblesse de l'économie canadienne et les conséquences des coupures gouvernementales rendent encore plus importante l'élimination de programmes gouvernementaux inefficaces et redondants. Le CCME adresse ce besoin sur le plan de l'environnement. L'un de nos succès depuis les dernières années a été l'entente générique bilatérale sur les évaluations de l'environnement, conçue par un groupe de travail du CCME et appuyé par le conseil. Cette entente servira maintenant de base afin d'assurer une consistance à travers le pays des ententes bilatérales entre Ottawa et chaque province et territoire sur la façon de mener les évaluations de l'environnement.

Progressivement les Canadiens deviennent plus familiers avec le concept du développement durable. Ils s'impliquent de plus en plus à la conception et à la promotion de bonnes pratiques environnementales et économiques. J'ai bien aimé mon rôle de président du CCME et je suis confiant que l'organisation continuera de fournir une excellente tribune de consultation et de direction pour les questions concernant le développement durable.



L'Honorable Bernhard H. Wiens

Président, Conseil canadien des ministres de l'environnement

Ministre de l'Environnement et de la gestion des ressources de la Saskatchewan

DOCUMENT: 830-490/013

**1993 ANNUAL MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL
OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT**



Evidence for Large Upward Trends of Ultraviolet-B Radiation
Linked to Ozone Depletion

Federal

SASKATOON, Saskatchewan
November 16, 1993

REFERENCES AND NOTES

1. G. Binnig, H. Rohrer, Ch. Gerber, E. Weibel, *Appl. Phys. Lett.* **40**, 178 (1982); G. Binnig and H. Rohrer, *IBM J. Res. Dev.* **30**, 355 (1986), and references therein.
2. M. Amrein, A. Staziak, H. Gross, E. Stoll, G. Travaglini, *Science* **240**, 514 (1988).
3. D. M. Egler and E. K. Schweizer, *Nature* **344**, 574 (1990).
4. See, for example, H. K. Wickramasinghe, Ed., volume 241 of the *AIP Conference Proceedings* (American Institute of Physics, New York, 1991).
5. N. M. Amer, A. Skumanich, D. Ripple, *Appl. Phys. Lett.* **49**, 137 (1986).
6. P. H. Cutler, T. E. Fauchtwang, T. T. Tsong, H. Nguyen, A. A. Lucas, *Phys. Rev. B* **35**, 7774 (1987).
7. R. J. Hamers and D. G. Cahill, *Appl. Phys. Lett.* **57**, 2031 (1990); *J. Vac. Sci. Technol.* **89**, 514 (1991).
8. M. R. Freeman and G. Nunes Jr., *Appl. Phys. Lett.*, in press.
9. L. Arnold, W. Kneger, H. Walther, *ibid.* **51**, 788 (1987).
10. G. P. Kochanski, *Phys. Rev. Lett.* **62**, 2265 (1989).
11. R. Möller et al., *J. Vac. Sci. Technol.* **89**, 506 (1991).
12. J. G. Simmons, *J. Appl. Phys.* **34**, 238 (1963).
13. D. H. Auston, *Appl. Phys. Lett.* **26**, 101 (1975).
14. A. S. Hnil, F. Ho, D. M. Bloom, *Electron. Lett.* **28**, 2302 (1992).
15. S. Weiss et al., *Appl. Phys. Lett.* **63**, 2587 (1993).
16. We thank N. M. Amer, S. von Molnár, R. S. Germain, and R. M. Feenstra for careful readings of the manuscript.

2 August 1993; accepted 28 September 1993

Evidence for Large Upward Trends of Ultraviolet-B Radiation Linked to Ozone Depletion

J. B. Kerr* and C. T. McElroy

Spectral measurements of ultraviolet-B radiation made at Toronto since 1989 indicate that the intensity of light at wavelengths near 300 nanometers has increased by 35 percent per year in winter and 7 percent per year in summer. The wavelength dependence of these trends indicates that the increase is caused by the downward trend in total ozone that was measured at Toronto during the same period. The trend at wavelengths between 320 and 325 nanometers is essentially zero.

In 1974 it was proposed (1) that the continued use of chlorofluorocarbons (CFCs) would lead to a decrease in the amount of stratospheric ozone. This prediction led to concerns about possible detrimental effects on human health and other biological systems that might follow from the increased levels of ultraviolet-B (UV-B) radiation at the Earth's surface because of the decrease in the stratospheric ozone column. The first conclusive evidence for a downward trend in ozone levels was reported (2) in 1985 where springtime values of ozone over the Antarctic were observed to have declined by 40% between 1975 and 1984. More recently, negative trends in ozone levels at other locations have been reported (3-5) and their seasonal and geographical dependencies have been determined. Extensive field studies in the Antarctic (6) and Arctic (7) have associated the loss of ozone with high levels of chlorine in the stratosphere.

Definitive measurements of a long-term trend in UV-B radiation as a result of the decline in ozone levels at mid-latitudes have been difficult to obtain. Measurements have shown that short-term, day-to-day fluctuations of UV-B radiation vary

as expected with changes in column ozone amount both in the Northern (8) and Southern (9) hemispheres as well as under the Antarctic ozone hole (10, 11). However, attempts to detect long-term trends in UV-B radiation from existing data records have been inconclusive and controversial. For example, an analysis (12) of data from a network of broad-band Robertson-Berger meters in the United States

showed a negative trend in UV-B radiation levels at a time when ozone levels were known to be decreasing.

The detection of a long-term change of UV-B radiation is considerably more difficult than the measurement of the long-term decline of ozone levels. One reason is that the intensity of UV-B radiation at the Earth's surface depends on many factors other than stratospheric ozone, including clouds, aerosols, haze, pollutants and ground albedo. Periodic or long-term changes of any of these variables will influence trend results derived from the analysis of UV-B measurements. It is essential that instruments making the measurements be well characterized and that a good calibration of instrumental response be maintained for a long period of time. Because of the difficulty of the measurement, UV-B data are sparser, available for a shorter time interval, and are poorer in quality than the ozone record, making trend analysis uncertain.

In this paper we report spectroradiometric UV-B measurements made at Toronto (44°N, 79°W) between 1989 and 1993. Our results are from Brewer instrument number 14, one of the triad of independently calibrated instruments maintained at Toronto as the Canadian total ozone reference. The Brewer instrument measures the intensity of UV-B radiation falling on a horizontal diffusing surface. Measurements are made at wavelength intervals of 0.5 nm between 290 and 325 nm with a resolution of about 0.5 nm. Each spectral measurement consists of the average of a forward and backward wavelength scan, which takes about 8 min to complete. Measurements are made between once and twice each hour throughout the day from sunrise to sunset.

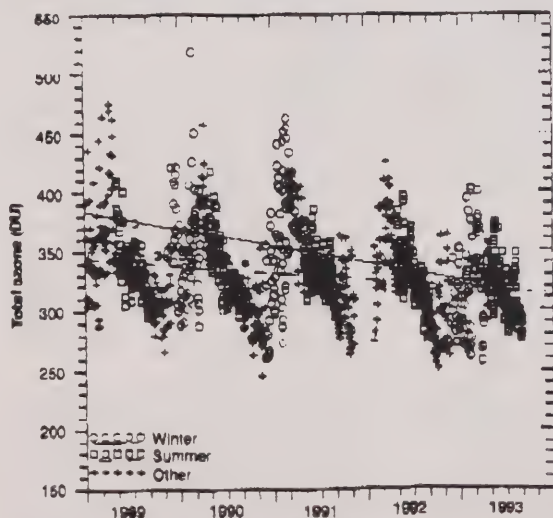


Fig. 1. Record of daily ozone measurements between 1989 and 1993. The straight lines are the best-fit linear trends through the winter (December to March; -4.1% per year) and summer (May to August; -1.6% per year) data points with the annual cycle removed.

Environment Canada, Atmospheric Environment Service, 4905 Dufferin Street, Downsview, Canada M3H5T4.

*To whom correspondence should be addressed.

DOCUMENT: 830-490/013

**RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN
DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT - 1993**



Preuve de fortes tendances à la hausse du rayonnement des
ultraviolets B lié à l'appauvrissement de l'ozone

Fédéral

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 16 novembre 1993

Kerr 1

Preuve de fortes tendances à la hausse du rayonnement des ultraviolets B lié à l'appauvrissement de l'ozone

J.B. Kerr* et C.T. McElroy

Service de l'environnement atmosphérique
4905 Dufferin Street
Downsview, Canada M3H 5T4

Les mesures spectrales du rayonnement des ultraviolets B effectuées à Toronto depuis 1989 révèlent que l'intensité de la lumière à des longueurs d'ondes de près de 300 nm s'est accrue de 35 p. 100 par an en hiver et de 7 p. 100 par an en été. La dépendance de ces tendances, sur le plan des longueurs d'ondes, indique que la hausse découle de la tendance à la baisse de l'ozone total, enregistrée à Toronto pendant la même période. Pour l'essentiel, la tendance est nulle à des longueurs d'ondes de 320 et de 325 nm.

Kerr 2

En 1974, on a avancé (1) que l'utilisation continue de chlorofluorocarbures (CFC) aboutirait à la baisse de la quantité d'ozone stratosphérique. Cette prévision a conduit à se préoccuper des effets négatifs éventuels sur la santé humaine et d'autres systèmes biologiques qui pourraient résulter de la hausse du rayonnement des ultraviolets B (UV-B) à la surface de la Terre, du fait de la baisse survenue dans la colonne d'ozone stratosphérique. C'est en 1985 qu'on a signalé la première preuve concluante d'une tendance à la baisse de l'ozone (2), quand on a remarqué que les valeurs printanières de l'ozone, au-dessus de l'Antarctique, avaient baissé de 40 p. 100 entre 1975 et 1984. Plus récemment, on a fait état de tendances négatives de l'ozone à d'autres stations (3,4,5) et déterminé leur dépendance saisonnière et géographique. De vastes études menées sur le terrain dans l'Antarctique (6) et l'Arctique (7) ont lié la perte de l'ozone à de forts niveaux de chlore dans la stratosphère.

Du fait du déclin de l'ozone aux latitudes moyennes, il a été difficile d'obtenir des mesures décisives d'une tendance à long terme du rayonnement des UV-B. D'après les mesures, les fluctuations quotidiennes à court terme du rayonnement des UV-B ont évolué comme prévu avec les changements de la quantité d'ozone de la colonne tant dans l'hémisphère nord (8) que dans l'hémisphère sud (9), ainsi que suivant la situation du trou d'ozone de l'Antarctique (10,11). Les tentatives visant à déceler des tendances à long terme du rayonnement des UV-B d'après les relevés existants de données ont toutefois été controversées et peu concluantes. Par exemple, l'analyse (12) des données d'un réseau de compteurs Robertson-Berger à bande large, aux États-Unis, a mis au jour une tendance négative du rayonnement des UV-B à un moment où l'on savait que l'ozone décroissait.

Il est bien plus difficile de détecter le changement à long terme du rayonnement des UV-B que de mesurer le déclin à long terme de l'ozone. Une des raisons en est que l'intensité du rayonnement des UV-B à la surface de la Terre dépend de bien d'autres facteurs

Kerr 3

que ceux de l'ozone stratosphérique, notamment des nuages, des aérosols, de la brume sèche, des polluants et de l'albédo au sol. Des changements périodiques ou à long terme de chacune de ces variables influencent les résultats établis d'après l'analyse des mesures des UV-B. Il importe que les instruments possèdent des capacités bien définies et qu'on maintienne longtemps un bon étalonnage de la réaction des instruments. Vu la difficulté des mesures, les données des UV-B sont plus éparées, disponibles pour un intervalle plus court et moins bonnes que le relevé de l'ozone, d'où des incertitudes dans l'analyse des tendances.

Nous mentionnons ici les mesures spectroradiométriques des UV-B effectuées à Toronto (44 °N, 79 °O) entre 1989 et 1993. Nos résultats proviennent de l'instrument Brewer n° 14, un des trois instruments étalonnés indépendamment qu'on tient à Toronto en référence canadienne de l'ozone total. Le Brewer mesure l'intensité du rayonnement des UV-B tombant sur une surface horizontale de diffusion. Les mesures se font à des intervalles de longueurs d'ondes de 0,5 nm, entre 290 et 325 nm, la résolution étant d'environ 0,5 nm. Chaque mesure spectrale représente la moyenne d'un balayage des longueurs d'onde en avant et en arrière qui dure environ huit minutes. Les mesures s'effectuent une ou deux fois par heure dans la journée, du lever au coucher du soleil.

On surveille couramment la sensibilité spectrale de l'instrument au rayonnement des UV-B, en mesurant l'éclairement énergétique spectral d'une série de lampes dont l'intensité propre peut se rattacher à des étalonnages exécutés par l'U.S. National Institute of Standards and Technology (NIST). Il est utile d'analyser les relevés d'étalonnage pour établir les incertitudes relatives de la mesure des UV-B en fonction du temps tant à court terme (de mois en mois) qu'à long terme (plusieurs années). Les relevés d'étalonnage révèlent que la sensibilité de l'instrument a varié de $\pm 2,7$ p. 100 à 300 nm et de $\pm 2,5$ p. 100 à 325 nm entre 1989 et 1993. Ces écarts sont représentatifs de l'incertitude globale du processus d'étalonnage, y compris de la variabilité des instruments

Kerr 4

dans le temps et des différences de réglage qui peuvent survenir d'un étalonnage à l'autre. En outre, la tendance de la sensibilité des instruments a été mesurée : $-0,3$ p. 100 ($\pm 0,6$ p. 100) par an à 300 nm et $+1$ p. 100 ($\pm 0,5$ p. 100) par an à 325 nm. C'est en utilisant plusieurs lampes qu'on a établi cette tendance qui, croît-on, découle surtout d'un changement de l'instrument dans le temps. On a modifié les données en fonction des changements à court et à long termes de la sensibilité de l'instrument.

Nos résultats se rapportent aux mois d'hiver (de décembre à mars) et aux mois d'été (de mai à août), suivant la définition formulée dans les rapports antérieurs (3,4). Ces raisons revêtent une importance toute particulière, car l'hiver est la saison de l'année où l'on observe le maximum d'appauvrissement de l'ozone et l'été est la période d'intensité maximale d'incidence des UV-B. Le minimum d'appauvrissement de l'ozone survient à l'automne (de septembre à novembre) et il reste à évaluer les tendances du rayonnement des UV-B à cette période de l'année.

Le relevé de l'ozone total quotidien mesuré au-dessus de Toronto entre 1989 et 1993 (fig. 1) révèle que le niveau d'ozone a baissé de $4,1$ p. 100 par an en hiver et de $1,8$ p. 100 par an en été. Ces taux de déclin sont bien plus importants que ceux qu'on a relevés pendant toutes les années 80 (3); ils sont accentués par les minimums absolus de l'ozone total en 1993 (13,14). D'après les données canadiennes de sondes à ozone (13), 90 p. 100 du changement observé dans l'ozone total pendant la période est sans doute survenu dans la basse stratosphère. Le relevé comprend des données sur une période de cinq étés et de quatre hivers et ne touche que les mesures du soleil direct. On n'a pas inclus l'hiver de 1991-1992, car l'instrument, envoyé pour un étalonnage à l'observatoire de Mauna Loa (Hawaï) n'était pas en service.

Les données du rayonnement des UV-B sont fournies comme valeurs intégrées du flux quotidien, relevées régulièrement par tous types de temps et de conditions de trouble atmosphérique et seulement les jours pour lesquels on dispose d'ensembles complets

Kerr 5

de données (mesures du lever au coucher du soleil, sans intervalles de plus de deux heures). Il importe d'évaluer ces mesures quotidiennes, qui représentent la dose d'énergie totale des UV-B reçue par les systèmes biologiques à la surface de la Terre.

D'après le rayonnement quotidien total enregistré entre 1989 et 1993 (fig. 2), l'énergie mesurée en fonction du temps à 324 nm était assez uniforme d'année en année (tendance d'hiver de $-0,4$ p. 100 par an et tendance d'été de $-0,1$ p. 100 par an), alors qu'on distingue une tendance nette à 300 nm. La lumière, à 324 nm, ne dépend guère de la quantité d'ozone atmosphérique, car le coefficient d'absorption est faible à cette longueur d'ondes (fig. 3). Les variations de l'intensité de lumière, à cette longueur d'ondes, résultent surtout d'autres influences comme les changements dans la nébulosité, la brume sèche, les aérosols, la pollution et l'albédo au sol. Les grosses fluctuations des nombreuses variables qui influent sur le rayonnement reçu à la surface de la Terre se sont neutralisées et ne contribuent pas à une tendance importante au cours d'une période de 5 ans. Le manque de tendance à 324 nm est compatible avec l'hypothèse voulant que la sensibilité du système de mesure soit restée stable.

À 300 nm (fig. 2B), où il existe une assez forte absorption du fait de l'ozone (fig. 3), les données révèlent une hausse annuelle de 35 p. 100 pour l'hiver et de 6,7 p. 100 pour l'été. L'écart qui sépare ces tendances observées à 300 nm (fig. 2B) et à 324 nm (fig. 2A) découle de la dépendance, sur le plan des longueurs d'ondes, du coefficient d'absorption de l'ozone.

Pour confirmer que les tendances observées à 300 nm résultent de changements survenus dans les niveaux de l'ozone, nous avons établi les tendances linéaires à toutes les longueurs d'ondes comprises entre 280 et 325 nm (fig. 4). La comparaison de ces tendances avec le spectre d'absorption de l'ozone (fig. 3) montre de façon concluante que la tendance de l'ozone à long terme, observée, a provoqué la hausse détectée du rayonnement des UV-B à Toronto. Une partie de la structure détaillée du spectre

Kerr 6

d'absorption de l'ozone (fig. 3) apparaît dans ces données (fig. 4).

La hausse temporelle du rayonnement des UV-B se révèle aussi quand on compare les spectres du flux quotidien total moyen mesurés en 1993 à Toronto à ceux établis en 1989 (fig. 5). Il apparaît que les récentes mesures sont plus fortes que celles qu'on a effectuées auparavant tant pour l'été que pour l'hiver et que les hausses sont compatibles avec une absorption moindre attribuée à l'ozone.

Les tendances observées des UV-B, en fonction de la longueur d'ondes (fig. 4), cadrent avec celles auxquelles on s'attend dans les tendances observées de l'ozone (fig. 2). En divisant les valeurs des tendances d'hiver et d'été de la fig. 4 respectivement par 4,1 et 1,8, on obtient les dépendances, sur le plan des longueurs d'onde, de la hausse de pourcentage du rayonnement des UV-B pour une baisse de 1 p. 100 de l'ozone. Il y a une assez bonne concordance quand on compare ces valeurs avec les calculs des modèles pour un ciel clair d'hiver et d'été, à midi, à des latitudes comparables (15).

Grâce aux tendances aux longueurs d'ondes à 323 et à 325 nm, nous avons constaté que le niveau du rayonnement érythémogène (16) s'est accru de +5,3 p. 100 par an en hiver et de +1,9 p. 100 par an en été, après correction pour les effets non causés par les changements survenus dans le niveau de l'ozone. La comparaison de ces valeurs aux tendances de l'ozone (fig. 1) aboutit à un facteur d'amplification du rayonnement (FAR) de 1,3 pour l'hiver et de 1,1 pour l'été. Ces valeurs sont compatibles avec celles qu'on observe quand on compare aux variations de l'ozone (8,9) les fluctuations quotidiennes du rayonnement érythémogène des UV-B.

Les baisses d'hiver et d'été de l'ozone total ayant eu lieu entre 1989 et 1993 (fig. 1) sont à peu près six fois plus importantes que celles qu'on a mesurées aux latitudes moyennes pendant les années 80 (3,4,5). Même s'il a été établi que le taux du déclin de l'ozone total s'est accru au cours des récentes années (4), il n'est guère probable que les valeurs indiquées à

Kerr 7
la

fig.

1

Kerr 8

soient représentatives des périodes se prolongeant dans le futur. Les résultats des tendances établis à partir de quelques années de données sont influencés par des variations cycliques naturelles d'une période de quelques années, comme l'Oscillation quasi-biennale, le Niño et le cycle de 11 ans des taches solaires. En outre, l'éruption du mont Pinatubo, en 1991, a sans doute réduit temporairement l'ozone total à l'échelle du globe (14). Les tendances des UV-B (fig. 4) ne sont peut-être pas représentatives des changements à plus long terme survenus aux latitudes moyennes de l'hémisphère nord et, par conséquent, on ne devrait pas les extrapoler pour prévoir les conditions des UV-B. Les tendances observées des données sur l'ozone (fig. 1) et des données sur les UV-B (fig. 4) peuvent être appliquées aux tendances de l'ozone déterminées d'après les relevés de données plus longs, afin de déterminer les changements spectraux à plus long terme du rayonnement des UV-B.

Nos données ont été mesurées à une station proche d'un grand centre urbain, où plusieurs changements locaux pourraient influencer sur les niveaux mesurés du rayonnement des UV-B. Il faut utiliser un instrument spectroradiométrique pour distinguer les effets dus aux changements de l'ozone stratosphérique et ceux d'autres variables atmosphériques comme les nuages, la brume sèche, la pollution et les aérosols volcaniques. D'après les résultats du modèle (15,17), la dépendance, sur le plan des longueurs d'ondes, du rayonnement des UV-B sur les nuages et les aérosols est assez faible.

Les fortes hausses observées dans le rayonnement des UV-B près de 300 nm en hiver sont de fortes hausses fractionnaires de petite valeur. Pour cette raison, elles ne représentent peut-être pas une hausse importante sur le plan des répercussions biologiques. La hausse que les UV-B connaissent à la fin du printemps peuvent toutefois produire un effet disproportionné sur certaines espèces si elle survient à des phases critiques de leur développement.

En 1993 à Toronto, on a enregistré des minimums absolus

Kerr 9

d'ozone (13). Les mesures du rayonnement des UV-B en 1993 ont été plus fortes pendant plusieurs jours que toute mesure effectuée au cours des quatre années précédentes pour la même période (fig. 2B). Il est probable que les valeurs antérieures des UV-B n'ont jamais atteint les niveaux de 1993, au moins depuis le début du relevé de l'ozone de Toronto (1960). Il est aussi assez raisonnable d'étendre cette conclusion fondée sur les données de Toronto (où l'on a enregistré des maximums absolus de UV-B) à d'autres lieux, car on signale aussi, ailleurs, des minimums absolus d'ozone (13,14).

Kerr 10

RÉFÉRENCES ET NOTES

1. M.J. Molina et F.S. Rowland, *Nature* 249, 810 (1974).
2. J.C. Farman, B.G. Gardiner et J.D. Shankin, *Nature* 315, 207 (1985).
3. R. Stolarski, R. Bojkov, L. Bishop, C. Zerefos, J. Staehelin et J. Zawodny, *Science* 256, 342 (1992).
4. Organisation météorologique mondiale, *Projet mondial de recherche et de surveillance touchant l'ozone*, OMM, rapport n° 25, Genève (1992).
5. J.B. Kerr, *J. Geophys. Res.* 96, 20703 (1991).
6. A.F. Tuck, R.T. Watson, E.P. Condon, J.J. Margitan et O.B. Toon, *J. Geophys. Res.* 94, 11181 (1989) et références y figurant.
7. R. Turco, A. Plumb et E. Condon, *Geophys. Res. Lett.*, 17, 4, 313 (1990), et références y figurant.
8. J.B. Kerr, C.T. McElroy, D.W. Tarasick et D.I. Wardle, dans *Proceedings of Quadrennial Ozone Symposium*, Charlottesville, Virginie (1992).
9. R.L. McKenzie, W.A. Matthews et P.V. Johnston, *Geophys. Res. Lett.* 18, 12, 2269 (1991).
10. D. Lubin, J.E. Frederick, C.R. Booth, T. Lucas et D. Neuschuler, *Geophys. Res. Lett.* 16, 8, 783 (1989).
11. J.E. Frederick, P.F. Soulen, S.B. Diaz, I. Smolskaia, C.R. Booth, T. Lucas et D. Neuschuler, *J. Geophys. Res.* 98, D5, 8891 (1993).
12. J. Scotto, G. Cotton, F. Urbach, D. Berger et T. Fears, *Science* 239, 762 (1988).
13. J.B. Kerr, D.I. Wardle et D.W. Tarasick, *Geophys. Res. Lett.* 20, 18, 1979 (1993).
14. J.F. Gleason, P.K. Bartia, J.R. Herman, R. McPeters, P. Newman, R.S. Stolarski, L. Flynn, G. Labow, D. Larko, C. Seftor, C. Wellemeyer, W.D. Komhyr, A.J. Miller et W. Planet, *Science* 260, 523 (1993).
15. Organisation météorologique mondiale, *Projet mondial de*

Kerr 11

recherche et de surveillance touchant l'ozone, OMM, rapport n° 20, Genève (1989).

16. A.F. McKinlay et B.L. Diffey, dans *Human Exposure to Ultraviolet Radiation: Risks and Regulations*, W.R. Passchler et B.F.M. Bosnjakovic (Eds.), Elsevier, Amsterdam, 1987, pp. 83-87.
17. S. Madronich, *Geophys. Res. Lett.* 19, 1, 37 (1992).
18. L.T. Molina et M.J. Molina, *J. Geophys. Res.* 91, D13, 14501 (1986).
19. Les monochromateurs sont assujettis à la lumière parasite des longueurs d'ondes de forte intensité (> 320 nm) contaminant les mesures aux longueurs d'ondes (< 305 nm) dotées de beaucoup moins d'énergie. Dans le Brewer, cet effet est réduit au minimum, grâce à un filtre réducteur de bande qui enlève la lumière > 340 nm et enlève la lumière parasite mesurée près de 290 nm, là où le rayonnement au niveau du sol est négligeable. Les erreurs qui en résultent sont d'ordinaire ~ 0 pour les longueurs d'ondes > 302 nm, $\sim +5$ p. 100 à 300 nm et s'accroissent au-dessous de 300 nm, suivant la quantité d'ozone et l'angle du soleil. Avec les longueurs d'ondes, les erreurs sur les tendances sont plus faibles.

Document: 830-490/016

1993 ANNUAL MEETING OF THE CANADIAN COUNCIL OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT



Communiqué

SASKATOON, Saskatchewan
November 16, 1993

COMMUNIQUÉ

ENVIRONMENT MINISTERS PLEDGE TO HARMONIZE GOVERNMENT PROGRAMS

SASKATOON, Saskatchewan -- November 16, 1993 -- The Canadian Council of Ministers of the Environment has agreed its top priority over the next several years should be the harmonization of environmental programs in Canada.

This would include clarifying federal-provincial roles; eliminating duplication and overlap among programs; and making legislation and regulations more consistent across the country.

"None of us can afford to work inefficiently or at cross purposes," said CCME President Berny Wiens, Saskatchewan Minister of Environment and Resource Management, at a meeting of the council in Saskatoon. "Streamlining and harmonizing our work will not only mean cost savings for governments, but also fewer frustrations for industries and environmentalists who currently have to cope with many different rules in different jurisdictions. Greater consistency amongst jurisdictions, and clearer division of roles will hopefully lessen frustration for all involved."

The council agreed that priority areas for harmonization are: environmental assessments, pulp and paper effluent regulations, municipal liquid waste disposal, Canadian Environmental Protection Act review and agreements, fish habitat protection (Fisheries Act), international environmental issues, trade policy, standard setting/regulations, enforcement and monitoring.

Packaging Waste

The council announced that its first national target of reducing packaging waste by 20 percent between 1988 and 1992 has been met.

The council acknowledged the voluntary efforts of industry in helping achieve this interim goal. However, since progress has been uneven by industry sector and by material, the council directed its National Packaging Task Force to further analyze recent data and determine the sectors where improved performance should be encouraged.

The council confirmed the need to work together with industry to share responsibility for managing packaging waste, to harmonize packaging stewardship initiatives across Canada, and to jointly identify actions required to achieve the 1996 and year 2000 reduction targets of 35 percent and 50 percent respectively.

Pollution Prevention

As a follow-up to the CCME statement last May that pollution prevention is a fundamental operating principle of CCME, the council endorsed *A National Commitment to Pollution Prevention* (attached). The National Commitment says governments should identify a wide range of voluntary, regulatory and economic actions that avoid or minimize the creation of pollutants and waste. It also emphasizes the environmental, health and economic benefits of adopting pollution prevention as a way of doing business.

Water Efficiency

At the direction of the council, CCME will develop an action plan to encourage the more efficient use of water across Canada. The council noted that using water more efficiently is a "win-win" situation from both environmental and economic viewpoints, as it delays the need to upgrade municipal water delivery and treatment systems and reduces the volume of waste water requiring treatment before being discharged to surface waters. It also noted that development of an action plan is especially timely given the national infrastructure program being developed by the federal government. Since responsibility for the management and treatment of water is spread widely among levels of government, the council believes CCME can act as a national catalyst to achieve a harmonized approach to water efficiency initiatives; it has established a special task group to fast-track the development of a national action plan for water use efficiency.

On the issue of water export, ministers were unanimous in their views that any proposal for large scale water export would be strongly opposed by jurisdictions. They acknowledged that the 1988 Federal Water Policy does not allow for any large scale water diversions.

CFC Recovery

In light of recent scientific research that conclusively links depletion of the ozone layer with an increase in harmful ultraviolet-B radiation, ministers reaffirmed their commitment to put in place recovery and recycling programs for ozone depleting substances as quickly as possible. Recovery and recycling of existing stocks of chlorofluorocarbons will mean an immediate and significant reduction of emissions of ozone depleting substances into the atmosphere.

Following on the obligations of Canada under the Montreal Protocol, the council recognized the need for a nationally consistent application of standards and timetables regarding the control and replacement of all ozone-depleting substances.

Contaminated Sites

The Council of Ministers received the 1992-93 annual report of the National Contaminated Sites Remediation Program and noted it shows continued progress by all governments in cleaning-up and restoring high risk contaminated sites and in fostering the development of new and innovative technologies.

The report shows that since the program began in 1989, work has started at 26 high risk orphan sites across the country. Twenty-four demonstration projects have also been undertaken, featuring new clean-up technologies that are intended to become commercially viable.

The federal government agreed to consider extending the National Contaminated Sites Remediation Program.

New CCME President

At the conclusion of today's meeting, New Brunswick Environment Minister Jane Barry assumed the presidency of CCME, taking over from Saskatchewan minister Wiens. The presidency of CCME rotates annually amongst its members.

For further information, contact:

Barbara Czech
CCME Director, Communications
Ph (204) 948-2090
Fax (204) 948-2125

Mary Anne Davidson
Saskatchewan Environment and
Resource Management
Ph (306) 787-2927

(Également disponible en français)

Pre-Publication Release

November, 1993

**A National
Commitment
to
Pollution Prevention**

CCME

**Canadian Council
of Ministers
of the Environment**

It is important to emphasize pollution prevention now, in order to remove the causes of existing environmental problems, and avoid the creation of future ones. Some substances that were once thought to be primarily beneficial, such as CFCs, are now known to have certain characteristics that have a profoundly negative effect on ecosystems. CFC-induced ozone depletion is an example of the urgent need for pollution prevention. Like other global environmental threats, it is complex, subtle, and potentially very damaging to human health, the environment, and the economy.

Understandably, Canadians are increasingly concerned about the human and financial costs of a polluted environment, including the requirements for clean-up, control and enforcement, as well as the impact on our economic competitiveness both domestically and internationally.

Pollution prevention is particularly beneficial because it:

- minimizes or avoids the creation of pollutants;
- avoids the transfer of pollutants from one medium to another;
- accelerates the reduction and/or elimination of pollutants;
- minimizes health risks;
- promotes the development of source reduction technologies;
- uses energy, materials and resources more efficiently;
- minimizes the need for costly enforcement;
- limits future liability with greater certainty;
- avoids costly clean-up in the future;
- promotes a more competitive economy.

The Pollution Prevention Concept

The widely-held *core* of pollution prevention is:

"The use of processes, practices, materials and energy that avoid or minimize the creation of pollutants and wastes."

Some jurisdictions may wish to enhance, refine or qualify this *core* according to their own needs. Suggestions that have been made are:

- to define recycling when used in the context of pollution prevention;
- to highlight the reduction and elimination of *the use* of toxic chemicals;
- to include a concept such as "at the source" or "at the earliest stage of design".

Advancing Pollution Prevention

All member governments of CCME undertake to advance pollution prevention. The following are some ways this can be achieved:

- show **leadership** by establishing a climate in which pollution prevention can flourish, and develop cultures that encourage and reward prevention;
- set an example through good **stewardship**, by keeping their "own houses in order";
- establish **partnerships** to enhance the capacity to achieve pollution prevention goals, and to share the benefits and risks necessary to improve government, business and industrial practices;
- **provide the information** that citizens need to make informed decisions;
- **influence the marketplace** with economic instruments that provide people with incentives to make decisions that further pollution prevention;
- re-orient a greater portion of **research, science and technology** towards pollution prevention;
- incorporate where feasible **innovative** pollution prevention principles into **legislation and regulations** to support partnerships, create a "level playing field", advance competitiveness, promote behavioural change and ensure that the environment is protected.

1992 MILESTONE SUMMARY

In 1990, the Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME) endorsed the National Packaging Protocol, a commitment to six policies and three milestone targets for the reduction of packaging waste: 20% by 1992; 35% by 1996, and; 50% by the year 2000. Since then, the National Task Force on Packaging, under the chairmanship of Environment Canada, has been leading work towards the Protocol's implementation and the monitoring of progress. This summary describes progress in achieving the goals of the Protocol and the first packaging reduction milestone target.

PROGRESS IN IMPLEMENTING THE PROTOCOL

A number of activities and projects have been successfully undertaken and completed by the Task Force and its members. Through publications, conference presentations and meetings, Task Force members have spread the word about the need to reduce packaging waste and how to achieve the goals of the Protocol. The publications of the Task Force include: the Canadian Code of Preferred Packaging Practices; Guidelines for Packaging Audits and Packaging Reduction Workplans; a quarterly newsletter called NAPP News; a media kit, public education pamphlet and fact-sheets; a Municipal Guide for the Promotion of Packaging Waste Reduction; and Guidelines for Environmental Profiles (to be released in late 1993).

Industry and public interest group members have also been active in their own areas. The Paper and Paperboard Packaging Environmental Council was created in 1990 to coordinate and lead reduction activities for the paper packaging sector. The Canadian Glass Container Industry and the Plastic Film Manufacturers Association (PFMAC) have both been promoting the diversion of their respective materials and PFMAC has been sponsoring pilot programs for curbside collection of plastic film products such as shopping bags, milk pouches, bulk food bags, overwraps, etc. The Federation of Canadian Municipalities has launched a Municipal Action Plan on Packaging and is working with Governments Incorporating Procurement Policies to Eliminate Refuse (GIPPER) to develop procurement policies which will support markets for recycled materials and will encourage waste reduction. The Environmentally Sound Packaging Coalition has launched a "Green Shopper" program in British Columbia and published fact-sheets to inform consumers about the ways in which they can help to reduce packaging waste. They have also held workshops on "Environmental Labelling" and "Economic Instruments" in Toronto and Vancouver. Every year, the Packaging

Association of Canada (PAC) holds its PAC Exhibition and Conference, and awards are presented to environmentally deserving packaging.

OMMRI in Ontario and Collecte Selective Québec led the way in establishing industry-sponsored funding for recycling of packaging and other wastes. In 1992, the Grocery Products Manufacturers of Canada and the Canadian Council of Grocery Distributors have led an industry coalition in developing a model for packaging stewardship in Canada and are discussing with provincial governments the implementation of a program adapted to their needs. To date, the Manitoba Government and the industry coalition have announced the introduction of a stewardship program in that province.

There has been significant activity, success and sustained interest by the public regarding packaging over the past three years. However, some of the actions called for in the Protocol have yet to be completed, and work will continue.◊

International Profile

The National Packaging Protocol has set an example, internationally, of a concrete commitment to reduce packaging waste. The strength of this Canadian initiative lies in the cooperation between governments, industry and interest groups to develop solutions and work towards the achievement of the Protocol's objectives. As well, the National Packaging Monitoring System provides a unique database on trends in packaging practices and packaging waste management on the basis of which packaging waste reduction progress is assessed and priorities for action are set.

Several countries, including Australia and New Zealand, have followed Canada's example and developed a national policy to deal with packaging. Success in fully implementing the Protocol's policies and reaching the reduction goals will also depend on the cooperation of our trading partners.◊

CCME

Canadian Council of Ministers of the Environment / Le Conseil canadien des ministres de l'environnement

ASSESSMENT OF PACKAGING WASTE REDUCTIONS

Specific packaging waste reduction targets measured from 1988 levels have been established by the Protocol. Reductions must be achieved through packaging management activities based on the 3Rs: Reduction, Reuse and Recycling. Half of the diversion should come from source reduction and reuse; the other half from recycling activities. A monitoring system has been developed by CCME to measure progress towards these targets.

The National Packaging Monitoring System (NPMS) processed survey information in 1992 according to 32 different packaging types and 32 industry sectors. CCME has retained Statistics Canada to collect this information from over 10,000 establishments across Canada. The data includes the weight of packaging that is produced, used, reused and recycled by the surveyed establishments. The amount of packaging that is

because of incomplete information regarding certain aspects of packaging management in Canada, particularly reuse and recycling activities. The amount of packaging sent for disposal nationally in 1988 was estimated to be 5.41 million tonnes.⁰

Evaluation of 1992 packaging statistics

The success of the 1992 survey was notable. Over 87% of the 10,020 establishments surveyed responded. In 1992, 4.2 million tonnes of packaging were sent for disposal. This represents a reduction of 21% from the 1988 level. Thus, on a national basis, the 1992 target of the National Packaging Protocol was met.

While national progress has been established, the degree of success across the country is variable. This is a function of industrial activity and the

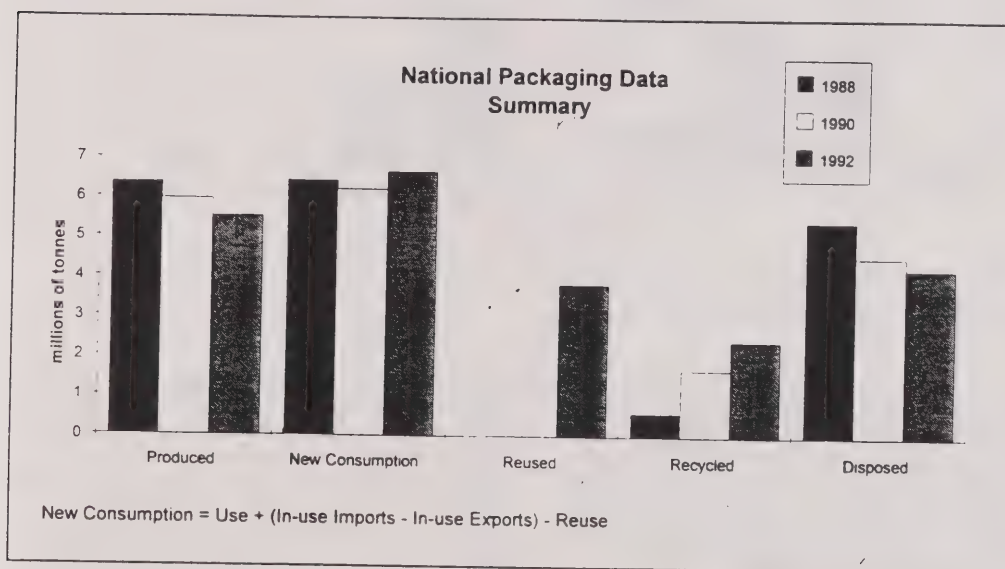


Figure 1: Summary of national packaging statistics 1988, 1990 and 1992

sent for disposal is calculated from these statistics and other data on the weight of filled packaging imported in and exported out of Canada.

The 1988 Benchmark

A packaging survey was not available for 1988. Therefore, to establish the 1988 benchmark data on which to evaluate progress, packaging statistics from the 1988 Census of Manufacturers were supplemented with data from industry. The Task Force recognizes that the benchmark reflects the best available information for 1988 and that the analysis of progress from this baseline is limited

status of infrastructure to collect used packaging and process secondary materials.

Figure 1 shows that while domestic production is slightly down, total consumption of packaging increased in 1992. A factor contributing to this increase is higher levels of filled packaging imported in Canada. Accurate quantification of reduction at source requires additional information that is not currently available in the NPMS. However, industry representatives have provided many examples of source reduction through the design of smaller and thinner packages.

Reuse and recycling estimates were incomplete in 1988. Therefore, it is not possible to precisely quantify the increase in diversion attributable to these activities. However, in 1992, reuse activities diverted more materials from the waste stream than recycling.

As shown in Figure 2, the largest contributor of packaging to the waste stream remains paper packaging (corrugated boxes and cartons,

CONCLUSIONS

On the basis of the information from the National Packaging Monitoring System, the first milestone of 20% reduction in packaging waste has been met nationally. Preliminary analyses show that progress is uneven geographically and between industry and material sectors.

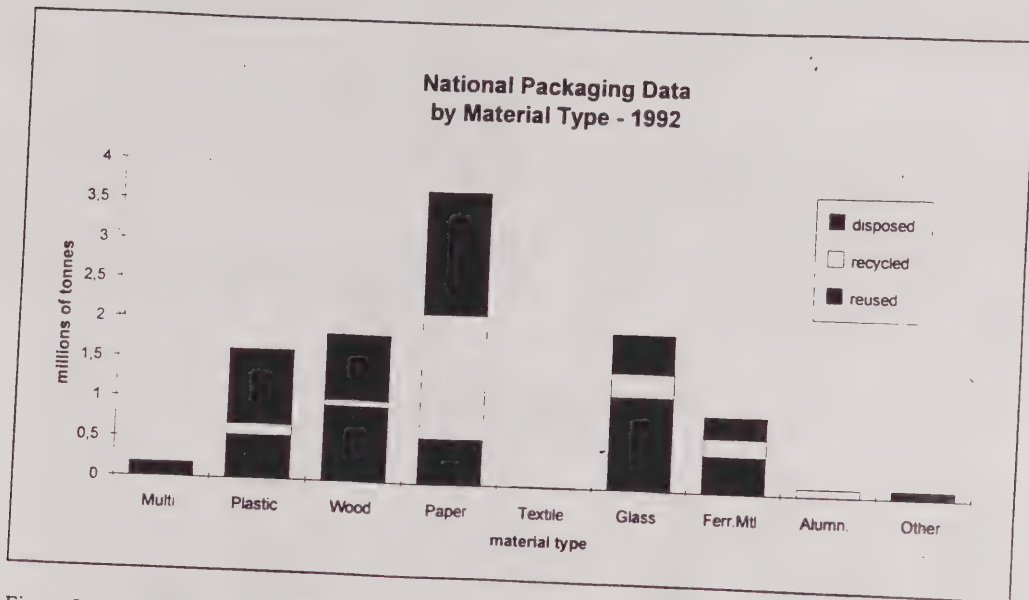


Figure 2: National packaging data by material type, 1992.

boxboard, paper wraps and labels, etc.), although its share of the total has diminished since 1988. Importantly, several material types (paper, textiles, glass, metals) report progress above the 20% reduction target of the Protocol. In 1992, as in 1990, less than half of the 32 packaging groups accounted for approximately 90% of all packaging disposed. Thus, focused diversion efforts in the future may yield greater benefits.

Materials are not found in equal proportion in the waste stream because of the different levels of demand for each material. It is, however, apparent that not all sectors have responded to the Protocol's requirements in the same manner and emphasis has been placed on different management options. Contributions to the waste stream come almost equally from final consumer packaging and from industry packaging. This highlights the need to pursue balanced diversion strategies that will address the different needs of industry and consumer packaging.

The composition of the packaging waste stream as well as the individual efforts of industry sectors are important indicators of directions to be taken in future diversion initiatives. In order to move closer to the objective of 50% diversion, attention must be paid to areas where opportunities for reduction are the greatest and where progress has been slow to occur. Reduction strategies and new initiatives should target consumer packaging as well as packaging used for storage, transportation and display.

On the basis of this NPMS information and further investigations of progress at the industry sector level and regionally, CCME can proceed with the development of specific measures, such as packaging stewardship, and industry sector strategies to ensure progress is achieved in all regions of Canada and across industry sectors. ◊

*Prepared for the CCME Ministers Meeting
November 16, 1993*

DOCUMENT: 830-490/016

RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT - 1993



Communiqué

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 16 novembre 1993

COMMUNIQUÉ

LES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT S'ENGAGENT A HARMONISER LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX

SASKATOON (Saskatchewan) – Le 16 novembre 1993 – Le Conseil canadien des ministres de l'environnement a convenu que l'harmonisation des programmes de l'environnement au Canada doit être sa grande priorité au cours des prochaines années.

Il faudra, entre autres, éclaircir le rôle des gouvernements fédéral et provinciaux, supprimer le double emploi et le chevauchement entre les programmes ainsi qu'harmoniser davantage les lois et les règlements partout au pays.

"Aucun d'entre nous ne peut se permettre d'oeuvrer avec inefficacité ou à contre-courant", a déclaré le président du CCME, M. Berny Wiens, ministre de l'Environnement et de la Gestion des ressources de la Saskatchewan, lors d'une réunion du Conseil à Saskatoon. "La rationalisation et l'harmonisation de notre travail permettront non seulement d'économiser des fonds gouvernementaux mais encore d'atténuer la frustration de l'industrie et des écologistes qui doivent actuellement tenir compte d'une gamme de règles imposées par des gouvernements différents. On espère qu'une plus grande harmonisation et un meilleur partage des rôles permettront d'atténuer les sentiments de frustration chez tous les intéressés."

Le Conseil a convenu que l'évaluation environnementale, les règlements relatifs aux effluents des usines de pâtes et papiers, le rejet des effluents municipaux, l'examen de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et les accords connexes, la protection de l'habitat du poisson (Loi sur les pêcheries), les questions internationales en environnement, la politique commerciale, la fixation de normes par règlements, l'application et la surveillance sont les domaines prioritaires de cette harmonisation.

Les déchets d'emballage

Le Conseil a annoncé qu'il a atteint son premier objectif national de réduction des déchets d'emballage de 20 p. 100 entre 1988 et 1992.

Le Conseil a reconnu la contribution volontaire du secteur industriel pour atteindre cet objectif provisoire. Compte tenu de l'inégalité des progrès accomplis au sein du secteur industriel et par produit, le Conseil a demandé à son Groupe de travail national sur l'emballage de poursuivre l'analyse des données récentes et de cerner les secteurs dans lesquels on doit encourager un meilleur rendement.

Le Conseil a confirmé qu'il importe de partager la responsabilité de la gestion des déchets d'emballage avec le secteur industriel, d'harmoniser les mesures de gestion au Canada et de définir ensemble les mesures qui doivent être prises pour atteindre les objectifs de réduction de 35 et 50 p. 100 en 1996 et en l'an 2000.

La prévention de la pollution

Dans la foulée de la déclaration du CCME en mai dernier selon laquelle la prévention constitue un principe de travail fondamental du CCME, le Conseil a approuvé le document intitulé *Un engagement national pour la prévention de la pollution* (ci-joint). Selon ce document, les gouvernements doivent cerner une vaste gamme de mesures volontaires, réglementaires et économiques qui évitent ou atténuent toute forme de pollution. Le document met également l'accent sur les avantages écologiques, économiques et pour la santé que procure la prévention de la pollution dans le processus économique.

La conservation de l'eau

Sur les directives du Conseil, le CCME élaborera un plan d'action qui encouragera la conservation de l'eau au Canada. Le Conseil a rappelé qu'une utilisation plus efficace de l'eau est avantageuse tant du point de vue écologique et qu'économique car il y a moins lieu d'améliorer les systèmes d'aqueduc et de traitement des eaux et on réduit le volume des eaux usées qui doivent être traitées avant le déversement des eaux épurées dans les eaux de

surface. Le Conseil a également rappelé que l'élaboration d'un plan d'action tombe à point nommé compte tenu de l'élaboration du programme national d'infrastructure par le gouvernement fédéral. Puisque la gestion et le traitement des eaux relèvent des divers ordres de gouvernement, le Conseil estime que le CCME peut jouer un rôle de catalyseur national pour harmoniser les mesures de conservation de l'eau. Le Conseil a créé un groupe de travail spécial chargé d'élaborer rapidement un plan d'action national pour la conservation de l'eau.

En ce qui concerne la question de l'exportation de l'eau, les ministres déclarent à l'unanimité que les gouvernements s'opposeront fermement à toute exportation proposée d'un volume d'eau important. Ils reconnaissent que la politique fédérale de 1988 en ce qui concerne l'eau ne permet pas le détournement de masses d'eau.

Récupération des CFC

Compte tenu des dernières recherches scientifiques qui établissent indubitablement une corrélation entre l'appauvrissement de la couche d'ozone et une hausse du rayonnement ultraviolet B nocif, les ministres ont réitéré leur engagement de mettre en oeuvre dès que possible des programmes de récupération et de recyclage des produits qui détruisent l'ozone. La récupération et le recyclage des chlorofluorocarbures employés actuellement engendreront une réduction immédiate et considérable des émissions de produits qui appauvrissent la couche d'ozone.

Dans la foulée des obligations du Canada dans le cadre du Protocole de Montréal, le Conseil reconnaît que les normes et les calendriers de contrôle et de remplacement de toutes les substances qui appauvrissent la couche d'ozone doivent être mises en oeuvre de manière harmonisée au pays.

Les lieux contaminés

Le Conseil des ministres a reçu le rapport annuel (1992-1993) sur le Programme national d'assainissement des lieux contaminés. Le document indique que tous les gouvernements continuent de faire des progrès en matière de décontamination, d'assainissement des lieux contaminés à risques élevés et de mesures qui favorisent la mise au point de techniques nouvelles et innovatrices.

Selon le rapport, on a commencé des travaux à 26 lieux orphelins à risques élevés depuis le début du programme en 1989. Vingt-quatre projets ont été mis en oeuvre pour faire la démonstration de nouvelles techniques de nettoyage qui seront éventuellement rentables à l'échelle commerciale.

Le gouvernement fédéral a convenu d'examiner la possibilité de prolonger le Programme national d'assainissement des lieux contaminés.

Nouvelle présidente du CCME

Au terme de la réunion d'aujourd'hui, l'honorable Jane Barry, ministre de l'Environnement du Nouveau-Brunswick, assume la présidence du CCME. Les membres du Conseil assument en alternance les fonctions de président du CCME.

Pour plus de renseignements, prière de communiquer avec :

Barbara Czech
Directrice des communications
CCME
Téléphone : (204) 948-2090
Télécopieur : (204) 948-2125

Mary Anne Davidson
Environnement et
Gestion des ressources
Saskatchewan
Téléphone: (306) 787-2927

(Also available in English)

Publication d'une version provisoire

Novembre, 1993

**Un Engagement National
pour la
Prévention de la Pollution**

CCME

Conseil canadien
des ministres
de l'Environnement

Il est important d'attirer l'attention maintenant sur la prévention de la pollution afin de supprimer les causes des problèmes environnementaux actuels et d'éviter la création de futurs problèmes. Certaines substances, que l'on croyait autrefois comme essentiellement bénéfiques, comme les CFC, sont maintenant connues pour avoir certaines caractéristiques qui ont un impact profondément négatif sur les écosystèmes. L'appauvrissement de l'ozone dû aux CFC est un exemple de l'urgence impérieuse de la prévention de la pollution. Comme d'autres menaces environnementales planétaires, la question de la couche d'ozone est complexe, subtile et éventuellement très dommageable pour la santé humaine, l'environnement et l'économie.

Il va de soi que les Canadiens se préoccupent de plus en plus des coûts humains et financiers d'un milieu pollué, notamment des exigences concernant le nettoyage, la lutte et la mise à exécution ainsi que de l'impact sur notre compétitivité économique sur les plans national et international.

La prévention de la pollution est particulièrement bénéfique, car elle:

- minimise ou évite la création de nouveaux polluants combinés;
- évite le transfert de polluants d'un milieu à un autre;
- accélère la réduction ou l'élimination des polluants;
- minimise les risques pour la santé;
- favorise le développement de technologies de réduction à la source;
- utilise l'énergie, les matières et les ressources avec une meilleure efficacité;
- minimise la nécessité d'une mise en application coûteuse;
- limite la responsabilité future avec une plus grande certitude;
- évite les opérations coûteuses de nettoyage dans l'avenir;
- favorise une économie plus compétitive.

Le Concept de la Prévention de la Pollution

On s'accorde à dire que le principe fondamental de la prévention de la pollution consiste en:

"L'utilisation de procédés, de pratiques, de matières et d'énergie visant à éviter ou à minimiser la création de polluants et de déchets."

Certaines instances peuvent souhaiter renforcer, raffiner ou modifier ce principe selon leurs propres besoins. Voici certaines propositions qui ont été formulées:

- définir le recyclage dans le contexte de la prévention de la pollution;
- mettre au premier plan la réduction et l'élimination de l'emploi des produits chimiques toxiques;
- intégrer une notion de priorité comme "à la source" ou "au premier stade de la conception".

Comment Promouvoir la Prévention de la Pollution

Tous les gouvernements membres du CCME s'engagent à promouvoir la prévention de la pollution. Voici quelques moyens permettant d'atteindre cet objectif:

- **faire preuve de leadership** en créant un climat qui favorise la prévention de la pollution et développer des cultures qui encouragent et récompensent la prévention;

- **donner l'exemple en assurant une bonne gestion**, c'est-à-dire en veillant à garder sa "maison en ordre";

- **établir des partenariats** pour renforcer la capacité d'atteindre les objectifs de la prévention de la pollution et pour partager les avantages et les risques nécessaires à l'amélioration des pratiques gouvernementales, commerciales et industrielles;

- **fournir les informations** dont les citoyens ont besoin pour pouvoir prendre des décisions judicieuses;

- **influencer le marché** par le biais d'instruments économiques qui offrent aux gens des incitants pour une prise de décisions visant à promouvoir la prévention de la pollution;

- **réorienter une plus grande part de la recherche, de la science et de la technologie** vers la prévention de la pollution;

- **intégrer dans la mesure du possible à la législation aux règlements, des principes novateurs de prévention de la pollution** pour favoriser les partenariats, créer des règles du jeu équitables, stimuler la compétitivité, encourager les changements de comportement et garantir la protection de l'environnement.

RÉSUMÉ D'ÉTAPE : 1992

En 1990, le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) a approuvé le Protocole national sur l'emballage, s'engageant ainsi à mettre en oeuvre six politiques et atteindre trois étapes-cibles en vue de la réduction des déchets d'emballage : 20% en 1992, 35% d'ici 1996 et 50% d'ici l'an 2000. Depuis lors, le Groupe de travail national sur l'emballage, sous la présidence d'Environnement Canada, dirige le travail de mise en oeuvre du Protocole et de surveillance du progrès. Ce résumé décrit le progrès accompli dans l'atteinte des buts du Protocole et de la première étape-cible.

PROGRÈS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE

Le Groupe de travail et ses membres ont entrepris et complété avec succès plusieurs activités et projets. Au moyen de publications, de présentations, de conférences et de réunions, les membres du Groupe de travail ont informé les groupes cibles du besoin de réduire les déchets d'emballage et de la façon d'atteindre les buts du Protocole. Parmi les publications du Groupe de travail on retrouve le Code canadien de bonnes pratiques d'emballage, les Lignes directrices sur l'audit d'emballages et le plan de réduction des emballages, le bulletin trimestriel PNE, des cahiers de presse et des fiches d'information, le Guide de réduction des déchets d'emballage à l'intention des municipalités et, à la fin de 1993, des Lignes directrices sur les profils environnementaux seront publiées.

L'industrie et les membres des groupes d'intérêts ont également travaillé chacun dans son domaine. En 1990, le Conseil de l'environnement des emballages de papier et de carton a été formé afin de coordonner et de diriger les activités de réduction dans le secteur de l'emballage en papier. L'industrie canadienne des fabricants de récipients de verre et l'Association des fabricants de pellicule plastique (AFPP) encouragent tous deux le détournement de leurs matériaux respectifs. L'AFPP a aussi commandité des programmes-pilotes de collecte résidentielle des produits faits de pellicule plastique tels les sacs à provisions, les sacs à lait, les sacs d'aliments en vrac, les pellicules, etc. La Fédération canadienne des municipalités a lancé un plan d'action municipal sur l'emballage et travaille avec "Governments Incorporating Procurement Policies to Eliminate Refuse" (GIPPER) à l'élaboration de politiques d'achat qui offriront un soutien aux marchés pour les matériaux recyclés et encourageront la réduction des déchets. Le "Environmentally Sound Packaging Coalition" a lancé en Colombie-Britannique un programme "Green Shopper" et a publié des fiches qui informent les consommateurs des moyens à prendre pour réduire les déchets d'emballage. Il a également organisé à Toronto et à Vancouver des ateliers sur l'étiquetage environnemental et les outils économiques. Chaque année l'Association canadienne de l'emballage (ACE) tient son exposition et

sa conférence ACE au cours de laquelle on présente des prix aux emballages les plus respectueux de l'environnement.

OMMRI, en Ontario, et Collecte Sélective Québec ont mené l'établissement de fonds provenant du capital d'entreprises ayant pour but de promouvoir le recyclage d'emballages et de déchets divers. Les Fabricants canadiens de produits alimentaires et le Conseil canadien de la distribution alimentaire ont été les chefs de fil d'un groupe d'industries dans l'élaboration d'un modèle de gestion responsable de l'emballage au Canada et discutent avec les gouvernements provinciaux de la mise en oeuvre d'un programme adapté à leurs besoins. Le gouvernement du Manitoba et le groupe d'industries ont annoncé, dernièrement, l'introduction d'un programme de gestion responsable des emballages dans cette province.

Au cours des trois dernières années, on a vu un niveau important d'activité, de succès et d'intérêt de la part du public en matière d'emballages. Cependant, les actions telles que décrites dans le Protocole n'ont pas toutes été menées à bien. On devra donc continuer à y travailler.

Profil international

Sur le plan international, le Protocole national sur l'emballage a donné l'exemple d'un engagement pratique en vue de la réduction des déchets d'emballage. La force de cette initiative canadienne vient de la coopération entre les gouvernements, l'industrie et les groupes d'intérêts qui travaillent ensemble à l'élaboration de solutions afin d'atteindre les objectifs du Protocole. De plus, le Système national de surveillance des emballages (SNSE) fournit une base de données unique en son genre sur les tendances en matière d'usage d'emballage et de gestion des déchets d'emballage qui sert à identifier les progrès dans la réduction des déchets d'emballage et à établir les actions prioritaires. Plusieurs pays, y compris l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont suivi l'exemple du Canada et ont élaboré une politique nationale qui traite de l'emballage. Notre succès à mettre en oeuvre les politiques du Protocole et d'atteindre ainsi nos objectifs de réduction dépendra également de la coopération de nos partenaires commerciaux.

CCME

Canadian Council
of Ministers
of the Environment

Le Conseil canadien
des ministres
de l'environnement

ÉVALUATION DE LA RÉDUCTION DES DÉCHETS D'EMBALLAGE

Le Protocole a fixé des buts précis à atteindre en matière de réduction des déchets d'emballage, basés sur les niveaux de 1988. La réduction des emballages doit se faire au moyen d'une gestion basée sur les trois R: réduction, réemploi et recyclage. La moitié des détournements doivent provenir d'une réduction à la source et du réemploi; l'autre moitié des activités de recyclage. Le CCME a mis en place un système de surveillance afin de mesurer le degré de progrès dans l'atteinte de ces objectifs.

En 1992, le Système national de surveillance des emballages (SNSE) traite des renseignements d'enquête selon 32 types différents d'emballage et 32 secteurs industriels. Le CCME a confié à Statistique Canada la collecte de ces renseignements auprès de quelques 10 000 établissements au Canada. Les données comprennent le poids de l'emballage que les établissements produisent,

renseignements disponibles pour 1988 et que l'analyse du progrès est limitée parce qu'il manque des données touchant certains aspects de la gestion de l'emballage au Canada, en particulier les activités de réemploi et de recyclage. On estime que l'emballage envoyé à l'élimination en 1988, à l'échelle nationale, s'élevait à 5,41 millions de tonnes.

Évaluation des résultats de 1992

Le succès de l'enquête de 1992 fut remarquable. Plus de 87% des 10 020 établissements faisant l'objet de l'enquête ont répondu. En 1992, 4,2 millions de tonnes d'emballage furent envoyées à l'élimination, ce qui représente une réduction de 21% par rapport au niveau de 1988. Ainsi, sur le plan national, on a atteint le but fixé par le Protocole national sur l'emballage pour 1992.

Malgré le progrès au plan national en matière de

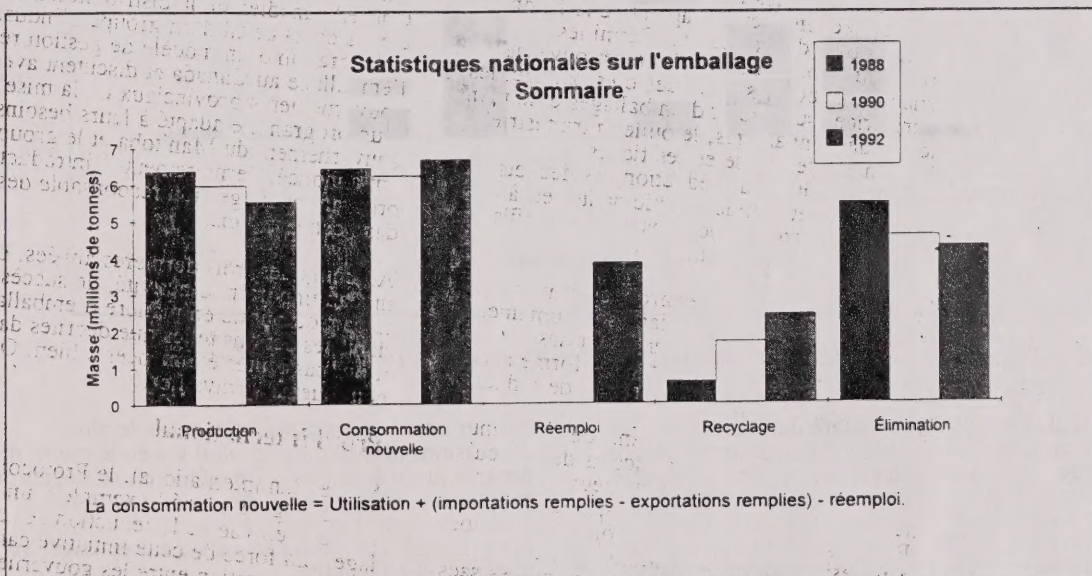


Figure 1: Sommaire des statistiques nationales sur l'emballage, 1988, 1990, 1992

utilisent, réemploient et recyclent. On calcule la quantité d'emballage qui est envoyée à l'élimination à partir de ces chiffres, tout en considérant le poids de l'emballage vide et rempli que le Canada importe et exporte.

La situation en 1988

Aucune enquête sur l'emballage a été menée en 1988. Afin de fixer les données repaires de 1988 qui permettent d'évaluer le progrès depuis cette date, on s'est servi des statistiques du Recensement des manufacturiers de 1988 et des données de l'industrie. Le Groupe de travail reconnaît que les données repaires constituent les meilleurs

réduction des déchets d'emballage, le succès est varié d'un bout à l'autre du Canada. Les taux variés d'activité industrielle et l'état d'avancement des infrastructures de récupération et de recyclage des vieux emballages contribuent à ces différences.

Le figure 1 indique que s'il y a eu une légère baisse de la production domestique, la consommation totale des emballages a augmenté en 1992. Ces chiffres reflètent une augmentation d'emballage rempli importé par rapport à 1988. Une quantification précise de la réduction à la source nécessiterait des renseignements additionnels qui ne

sont pas présentement disponibles dans le SNSE. Toutefois, les représentants de l'industrie ont fourni plusieurs exemples de réduction à la source au moyen d'emballages plus petits et plus minces.

En 1988, les données sur le réemploi et le recyclage étaient incomplètes. Il est donc difficile de quantifier de façon exacte l'augmentation du détournement attribuable à ces activités. Toutefois, en 1992 les activités de réemploi détournaient plus de matériaux du flux des déchets que le recyclage.

La figure 2 montre la prédominance des emballages de papier (caisses et boîtes en carton ondulé, boîtes de carton, enveloppes de papier et étiquettes, etc.)

CONCLUSIONS

Selon les données du Système national de surveillance des emballages, on a atteint la première étape-cible, soit une réduction de 20% des déchets d'emballage. S'il y a eu progrès sur le plan national, le degré de succès varie d'un endroit à l'autre au pays et parmi les types d'industries.

La composition des déchets d'emballage et les efforts individuels des secteurs industriels peuvent servir de guide pour les initiatives futures en matière de réduction des déchets d'emballage. Si nous désirons atteindre l'objectif national de 50% moins de déchets d'emballages d'ici l'an 2000, il faudra se

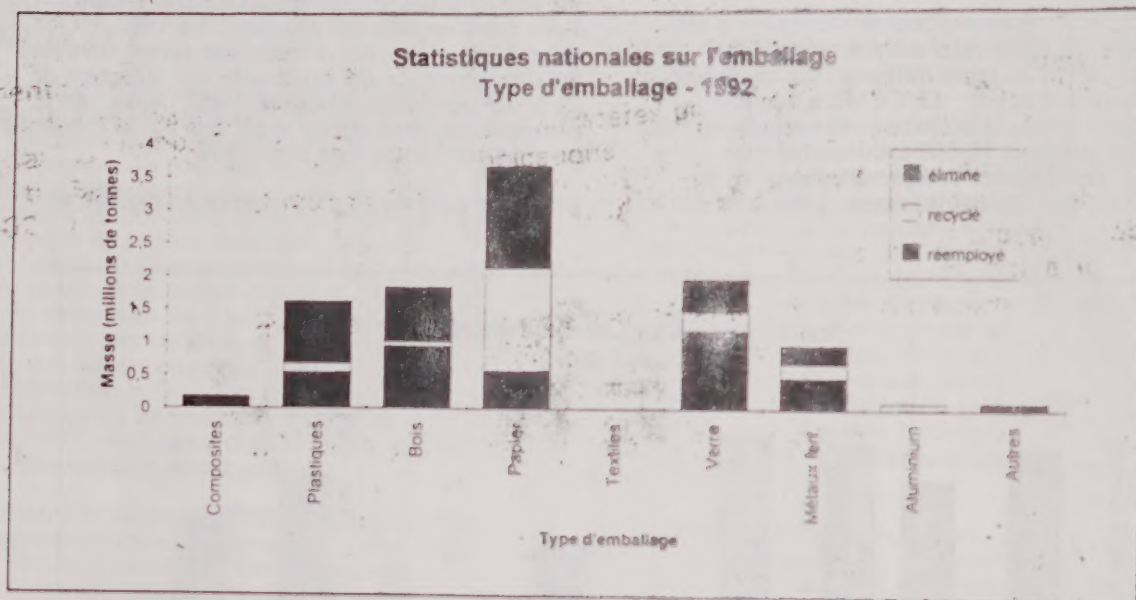


Figure 2: Statistiques nationales sur l'emballage par type d'emballage, 1992

dans le flux des déchets, malgré que sa part du flux total a diminué depuis 1988. Les détournements de plusieurs types d'emballage, soit le papier, le verre, les métaux et les textiles, par rapport au taux consommé, surpassent l'objectif de 20% du Protocole. En 1992, comme en 1990 moins de la moitié des groupes d'emballages sont responsables d'environ 90% de tous les emballages envoyés à l'élimination. On pourrait donc obtenir de meilleurs résultats futurs à l'aide d'efforts dirigés vers ces groupes d'emballage.

On ne peut s'attendre à ce que tous les matériaux présents dans le flux des déchets le soient dans une proportion égale puisqu'il existe divers niveaux de demande pour ces matériaux. Il est par contre évident que les secteurs n'ont pas tous réagi de la même façon aux exigences du Protocole et on a mis l'emphasis sur diverses options de gestion. Les secteurs en question se divisent de façon presque égale entre l'emballage industriel et l'emballage de consommation. Il faudrait donc adopter des stratégies de détournement balancées qui viseront ces deux catégories d'emballage.

tourner vers les domaines où il existe le plus d'occasions de réduction et où il y a eu le moins de progrès jusqu'à ce jour. Toutefois, les stratégies de réduction et les nouvelles initiatives devraient également viser l'emballage destiné aux consommateurs ainsi que celui servant à l'entreposage, au transport et à l'étalage.

Grâce aux données du SNSE et suite à des analyses plus poussées au niveau provincial et des secteurs industriels, le CCME peut maintenant poursuivre le développement de mesures spécifiques, telles les programmes de responsabilité totale, et l'établissement de stratégies sectorielles pour l'industrie, afin d'assurer le progrès dans toutes les régions du Canada et au sein de tous les secteurs industriels.

*Ce document a été préparé pour la réunion du Conseil des ministres du CCME
Le 16 novembre, 1993*

GRAND & TOY
L26-99578

